CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Compte rendu officiel

D'Chamberblietchen

Actualité parlementaire	Nouvelles lois	Séances publiques n^{os} 42 à 44	Questions au Gouvernement
p. 03	p. 04	p. 04-77	p. 78-99

Sommaire

Actualité parlementaire .... p. 03

Nouvelles lois .... p. 04

Séances .... p. 04-77

42e séance du mardi 18 avril 2023 p. 04-49

43e séance du mardi 25 avril 2023 p. 50-67

44e séance du mercredi 26 avril 2023 p. 68-77

Questions au Gouvernement .... p. 78-99

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Contenu rédactionnel :
Chambre des Députés
23, rue du Marché-aux-Herbes
L-1728 Luxembourg
Tél. 466 966-1

Concept et layout :
brain&more
agence en communication,
Luxembourg

Impression :
Imprimerie Heintz
sur papier 100 % recyclé, BalancePure

Date d'impression :
21/08/2023

PRINTED IN LUXEMBOURG

EU Ecolabel
www.ecolabel.eu

FSC
www.fsc.org

Lancement vun der Ausstellung „1848 – Revolutioun zu Lëtzebuerg"

De Rendez-vous fir de Vernissage vun der Ausstellung iwwert d'Joer 1848 hätt net méi symbolesch kënne sinn: Den 8. Juli um 18.48 Auer hunn de Chamberpresident, den Här Fernand Etgen, d'Kulturministesch, d'Madamm Sam Tanson, an d'Directrice vun den Nationalarchiven, d'Madamm Josée Kirps, d'Ausstellung iwwert dëst historescht Joer opgemaach, wat e wichtege Moment an der Geschicht vun Europa a vu Lëtzebuerg markéiert huet.

D'Joer 1848 war gepräägt vun de Revolutiounen uechter Europa an der Aféierung vun der éischter lëtzebuergescher Verfassung. D'Ausstellung analyséiert ënner anerem déi direkt Konsequenze vun den Evenementer vum Mäerz 1848 an d'Schafe vun der Chambre des Députés. D'Land huet sech eng Verfassung ginn zu engem Moment, wou d'Chamber an d'Regierung zu Ettelbréck siegéiert hunn. D'Assemblée parlementaire ass ënnert där Form, déi mer haut kennen, entstanen.

Am Kader vum Vernissage huet de Chamberpresident ënnerstrach, dass d'Organisateure wollten e Bou spanen tëschent der Situatioun vun 1848 an haut, dat souwuel historesch wéi och technesch. „Dir sidd vun der sozialer, ekonomescher a politescher Situatioun vun den 1840er-Joren ausgaange fir ze weisen, wéi aus enger Kris eng nei, fräiheetlech Verfassung entstanen ass", huet de President erkläert.

D'Ausstellung am Haaptgebai vun den Nationalarchiven um Plateau du Saint-Esprit ass bis den 2. Dezember 2023 op. Den Entrée ass fräi.

Vu lénks no riets: de Chamberpresident, den Här Fernand Etgen, d'Kulturministesch, d'Madamm Sam Tanson, de fréiere Generalsekretär vun der Chamber, den Här Claude Frieseisen, d'Coordinatrice vun der Ausstellung, d'Madamm Marie-Paule Jungblut, d'Directrice vun den Nationalarchiven, d'Madamm Josée Kirps, an de bäigeuerdente Generalsekretär vun der Chamber, den Här Benoît Reiter

D'Invitéë goufen op enger Terrass empfaangen.

D'Madamm Marie-Paule Jungblut (riets) huet den Invitéen Erklärungen zu der Ausstellung ginn.

Soutien aux prisonniers politiques au Bélarus

De gauche à droite : M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydia Mutsch, M. Yves Cruchten, Mme Josée Lorsché, M. Paul Galles, Mme Octavie Modert, Mme Nathalie Oberweis, Mme Myriam Cecchetti, Mme Jessie Thill, Mme Stéphanie Empain, Mme Cécile Hemmen, M. Charles Margue, M. Fernand Etgen, M. Gusty Graas, M. Sven Clement et M. Max Hengel

La Chambre des Députés s'est engagée à participer au parrainage des prisonniers politiques du régime de Minsk dans le but de renforcer la coopération avec les défenseurs bélarussiens des droits de l'homme. Ainsi, seize députés, dont le Président du Parlement, le Président de la Commission des Affaires étrangères, la Présidente de la délégation auprès de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN ainsi que les membres de la délégation auprès de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, ont décidé de soutenir les prisonniers politiques au Bélarus.

Par ailleurs, un groupe d'études à vocation internationale a été créé par le Parlement luxembourgeois ayant pour objectif d'institutionnaliser le dialogue avec les forces démocratiques bélarussiennes. Dans sa résolution du 13 juin 2023, la Chambre a condamné les actes de torture et la répression systématique par le régime d'Aliaksandr Loukachenka.

Programme d'équipement de l'infrastructure touristique

8050 – Projet de loi ayant pour objet d'autoriser le Gouvernement à subventionner l'exécution d'un onzième programme quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique

Le projet de loi autorise le Gouvernement à subventionner le programme d'équipement de l'infrastructure touristique pour une nouvelle période de 5 ans s'étendant du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2027 et qui se substitue au 10e programme quinquennal qui est venu à échéance le 31 décembre 2022.

Sous le Leitmotiv « Mënschen, Regiounen an Ekonomie : de wäertorientéierten Tourismus als aktiven Dreiwer fir méi Liewens- an Openthaltsqualitéit », la nouvelle stratégie mise sur quatre piliers principaux, à savoir :

– l'aménagement de l'offre existante et son adaptation aux besoins actuels, notamment dans le tourisme actif, gastronomique et culturel ;

– un renforcement de la résilience des entreprises, en encourageant les investissements et en développant des stratégies en vue d'attirer et fidéliser du personnel qualifié ;

– la prise en compte des dimensions écologique, économique, sociale et culturelle de la durabilité ;

– la promotion des initiatives de digitalisation existantes.

Au cours des années précédentes, certaines difficultés s'étaient présentées, auxquelles le projet de loi n° 8050 apporte des solutions. En premier lieu, il n'a pas toujours été facile à déterminer si certains projets devraient également être autorisés par règlement grand-ducal. Des critères clairs qui définissent la procédure de traitement des différents dossiers d'investissements faisaient également défaut. Or, tout en restant dans la continuité des programmes précédents, le projet de loi n° 8050 introduit également des dispositions nouvelles, destinées à faciliter la mise en œuvre du 11e plan quinquennal.

Ce programme permettra de soutenir la création et la modernisation de projets d'infrastructure touristique, à l'exception des projets de gîtes touristiques portés par des personnes privées. En général, les subventions seront limitées aux dépenses d'investissement. Finalement, les auteurs du texte ont précisé le cadre légal concernant le financement public d'acquisitions de terrains ou d'immeubles.

Le projet de loi prévoit une enveloppe budgétaire de 70 millions d'euros pour le 11e programme quinquennal.

Dépôt par M. Lex Delles, Ministre du Tourisme, le 20/07/2022
Rapportrice : Mme Carole Hartmann

Travaux de la Commission des Classes moyennes et du Tourisme
(Présidente : Mme Simone Beissel) :

27/09/2022 Désignation d'un rapporteur
Présentation et examen du projet de loi
14/03/2023 Examen de l'avis du Conseil d'État
Adoption d'une série d'amendements parlementaires
20/04/2023 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 25/04/2023
Loi du 16 mai 2023
Mémorial A : 2023, n° 233, page 1

Augmentation du « Bëllegen Akt »

8176 – Projet de loi modifiant la loi modifiée du 30 juillet 2002 déterminant différentes mesures fiscales destinées à encourager la mise sur le marché et l'acquisition de terrains à bâtir et d'immeubles d'habitation

À la suite des négociations qui ont eu lieu le 3 mars 2023 dans le cadre de la réunion du Comité de coordination tripartite, un accord a été signé en date du 7 mars 2023, le « Solidaritéitspak 3.0 ».

Afin d'éviter un choc inflationniste en début 2024 et d'aider les ménages et les entreprises par des mesures spécifiques, le projet de loi n° 8176 a pour objet de mettre en œuvre une des mesures contenues dans cet accord, à savoir l'augmentation du plafond du crédit d'impôt en matière de droits d'enregistrement, dit « Bëllegen Akt », de 20.000 à 30.000 euros.

Afin de faire bénéficier les acheteurs dans les meilleurs délais de cette mesure, une entrée en vigueur rétroactive au jour de la signature de l'accord « Solidaritéitspak 3.0 » est prévue.

Dépôt par Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances, le 17/03/2023
Rapporteur : M. André Bauler

Travaux de la Commission spéciale « Tripartite »
(Président : M. Gilles Baum) :
24/03/2023 Désignation d'un rapporteur
Présentation et examen du projet de loi
21/04/2023 Examen de l'avis du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 25/04/2023
Loi du 16 mai 2023
Mémorial A : 2023, n° 235, page 1

42e séance

Présidence : M. Fernand Etgen, Président | M. Marc Spautz, Vice-Président | M. Laurent Mosar, Doyen en rang

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique** p. 05
M. Fernand Etgen, Président
2. **Communications** p. 05
M. Fernand Etgen, Président
3. **Ordre du jour** p. 07
M. Fernand Etgen, Président
4. **Dépôt d'une motion par Mme Martine Hansen** p. 07
Exposé : Mme Martine Hansen
5. **Dépôt d'une motion par M. Marc Goergen** p. 07
Exposé : M. Marc Goergen
6. **Dépôt d'une proposition de loi par Mme Nathalie Oberweis** p. 07
Exposé : Mme Nathalie Oberweis
7. **Heure de questions au Gouvernement** p. 07
Question n° 422 du 18 avril 2023 de M. Marc Goergen relative à la publication des listes des candidats dans le cadre des élections communales, adressée à Mme la Ministre de l'Intérieur p. 08
M. Marc Goergen | Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur
Question n° 420 du 18 avril 2023 de Mme Elisabeth Margue relative à l'exode zone frontalière, adressée à M. le Ministre du Logement p. 08
Mme Elisabeth Margue | M. Henri Kox, Ministre du Logement
Question n° 423 du 18 avril 2023 de Mme Cécile Hemmen relative aux problèmes liés à l'utilisation des services Adapto et Mobibus, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics p. 09
Mme Cécile Hemmen | M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Question n° 424 du 18 avril 2023 de Mme Jessie Thill relative aux questions récurrentes, réclamations et irrégularités éventuelles en relation avec le dépôt des listes de candidats aux élections communales, adressée à Mme la Ministre de l'Intérieur p. 10

Mme Jessie Thill | Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur

8. **Interpellation de M. Fernand Kartheiser au sujet des conséquences des sanctions contre la Russie sur le plan politique, économique et social** p. 10

Exposé : M. Fernand Kartheiser (dépôt des motions 1 et 2)

Débat : M. Claude Wiseler | M. Gusty Graas (interventions de M. Fernand Kartheiser, M. Dan Kersch et M. Roy Reding) | M. Yves Cruchten | Mme Stéphanie Empain | M. Fernand Kartheiser | Mme Nathalie Oberweis | M. Sven Clement

Prise de position du Gouvernement : M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes | M. Fernand Kartheiser (parole après ministre) (intervention de M. le Ministre Jean Asselborn) | M. le Ministre Jean Asselborn (intervention de M. Sven Clement) | M. Fernand Kartheiser (interventions de M. Sven Clement et Mme Josée Lorsché)

Motion 1 : M. Yves Cruchten (interventions de M. Fernand Kartheiser et Mme Stéphanie Empain) | M. Sven Clement | M. Claude Wiseler | Mme Nathalie Oberweis | M. Fernand Kartheiser | M. Yves Cruchten

Vote sur la motion 1 (rejetée)

Motion 2 : M. Yves Cruchten | M. Claude Wiseler | M. Sven Clement | Mme Nathalie Oberweis | M. Fernand Kartheiser (interventions de Mme Simone Asselborn-Bintz et M. Dan Kersch)

Vote sur la motion 2 (rejetée)

9. **Débat de consultation sur les priorités politiques et défis actuels en matière d'égalité entre les genres** p. 29

Exposé : Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes

Débat : M. Max Hengel (intervention de Mme Carole Hartmann) | M. Frank Colabianchi | M. Dan Biancalana | Mme Jessie Thill | M. Jeff Engelen (dépôt de la motion 1) (interventions de Mme Jessie Thill et Mme Stéphanie Empain) | Mme Myriam Cecchetti (dépôt de la motion 2) | M. Marc Goergen (intervention de M. Jean-Marie Halsdorf)

Prise de position du Gouvernement : Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes

Motion 1 : M. Marc Spautz, Président de séance (intervention de M. Fernand Kartheiser) (motion déclarée irrecevable)

Motion 2 : M. Dan Biancalana | Mme Myriam Cecchetti | M. Max Hengel | M. Sven Clement

Vote sur la motion 2 (rejetée)

10. **Ordre du jour (suite)** p. 44

M. Marc Spautz, Président de séance

11. **Résolution de M. Fernand Kartheiser relative au double mandat des maires ou conseillers communaux suite aux élections communales du 11 juin 2023** p. 44

Exposé : M. Fernand Kartheiser

Discussion générale : M. Gilles Roth (interventions de M. Fernand Kartheiser et M. Dan Kersch) | M. Gilles Baum | M. Yves Cruchten | Mme Josée Lorsché | Mme Nathalie Oberweis | M. Sven Clement | M. Marc Spautz (parole pour fait personnel)

Vote sur la résolution (rejetée)

12. **Motion de Mme Martine Hansen au sujet de la réintroduction d'une prime pour indemniser les exploitants qui renoncent volontairement à l'utilisation de produits phytopharmaceutiques à base de glyphosate** p. 48

Discussion générale : Mme Tess Burton | Mme Martine Hansen | M. Marc Goergen

Vote sur la motion (rejetée)

13. **Motion de M. Marc Goergen au sujet de l'analyse de la conformité des règlements communaux voulant interdire la mendicité** p. 48

Discussion générale : Mme Josée Lorsché | M. Dan Biancalana | Mme Nathalie Oberweis | M. Laurent Mosar

Prise de position du Gouvernement : Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur

M. Marc Goergen

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. François Bausch, Vice-Premier Ministre ; M. Jean Asselborn, Mme Taina Bofferding et M. Henri Kox, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, Président | Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

2. Communications

D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro deponéiert.

D'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sitzung deponéiert oder gestrach gi sinn, ass verdeelt ginn.

D'Lëscht mat de Petitiounen, déi säit der leschter Sitzung deponéiert gi sinn, ass och verdeelt ginn.

Communications du Président – séance publique du 18 avril 2023

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi et la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés suivants ont été déposés auprès de l'Administration parlementaire :

8180 – Projet de loi portant modification de la loi du 21 mars 2006 sur les équipes communes d'enquête aux fins de transposition de la directive (UE) 2022/211 du Parlement européen et du Conseil du 16 février 2022 modifiant la décision-cadre 2002/465/JAI en ce qui concerne sa mise en conformité avec les règles de l'Union relatives à la protection des données à caractère personnel

Dépôt : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 20/03/2023

8182 – Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative au droit de requérir de la part du Gouvernement des informations et des documents

Dépôt : M. Mars Di Bartolomeo, Député, le 23/03/2023

8183 – Projet de loi portant modification de :
1° la loi modifiée du 15 juin 2004 relative à la société d'investissement en capital à risque (SICAR) ;
2° la loi modifiée du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés ;
3° la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif ;
4° la loi modifiée du 12 juillet 2013 relative aux gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs ;
5° la loi modifiée du 23 juillet 2016 relative aux fonds d'investissement alternatifs réservés

Dépôt : Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances, le 24/03/2023

8184 – Projet de loi portant :
1° transposition de la directive (UE) 2021/2118 du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2021 modifiant la directive 2009/103/CE concernant l'assurance de la responsabilité civile résultant de la circulation de véhicules automoteurs et le contrôle de l'obligation d'assurer cette responsabilité ; et
2° modification de :
a) la loi modifiée du 16 avril 2003 relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs ;
b) la loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances ;
c) la loi modifiée du 15 mars 2016 relative aux produits dérivés de gré à gré, aux contreparties centrales et aux référentiels centraux et modifiant différentes lois relatives aux services financiers

Dépôt : Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances, le 24/03/2023

8185 – Projet de loi relative au transfert de crédits non performants, et portant :
1° transposition de la directive (UE) 2021/2167 du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2021 concernant les gestionnaires de crédits et les acheteurs de crédits, et modifiant les directives 2008/48/CE et 2014/17/UE ;
2° mise en œuvre du règlement (UE) 2022/2036 du Parlement européen et du Conseil du 19 octobre 2022 modifiant le règlement (UE) n°575/2013 et la directive 2014/59/UE en ce qui concerne le traitement prudentiel des établissements d'importance systémique mondiale selon une stratégie de résolution à points d'entrée multiples et des méthodes pour la souscription indirecte d'instruments éligibles pour l'exigence minimale de fonds propres et d'engagements éligibles ;
3° modification :
a) du Code de la consommation ;
b) de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier ;
c) de la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier ;

d) de la loi modifiée du 22 mars 2004 relative à la titrisation et portant modification de – la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier ; – la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier ; – la loi du 27 juillet 2003 sur le trust et les contrats fiduciaires ; – la loi modifiée du 4 décembre 1967 relative à l'impôt sur le revenu ; – la loi modifiée du 16 octobre 1934 concernant l'impôt sur la fortune ; – la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée ;
e) de la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à la défaillance des établissements de crédit et de certaines entreprises d'investissement

Dépôt : Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances, le 24/03/2023

8186 – Projet de loi portant modification
– de la loi générale des impôts modifiée du 22 mai 1931 (« Abgabenordnung ») ;
– de la loi modifiée du 27 novembre 1933 concernant le recouvrement des contributions directes, des droits d'accise sur l'eau-de-vie et des cotisations d'assurance sociale ;
– de la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif ;
– de la loi modifiée du 19 décembre 2008 ayant pour objet la coopération interadministrative et judiciaire et le renforcement des moyens de l'Administration des contributions directes, de l'Administration de l'enregistrement et des domaines, de l'Administration des douanes et accises et portant modification de
– la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée ;
– la loi générale des impôts (« Abgabenordnung ») ;
– la loi modifiée du 17 avril 1964 portant réorganisation de l'Administration des contributions directes ;
– la loi modifiée du 20 mars 1970 portant réorganisation de l'Administration de l'enregistrement et des domaines ;
– la loi modifiée du 27 novembre 1933 concernant le recouvrement des contributions directes et des cotisations d'assurance sociale

Dépôt : Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances, le 28/03/2023

8187 – Projet de loi relative à l'octroi de la garantie de l'État aux lignes de crédit contractées par le Fonds d'insolvabilité en assurance automobile

Dépôt : Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances, le 28/03/2023

8188 – Projet de loi portant création d'un établissement public nommé « Casino Luxembourg – Forum d'art contemporain » et portant modification de :
1° la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ;
2° la loi modifiée du 4 mars 1982 a) portant création d'un Fonds culturel national ; b) modifiant et complétant les dispositions fiscales tendant à promouvoir le mécénat et la philanthropie

Dépôt : Mme Sam Tanson, Ministre de la Culture, le 30/03/2023

8189 – Projet de loi portant création d'un établissement public nommé « Musée d'art moderne Grand-Duc Jean »

Dépôt : Mme Sam Tanson, Ministre de la Culture, le 30/03/2023

8190 – Projet de loi portant création d'un établissement public nommé « Espace culturel des Rotondes »

Dépôt : Mme Sam Tanson, Ministre de la Culture, le 30/03/2023

8191 – Projet de loi portant création d'un établissement public nommé « Théâtre national du Luxembourg »

Dépôt : Mme Sam Tanson, Ministre de la Culture, le 30/03/2023

8192 – Projet de loi portant création d'un établissement public nommé « Trois C-L – Maison pour la danse »

Dépôt : Mme Sam Tanson, Ministre de la Culture, le 30/03/2023

8193 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale

Dépôt : M. Henri Kox, Ministre de la Sécurité intérieure, le 04/04/2023

8194 – Projet de loi relatif aux contrôles officiels des aliments pour animaux et portant abrogation de la loi modifiée du 19 mai 1983 portant réglementation de la fabrication et du commerce des aliments des animaux

Dépôt : M. Claude Haagen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural, le 05/04/2023

8195 – Projet de loi portant modification de
– la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ;
– la loi modifiée du 12 mai 2022 instaurant une compensation financière permettant la réduction temporaire du prix de vente de certains produits pétroliers

Dépôt : Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances, le 05/04/2023

8196 – Projet de loi portant modification de la loi du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État

Dépôt : Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances, le 05/04/2023

8197 – Projet de loi autorisant l'État à participer au financement du développement de logements abordables et d'un bâtiment à usage mixte du projet « Cité militaire » à Diekirch

Dépôt : M. Henri Kox, Ministre du Logement, le 06/04/2023

8198 – Projet de loi modifiant :
1° la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État ;
2° la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux ;
3° la loi communale modifiée du 13 décembre 1988

Dépôt : Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur, M. Marc Hansen, Ministre de la Fonction publique, le 17/04/2023

3) Les projets de loi suivants ont été retirés du rôle des affaires :

6936 – Projet de loi portant modification de :
– la loi modifiée du 15 juin 2004 relative à la société en capital à risque (SICAR) ;
– la loi modifiée du 13 février 2007 relative au fonds d'investissement spécialisés ;
– la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif ;
– la loi modifiée du 12 juillet 2013 relative aux gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs

Dépôt : M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 18/01/2016

Retrait du rôle des affaires : 24/03/2023

6793 – Projet de loi portant modification du Code d'instruction criminelle et de la loi modifiée du 30 mai 2005 concernant la protection de la vie privée dans le secteur des communications électroniques

Dépôt : M. Félix Braz, Ministre de la Justice, le 07/01/2015

Retrait du rôle des affaires : 06/04/2023

4) Les demandes de pétition suivantes ont été déposées :

2718 – Demande de pétition publique : Compensation en heures supplémentaires ou heures de congé pour les non-télétravailleurs

Dépôt : M. Norberto Dias Abreu, le 24/03/2023

2719 – Demande de pétition publique : Faire valoir les heures supplémentaires au travail comme heures de travail normales, valables un jour plus tard pour la retraite voire pension. Réduction des années de travail pour la retraite voire pension

Dépôt : M. Norberto Dias Abreu, le 24/03/2023

2720 – Demande de pétition publique : Géint d'Ofrappe vun der Buvette um Wäiswampecher Séi

Dépôt : Mme Sandy Schneider, le 24/03/2023

2721 – Demande de pétition publique : Demande de modification de la loi du 23 mai 2018. Infraction de dissimulation du visage. Voile islamique

Dépôt : M. Gustavo Adolfo Strassener, le 27/03/2023

2722 – Demande de pétition publique : Employés communaux musse weider d'Recht hunn, een Exame kënnen ze schreiwen, fir an d'Karriär vum Fonctionnaire communal ze wiesselen! Um Tice an och um AVL

Dépôt : M. Alain Gales, le 28/03/2023

2723 – Demande de pétition publique : Suppression des taux imposables par l'État luxembourgeois sur les primes et treizièmes mois

Dépôt : M. Guy Schanen, le 29/03/2023

2724 – Demande de pétition publique : Ech wollt eng Petitioun ufroen, dass Pensionnairë keng oder manner Lounsteiere bezuelen. Si hu keng Chance, hire Revenu durch Lounerhéijung deenen aktuelle Liewenskäschten unzepassen. Dat Ganzt sollt natierlech gestaffelt an tranchéiert sinn: 1. Wéi vill Déngschtjoer een effektiv geschafft huet. 2. Wéi héich de Revenu-Pensioun ass

Dépôt : M. Fernand Seidel, le 31/03/2023

2725 – Demande de pétition ordinaire : Adapter le cadre légal pour promouvoir l'utilisation de Pédélec45 dit « Speed-Pédélec »

Dépôt : M. Guillaume Schaack, le 31/03/2023

2726 – Demande de pétition publique : Fir d'Ofschafe vum Cumul vun de politesche Mandater. En Deputéierte soll net méi och nach dierfe Buergermeeschter, Schäffen oder Conseiller sinn

Dépôt : M. Roger Jean Paul Braun, le 31/03/2023

2727 – Demande de pétition publique : Création d'un congé sabbatique (congé sans solde)

Dépôt : M. Frédéric Bruckert, le 01/04/2023

2728 – Demande de pétition publique : Améliorer la tranquilité publique : Interdiction d'un pot d'échappement ou d'une autre pièce de véhicule sur une voiture/moto qui perturbe la tranquilité publique. Limite d'émission sonore des véhicules à moteur jusqu'à 74 décibels maximum. Pour les véhicules à moteur plus puissants, maximum 75 dB

Dépôt : M. Jeff Löw, le 03/04/2023

2729 – Demande de pétition publique : Non au gaspillage alimentaire : obliger les institutions servant des repas à redistribuer les restes à leurs employés et/ou aux associations sociales locales ou à utiliser des frigos foodsharing

Dépôt : Mme Julie De Jesus, le 04/04/2023

2730 – Demande de pétition publique : Pouvoir faire un don de son sang pendant les heures de travail avec la permission de son employeur. Que cela devienne un vrai droit civique

Dépôt : Mme Marie-Isabelle Da Costa, le 04/04/2023

2731 – Demande de pétition publique : Prolongation pour obtenir un certificat attestant la qualité de descendant en ligne directe d'un ancêtre luxembourgeois à la date du 1er janvier 1900

Dépôt : Mme Joséphine Kumwamba Kabiena Kuluila, le 05/04/2023

2732 – Demande de pétition publique : Petition Nr. 2588 Einführung eines Pfandsystems für PET-Getränkeflaschen und Metalldosen

Dépôt : M. Udo Göbel, le 08/04/2023

2733 – Demande de pétition publique : Construction d'un réseau de pistes cyclables autonomes entre les villages et les villes

Dépôt : M. Baudouin Michel Simon Schinker, le 09/04/2023

2734 – Demande de pétition publique : Hausaufgaben sollen in der Schule erledigt werden. Da sitzt kompetentes Personal und die nötige Hilfe

Dépôt : M. Paul Lionti, le 12/04/2023

2735 – Demande de pétition publique : Prise de sang gratuite une fois par an

Dépôt : M. Filipe Da Silva, le 13/04/2023

2736 – Demande de pétition ordinaire : Congé pour les donneurs de sang

Dépôt : Mme Sally Fischer, le 12/04/2023

2737 – Demande de pétition publique : Interdire l'âge légal de vente de produits du tabac et de la nicotine aux gens de moins de 21 ans

Dépôt : M. Paul Fontaine, le 13/04/2023

2738 – Demande de pétition publique : Petitiounen, déi keen Intérêt général duerstellen oder aus juristesche Grënn kee Succès kënnen hunn, sollen net méi zougelooss ginn

Dépôt : M. Serge Cichy, le 14/04/2023

2739 – Demande de pétition publique : Pour l'installation de fontaines à eau gratuites à l'aéroport après le contrôle de sécurité

Dépôt : M. Mathias Darras, le 16/04/2023

2740 – Demande de pétition ordinaire : Fumée de cigarettes

Dépôt : M. Ivan Rouer, le 17/04/2023

2741 – Demande de pétition publique : Direkte Übernahme der Kosten von der CNS, ohne dass der Patient im Voraus zahlt

Dépôt : M. Fränk Scholtes, le 17/04/2023

N.B. Les intitulés des pétitions sont susceptibles d'être modifiés tant que la Conférence des Présidents n'a pas statué sur leur recevabilité.

(Tous les documents peuvent être consultés auprès de l'Administration parlementaire.)

3. Ordre du jour

Den Ordre du jour, sou wéi d'Presidentekonferenz e virschléit, ass Iech zougestallt ginn. Ass d'Chamber mat dësem Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

4. Dépôt d'une motion par Mme Martine Hansen

Da géif ech der Madamm Hansen d'Wuert gi fir den Depot vun enger Motioun.

Exposé

Mme Martine Hansen (CSV), auteure | Merci, Här President. De Glyphosatverbuet vun der Regierung ass vum Verwaltungsgeriicht gekippt ginn, an amplaz datt mir elo nach laang Etüde maachen, esou wéi d'Regierung dat annoncéiert huet, si mir als CSV der Meenung, datt mir déi Primm, fir Baueren, Gäertner a Wënzer ze ënnerstëtzen, wa se fräiwëlleg op de Glyphosat verzichten, erëm eng Kéier sollten aféieren, an zwar am beschten direkt. An an deem Sënn deposéieren ech hei eng Motioun.

Ech soen Iech Merci.

Motion

La Chambre des Députés,

– rappelant l'arrêt de la Cour administrative du 30 mars 2023 concernant la révocation de l'agrément de huit spécialités phytopharmaceutiques contenant la substance active « glyphosate » ;

– constatant que, par la suite, le Ministre de l'Agriculture a lancé un appel aux agriculteurs, viticulteurs et aux horticulteurs de renoncer volontairement aux produits phytopharmaceutiques à base de « glyphosate » ;

– rappelant qu'après l'annonce de l'interdiction, le Gouvernement avait décidé en janvier 2020 d'indemniser les exploitants qui avaient renoncé volontairement à l'utilisation de produits phytopharmaceutiques à base de glyphosate dès l'année culturale 2019/20 dans le cadre de la prime à l'entretien du paysage et de l'espace naturel,

invite le Gouvernement

– à réintroduire une prime pour indemniser les exploitants qui renoncent volontairement à l'utilisation de produits phytopharmaceutiques à base de glyphosate pour le surplus de travail et des éventuelles pertes de récolte.

(s.) Martine Hansen, Léon Gloden, Aly Kaes, Octavie Modert, Gilles Roth.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Hansen.

5. Dépôt d'une motion par M. Marc Goergen

Da géif ech d'Wuert un den Här Marc Goergen ginn, och fir den Depot vun enger Motioun.

Exposé

M. Marc Goergen (Piraten), auteur | Merci, Här President. Ech hunn haut eng Motioun matbruecht ronderëm d'Heeschereiverbuet an der Stad, wat mer wierklech um Häerz läit. Ech séint elo nach en Exposé vu Stonnen halen, wéi schlecht ech déi Entwécklung fannen, déi do stattfonnt huet an der Stad Lëtzebuerg, wéi mënschenonwürdeg. Ech hunn awer déi Zäit leider net, mee herno an der Motioun wäerte mer herno nach eng Kéier dorop zeréckkommen.

Dofir hunn ech haut eng Motioun matbruecht, déi d'Inneministesch opfuerdert, déi Entscheedung op hir Rechtsstaatlechkeet hin ze préiwen, an deementspriechend, sollt et do Problemer ginn, dat Reglement net unzeerkennen, well et kann net sinn, dass mir hei am Land esou Reglementer ëmsetzen an herno d'Regierung do tatenlos zoukuckt. Dofir hunn ech eng Motioun matbruecht, dass d'Inneministesch soll intervenéieren, fir dat Heeschereiverbuet endlech ze stoppen.

Motion

D'Chamber vun den Deputéierte stellt fest:

– Déi rezent Entwécklungen an der Stad Lëtzebuerg mam Verbuet vun der allgemenger Heescherei si medial vill kritiséiert ginn.

– Den europäesche Geriichtshaff fir Mënscherechter huet a sengem Arrêt „Lacatus vs Schweiz" kloer festgehalen, dass ee generellt Verbuet vun der Heescherei géint den Artikel 8 vun der europäescher Mënscherechtskonventioun verstéisst. Esou huet laut Riichter all Mënsch d'Recht, fir anerer ëm Hëllef ze froen, dëst wier hirer Aschätzung no soss ee Verstouss géint d'Recht op Privatliewen.

– Den Artikel 37 vun der Verfassungsrevisioun, déi den 1. Juli 2023 a Kraaft trëtt, beseet: „Toute limitation de l'exercice des libertés publiques doit être prévue par la loi et respecter leur contenu essentiel. Dans le respect du principe de proportionnalité, des limitations ne peuvent être apportées que si elles sont nécessaires dans une société démocratique et répondent effectivement à des objectifs d'intérêt général ou au besoin de protection des droits et libertés d'autrui."

– Den Deputéierte Benoy eng parlamentaresch Fro deposéiert huet, déi dës Punkten och opgeworf huet.

Aus dëse Grënn invitéiert d'Chamber vun den Deputéierten d'Regierung:

1. D'Gemengereglementer, déi d'Heescherei verbidde wëllen, op hir Rechtsstaatlechkeet a Konformitéit zum Arrêt „Lacatus vs Schweiz" ze analyséieren.

2. D'Reglementer net unzeerkennen an net ze applizéieren, falls sech bei der Analys sollt erausstellen, dass dës Reglementer net am Aklang mat internationale Konventioune sinn, déi Lëtzebuerg ënnerschriwwen huet.

(s.) Marc Goergen.

M. Sven Clement (Piraten) | Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Goergen.

6. Dépôt d'une proposition de loi par Mme Nathalie Oberweis

An da ginn ech d'Wuert un d'Madamm Nathalie Oberweis fir den Depot vun enger Proposition de loi.

Exposé

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk), auteure | Jo, merci, Här President. Ech deposéieren eng Proposition de loi, déi u sech de Cumul vun de politesche Mandater – Deputéierten op där enger Säit a Buergermeeschter/Schäffen op där anerer Säit – da verbitt, also inkompatibel mécht, an dat am Kontext vun engem Debat, deen awer scho säit Joren eis Gesellschaft an och d'Chamber concernéiert. Ech mengen och, dass et e gewëssenen iwwerparteileche Konsens gëtt an där Fro. Et héiert een ëmmer erëm, och schrëftlech, dass déi eng an déi aner u sech domadder averstane sinn an och déi nei Verfassung gëtt eis d'Méiglechkeet, fir esou e Gesetz ze deposéieren. D'ADR huet haut dann och elo haut nach eng Kéier d'Fro op den Dësch bruecht mat hirer Motioun an dofir géife mir gär nach e Schrëtt méi wäit goen, fir dat dann och an engem Gesetz festzehalen, fir éischtens dës politesch Mandater ze valoriséieren, zweetens d'Vertrauen an d'Politick an an d'Institutiounen an an déi politesch Mandater ze stäerken an drëttens d'Demokratie ze stäerken.

Ech soen Iech Merci.

8201 – Proposition de loi portant modification :
1° de la loi électorale modifiée du 18 février 2003 ;
2° de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Oberweis.

7. Heure de questions au Gouvernement

Haut de Mëtteg huet d'Chamber eng Froestonn un d'Regierung. Laut Artikel 86 vum Chambersreglement huet den Deputéierten zwou Minutten Zäit, fir seng Fro virzedroen, an der Regierung sti véier Minutten Zäit zou, fir drop ze äntweren. Den Här Kox ass nach net do an den Här Graas ass och nach net do.

Plusieurs voix | O!

(Hilarité)

M. Fernand Etgen, Président | Haut geet, mengen ech, bei de Froen awer alles ... Mee den Här Goergen ass do, da géife mir déi Fro virhuelen, d'Fro Nummer 422 vum Här Marc Goergen un d'Madamm Inneministesch iwwert d'Kandidateléschte fir d'Gemengewalen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 422 du 18 avril 2023 de M. Marc Goergen relative à la publication des listes des candidats dans le cadre des élections communales, adressée à Mme la Ministre de l'Intérieur

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Meng Fro un d'Inneministesch ... Et geet a sech och ganz vill ëm den Dateschutz. Et ass mir zu Ouere komm, dass d'lescht Woch eng Lëscht – et kann och an e puer Gemenge sinn, ech wëll mech elo do net behaapten – veröffentlecht ginn ass um Internetsite vun der Gemeng esouwéi vum Raider, wou bei de Kandidaten net nëmmen d'Adress stoung, mee och nach d'Matricule.

Dat ass fir eis Piraten ganz kloer e Verstouss géint den Dateschutz an dofir ass meng Fro un d'Ministesch, well et sensibel Date sinn, wann eng Matricule fräi am Internet verfügbar ass, ob d'Inneministesch déi Virgabe gemaach huet, dass d'Matricule misst matveröffentlecht ginn. Wann et esou ass, stellen ech mer d'Fro, well et an den anere Gemengen net de Fall ass. A wann net, ob hei e Verstouss géint den Dateschutz virläit, well menges Wëssens no kënnt e President vum Walbüro net un d'Matricule, well op de Lëschten, déi een deposéiert, ass d'Matricule net gefrot, se ass net uginn. Dat heescht, iergendzwousch muss e Leak gewiescht sinn, wéi een un déi Matriculle komm ass. An deementspriechend meng Fro un d'Inneministesch, ob dann an esou Fäll e Verstouss géint den Dateschutz virläit. Et ass fir eis Piraten immens wichteg, dass, wa Kandidaten op eng Lëscht ginn, awer net farlässeg mat hiren Daten herno ëmgaange gëtt. Et kann ee schonn heiansdo driwwer diskutéieren, ob am Internet alleguer d'Adresse vun de Kandidate musse veröffentlecht ginn. Wann dann och nach eng Matricule an all méiglech Date veröffentlecht ginn, geet dat fir eis ze wäit. Dofir meng Fro haut un d'Inneministesch.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Goergen. D'Inneministesch huet d'Wuert, d'Madamm Taina Bofferding.

Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur | Här President, fir dem Här Goergen ganz kuerz op d'Fro ze äntweren: Neen, ech hu keen Uerder erausginn, dass d'Matriculle misste veröffentlecht ginn. Mee well Der schonn awer elo deen dote Punkt uschwätzt, mengen ech, erlaabt mer awer, a mengen zwou Minutten hei kuerz trotzdeem d'Procedure ze erklären. D'Walgesetz gesäit effektiv d'Matricule net vir als Donnée, déi een dee Moment muss uginn. Wat mir froen, ass de Numm, de Virnumm, d'Nationalitéit, de Wunnuert an och de Beruff, mee soss fuerdere mer keng aner Donnéeën, déi elo net vum Gesetz virgeschriwwe ginn. Dat heescht, mir ginn dee Moment näischt zousätzlech ufroen.

An als Inneministère hu mir de Gemengen an och de Presidente vun de Walbüroen dëst och matgedeelt respektiv hu mir och zwee Formulairen zur Verfügung gestallt, déi si dee Moment mussen ausfëllen. Ech hunn och d'Formulairë matbruecht. Do gesäit een dat och ganz gutt, wéi ech grad gesot hunn, wou een eigentlech den Numm an dat alles muss uginn, an et gesäit ee ganz gutt, dass een hei d'Matricule net muss ugi bei deem enge Formulaire. Dat ass eeben do, wou mir alleguerten d'Kandidateléschten och herno erakréien a wou da meng Mataarbechterinnen a Mataarbechter déi Donnéeën an de Programm saiséiere kënnen. Déi sinn och am Moment amgaangen, alles ze encodéieren. An iwwert dee gëtt jo och herno den 11. Juni d'Resultat veröffentlecht.

Da gëtt et nach en zweete Formulaire, och dee kann ech eng Kéier kuerz weisen. Och hei ass keng Matricule dee Moment gefrot. Dat ass dee Formulaire, deen herno dann de President vum Walbüro ascchreift. Dat heescht, dee Moment, wou dat och an de Gemengen an op de Plaze vun de Walbüroen ausgehaange gëtt. Voilà, deen Aushang, op deen Dir Iech hei elo an Ärer Fro bezitt, wéi gesot, och do ass keng Matricule gefrot ginn a mir froen och, wéi gesot, soss keng aner Donnéeën, déi d'Gesetz net virgesäit.

Wann Der elo frot, wéi d'Gemengebeamten un d'Donnéeë vun der Matricule kommen. Ben, et ass esou, dass all Gemeng jo den Accès op den RNPP huet a si definéiere jo, wien dee Moment den Accès duerf hunn, mee et ass net virgesinn, dass elo d'office d'Presidenten an d'Presidentinne vun de Walbüroen den Accès drop hätten. Dat ass elo och keng Consigne, déi vun eis erausgaangen ass.

Wéi ech awer matkritt hunn, huet déi Gemeng, déi Der uschwätzt, dunn, wou déi Publikatioun eeben opgefall ass, do awer séier reagéiert. Si hunn dee Moment souwuel um Raider wéi och um Internetsite d'Lëscht erofgeholl respektiv dee Moment déi richteg publizéiert, esoudass do déi Onkloerheeten erausginn. Dat ass natierlech keng glécklech Situatioun. Dat hätt net duerfe sinn. Bon, et ass eeben elo geschitt, mee dat Wichtegt ass, dass, wéi gesot, hei séier reagéiert ginn ass an dass eeben elo déi richteg Lëschten no bausse publizéiert sinn. Mee ganz kloer: Vu menger Säit ass keng Consigne esou erausgaangen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci der Madamm Inneministesch.

Da kéime mer elo zur Fro Nummer 420 vun der Madamm Elisabeth Margue un den Här Wunnengsbauminister iwwert d'Auswanderung an d'Grenzgebitt. Madamm Margue, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 420 du 18 avril 2023 de Mme Elisabeth Margue relative à l'exode zone frontalière, adressée à M. le Ministre du Logement

Mme Elisabeth Margue (CSV) | Merci, Här President. Den Här Minister huet rezent an enger Äntwert op eng parlamentaresch Fro vum Här Mars Di Bartolomeo eng ganz Rei Froen opgeworf. An och, wann ech mer vun der Regierung Äntwerten erwaarden a keng Froen, mengen ech awer, dass eng ganz Rei Froen och pertinent sinn, an an deem Kontext wollt ech froen – notamment huet en d'Fro opgeworf –, wéi eng Analysen nach sënnvoll wären, fir déi richteg Äntwert ze ginn op d'Logementskris.

An do sinn och eng ganz Rei Froen, déi soulevéiert goufen, am Kontext vun den Donnéeën, déi de Ministère misst sammelen, notamment Donnéeën iwwer d'Charakteristike vun deene Leit, déi sech eng Éischtwunneng kaf hunn iwwert déi lescht 20 Joer, fir ze wëssen, wéi déi evoluéiert hunn. Wat d'Surface habitable ass, op där déi verschidde Leit liewen, jee no Alter, jee no Regioun an och, wat de Verglach mam Ausland ass, wat och déi verschidde Virstellunge vun de Leit sinn, och jee no Kategorie, wou se wunnen, wéi al se sinn.

An deem Sënn war meng Fro: Goufen dës Analysen dann tatsächlech och gemaach vum Ministère du Logement a wat ass dann derbäi erauskomm? Dat géif mech interesséieren ze wëssen.

Ech soen Iech merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Margue. An d'Wuert huet elo den Här Wunnengsbauminister Henri Kox.

M. Henri Kox, Ministre du Logement | Merci, Här President. Entschëllegt mäi klenge Retard. Merci och fir déi Fro. Vläicht och zu där Äntwert: Natierlech stellen ech mer ganz vill Froen zu dem Logement hei zu Lëtzebuerg, an dofir déi Opléschtung vun enger ganzer Rei vu Froen, déi mer eis scho laang gestallt hunn am Ministère, déi och misste behandelt ginn.

Vläicht just zu der Geschicht awer nach vun deem Observatoire an der Groussregioun: Ech war jo selwer als Parlamentarier an där interregionaler Kommissioun an do hu mer gesot, mir géifen an der Chamber och eng Pre-Etüd maachen an doriwwer eraus soll dat net méi vum Ministère gemaach ginn. Eis Prioritéit läit natierlech doranner, hei zu Lëtzebuerg méiglechst vill Offer ze kreéieren an ze kucken, firwat et zu deene Phenomeener komm ass.

Wat d'Fro ubelaangt, wéi eng Etüden de Moment an Optrag gi ginn, muss ee fir d'éischt virausschätzen, op wat mer zréckgräifen. An do gouf et an deene leschten zwee, dräi Joer eng gutt Zesummenaarbecht tëschent dem Statec an dem Kadaster, fir iwwerhaapt un den Zougang ze kommen, well mir sinn an der Vergaangenheet net un déi eenzel Donnéeë komm a mir beruffen eis op eng europäesch Etüd iwwert d'Zesummestellung vun de Stéit. Iwwer Kadaster an Enregistrement hu mir endlech Zougang, dass mir dat kënne kucken. D'Inspection générale vun der Sécurité sociale, wou eng Rei Donnéeë sinn, och iwwer déi, déi am Ausland wunnen, dorobber komme mir och zréck. Informatioune vum Portail immobilier hu mir mëttlerweil an eng Ëmfro vum Observatoire selwer, fir dat ze maachen, respektiv Covid huet eis e bëssen e Stréch duerch d'Rechnung gemaach.

Wat kucke mer de Moment? An dat ass déi Fro, déi hei gestallt ginn ass: Mir hunn a sech sechs grouss Beräicher, wou eng Rei vun deenen Elementer gekuckt gëtt:

– Fir d'éischt den Observatoire des prix: Mir probéieren, reegelméisseg Publikatiounen iwwer Bauterrainen a Loyeren all dräi Méint ze maachen.

– D'Protection foncier, well mir hunn nach kee genauen Iwwerbléck iwwert all déi Terrainen, déi deels fräi sinn, wien déi benotzt, firwat se esou gestückelt sinn a firwat net. Do lafen Etüden an deem Beräich.

– Dann déi Fro, déi Dir ganz kloer gestallt hutt: d'Caractéristiques des primo-accédants, well dat wëlle mir jo hunn, dass déi, wa se wëllen haut eppes kafen, an et si jo déi Mesüren, déi an der Tripartitt geholl ginn, dass déi och kënne gräifen, de bëllegen Akt zum Beispill. Do lafen Etüden.

– De Recours op d'Hëllefe war schonn oft eng Fro. Firwat ginn déi Hëllefen net ugefrot, d'Subvention loyer? Do hu mir eng Etüd lafen, fir ze soen, wéi mir déi Leit besser kënnen erreechen. Wat kéinte mir um System vläicht änneren, fir dass d'Leit dat och kënnen direkt an Usproch huelen? Wat de Moment nach net esou méiglech ass, well et muss een awer ëmmer nach froen. Eng staatlech Subventioun kritt een net doriwwer eraus.

– Dann déi Fro, déi Dir Iech stellt, well an deem Kader, wou mer all déi Projet-de-loien, déi ënnerwee sinn, Logabo, also Logement abordable ... Do brauche mir den Taux d'effort. Wat ass den Taux d'effort vun deem

eenzele Stot, fir kënnen ze profitéieren? An dat musse mir natierlech suivéieren, fir kënnen dann och genau d'Politick esou ze justéieren, fir dass et och opgeet, fir dass mir dat erreechen, wat mir gäre wëllen: dass déi Offer duerch de massiven Ausbau vun ëffentleche Wunnengsbauprojeten och deenen zegutt kënnt, déi et a sech éischter brauchen. Dat ass e weidere Grupp vun Ënnersichungen.

– An da bleiwen nach eng Rei anerer iwwert den Observatoire de l'habitat, fir ze kucken, wat déi eenzel Froen, déi mir opgelëscht hunn, wat elo nach primordial ass, kënnen ze analyséieren.

Mir hu begrenzt Moyenen, ech géif awer proposéieren, dass mer net elo direkt muer, mee am Mee ... Bis Enn Mee, denken ech, kéinte mir mam Observatoire an d'Chamberskommissioun kommen, wou ech zu deene sämtlechen Etüden nach eng Kéier Ried an Äntwert stinn, wou si kënnen drop äntweren, wou mir nach déi eenzel Froe prioritär kucken, dass et wierklech déi erreecht, déi et cibléiert brauchen.

An dofir soen ech Merci an entschëllegt mäi Retard nach eng Kéier.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Wunnengsbauminister Henri Kox.

Da komme mer elo zur Fro Nummer 423 vun der Madamm Cécile Hemmen un den Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten iwwer Problemer am Zesummenhang mam Adapto an dem Mobibus. Madamm Hemmen, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 423 du 18 avril 2023 de Mme Cécile Hemmen relative aux problèmes liés à l'utilisation des services Adapto et Mobibus, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Mme Cécile Hemmen (LSAP) | Jo, et kéint ee bal soen, Problemer mam Adapto a mam Mobibus a keen Enn. Sou konnt ee kierzlech an der Press liesen, „Schaaft den Adapto-Service of, Här Bausch!", „Gutt gemengt ass net ëmmer gutt gemaach" oder „Le Mobibus n'est pas encore au point". Dat si just e puer rezent Iwwerschrëften an der Press, déi leider verdäitlechen, dass et nach ëmmer grouss organisatoresch Problemer gëtt beim Adapto a beim Mobibus. D'Onzefriddenheet – oder soll ech soen: d'Roserei – bei den Usageren ass ganz grouss a mir däerfen net vergiessen, dass mir et wierklech hei mat enger vulnerabeler Populatioun ze dinn hunn, Leit, déi duerch hir gesondheetlech Situatioun op Hëllef an och op Ënnerstëtzung ugewise sinn.

Dir kritt vill Reklamatiounen, Här Minister, dat weess ech – mir kréie se och. Zanter der Reform vum Adapto a mam neie Logiciel vum Mobibus wieren d'Problemer effektiv nach méi heefeg ginn, krut ech matgedeelt. Ech erlabe mer, Iech wierklech e klenge Problem ze verdäitlechen: Dat ass e Fall, deen elo wierklech ganz rezent passéiert ass an deen ech erzielt krut, wou e Client vun Adapto bestätegt kritt huet, datt säi Bus, dee reservéiert war, säi Client owes tëscht 20.50 Auer an 21.10 Auer sollt ofhuelen. Um 21.10 Auer, no engem Gespréich mat der Permanence vun der Mobilitéitszentral, krut de Client dunn awer gesot, dass de Bus 20 Minutte Verspéidung hätt. Ok. Eng hallef Stonn duerno, nom laange Waarden dobaussen, huet de Client du matgedeelt kritt, dass d'Reservatioun eigentlech guer net méi am System géif stoen. Dat heescht, den Här sollt elo net méi waarden, mee e sollt säin Heemwee selwer organiséieren.

Här Minister, ech mengen, mir sinn eis eens: Esou Feststellunge vu Verspéidungen oder soss Last-Minute-Changementer, där gëtt et der vill, ganz vill, an et däerf een esou Problemer ganz einfach net méi klengrieden an et muss ee wierklech alles derfir maachen, dass esou onglécklech Situatiounen eng Ausnam bleiwen. Ech sinn awer ganz frou, Här Minister, dass ech gelies hunn, dass Dir an enger Äntwert op eng Question parlementaire geschriwwen hutt, dass Dir elo eng Etüd an Optrag ginn hutt, fir déi verschidde Problematike beim Mobibus ze analyséieren.

An an deem Zesummenhang, Här Minister, wéilt ech Iech dann och e puer Froe stellen: Bis wéini soll dës Etüd ofgeschloss ginn? Ass et och ugeduecht, eng änlech Analys beim Service vum Adapto duerchzeféieren? Mengt Der net, dass d'Verwaltung vum ëffentlechen Transport, d'ATP, misst vun enger externer Firma vläicht begleet ginn, fir deen neie Logiciel an och deen neie System, deen en place gesat ginn ass, beschtméiglech ze notzen an do och e professionelle Suivi ze maachen?

De Moien nach hunn ech an der Press gelies, dass dës Perturbatiounen op eng nei Verwaltungssoftware zeréckzeféiere sinn. Wat sinn dann eigentlech d'Grënn, dass schonn erëm eng nei Software muss benotzt ginn? An dann nach, Här Minister, gedenkt Dir, kuerzfristeg Mesüren ze ergräifen, fir déi verschiddenst Problemer och wierklech kuerzfristeg ze behiewen, éier dës Etüd ofgeschloss ass? An zum Schluss: Wier et keng Iddi, dass dee ganz spezifesche Callcenter iwwert déi selwecht Zäit besat wier wéi d'Faarten, déi och duerchgefouert ginn, dat heescht deemno bis 22.00 Auer an net wéi bis elo bis 19.00 Auer? Ech soen Iech wierklech e grousse Merci am Numm vun alle Concernéierten, fir déi et wichteg ass, ze wëssen, dass hiert Uleies eescht geholl gëtt.

Merci, Här Minister.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Hemmen. Den Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten, de Vizepremier François Bausch, huet d'Wuert.

M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Merci der Madamm Hemmen fir hir Froen, an ech wëll direkt virausschécken, datt natierlech, ob et den Adapto oder de Mobibus oder soss iergendeen ëffentlechen Déngscht ass, en esou soll sinn oder sou muss sinn, dass e fonctionéiert, pünktlech ass an am Interêt vun de Clientë schafft, onofhängeg dovun, wien et ass, ob et sech hei ëm Leit dréit, déi méi Schwieregkeeten hunn, sech ze deplacéiere wéi anerer, oder ob et sech ëm Leit handelt, déi sech normal deplacéieren. Zil muss sinn, dass de Service zu 100 % fonctionéiert, an dat ass och dat Zil, un deem geschafft gëtt.

An et ass och net esou, wéi dat esou duergestallt gëtt, dass alles just schlecht wär, well ech wëll Iech soen, ech hu reegen Austausch mat den Associatiounen, déi déi Leit alleguer vertrieden, an natierlech gëtt et Saachen, déi mir musse besser maachen, Saachen, déi mol net fonctionéieren, mee ech kréien awer och confirméiert – mee déi Leit melle sech an der Reegel net mat Lieserbréiwer natierlech an der Press –, dass vill Leit zefridde si mam Service, wéi e fonctionéiert.

An natierlech gëtt et der och, wou Saache schif ginn. Mee just fir Iech e puer Zuelen ze ginn: Mir si beim Adapto, wou mir fréier 4.000 Utilisateuren haten, op haut 7.000. Dat heescht, den neie System huet derzou gefouert, datt mir bal duebel esou vill Notzer hu wéi fréier, wéi virdrun, an dat ass nach net esou laang hier. Donc, wann dat alles just schlecht wär, da wären et net duebel esou vill Leit, déi et géifen notzen, respektiv wa mir esou restriktiv wären an deem, wat mir ubidden, da wären et der net esou vill, déi dat géifen notzen. Beim Mobibus sinn et der 4.500, dat heescht, dat ass och eropgaangen.

An et ass och esou: Wéi gesot, ech hunn e permanenten Austausch mat de Betraffenen, also mat den Associatiounen, déi déi Betraffe vertrieden, a mir versichen, zesumme sachlech u Saachen erunzegoen. Dofir, ech hu kee Problem dermadder, datt Leit heiansdo hiren Onmutt ausdrécken an och emol Lieserbréiwer schreiwen oder mir schreiwen. Mee et ass awer och net ëmmer esou, datt alles, wat geschriwwe gëtt, d'office och alles esou richteg ass, wéi et geschriwwe gëtt. Däers muss ee sech awer och bewosst sinn. Et kann een net einfach soen, datt, wann een eppes schreift, dat d'office alles esou stëmmt, wéi dat do geschriwwe gëtt. Mee et ass awer egal. Dat ass net de Problem bei der Saach, de Punkt bei der Saach.

Da kënnt eppes anescht derbäi, dat sinn d'Verspéidungen. Déi kommen natierlech vill – dat huet mam System näischt ze dinn –, well de Mobibus respektiv den Adapto entre-temps erëm ënner normale Stroossekonditioune fiert, zënter Covid eriwwer ass, dat heescht, de Verkéier normal ass. Well mir gesi jo, wou d'Verspéidungen hierkommen am gréissten Deel: Se komme gréisstendeels – e ganz groussen Deel dovunner op alle Fall, wa se da sinn – an de Spëtzestonne vir. An dee Bus do steet natierlech wéi all Auto oder och anere Bus, wann e keng Busspuer huet, mat am Stau, an da kann et zu Verspéidunge kommen. Dat soll net entschëllegen, datt Verspéidungen do sinn, mee dat ass awer eng Erklärung, déi een awer muss gesinn, wéi et ass. Mir gesi jo un eisen Zuelen, datt vill Verspéidungen an de Spëtzestonne sinn.

Mir haten natierlech bei der Software ganz vill Problemer an hunn der nach, se sinn nach net ganz ewech. Dir sot: „extern berode loossen", mee mir hu just grad dat gemaach! Déi ganz Software, alles, wat mir do gemaach hunn, ass vun Externen entwéckelt ginn, well mer am Ministère souwisou guer net déi Kompetenz hätten. Also, Dir musst net mengen, wann Dir Iech extern berode loosse gitt an Dir hutt e Privaten, deen da kënnt, datt deen Iech da Wonner bewierkt an all déi Problemer léist respektiv datt deen Iech der duerno net vläicht souguer schaaft, well hei huet deen der geschafen, well en huet eis e Produit herno geliwwert, deen net esou fonctionéiert huet, wéi en eis versprach hat oder wéi e virginn hat, wéi en hätt misse fonctionéieren. An da musse mir eis natierlech dermadder ploen, fir herno ze kucken, wou d'Problemer leien, an dat maache mir selbstverständlech och an och do vill mat den Associatiounen zesummen.

Mir sinn amgaangen, e Centre de compétences opzebauen, eng Plattform opzebauen, fir méi am Detail kënnen ze kucken, wou d'Problemer leien. D'Reservéierungsplattform, déi gëtt och nach verbessert, do sollen nach Verbesserungen derbäikommen, se soll nach méi einfach gemaach ginn. Et ass och esou, dass mir ab dem 1. Mee wäerten den Horaire ausweite vun 22.00 Auer op 23.00 Auer, dat heescht, eng Stonn méi laang owes fueren, och fir de Leit entgéintzekommen, well mir vill Reklamatioune kritt hunn, wou zum Beispill Leit soen: „Ech ginn da gär an de Kino" – wat weess ech, eppes, wat owes e bësse méi laang dauert –, an dat ass net grad um 22.00 Auer fäerdeg. Dofir gi mir op 23.00 Auer erop, mat alle Konsequenzen, déi dat natierlech huet.

Dann ass et och esou, datt mir vill Schwieregkeete mat de Chaufferen haten, wéi den Iwwergang war vu Covid- op Netcovidzäit, net, well d'Chauffere schlecht geschafft hunn, mee well der net genuch do waren. Et war zum Deel eng Penurie u Chaufferen an dat war een Deel vum Problem.

A wéi gesot, un all deene Saache gëtt geschafft, zesumme mat den Acteuren, zesumme mat de Leit, an alles, wat ech geschriwwe kréien, also wat mir geschriwwe kréien als Administratioun, huele mir eescht an da gëtt gekuckt. Et ass keen, deen net eng

Äntwert kritt, a mir versichen, och dofir Léisungen dann ze fannen, mee et ass e ganz spezifesche Service mat, wéi gesot, entre-temps, wann Dir den Adapto huelt, 7.000 Notzer, also 7.000 Leit, déi eng Kaart hunn, fir en ze notzen.

Mee – wëll ech ofschléissend soen – mir mussen awer op eppes oppassen: Et ass nach ëmmer e Sammeltaxi! Et ass net en individuellen Transport, an dat ass awer och oft e bëssen de Problem, datt et ugesi gëtt, wéi wann et eppes ass, wou ech uruffen, wéi wann ech en Taxi géif uruffen, an da kënnt dee mech sichen, just mech eleng, a féiert mech eleng iergendwou hin. Dat ass net d'Zilsetzung dovunner an dat war och ni esou geduecht. An ech mengen, dat kënne mir och net maachen, dat wär och net sënnvoll, dat ze maachen.

Duerfir, mir schaffen dorunner, a wa Saache schiflafen, solle se roueg gemellt ginn. Duerfir sinn déi Stellen do, wou dat ka gemaach ginn, a gleeft mer es, scho guer net de Minister, mee och net d'Beamten, déi an der Verwaltung do schaffen, maachen hei eppes aus Expressegkeet oder well se net wëllen hëllefen, mee mir maachen … déi Leit ginn hiert Bescht a versichen, dat Bescht draus ze maachen.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Bausch.

Mir kommen dann elo zur Fro Nummer 424 vun der Madamm Jessie Thill un d'Madamm Inneministesch iwwert méiglech Froen, Reklamatiounen an Onreegelméissegkeeten am Zesummenhang mam Areeche vun de Kandidatelëschte fir d'Gemengewalen. Madamm Thill, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 424 du 18 avril 2023 de Mme Jessie Thill relative aux questions récurrentes, réclamations et irrégularités éventuelles en relation avec le dépôt des listes de candidats aux élections communales, adressée à Mme la Ministre de l'Intérieur

Mme Jessie Thill (déi gréng) | Merci, Här President. Et ass haut de Mëtteg, knapp sechs Deeg nom leschten Delai fir den Depot vun der Wallëscht fir d'Gemengewalen, warscheinlech nach ze fréi, fir Iech no detailléierte Statistiken an Analysen ze froen, déi iwwert dat erausginn, wat och an der Press stoung. Dofir zillt meng Fro haut och net genau op Statistiken oder Opzielungen of, mee op en éischten Iwwerbléck zu de Froen a Reklamatiounen, déi am Virfeld respektiv am Kader vum Depot iwwert d'Telefonshotline vum Ministère an iwwer aner Weeër gestallt goufen.

Doriwwer eraus interesséiert et mech awer och, Detailer ze kréien zu de Froen an eventuelle Problemer, déi sech ganz konkreet de Moment vum Depot vun de Lëschte gestallt hunn, sief et par rapport zum Formulaire selwer oder zu de verschiddene Paperassen, déi hu misse mat eragereecht ginn – grad och fir Netlëtzebuerger mat Déclaration d'honneur, Kopie vun der Carte d'identité, vum Pass, Titre de séjour an esou weider. Ech denken hei speziell och un déi scho bekannte Problemer beim Ëmgang mat den noutwennege Biergerënnerschrëften, am Fall wou kee lokale Mandataire d'Lëscht ënnerschriwwen huet, bei dem Handling mat de multiple Virnimm vun de Kandidat/innen, wou et am Virfeld jo scho bëssen en Hin an Hier gouf a puncto Interpretatioun. Och an der Formulairescase zum Beruff, wou et ëmmer nach grouss Ënnerscheeder bei der Akzeptanz gëtt, jee nodeems wéi large d'President/inne vun den Haaptwalbüroen de Begrëff „Profession" perséinlech interpretéieren.

An dann och dee wichtege Punkt vun den Nationalitéite respektiv Duebelnationalitéiten. Wann eng Persoun och Lëtzebuerger ass, da gëllt jo déi Lëtzebuerger Nationalitéit, mee wat ass, wann een/eng Kandidat/in um Lëschteformulaire ugëtt, déi franséisch-marokkanesch Nationalitéit ze hunn, déi däitsch-schweedesch oder malteesesch an italieenesch Nationalitéit? Wéi sinn dann d'Reegelen? Krut Dir heizou Reklamatiounen oder Froen a sidd Dir, Madamm Ministesch, der Meenung, dass een hei sollt bei der aktuell grousser perséinlecher Marge de manoeuvre vun de lokale Responsabele bleiwen, oder sidd Dir der Meenung, datt hei sollten um nationalen Niveau méi prezis Virgabe kommen, sief et per Circulaire oder aner Méiglechkeeten? An da speziell bei der Formulairescase zum Beruff schénge mir och méi oder manner grouss an arbiträr Ënnerscheeder vu Gemeng zu Gemeng zougelooss ze ginn, zum Beispill, wat als Profession gëllt a wat net, ob de Patron, egal ob Staat oder Privatpatron, dierf genannt ginn, ob och den Diplom amplaz vun der Jobbezeechnung an dem Statut akzeptabel ass.

Voilà, dat ware meng Froe fir haut de Mëtten an ech soen Iech merci fir d'Äntwerten.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Thill. D'Madamm Inneministesch huet d'Wuert. Madamm Taina Bofferding.

Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur | Voilà, dann nach eng weider Fro en vue vun de Gemengewalen. D'Madamm Thill huet mech grad scho gefrot, also, gefrot an och schonn d'Äntwert ginn: Fir detailléiert Statistiken, effektiv, dofir ass et nach ze fréi. Meng Leit sinn amgaangen am Moment, alleguerten d'Kandidaten an d'Kandidatinnen ze encodéieren. Dat misst elo … Enn der Woch misste si domadder duerch sinn, well dat waren der vill – an et ass och gutt, dass et der vill sinn –, an da wäerte mer natierlech déi néideg Donnéeën dorauser zéien, well ech mengen, et ass ëmmer interessant, ze wëssen, wien dann déi Leit sinn, déi do kandidéieren, natierlech d'Geschlecht, d'Nationalitéiten an den Alter. Ech mengen, do ass ganz villes, wat ee kann dorauser zéien, da wäerte mir dat och maachen.

Dir hutt d'Helpline erwäänt an do wëll ech och direkt vun der Occasioun profitéieren, fir menge Leit merci ze soen, well ech weess, dass se ganz vill Froen erakritt hunn, sief dat vun de Gemengen, sief dat vun de Parteien, sief dat vun den Interesséierte selwer, vun de Presidente vun de Walbüroen. Ech weess awer elo net, wat den Topranking vun de Froen ass; dat hunn ech si elo net gefrot. Och dee Bilan wäerte mir méi spéit eng Kéier maachen, da kann ech Iech dat gär eng Kéier matdeelen.

Ech weess, dass do eng Rëtsch, jo, Prezisioune gefrot gi sinn, niewent deem, wat an de Circulairen … Ech mengen, mir hunn an de leschte Woche ganz vill Circulairen erausginn – och dat ass gutt esou. An da sinn natierlech nach … D'Hotline steet do zur Verfügung fir d'Leit, déi nach méi prezis Froen hunn.

Wat d'Professioun betrëfft, hutt Dir elo gefrot respektiv drop higewisen, dass et do kéint zu Divergenze kommen. Do ass et u sech esou, dass mir elo keng Guidelines erausginn hunn, wéi d'Presidenten an den Haaptwalbüroen dat elo sollen an deem Sënn handelen, wéi do eeben d'Professioun soll opgeschriwwe ginn. Wou awer eng Differenz gemaach gëtt, also d'Gesetz, dat ass engersäits bei de Kandidaten, do gëtt nämlech d'Professioun gefrot, an herno bei de Gewielte gëtt awer d'Profession exacte gefrot. Dat heescht, als Kandidat/in kënnt Der do méi fräi sinn an dat uginn, wéi Der wëllt.

Souwisou, mengen ech, déi meescht Wielerinnen a Wieler interesséiert méi herno, wat op de Plakater steet, op de Flyeren, an do ass ee jo relativ fräi, dat vun Donnéeën unzeginn, wat ee wëll. Wat eis natierlech herno interesséiert bei deene Gewielten, dat ass, déi genau Professioun ze hunn, well mir musse kontrolléieren, ob net eventuell eng Onvereenbarkeet besteet. An dofir musse mer, wann dat net kloer ass, ëmmer bei deene Leit dee Moment nofroen, dass se eis nach déi Donnéeën eraginn, fir dass mer da genau kënnen déi Iwwerpréiwung maachen, déi mer da musse maachen. Dat heescht, bei deene Gewielten ass do eng genau, prezis Info dee Moment néideg, fir dat kënnen unzegoen. Mee wéi gesot ass dat vläicht déi Differenz, déi heiansdo gemaach gëtt. Mee perséinlech fannen ech et u sech positiv, dass ee bei de Kandidaturen do relativ fräi ass, dat esou unzeginn.

Da mat de Signaturen, bei deem Problem … Oder soe mer, déi Opreegung, déi ass jo entre-temps geléist ginn. Do hunn ech schonn op méi wéi eng Question parlementaire geäntwert, idem och, wat den Numm ugeet, deen ee muss uginn. Do war jo och net ganz kloer, ob ee muss dat uginn, wat am RNPP steet, oder ob een dee Spëtznumm, ënnert deem ee bekannt ass, kann dee Moment op d'Lëscht schreiwen. Och dozou hunn ech scho Prezisiounen an der Question parlementaire ginn, soudass dat bei de leschte Wale relativ large gehandhaabt ginn ass, an och bei dësen. Well et geet jo drëms, wann een herno an der Walkabinn steet, dass een dann och déi Persoun soll erëmerkennen, wat een eventuell net ka mam Gebuertsnumm, vun deem een nach ni eppes héieren huet. Ech mengen, mir hunn jo och souer heibannen, déi sinn ënner „Mars" bekannt oder ënner „Pim", a wann een dann de Gebuertsnumm héiert, da weess ee vläicht net direkt, wien dat ass. Voilà, dofir ass et scho gutt, dass dat méi large gehandhaabt gëtt.

D'Nationalitéit war nach deen anere Punkt, no deem Der gefrot hutt. Ben, do ass et esou, dass d'Walgesetz u sech nëmmen eng Nationalitéit virgesäit, déi ee soll uginn. Dat heescht, et steet u sech eigentlech de Leit, déi eng duebel Nationalitéit hunn, fräi, ob se elo wëllen déi Lëtzebuerger uginn, oder wa se déi portugisesch Nationalitéit hunn, ob se déi wëllen uginn. Dat heescht, dat ass u sech och de Leit hei fräigestallt. Oft hu meng Leit emol recommandéiert, déi lëtzebuergesch unzeginn. Dat kënnt nach vu fréier vum Walgesetz, well een dunn déi huet missen uginn. U sech steet et och hei de Leit fräi, dee Moment de Choix tëschent deenen ze maachen, mee kloer ass, dass ee just eng kann uginn, och wann ee méi wéi eng Nationalitéit huet.

Voilà, dat, mengen ech, war elo de groussen … Ech kucken nach eng Kéier, ob ech näischt vergiess hunn. Nee, ech mengen, dat dierft dat Wichtegst sinn. Wéi gesot, soubal mir déi Donnéeën hunn dozou, wäerte mer nach kommunikéieren, mat de Statistiken. A voilà, oder wann Der nach eng Kéier duerno eng Fro hutt, kommen ech gär zréck.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci der Madamm Inneministesch Taina Bofferding. Domat si mir um Enn vun der Froestonn ukomm.

8. Interpellation de M. Fernand Kartheiser au sujet des conséquences des sanctions contre la Russie sur le plan politique, économique et social

Mir fuere weider an der Sitzung vun haut mat enger Interpellatioun vum Här Fernand Kartheiser iwwert d'Konsequenze vun de Sanktioune géint Russland op dem politeschen, wirtschaftlechen a soziale Plang. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. An ech ginn dann d'Wuert un den Auteur vun der Interpellatioun, den honorabelen Här Fernand Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

M. Fernand Kartheiser (ADR), interpellateur | Jo, villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, no der russescher Invasioun an der Ukrain hat d'ADR direkt e Waffestëllstand a Verhandlungen tëschent der Ukrain a Russland gefrot. Där gouf et och, ufanks mat vill Erfolleg, mee wéi mer an der Tëschenzäit genee wëssen, goufe si leider opgrond vun Interventiounen ofgebrach. Mir bleiwen der Meenung, datt eng diplomatesch Léisung fir dee Konflikt déi eenzeg richteg ass, fir Mënscheliewen ze schounen, den Territoire vun der Ukrain esouwäit ewéi méiglech ze preservéieren an eng Eskalatioun vum Konflikt ze verhënneren, esou wéi mir et vun Ufank u gesot haten.

Déi westlech Natiounen, also d'USA, d'EU an e puer aner Staaten aus deem Grupp, hu mat Sanktiounen op déi russesch Invasioun vum 24. Februar 2022 reagéiert. Scho virdru war Russland dat am meeschte sanktionéiert Land op der Welt. Iwwer 11.000 Sanktiounen ziele mir haut an et kommen der nach dauernd derbäi. Déi Sanktioune beréieren natierlech och eis eegen Interessien, politescher an ekonomescher, wat eng Ursaach méi ass, fir emol e Bilan ze maachen. Mir froen eis: Wat huet déi Sanktiounspolitick da wierklech bruecht?

Mir wëllen drun erënneren, datt mir als ADR hei an der Chamber schonn am Mee 2022 déi Meenung vertrueden hunn, datt d'Sanktioune géintiwwer Russland tendenziell ineffektiv sinn. Déi ganz Geschicht vu Sanktiounen an den internationale Relatiounen dokumentéiert dat op eng beandrockend Manéier. Mir musse feststellen, datt dat och am Fall vu Russland esou ass. Et gouf politesch, ekonomesch a militäresch Ziler fir d'Sanktiounen – keent gouf erreecht!

Politesch: D'Sanktioune sollten déi russesch Populatioun treffen an dat sollt dann eng grouss Onzefriddenheet ënnert de Leit ervirruffen, déi dowéinst da sollten déi aktuell Regierung stierzen oder wéinstens d'Politick änneren. Dat war d'Iddi, dovun ass awer net dat Geréngst ze gesinn. Bei deenen alldeegleche Versuergungsgidder gëtt et keen nennenswäerten Enkpass. Souguer déi westlech Meenungsëmfroen a Russland weisen, datt dem Här Putin seng Regierung weider op iwwer 80 % Ënnerstëtzung kann zielen. Den auslänneschen Drock schweesst déi russesch Gesellschaft éischter nach méi zesummen. D'Regierung ass duerch d'Sanktiounen éischter gestäerkt wéi geschwächt ginn an un e Regimechange ass net ze denken. Mir konstatéieren also en Echec vun de politeschen Ziler vun de Sanktiounen.

Déi zweet Motivatioun war an ass déi, fir déi russesch Ekonomie industriell a finanziell ze schwächen, fir datt dat Land de Krichseffort net ka weiderféieren. Och dovun ass näischt ze gesinn. De Jacques Sapir, Directeur d'études op der École des hautes études en sciences sociales, huet virun e puer Deeg déi neist Etüd publizéiert. 2022 hat de russesche PIB e Réckgang vu minus 2,2 %. Dozou hunn d'Käschte vum Krich bäigedroen. D'Leit leeën am Krich Suen op d'Säit, dat ass d'Épargne de précaution. 300.000 Leit goufe mobiliséiert an e puer Zéngdausend Leit hunn d'Land verlooss. Den Nettoimpakt vun de Sanktiounen op déi russesch Ekonomie louch bei minus 1,2 % vum PIB. Dat ass net ganz vill. Fir den FMI wiisst déi russesch Ekonomie trotz Krich a Sanktiounen am Joer 2023 ëm op d'mannst 0,7 % an 2024 ëm 2,1 %. Dat ass méi héich wéi de Pronostic fir vill westlech Länner. Vun deenen 3.141 westleche Firmen, déi gesot haten, datt si Russland géife verloossen, sinn der 211 effektiv gaangen, dat si manner wéi 7 %.

Wuelgemierkt, mir wëllen net behaapten, datt d'Sanktioune keen Effet op Russland hätten. Dat wär sécher falsch. Awer mir kënne behaapten, datt d'Ziler vun de Sanktiounen net erreecht goufen. Mëttel- a laangfristeg muss Russland sécher och mat ekonomesche Problemer kämpfen, a jo, och zum Deel duerch d'Sanktiounen, awer virun allem duerch de Krich an e Manque de main-d'œuvre.

Här President, och am Westen hu mir grouss ekonomesch Problemer. Déi héich Energiepräisser – et muss ee soen, domat hate mer och schonn e puer Problemer virum Krich –, déi zu engem groussen Deel op d'Sanktiounspolitick zréckzeféiere sinn, féieren zu engem Verloscht vun der Kompetitivitéit, enger Delokalisatioun vu Betriber an engem Ofbau vun Aarbechtsplazen. Lëtzebuerg bleift dovun net verschount. Bis elo kennen op d'mannst dräi industriell Betriber Problemer, dovu jiddefalls an engem Fall DuPont Teijin, duerch d'Konsequenze vun der Sanktiounspolitick. Bei Husky gesäit et eventuell no enger Delokalisatioun aus, zum Deel wéinst den Energiepräisser. D'USA probéieren iwwerdeems, op eng zimmlech aggressiv Manéier auslännesch Betriber, och aus Europa, unzezéien. Mir begréissen dowéinst d'Convocatioun vun enger Tripartitt iwwert d'Industrie.

Här President, d'ADR hat schonn zejoert op dëser Tribün virun enger Sanktiounspolitick gewarnt. Mir haten an Erënnerung geruff, datt d'Erfarung weist, datt Sanktiounen et bis elo bal nach ni fäerdegbruecht hunn, déi politesch Decisioune vun engem méi grousse Staat réckgängeg ze maachen. An desto méi grouss dee Staat ass, desto méi illusoresch ass déi Absicht. Russland ass dat geografesch gréisst Land op der Welt, et ass a Bezuch op vill Rostoffer autark an et huet eng relativ staark an diversifizéiert Ekonomie.

D'Chancen op en Erfolleg vun enger Sanktiounsstrategie ware vun Ufank u kleng an esou ass et och zum Mësserfolleg komm. Russland huet seng sougenannt „speziell Militäroperatioun" an der Ukrain virugeféiert an en Enn ass nach net a Siicht! Mir musse wuel dovun ausgoen, datt d'Sanktiounspolitick eng Politick ass, déi eis selwer vill schuet an déi haaptsächlech dowéinst virugeféiert gëtt, well déi westlech Regierungen dee Bilan net maachen, dee Mësserfolleg och net wëllen agestoen, an dat leider op Käschte vun eiser Ekonomie a vun eise Bierger. Europa hätt sech weltwäit méi Respekt verschaaft a méi fir d'Ukrain gemaach, wann et amplaz vu Sanktiounen de Leadership an enger Friddensinitiativ geholl hätt.

Här President, mir musse feststellen, datt bei Wäitem déi meescht Länner – ronn dräi Véierel op der Welt! – d'Sanktiounen net ënnerstëtzen a sech net dru bedeelegen; datt vill Länner, dorënner op d'mannst ee grousst NATO-Land, Russland aktiv derbäi hëllefen, d'Sanktiounen ze ëmgoen, datt och d'EU-Länner d'Sanktiounen net ganz applizéieren, ignoréieren oder aktiv ëmginn. Den Här Habeck huet viru Kuerzem ganz betraffe matgedeelt, datt d'Sanktioune souguer aus Däitschland eraus géifen ëmgaange ginn. Och vill grouss Länner baussent der EU, wéi zum Beispill Indien, China oder Ägypten, hëllefen aktiv, fir d'Sanktiounen ze ëmgoen.

Mir Westeuropäer kafe russesche Gas a russesch Pëtrolsproduiten haut dacks iwwer deier Ëmweeër. Mir bezuelen also zu engem groussen Deel selwer d'Rechnung fir eis Sanktiounspolitick. Russland konnt seng Profitter op Exporter zum Deel erhéijen. International maachen d'Sanktiounen de G7 par rapport zum BRICS progressiv méi schwaach an nei ekonomesch a finanziell Konstellatioune si weltwäit um Entstoen, an zwar zum Nodeel vum Westen. Dozou gehéieren och alternativ entwéckelt Systemer, fir international Finanztransaktiounen ofzewéckelen, an eng Stäerkung vum Yuan zulaaschte vum amerikaneschen Dollar. Mëttelfristeg kann dat an den USA e staarken Inflatiounsdrock ausüben. Laangfristeg kann den Dollar seng Stellung als wichtegst Reservwärung verléieren, esoubal genuch Vertrauen an aner Wärungen opgebaut gouf. D'Welt ass haut politesch an ekonomesch esou gespléckt wéi zanter dem Enn vum Kale Krich net méi.

Et war interessant ze notéieren, datt d'Madamm Backes déi Entwécklung och erkennt. Si war, wéi mir an der Zeitung liesen, elo op der Fréijoersreunioun vum Internationale Wärungsfong an hei steet elo beispillsweis an der „Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek", datt si e Communiqué erausginn hätt, an deem si virun enger Fragmentéierung vun der Weltwirtschaft an e puer geopolitesch Bléck gewarnt huet, mat ënnerschiddlechen technologesche Standarden, Bezuelungssystemer a Reservwärungen – dat, wat mir ugeschwat hunn, an ech mengen, dat ass eng Tendenz, déi eeben elo och an der Lëtzebuerger Regierung erkannt gëtt, an dat ass och gutt esou.

Den éischte Bléck op de Bilan vun de Sanktiounen ass also däitlech: D'Sanktioune sinn ineffektiv, se hunn d'Ziler net erreecht, se si souguer kontraproduktiv fir eis a se sinn deier. Déi Analys ass evident. Natierlech gëtt elo argumentéiert, et misst een de Sanktioune méi Zäit ginn, fir ze wierken, mee och dat Argument verkennt d'Wierklechkeet: Sanktionéiert Länner stellen hir Ekonomien ëm, léieren, selwer ze produzéieren, wat si brauchen, a fanne Weeër a Mëttelen, fir un dat ze kommen, wat si méi schwéier kënne kréien. D'Zäit spillt hei ganz kloer zugonschte vu Russland an de BRICS-Staaten. Russland kann dobäi op d'Solidaritéit vu ganz ville Länner zielen.

Här President, wat eis als ADR virun allem beschäftegt, ass, datt Sanktiounen net nëmme globalpolitesch negativ Effekter hunn, mee se schuede virun allem de Leit hei am Land. Se sinn eng vun de wichtegsten Ursaache fir den Inflatiounsdrock, se maachen déi Lëtzebuerger Ekonomie méi schwaach a se belaaschten iwwermoosseg d'Finanzéierungscapacitéite vum Lëtzebuerger Staat. Den Inflatiounsdrock ass och bei de Liewensmëttel héich an d'Energiepräisser drécken de Waasserpräis mëttelfristeg däitlech an d'Luucht. Déi héich Inflatioun féiert och zu ëmmer méi héijen Zënsen, déi d'Leit massiv belaaschten an ee vun de Facteure sinn, déi de Wunnengsmaart stoppen.

Mat grousser Suerg kucken d'Leit an d'Entreprisen hei am Land an an deenen aneren EU-Länner op hir Zukunft. Et kann zu grousse Schwieregkeete beim Approvisionnement mat Energie kommen, mee virun allem d'Präisentwécklung am Energiesecteur ass volatill an e grousse Problem sinn d'Rechnunge fir Stroum an Hëtzes. Fir vill Stéit a fir vill Entreprisë si se bal net méi ze bezuelen.

Eis Kompetitivitéit ass a Fro gestallt. Am Abléck kënne mir déi Käschten nach zum Deel op de Staatsbudget verlageren duerch eng grosszügeg Hëllefepolitick, déi mir an der Tripartitt verhandelen. Awer och d'Finanzéierungscapacitéite vum Staat si limitéiert a ganz laang kann dat net esou virugoen. Eis Ekonomie ass och ganz staark vum Ausland ofhängeg a gëtt mat erofgezunn, esoubal anerer a Schwieregkeete geroden. Déi industriell Produktioun geet zréck.

Sollt et net zu engem séiere Fridden an Osteuropa kommen, kann et sinn, datt den Approvisionnement mam Gas fir de Wanter 2023/2024 eis nach viru vill méi Problemer stellt ewéi fir dëse Wanter 2022/2023. 2022 konnte mir an Europa nach Reserve mat russeschem Gas constituéieren, dëst Joer wäert dat net méi goen.

Déi successiv EU-Sanktiounspäck géint Russland hunn déi Europäesch Unioun selwer an eng Kris geféiert. D'Energieenkpäss an d'Inflatioun, déi aus där Sanktiounspolitick resultéieren, berouen dobäi bal exklusiv op eegenen Decisioune vum Westen an net vu Russland. Et ass d'EU, déi Sanktiounen op Gas a Pëtrol verhaangen huet, Russland wollt weider liwweren a liwwert iwwregens och weider.

Mir als ADR verlaangen Ännerunge vun eiser Politick, am Intressi vun de Leit a vun eiser Ekonomie. Eiser Meenung no ass déi Sanktiounspolitick de falsche Wee, fir op d'Kris an der Ukrain ze reagéieren. D'ADR hat sech vun Ufank u fir eng aner Linn decidéiert. Mir favoriséieren eng Verhandlungsléisung fir dee Krich. Dobäi gi mir dervun aus, datt net nëmmen d'Wuel vun der Ukrain, mee och eis eegen national, politesch, ekonomesch a Sécherheetsinteressie fir e séieren a gerechte Fridde plädéieren. Mir wëllen d'Ukrain also net elengloossen, mee si a Verhandlungen a beim Neesopbau ënnerstëtzen an hir doduerch derbäi hëllefen, eng nei Zukunft opzebauen. Et ass eis Iwwerzeegung, datt Krich a Sanktiounen näischt bréngen, Diplomatie awer schonn!

Mir hunn eis dowéinst gewonnert, wou wéi mir an der Zeitung gelies hunn, datt och den Här Asselborn selwer weess, datt Sanktiounen näischt bréngen. Am „Wort" vum 10. August 2022 hu mir seng Meenung gelies am Bezuch op d'Sanktioune géint de Simbabwe. „À quoi ont-elles servi ?", freet den Här Asselborn. „À rien ! Pareil au Libye, pareil ailleurs. On ne résout pas les problèmes avec des sanctions." Mir froen eis: Wann den Här Asselborn dat jo weess, firwat mécht hien et dann?

Déi Sanktiounspolitick ass matverantwortlech fir weltwäit ekonomesch an humanitär Problemer, zum Beispill am Beräich vun der Versuergung vu ville Länner mat Liewensmëttel. Weltwäit sinn d'Präisser fir Liewensmëttel an d'Luucht gaangen. Et ass onéierlech, Russland eleng wëllen d'Schold fir déi Entwécklung ze ginn. D'Situatioun ass vill méi komplizéiert. Si hänkt och zum Beispill dermat zesummen, wéi d'Liewensmëttel un de Boursse gehandelt ginn, wéi sech Schëffer, déi nach am Schwaarze Mier wëlle fueren, kënne versécheren a wéi eng Hafe si duerno dierfe benotzen. Mir sinn dem Här Erdoğan fir seng Vermëttlungsdéngschter dankbar a bedaueren, datt net och d'Europäesch Unioun esou eng konstruktiv Roll gespillt huet.

Elo héiert ee vu ville Säiten, et sollt net kontrovers iwwert d'Sanktiounspolitick diskutéiert ginn, mir missten elo zesummenhalen an eis net vum Kreml auserneendividéiere loossen. Esou Argumenter weise mir zréck! Mir liewen an enger fräier Demokratie an et ass eis Aufgab als Oppositioun, fir d'Politick vun der Regierung ze kontrolléieren – besonnesch eng, déi de Leit an eisem Land esou vill zoumutt wéi déi aktuell Sanktiounspolitick! Mir als ADR maachen d'Aen net zou, wann d'Leit an d'Entreprisen hei am Land Problemer hunn a mir loossen eis de Mond och net verbidden!

Och déi international Konsequenze vun der westlecher Politick maachen eis grouss Suergen. Op diplomateschem Plang stelle mir fest, datt de Weste mat senger Positioun an der Ukrain staark minoritär ass. D'BRICS-Staaten, niewent Russland, China, Südafrika a Brasilien, déi och iwwregens eng nei Dynamik kréien – Mexiko, Saudi-Arabien an Tunesien hunn elo gefrot, Member ze ginn – hu sech an ënnerschiddlechem Mooss mat Russland solidariséiert an och vill asiatesch, afrikanesch a südamerikanesch Staate verhale sech neutral bis russlandfrëndlech.

D'OPEC+ feiert en neit Fréijoer, dat heescht och, datt do zum Beispill eng Reduzéierung vum Volume vun de Pëtrolsférderungen decidéiert ginn ass, wat direkt Konsequenzen op de Präis bei eis op der Pompel huet zum Beispill. De Weste verléiert progressiv un Afloss an un Autoritéit; dat weist sech besonnesch däitlech an Afrika. Nei strateegesch a warscheinlech op laang Siicht dauerhaft Interessekoalitiounen an Allianze forméiere sech géint e Westen, deen a verschiddene Géigenden ëmmer méi als imperialistesch an arrogant ageschat gëtt. Virun allem Frankräich geréit ënner Drock.

Mir sollten eis de Bléck op d'Realitéiten och net vun Ofstëmmungen an der UNO huele loossen: Eng Ofstëmmung ënner amerikaneschem, „frëndlechem Afloss" ass dat eent, d'Realitéit um Terrain dat anert.

Déi nei verstäerkten Allianze géint de Weste féieren zu neie Risiken an neie méigleche Konflikter. Dozou gehéieren och d'Spannunge ronderëm Taiwan a verschäerften territorial Diskussiounen ëm de Gas am Mëttelmier. Eng méi staark Tierkei kann och e verstäerkte Risiko fir Griicheland, Israel an Zypern sinn. Och den Iran gëtt massiv opgewäert an nees méi geféierlech. Duerch d'Vermëttlung vu China huet Saudi-Arabien nees diplomatesch Relatioune mat dem Iran opgeholl – e groussen Erfolleg fir déi chineesesch Diplomatie, mee e Mësserfolleg fir d'Administratioun Biden. An Europa ass d'Positioun vun der Tierkei substanziell gestäerkt ginn – warscheinlech zu Recht –, well si, anescht wéi d'Europäesch Unioun, am Ukrain-Konflikt eng méi konstruktiv Diplomatie bedriwwen huet.

Op der anerer Säit gëtt et an der EU politesch Risikofacteuren, déi eis ganz séier duerch hir Politick a Konflikter kënne mat eranzéien, zum Beispill, wéi mir gesinn hunn, wéinst Diskussioune ronderëm de Korridor vu Kaliningrad. Loosst mech dowéinst nach emol betounen, datt fir d'ADR d'NATO eng Verdeedegungsallianz ass a keng Ugrëffsallianz. Wa verschidde Länner wëlle provozéieren, da wannechgelift ouni eis!

An den USA verléiert d'Ukrain-Politick vun der Administratioun Biden ëmmer méi un Zoustëmmung. An der Republikanescher Partei ass se scho guer net majoritär an et ass dowéinst domat ze rechnen, datt nach virun de Presidentschaftswale vun 2024 déi amerikanesch Politick sech wäert änneren. Dozou droen och budgetär Problemer bäi. Duerch déi rezent Fuitte vu geheimen Dokumenter ass d'Glafwierdegkeet vun der amerikanescher Strategie an der Ukrain – an domat och der europäescher – méi wéi a Fro gestallt ginn.

D'EU hätt eiser Meenung no sollen iwwert de Verhandlungswee eng séier Friddensléisung fir e regionalen europäesche Konflikt sichen. Amplaz gouf den Ukrain-Konflikt globaliséiert, d'Welt domat méi onsécher gemaach an eisen eegenen Intressie massiv geschuet. Mir sinn elo an enger Lose-Lose-Situatioun. Jo, déi russesch Ekonomie huet eng Rei Problemer, ganz sécher, mee eis awer och!

Op monetärem Plang ass de Rubel duerch eng – ech zitéieren d'Madamm Lagarde, Presidentin vun der Europäescher Zentralbank – „intelligent Politick vun der russescher Zentralbank stabiliséiert ginn". Eisen Euro ass awer vill méi schwaach an ufälleg ginn. Niewent all eisen ekonomeschen an energiepolitesche Problemer verstäerkt d'Sanktiounspolitick och eis wärungspolitesch Ufällegkeet. Déi zum Deel krichsbedéngt Schwächt vum Euro op den Deviseëmäert an déi ze vill héich Geldmass droen och zu där héijer Inflatioun bäi.

Här President, wat sinn dann elo d'Konsequenze vun den EU-Sanktioune géint Russland? Si féieren zu engem dauerhafte Verloscht vum russesche Maart fir vill westlech – och lëtzebuergesch – Entreprisen. Mir hunn hei am Land aktuell dat Beispill vun der Ost-West-Bank. D'westlech Exporter an Investissementer a Russland ginn duerch Eegeproduktiounen an duerch Investoren aus anere Staate progressiv ersat. Sécher, et kann heiansdo e puer Joer daueren, bis westlech Importer ersat ginn, awer wichteg ass, si kënnen ersat ginn a si ginn ersat!

D'Resultat ass no engem kuerzfristege Réckgang, vläicht och engem punktuellen Abroch vun der russescher Ekonomie, eng laangfristeg ekonomesch Ëmstrukturéierung an domat eng tendenziell Stäerkung vu Russland. Mir haten dat jo och no der Krim-Kris gesinn am Joer 2014. Frankräich huet Russland als Client fir vill vu sengen Agrarprodukter warscheinlech fir ëmmer verluer.

D'Sanktiounspolitick féiert ausserdeem zu engem weltwäite Verloscht vu Vertrauen an déi westlech Staaten als bewisenermoossen onzouverlässegen Handelspartner. Dat gëllt och fir eis Finanzplaz! Wien investéiert seng Suen a Staaten, déi allzäit kënne Sanktiounen huelen, och géint Leit, déi keng direkt politesch Verantwortung droen? Vill sanktionéiert Oligarchen hu kee politeschen Afloss, geneesou wéi vill Familljemembere vu russesche Politiker. D'EU hëlt hei Sanktiounen net opgrond vu klore rechtleche Krittären, also vun enger etabléierter, individueller Verantwortung fir de Krich. D'Sanktioune géint d'Mamm vum Här Jewgeni Prigoschin, d'Madamm Violetta Prigoschina, goufe viru Kuerzem duerch e Geriicht annuléiert. Dat ass ee Beispill.

Baussent der EU – an et ass dat, wat zielt – gesäit eis Sanktiounspolitick net aus wéi eng gerechtfertegt, rechtsstaatlech ofgeséchert Prozedur. Wie Suen ze vill huet, investéiert also an Zukunft léiwer op enger anerer, manner politiséierter Finanzplaz. Singapur an Hongkong hunn elo Initiativen an deem Sënn ugekënnegt.

Vill vun eise Sanktioune verstoussen a priori och géint d'Investitiounsofkommes, a wa Sanktioune géife virun e Geriicht respektiv e Schidsgeriicht kommen, ass net kloer, wéi déi Prozesser géifen ausgoen. D'Sanktioune si juristesch wackeleg, dat ass eng Observatioun, déi vun engem Professer vun eiser Universitéit gemaach gouf.

D'Fro ass och: Wéi wäit soll ee bei der Ëmsetzung vu Sanktioune goen? Wann an der ganzer EU 17 Milliarden Euro (veuillez lire: 18,9 Milliarden Euro) confisquéiert ginn – Dezember 2022 war dat de Stand –, an dovun eleng 5,5 Milliarden zu Lëtzebuerg, da wësse mir och, datt déi aner Länner entweeder net matmaachen oder esou vill wéi méiglech fuddelen. Op Malta goufe bis Dezember 146.558 Euro confisquéiert an a Griicheland 212.201 Euro. D'Konklusiounen iwwerloossen ech Iech.

Nach e Wuert iwwert d'Sanktioune vu russesche Medien: Esou Moossname sinn a priori net kompatibel mat dem Artikel 24 vun eiser Verfassung: „La censure ne pourra jamais être établie." Se sinn och géint eis Engagementer fir d'Fräiheet vun de Medien am Kader vun der OSZE. Natierlech sinn déi cibléiert Senderen net neutral an net objektiv, awer dat selwecht kann een och vu ville westleche Medie soen, déi awer net zensuréiert ginn. Propaganda héiert ee vun alle Säiten. A wéi mir schonn dacks gesot hunn: D'Wouerecht ass dacks dat éischt Affer vum Krich. Wa mir eis Zeitungen a Sender liesen, kucken oder lauschteren, gëtt et och heiansdo nëmmen eng Wouerecht. D'ADR ass géint all Zensur, sou wéi eis Verfassung et och bestëmmt. Mir wëllen d'Informatiounsfräiheet vun de Leit protegéieren, esou datt jidderee ka sech selwer an onofhängeg seng eege Meenung maachen.

Här President, d'Sanktioune belaaschten net nëmmen eis Relatioune mat Russland, mee se suergen och fir Sträit tëschent de westlechen Natiounen. Déi eng Länner si méi haart betraff wéi anerer. Déi eng

wëlle besser Relatioune mat Russland wéi anerer, an et gëtt der och, déi hir eegen Interessie wëlle méi schounen ewéi anerer. Jiddefalls kann eng Eenheet op der Sanktiounsfront net fir laang Zäit garantéiert ginn. Ech wëll just mentionéiere fir déi Kolleegen, déi et vläicht net gewuer gi sinn, datt Polen an Ungarn den Import an den Transit vun ukrainesche Käre verbueden hunn.

Virun allem déi Diskussioun iwwert en Enn oder eng Moderatioun vun de Sanktioune wäerten nach zu ganz vill Sträit an der EU féieren. D'Polen an d'Balte si warscheinlech net derfir ze kréien, vill méi westlech oder südosteuropäesch Staaten an der EU awer schonn. Et ass einfach, Sanktiounen ze decidéieren, et ass awer alles anescht ewéi einfach, fir se nees opzehiewen.

Här President, loosst eis net vergiessen, datt mir op villerlee Manéiere vun Importer aus Russland – an iwwregens och aus China, engem wichtegen Alliéierte vu Russland –, ofhängeg sinn. Wéi sollen esou Länner laangfristeg als Fournisseur ersat ginn? Dat gëtt alles anescht ewéi einfach. Et sief hei just drop verwisen, datt net nëmmen am Energieberäich, mee och an den Ëmwelttechnologien Importer aus deenen zwee Länner respektiv hire Partnerlänner eng zentral Roll spillen. Russland an och China si feste Bestanddeel vu ganz ville Wäertschëpfungsketten. Et ass nëmme ganz schwéier, wann iwwerhaapt méiglech, fir dat ëmzeänneren.

Och am Weltraumberäich, dee jo fir Lëtzebuerg vu grousser Bedeitung ass, huet d'ESA hir Kooperatioun mat Roskosmos gestoppt, an dat ass eng strateegesch Feeldecisioun. D'Sojus gëtt elo net méi vu Kourou aus eropgeschoss an domat feelt Europa ee vu sengen dräi Porteuren. Derbäi kënnt, datt d'italieenesch Vega Mësserfolleger huet an d'Ariane 6 nach net fäerdeg ass.

Wien op de Wee vu Sanktiounen a wichtegen ekonomesche Beräicher geet, wéi bei den Chippen an der Elektronikindustrie, setzt sech dem Risiko vu Retorsiounen an anere Beräicher aus. Dat ass eng wichteg Ursaach, firwat d'ADR fir de fräien Handel steet. Iwwerdeems mir amgaange sinn, eis selwer ze schueden, profitéieren anerer vun de Sanktiounen, dorënner d'Chineesen oder och d'Inder. D'Beispill vun Indien hat ech scho genannt: Indie keeft de russesche Pëtrol bëlleg a verkeeft en dann an anerer, an enger raffinéierter Form vill méi deier un eis virun. Den Aserbaidjan ass e Wonner: Den Aserbaidjan verkeeft ewell méi Gas, wéi en es selwer huet. E läit jo och um Ennpunkt vun enger russescher Pipeline.

Och d'USA profitéiere massiv vun der europäescher Politick, net nëmmen iwwer hir Waffenindustrie, mee och iwwert den Export vu Gas, zum gréissten Deel Gaz de schiste, deen iwwer Fracking aus dem Buedem gezu gëtt. Den amerikanesche Gas, „Liquified Natural Gas", den LNG, ass esouwuel méi deier wéi och däitlech méi ëmweltfeindlech ewéi dee russeschen, deen iwwer Pipelinë kënnt. Transportéiert gëtt den amerikanesche Gas duerch ëmweltschiedlech Schëffstransporter a seng Verflëssegung respektiv d'Vergasung kaschten enorm Energie. Eis Entreprisë bezuele fir den amerikanesche Gas tëschent dräi- a siwemol méi wéi hir amerikanesch Konkurrenz. Dat ass fir eis Kompetitivitéit déidlech!

Wien am Zesummenhang mat de Sanktioune vun enger moralescher Noutwendegkeet schwätzt – wat jo u sech respektabel ass –, dee sollt seng Geschichtsbicher vläicht besser nach emol méi genee liesen: Och grouss westlech Länner hunn an de leschte Joerzéngte méi wéi ee Krich ouni Mandat vum UNO-Sécherheetsrot geféiert. Heiansdo gouf am Sécherheetsrot gelunn, fir déi eng oder aner Invasioun ze rechtfäerdegen. Sanktionéiert hu mir esou Länner dowéinst awer net.

Mir ginn elo no Gas an esou virbildlech Demokratien heeschen ewéi den Aserbaidjan, deen esou gär säin Nopeschland Armenien iwwerfält, oder Saudi-Arabien, dat am Jemen dausende vu Mënscheliewen um Gewëssen huet a Journalisten ewéi den Här Khashoggi a Stécker schneide léisst. Mir ginn och an de Katar heeschen, och e grousse Champion vun de Mënscherechter. An ass et moralesch, sech dermat ze bretzen, wéi eng Konsequenzen op d'Leit a Russland kënnen duerkommen, déi net méi dee Sécherheetsstandard kréie bei elektroneschen oder anere Maschinnen, dee si bis elo gewinnt waren?

Hei am Land kënnen d'Sanktiounen zu soziale Problemer féieren. Am Abléck ass d'Situatioun stabill, mee wat bréngt d'Zukunft? Wat den nächste Wanter? D'Problematik vun der Energieaarmut ka sech ganz akut stellen. Eiser Meenung no däerf et net dozou kommen, datt Leit de Gas oder de Stroum ofgeschnidde kréien. Et ass méi wéi jee néideg, d'Leit um soziale Plang gutt ofzesécheren.

Virun dësem Wanter hat d'EU mam Accord vun der Lëtzebuerger Regierung decidéiert, datt mir eise Gasverbrauch missten ëm 15 % reduzéieren. Dat war duerch dee mëlle Wanter méiglech. Mee och hei stellt sech d'Fro no deem nächste Wanter. Mir stelle fest, datt elo schonn a villen europäesche Länner d'Aussiichte fir d'Entreprisen ëmmer méi pessimistesch ginn. Vill Entreprisë kënnen net méi rentabel schaffen, eng Rezessioun ka virun der Dier stoen, dat heescht Chômage an nei Chargë fir e Staat, deen elo scho vill ze vill héich verschëlt ass. Alles dat ass, wéi gesot, net d'Schold vun iergendengem aneren, et ass eng Konsequenz vun eiser eegener Politick. D'ADR hätt anescht reagéiert.

An den Tripartitte goufen Hëllefsmoossnamen decidéiert, déi d'ADR selbstverständlech matdréit. Als sozialorientéiert Partei loosse mir mat Sécherheet kee falen. Awer dat huet en héije Käschtepunkt an Zäiten, zu deene mir scho mat héije Staatsscholde konfrontéiert sinn. D'Finanzéierungscapacitéit vum Staat ass limitéiert a mir däerfen den Triple-A net duerch eng onmoosseg Scholdepolitick a Gefor bréngen!

Fir eis ass also kloer, datt mir d'Ursaach vum Misär musse bekämpfen, an net d'Symptomer. Mir brauchen nees eng zouverlässeg, bëlleg an ëmweltfrëndlech Léisung, fir eisen Energieproblem ze léisen. An dat kënnen déi alternativ Energien net sinn, well déi liwweren nëmmen en eestellege Bäitrag zu eisem Gesamtenergiebedarf. D'Wandenergie liwwert zum Beispill nëmme 5 % vum Stroum, an de Stroum ass selwer nëmmen e klengen Deel vun eiser Energie. Mir bleiwe massiv ofhängeg vu fossiller an nuklearer Energie; dat ass d'Tatsaach, alles anescht ass Propaganda!

Här President, Europa ass elo scho weltwäit dee Kontinent, op deem d'Energie am deiersten ass. Vill Entreprisen investéiere léiwer op anere Plazen, besonnesch an den USA, déi eis eng rücksichtslos Konkurrenz maachen. Niewent dem Carbon Leakage hu mir och elo och nach de Sanctions Leakage, eng Verlagerung vun Industrië wéinst de Konsequenze vun de Sanktiounen. Mir schwächen den Industriestanduert Europa, an domat och de Standuert Lëtzebuerg!

Loosse mir eis eis Ekonomie futti maachen, loosse mir eis Leit an de soziale Misär falen, well e puer Länner onbedéngt wëllen duerch e laange Krich eng militäresch amplaz eng politesch Léisung an der Ukrain? Déi Strategie ass net eis a kann net eis sinn, well si huet, wéi och de fréiere franséische Premier Raffarin festgestallt huet, zwee Affer: d'Ukrain – selbstverständlech –, awer och déi Europäesch Unioun, an domat och Lëtzebuerg. Vläicht hat de Macron Recht dëser Deeg, wéi e vu méi strateegescher Autonomie fir Europa geschwat huet.

Här President, fir d'ADR stellt sech also d'Fro: Muss dat do alles sinn?

Mir wëllen hei e klore Message maachen: Amplaz eis an eng kënschtlech an onnéideg Wirtschaftskris eranzéien ze loossen, brauche mir dréngend eng aner Politick an d'Sich no enger Friddensléisung fir d'Ukrain. Mir mussen och nees un enger laangfristeg stabiller europäescher Friddensuerdnung am Kader vun der OSZE schaffen, amplaz en neie Kale Krich ze féieren.

D'Sanktioune schueden eis selwer, ouni en decisiven Afloss op de Konflikt ze hunn. Se sinn zum Deel verfassungswiddreg, notamment wat d'Medien ugeet. Se si juristesch wackeleg, besonnesch am Hibléck op d'Investitiounsschutzofkommes. Se si moralesch ze hannerfroen, well se och Leit concernéieren, déi keng perséinlech Verantwortung fir de Konflikt hunn. Mir gesinn och kee moralesche Virdeel doran, deiere Gas an enger Rei vun Diktature ronderëm d'Welt ze kafen, fir de bëllege russesche Gas ze ersetzen.

D'Sanktioune kaschten eis vill Suen – e puer scholdefinanzéiert Milliarden – duerch déi Hëllefspäck, déi mir musse fir d'Leit an d'Entreprisen decidéieren. Se kënnen e laangfristeg negativen Impakt op eis Finanzplaz an eis Ekonomie hunn. Politesch Sanktiounen, wéi se och d'Chamber, eis Chamber, géintiwwer der Duma an dem Federatiounsrot praktizéiert, sinn net sënnvoll, well den Dialog an domat och dee kriteschen Dialog tëschent Politiker, besonnesch och Parlamentarier, ënnerbrach gëtt.

D'Konklusioun vun der ADR ass also kloer: Mir wëlle Friddensinitiativen, fir de Krich an Osteuropa méiglechst séier op en Enn ze bréngen, wéi och vill aner Länner, China, Brasilien, Indien. Dat fuerderen ëmmer méi Länner an och – loosst eis et net vergiessen – de Poopst. A parallell dozou wëlle mir en Enn vun der Sanktiounspolitick, déi eis a ganz Europa ganz vill schuet. An deem Sënn, Här President, wëll ech Iech hei och nach zwou Motiounen iwwerreechen.

Motion 1

D'Chamber vun den Deputéierten

rappeléiert

– hir Motioun vum 24. Februar 2022 iwwert déi russesch Invasioun,

déif besuergt iwwer

– déi héich Zuel vun Affer, déi de Krich an der Ukrain fuerdert;

– déi global, strateegesch Konsequenze vun dem Krich;

– déi enorm materiell Zerstéierungen;

– déi negativ ekonomesch Repercussiounen,

fuerdert d'Regierung op,

– op internationalem Plang fir eng Friddenskonferenz anzetrieden.

(s.) Fernand Kartheiser.

Motion 2

D'Chamber vun den Deputéierten

constatéiert, datt

– no den aktuelle Previsioune vum IWF d'Weltekonomie riskéiert, an déi schlëmmste Period zanter 30 Joer ze geroden, an datt dofir déi ugespaanten, geopolitesch Situatioun, besonnesch och duerch de Krich an der Ukrain, an héijem Mooss matverantwortlech ass;

– déi westlech Sanktioune géint Russland, besonnesch am Energieberäich, d'Kompetitivitéit vun der EU, inklusiv och déi vu Lëtzebuerg, a Fro stellen;

– d'Sanktiounen d'Energiepräisser an d'Luucht dreiwen an domat och den allgemengen Inflatiounsdrock erhéicht gëtt;

– den Inflatiounsdrock eng Haaptursaach fir d'Erhéijung vun den Zënsen ass;

– déi Entwécklungen zu Faillitten an der Industrie a bei klengen a mëttelgrousse Betriber kënne féieren an domat zu méi Chômage an zu soziale Problemer;

– och zu Lëtzebuerg d'Konsequenze vun de Sanktiounen iwwer d'Verdeierung vun der Energie oder d'Wechfale vu Fournisseure schonn zu Problemer bei der Industrie féieren,

ass sech bewosst, datt

– d'Sanktiounen déi politesch a militäresch Ziler, déi si bezweckt hunn, net erreecht hunn;

– si op breedem Plang ëmgaange ginn;

– si also ineffektiv sinn an nei Gefore fir déi Lëtzebuerger Ekonomie, zum Beispill fir d'Finanzplaz, mat sech bréngen,

fuerdert d'Regierung op,

– op internationalem Plang fir e séiert Enn vun der Sanktiounspolitick ze plädéieren.

(s.) Fernand Kartheiser.

M. Fernand Etgen, President | Merci, Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR), interpellateur | Ech soen Iech merci fir Är Opmierksamkeet.

M. Fernand Etgen, President | Merci, Här Kartheiser.

An als éischte Riedner ass den honorabelen Här Claude Wiseler agedroen. Här Wiseler, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Claude Wiseler (CSV) | Merci, Här President. Säit dem Ufank vun deem Krich an der Ukrain, muss ech soen, spillt d'ADR mat de Positiounen, déi se hei hëlt, eng ganz besonnesch Roll. An haut ass dat och dat bescht Beispill, dat dat nach eng Kéier widderholl huet, wat an de leschte Méint allkéiers vun der ADR gesot ginn ass – ech resüméieren et nach eng Kéier, well mir fundamental op quasiment alle Punkten enger anerer Meenung sinn: D'ADR seet, datt si offiziell net d'accord ass mam Ugrëff géint d'Ukrain, mee op deem éischte Punkt gëtt da schnell dee ganzen Narrativ relativéiert!

„Dat ass zwar net gutt, datt Russland d'Ukrain ugegraff huet, mee de Westen, de ganze Westen, Europa, d'Amerikaner", wien och ëmmer, „ass awer net onschëlleg drun", gëtt da gesot, „mat all deem Säbelgerassels, dat d'NATO säit Joren opféiert, mat dem Fait, dass den aarmen Här Putin a sengem Selbstgefill konstant ënner Drock gesat gëtt, mat der Aart a Weis, wéi d'Ukrain säit Jore Russland provozéiert." A souwisou gëtt dann hannendrun – haut net, mee an aneren Discoursen – méi wéi eng Kéier gesot, datt d'Ukrain jo am Fong keng richteg Demokratie wär a souwisou fundamental korrupt. Nach eng Kéier widderholl, just fir ze soen, wat fir een Discours hei gefouert gëtt. Ech soen Iech: Et feelt nach ze soen, datt déi ukrainesch Regierung lauter Nazie wieren. Dat ass dat Eenzegt, wat den Här Putin nach méi seet, wéi Dir sot!

Da gëtt sech breetbeeneg heihinnergestallt, och haut erëm, a gesot: „Mir wëlle Fridden. Mir sinn eng Friddenspartei", wéi wann all déi Leit, déi 60 Deputéiert – oder déi 56 anerer –, déi heibanne sëtzen, net och géife fundamental Fridde wëllen, haaptsächlech sech gewënscht hätten, dass dee Krich hei iwwerhaapt net ugefaangen hätt!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler (CSV) | Et gëtt gefrot, direkt Negociatiounen ze maachen, an da gëtt hannendru gesot, datt et jo souwisou schued wär, datt déi Negociatiounen, déi den Här Putin am Ufank ugebueden hätt, net ugeholl gi wären an net ofgeschloss gi wären. Ech fannen dat en extreem perfid Argument!

Et gëtt gesot, wann een am Ufank negociéiert hätt, da wär elo jiddereen zefridden, well dann hätt een de Fridde jo kënnen erreechen. Dat heescht, datt een dee Moment der Ukrain an dem Westen d'Schold gëtt, datt momentan nach Krich ass! Dat ass eent zu eent den Narrativ vum Kreml. Dat heescht, akzeptéieren, datt dee Grousse ka par rapport zu deem Klenge ka maachen, wat e wëll! E kënnt eran, en zerwéiert sech, en hëlt sech, wat e wëllt, e räisst alles nidder, e mort, e vergewaltegt, e mécht Krichsverbriechen a Verbrieche géint d'Mënschheet – mee dat ass alles an der Rei: „Mir mussen elo schnell Negociatioune fir de Fridde maachen!"

Dat ass e Fräifaartsschäi fir all Mord a fir all Krichsverbriechen, wann een esou argumentéiert! Fir eng Friddensverhandlung brauch een nämlech op der anerer Säit och een, deen an dësem Moment Fridde wëllt! An haut hunn ech nun awer wierklech d'Impressioun, datt mir et op der russescher Säit just mat engem zynesche Krichsverbriecher ze dinn hunn, dee viru Morden a Vergewaltegungen net zréckschreckt an dee souguer déi Unitéiten, déi déi Morden an déi Vergewaltegunge maachen, mat Medailen honoréiert, well se gutt geschafft hunn. A mat deem soll een elo verhandelen an deem soll een elo gleewen a vertrauen? Wann Dir een der Naivitéit hei accuséiert, da sinn et sécher net déi, déi dorunner net gleewen!

Fir mech ass et, wéi gesot, mam Fridden am Fong ganz einfach: Wann ee Fridde wëllt, da gëtt et een, deen en op der Minutt, op der Sekonn kann hierstellen, an dat ass den Här Putin. Wann d'Russen ophale mat schéissen, dann ass de Krich eriwwer. Wann d'Ukrain ophält mat schéissen, dann ass d'Ukrain eriwwer. An dat ass den Ënnerscheed zwëschent deenen zwou Säiten!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler (CSV) | Ech fannen déi Thees, déi vertruede ginn ass, just zynesch an hypokritesch!

Eng aner Ausso, déi gemaach gëtt, dat ass da géint Waffeliwwerungen, géint déi letal Waffen, well Waffeliwwerungen de Krich géife verlängeren. Wat heescht dës Ausso? Dat heescht am Fong: „Léif Ukrainer, wiert Iech léiwer net, mir ginn Iech och keng Hëllef, fir Iech ze wieren! Loosst Iech wannechgelift alles ewechhuelen, Äert Land, Är Fräiheet, Är Éier an Är Wäerter! Wiert Iech net, well da kënne mir méi komfortabel an ouni Problemer hei zu Lëtzebuerg liewen!" Ech soen Iech: Fir eis ass dat och eng Haltung, déi vun alle Poren, vun deem, wat ech gleewen, total inakzeptabel ass!

An dann – an dat ass jo haut de Sujet – geet et dorëm, ze soen, datt Russland net däerft sanktionéiert ginn an datt déi Sanktiounen, déi déi westlech Demokratien, Europa an aner Demokratien, geholl hunn, am Fong, éischtens, näischt bréngen, zweetens, ganz villes ekonomesch a finanziell kaschten an drëttens, datt se och dozou féieren, datt den Här Putin zréckreagéiert, an dann ze soen: „Léif Lëtzebuerger a léif Europäer, wann Dir déi Sanktiounen net géift huelen, da wär dat alles net esou." Et ass also esou, wann et elo ekonomesch Schwieregkeete gëtt – a mir hu jo natierlech Konsequenzen aus deem Krich –: „Mee dat ass am Fong Är eege Schold, well Dir Sanktioune geholl hutt. Dir sidd also selwer Schold, wann déi Problemer do sinn!"

Och déi Attitüd, déi Aart a Weis ze räsonéieren, ass fir mech total onverständlech an inakzeptabel. Et ass eng fundamental Reflexioun, déi ech géif maachen: Wann Dir esou virun engem Krich sidd an Dir wësst, wien dee Krich lassgebrach huet, an Dir wësst och kloer, wien hei d'Opfer ass, wien hei d'Reegele gebrach huet a wien all d'Gesetzer gebrach huet, dann hutt Dir am Fong véier Méiglechkeeten: Éischtens, Dir maacht näischt, et ass Iech egal an Dir schwätzt just driwwer, mee Dir maacht näischt. Zweetens, Dir briecht Är eege Relatiounen of mat ekonomesche Sanktiounen, déi Der huelt. Drëttens, Dir hëlleft deenen, déi ugegraff ginn, a véiertens, Dir gräift selwer militäresch an de Krich an. Sou!

Elo huet Europa decidéiert, datt déi véiert Solutioun fir eis net géif a Fro kommen, aus evidente Grënn, aus Risk virun engem Nuklearkrich an engem Weltkrich, wat evident ass a wat och net anescht méiglech wier. Par contre huet Europa awer och reagéiert a gesot, datt se zumindest déi ekonomesch Relatioune géif ofbriechen an datt se der Ukrain, dem Ugegraffenen, hei géif hëllefen. D'EU mécht also Zwee an Dräi, a wann ech d'ADR héieren, wär Är Reaktioun: null, näischt, keng Sanktiounen, just vläicht e puer Matleedswierder. An ech soen: Dat ass eng Haltung, déi a mengen Aen net akzeptabel ass, well et ass en absolutt kloert Zeechen, datt een deenen, déi staark sinn, deenen, déi mächteg sinn, alles iwwerléisst an net resistéiert.

D'ADR seet dann elo haut an hirer Argumentatioun: „Dës Sanktioune bréngen näischt, déi russesch Sanktioune si schiedlech." Ech soen an der Argumentatioun, sou wéi mir dat gesinn, datt, éischtens, déi Sanktiounen absolutt konform zum internationale Recht sinn – an ech hunn och nach net gesinn, datt dat fundamental a Fro géif gestallt ginn –, dann, zweetens, déi Sanktioune koordinéiert mat aneren demokratesche Partner sinn, déi déi selwecht Valeuren hu wéi mir, ob dat elo d'USA, ob dat England, Australien, Japan, Kanada waren, an ob dat och d'Banque Mondiale, d'OCDE waren, déi d'selwecht reagéiert hunn.

An da fir ze soen: „Déi Sanktioune bréngen alleguer guer näischt", do wëll ech awer och nach eng Kéier drop zréckkommen. Éischtens: Russesch Medie si sanktionéiert ginn. Ech hunn hei den Här Kartheiser héieren, deen elo einfach seet: „Jo, eis Medie sinn och heiansdo déi, déi Influenz wëllen huelen an déi vläicht net ëmmer total neutral sinn." Elo muss ech awer soen, dat kann een emol einfach esou soen, dat mag dann och nach fir deen een oder anere richteg sinn, mee dann dat eent an dat anert am Fong dermat gläichstellen ze wëllen, do gëtt et awer e fundamentalen Ënnerscheed: Mir hunn awer a Russland momentan e Regimm, wou Strofen op Regierungskritick stinn, wou Strofen drop stinn, wann een ze vill Informatiounen iwwert déi aktuell Situatioun vun dësem Krich gëtt!

Ech hu virun zwee Deeg gelies, datt e Kremlkritiker, well en de Kreml kritiséiert huet, fir 25 Joer an de Prisong komme ass. Da kann een dat awer net mat enger rechtsstaatlecher Press gläichstellen, serieusement! Esou kënne mir dach net argumentéieren! Ech fannen et normal, datt hei an Europa Sputnik, Russia Today, RTR Planet, Rossija 24 a wéi se och all heeschen, net kënnen hir Manipulatioun an hir deforméiert Propaganda hei iwwert eis Sendere maachen. Ech fannen dat nëmmen eng Normalitéit, datt déi Sanktioun do komm ass!

D'Sanktioune géint d'russesch Zentralbank fannen ech och normal, datt mir a sech déi Reserve blockéieren, mat deenen de Krich finanzéiert gëtt. An déi individuell Sanktiounen, déi elo hei och a Fro gestallt ginn: Ma ech muss awer soen, wann den Här Putin,

wann den Här Lawrow, déi Oligarchen, déi Ministeren, déi déi Decisioune geholl hunn, déi momentan zu deem féieren, wat an der Ukrain lass ass, déi Gouverneuren, déi Fonctionnairen, déi Homme-d'affairen, déi Propagandisten, déi Responsabel vun dem Butscha-Massaker a vu Mariupol, déi Responsabel vun dem Enlevement vu Kanner respektiv och vun dem Rekrutement vu Mercenairen, wa mir déi awer net géife sanktionéieren, dat wär jo awer fir eis ganz Opinion publique esou eppes vun total onverständlech an onlogesch, datt et net géif akzeptéiert ginn. Dat ass eng Normalitéit. Dat muss gemaach ginn!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler (CSV) | Ech kann Iech natierlech Recht ginn, wann Dir sot: „Ass déi do Moossnam effikass? Ass et effikass, wa mer dem Här Putin seng Suen an Europa blockéieren?" Selbstverständlech net, mee ech soen Iech awer och, dat net ze maache wär total onverständlech fir eis Opinon-publiquen, also ass et a mengen Aen eng absolutt Necessitéit!

Wéi déi éischt Sanktiounen ekonomescher Natur agefouert gi sinn, huet de Josep Borell gesot: „L'Europe doit faire preuve de patience stratégique. La guerre sera longue et l'épreuve de force durera." D'Sanktiounen, wéi déi hei, déi agefouert gi sinn, brauche Joren, éier se maximal effikass ginn a gräifen net an e puer Méint. Mir sinn iwwerzeegt, datt se lues a lues schwächen a se d'Ekonomie ëmmer méi no ënnen drécken. Wann een elo wëllt knapps ee Joer duerno en definitive Bilan zéien, fannen ech dat ekonomesch net sënnvoll, a wann een doriwwer eraus wëllt déi politesch Konklusioun zéien, datt se iwwerflësseg sinn, fannen ech et souguer fundamental falsch! Hei gëtt en fin de compte dat gemaach, wat den Här Putin dauernd wëllt, well dee genee déi selwecht Argumentatioun féiert. „Déi bréngen näischt, déi Sanktiounen, déi schueden Iech méi, also haalt wannechgelift domadder op", ass genau déi selwecht manipulativ Argumentatioun, déi vum Kreml gefouert gëtt, an dat säit Méint elo, wéi mir dat vu Russland aus héieren.

Wat sinn d'Zilsetzunge vun den ekonomesche Sanktiounen? Op laang Dauer ass et evident, datt de russesche Produktiounsapparat soll geschwächt ginn an datt Russland esou wäit wéi méiglech an esou vill wéi méiglech finanziell Ressourcë solle geholl ginn, fir de Krich an der Ukrain weiderzeféieren.

Wann ech de groussen Iwwerschlag maachen, dann ass et richteg ze soen, datt déi Sanktiounen an dësem Moment nach net esou vill bruecht hunn, wéi am Ufank geduecht war, datt se géife bréngen. Déi Zuelen, déi ech elo gelies hunn, dat ass, datt de PIB zwëschent 2 % an 3 % erofgaange war, dee war op plus 3 % annoncéiert, also ass et schonn e groussen Ënnerscheed zu deem, wat virdru geduecht war. An e groussen Deel geet awer iwwert déi héich Tariffer vum Pëtrol a Gas, déi nach momentan ausbezuelt gi sinn an deene leschte Méint. Dat ass awer elo fir 2023 an deem do Ausmooss sécherlech eriwwer.

Mee wéi all Ekonomist Iech seet, ass de PIB a Krichszäite kee gudden Indicateur, haaptsächlech, wa Waffen- a Munitiounsproduktiounen, déi normalerweis aacht Stonnen den Dag gelaf sinn, elo reegelméisseg op 24 Stonnen eropgesat ginn, an dat natierlech massiv och zum PIB bäidréit, ouni awer eng weesentlech Valeur zur Ekonomie ze produzéieren. Dat produzéiert en fin de compte just Destruktioun an der Ukrain, an Destruktioun, mengen ech, fir déi d'Russe spéider och mussen opkommen!

Da gëtt gesot: „De Rubel ass nach ëmmer staark. Zu wat huet et also gedéngt, all déi Sanktiounen?" De Rubel ass staark eropgaangen, mee d'Fro, déi sech stellt, ass: Ass dat en Zeeche vu Stäerkt vun der russescher Ekonomie? A meng Äntwert dorop ass aus ville Grënn en Neen. De Rubel ass eropgaangen, an deen ass haaptsächlech eropgaangen, wéi d'EU Pëtrolssanktiounen annoncéiert huet, well do d'Pëtrolspräisser massiv eropgaange sinn, an domat ass och d'Valeur vun de russeschen Exporter an d'Luucht gaangen. A säitdeem den Importatiounsstopp en place ass a säit kommerziell Sanktiounen d'Exportatiounen haaptsächlech vu sensibelen Technologië massiv erofgedréckt hunn, ass et absolutt evident, datt d'Balance commerciale vun der russescher Ekonomie evidenterweis eleng duerch déi do Logik eropgaangen ass. D'Resultat dovun ass: Russland huet Dollaren an Euroen accumuléiert, déi si awer duerch d'Sanktiounen net kënnen ausginn. D'Demande un Dollaren an Euroen ass erofgaangen, d'Demande u Rubelen ass sënngeméiss a logescherweis eropgaangen. E staarke Rubel heescht also net eng staark Ekonomie, mee ass déi haaptsächlech Konsequenz vun Diminutioun vun Importatiounen, déi d'russesch Ekonomie massiv schwächen.

Wat ee muss kucken, dat sinn déi eenzel Felder vun der russescher Ekonomie. Do gesi mir, datt d'Autosindustrie iwwer 60 % erofgaangen ass. Mir gesinn, datt d'Fligerei an d'Aviatiounsindustrie massiv Schwieregkeeten hunn. Iwwert déi meescht Secteuren a Russland ginn d'ailleurs vun dem russeschen Ekomomiesministère iwwerhaapt keng Zuele méi publizéiert. Souwäit ech dat kann novollzéien, ass och de Bau massiv erofgaangen. Mee déi wichteg Zuel, déi souguer vun de russeschen Ekonomisten a Statistiker erausgi ginn ass, dat ass, datt d'Inneconsommatioun ëm 10 % gefall ass an eng Inflatioun vun 12 % do ass.

An dann ass d'Fro: Wéi geet et weider mat der Onpopularitéit? Dir hutt virdru gesot, datt déi sech iwwerhaapt net géif spiere loossen. Ech muss soen, ech kann dat net esou sécher behaapten, wéi Dir dat elo einfach behaapt, well d'Meenungsfräiheet esou ageschränkt ass, well Dir am Fong guer net wësst, wat richteg a wat falsch ass, a wat d'Leit denken. An et ass sécherlech an deem Regimm, an deem mer haut sinn, kee vun de Russen, deen Iech fräi wäert soen, wat en denkt, mat all deene Konsequenzen, déi déi fräi Ausdrocksaart a -weis, déi en dann hätt, kéint op hie selwer hunn. Ech hunn Iech d'Beispill genannt vu virun zwee Deeg vum Kremlkritiker, dee 25 Prisong krut, well e gesot huet, wat e geduecht huet. Dann denken d'Leit natierlech zweemol no, éier se sech wëllen ausdrécken.

Ech mengen, datt déi richteg Effikassitéit vun de Sanktiounen eréischt spillt à partir vun deem Moment elo, ufangs des Joers, wou den Embargo an de Plafonnement vun de Pëtrolspräisser effektiv gi sinn, an et hänkt natierlech och dervunner of – an dat hutt Dir richteg erkannt –, wellech aner Debouchéen de russesche Marché kritt. Mee ech soen Iech, datt och do meng Analys liicht eng aner ass. Ech gesi jo och, datt Russland evidenterweis probéiert, notamment seng Energie, Fossill- oder Gasenergien, an aner Länner ze exportéieren. Dat ass natierlech beim Gas vill méi schwiereg, well een dofir Infrastrukture brauch, déi awer momentan net an deem Mooss do sinn, wéi se géife gebraucht ginn. A well een och kloer an däitlech gesäit, datt China zwar mat Russland vill schwätzt, mee iwwerhaapt net presséiert ass, fir esou Infrastrukturen opzebauen, fir de russesche Gas massiv a China kënnen ze importéieren.

Dann hutt Dir iwwert déi Pëtrolsventë geschwat, déi an Indie respektiv a China, mee haaptsächlech an Indie gemaach ginn. Do stellen ech och fest, datt déi Präisser, déi China an Indie momentan amgaange sinn ze verhandelen, wäit ënnert deem sinn, wat en fin de compte vun den europäesche Länner an de leschte Jore bezuelt ginn ass, an datt och do kaum iergendee Land wäert akzeptéieren, iwwert deem Plaffongspräis, deen d'Europäer an déi westlech Länner fixéiert hunn, iergendeppes anzekafen, wat natierlech ipso facto à terme och eng grouss Reduktioun vun de Recettes fiscales vun der russescher Ekonomie wäert mat sech bréngen.

De grousse Problem, dee mir natierlech hunn – an deen ass richteg hei erkannt ginn –, dat ass deen, datt eng Rei Länner vun der Situatioun profitéieren, fir déi Sanktiounen ze contournéieren a fir op dem Bockel vun anere Länner Benefisser ze maachen. Dir hutt d'Tierkei genannt, dat ass wierklech e krasst Beispill. An do muss d'Europäesch Unioun wierklech eng Kéier driwwer schwätzen, wéi se domadder ëmgeet. Dat ass e Riseproblem.

Oder aner Länner, déi déi massiv Schwieregkeeten notzen, déi d'russesch Ekonomie huet, fir modern Waffen ze produzéieren a selwer hierzestellen, well dat existéiert momentan. An dat gëtt contournéiert, andeem Waffen am Iran oder an Nordkorea akaaft ginn. Gottseidank huet China bis elo refuséiert, de Russen der ze verkafen. Fir wéi laang, weess een net. An dat ass natierlech e grousse Problem an deem ganze System vu Sanktiounen, dee mir opgebaut hunn, wou et schwiereg ass, Solutiounen ze fannen.

Wann ech dann déi westlech Reaktiounen op déi Schwieregkeeten, déi mir haaptsächlech bei den Energiepräisser an an der Approvisionnementssecuritéit hunn, da muss ech awer soen, datt ech fannen, datt d'Europäesch Unioun relativ schnell reagéiert huet an, a mengen Aen, och net oneffikass reagéiert huet, andeems se Limitte bei de Präisser vum Gas, déi excessivement élevé waren, gesat huet, andeems se och Mécanismes de correction vun de Marchéë gemaach huet, déi de 15. Februar aktivéiert gi sinn, andeems se zweetens och Solidaritéit bei den Approvisionnementsakeef gewisen huet an deene leschte Méint, nodeems dat relativ schwiereg ugefaangen huet, andeems se drëttens eng Reduktioun vun de Coûte vun der Energie fir d'Menagen a fir d'Entreprisen agefouert huet.

Dat huet natierlech d'Budgete vill kascht, dat ass evident, an Dir hutt Recht, wann Dir sot: „Dat kann net éiweg esou weidergoen!" Mee nach ass déi ekonomesch Situatioun domat stabiliséiert ginn an haaptsächlech ass de Käschtepunkt fir d'Menagen och adoucisséiert ginn, dat schéngt mer evident ze sinn.

Datt mir, véiertens, och d'Energiedependenz erofgesat hunn an d'ekologesch Transitioun acceleréiert hunn, dat ass och eppes, wat ech virun engem Joer an deem Mooss mir nach net hätt kënne virstellen. An datt mir d'Sécurité d'approvisionnement garantéiert haten, zumindest fir de leschte Wanter, schéngt mir schonn eng Prouesse gewiescht ze sinn, déi awer geklappt huet. Dir sot, Dir wäert net sécher, ob den nächste Wanter kéint kommen.

Ech stellen elo fest, datt mir elo schonn iwwer 55 % vum Remplissage vun de Ressourcen am Gas momentan hunn, wat wäit méi wéi dat duebelt ass wéi dat, wat mer am Mäerz 2022, dat heescht, ëm déi selwecht Zäit d'lescht Joer, haten. Dat heescht, et gëtt elo op eng virsiichteg Aart a Weis probéiert, och deen Approvisionnement an de Grëff ze kréien, an der Hoffnung, datt dat och ganz klappt.

A mäi leschte Punkt doran, dat ass fir ze soen: Wa mir dann iwwert de grousse Problem vun der weltwäiter Sécherheet a Saache vun Alimentatioun schwätzen, da muss ech soen, datt ech dat, wat Dir hei gesot hutt, awer zu engem Deel als zynesch muss empfannen. Well hei ass et awer net esou, wéi wann d'europäesch respektiv déi demokratesch Welt géif probéieren ze

blockéiere respektiv ze kucken, datt verschidde Länner Schwieregkeeten hunn, hiren Approvisionnement ze maachen. Au contraire huet Europa extreem vill intervenéiert, an ech si gradesou frou wéi Dir, datt d'Tierkei probéiert huet, fir Solutiounen ze fannen.

Mee ech kann awer och soen, datt all déi europäesch Länner dat, wat se konnte maachen, gemaach hunn, fir déi russesch Blocagë vum ukraineschen Export esou an de Gréff ze kréien, datt esou schnell wéi méiglech aner Länner, notamment afrikanesch Länner, konnten dovunner profitéieren. Wann ech dann awer héieren, wat den Här Putin an Afrika fir Reklamm mécht, fir a sech ze erklären, datt d'EU un allem Schold wär, wann net staark genuch a schnell genuch géif geliwwert ginn, dann ass dat och just nach e Beispill vun deem Zynismus, wéi do Aussepolitick gemaach gëtt.

Ech kommen zur Konklusioun. Dem Här Putin säi Russland féiert en illegale Krich an der Ukrain. Net nëmmen an der Ukrain, mee hien huet och als Zil – an dat vergiesst Dir heiansdo an Ärer Argumentatioun –, demokratesche fräie Länner matzeschueden, eis Wäerter matunzegräifen, eis Wäerter, déi momentan an eisen Ae ganz kloer an däitlech vun der Ukrain matverteidegt ginn.

Mir sinn also an eisen Aen an engem Konflikt mat Russland, dee mir net militäresch, dee mir net direkt féieren, aus deene Grënn, déi mir kennen, mee deen ekonomesch an haaptsächlech vu Russland aus hybrid gefouert gëtt, mat all deenen Tentative-de-destabilisationen, déi Russland an anere Länner mécht, an den Demokratien, wéi Frankräich oder Amerika bei de leschte Walen, wou se probéiert hunn, Influenz ze huelen, déi se och probéieren, op anere Kontinenter ze huelen, mat den Allianzen, déi probéiert ginn, hiergestallt ze gi géint déi fräi demokratesch Welt.

An dofir sinn an eisen Aen esou Sanktioune wéi déi hei absolutt noutwendeg, aus e puer Grënn.

Éischtens, politesch näischt maache géif heeschen, dass mir d'Ukrain einfach géife fale loossen, wat e katastrophalen an e fatale Message un eis eege Bierger wär a wat och e fatale Message un den Här Putin wär, well et wär just dee Message: Et steet Iech fräi, fir weiderzefueren. Maacht, wat Dir wëllt, Dir kritt, wat Dir wëllt. Dir kënnt Iech huelen an zerwéieren, wéi Dir et gär hätt!

Et ass weesentlech, datt Europa Unitéit gewisen huet, Solidaritéit gewisen huet, Geschlossenheet gewisen huet, an datt mir do och mat engem gemeinsamen a klore Message erausgaange sinn.

Zweetens, well et an eisen Aen déi russesch Capacitéit, fir de Krich ze maachen, awer entaméiert huet: Mir wëssen, datt d'Stocken epuiséiert sinn, mir wëssen, datt de Mangel u Semi-conducteuren et schwiereg mécht, fir Missillen hierzestellen. Mir wëssen, datt déi ekonomesch a finanziell Capacitéit awer geschwächt ass, datt Russland muss Waffen anerwäerts akafe goen. A mir hunn och déi Onzefriddenheet, wann et ëm Conscriptioune gaangen ass vun Zaldoten, gemierkt, déi a Russland war.

An drëttens, well mir dervunner ausginn, datt déi laangfristeg Effekter op d'russesch Ekonomie e Wäert hunn, well dat d'russesch Capacitéite schwächt, fir Krich ze féieren, an Influenz op aner Kontinenter ze huelen.

Da kënnt déi grouss diplomatesch Fro, an déi ass weesentlech, dat ass, datt d'Welt effektiv amgaangen ass ze changéieren. Wéi ass et mat den Allianze mat China? An do soen ech net, datt déi zwee Partner Russland a China probéieren, hei eng Allianz zesummen ze maachen, well dat do geet just esou aus, datt Russland, wa se dann diplomatesch méi no beienee kommen, dee ganz Klengen ass a scho wäert de Vasall vu China ginn, an net ëmgedréint, an och net e gläichberechtegte Partner. Dir gesitt, wéi d'Chineese sech elo scho momentan ginn. Ech setzen also net China a Russland an dat selwecht Boot, well ech déi Relatioun, déi mir mat China hunn, op e ganz aneren Niveau stellen, op eng ganz aner Aart a Weis, wéi déi, déi mir elo nach kënne mat Russland hunn.

An dann déi Politick mat den Non-Alignéen. Et ass fir d'Lëtzebuerger an déi europäesch Diplomatie de weesentlechen, den Haaptpunkt, wéi mir domadder ëmginn. Et ass eng absolutt Noutwendegkeet, fir eng grouss diplomatesch Offensiv ze maachen an all deenen non-alignéierte Länner. Dat gëtt och gemaach, dat muss weider gemaach gi fir ze erklären, wat mir amgaange sinn ze maachen, wéi mir et amgaange sinn ze maachen a firwat mir et mussen esou maachen.

A wann ech dann hei héieren, datt gesot gëtt, datt d'Europäesch Unioun an Afrika consideréiert gëtt als eng imperialistesch an arrogant Muecht, da muss ech soen: Wann ech kucken, wéi Russland sech do momentan behëlt a wéi China amgaangen ass, sech momentan ze behuelen, da wëll ech emol iwwerhaapt kee Verglach. Da fannen ech emol keng Wierder, fir auszedrécken, wéi déi Verhältnisser si respektiv wéi dat soll betruecht ginn. Et kann ee sécher iwwert déi eng oder aner Sanktioun diskutéieren, et kann een iwwert de Kalenner vun de Sanktiounen diskutéieren. Si se schnell genuch gewiescht? Si se net schnell genuch gewiescht? Et kann een och iwwert d'Applikatioun diskutéieren, iwwert d'Contournementer, iwwert d'Detournementer diskutéieren a sech driwwer iergeren an och politesch Reaktiounen dozou hunn, mee se hunn an eisen Ae misse sinn a si bréngen och eppes mat sech. An eisen Ae si se och effikass.

Et ass an eisen Aen alles anescht wéi ze behaapten, dass mir just d'Spill vum Här Putin maachen. An hei ze soen: „D'Sanktioune si schrecklech, mir leide fuerchtbar heidrënner, se musse sofort ofgeschaaft ginn!" Ech muss soen: Jo, natierlech leide mer ekonomesch drënner, mee ech wëll awer och eng Kéier drun erënneren, wien et dann ass, deen am meeschten dorënner leit. Wien huet am meeschten ënnert der Situatioun, an där mir hei sinn, ze leiden? Dat sinn déi, déi an der Ukrain ugegraff ginn, déi ëmbruecht ginn, déi Zivilisten, déi brutal massakréiert ginn, déi vergewaltegt ginn. Wou Kanner verschleeft ginn, wou Krichsverbriechen, eent nom aneren, gemaach ginn. Do ass dat richtegt Leiden! An da solle mir net reagéieren?

Dat ass net ze beschreiwen. Dat ass net nozekucken, dat ass am Fong net akzeptabel, fir net ze reagéieren, wann ee kuckt, wat dohanne lass ass. Esou eng Haltung ass fir mech net verständlech, net akzeptabel. Et gëtt an der Geschicht esou déi éischt Momenter, wou ee muss Positioun huelen, mat de Konsequenze vun dëser Positioun. Dat huet Lëtzebuerg gemaach, dat huet Europa gemaach. Gottseidank hu si et kloer an däitlech gemaach!

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Wiseler. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Gusty Graas. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

M. Gusty Graas (DP) | Merci, Här President. An der Reegel seet een engem Interpellant merci fir seng Initiativ, déi hie geholl huet. Ech soen awer ganz éierlech, ech hunn haut Schwieregkeeten, dem Interpellant Merci ze soen. Am héchste Fall, datt hien e Bréif un de Büro geschriwwen huet, fir datt hien eng Interpellatioun kann ufroen. Awer op kee Fall e Merci fir dat, wat hien hei gesot huet. Zäiteweis sinn ech mer virkomm, wéi wann e Vertrieder vun der Duma géif hei schwätzen.

Ech fannen et ganz schlëmm, wann hei Wäerter, déi sech an Europa verfestegt hunn, iwwer eng Opklärung, iwwer eng Franséisch Revolutioun, iwwert d'Konsequenze vun engem Zweete Weltkrich, wann déi op eemol hei a Fro gestallt gi vun engem Vertrieder aus dem Lëtzebuerger Parlament. Da muss ech soen, da stellen ech mer Froen.

An ech soen dat ganz éierlech un d'Adress vun Iech perséinlech, Här Kartheiser. Dir wësst, datt ech Iech a priori schätzen, mee spéitstens haut hutt Dir Saachen hei gesot, do zweifelen ech u menger Aschätzung vis-à-vis vun Ärer Persoun a vis-à-vis vun Ärer Partei. Dat, wat haut gesot ginn ass hei, dat ass ganz schlëmm, dat ass ganz schlëmm! Dir setzt hei wierklech Wäerter a Fro, déi net nëmme mir heibannen, mee déi mir a ganz Europa – virun allem um Niveau vun der Europäescher Unioun – mat Verve, mat Initiativ, mat Engagement vertrieden. An dat ass schlëmm!

Dir akzeptéiert, datt e Vollek maltraitéiert gëtt. Dir akzeptéiert, datt d'Autonomie vun engem Vollek hei violéiert gëtt. Dir schwätzt engem Mann am Fong geholl an de Krom, deem seng Iddi just dora besteet, erëm e Räich opzebauen, wéi et eng Kéier an der Geschicht bestanen huet, mat alle Konsequenzen. An dat fannen ech ganz bedenklech, méi wéi bedenklech. An ech géif Iech wierklech opfuerderen, ech géif Iech wierklech opfuerderen, an Är ganz Partei hei, datt Dir elo mol iwwerleet, wat Dir haut gesot hutt. Dat war ganz schlëmm! Dat ass engem Parlament hei zu Lëtzebuerg net würdeg. An ech muss éierlech soen, ech distanzéiere mech, an ech mengen, ech kann dat am Numm vu menger ganzer Partei an och vu ganz ville Leit heibanne maachen, formell – formell! – vun deem, wat haut gesot ginn ass.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Gusty Graas (DP) | Ech wollt dat elo einfach emol esou als Aleedung soen. Ech hat eng ganz aner Ried hei preparéiert. An ech muss och dem Claude Wiseler hei felicitéieren. De Claude Wiseler huet eng exzellent Ried hei gehalen. De Claude Wiseler huet och genau dat gesot, wat vill Leit heibannen denken, an ech kann net novollzéien, datt Dir hei op d'Tribün kommt an Dir sot Saachen, déi wierklech inakzeptabel sinn, déi extreem wäit ginn. An Dir sot jo ëmmer, an ech gleewen och drun, Dir hätt grouss geschichtlech Kenntnisser. Dir hutt jo virdru versicht, eis och e Geschichtsunterrecht hei ze ginn. Ech wëll dat net maachen, mee ech maachen et elo awer. 1938, kënnt Dir Iech vläicht nach drun erënneren, well Dir hutt vill gelies? Wat war zu München? Déi grouss Konferenz, do, wou e gewëssenen Här Hitler och vum Fridde geschwat huet. A wat ass geschitt? En huet den Här Daladier erageluecht, en huet den Här Chamberlain erageluecht, en huet ganz Europa erageluecht. D'Konsequenze kenne mir.

An ech soen Iech haut: Dee Mann zu Moskau géif dee selwechte Wee goen – dee selwechte Wee goen! –, wa mir net géife reagéieren, wa mir net reagéiert hätte mat de Sanktiounen, mat der politescher Oppositioun, déi mir gemaach hunn, um Niveau vun der NATO, um Niveau vun der Europäescher Unioun. Da kéime mir an déi selwecht Situatioun. An Dir sidd deen, deen am Fong dee Wee hei matënnerstëtzt. Dat heescht also, Dir werft eis hei vir, mir wäre praktesch Krichsdreiwer. Ma Dir sidd de Krichsdreiwer! Ech soen dat ganz éierlech hei.

M. Fernand Kartheiser (ADR), interpellateur | Nee!

M. Gusty Graas (DP) | Dach, Dir sidd de Krichsdreiwer. Huelt eng rational Approche a kuckt, wat d'Geschicht eis geléiert huet! Haalt Iech dodrun! An dofir, all dat, wat Dir haut gesot hutt, ech muss et ganz éierlech soen, huet mech perséinlech schockéiert. Ech weess net, wéi et anere Leit heibanne gaangen ass, mee jiddefalls, nach eng Kéier, op dat dote kann een hei zu Lëtzebuerg an hei an Europa net opbauen!

Dir musst Iech dach bewosst sinn, wat Moskau amgaangen ass ze maachen. An dat ass ganz schlëmm. A wéi gesot, nach eng Kéier, dat géif net bei der Ukrain ophalen, dat géif weidergoen. Maacht d'Parallell zu 1938, Dir wësst, wat deemools erauskomm ass.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Gusty Graas (DP) | Wéi gesot, mir hu leider zënter dem 24. Februar e Krich an Europa. E sënnlosen, en inakzeptabele Krich. Et ass e Krich géint de Fridden, dat wëll ech och emol hei ënnersträichen, hein. An et gëtt nëmmen ee Schëllegen, an dee Schëllegen, deen heescht Putin, mat senge ganze Vasallen.

Wien huet de Krich ugefaangen? Net d'Europäesch Unioun, net d'NATO, net d'Ukrain. Et ass nëmmen een, deen dee Krich ugefaangen huet. Dausende vun onschëllege Leit hunn hiert Liewe misse loossen. Eng dramatesch Situatioun, wéi mir se jiddefalls praktesch zënter dem Zweete Weltkrich net méi kannt hunn. Et gëtt souguer geschat, vum russesche Geheimdéngscht iwwregens, datt schonn 100.000 russesch Zaldoten hiert Liewe gelooss hunn. Dat muss ee sech, wéi gesot, emol ganz genee iwwerleeën! Esou eng Attack op d'Autonomie vun engem Land hu mir zënter dem Zweete Weltkrich jiddefalls net méi kannt. An et ass ganz kloer, datt d'Europäesch Unioun, a virun allem d'NATO, dat muss mat aller Schäerft bekämpfen.

An dofir soen ech ganz däitlech, contrairement zu deem, wat Dir hei sot: Et musse weider Waffe geliwwert ginn! Et muss weider Ënnerstëtzung fir d'Ukrain kommen, well wann dee Krich fir d'Ukrain verluer geet, dann ass en och fir eis verluer a mir musse mat de Konsequenze liewen, gleeft mir es. An et wäert esou kommen.

An dowéinst muss een och de Rôle vun den Amerikaner, déi Dir jo och ëmmer e bëssen esou wëllt duerstellen, wéi wann dat déi Béis wären, hei op deem Punkt awer och emol positiv ënnersträichen. An ech fannen et och gutt, datt si elo zum Beispill decidéiert hunn, am Hierscht M1A1-Panzeren un d'Ukrain ze liwweren an och Loftofwierrakéite Patriot.

Ech begréissen och, datt Däitschland – Däitschland, dat jo awer virun allem eng ganz sensibel Vergaangenheet huet, an ech verstinn och, datt dat däitscht Vollek méi Schwieregkeeten huet, sech ze involvéieren an esou e Konflikt – dach awer elo an de vergaangene Méint d'Meenung zum Deel geännert huet. Ech muss hinnen dat héich urechnen, datt si wëssen, wat fir eng Obligatioun si haut och um Niveau vun enger NATO hunn an och um Niveau vun enger Europäescher Unioun, an datt se zum Beispill och elo decidéiert hunn, Fligeren ze liwweren, déi jo aus dem Bestand vun der fréierer DDR sinn an déi elo a Polen sinn, datt se déi wëllen un d'Ukrain weiderginn. Ech mengen, dat wier och viru Méint nach ondenkbar gewiescht. Ech ka mech nach erënneren, wéi mir déi éischt Diskussioune gefouert hunn, fir Fligeren un d'Ukrain ze liwweren, do war op alle Bänken – op alle Bänken! – eng gewësse Retizenz. Mee mir gesinn awer haut an, datt mir op alle Fall mussen dee Wee goen.

Duerfir ass et och e bëssen ze bedaueren, datt et awer nach gréisser Länner gëtt, déi do méi zécken. A wann ech Iech an engem Punkt Recht ginn – awer ee vun deene ganz wéinegen –, da stëmmt et, datt effektiv eng gewësse Front amgaangen ass, sech ze bilden en faveur vu Russland, a mir sinn och amgaangen, e bëssen an eng aner Weltuerdnung ze trieden. Dat ass richteg, dat ass eng richteg Analys.

E Land wéi Brasilien, do muss ech éierlech soen, datt ech awer e bëssen enttäuscht sinn, datt Brasilie sech do elo ganz neutral verhält. Och, datt den Här Lula elo op Peking geet. Dat ass säi ganz gutt Recht. Mee hien huet sech awer och ganz kloer ausgedréckt, datt se am Fong d'Ukrain net weider wëllen ënnerstëtzen.

Dat gëllt zum Beispill och fir d'Schwäiz. Och iwwert d'Schwäiz soll ee mol e Wuert verléieren. Engersäits refuséiere si, Waffen ze liwweren, anerersäits si se awer bereet, fir déi agefruere Gelder vu gewëssen Oligarchen, déi an dem Fall Magnitski verwéckelt waren, awer erëm fräizeginn. Ech soen dat elo mol einfach esou hei.

Bon, d'politesch Konsequenze vun deem Konflikt, dee jo leider nach net eriwwer ass, deen eis nach an den nächste Wochen a Méint staark beschäftege wäert, déi sinn awer schonn zum Deel ofzegesinn. Eppes ass emol ganz kloer: D'NATO erlieft eng Renaissance! An ech soen dat ganz kloer: Dat ass och gutt esou, dat ass och gutt esou! Keen – keen! – wëllt, datt erëm opgerüst gëtt, kee wëllt, datt erëm massiv Geld an d'Waffenindustrie gestach gëtt. Kee wëllt dat! Dir mat Sécherheet och net!

Mee wien huet dann dozou gefouert? Wien ass dann d'Ursaach, firwat datt eng NATO elo op eemol muss oprüsten? Firwat huet eng NATO elo en 31. Member bäikritt? A muer och vläicht en 32., dat hoffen ech jiddefalls. Den Här Erdoğan, fir deen Dir hei jo och ëmmer méi Sympathien entwéckelt **...**

(Interruption)

O, ech stellen dat just fest. Och dat gëtt jo dann ze denken. Mee dofir ass et also net méi wéi normal, datt och eng NATO elo zu dësem Zäitpunkt sech vill méi staark dobausse muss positionéieren.

An ech sinn och besonnesch frou, datt eeben elo virun allem Länner wéi Schweden a Finnland – a wann een deenen hir Geschicht kuckt, waren déi am Fong geholl grad an der Neutralitéit staark ginn international – elo bereet sinn, déi Neutralitéit opzeginn. A firwat dann? Firwat dann? Aus Ärer Siicht gekuckt wär do jo kee Verständnis. Mee da schwätzt mat deene Leit! Schwätzt mat de baltesche Staaten! Wat denken déi Leit, wat fillen déi Leit? Ma wann déi Iech elo héieren hätten de Mëtten hei, ma abee merci! Dir kritt op jidde Fall ni eng Medail aus deene Länner, Dir hutt och keng verdéngt do!

An da gëtt jo och aus anere Länner ëmmer méi internationalen Drock ausgeüübt um politeschen Niveau. Ech kommen zum Beispill op de Conseil de l'Europe ze schwätzen. De Conseil de l'Europe war praktesch déi éischt international Organisatioun. Virun allem op Drock vun der Assemblée parlementaire sinn d'Russen erausgehäit ginn. Ech benotzen dat Wuert „erausgehäit ginn". Ech hunn dat selwer matgemaach déi lescht Joren. An zu Recht, an zu Recht! An dann d'OSZE. An et sinn e puer Kolleegen heibannen, déi ware mat mir zu Wien bei der Wantersessioun. Ech kann Iech awer soen, well Dir schwätzt jo elo esou vill hei, datt mir mussen den Dialog sichen, den diplomateschen Dialog. Da soen ech Iech just, wéi do d'Vertrieder vun der Duma sech beholl hunn, dat war katastrophal, dat war inakzeptabel, dat war schockant!

Éischtens emol bleiwen ech nach wie vor der Meenung, datt d'éisträichesch Regierung deene Leit net hätt sollen e Visa ginn, da wär et och net zu deenen Tëschefäll komm. Zweetens huet déi ukrainesch Delegatioun zu Recht gesot: „Da komme mir net op Wien, wann d'Russen do sinn!", wat ee versteet. Se sinn awer komm, mee si sinn net an d'Sitzung komm. Mee dat Schlëmmst, dat kënnt nach, a wéi gesot, et sëtzen Zeien heibannen. Wësst Dir, wat d'Russen eis virgeworf hunn, den Europäer, de Westeuropäer? Dozou zielen ech Iech jo awer nach ëmmer. Mir wären Nazien. Mir géifen déi selwecht Politick maache wéi den Hitler. Wuertwiertlech, wuertwiertlech hu Vertrieder vun der Duma dat zu Wien gesot!

An Dir wëllt mat deene Leit verhandelen? Ma wéi stellt Dir Iech dat da vir, wann een déi Approche do huet? Dofir, loosst Iech dat awer emol alles e bësschen duerch de Kapp goen an da gesitt Dir jo awer, wat wierklech d'Approche vun dem Kreml respektiv vu Moskau de Moment ass. Déi Leit wëlle kee Fridden, déi wëllen dat guer net! An da solle mir einfach dostoen an nokucken. Dat kann et op kee Fall sinn, an, wéi gesot, et si genuch Beispiller do, déi ënnersträichen, datt mir nach vill méi eng Eenheet musse beweisen. An dofir fannen ech et immens gutt, datt mir och elo um Niveau vun der NATO a vun der Europäescher Unioun dat amgaange sinn ze maachen.

An dann däerf een och net vergiessen: D'Russe sinn amgaangen, immens ze mobiliséieren. Si hunn elo virgëschter en neit Gesetz gestëmmt, duerch dat et da méi einfach gëtt, fir jonk Leit ab 18 Joer einfach esou, ouni Ausbildung, an de Krich ze schécken. Mee dat muss ee sech dach emol virstellen! Wou ass dann do eng human Approche vis-à-vis vun engem mënschleche Liewen? Jonk Leit, déi knapps grossjäreg sinn, einfach un d'Front ze stellen, ouni Ausbildung! Dat seet jo awer alles aus.

Duerfir, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi Aussoen, déi hei gemaach gi si vun der ADR, sinn awer op dat Allerschäerfst zréckzeweisen. Au contraire, de Weste muss nach méi staark ginn, e muss nach méi Sanktiounen huelen. Ech kommen herno nach e bësse méi am Detail dorop zeréck. Dat Eenzegt, dat een elo mol spiert, ... Dir hutt gesot: „Et huet bis elo alles guer näischt bruecht an d'Russen, deene geet et gutt." An esou wieder an esou fort. Jo, et ass vläicht net alles an deem Sënn bis elo gelaf, wéi et hätt misse sinn, woubäi een awer och Sanktioune muss mëttel- a laangfristeg gesinn, hein. Et däerf een net mengen, wann een eng Decisioun hëlt, datt déi muer direkt en Effekt hätt.

Mee Dir wësst jo och, datt am Moment schonn e gewëssene Muechtkampf a Russland amgaangen ass. Ech huele jo awer un, datt Dir och déi international Press liest. Dir wësst, datt de russesche Geheimdéngscht, den FSB, zum Beispill dem Verdeedegungsminister, dem Här Schoigu, virwerft, datt hien net reell iwwert déi Verloschter géif kommunikéieren.

Bon, wat sinn dann elo déi politesch Konsequenze fir d'Zukunft? Ech mengen, et kann een awer och elo schonn, och wann de Krich leider nach amgaangen ass, sech iwwer gewëss Konsequenze Gedanke maachen. Wann ech Iech richteg verstanen hunn, mengt Dir jo awer, wéi wann d'Ukrain misst e bësselchen noginn a wéi wann d'Russen awer e gewëssent Urecht hätten op deen Territoire vun der Ukrain. Mee mir gesinn dat ganz anescht!

D'Ukrain huet engersäits eng Demande gemaach, fir Member vun der Europäescher Unioun ze ginn, wat u sech eng gutt Perspektiv fir dat Land ass. Natierlech muss ee realistesch sinn, natierlech muss dat Land och gewësse Konditiounen erfëllen. Dat wëllt net heeschen, datt een einfach muer d'Dier grouss opmécht a seet: „Voilà, elo sidd dir Member vun der Europäescher Unioun!" Ech mengen, si musse rechtsstaatlech Prinzippie respektéieren, si mussen d'Krittäre vu

Kopenhagen respektéieren, si mussen d'Korruptioun bekämpfen, dat ass evident. Mee wat sécher ass: Dat Land, wann et déi Konditiounen erfëllt, huet doudsécher och eng Plaz an enger zukünfteger Europäescher Unioun.

Dat selwecht gëllt och fir hir Demande an der NATO. An d'Russe kënnen awer net eis – wann ech soen „eis", schwätzen ech am Numm vun der NATO – e Reproche maachen, wann e Land, dat awer eng Autonomie huet, an déi Autonomie muss respektéiert ginn, d'Demande mécht, fir Member vun der NATO ze ginn, och wann dat direkt un d'russesch Grenz ugrenzt. Mee solle mir dat do einfach ignoréieren? Just au contraire. Och déi Diskussiounen do mussen an Zukunft gefouert ginn, an dat soll mat Sécherheet och keen Tabu sinn.

An da wëll ech awer och hei ganz kloer soen: Et gëtt jo nach ëmmer Leit an eiser Gesellschaft, déi d'NATO e bëssen als e Schreckgespenst duerstellen. Ech mengen, dee leschte Pazifist, dee leschten – dozou gehéiert Dir net! –, misst elo bal erkannt hunn, datt mir eng staark NATO an Zukunft brauchen. An dowéinst fannen ech et och gutt, datt Lëtzebuerg sech kloer zu där Verteidegungsgemeinschaft – mat Betounung op „Verteidegung" – bekennt an datt mir och all Efforte maachen, fir eise Bäitrag ze leeschten, dee jo de Moment bei plus/minus 0,7 % läit. Ok, deen ass net brillant, mee dee muss a soll och an Zukunft an d'Luucht goen. Et däerf een net naiv sinn, och an Zukunft net.

Dee Krich ass jo fréier oder spéider eng Kéier eriwwer. Russland wäert net dee ganz grousse Verléier ginn, dat ass ganz kloer. Ech mengen, dat mierkt een elo schonn, datt si amgaange sinn, eng Rei nei Allianzen opzebauen. Mee eppes däerfe mir op kee Fall zouloossen: datt Russland als Vainqueur aus deem Krich hei erausgeet! Well dann, soen ech Iech awer ganz éierlech, ass de Weltfridde méi wéi jee – méi wéi jee! – mat Sécherheet a Gefor.

Elo stellt ee sech natierlech d'Fro: Wéi gesäit déi nei Weltuerdnung vu muer aus? An do ass et natierlech virun allem awer ee Land, dat amgaangen ass, sech zousätzlech ze positionéieren, dat ass och schonn e puermol hei richteg erkannt ginn. Dat ass natierlech China. Mir sinn eis natierlech bewosst, datt China amgaangen ass, sech ganz staark um internationalen Niveau ze positionéieren. Ech mengen, d'Visitt vum Här Xi elo zu Moskau, déi den 21. Mäerz war, huet dat ganz kloer bewisen. Hie schwätzt vun enger Partnerschaft, déi iwwer eng normal bilateral Bezéiung erausgeet. Dat seet jo awer ganz villes. Da kënne mir eis jo an Zukunft op eppes gefaasst maachen.

Déi zwee Diktatoren – dat muss een hei soen –, déi hunn eng Rei Deklaratiounen ënnerschriwwen, ënner anerem, wat e Gazoduc a Sibirien ubelaangt. Peking keeft iwwregens jo aktuell och russesche Gas an. Den Här Putin ass ageluede gi vum Här Xi op den zéngten Anniversaire vun der Route de la soie. Do spiert een also, datt eng méi enk Zesummenaarbecht ganz kloer gefrot ass. Mee dat ass alles am Interêt vu China, well Russland ass de Moment natierlech amgaangen, op senger westlecher Front u Stäerkt ze verléieren, well se villes do musse konzentréieren. Dat arrangéiert natierlech ganz kloer erëm China, däers musse mir eis och all bewosst sinn.

Dann ass et och esou, datt déi nei Lienen, déi d'NATO opstellt mat Länner aus dem pazifesche Raum, natierlech och Russland an d'Chineesen nervös maachen. Dat ass de bonne guerre an déi maache jo och gemeinsam Patrullen do. Mir spieren also do, datt dat Weltbild, dat mir bis haut kannt hunn, amgaangen ass ze änneren, bedéngt duerch de Konflikt an der Ukrain. A wien dee lassgeléist huet, dat wësse mir ganz kloer.

Ech wëll awer hei ënnersträichen, wann ech elo vill vu China schwätzen: Do weist een net direkt mam Fanger op d'Chineesen, et sinn net d'Chineesen, déi dat doten alles lassgeléist hunn. Woubäi een natierlech muss éierlech sinn, och vis-à-vis vu China gëtt et mat Sécherheet eng ganz Rei vu Kriticken auszespriechen. D'Chineese sinn amgaangen – dat muss ee fairerweis soen –, eng gewëssen intelligent Politick queesch iwwert dee ganze Globus ze maachen. Si investéieren a ganz, ganz ville Länner, virun allem um afrikanesche Kontinent. Si profitéieren och de Moment vun der Situatioun. Zum Beispill ass hiren Export par rapport zum Mäerz 2022 ëm 14,8 % an d'Luucht gaangen, den Handel mat Russland souguer ëm 71,9 %.

Dat seet also ganz vill aus, an ech si bal iwwerzeegt, et gëtt ee laachenden Drëtten an dësem Konflikt, an dat ass China. An dowéinst muss och d'EU oppassen, wéi se an Zukunft vis-à-vis vu China optrëtt. A virun allem musse mir mat enger Stëmm schwätzen. Et wier natierlech och net ganz glécklech, wann elo verschidden Téin aus den eenzelne verschiddenen Haaptstied kéimen. Iwwregens huet och den Här Selenskyj, de President, jo gefrot, fir datt China soll de Mediateur spillen an deem ganze Konflikt hei. Bon, nach waart hien op eng Äntwert. Och mir wären natierlech frou, wa vläicht China géif eng aner Roll do iwwerhuelen.

Ech wëll dann awer och drop hiweisen, wa mir vun engem verännerte Weltbild schwätzen, an dat spiert ee jo och, datt aner Länner sech nei positionéieren. Ech denken u Saudiarabien zum Beispill. D'Saudie sinn och amgaangen, sech e bëssen a Richtung China ze orientéieren. China huet hinnen elo eng Subventioun vu 5,5 Milliarden Dollar accordéiert. A wat jo och ganz interessant ass: Si sinn och amgaangen, hir Relatioune mam Iran nei ze relancéieren – do gëtt et en éischte Fréndschaftsvertrag vun 1929 –, dat mat Hëllef vu chineesescher Diplomatie a vum Oman an och vum Irak. Do mierkt een also, datt, wéi gesot, eng nei Entente entsteet. A Saudiarabien huet souguer eng Demande gestallt, fir Member vun der BRICS ze ginn, e Géigepol also och zu der – wéi soll ech soen? – méi klassescher Weltunion.

Eppes ass fir eis op alle Fall och kloer: Déi Atrocitéiten, déi bis elo am Ukrain-Krich gemaach gi si vu russescher Säit aus, déi mussen en Nospill kréien! Et kann net sinn ... Dir schwätzt hei dervun, diplomatesch nei Bezéiungen opzestellen. Jo, richteg, mee am Virfeld mussen awer gewësse Konditiounen erfëllt sinn. An eng Konditioun wäert mat Sécherheet déi sinn, datt déi Responsabel vun deenen atrocen Aktiounen, déi um Niveau vum ukraineschen Territoire gemaach ginn, awer natierlech och mussen herno duerfir riichtstoen. Dat heescht, déi musse virun en internationale Strofgeriichtshaff kommen. Dat ass jo de Moment scho geschitt, an den Här Putin däerf jo zumindest emol an 123 Länner net méi reesen. Dat wäert hie warscheinlech net vill stéieren, mee et ass awer op alle Fall eng wichteg Symbolik no bausse gewisen.

Här President, wann ech elo d'Auer kucken, hei steet alles fix.

M. Fernand Etgen, President | Dir hutt nach Zäit.

Plusieurs voix | Et ass nach Zäit.

M. Gusty Graas (DP) | Ok, mee well se net méi weiderleeft.

Bon, dann nach e Wuert zu de Sanktiounen, déi Dir jo elo hei a Fro stellt. Effektiv, et sinn am Moment eng 11.300 Mesüre geholl ginn, iwwregens alleguer mat der Ënnerstëtzung och vu Lëtzebuerg, ech ginn elo net an den Detail hei an. Mee Dir behaapt dann hei fräi a frank, dat hätt absolutt guer keng Inzidenz gehat. An au contraire sot Dir natierlech dann, mir géifen am Fong nach am meeschten drënner leiden, an Dir stellt se an deem Sënn a Fro, datt se misste quasi réckgängeg gemaach ginn, annuléiert ginn. Mir dierfte keen eelefte Sanktiounspak huelen.

An dat, wat ech awer besonnesch schlëmm fannen, dat soen ech elo ganz éierlech: Dir sidd elo amgaangen, hei am Land Zizanie ze séien! An dat ass dat Schlëmmst, wat ee kann an enger Demokratie maachen. Dir sidd elo amgaangen, hei Leit opzestëppelen, jo, ech soen opzestëppelen, Leit, déi effektiv vläicht méi Schwieregkeeten hunn, fir iwwert d'Ronnen ze komme wéi anerer, praktesch de Message ze iwwerginn: „Hei, passt op, déi Sanktioune schueden Iech a se bréngen guer näischt fir de Weltfridden!" Do soen ech awer ganz éierlech, Här Kartheiser, dat ass eng, jo, dat ass scho méi wéi eng gewoten Ausso, dat ass eng schlëmm Ausso! Dat ass Opstëppelen. Dat mécht een net, dat mécht een net, ...

M. Dan Kersch (LSAP) | Très bien!

M. Gusty Graas (DP) | ... wann ee keng valabel Argumenter huet.

M. Dan Kersch (LSAP) | Ganz gutt, ganz gutt esou!

M. Gusty Graas (DP) | An Dir hutt keng Argumenter, Dir hutt keng Argumenter! An dowéinst musse mir elo extreem virsiichteg sinn, wa mir deen dote Wee elo hei zu Lëtzebuerg ginn, datt mir elo net ufänken, eist Land quasi, ech wëll elo net soe splécken, awer a Fraktiounen anzedeelen: Déi, déi fir de Weltfridde sinn, an déi, déi dergéint sinn.

An Dir sot ganz kloer: „Kommt, mir halen op mat de Sanktiounen, well et schuet der Lëtzebuerger Ekonomie." An Dir hutt Onrecht, Dir hutt Onrecht! Da kuckt dach emol d'Parametere vun der Lëtzebuerger Ekonomie! Kuckt emol, wat d'Regierung déi lescht Wochen a Méint gemaach huet! Kuckt, wat an der Tripartitt festgehal ginn ass! Mengt Dir, déi hätten dat einfach esou alles decidéiert? Firwat hu si et decidéiert? Si hunn et decidéiert, well effektiv duerch déi ganz Kris eeben enorm Problemer fir eis Ekonomie entstane sinn.

An d'Regierung, gleeft mir es, wann emol an 10, 20, 30 Joer d'Geschicht iwwert dës Period geschriwwe gëtt, da sinn ech iwwerzeegt, datt jiddwereen, dee rational déi Period hei analyséiert, ganz kloer seet: „Déi Regierung do huet richteg gehandelt!" Fir eebe genau dat ze evitéieren, wat Dir gär hätt. Dir hätt gär, datt d'Leit sollen opgestëppelt ginn a soen: „Mir sinn net méi d'accord mat deene Sanktiounen do!" An d'Regierung huet géigegesteiert fir ze soen: „Voilà, et ass e wichtege Message! Hätt Dir gär de Weltfridden? Jo? Wann Dir e gär hätt, muss ee selbstverständlech och säin Obolus leeschten." An deen ass awer konterkaréiert ginn duerch eng ganz Rei Mesüren, op déi ech elo hei net muss am Detail agoen, fir datt eeben net jiddwereen – a virun allem déi, déi et néideg hunn – ënnert deene Sanktioune leide muss. An dat war och ganz richteg, an dowéinst hu mir de Wee gewisen, wéi ee soll de Fridden hierstellen.

An dat ass deen eenzege Wee, deen eenzege Wee, au moins vun engem militäreschen Ugrëff, mee dovu schwätzen ech zumindest net. Ech weess net, wat nach an Ärem Kapp alles ronderëmgeet, mee dat wëlle mir op kee Fall. Dat wëlle mir op kee Fall a mir bleiwen nach wie vor der Meenung: Et ass déi ekonomesch Waff, déi muss agesat ginn, déi muss nach vill méi staark agesat ginn. An ech si keen Ekonomist, mee esou vill kennt een ëmmer dervun: Mat Sécherheet wäert se fréier oder spéider awer och hir Wierkung weisen!

A wéi gesot, nach eng Kéier: Haalt op mat där Plack do ze kommen, wéi wann elo op eemol hei d'Lëtzebuerger Leit all géife méi aarm ginn, well mir Sanktiounen huelen, fir d'Russe méi schwaach ze maachen. Haalt wannechgelift mat där Plack op, well déi ass scho laang ofgelaf, an dat ass kee gudden Discours, deen Dir do féiert. A wéi gesot, mir wäerten eis jiddefalls – an ech schwätzen am Numm vu menger Fraktioun hei – ganz kloer vun deene Saachen do distanzéieren.

An dann, wa mer d'Parametere vun eiser Ekonomie kucken: Wéi héich ass de Chômagetaux hei zu Lëtzebuerg? Wéi héich ass d'Inflatioun hei zu Lëtzebuerg? Déi nidderegst an der ganzer Eurozon! An da kommt Dir heihinner an Dir mengt, déi ganz Sanktiounen, net nëmmen, datt se näischt géife bréngen, géifen och der Lëtzebuerger Ekonomie an de Leit dobausse schueden. Da bréngt Beweiser! Bréngt se, bréngt se!

M. Roy Reding (ADR) | D'Leit mierken dat schonn!

M. Gusty Graas (DP) | Nee, d'Leit mierken et guer net! D'Leit mierken et guer net, well d'Leit wëssen, datt et eng Regierung gëtt, déi am Fong aner Moossnamen hëlt, a se wëllt dee Message ganz kloer soen. Nach eng Kéier: Mir sinn derfir, datt hei de Weltfridde soll garantéiert ginn, an dowéinst muss eebe jiddweree säin Obolus leeschten. Awer mir hunn nach déi Chance, dat muss ee ganz éierlech soen, datt mir hei zu Lëtzebuerg och kënnen als Staat gewësse Géigemoossnamen huelen, datt praktesch awer keen hei zu Lëtzebuerg dat esou ze spiere kritt.

Vläicht dann och nach kuerz um energiepolitesche Plang, wou Dir jo dann och mengt, an dësem Land géifen dann op eemol d'Luuchten ausgoen, mir hätte kee Pëtrol méi, mir hätten näischt méi, well mir näischt méi geliwwert kréien. Och dat stëmmt net! Dat stëmmt einfach net, an et muss ee souguer éierlech soen, esou schlëmm et och ass, mee dee Konflikt huet u sech och e positiven Aspekt, an dat ass, datt mir eis zumindest emol hei erëm méi bewosst gi sinn, wat Energie u sech eigentlech wäert ass.

Éischtens, Energie spueren, an zweetens, Energie anescht hierstellen. Wann ech elo vun Energie spuere schwätzen ... An hei sëtze jo ganz vill Gemengevertrieder an déi meescht maachen och mat. Dir sidd jo elo och Kandidat, obwuel Dir jo géint Duebelmandater sidd, mee awer ...

(Interruption)

Jo. Mee op alle Fall, an de Gemengen ... Ech huelen e Beispill: Déi meescht Gemenge maache mat, datt tëschent eng a fënnef moies zum Beispill keng Stroosseluuchte méi u sinn, an nach aner Moossnamen. Mir hunn et awer elo erreecht, datt mir plus ou moins, kann ee soen, am Duerchschnëtt 20 % manner Energie hei zu Lëtzebuerg verbrauchen. Op der anerer Säit musse mir natierlech nach den Tempo acceleréieren, fir nach verstäerkt op alternativ Energien ze setzen. Et ass souguer eng Chance am Fong geholl, esou schlëmm et och ass. Et muss zum Krich kommen, fir datt mir dat agesinn, mee soit. Also och do, datt Dir mengt, déi Ofhängegkeet, déi wär esou riseg, datt mir praktesch géifen hei elo keng Energie méi kënnen notzen, dat muss ee ganz ganz staark relativéieren. Natierlech soen ech elo net, datt d'alternativ Energie eleng duergeet, fir eise gesamten Energiekonsum kënnen ofzedecken. Nee, dat mat Sécherheet net, mee mir hunn awer och nach aner Quellen, fir eis do kënnen, wéi gesot, ze alimentéieren.

An da wëll ech awer zum Schluss nach eppes soen: Dir hutt och mat der Angscht vun de Leit hei gespillt, Dir hutt eng Zukunft gemoolt, déi düster ass, wéi wann déi Welt hei virum Ofgrond géif stoen. Gleeft mir es, besonnesch fir e Jonken ass dat awer dee komplett falsche Message – komplett! Wat denken déi jonk Leit dann? Wat denken déi jonk Leit, wa si Iech hei héieren? Wou solle si d'Kraaft hierhuelen, fir un d'Zukunft ze denken, fir ze investéieren, fir hiert Liewen opzebauen?

Wa si gesot kréien: „A nee, alles, wat elo hei geschitt, dat ass esou nefast, Dir hutt keng Zukunft." Ma just de Contraire musse mir soen! An Dir wësst jo awer: D'Mënschheet huet nach ëmmer grouss Konflikter kannt, nach ëmmer! Nach ëmmer, an et wäert och an Zukunft net änneren! Mee wann een dann awer higeet an et séit een Angscht an et gëtt een deene Jonke keng Perspektiv, da vermëttelt een de falsche Message. A grad mir als Politiker sollten dat awer anescht gesinn, an ech soen dat kloer an däitlech hei, besonnesch vis-à-vis vun deene Jonken: „Fäert net ëm Är Zukunft! Fäert net drëm – ausser wann d'ADR eng Kéier un d'Rudder hei kënnt, dat kéint emol eppes änneren!"

(Interruption)

Wéi gesot ... Bon, hoffe mer et! Wéi gesot, an deem Sënn, jo, ech hätt bal gesot, ech géif Iech awer Merci soen. Ech soen Iech merci fir de Bréif, deen Dir geschriwwen hutt. Et war vläicht gutt, datt mir deen Echange hei haten, mee nach eng Kéier: Dat, wat Dir hei vun Iech ginn hutt, dat kann een änner kengen Ëmstänn guttheeschen! An nach eng Kéier: Am Numm vu menger Fraktioun distanzéieren ech mech ganz, ganz wäit vun deem, wat hei de Mëtteg gesot ginn ass!

Ech soen Iech merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, President | Merci villmools, Här Graas. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Yves Cruchten. Här Cruchten, Dir hutt d'Wuert.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Merci, Här President, an et geet mir net aneschters wéi dem Kolleeg Gusty Graas, deen elo hei geschwat huet. Och ech di mech ganz, ganz schwéier mat där Debatt hei. Dat war schonn, wéi ech mir se preparéiert hunn. Ech hat mir jo villes virgestallt. Et ass bal nach méi schlëmm komm, wéi ech gemengt hat!

Ech kann eng ganz Partie Saachen ewechloossen a menger Ried, déi souwuel den Här Graas wéi och säi Virriedner, den Här Wiseler, hei opgezielt hunn, deenen ech a villem, wat si hei gesot hunn, absolutt Recht ginn. Ech si frou, dass ech dann net méi brauch op d'Sanktiounen u sech anzegoen. De Sënn an Zweck vun de Sanktiounen, ... Ech mengen, dat hu mir elo laang a breet duergeleeucht kritt, dass dat, wat de Vertrieder vun der ADR gesot huet, einfach net stëmmt an dass dat widderluecht ass!

(M. Marc Spautz prend la présidence.)

M. Yves Cruchten (LSAP) | Mee op wat ech awer wéilt agoen, dat ass, dass hien hei och nach gemaach huet – et ass net fir d'éischt, dass hien dat hei gemaach huet –, wéi wann elo d'ADR hei als déi nei Friddensdaifchen zu Lëtzebuerg un der Spëtzt vun der Friddensbeweegung géif lafen, well si déi sinn, déi direkt Fridde géife fuerderen an alleguerten déi aner Parteien net. Dat ass net richteg! All Mënsch heibanne wënscht sech näischt méi, wéi dass schonn haut de Mëtteg géif opgehale gi mat deem schrecklech onnéidegen an onsënnegen a brutale Krich an der Ukrain!

Mee elo Fridden ze fuerderen, zu dësem Moment? Wat fir e Fridde soll dat da sinn, wann een Drëttel vun der Ukrain besat ass vu Russland? Wat hätte mir ... Kommt, virdrun hunn d'Virriedner hei zweemol vun der Geschicht geschwat. Kommt, mir denken och emol un eis Geschicht. Wat hätte mir dann 1941 geduecht, wann de Winston Churchill an de Franklin Roosevelt gesot hätten: „O kuckt, dass Dir verhandelt, schaaft Fridden!" Ma, et géif haut kee méi Lëtzebuergesch hei schwätzen, dat wär d'Konsequenz gewiescht!

(Interruption)

Wa mir Fridde wëllen, jo, da kommt, mir setzen eis alleguerten an, och diplomatesch Bezéiungen ze notzen, fir ze verhandelen, fir e Fridden erbäizeféieren – mee e gerechte Fridden! Net e Fridden, esou wéi en hei am Fong gefuerdert gëtt, deen näischt aneres ass wéi d'Fuerderung un d'Ukrain, datt se muss kapituléieren!

Den Interpellant wënscht sech haut de Mëtten eng Debatt iwwert d'Konsequenze fir Lëtzebuerg vun de Sanktioune géint Russland. Geet et dem Interpellant no, sollte mir am beschten de Mëtteg stonnelang driwwer diskutéieren, wéi schlecht et eiser Ekonomie an doduercher och eise Leit geet, wéinst deene schlëmme Sanktiounen, déi géint Russland beschloss goufen. Dee Gefale wëll ech him awer haut de Mëtten net maachen! Mir féieren nämlech haut de Mëtten eigentlech eng Debatt ënnert deem falschen Titel. Den Här Kartheiser freet eng Debatt iwwert d'Konsequenze vun de Sanktioune géint Russland. Déi richteg Debatt hätt awer misse sinn: Wat sinn d'Konsequenze vum russesche Krich géint d'Ukrain?

Plusieurs voix | Très bien!

M. Yves Cruchten (LSAP) | Well um Ursprong vun deem Ganze stinn net d'Sanktiounen, mee dee brutale russeschen Iwwerfall op d'Ukrain a soss glat a guer näischt!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Yves Cruchten (LSAP) | Hei gëtt suggeréiert, datt et Lëtzebuerg méi schlecht geet wéinst deene Sanktioune géint Russland. Wéi egoistesch, wéi selbstzentréiert, jo, scho bal zynesch muss ee sinn, wann ee bei deem schreckleche Leed, dat dat ukrainescht Vollek den Ament erdroe muss, just an eleng no sengen eegene Vir- an Nodeeler kuckt? Et kéint ee bal mengen, datt et eis kéint egal sinn, wat am Oste vun der Ukrain geschitt, datt et eis näischt ugeet! Vläicht ass dat och de Gedanke vun eenzele Leit. Mäin, an ech mengen, deene meeschten heibannen hiren, ass et net!

An dofir, ier mir erëm just no de Konsequenzen an eisem eegene Portmonni kucken, wëll ech emol fir d'éischt d'Konsequenze fir d'Ukrainer ervirsträichen: Op ukrainescher Säit gëtt geschat, datt iwwer 100.000 Zaldoten entweeder ëmbruecht oder verletzt goufen – iwwer 100.000! Op russescher Säit gëtt esouguer vun iwwer 180.000 Doudegen a Verletzte geschwat.

A wéi sou dacks – a wéi sou dacks! –, ass et net just d'Militär, dat leide muss. Besonnesch an dësem Konflikt ass vu russescher Säit aus d'Zivillpopulatioun viséiert, an dat mat aller Konsequenz: Iwwer 20.000 Ziviliste sinn ewell an dësem brutalen an onnéidege Krich ëmbruecht oder verwonnt ginn. Méi wéi 500 Kanner si gestuerwen an iwwer 1.000 goufen der verwonnt; vun deene psychesche Schied wëll ech mol iwwerhaapt net schwätzen, déi sinn net ze zielen. Russland viséiert och ganz geziilt déi zivill Infrastruktur: Energieinfrastrukturen, Waasser- an Ofwaasseranlagen, esouguer en Atomkraaftwierk ass beschoss ginn. Stand September goufen iwwer 2.300 Schoule bombardéiert – Schoulen! 286 dovunner si komplett zerstéiert ginn. An den éischte Woche vum Krich goufen der WHO no 226 Klinicken a Gesondheetsinfrastrukturen ugegraff.

D'Massaker vu Butscha ass eis nach gutt an Erënnerung: Iwwer 400 Leit goufen do kalbliddeg

massakréiert an zum Deel virdru gefoltert. 14 Milliounen Ukrainer an Ukrainerinnen hunn hiert Doheem misse verloossen; 5 Milliounen dovunner sinn elo bei eis an d'Europäesch Unioun geflücht. 16.000 Kanner goufe vun de Russen entfouert a verschleeft. Hir Eltere wëssen net, wou se dru sinn. Keelt, Honger, Aarmut, Persounen, déi verschwannen, Exekutiounen, Vergewaltegungen, Folter a Mësshandlungen, dat ass déi traureg Realitéit fir vill Leit an der Ukrain. Mir schwätzen hei net méi just vu Mënschrechtsverletzungen, mee mir schwätze scho vu Verbrieche géint d'Mënschlechkeet!

Une voix | Très bien!

M. Yves Cruchten (LSAP) | Russland féiert also e barbaresche Krich géint dat ukrainescht Vollek. A mir? Solle mir nokucken? Solle mir maachen, wéi wann dat alles eis näischt géif ugoen? Ass déi eenzeg Suerg, déi mir hunn, de Bléck op de Präis op der Pompelstatioun? Jo, mir wëssen alleguerten, datt mir d'Konsequenze vun dësem Krich ze spiere kréien. Iwwregens ass dat bei all Krich esou, dat kënnt Der nokucken, och beim Irak-Krich a bei all deenen anere Kricher aus de vergaangene Joerzéngten huet et ëmmer duerno fir eis och am Weste geheescht: héich Inflatioun, eventuell Angscht viru Rezessioun, héich Präisser. Alles dat ass näischt Neies!

Op ekonomeschem Plang ass et och esou, a mir mussen dorop reagéieren, och eis Energieversuergung musse mir ëmkrempelen. Inflatioun, Zënshaussen, ënnerbrache Liwwerketten hunn och en Impakt op eis Matbierger an op eis Entreprisen. An ech mengen, mir hu richteg reagéiert: Dräimol souzen d'Regierung an d'Sozialpartner beieneen, fir gemeinsam Léisungen ze fannen, fir d'Land an d'Leit. An dat ass gelongen, dofir nach emol: Bravo!

An da gëtt et déi, déi de Leit zielen: „All dat, déi Präisdeierecht, déi wirtschaftlech schwiereg Situatioun, dat ass d'Konsequenz vun de Sanktiounen." Dir kënnt dat nokucken, dat ass déi selwecht Melodie, déi vun alle rietspopulisteschen a rietsextreeme Parteien an Europa gespillt gëtt. Ob AfD an Däitschland oder d'Marine Le Pen a Frankräich, iwwerall gëtt de Stopp vun de Sanktioune gefuerdert. An dat gëtt gemaach mat engem nationalpoliteschen Hannergedanken, nämlech ze insinuéieren: „Et ass de Regierungen hir Schold, dass d'Pond Botter elo iwwer dräi an en hallwen Euro kascht." De Schëllegen ass also net méi den Här Putin, mee et sinn déi national Regierungen. Wat en Aarmut! Geet et nach méi zynesch? Deen eenzeg Schëllegen, souwuel fir de ganze Misär, deen ech opgezielt hunn, an der Ukrain wéi och fir déi ekonomesch Verschlechterung an Europa a weltwäit, dat ass de Wladimir Putin a säi Regimm!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Yves Cruchten (LSAP) | Ech erënneren drun, datt virum Afall an d'Ukrain eis Wirtschaft an déi vun eisen Nopere gebrummt huet. Op dëser Plaz muss een nach emol kloerstellen, datt d'Lëtzebuerger Regierung net eng eenzeg Sanktioun géint Russland geschwat huet. All déi Sanktioune géint Russland goufen zesummen an der Europäescher Unioun geholl, an ech si frou driwwer, dass hei d'Unioun emol eng Kéier Geschlossenheet gewisen huet!

Rappeléiere muss een och nach emol, datt d'Sanktiounen eeben net dat russescht Vollek viséieren, mee de Regimm, déi, déi dee Krich ze veräntweren hunn, déi, déi e finanzéieren, an déi, déi aktiv un deem Krich an un deene ville Mënscherechtsverletzunge bedeelegt sinn. Haut ze fuerderen, datt d'Sanktioune missten opgehuewe ginn, dat kéim enger Bankrotterklärung vum ganze Westen a vun der Europäescher Unioun gläich. Haut ze fuerderen, keng weider Sanktiounen ze decidéieren, heescht fir de Putin: „Weider esou, deen nächste wannechgelift!" Haut d'Sanktiounen a Fro ze stellen an d'Sanktiounen ofzeschafen, dat heescht och, domadder d'accord sinn, dass an Zukunft an Europa an an der Welt erëm kënnen unilateral Grenze geréckelt ginn.

D'LSAP an déi meescht Parteien, déi heibanne vertruede sinn, vergiessen net, firwat mir der Ukrain zur Säit stinn. Mir vergiessen net eis eege Geschicht. Mir vergiessen net, firwat mir als klengt Lëtzebuerg déi verschidde Sanktiounspäck, déi op EU-Niveau decidéiert goufen, matgedroen hunn a matdroe wäerten. Net well mir mussen, mee aus Iwwerzeegung!

Et ass och keen Zoufall, dass et ëmmer nees déi rietsextreem a rietspopulistesch Parteien an Europa sinn, déi sech géint d'Sanktioune géint Russland stellen. Mir wësse jo, datt eng Partie vun hinnen direkt vu Moskau finanzéiert gëtt.

Der Ukrain haut net ze hëllefen, géif bedeiten, datt muer d'Ukrain net méi existéiert. Et géif bedeiten, datt de Putin seng Politick vun der Expansioun kéint einfach esou weiderféieren, et géif bedeiten, datt vill aner Länner aus der Regioun fäerte missten an datt um Enn och mir fäerte mussen – an dat wëlle mer net!

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Marc Spautz, Président de séance | Merci dem Här Cruchten. Déi nächst ageschriwwe Riednerin ass déi honorabel Madamm Stéphanie Empain.

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech géif effektiv och mat engem Merci ufänken. Merci u meng dräi Virriedner fir hir Messagen, déi si hei lassgi sinn an déi ech natierlech alleguerten esou kann ënnerschreiwen.

Natierlech, dee Krich, dee Russland géint d'Ukrain féiert, deen huet e risegen Impakt op allen Niveauen, dat ka keen heibanne bestreiden. Allem virop huet dëse Krich awer e risegen Impakt op d'Sécherheet, d'Liewen, d'Ekonomie an d'Fräiheet vun de Leit, déi an der Ukrain liewen oder do gelieft hunn. An d'Wellen, déi dëse Krich ausgeléist huet, déi sinn awer iwwert de ganze Globus spierbar. Vun Inflatioun, Problemer bei der Energieversuergung, Liwwerketteschwieregkeeten an esou weider: All dëst spiere mir och an Europa ganz däitlech.

Och geopolitesch ass näischt wéi virdrun: Russland huet sech isoléiert, d'Roll vu China op der Weltbün ass elo nach méi an de Fokus geréckelt ginn. Mir beschäftegen eis och elo vill méi mat eisen Ofhängegkeeten, wat och e groussen Impakt op eis Wirtschafts- an Industriepolitick huet, an et ass e Ruck duerch d'NATO an duerch d'EU gaangen. Et sinn Entscheedunge getraff ginn, der Ukrain zur Säit ze stoen. Zu Recht sinn déi Entscheedunge getraff ginn, an zwar och an enger Rigueur, déi mir bis elo esou net hätte kënne virausgesinn, an déi ganz sécher och e Putin esou net virausgesinn huet.

Mir hu kollektiv festgestallt, dass mir eis als EU – déi eng Memberstaate vläicht méi wéi anerer – ofhängeg gemaach hu vu Russland, fir eis mat bëllegem Gas ze approvisionéieren. An déi Erfarung, déi Russland bis elo mat eis gemaach huet, war, dass mir duerchaus bereet waren, ganz vill ewechzekucken, fir weiderhi vu bëllegem Gas kënnen ze profitéieren, sief dat an Transnistrien, Abchasien, Südossetien, sief dat bei der Annexioun vun der Krim oder dem Krich am Donbass, awer och elo bei der Ënnerstëtzung fir de Lukaschenko, fir deem säi Regimm, dee seng Leit a Belarus ënnerdréckt, d'Ënnerstëtzung fir den Assad, dee seng Bevëlkerung ënnerdréckt, dem Finanzement vun de Wagner-Truppen am Mali an an aneren afrikanesche Länner, d'Ermorden an d'Ewechspäre vu russeschen Oppositionellen – iwwregens och d'Ermorde vu russeschen Oppositionellen ausserhalb vum russeschen Territoire! Ëmmer ass ewechgekuckt ginn, fir de groussen Noper net ze vill rosen ze maachen, a virun allem, well mir jo awer wierklech wollte vun deem bëllege Gas profitéieren.

An elo, wou de Krich carrement virun eiser Dier steet an et manifest ass, dass Russland den imperialistesche Krich lassgetréppelt huet mam Zil, d'Grenze mat Waffegewalt ze verréckelen, huet d'Blat sech effektiv e bësselche gedréit, an zwar op eng Aart a Weis, déi, wéi gesot, de Putin absolument net virausgesinn huet. Net nëmmen huet de Putin d'NATO erëm zesummegeschweesst, nee, en huet hir jo och nach en neie Member elo – hoffentlech geschwënn och nach e weideren neie Member – beschäert, well eppes eebe kloer ginn ass: Et war net d'NATO, déi de Putin provozéiert huet, an d'Ukrain anzefalen, mee et ass de Fait, net an der NATO ze sinn, dee fir e Mënsch wéi de Putin quasi eng Aluedung duerstellt, sech bedéngen ze goen a sech Territoiren anzeverleiwen.

Ausserdeem huet de Putin et fäerdegbruecht, dass Europa sech a Rekordzäit vu russeschem Gas ofgekoppelt huet, no Alternative gesicht huet an den Ausbau vun den erneierbaren Energien elo a Rekordtempo weiderdreift. Net ze verkennen ass och, dass mir als Gesellschaft nach ni esou en Incentive haten, Energie ze spueren, wéi mir dat elo hunn.

Natierlech, dat Ganzt hei gëtt et net zum Nulltariff. Dat alles bedeit och, dass d'Energiepräisser an d'Luucht gaange sinn, a jo, et huet och zum Beispill derzou gefouert, dass an Däitschland temporär zum Deel op d'Verfeiere vu Kuel zeréckgegraff ginn ass, fir bei der Verstroumung ze hëllefen. Dat alles sollt awer net doriwwer ewechtäuschen, dass de Kurs Richtung Erneierbarer elo kloer gesat ass, an dat bedeit, dass de Fortschrëtt bei den Erneierbaren ëmsou méi schnell wäert virugedriwwe ginn.

Wat déi héich Energiepräisser ubelaangt, sou sinn dës och net exklusiv op de Krich zréckzeféieren, wann och zu engem groussen Deel, an dofir hu mir, an dat ass och ugeschwat ginn, zu Lëtzebuerg eng Tripartitt, déi hei hir Responsabilitéit geholl huet – d'Regierung huet hir Responsabilitéit geholl – an déi alles drugesat huet, fir d'Leit, ganz besonnesch déi, déi finanziell net esou gutt dru sinn, ze entlaaschten. Ausserdeem gëtt et jo elo vill Subsiden, fir de Switch Richtung Erneierbarer ze begleeden. Mir hunn och gëschter d'Presentatioun vum PNEC gemaach kritt, deen zwar elo vläicht mam Krich an der Ukrain näischt ze dinn huet, mee deen eis och ganz kloer weist, wéi och versicht gëtt, do ofzefiederen a jidderengem déi Méiglechkeeten ze ginn, mat op dee Wee ze goen.

An do ass elo net nëmmen eis Regierung, mee do sinn alleguer d'Regierungen an Europa gefrot, ze agéieren, ofzefiedere wou et nëmme geet, an ech mengen och, dass mir duerch deen Exercice ganz gutt komm si bis elo. Et ass awer sécher net un eise Regierungen, hei kuerzsiichteg eng egoistesch Politick ze bedreiwen an d'Sanktioune géint Russland a Fro ze stellen, ganz nom Motto: „Wa mer elo alleguer d'Sanktiounen ophiewen, da leeft erëm alles wéi virum Krich."

Well wa mir dovu schwätzen, dass et Leit gëtt, déi ënnert de Sanktioune leiden, da musse mir virun allem dervunner schwätzen, wéi eng Leit ënnert dem Krich leiden, an dat sinn d'Ukrainer, déi, déi de gréisste Schued aus der ganzer Situatioun dervunnerdroen. An dat ass eis kollektiv Verantwortung, derfir ze

suergen, dass mir dem Putin seng Krichskeess elo net nach weider fëllen. Dofir sinn d'Sanktiounen esou wichteg. Wat wiere mir och fir eng Gesellschaft, wa mer dat, wat Russland den Ukrainer de Moment undeet, net géife sanktionéieren?

Ech ginn och elo net op allegeurten déi Sanktiounspaqueten an. Ech géif awer drop agoen, dass et effektiv – an dat hu mer jo haut och héieren ..., dat ass jo de ganzen Impuls gewiescht, firwat dës Interpellatioun ugefrot ginn ass – Leit gëtt, déi a Fro stellen, ob dës Sanktiounen iwwerhaapt eppes bréngen, ob et Sënn mécht.

Et erstaunt natierlech och net, dass déi Zweifel meeschtens – net just, mee meeschtens – um rietse bis ganz rietse Bord gestreet ginn. Vum Salvini iwwert den Orbán bis eeben hei bis zum Här Kartheiser si si ëmmer an der éischter Rei prett, fir dem Putin seng Messagen no baussen ze droen.

Fakt ass awer: D'Sanktioune schuede Russland an hirer Ekonomie enorm, och wa se de Krich net direkt stoppe kënnen. Mee natierlech setzt Russland alles drun, eis gleewen ze dinn, dass déi Sanktioune si net impaktéieren. Zil ass et, eis drun zweifelen ze dinn, ob mir net awer méi ënnert de Sanktioune leide wéi si. A scheinbar fält jo och deen een oder deen anere gären op dësen Narrativ eran.

Par contre – an dat muss een awer och agestoen – huet den IWF hei och säint derzou bäigedroen, fir deen Narrativ ze stëtzen. Tatsächlech huet den IWF elo rezent gemellt, dass Russland relativ gutt duerch dës Kris komm wier an huet souguer d'Prognose fir déi russesch Wirtschaft no uewe revidéiert. Déi russesch Zuele si souguer méi optimistesch wéi d'Prognose fir den Euroraum.

Déi Saach huet awer e risegen Hoken. An do hätt den IWF, menger Meenung no, vill méi kloer missen drop insistéieren a senger Kommunikatioun. Den IWF erhieft déi Daten net selwer. Wéi déi Date sollen an de jeeweilege Länner erhuewe ginn, ass net ganz eenheetlech. Dofir gëtt et jo och en Transparenzkodex, deen entwéckelt ginn ass, fir eng gemeinsam Basis ze hunn. Par contre hält Russland sech net dorunner.

Esou ass et elo esou, dass eng ganz Partie Donnéeë vum Putin ënner Verschloss gehale ginn, esou zum Beispill d'Aussenhandelsdaten, d'Kapitalflëss, auslännesch Direktinvestitiounen. Och d'Fluchpassagéierzuele ginn ënner Verschloss gehalen. Dat heescht, anstatt transparent Zuelen erauszeginn, entscheet Russland selwer, wéi eng Donnéeë si zur Verfügung stellen.

Mat deem Geschéck seet den IWF elo Russland e méi héije Wuesstem viraus, wéi déi russesch Zentralbank selwer prognostizéiert huet. Do muss een dann, menger Meenung no, awer och emol haart soen, dass den IWF hei net propper kommunizéiert huet respektiv – dat ass dat mannst, wat ee ka soen – sech hei zum Useful Idiot vum Putin senger Propaganda maache gelooss huet.

An och, wat de PIB ubelaangt, muss een a Fro stellen, wéi aussagekräfteg esou eng makroekonomesch Donnée ass, wann een an enger Krichsekonomie ass. A Friddenszäite seet de PIB eppes driwwer aus, wéi vill Bäitrag zu enger Ekonomie geleescht gëtt. Profitter ginn investéiert, Salairen ausbezuelt, déi gebraucht ginn, fir Wueren ze kafen. Steiere gi benotzt, fir Salairen ze bezuelen, a Projeten ze investéieren, déi dann och der Allgemengheet zeguttkommen.

A Krichszäiten ass dat awer forcement ganz anescht. Do beinhalt de PIB eeben Zuelen och iwwer Waffen- a Munitiounsproduktioun an do ginn enorm Zommen dran investéiert. Mee déi Sue bréngen jo iwwerhaapt kee Meerwäert fir eng russesch Gesellschaft. Mir schwätzen hei vu Milliarde vun Dollar, déi a militäreschen Ekipement fléissen, dee finalement um ukraineschen Territoire lant a wou déi russesch Gesellschaft iwwerhaapt näischt dovunner huet.

Bon, ënnert dem Stréch kéint een elo soen, dass dat alles relativ egal ass, well och wann d'Zuele friséiert sinn, esou ännert dat jo näischt un der ekonomescher Situatioun. Mee, ech mengen, esou einfach ass et am Endeffekt och net, well den IWF hei awer der Kremlpropaganda an d'Kaarte gespillt huet a sech domat och selwer e bësselchen diskreditéiert huet.

Eng Instanz wéi den IWF gëtt awer als eng onofhängeg Instanz geschat. Hiren Analyse gëtt vill Poids bäigemooss. An do wär et wierklech ubruecht gewiescht, déi manipuléiert Zuelen an eeben dee Kontext ze setzen an drop hinzeweisen, dass déi Zuele vum Kreml selwer preselektionéiert gi sinn.

Well natierlech geet et Russland den Ament drëm, d'Ënnerstëtzung fir d'Ukrain a Fro ze stellen. D'Sanktiounen treffe Russland haart. A grad dofir hätt de Putin gär, dass mir un hirer Sënnhaftegkeet zweifelen, andeems hien dee Fakenarrativ street, dass d'Sanktiounen eis méi géife schuede wéi Russland. Fakt ass awer, wéi gesot: Déi russesch Wirtschaft leit ënnert de westleche Sanktiounen. Russland ass enorm ofhängeg vum Import vun héichtechnologesche Gidder – déi feelen elo!

De Logistiksecteur ass agebrach mat de gréisste weltwäite Players am Logistikberäich, déi sech zeréckgezunn hunn.

De Rubel huet am Ufank vum Krich enorm u Wäert verluer, huet sech effektiv awer erholl. Bis elo huet déi russesch Zentralbank awer och bal alles derfir gemaach, fir de Rubel e Maximum ze stützen. D'Fro ass awer, wéi laang dat nach finanzéierbar ass.

Mëttlerweil muss Russland sech un den Iran wenden, fir Waffe geliwwert ze kréien.

Eng IAEA schätzt, dass de Verloscht vum europäeschen Energiemarché Russland bis 2030 wäert iwwer 1 Trillioun Dollar kaschten. Suen, déi also och feelen, fir an eng Krichsmaschinerie ze investéieren.

Par contre – dat stëmmt –, wie gehofft huet, mat de Sanktiounen d'Stëmmung a Russland géint de Krich ze kippen (veuillez lire: mat de Sanktiounen eng Stëmmung a Russland géint de Krich ze bewierken), deen ass effektiv enttäuscht ginn. D'Sanktioune weisen hir Wierkung effektiv net vun haut op muer – meng Virriedner hunn et och scho gesot –, se funktionéieren éischter wéi e schläichend Gëft, well se Russland vu westlecher Technologie ofschneiden. An deen Effekt gëtt no an no siichtbar, sief dat an der Automobillsproduktioun, wou si elo erëm Autoen ouni Airbags op de Marché bréngen, oder an der Aviatioun, wou ëmmer méi Fligeren awer elo um Buedem bleiwen, well Ersatzdeeler feelen.

An natierlech leeft och bei de Sanktiounen net alles perfekt. Déi gestige Präisser um Energiemaart hunn eng Zäitchen d'Abréch vun de Verkeef kompenséiert. Eis Sanktioune goufen och zum Deel, mengem Empfannen no, vill ze vill laang diskutéiert, ier se a Kraaft getruede sinn – wat forcement och Russland erëm Zäit verschaaft huet, ze anticipéieren. Aner Länner wéi China sprangen als Hëllef an. An och bei eis gëtt et genuch Acteuren, déi sämtlech méi oder manner legal Schlupflächer sichen, fir Sanktiounen ze ëmgoen.

Et gëtt mëttlerweil och ganz interessant Analysen doriwwer, wéi de Marché vum Pëtrol zum Beispill sech um Schwaarzmaart entwéckelt huet a wéi dësen et färdegbréngt, nach genuch Pëtrol iwwer ganz dubiéis Kanäl ze verschëffen – wat iwwregens och erëm e weidere Grond ass, fir dovunner fortzekommen.

Zum Deel kommen – et ass och ugeschwat ginn – eng ganz Partie Drëttlänner an d'Spill, déi hei deen Effekt nach offiederen a verzögeren. China hunn ech schonn ugeschwat, mee och iwwert d'Tierkei oder Armenie fanne Wueren hire Wee a Russland. Och europäesch Betriber versichen, d'Sanktiounen ze ëmgoen.

An, ech mengen, et muss wierklech kloer sinn ...

(Interruption)

Ech mengen, den Här Asselborn hätt gär eppes.

M. Marc Spautz, Président de séance | Nee, nee.

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Ech mengen, et muss wierklech kloer sinn och bei deene Betriber: Dat ass kee Kavaléiersdelikt, sou wéi och den Här Habeck et gesot huet. Dat muss ophéieren! Mir musse wierklech verhënneren, dass eis Beméiungen am Kader vun de Sanktioune vun esou Initiativen da finalement ënnergruewe ginn.

Ech mengen, mir mussen eis an Zukunft dorunner moosse loossen, wat mir alles gemaach hunn oder, wann et dem Här Kartheiser nogeet, wat mir eeben net gemaach hunn, fir d'Ukrain an eng Positioun ze versetzen, hiren Territoire an hir Bierger a Biergerinnen ze schützen.

An der Ukrain geet et grad net ëm de Choix tëscht Krich oder Fridden. Et geet ëm de Choix tëscht Krich oder Ënnerdréckung. Der Ukrain gëtt säitens Russland carrement hir Existenzberechtegung ofgeschwat. D'Zil vum Putin war vun Ufank u kloer: d'Ukrain ze briechen, den Autoritarismus fest an der Ukrain ze etabléieren.

An do sinn d'Ukrainer carrement entmënschlecht ginn. Si sinn zu Dausenden deportéiert ginn. Kanner ginn zu Dausenden deportéiert. Si ginn ëmerzunn oder si sollen ëmerzu ginn. Séldner gi lassgeschéckt, fir ganz Dierfer ze säuberen. Ziviliste ginn op der Strooss erschoss. Krichsgefaangener kréie viru lafender Kamera lieweg de Kapp erofgeschnidden. Hir Käpp ginn op Péil presentéiert.

(Interruption par M. Fernand Kartheiser)

Dat héiert Dir vläicht net ganz gären, mee et ass och eng Realitéit.

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

Ech ka verstoen, wann do e Land alles, wierklech alles, drusetzt, fir dass seng Leit net an d'Gräpp vun esou engem barbaresche Regimm falen. Wien, no allem, wat mir an de leschte Wochen u Grujeldote gesinn hunn, nach seet, mer sollen ophalen, der Ukrain Waffen ze liwweren, an amplaz op Diplomatie musse setzen, dee leit ganz kloer ënner kognitiver Dissonanz.

Wie kann haut Diplomatie fuerderen, wann de Géigeniwwer ganz kloer just een Zil huet: sech Gebidder anzeverleiwen, se ze annektéieren. E Géigner, deen Diplomatie gläichsetzt mam Recht vum Stäerkeren, fir sech mat Waffegewalt nei Territoiren erauszehandelen. Well soulaang Russland dru gleeft, vun enger Weiderféierung vum Krich méi ze gewannen, wéi ze verléieren, soulaang huet Russland keen, awer och wierklech guer keen Incentive, un de Verhandlungsdësch zeréckzekommen. An dofir ass et esou wichteg, dass mer d'Ukrain op militäreschem Plang weider ënnerstëtzen a bei eise Sanktiounen net labber loossen.

Mir sinn haut zur Erkenntnis komm, dass d'Iddi vum „Wandel duerch Handel" gescheitert ass. Et ware grad eis enk Wirtschaftsbezéiungen zu Regimmer

wéi Moskau, awer och Peking, déi hinnen e Fräifaartschäi ginn hu fir hire Muechtmëssbrauch, fir d'Ënnerdréckung vun hirer Bevëlkerung, d'Verletzung vu Mënscherechter. Et ass opgrond vun eiser Ofhängegkeet, dass si vun eis keng Géigewier oder eescht Kritick, a scho guer keng deier Konsequenzen hu musse fäerten.

Sou ass eist Handelen haut zu gudder Lescht och en Zeechen u China, dass et Grenze gëtt. Et geet elo och drëm, eis fir eis Wäerter a fir Demokratie anzesetzen. Wa mer bis zouloossen, dass Diktaturen an Autokrate sech kënnen huelen, wat se wëllen, well mer hinnen ausgeliwwert sinn, da kënne mer direkt apaken. Den nächste Schrëtt ass dann de weideren Export vun hirem Modell an aner Länner. Zum Deel hu si dat jo schonn hikritt, a si schaffen och aktiv drun, dëst an eise Breedegraden duerchzezéien.

Wa mir muer net wëllen an engem Europa liewen, an deem Meenungsfräiheet keng Roll méi spillt – an ech erënneren hei un deen Oppositionellen, dee fir seng Meenung 25 Joer an de Prisong kënnt –, an engem System, wou alles drop ausgeriicht ass, de Muechterhalt vun e puer Wéinege mat alle Mëttelen ze assuréieren, dann ass elo de Moment, wou mir an de saueren Apel musse bäissen a weisen, dass Demokratie eis och eppes wäert ass.

A wien elo nach behaapt, mir sollten ewechkucken, Sanktiounen ophiewen, den Handel mat Russland erëm normaliséieren, well eis Sanktiounen ze deier ginn, dee verkennt, wat de Präis vun der Fräiheet ass! Ech krut haut den Androck vermëttelt, dass e puer – zum Gléck wéineger – heibanne kee Problem domadder hätten, wann en Deel vum ukraineschen Territoire géif fir „Fridden" agetosch ginn. A mir mécht esou eng Astellung Suergen, well wa mir drop hischaffen, dass de Putin ukraineschen Territoire zougesprach kritt am Géigenzuch fir sougenannte „Fridden", da wär dat e Fridden, deen de Putin als Sig verkafe kéint, well hien en Territoire eruewert hätt. Dat wier menger Meenung no kee gudde Fridden, well et wier en Iwwergangsfridden, deen esou laang unhält, bis de Kreml entscheet, erëm unzegräifen a seng Erfollegsgeschicht weiderzeféieren.

Den Internationale Strofgeriichtshaff huet en Haftbefeel géint de russesche President erlooss. Jiddereen, deen elo nach de russesche Krich relativéiert a bereet ass, déi russesch Staatskeess erëm ze fëllen, deen ënnerstëtzt domadder ganz offiziell e Krichsverbriecher.

Jiddereen heibanne wëllt en Enn vum Krich; dat ass keen Elengstellungsmerkmal vun der ADR. Mee Dir als ADR, Dir sidd bereet, d'Souveränitéit vun engem Land a Fro ze stellen an hiren Territoire iwwer hire Kapp ewech op de Verhandlungsdësch ze geheien. An dat ass grad vun enger Partei, déi hei schonn nervös gëtt, wa se beim Bäcker muss e Bréitchen op Franséisch bestellen, dach awer relativ erstaunlech.

(Hilarité)

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Empain. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR), interpellateur | Villmools merci, Här President. An am Géigendeel zu verschiddene vu menge Virriedner verzichten ech op all Poleemik ...

Plusieurs voix | O!

M. Fernand Kartheiser (ADR), interpellateur | ... a wëll zur Saach schwätzen.

(Interruption)

Jo, dat ass heiansdo net esou einfach, well, ech mengen, et hu jo vill Kolleege mech an deene leschten 90 Minutte mat deem engen oder aneren Éierentitel versinn. Mee ech kucken doriwwer ganz gär ewech, well et geet eis ëm d'Saach.

An effektiv, jo, d'ADR ass eng Partei, déi sech hei ganz konsequent fir de Fridden engagéiert. A mir sinn houfreg dorobber – ech muss dat wierklech ganz kloer soen. Ech mengen, dat Bescht, wat mir fir d'Ukrain an och fir d'Russen, fir ganz Europa kënne maachen, dat ass, datt mer kucken, datt mer eng nei Stabilitéit a Fridden an Europa bréngen. Natierlech ass dat net einfach!

D'Kolleegen hei, deen een oder aneren huet historesch Beispiller bruecht. Déi eng hu verwisen op 1938, déi aner op 1941. Et muss een aus der Geschicht ëmmer léieren, mee et muss een och déi richteg Vergläicher maachen. Mee eis geet et elo emol un éischter Plaz drëm, de Konflikt an d'Geschicht vum Konflikt an der Ukrain selwer ze kucken, éier een op Vergläicher zréckgräift, déi net ëmmer ganz gutt passen.

Wësst Der, dee Konflikt an der Ukrain, dat ass e laange Biergerkrich gewiescht, ier en internationaliséiert gouf. En ass internationaliséiert ginn duerch eng Invasioun, déi e Vëlkerrechtsbroch war. Dat mécht een net, dat hu mer och verurteelt. Mee et gëtt eng Virgeschicht vum Konflikt an der Ukrain: e Biergerkrich. An et gouf versicht, dat ze redresséieren an ze berouegen. Da waren déi Minsker Verhandlungen.

An et ass fir mech erschreckend, datt mer westlech Politiker haten, wéi d'Madamm Merkel, wéi den Här Hollande, déi haut oppe soen – déi oppe soen! – an Interviewen, datt se net éierlech géintiwwer Russland waren, datt se op Zäit gespillt hunn, datt se déi Zäit geholl hunn, fir d'Ukrain ze stäerken, an net d'Ëmsetzung vun de Minsker Accorden duerchgezunn hunn.

Dat ware keng Leit vun der ADR oder vu Rietsparteien oder esou. Dat ware Leit vun der däitscher CDU oder vu franséische Parteien, franséisch Presidenten – och den Här Sarkozy huet do matgemaach. An dat mécht mer wierklech Suergen!

An et stellt och eng prinzipiell Fro iwwert de Fonctionnement vun der Europäescher Unioun, wa mer iwwer Normandie-Format oder esou verhandelen: Awéiwäit kënne mir eis eigentlech an der Europäescher Unioun och als klengt Land diplomatesch vun anere vertriede loossen, wa mer haut gesinn, datt dat net ëmmer am beschten Interessi vun der Saach vum Fridde geschitt ass?

Une voix | Très bien!

M. Fernand Kartheiser (ADR), interpellateur | Kolleegen heibannen hunn och do op Atrocitéiten ugespillt. Dat ass wierklech schrecklech an dat muss ee mat aller Däitlechkeet verurteelen. Déi Krichsverbrieche mussen opgeschafft ginn. Dat mécht een am beschten am Kader vu Friddensverhandlungen, wou dann eebe gekuckt gëtt, wéi dat eent an dat anert muss beurteelt ginn, wéi Geriichter mussen opgestallt ginn. Och dat geet nëmmen am Kader vu Verhandlungen.

An et mécht eis Suergen, wa mer gesinn, datt haut an der Ukrain ... Ech weess elo net, ob Russland bereet wär, elo haut ze verhandelen. Ech weess dat net, dat kann ech duerfir och net beurteelen, mee ech weess awer, datt an der Ukrain en Dekreet geholl ginn ass, dat Verhandlunge mam Här Putin verbitt! Dat mécht d'Saach net méi einfach! Et si vill Problemer am Abléck do, déi Verhandlunge ganz schwéier maachen. Et däerf ee sech awer net decouragéiere loossen.

Wësst Der, wa mer net verhandelen ... An dat ass eng Saach, wou ech nëmme ka spekuléieren, ech kann Iech jo elo keng Garantie ginn. Kee vun eis kann an eng Kristallkugel kucken a wëssen, wat geschitt. Keen! Ech och net. Mee wa mir net verhandelen, géif ech soen, ass déi warscheinlechst Evolutioun vun der Situatioun, datt eng gréisser russesch Offensiv kënnt an datt d'Ukrain déi net duerhält a grouss Deeler vum Territoire verléiert. Déi Fuitten, déi mer elo gesinn haten an den amerikanesche Pentagon-Leaks, déi mer elo haten, weisen däitlech – an d'Authentizitéit dovunner ass eigentlech net méi a Fro gestallt –, datt déi ukrainesch Arméi net méi déi Mëttel huet, fir sech géintiwwer Russland ze verdeedegen.

Dann ass natierlech d'Fro: Gëtt de Krich vum Westen hier internationaliséiert – dat wär dee schlëmmste vun alle méiglechen Zenarien? Oder probéiert een, de Feindseelegkeeten en Enn ze maachen, iert den Zesummebroch vun der Ukrain kënnt? Well dat ass dee warscheinlechen Zenario an ee Grond méi fir eis fir ze soen: „Mir musse verhandelen a mir musse méiglechst séier verhandelen."

Well mir hate jo vun Ufank u gesot, wat eis Ziler sinn, vum éischten Dag un: als Friddenspartei Mënscheliewe schounen, den Territoire vun der Ukrain esou wäit wéi méiglech preservéieren an eng Escalade verhënneren. An dozou sti mir haut nach. An dofir ass och dee beschte Wee dee vu Verhandlungen.

Verschidde Kolleege soen hei: „Waffe liwweren." Waffe liwweren, wësst Der, wann een d'Gläichgewiicht kuckt um Terrain oder d'Kraaftverhältnis tëschent Russland an der Ukrain, dann ass kloer, datt Waffeliwwerungen net derzou féieren, datt d'Ukrain dee Krich ka gewannen. Dat ass einfach net méiglech, wann Der d'Kraaft kuckt vun där enger Säit a vun där anerer Säit. Si verlängeren awer de Krich.

Mir soen: Waffeliwwerungen hunn och dee Problem fir eis als westlech Staaten, datt eis Arsenaler haut eidel sinn. Mir hunn näischt méi! An dat ass an engem geopolitesche Kontext zumools fir d'Amerikaner ganz schwiereg. Déi amerikanesch Arméi, vill Genereel hu sech geäussert, vill franséisch Genereel, brittesch Genereel, och däitsch Genereel hu gesot: „Mir kënnen dat net méi maachen. Mir hunn näischt méi!"

Wann haut wierklech e Problem wär an der Strooss vun Taiwan oder sou, hu mir eis wäitgeeënd demilitariséiert als Westen, well praktesch alles an d'Ukrain geféiert ginn ass, wat konnt dohi geféiert ginn. Wann Der kuckt, wat de Westen nach huet, fir an d'Ukrain u Panzeren ze liwweren oder u Fligeren, ech mengen, dat seet jo genuch. Maacht d'Analys dovunner, an da wësst Der, wat wierklech d'Verhältnisser sinn!

An ech mengen, et ass och ëmmer gutt, an der Politick, och virun allem an der Militärpolitick, fir emol eng objektiv Analys ze maachen. A wann Der sot: „Waffe liwweren, Waffe liwweren", ... Vu wat nach?! A wat sinn d'Konsequenzen? Och do, mengen ech, ass eis Demarche eng vill besser.

Da gouf hei gesot ... Et gouf mer villes virgeworf, dat ech guer net gesot hunn. Ech hunn hei weeder d'Fräiheet vun der Press a Russland kommentéiert – déi huet sécher Problemer –, ech hunn och näischt gesot iwwer vill aner Saachen, déi mer hei virgeworf goufen. Den Här Wiseler hat seng Ried warscheinlech scho méi laang virbereet, ...

(Interruption)

... an ech hunn eeben net alles gesot, wat hien do wollt soen. Mee ech wollt him awer äntweren op den Zoustand, op d'Aschätzung vun der ukrainescher Gesellschaft. Hei gëtt ëmmer gesot – an dat héiert ee ganz dacks –, dat wär eng Demokratie.

(Interruption)

Ech hoffen, et ass eng, mee leider sinn d'Realitéiten, am Abléck wéinstens, anescht! Mir hunn an der

Ukrain, an dat braucht Der nëmmen an deenen … Et gëtt där Publikatiounen onheemlech vill, déi dat feststellen.

Mir hu weeder eng Fräiheet vun de Medien an der Ukrain … natierlech och an anere Länner net. Dat steet awer net zur Debatt, elo schwätzen ech iwwer d'Ukrain. Mir hu keng Fräiheet vun de Medien, déi sinn all gläichgeschalt. Mir hu keng Reliounsfräiheet, well déi Ukrainesch-Orthodox Kierch, déi vum Patriarchat vu Moskau ofhänkt, huet grouss Problemer am Abléck. D'Oppositioun ass zu engem groussen Deel net méi do. Déi ass och zu engem groussen Deel verbuede ginn. D'Verfassungsriichter goufen ofgesat, nodeem se Urteeler geholl hunn, déi dem Här Selenskyj net gepasst hunn, scho virum Krich.

D'Korruptioun an der Ukrain ass endeemesch. Den Här Selenskyj selwer gouf an de Pandora Papers genannt. An ech hunn dem Här Wiseler, well hien dat jo ugeschwat huet, elo extra nach en Artikel matbruecht, deen ech him recommandéieren, vum 12. Abrëll 2023: Seymour Hersh, ee vun de berüümtesten amerikanesche Journalisten, „Trading with the enemy", wou d'Praktike vum Här Selenskyj an där Hisiicht nach eng Kéier beliicht ginn. Aktuell, net vu virum Krich! E ganz interessanten Artikel.

Ech wollt och vläicht e Wuert soen iwwert dee Problem vun der Nazidoktrinn oder esou. Well dat ass ëmmer eppes, dat gëtt vun deem Eenzelne behaapt, a vun anere gëtt gesot, dat wär guer net esou.

Och do wëll ech guer keng Poleemik maachen, mee einfach kucken, wéi d'Fakte sinn. An ech kucken dat mat grousser Opmierksamkeet, och d'„Jerusalem Post" zum Beispill. D'„Jerusalem Post" hat den 11. Abrëll – dat ass nach net laang hier, haut si mir den 18. Abrëll – en Artikel publizéiert: „Kyiv to name street for Ukrainian Nazi collaborator after public vote." „According to Dolinsky", wien dat ass, ass elo net esou wichteg, „a street in the Ukrainian capital will be renamed following a motion passed by the city council, and will bear the name of Volodymyr Kubiyovych, who during the Holocaust was heavily involved in the formation of the Waffen-SS Galizien, a Nazi military force made up of Ukrainian volunteers."

Dat stéiert eis. Ech weess net, ob et jiddereen heibanne stéiert. Ech ginn emol dervun aus, datt jiddereen hei schockéiert ass.

Den 11. September 2022 – dat ass och nach net ganz laang hier – huet den Arno Klarsfeld, e bekannten Affekot, eng Publikatioun gemaach am „Le Point" – dat ass och keng Boulevardzeitung –: „L'Ukraine ne doit plus glorifier les nationalistes qui ont collaboré." „Si les Ukrainiens veulent faire partie de la famille de l'Union européenne," seet den Här Klarsfeld, „ils doivent cesser de glorifier les nationalistes ukrainiens présentés comme des héros, et qui ont collaboré avec les nazis et les ont assistés dans l'extermination de dizaines de milliers de familles juives en Ukraine. Une des premières mesures de la municipalité de Kiev après la révolution de 2014 a été de débaptiser la longue avenue qui mène au site de Babi Yar, et qui portait le nom d'avenue de Moscou, pour l'appeler avenue Bandera […]."

Wësst Der, dat si Saachen … Elo kënnt Der soen: „Jo, den Här Selenskyj selwer ass Judd." Jo, en ass Judd, mee da froen ech mech awer: Firwat geet hien net méi determinéiert géint esou Saache vir? Déi si jo net akzeptabel! An et ass eebe wichteg, wa mer iwwert d'Ukrain schwätzen, datt mer och eng objektiv Analys maache vun där Situatioun, wéi déi Regierung am Abléck do zu Kiew ass. Ech mengen, dat ass och ganz wichteg. A mir sinn eis et och schëlleg als Demokraten, fir dat richteg anzeschätzen.

Ech wëll nach … Ech hätt esou vill ze äntweren, well Dir hutt mech mat Komplimenter iwwerschott an deene leschten zwou Stonnen.

(Interruption)

Ech wëll vläicht nach op eng Saach äntweren, déi den Här Graas gesot huet. An den Här Graas ass en Här, egal wéi, deen ech op jidde Fall weider och héich appreciéieren – ech wëll him dat och soen. An dat ass déi Saach vum Conseil de l'Europe.

Hien huet sech doriwwer gefreet, datt Russland do, wéi hie gesot huet … „verdriwwen", mengen ech, hat hie gesot. Ech weess net méi genau, wéi d'Wuert war, mee dat war ongeféier dat. Ech wollt Iech soen, Här Graas: Ech deelen déi Appreciatioun net, ech halen dat fir falsch. Well ech mengen, och wann ee mat Leit net d'accord ass, och dat Behuelen – Dir hutt dat kritiséiert – vun der russescher Delegatioun bei der OSZE … Ech mengen, d'Konscht vun der Diplomatie, d'Erausfuerderung vun der Diplomatie, dat, wat se spannend mécht, dat ass eeben och, wann ee mat engem Mënsch net d'accord ass, fir kënnen ze soen: „Hei, komm, mir setzen eis zesummen, mir diskutéieren, mir schwätzen, mir kucken, wat mer kënne maachen." Dat ass eng formidabel Aufgab, eng, déi intellektuell a charakterlech héich Uspréch stellt, an déi mer net solle scheien.

Well wat mer gär hätten, dat ass, dass dëse Kontinent erëm ka friddlech zesumme liewen. Et muss een Affer bréngen dofir. Et muss ee verhandelen. Et muss ee mat guddem Wëllen dorunner erugoen. Mir als ADR stinn dozou.

Ech soen Iech Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Nathalie Oberweis. Madamm Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Merci, Här President. Fir d'éischt dem Här Kartheiser merci fir dës interessant a wichteg Debatt.

Jo, den Ugrëff vu Russland op d'Ukrain am Februar 2022 war a bleift e klore Vëlkerrechtsbroch. An deem einfach nozekucken an d'Schëlleren ze hiewen, war an ass keng Optioun. An deem Sënn sinn och d'Sanktioune géigeniwwer vum russesche Regimm gewëssermoossen alternativlos. An ech géif gär d'Wierder vum Yves Cruchten vun elo just opgräifen an effektiv déi Verbrieche géint d'Mënschlechkeet an dee barbaresche Krich nach eng Kéier regrettéieren a condamnéieren. Well effektiv gëtt et keng Wierder dofir an et kann net oft genuch soen, wéi schlëmm dat ass an dass dat ze condamnéieren ass.

Den Här Kartheiser sot, datt d'Sanktiounen ouni kloer Wierkung op de russesche Regimm sinn an datt Europa sech domadder selwer schuet. Mee wat den Här Kartheiser awer vergëesst ze thematiséieren, an eisen Aen, ass dat verheerend politescht Signal, dat mir ofginn hätten, wa mer keng Sanktioune geholl hätten.

Et wär carrement d'Vëlkerrecht an d'Poubelle gehäit, mat alle fatale Konsequenzen, déi dat géif mat sech bréngen. Et wär e Blankoscheck gewiescht fir d'Militärmuechten, sech an Zukunft ze huelen, wat se wëllen. An eiser Meenung no, wann ee Staat an en anere Staat afält a besetzt, da gëllt et, Sanktiounen ze huelen. Dat ass fir eis den absolutte Minimum. An dat gëllt fir eis iwwerall.

Mir hunn awer och vun Ufank u gesot, datt déi Sanktioune sollen, souwäit et geet, déi Responsabel treffen an net zu enger kollektiver Bestrofung vum russesche Vollek féieren. Dat ass net einfach, dat gesi mer och an, mee zumindest hätt een dat missen als Grondprinzipp festhalen, well et wäert – fréier oder spéider – e Russland ouni Putin ginn. A wéi dat Russland nom Putin ausgesäit, hänkt staark domadder zesummen, wéi eng Attitüd mir elo vis-à-vis zum russesche Vollek anhuelen.

Russland ass a bleift eisen Noper. Déi einfach Mënschen a Russland goufe bekanntlech net gefrot, ob si mat der Invasioun averstane sinn oder net. Et si virun allem déi einfach Mënschen, déi ënnert dem Krich leiden. An och si sinn net gefrot ginn, ob si kënnen als Kanounefudder benotzt ginn. Si elo kollektiv dofir verantwortlech ze maachen an ofzestrofen, dat schaaft onnéideg Ressentimenter, déi iwwer Generatioune wäerten undaueren.

Här President, Tatsaach ass, datt d'Sanktioune bis ewell net de gewënschte politeschen Effekt haten. Virun engem Joer goufe se vu ganz ville westleche Politiker als Non-Plus-Ultra dohinnergestallt. Déi däitsch Ausseministesch hat gemengt, d'Sanktioune géifen dem Putin säi System am Kär treffen an den US-President sot am Mäerz 2022, souguer déi russesch Wirtschaft géif doduerch halbéiert ginn.

Ee Joer duerno muss ee feststellen, datt d'Realitéit eng ganz aner ass – leider. Moskau war dorobber virbereet. An dat gréisst Land vun der Welt kann een nun einfach emol net esou einfach ekonomesch blockéiere wéi eng Karibikinsel. De sougenannte „Westen" huet seng Aflossméiglechkeeten iwwerschätzt an eisen Aen, och oder grad eeben, well en de Rescht vun der Welt net dovunner iwwerzeegt krut, bei de Sanktioune matzemaachen.

Et ass eigentlech erstaunlech, datt sech iwwert déi Weigerung vun der reschtlecher Welt net genuch oder net méi Gedanke gemaach ginn. An der UN-Vollversammlung gouf et zumindest am Ufank nach relativ grouss Majoritéiten, fir de Broch vun der UN-Charta ze verurteelen, mee wéi et bis ëm déi ekonomesch Sanktiounen a Strofmoossname gaangen ass, huet ee Land nom aneren ofgewénkt. Dat just op déi ekonomesch Intressie vun deene Länner zréckzeféieren, ass eiser Meenung no ze kuerzgegraff.

Eng méi grondleeënd Analys dovunner wär dréngend noutwenneg. Allerdéngs wär dat warscheinlech och mat onbequeeme Froen a Wouerechte verbonnen. Et misst ee sech emol d'Fro stellen, wéi de Westen tatsächlech dobaussen an der Welt wouergeholl gëtt, ob déi politesch an ekonomesch Dominanz vun Europa a vun Nordamerika dobausse wierklech esou onproblematesch ukënnt, wéi esou munchereen dat mengt. An et misst ee sech och d'Fro stellen, ob et net och domadder zesummenhänkt, datt de Westen et an der Vergaangenheet, an och haut nach, selwer net esou genau mam Vëlkerrecht hëlt. Stéchwuert: Irak, Libyen, Palästina, West-Sahara a sou weider.

Une voix | Très bien!

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Ech ginn d'Gefill net lass, datt genee déi paternalistesch, eurozentresch Siicht verhënnert, datt mir eis emol de Spigel virun Aen halen an eis Attitüd géigeniwwer dem Rescht vun der Welt änneren. Mir sinn nun emol net den Nuebel vun der Welt, och wa mir dat wëllen oder mengen.

Här President, wann et der ADR no geet, solle mer weiderhi bei der Energieversuergung ofhängeg vun engem rietsen Autokrat sinn. Souguer wann deen Autokrat aner Länner militäresch iwwerfält, solle mer weiderhi bei him akafen. A virun allem solle mer weiderhi monter fossill Energië verbrennen, well de Klimawandel ass just e Märchen. Esou kann een d'Positioune vun der ADR karikaturéieren.

Mir als Lénk menge genee de Contraire. Mir gesinn et als grousse Feeler un, datt Europa sech an deene

leschte Joerzéngten ofhängeg gemaach huet vum russesche Gas a Pëtrol. Schonn an den 80er-Joren awer war d'Evidenz vum Klimawandel net méi ewechzerieden. Hätte mir deemools konsequent ugefaangen, an erneierbar Energien ze investéieren, wäre mer haut energeetesch autark a mir wären net an dëser Zwéckmillchen.

Mëttlerweil gëtt d'Necessitéit vun der Energietransitioun zumindest am politeschen Discours unerkannt, an dat ass e positiven Effekt vun dëse Sanktiounen, wann een iwwerhaapt dëser Situatioun eppes Positives kann ofgewannen. Allerdéngs ass Europa net esou schnell vun den Energieimporter aus Russland ewechkomm, wéi d'EU et gär duerstellt, well d'Wandrieder elo wéi Champignonen aus dem Buedem gewuess wieren. Nee, mir hunn déi Importer aus Russland ersat duerch Importer vu fossille Brennstoffer aus anere Géigende vun der Welt, an dovu ganz vill Géigenden, déi och vun aneren Autokrate regéiert ginn. D'ekologesch Transitioun ass mam Import vum US-amerikanesche Fracking-Gas zum Beispill op jidde Fall net méi no komm. Et soll also keen eis e Märchen erzielen!

Mir hunn also just eng Ofhängegkeet duerch eng aner Ofhängegkeet ersat. Wat mer brauchen, ass endlech eng vollstänneg Ëmstellung op erneierbar Energien an d'Onofhängegkeet vun anere mënscheveruechtende Regimmer, an dat esou schnell wéi méiglech.

Här President, d'Sanktioune géigeniwwer Russland op de Gidder sinn offensichtlech zimmlech wierkungslos. Se sinn engersäits just hallefhäerzeg ëmgesat ginn: Zum Beispill huet d'Diamantenindustrie vun Antwerpen – och dat ass schonn dacks kommentéiert ginn – en Exportstopp op Réidiamante bis elo verhënnert kritt. Dat ass och d'Hypokrisie vun den Europäer, an dat niert dann erëm antieuropäesch Discoursen. Et soll ee sech also net wonneren. Anerersäits huet Russland genuch aner Kanäl, fir seng Produite lasszeginn a fir sech Gidder um Weltmarché ze verschafen.

Och a Saachen Héichtechnologie wäert Russland viraussichtlech Alternative fannen. An do muss ee mol net a Richtung China oder Indie kucken. Eisen NATO-Partner Tierkei mécht jo och net mat bei de Sanktiounen an huet säin Handel mat Russland enorm ausgebaut. A wann een da gesäit, dass zum Beispill den Handel tëscht Italien an der Tierkei op eemol spronghaft gestigen ass, da kënnt de Verdacht op, datt vill europäesch Geschäftsleit eng Zort neien Dräieckshandel entdeckt hunn.

Genausou wéineg schéngen och d'Finanzsanktioune géint déi russesch Oligarchen en Afloss op de Krich ze hunn, woubäi mir awer sécher déi allerlescht sinn, déi eppes do dergéint hätten. Au contraire, mir mengen, datt een do nach vill méi wäit misst goen. D'Verméige vun dëse Mënschen, déi hire Räichtum dem System Putin ze verdanken hunn, sollt eiser Meenung no konfiskéiert ginn an zum Beispill engem Opbaufong fir d'Ukrain zeguttkommen. Well aktuell sinn déi Gelder an och materiell Wäerter just agefruer, dat heescht grosso modo, datt déi Saachen net däerfe verkaaft oder ofgezu ginn. Se gehéieren awer weiderhin deene Leit a produzéiere weiderhin Zënsen an Dividenden.

Fir eng Enteegnung muss fir d'éischt e Rechtskader geschafe ginn. D'EU hat dofir jo eng „Freeze and Seize"-Taskforce opgestallt. Mee mëttlerweil schéngt eng Enteegnung awer net méi aktuell ze sinn, et héiert een zumindest net méi vill dovunner. Dofir wär ech ganz frou, wann de Minister eng Kéier kéint duerno op déi Fro reagéieren, wou déi drun ass. Et muss een och soen, dass déi Sanktioune mat Sécherheet och just een Deel vun den Oligarcheverméigen erfaasst hunn. Se goufen am Ufank vill ze vill zögerlech an heterogeen ëmgesat, soudass vill vun deene Leit Zäit haten, hir Verméigen a Sécherheet ze bréngen.

Ausserdeem ass den internationale Finanzsystem jo esou opgestallt, dass räich Individue sech kënne relativ liicht der staatlecher Kontroll entzéien. Virun allem wéinst der Steierhannerzéiung huet sech iwwer Joerzéngten eng Industrie entwéckelt, déi ganz effikass Methoden an Instrumenter huet, fir Verméigen hin an hier ze verschiben an ze verstoppen.

Här President, nom Iwwerfall vu Russland op d'Ukrain gouf et fir Europa grosso modo dräi Méiglechkeeten: einfach ewechkucken an näischt maachen, Russland de Krich erklären oder eebe Sanktiounen. Vun deenen dräi Optioune war eiser Meenung no déi mat de Sanktiounen déi eenzeg méiglech. Allerdéngs kann een och d'Ëmsetzung vun de Sanktiounen awer kritiséieren. Virun allem huet de Weste säi Gewiicht op der internationaler Bün iwwerschat an et net fäerdegbruecht, e breeden, wäite Konsens bei de Sanktiounen hierzestellen. Dofir wier et un der Zäit, eiser Meenung no, dass mir eis an dem Spigel kucken an op Aenhéicht mat de Partner op der Weltbün schwätzen a si froen, wat si kéint derzou beweegen, fir un deene Sanktiounen deelzehuelen. D'Fro wier jo: Wat kënne mir, de Westen, hinne bidden? Eventuell misste mir dann e Schrëtt op si duergoen um Niveau vun der internationaler politescher an ekonomescher Uerdnung, an zum Beispill déi aner Staate froen, fir hinnen eng méi grouss Plaz anzeraumen an der politescher, ekonomescher Weltuerdnung, wéi zum Beispill an der UNO. D'Fro ass, ob d'Vëlkerrecht eis dat dann och wierklech wäert ass.

Wat bleift ass, datt ee sech net sollt op déi Sanktioune verloossen, fir dëse Krich op en Enn ze bréngen. Mir bleiwen dervunner iwwerzeegt, datt den diplomatesche Wee deen eenzeg richtegen – éischter méiglechen – ass, fir aus dëser fuerchtbarer Situatioun nees erauszekommen.

Merci fir Är Opmierksamkeet.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Oberweis. A leschten ageschriwwene Riedner ass deen honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, iwwer ee Joer ass et hier, datt Russland – Russland eleng! – eng Invasioun a Richtung Ukrain probéiert huet ze lancéieren. Iwwer ee Joer ass et hier, datt d'Ukrainer d'Russen zréckgedréckt hunn an d'Verbriechen, wéi ronderëm Butscha, visibel gi sinn. Den UN-Mënscherechtsbeoptraagte schwätzt vu bis zu 178 Doudegen, déi bis elo fonnt an identifizéiert goufen, eleng zu Butscha. Laut Zuele vun der UN sinn am leschte Joer mindestens 8.317 Ziviliste wéinst deem russeschen Ugréffskrich an der Ukrain gestuerwen. Ronn 13.900 goufen der verletzt. Ech mengen, wa mir haut iwwert d'Konsequenze vum Krich schwätzen, da sinn dat déi wichtegst Zuelen. Si representéieren dat mënschlecht Leed, dat Leed, dat d'Mënschen an der ganzer Ukrain säit dem Ugréffskrich vu Russland kennen.

Haut soll et jo ëm d'Konsequenze vun dësem Krich goen, fir eis zu Lëtzebuerg, an Europa, jo, weltwäit. Fir eis Piraten gëtt et kloer politesch Konsequenzen.

Éischtens, d'NATO, déi 2019 nach vum franséische President fir gehierdout erkläert gouf, ass erëm e wichtegt Staatebündnis ginn, op dat mir eis all verloossen, a wou mer hoffentlech geschwënn net nëmmen een, mee zwee nei Membere kënnen ënner eis zielen.

Zweetens, d'europäesch Memberstaaten hunn alleguerten hir Relatioune mat Russland agestallt. A vill Oligarchen hu missen erausfannen, datt hir Konten an hir Yachte saiséiert gi sinn an datt de Shopping op de Champs-Elysées awer net méi esou einfach ass.

Drëttens, d'EU huet zesummegehalen, an zesumme Sanktioune beschloss. Net ëmmer perfekt, net ëmmer an där Vitesse, wéi ech et perséinlech fir néideg fonnt hätt, mee zesummen. Och wann dësen Zesummenhalt net méi gradesou staark ass wéi nach am Ufank vum Krich, sou ass en awer nach ëmmer do.

A véiertens, China an Indie konnte sech trotz de Grausamkeete vu Russland net dervun iwwerzeege loossen, fir sech un de Sanktiounen ze bedeelegen. Dat sollt eis ze denke ginn.

Alles an allem muss ee soen, datt Russland sech trotzdeem wäit an d'Aus geschoss huet an dësen Ugréff op méi wéi enger Front batter wäert bereien. D'erklläertent Zil, fir d'NATO-Erweiderung ze stoppen, ass grandios no hanne lassgaangen. Méi ee klore Selbstgol huet een, mengen ech, och am Fussball nach ni gesinn. Russland deelt sech elo 1.300 Kilometer Grenz mat der NATO, erop vun e puer honnert virdrun.

Russland ass elo méi wéi jee op China ugewisen, fir säin Ueleg ze verkafen a generell seng Ekonomie nach iergendwéi um Lafen ze halen. Dat bedeit, datt aus dem Dram vun enger neier Groussmuecht Russland éischter en Appendix vun enger Groussmuecht China ginn ass. An och d'Spaltung vun der EU, op déi Russland gehofft huet, an déi heibannen awer zumindest vun den Instigateure vun dësem Debat nach ëmmer gefuerdert gouf an e bësse probéiert gouf ugefeiert ze ginn, ass net agetrueden. D'EU steet zesummen. D'Konsequenze treffen also an éischter Linn méi den Aggresseur wéi elo eis oder déi aner EU-Memberstaaten.

Dann zu der Fro, wat déi wirtschaftlech Konsequenze vun dësem, jo, och Wirtschaftskrich sinn. D'europäesch Staaten hunn endlech verstanen, datt een net nach weider kann op russesche Gas a russeschen Ueleg setzen, dëst am Sënn vun enger strateegescher Onofhängegkeet, awer och ganz kloer am Sënn vum Kampf géint de Klimawandel. Dëse Krich huet eis nach eng Kéier en Ustouss ginn, fir eis Energiepolitick ze iwwerdenken an op méi dezentraliséiert, méi onofhängeg Energien, wéi Solarenergie a Wandenergie, ze setzen.

Dës abrupt Ëmstellung huet eis Geld kascht. Et huet eis als Staat Geld kascht, jo, et huet all eenzele Stot dobausse Geld kascht. A ganz kloer, dofir huet de Lëtzebuerger Staat missen agräifen an de Leit dobausse mat hire Rechnunge fir den Heizungsmasutt, d'Elektresch an de Gas hëllefen. Déi Hëllefe ware wichteg, a mir Piraten hu kloer gesot, datt mer trotzdeem net mat allem averstane waren, well mir eis et plazeweis méi, plazeweis anescht gewënscht hätten.

Mir hu géint de Gaspräisdeckel bis 25.000 kWh gestëmmt, well dat fir eis ee vill ze héije Plaffong war. Den Deckel vu 25.000 kWh pro Joer geet duer, fir e 24-Persounen-Haushalt mat Stroum ze versuergen. Fir eis war den Tankrabatt och e Feeler. Déi Milliounen hätt ee misse méi sozial gerecht zum Beispill an e Klimabonus fléisse loossen. Mir hätten eis Automatisme gewënscht bei der Energieprimm, bei der Allocation de vie chère, fir esou sécherzestellen, datt all d'Leit Hëllefe kréien, déi en Urecht drop hunn. Bref, all dës Fuerderungen hu mir hei an der Chamber schonn e puermol diskutéiert.

Eise Fazit bleift, datt d'Energieaiden deelweis richteg waren, deelweis awer mat der Géisskan iwwert d'Land gefuer gouf an de Pëtrolsfirmen europawäit Rekordgewënner erméiglecht gi sinn.

Nieft de Konsequenze fir eis huet et natierlech och d'russesch Wirtschaft kascht. Eng russesch Wirtschaft, där hire PIB ëm 2,1 % gefall ass, wärend d'Lëtzebuerger Ekonomie zwar net ganz dynamesch 2022 war, mee trotzdeem ëm 1,5 % laut de rezentsten Zuele gewuess ass. Dat heescht, nee, keng Rezessioun. Dat ass net deen Effekt, dee mer eis als Westen erhofft haten. No de strenge Sanktioune musse mir éierlech sinn, hätte mir eis eng méi staark Rezessioun a Russland erhofft. Mee eleng d'Tatsaach, dass Russland elo d'EU net méi ka mat engem zouene Gaskrunn erpressen, ass vill wäert fir d'Zukunft.

Zum Schluss dann nach d'Fro no de soziale Konsequenze vun dësem Krich. Komme mer dann erëm op den Ufank vu menger Ried. D'gesellschaftlech Konsequenzen droen zum gréissten Deel d'Ukrainer: déi, déi am Land bliwwe sinn, déi, déi geflücht sinn, d'Famillje vun deenen, déi haut net méi ënner eis sinn. D'russesch Arméi an hir Séldner maachen net Halt virun Zivilisten. D'Leed an d'Angscht hu si nämmen engem Mënsch ze verdanken, dem Wladimir Putin. Déi Leit, déi an Europa konnte flüchten, hunn net dat gëllent Lous gezunn. Wéi mir eréischt virun zwou Wochen am Fall vun de Wunnengen zu Dikrech konnte liesen, liewen dës Leit nach ëmmer an der Onsécherheet.

Si kréien hei am Land en Daach iwwert dem Kapp, mee dat ass net dat Liewen, dat si sech fir sech oder fir hir Kanner virgestallt haten. Si wëssen och ni, wéi laang si deen Iwwerdaach nach hunn. Et kann zu all Moment ugekënnegt ginn, datt ee säin Daach awer muss opginn an enzwousch anescht erëm hi muss. Et ass een tributaire. Dës Leit wëllen zréck an hir Heemecht, esoubal et geet. An deen eenzege Mënsch, deen dat erméiglече kann, ass deen, deen dee ganze Misär ugefaangen huet! An dat ass de Putin, well et ass deen Eenzegen, deen dee Krich kann hei ophalen. A mir sollten dat net gleewen, wa se soen, Fridde wär eng Saach vun deenen zwou Säiten. Ma et gëtt hei nëmmen een, deen Aggresseur ass. An et gouf oft gesot: Wann d'Ukrain ophält mat kämpfen, da gëtt et keng Ukrain méi! Wann de Putin ophält mat kämpfen, dann ass de Krich eriwwer! A genau dohi musse mir kommen, léif Kolleeginnen a Kolleegen!

De Krich betrëfft natierlech net nëmmen d'Ukrainer, mee och déi méi sozial schwaach Stéit hei am Land. D'Zuele vun de Leit, déi vun den Office-socialle musse gehollef kréien, klammen. D'Covid-19-Kris an duerno de Krich hunn d'Inflatioun staark ugekuerbelt – keen zweifelt dorunner – an et gëtt ëmmer méi schwéier fir ëmmer méi Leit, fir d'Enner um Enn vum Mount beieneenzekréien.

Dofir fuerdere mir Piraten op en Neits, datt een deene Leit direkt an onkomplizéiert hëllefe muss. Duerch Crédit-d'impôten, déi net méi mussen ugefrot ginn, mee direkt op de Paiziedel applizéiert ginn, duerch Hëllefen, déi direkt ausbezuelt ginn an net eréischt d'nächst Joer. Amplaz vum Tripartitt-Accord 3.0, an dat hu mir gesot, hätte mir Direkthëllefe proposéiert. 1.500 Euro fir d'Leit, déi de Mindestloun kréien, an dann degressiv erof, wat ee méi verdéngt. Dat Geld hätt een de Leit direkt sollen iwwerweisen, fir datt se haut kéinten hire Kafkraaftverloscht kompenséieren an hir Rechnunge bezuelen.

Am Géigesaz zu aneren Erausfuerderungen, déi ech haut hei genannt hunn, kënne mir als Lëtzebuerger Staat nämlech do direkt hëllefen. Nieft de Léisungen, déi ech grad genannt hunn, mussen nach aner Mesüre geholl ginn, andeems mir endlech eng gerecht Steierreform an d'Weeër leeden, fir esou d'Scheier tëschent Aarm a Räich erëm méi no beieneen ze kréien, andeems mir deene Leit hëllefen, déi Hëllef brauchen.

Ech hoffen, ech konnt an deene leschte Minutte kloermaachen, datt eis wierklech näischt verbënnt mat deenen, déi dës Diskussioun ugestiwwelt hunn. Et ass ganz kloer, datt fir eis deen eenzege Wee, fir dee ganze Misär hei ze stoppen, deen ass, datt d'Russesch Federatioun, datt hire President, dee menger Meenung no zu Recht vun Den Haag gesicht gëtt, mat deem Misär ophält, sengen Truppe seet, se sollen zréck op russeschen Territoire kommen an datt d'territorial Integritéit vun der Ukrain erëm hiergestallt gëtt, andeems och dee leschte russeschen Zaldot a Séldner erëm de Wee heem untrëtt. Nëmmen esou stoppe mer de Misär, hei zu Lëtzebuerg, an Europa, an der Welt an an der Ukrain!

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen (Piraten) | Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, Président | Villmools merci, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Ausseminister Jean Asselborn.

Prise de position du Gouvernement

M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, an der Politick muss ee bekanntlech d'Emotiounen ënner Kontroll hunn, wat mir och net ëmmer geléngt. Haut geet et mer awer wéi dem Här Gusty Graas. Ech sinn erféiert, wat den Här Kartheiser hei gesot huet. Et fält mer schwéier eigentlech, Här President, fir mat him ze streiden, well dëst war ënnert der politesch-eethescher Gürtellinn. Dat, wat hien hei produzéiert huet a sengem groussen Discours, dat ass am héchste Mooss Le Pen-, AfD-Gedankegutt, eppes, wat eigentlech dësem Haus onwierdeg ass!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes | Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen, soen ze dierfen, dass zënter dem Enn vum Zweete Weltkrich keen Deputéierte méi hei esou eng rietsextreem Ried gehalen huet wéi déi, déi Dir haut de Mëtteg hei gehalen hutt, Här Kartheiser.

Une voix | Très bien!

M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes | Ech wëll natierlech och zur Saach e Mea Culpa maachen. Den Här Kartheiser huet dauernd vun der diplomatescher Léisung geschwat. Wie wëllt keng diplomatesch Léisung? Wien? A mir brauchen net ze vill wäit zréckzegoen an der Geschicht. Net bis 1938, vläicht bis 2014 nëmmen. 2014 hu mer an der Europäescher Unioun, hu mer op ville Plazen an der Welt nach ëmmer un eng diplomatesch Léisung gegleeft, wéi de Putin d'Krim iwwerfall huet. An ech wëll hei kloer soen: Mir hunn dat Vertrauen an de Putin iwwerschat! A wann ech soe „mir“, sinn dat all déi Regierungen, an deenen ech bis elo dra war hei zu Lëtzebuerg. An natierlech, perséinlech fillen ech mech gradesou am Feeler, wéi dat och den däitschen Ausseminister an haitege President Frank-Walter Steinmeier gemaach huet. An dat falscht Vertrauen, wat mer haten, huet sech eigentlech am Bau vun Nord Stream 2 kristalliséiert.

Här President, den Här Kartheiser wëll jo, mengen ech op jidde Fall, ganz kloer, well mir kennen en, hei eppes provozéieren, bei deem hien eleng géint all déi aner hei an der Chamber optrëtt. Hien huet gesot, dass Russland nach vill Frënn an der Welt huet. Leider, muss ee soen. Well dee Krich hei ass keen europäesche Krich. Et ass e Krich géint d'Demokratie, et ass e Krich géint d'Fräiheet, et ass e Krich géint d'Wäerter, et ass e Krich géint de Respekt vum internationale Recht. A wann de Putin dee Krich hei gewënnt, da si vill anerer op der Welt, déi nach verléiere wäerten.

A wou an der Welt eigentlech politesch um internationale Plang sech erëmspigelt, wéi een d'Temperatur ka moossen, dat ass zu New York bei der UNO. Bei dem leschte Vott hunn 141 Länner vun 193 déi russesch Aggressioun verurteelt – verurteelt! –, 35 (veuillez lire: 32) hu sech enthalen, dobäi grouss Länner wéi China, wéi Indien, mat Milliarden Awunner also, 7 Länner hunn nee gesot. Ech soen Iech se: Syrien, Wäissrussland, Eritrea, Nordkorea, Mali, Nicaragua a Russland natierlech selwer. No dëser Ried vun haut de Mëtteg wieren dat der jo keng siwen, mee dat missten der jo aacht sinn. Lëtzebuerg wär bei deenen, déi déi Aggressioun op der UNO net condamnéiert hätten, wann een de Sënn vun der Ried vum Här Kartheiser nogelauschtert huet.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Sanktiounen – ech hunn et grad ugeschnidden – no der Annexioun vun der Krim waren 2014 zaghaft, well mer ëmmer dru gegleeft hunn, dass een nach kéint mat Russland trotzdeem rëm an normal Verhältnisser kommen.

Et ware Sanktiounen op d'Technologie, d'Ueleg- an d'Gasexploratioun – Exploratioun! –, Kreditter fir russesch Uelegfirmen a Staatsbanken, a Restriktiounen, deemools och scho géint Leit, déi eeben no beim Putin waren, déi waren also op dem Ordre du jour. Déi, déi implizéiert waren an där Annexioun vun der Krim, si sanktionéiert ginn, an déi Sanktioune sinn all sechs Méint verlängert ginn. An dat ass ëmmer esou gemaach ginn, dass eigentlech ni eng Debatt driwwer war. De President vum Conseil huet all Kéier annoncéiert, dass se ëm sechs Méint verlängert gi wieren, no 2014 also. Bis zum Krich, bis zum 24. Februar 2022.

D'Zil deemools war et schonn, fir de Putin rëm op eng aner Schinn ze kréien. Mir hunn natierlech missen nom 24. Februar an der Europäescher Unioun ganz aner Moossnamen, ganz aner Sanktiounen ergräifen. A fir eis, mengen ech, alleguer ze berouegen: Souguer den Orbán war domadder d'accord. Déi 27 an der Europäescher Unioun waren alleguerten domadder d'accord, dass mer d'Sanktiounen natierlech mussen op eng aner Stuf setzen. Déi juristesch Basis vun de Sanktioune vun haut ass och d'Basis vun de Sanktioune vun 2014 gewiescht. An de Sanktiounen, an dodrop hu mir ëmmer gehalen, ass eng Progressivitéit dran, soudass, wa mer géife gesinn, dass Russland géif Schrëtt an déi richteg Richtung maachen, ee se kéint zréckzéien. An ech mengen, dat ass och e ganz wichtege Punkt. D'Zil vun de Sanktiounen ass et jo, dass et wéinstens zu engem Waffestëllstand kënnt an dass een da ka verhandelen.

Nun, mir wëssen, dass mer och eigentlech mat de Sanktiounen déijéineg penaliséiere wollten, déi direkt an indirekt géint internationaalt Recht verstoussen. Cibléiert Mesüren huelen, dat war eist Zil a bleift eist Zil. Et geet net drëm, d'russescht Vollek ze bestrofen. Dat ass bestrooft genuch, wann ee gesäit, wat d'Vollek a Russland muss matmaachen. Mee dem Regimm d'Mëttelen ze entzéien, fir déi brutal Invasioun kënne weiderzeféieren. Mir hunn an der Europäescher Unioun ronn 1.000 Persounen an 200 Entitéite sanktionéiert. Dat heescht, dass hir Avoiren agefruer ginn an dass se net méi däerfen an d'Europäesch Unioun areesen. An ech mengen, et war d'Madamm Oberweis, déi gefrot huet: Also, mir hu ronn 300 Milliarden Euro – wann ech soe „mir“, dann ass dat d'Europäesch Unioun plus de G7 – agefruer, an et sinn 21,5 Milliarden u privatem Verméigen agefruer.

Do dernieft sinn eng ganz Rei vu Secteure betraff vun de Sanktiounen: Transport, Energie, Pëtrol, Kuel,

Finanzservicer. Vill verschidde Wuere stinn ënner Import- an Exportverbuet an ënnerleien de Restriktiounen: Stolprodukter, Gold, Luxuswueren, Kaviar, Wodka, aner Technologien, déi Russland néideg brauch, wéi am IT-Secteur, d'Loftfaart, d'Raumfaart an esou wieder an esou weider. Natierlech, et muss ee wëssen, mir sinn zu 27 an der Europäescher Unioun, an all Mesür, déi getraff gëtt, all Sanktioun, déi getraff gëtt, muss unanime geholl ginn, zu 27.

Dir wësst et vläicht net, mee d'Prozedur ass déi, dass d'Kommissioun déi sektoriell Mesüre proposéiert an dass de Service d'action extérieure plus d'Länner alleguer kënne Propositioune maachen, fir eebe Persounen ënner Sanktiounen ze setzen.

Ech hu schonn e puermol hei gesot, an dat muss een ëmmer erëm widderhuelen, dass een déi Sanktiounen net einfach kann aus der Loft gräifen. All Sanktioun géint Leit oder géint Entitéite muss standhale virum Europäesche Geriichtshaff. Dat heescht, et musse kloer Beweiser do sinn, dass hei effektiv géint internationaalt Recht verstouss ginn ass oder géint d'Wäerter vun der Europäescher Unioun oder, jo, géint d'Wäerter vun der Demokratie verstouss ginn ass.

Déi Decisiounen, ech hunn et gesot, ginn à l'unanimité geholl. Do gëtt et en extrae Kommitee, dee RELEX (ndlr: Groupe des conseillers pour les relations extérieures) heescht, an et sinn d'Ambassadeuren, de COREPER, deen dann d'Decisiounen hëlt.

Elo hu mir geschwat, selbstverständlech, an dat ass eng Debatt, déi mir musse féieren, iwwert den Impakt vun de Sanktiounen op déi russesch Wirtschaft. Déi ass net am Joer 2022 agebrach, dat huet och selbstverständlech keen erwaart. D'russesch Wirtschaft huet eng relativ staark Resilienz bewisen am leschte Joer. Ob dat unhält, ass eng aner Saach. De BIP ass ëm 2,5 % gefall, dat ass e Fait. Bon, d'Inflatioun war 12 %, mee et sinn och Länner an der Europäescher Unioun, déi 12 % Inflatioun hunn. Dat ass also net de Problem, bis elo op jidde Fall hunn d'Russen dee gemeeschtert. Allerdéngs muss een och wëssen, dass et eng Rei Erklärungen dofir gëtt, a virun allem déi, dass Länner wéi China an Indien Haaptofneemer gi si vun de russeschen Energieträger, speziell dem Ueleg. An op där anerer Säit liwwere virun allem d'Chineesen och ëmmer méi a Richtung Russland. Si ersetzen domadder op d'mannst deelweis d'russesch Importer aus der Europäescher Unioun.

Den Handel tëscht China a Russland ass d'lescht Joer ëm 40 % geklommen. Trotzdeem, säit der Aféierung zum Beispill vum Price Cap – Dir wësst, dat ass de Präisdeckel op den Uelegexporter, dee vum G7 Enn 2022 decidéiert gouf – ass de Revenu aus deem Secteur gefall. Laut der IAEA, also der Energieagentur, ass d'Akommes vu Russland ëm 42 % gefall, zënter déi Mesür a Kraaft ass. An do kritt also Russland 32 Milliarden an den éischten zwee Méint scho manner eran. Also, dat gëtt schonn e ganz importente Volumen.

De Contournement vun de Sanktioune bleift selbstverständlech e Problem. Mir hunn driwwer geschwat, Dir hutt driwwer geschwat, mir schwätze permanent an der Europäescher Unioun driwwer. Deen zéngte Paquet ass decidéiert ginn am Februar. Deen eeleften ass an der Maach. A selbstverständlech, de Contournement vun de Sanktiounen, wann ee Länner wéi – Dir hutt déi genannt – d'Tierkei zum Beispill hëlt, ass selbstverständlech eppes, wat mir kloer mussen ënnert d'Lupp huelen, an dat soll am eelefte Paquet och geschéien. Déi aktuell makroekonomesch Indicateuren – an ech mengen, dat huet och ee vun Iech ugeschnidden, ech mengen, et war d'Madamm d'Stéphanie Empain – spigelen net onbedéngt de reellen Zoustand vun der russescher Ekonomie erëm. Et feelt hei a ville Secteuren ëmmer méi u qualifizéiertem Personal, an ech denken do zum Beispill un d'IT, am Kommunikatiounsberäich. Bal eng Millioun Russen, dat musse mer wëssen, dat si meeschtens gutt ausgebilt jonk Leit gewiescht, hunn hiert Land verlooss, an dat ass natierlech en Ausfall, dee sech wäert mat der Zäit bemierkbar maachen.

D'Sanktioune wäerte laangfristeg sécherlech eng zolidd Wierkung hunn. Ech mengen, dat hu souwuel den Här Wiseler wéi och den Här Cruchten an och den, den ...

(Hilarité)

Une voix | Den Här Graas.

M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes | ... den Här Graas gesot, entschëllegt. Selbstverständlech wäerten déi Wierkungen op déi russesch Wirtschaft hunn, a verschidde Secteure sinn och elo scho schwéier ugeschloen, wéi zum Beispill d'Automobillindustrie, awer och d'Loftfaart. An am 5G-Beräich wäert Russland zréckfalen, well och d'Chineesen net bereet sinn, fir d'Technologie an hirem vollen Ëmfang ze liwweren.

Nun, d'Sanktiounen, wat sinn d'Konsequenzen um internationalen Niveau? Déi westlech Länner hunn natierlech d'Sanktioune verspuert um internationale Plang. Dir wësst, ech hunn et ugedeit, an Dir wësst dat och, dass China, Indien, d'Tierkei an aner asiatesch Länner vill méi staark elo e Volume vun ekonomesche Relatiounen opgebaut hu mat Russland. Russland huet och verstanen, wéi et westlech Sanktioune fir propagandistesch Zwecker gebrauche kann. Bei villen Entwécklungslänner versicht Russland, sech als Affer vun ongerechten, illegalen, westleche Sanktiounen duerzestellen. An dobäi sinn déi Sanktioune just d'Reaktioun op den illegalen Aggressiounskrich, an dat däerfe mer net vergiessen. Et sinn net d'Sanktiounen, déi bestëmmend si fir zum Beispill eng Hongersnout oder fir d'Hausse vun de Präisser, mee et ass de Krich u sech. D'Sanktioune sinn eng Suite dovunner, déi mer, wa mir eis Prinzippien héichhalen, selbstverständlech och hu missen declenchéieren.

Et kann een also behaapten, dass d'Sanktiounen e wichtegt Element am Propagandakrich sinn. Dat huet ee ganz kloer wärend der Liewensmëttelkris d'lescht Joer gemierkt. An duerch de Krich an der Ukrain koum et jo am Fréijoer 2022 zu enger groussser Verdeierung vun de Liewensmëttel, haaptsächlech gedriwwe vun der Präiserhéijung vun de Kären a vun der Energie, an d'Angscht war jo opkomm, dass et eebe kéint weltwäit, zumools an Afrika, zu enger Hongersnout kommen.

Et muss ee soen, et kann een hei d'Tierkei condamnéiere fir déi multidirektional Politick, déi se maachen a wou een och net ëmmer weess ..., wou se op jidde Fall keng Sanktioune befollegen. Mee hei huet d'Tierkei wierklech dem UN-Generalsekretär gehollef, fir deen Accord hinzekréien, dee jo Black Sea Grain Initiative heescht, wou 27,5 Milliounen Tonne Kären elo exportéiert ginn. Méi wéi 900 Schéffer konnte fortfueren, wat virun allem zu enger drastescher Reduktioun vun de Präisser gefouert huet. An am Mäerz dëst Joer ass de Präisindex fir Iesswueren nach emol ëm 2,1 % gefall. Säit der Ënnerschréft vun dësem Accord ass dësen Index méi wéi 20 % gefall. An haut ass de Präis fir de Weess nees um selwechten Niveau wéi e war am Januar 2022.

Nieft dëser Initiativ vun der UNO huet natierlech och d'Europäesch Unioun sech agesat, fir den Export vu Kären aus der Ukrain ze erméiglechen. Mat hirer Decisioun vum Mee 2022, fir sougenannte „Solidarity Lanes" anzeféieren, also alternativ Exportweeër zum Schëffstransport duerch d'Schwaarzt Mier, huet d'Europäesch Unioun et erméiglecht, all Mount 3,8 Milliounen Tonne Kären aus der Ukrain ze transportéieren. A wann een alles zesummerechent, da sinn ënnert dem Stréch quasi esou vill Kären aus der Ukrain exportéiert ginn, wéi dat virum Krich de Fall war.

Mee eng vun de Schwieregkeete vun deem Grain Deal vun der UNO ass natierlech, dass d'Ofkommes all puer Méint muss verlängert ginn an dass Russland allkéiers nees versicht, nei ze erpresse bei de Verlängerungen, fir dass se Konzessioune kréien, virun allem, dass erëm Banken am Swift-System zougelooss ginn.

Trotz deene wichtege Mechanismen, fir d'Kären aus der Ukrain erauszehuelen, huet Russland probéiert, fir d'Sanktiounen als Haaptgrond fir dës Kris duerzestellen, och wann et glaskloer war, an dat musse mer wëssen, dass weeder d'Kären nach den Dünger vun de Sanktioune betraff waren.

Nun, den Impakt vun de Sanktioune géint Russland gëtt vun der Europäescher Kommissioun reegelméisseg analyséiert, mat éischte Konklusiounen, dass et natierlech schwéier ass, d'Inzidenz vun de Sanktiounen eleng, reng de Sanktiounen, op d'Wirtschaft do isoléiert erauszeschielen. Et ass an deem Sënn méi ubruecht, vum Impakt vum Krich wéi vum Impakt vun de Sanktiounen ze schwätzen.

Ee Beispill, dat ech wëll hei soen, ass déi lëtzebuergesch Firma ArcelorMittal an der Ukrain, déi de Moment nëmme méi mat 20 % vun hire Capacitéite fonctionéiert. Dat ass, genausou wéi och d'Problemer am Agrar- an am Liewensmëttelberäich, d'Konsequenz vum Krich an net vun de Sanktiounen.

D'Konsequenze vun de Sanktiounen op d'Lëtzebuerger Ekonomie, ganz kuerz, Dir wësst dat besser wéi ech: Mir hu jo direkt reagéiert als Regierung, fir den Impakt op eis Ekonomie kënne wierklech ze steieren. Eis wirtschaftlech Echangen, dat muss een och vläicht emol erwänen, mat Russland si relativ bescheiden. Virum Krich hunn eis Echangë mat Russland knapp 0,37 % vun eisem Gesamtechange vu Gidder a vun Déngschtleeschtungen ausgemaach. An dorunner gemooss war Russland Rang 27 vun eise Wirtschaftspartner.

D'Zoumaache vum russesche Loftraum, Dir wësst dat, huet natierlech en Impakt op d'Cargolux, well all d'Flich a China mussen deviéiert ginn, si vill méi laang ënnerwee, mussen aner Zwëschestatioune maachen. Dat huet natierlech en Impakt, kloer. A fir d'Betriber, déi mat Russland wirtschaftlech Bezéiungen haten, hu mer versicht, ganz séier ze reagéieren, well net emol e Mount nom Ufank vum Krich hu mer mat der Chambre de Commerce en Helpdesk op d'Bee gestallt. An dëser institutioneller Taskforce schaffe mer als Wirtschaftsministère, Ausseministère, Finanzministère a Chambre de Commerce zesummen, fir eeben den Entreprisen eng Ulafstell ze bidden, fir Froen am Kontext vum Ukrain-Krich ze beäntweren. Dat ass relativ zäitopwändeg, mee et war immens wichteg, virun allem och am Ufank, wou et sech vill ëm Interpretatiounsfroe gehandelt huet.

Nun, fir eis Bierger a fir eis Betriber huet sech den direkten Impakt vum Krich via Hausse vun de Produktiounspräisser a vun de Consommatiounspräisser, an Dir hutt dat alles de Mëtteg hei richteg argumentéiert, selbstverständlech bemierkbar gemaach. Dir wësst, dass mer Enn Mäerz schonn eng Tripartitt aberuff haten, dann den éischte Solidaritéitspak, e weidere Solidaritéitspak gouf jo am September 2022 ugeholl an elo de Mäerz 2023 adoptéiert.

Déi Haaptmesüre si jo, dass mer d'Erhéijung vun de Gaspräisser limitéiert hunn, dass de Präis vum Elektresche stabiliséiert gëtt, dass d'Brennholz bis 2024 subventionéiert gëtt, dass de Masutt bis Enn des Joers subventionéiert gëtt. An do dernieft kréie jo d'Stéit, déi en niddrege Revenu hunn, bis Enn 2024 200 a 400 Euro Primm.

D'Entreprisen, déi besonnesch vun der Inflatioun vun den Energiepräisser betraff sinn, kënne jo weiderhi vu staatlechen Hëllefe profitéieren. An zousätzlech goufen och eng Rei steierlech Mesüre geholl, eng Indextranche am Oktober 2023, fir déi d'Betriber jo zum Deel kompenséiert ginn, an och eng Steiergutt-schréft, e Crédit d'impôt, fir deene méi aarme Stéit ënnert d'Äerm ze gräifen.

Ech wëll vläicht och d'Geleeënheet notzen, an ech mengen, et sinn och verschiddener vun Iech, déi et och ugeschniden hunn, fir trotzdeem de Lëtzebuerger Merci ze soen, also de Leit am Land Merci ze soe fir déi Asiicht beim Energieverbrauch, fir do wierklech opzepassen. Et si keng 20 %, déi mer gepackt hunn, mee 22,4 %. An der Europäescher Unioun ass den Duerchschnëtt 15 %, mir leien also doriwwer.

Sou, Här President, zum Schluss. Wa mer als Europäesch Unioun, géif ech soen, net bereet wären, eis Wäerter an eis Prinzippien op eisem eegene Kontinent ze verdeedegen, da gëllt geschwënn erëm um Kontinent d'Recht vum Stäerksten, amplaz d'Stäerkt vum Recht. A mir wëssen, wat dat heescht. Do riskéiere mer, virun allem als klengt Land, dat sech militäresch net wiere kann, selbstverständlech, als Éischt ënnert d'Rieder ze kommen. An ech mengen, deem si mer praktesch alleguerten hei am Sall, vläicht mat enger Ausnam, eis bewosst.

Eis Fräiheet an eis Sécherheet gëtt et net zum Nulltariff. Mir kënnen also houfreg sinn op déi Solidaritéit, mat där mer eis als Europäesch Unioun staark gemaach hunn. Dat war ni einfach, dat waren heiansdo vill Diskussiounen. Et bleiwen och nach vill Diskussiounen. Mee mir hunn eng Linn, wou mer als 27 awer wierklech probéieren, e Maximum erauszeschloen, fir géint dee flagrante Verstouss géint d'internationaalt Recht op eisem Kontinent virzegoen.

Wat déi zwou Motiounen ugeet, géif ech net mengen, dass et gutt wier, wa mer dat géife mat Jo beäntweren.

Merci villmools.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools dem Här Ausseminister Jean Asselborn.

Dann nach Parole après ministre fir den Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR), interpellateur | Här President, ech soen Iech Merci. Ech soen och dem Här Asselborn Merci fir seng Interventioun, déi zu engem groussen Deel sachlech war, awer leider net nëmmen.

Et ass ëmmer erëm interessant, ze gesinn, mir hunn dat e puermol hei am Parlament a leschter Zäit gesot, mat wat fir enger Liichtegkeet den Term „rietsextreem" vu verschiddene Ministeren an de Mond geholl gëtt.

Ech wëll Iech soen, éischtens, mengen ech, erkennt jiddereen hautzudaags, well dat ass eng poleemesch Tournure, déi ofgenotzt ass u sech. Et erféiert haut ganz vill Leit net méi fir ze soen: „O, AfD, Le Pen an esou weider an esou virun, dat ass dat Gedankegutt", well all Mënsch weess, datt mir éischtens net esou sinn, mee virun allem och, datt déi Friddensinitiativen, déi mir fuerderen, ...

M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes | Dir sidd net esou, mee Dir schwätzt esou.

M. Fernand Kartheiser (ADR), interpellateur | Jo, jo, Här Asselborn. Kommt, haalt wannechgelift op mat esou Poleemik! Ech wëll Iech einfach sachlech op engem anstännegen Niveau äntweren a gitt mer d'Geleeënheet, dat ze maachen.

Well kuckt emol, déi Friddensinitiativen, ech weess net, op d'AfD an d'Madamm Le Pen dat froen, ech weess dat emol net, mee ech weess, datt awer Leit, déi Iech politesch nostinn, wéi den Här Lula a Brasilien, dat och froen. Ech weess, datt de Poopst Franziskus ëmmer erëm dat seet. An Dir kënnt dee jo warscheinlech net esou klassifizéieren. Jo, fir mech ass dat eng Referenz. Ech weess, hei héieren ech net onbedéngt dat op der lénker Säit hei, mee fir mech ass de Poopst eng Referenz! An och hie setzt sech konkreet an aktiv a fir eng Friddensléisung.

A mir sinn, wéi gesot, als ADR op där Linn, wou ganz vill Leit an ëmmer méi Leit, ëmmer méi Staaten op der Welt, sinn, déi dee System, wéi mer en elo do gesinn, vun deene Sanktiounen, vun där Politick, wéi mir se an der Ukrain dreiwen, ... fir ze soen: Dat kënne mer net esou virumaachen! Well d'Konsequenzen, och fir d'Ukrain selwer, riskéieren, dramatesch ze sinn. Et ass eng falsch Politick. An dat muss ee kënnen thematiséieren an engem Parlament, ouni – well d'Argumenter vläicht feele vun Ärer Säit – als rietsextreem portraitéiert ze ginn. Dat ass net den Niveau vun der Debatt.

Dir sot: „Zu 27 sinn déi Sanktiounen decidéiert ginn." Richteg, mat villen Ausnamen, wëll ech awer och soen, fir datt dee Konsensus ka bestoen. A mir hätten als ADR ... Dir hutt do vun der UNO geschwat, vun deenen Ofstëmmungen. Ech wëll Iech just nach eng Kéier drun erënneren, och fir einfach d'Fakten duerzestellen, datt mir hei unanime gesot hunn, datt de Broch vum internationalen Droit net kann akzeptéiert ginn. An dat ass d'Invasioun vun engem Nopeschstaat.

De Konflikt huet vill Ursaachen, de Konflikt ass komplex. Mee mir sinn eis an där Saach eens, well mer alleguer gär eeben de Respekt vum internationale Recht hätten. A wann dat esou ass, Här Minister, da solle mer och do soen, wat Tatsaach ass, nämlech datt mer do keen Ënnerscheed tëschent de Parteien hei am Haus hunn, wann et ëm esou wichteg Prinzippie geet. Ech mengen, och dat ass eng Saach vu politescher Verantwortung a vu politescher Glafwierdegkeet.

Ech wëll mat engem Kommentar ophalen, well als iwwerzeegt Demokrate si mir bei der ADR awer ëmmer erëm besuergt, wann effektiv och hei zu Lëtzebuerg Tendenzen erkennbar sinn, déi fir eis Fräiheeten nodeeleg kënne sinn. A mir hunn heiansdo hei och am Parlament Diskussiounen iwwer Gesetzer oder Initiativen, déi vläicht fir d'Meenungsfräiheet kënne geféierlech sinn. Mir hunn heiansdo am Parlament Initiativen an Diskussiounen, déi de Schutz vum Liewen a Fro stellen. Mir hu ganz vill Saachen, wou mer eis Fräiheet, d'Recht op Proprietéit a Gefor gesinn. An et sinn éischter esou Saachen, déi mir als ADR reegelméisseg da kritiséieren, uprangeren, well mer an esou, Schrëtt fir Schrëtt, Initiativen, Tendenzen, Gesetzer eng progressiv Restriktioun vun eiser Demokratie a vun eise Fräiheete fäerten. Mir wäerten ëmmer op der Säit vun der Fräiheet stoen a géint esou Tendenzen optrieden.

Ech soen Iech Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser. Da freet nach eng Kéier den Här Asselborn d'Wuert.

M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes | Just ee Saz, Här Kartheiser. Wann Der den Owend heemkommt, maacht Iech emol de Gefalen a lauschtert no, wat Der hei gesot hutt. Dir hutt hei gesot, ganz kloer, oder Der hutt Iech duergestallt wéi: D'ADR ass déi eenzeg Friddensdaifchen hei am Haus an alleguerten déi aner si Krichsdreiwer. Ech sinn do komplett mat dem Här Cruchten, mam Här Wiseler, mam Här Graas a mat villen aneren heibannen d'accord, dass, wann Der dat esou maacht an Iech net bewosst sidd, dass an Ärem Discours ëmmer erëm eropkënnt, dass een dach einfach misst soen: „Elo maache mer Fridden. Här Putin, kommt, ech ruffen Iech un, da setze mer eis zesummen. Da versiche mer, déi Saach do friddlech ze léisen."

Dat ass dach Quatsch, wat Der do zielt! Duerfir musse mer dach Moossnamen treffen, éischtens emol d'Sanktiounen, zweetens den Ukrainer Waffe ginn, dass se sech kënne wieren, dass se net erschloe ginn. Da wier de Krich eriwwer, selbstverständlech, wa mer hinnen net méi hëllefen. Mee wat wier d'Konsequenz dovun? Da stéing de Putin viru Polen an nach op villen anere Plazen. Dat ass dach de Punkt!

An Dir sidd dach e geléierte Mënsch. Dir hutt souguer am Ausseministère geschafft. Dir wësst dach, dass eins und eins zwei ass an dass, wann e Krich entstanen ass, dass et ee gëtt, deen huet ugegraff, deen heescht Putin, an et ass een, deen ass ugegraff ginn, dat ass d'Ukrain! A mir mussen als Europäesch Unioun an als Lëtzebuerg op der Säit vun deene stoen, déi ugegraff gi sinn!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Sven Clement (Piraten) | Den Här Kartheiser huet eeben ze vill mam Chamberlain gemeinsam.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Ausseminister. Den Här Kartheiser freet eng leschte Kéier d'Wuert.

(Interruption par M. Claude Wiseler)

M. Fernand Kartheiser (ADR), interpellateur | Ech wëll ... Jo, et ass eng richteg Analys, Här Wiseler, do hutt Der ganz Recht. Mee ech wëll just vläicht dem Här Asselborn eppes soen, och op eng ganz roueg Manéier. Dat ass, wësst Der, Här Asselborn, et ass ëmmer schwéier, wa Kricher op dëser Welt sinn, Fridden ze schafen. Dat ass warscheinlech vill méi schwéier, wéi Krich unzefänken, dat ass, fir Fridden ze schafen.

(Interruption)

M. Sven Clement (Piraten) | Da sot dem Putin, e soll zréckgoen!

M. Fernand Kartheiser (ADR), interpellateur | Däerf ech schwätzen?

Une voix | Très bien!

M. Fernand Kartheiser (ADR), interpellateur | Et ass ganz einfach esou, datt wierklech d'Gréisst vu Staatsleit dacks ënner ganz schwieregen Ëmstänn war, och wann d'Zäite ganz däischter waren, ganz schwiereg, fir déi Initiativ ze huelen, heiansdo och géint d'national Interessie vu villen, fir hir eegen Interessien a Fro ze stellen. An et ass einfach, mengen ech, an dat hat ech virdru gesot, ech weess net, ob Dir dat matkritt hat, Här Minister, dofir wëll ech et kuerz widderhuelen: Eng vun deene gréissten, nobelsten a schéinsten Aufgabe vun der Diplomatie, an déi schwéierst, ass et, fir Fridden ze schafen.

Mir fillen eis där Saach absolutt verflicht. A wann Dir sot, datt Dir an aner Parteien heibannen och de Wee vum Fridde wëllt, da soen ech Iech: „Wëllkomm!" Awer beweist et!

Merci.

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Dat ass kee Fridden!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Motions

Mir mussen awer nach iwwert déi zwou Motioune befannen.

Motion 1

Fir d'éischt d'Motioun Nummer 1, wou gefrot gëtt, fir um internationale Plang fir eng Friddenskonferenz anzetrieden. Den Här Yves Cruchten freet direkt d'Wuert.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Jo, merci, Här President. Also déi Motioun hei ass jo esou kuerz gefaasst, fir dass een op den éischte Bléck misst direkt soen: „O, domadder kann ee jo ganz d'accord sinn. Wie wëllt da jo och net dee Fridden, hein?"

M. Fernand Kartheiser (ADR), interpellateur | Jo!

M. Yves Cruchten (LSAP) | Selbstverständlech. Mee ech muss Iech awer soen, Här Kartheiser, no där Interventioun, déi Dir haut hei de Mëtteg gehalen hutt, kann ech net menge Leit recommandéieren, déi Motioun hei ze ënnerschreiwen. Well ech weess net, wat domadder gemengt ass. Wie soll un där Konferenz deelhuelen? Mat wiem soll verhandelt ginn? Mat dem Här Putin? Deen, deen eis den 22. Mäerz (veuillez lire: 22. Februar) nach ugelunn huet a gesot huet: „Op kee Fall. Wéi kommt Der dorobber? Dir wäert dach net mengen, dass ech géif d'Ukrain ugräifen?" All déi Saachen. Mat wiem? Fir mat engem ze diskutéieren, brauch een och op där anerer Säit e verlässleche Partner. A leider huet Russland a virun allem de Wladimir Putin seng ganz Kredibilitéit verluer vis-à-vis vun eis. Et ass a mengen Aen eng Saach, déi ganz schwéier ass. Virun allem: Wien hëlt nach un där Friddenskonferenz deel? A wat soll dee Friddensplang duerstellen?

Ass dat dat, wat Der virdrun esou tëscht den Zeile quasi gesot hutt? Da muss d'Ukrain quasi op en Deel vun hirem Territoire verzichten. Nee, dat ass fir eis net akzeptabel! Ech recommandéieren eiser Fraktioun an de Kolleegen hei, déi Motioun do net matzedroen.

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Cruchten. Da freet den Här Sven Clement d'Wuert.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Ech hunn et virdru gesot an ech wäert et nach eng Kéier soen: Déi eenzeg Friddenskonferenz, déi et derwäert ass, ass eng, wou déi Persoun, déi responsabel fir dee Krich ass, hir Saache péckt, hir Zaldoten, hir Sëldner apéckt a se heemrifft. Well alles anescht kléngt gutt um Pabeier, mee esou huet och d'Münchener Friddenskonferenz gutt um Pabeier geklongen an d'Resultat dovun hu mer alleguerte kannt. Da maache mer Appeasement mam Wladimir Putin. Da freet hie sech, datt e seng Truppen erëm kann opbauen, fir datt en e puer Méint drop, genau wéi en et an der Vergaangenheet mat der Ukrain gemaach huet, säi Wuert erëm brécht.

Et kann een him net méi wäit trauen, wéi een e puche kann. A wann een d'Biller an deene leschten Deeg gekuckt huet, da kann een en net méi wäit puchen. Mir wäerten dat do net matstëmmen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Clement. An ech ginn d'Wuert weider un den Här Claude Wiseler.

M. Claude Wiseler (CSV) | Merci. Ech schléisse mech mengen zwee Virriedner hei kloer an däitlech un. Ech wëll just soen, datt ech déi Motioun hei just kann als schäinhelleg empfannen, gradesou wéi de ganzen Discours vun der ADR, deen an der Iwwerfläechlechkeet, wéi et hei formuléiert ass, net kredibel ass. An dofir stëmme mer et net.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Wiseler. An da geet d'Wuert un d'Madamm Nathalie Oberweis.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Merci, Här President. Jo, mir jugéieren dës Motioun net op Basis vum Discours vu virdrun, mee op Basis vun deem, wat hei an där Motioun drasteet. A fir eis kléngt dat doten esou gutt, och wa mir mat deem, wat virdru gesot ginn ass, natierlech Problemer hunn. Mee dat ass net d'Fro. Voilà.

Déi heite Motioun kënne mir esou ënnerstëtzen, well mir och no enger Friddenskonferenz, no Friddenseffforte froen, sachant dass dat net einfach ass natierlech. Mee dat ass net d'Fro.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Oberweis. An da ginn ech d'Wuert zréck un den Auteur vun der Motioun, den Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR), interpellateur | Här President, ech wëll just ... Ech mengen, ech freeë mech natierlech iwwert d'Ënnerstëtzung vun de Kolleege vun deene Lénken. Dat ass eng ganz, ganz gutt Saach. Villmools merci. Awer ech wëll just dem Här Cruchten vläicht an zwee Wierder äntweren.

Dat Éischt ass, Här Cruchten, wann Dir Verhandlunge mam Här Putin ausschléisst, dann ass et schwiereg, an deenen nächste Joren, géif ech soen, Verhandlungen iwwerhaapt ze féieren. Ech géif Iech also just bieden, vläicht eng Kéier ze iwwerleeën, mat wiem der wëllt dann a Russland verhandelen, well et ass net ze gesinn, datt den Här Putin geschwënn a Pensioun geet oder soss iergendwéi vläicht mengt, en hätt es genuch mat där Aufgab, déi en elo erfëllt. Also wa mer net mam Här Putin diskutéieren, mat wiem dann? An dat ass eigentlech déi Fro, déi ech Iech wéilt stellen. Mer kënnen dat eng aner Kéier diskutéieren, well ech mengen, d'Kolleege wëllen dat elo vläicht hei net verlängeren. Mee d'Fro vum Verhandlungspartner ... Mir soen, datt mer mat deene Leit verhandelen, déi do sinn. Dat ass den Här Selenskyj fir d'Ukrain, den Här Putin fir Russland. Selbstverständlech ...

(Interruption)

Selbstverständlech mussen anerer, déi awer eng wichteg Roll spillen, wéi zum Beispill déi amerikanesch Regierung, och vertruede sinn.

Déi zweet Fro u sech, déi ech Iech wollt stellen, oder déi zweet Bemierkung, dat ass, datt mer vläicht och e Problem hunn, wann Dir sot: „Mir mussen all territorial Konzessioun a priori schonn ausschléissen."

Zwou Bemierkungen dozou. Dat Éischt ass, territorial Froe sinn traditionell ëmmer en Deel vun de Verhandlungen, Friddensverhandlungen, gradesou wéi de Statutt an d'Protektioun vun de Minoritéiten, wat eng wichteg Roll an dëse Verhandlunge gëtt. An et ass och esou, datt Der, wéi Der genee wësst, eng besonnesch Sensibilitéit hutt, wat d'Krim ugeet. Do ginn d'Meenungen och auserneen. An deene leschten Deeg ass et och esou, datt d'Amerikaner eng gewëssen Ouverture gemaach hunn, datt se vläicht mengen, datt d'Restitutioun vun den Territoiren eventuell ouni Krim ass. Dat ass an der Ukrain selwer net esou gesinn.

Just fir Iech ze soen ... Ech brauch Iech jo och net ze soen, wat Russland dovunner hält. Mee just fir Iech ze soen, datt och deen absolutte Refus vun territoriale Konzessioune praktesch e Refus vun enger Méiglechkeet vun engem Friddensschloss ass, notamment aleng scho wéinst der Fro vun der Krim.

Ech bedaueren dee Refus, deen Der hei hutt. Ech mengen, déi Motioun hei freet näischt anescht wéi eng Friddensverhandlung. Et wär schéi gewiescht, wa mer eis hätten dorobber eenege kënnen. Dat wär e schéint Zeeche vum Lëtzebuerger Parlament gewiescht. Dat ass haut net méiglech. Dat ass schued. Mee mir huelen dat zur Kenntnis.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser. Da freet den Här Cruchten nach eng Kéier d'Wuert.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Jo, just een eenzege Saz. Ech stelle fest, d'ADR, déi freet also, dass mer sollen op eng Friddenskonferenz alueden: de Wladimir Putin, dee selwer gesot huet, dass en iwwerhaapt net wéilt, dass en iwwerhaapt kee Fridde wëll. Dat huet en net nëmme gesot, dat weist en eis all Dag. An ech mengen, dat doten ass einfach nëmmen Nonsens.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Cruchten.

Ech mengen, da kënne mer elo zum Vott iwwert d'Motioun kommen.

Vote sur la motion 1

D'Ofstëmme fänkt un. Da maache mer elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

An dës Motioun ass bei 6 Jo-Stëmme géint 54 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par Mme Diane Adehm), MM. Emile Eicher (par M. Jean-Marie Halsdorf), Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden (par M. Claude Wiseler), Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies (par Mme Martine Hansen), Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar (par Mme Octavie Modert), Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Georges Mischo), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler (par M. Gusty Graas), Gilles Baum, Mme Simone Beissel (par M. Max Hahn), MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Frank Colabianchi) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo (par M. Yves Cruchten), Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch (par Mme Tess Burton) et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova (par Mme Josée Lorsché), M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard (par M. Marc Hansen), Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Motion 2

Da komme mer zur Motioun Nummer 2, wou gefrot gëtt, op internationalem Plang fir e séiert Enn vun der Sanktiounspolitick ze plädéieren. Den Här Cruchten freet direkt d'Wuert.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Jo, merci, Här President. Ech widderhuelen elo net nach eng Kéier dat, wat alleguerten d'Intervenantë schonn haut de Mëtteg gesot hunn, well hei gëtt ..., ech mengen, mir hunn alleguerten dee ganze Mëtteg op soss näischt geäntwert wéi op déi dote Motioun.

Ech stelle just fest, dass hei an där Motioun erëm Angscht gemaach gëtt. Dat hat den Här Graas virdrun

och ganz detailléiert gesot, wat d'ADR hei probéiert. Hei gëtt Angscht gemaach. Hei ginn och esou Prophezeiunge gemaach. Iwwregens hat den Här Kartheiser virdrun a senger Ried schonn erëm eng Prophezeiung gemaach. En hat gesot, dass eng gréisser russesch Initiativ, militäresch Initiativ géif kommen, an da géif warscheinlech d'Ukrain zesummebriechen.

Ben, ech wëll just drun erënneren, dass den Här Kartheiser eis schonn eng ganz Partie esou Prophezeiunge gemaach hat. En hat eis eng Kéier ganz am Ufank vum Krich scho gesot, dass d'Ukrain jo eigentlech militäresch guer keng Chance hätt. Bon, ech mengen, dass mer gemierkt hunn, dass Russland net dat erreecht huet, wat se wollten, dass se net d'Ukrain besat hunn, dass d'Ukrain am Contraire e Groussdeel vun Territoiren entre-temps zréckeruewert huet an dass och déi russesch Wanteroffensiv deslescht elo gescheitert ass.

Eng aner Prophezeiung, déi en eis gemaach huet virun nach net allze laanger Zäit, dat war, dass mer am Wanter géifen alleguerte viru schrecklech Problemer vun Energieversuergung kommen, dass mer misste quasi fréieren. Och dat ass net agetrueden. Dofir gëtt dann elo haut gesot: „Bon, dann ass et eebe fir deen nächste Wanter!" An en hat eis och scho prophezeit, dat war och am Hierscht, wou en eis gesot huet, dëst Joer de Februar géifen d'Dieselpräisser duerch de Plaffong goen. Abee, och dat ass net agetrueden.

Duerfir, ech kann déi Motioun hei net guttheeschen, well hei och erëm mat der Angscht gespillt gëtt. An ech wëll dem Här Kartheiser soen: Hien ass jo wierklech e brillante Riedner, dat muss een him zougestoen. Mee als Orakel, et deet mer leed, do daacht Der näischt. Maacht op alle Fall keng Ëmschoulung doranner!

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Cruchten. An da geet d'Wuert un den Här Claude Wiseler.

M. Claude Wiseler (CSV) | „N'est pas prophète qui veut", seet d'Spréchwuert.

Ech wëll just soen, datt ech weeder d'Constaten nach dat, wat mer eis solle bewosst sinn, nach d'Opfuerderung un d'Regierung deelen. An dofir stëmme mer dergéint.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Wiseler. Da geet d'Wuert un den Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Ech fänke schonn domadder un, datt den éischte Constat falsch ass. De Weltwärungsfong huet nämlech seng Previsiounen tatsächlech d'lescht Woch veräffentlecht. An do schwätze se net vun där schlëmmster Period zënter 30 Joer, well do misste se eng Rezessioun viraussoen. Fakt ass awer, datt se fir déi nächst Jore souwuel fir d'avancéiert Ekonomië wéi fir all déi aner Ekonomië weiderhi Croissance virausgesinn, méi lues Croissance, mee certainement keng Rezessioun.

Dat heescht, et fänkt schonn domadder hunn, datt hei eppes drasteet, wat objektiv novollzéibar falsch ass. Dat eleng ass Grond genuch, fir et net ze stëmmen.

Da geet et weider, datt d'Sanktiounen d'Energiepräisser an d'Luucht dreiwen. Jo, certainement hu se d'Energiepräisser an d'Luucht gedriwwen. Wa mer awer elo kucken, wat d'Kärinflatioun, also ouni Iessen an Energie, ass am Undeel vun der Gesamtinflatioun, da komme mer fir déi avancéiert Ekonomien op bal 90 %.

Mir hate gëschter iwwregens eng ganz interessant Diskussioun dozou mam Gouverneur vun der Zentralbank, wou den Här Kartheiser derbäi war. Dofir froen ech mech, wéi en haut dann dozou kënnt, datt dat den Haaptdrock soll sinn. Beim Rescht kann ech elo nach weiderleeën, ech wëll Iech awer elo net langweile mat Zuelen. Ech wëll just feststellen, hei gëtt mat Saachen hauséiere gaangen, Saache behaapt a sech nach op Sourcë beruff, wou, wann een déi Sourcen nokucke geet, d'Tableauen dat net ginn.

Et steet einfach net am Rapport vum Weltwärungsfong, datt et géif zu enger Rezessioun kommen. Et kënnt zu enger méi lueser Croissance, mee et kënnt net zu enger Rezessioun. An ech mengen, an deene leschten 30 Joer hate mer déi eng oder aner Period vu Rezessioun. Ergo kann et net déi schlëmmste Period vun deene leschten 30 Joer sinn. Also eppes, wat mat Fakenews ufänkt am éischte Saz, kënne mir net matdroen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Clement. An ech ginn d'Wuert weider un d'Madamm Oberweis.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Merci, Här President. Mir kënnen dat hei net matdroen. Ech hunn et virdru laang a breet duergeleucht: Mir sti fir eng geziilte Sanktiounspolitick. Wann een d'Vëlkerrecht violéiert, muss een och mat Konsequenze rechnen. Dofir kënne mir dat hei net matdroen.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Oberweis. Da kënne mer elo iwwert dës … Nee, den Auteur wëllt nach eng Kéier d'Wuert ergräifen.

M. Fernand Kartheiser (ADR), interpellateur | Jo, merci. Ech wëll och hei mech vläicht beschränken op dem Här Cruchten seng Kommentaren, déi natierlech ganz interessant waren. A virun allem wëll ech em soen, datt, wann e mech als e gudde Riedner betruecht, datt ech wierklech mengen, datt hien nach e besseren ass.

Plusieurs voix | O!

M. Fernand Kartheiser (ADR), interpellateur | Wat awer elo seng Analys ugeet …

(Interruption par M. Michel Wolter)

Wat awer elo …

Den aktuelle Buergermeeschter schwätzt elo hei mat deem nächste Buergermeeschter. Mee bon, dat ass awer elo eng aner Saach.

(Hilarité et brouhaha)

Mme Simone Asselborn-Bintz (LSAP) | Ass d'ADR och zu Käerjeng?

M. Dan Kersch (LSAP) | D'ADR organiséiert d'Walen, Här Kartheiser.

M. Fernand Etgen, Président | Bleift beim Sujet, Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR), interpellateur | Mir bleiwe beim Sujet. An ech wollt vläicht dem Här Cruchten op déi dräi Orakelen äntweren.

Deen éischten Orakel, an en huet Recht, den éischten Orakel, ech hat gesot: D'Ukrain huet keng Chance géintiwwer Russland. Dat war, ier de Weste massiv agegraff huet. Dat huet natierlech alles geännert.

Déi zweet Angscht, déi ech hat, dat war, datt d'Leit géife fréieren am Wanter. Mir haten e ganz mëlle Wanter. Och dat konnt ech net wëssen, wéi Dir och net, an dat war eebe Chance. Et ass net dozou komm, datt mer e strenge Wanter haten, ëmsou besser. Ech mengen, et huet kee misse fréieren, oder bal keen. Dat ass ganz gutt.

A wat d'Dieselpräisser ugeet, do muss ech Iech erëm Recht ginn. Bis elo hunn d'Inzidenze vum Boykott op den Diesel net esou schlëmm op de Präis gewierkt wéi d'CO_2-Steier vun deene Gréngen.

(Hilarité)

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser.

Da kënne mer elo zum Vott iwwert d'Motioun Nummer 2 kommen.

Vote sur la motion 2

D'Ofstëmme fänkt un. Da maache mer elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

An d'Motioun Nummer 2 ass bei 4 Jo-Stëmme géint 55 Nee-Stëmmen a kenger Abstentioun ofgeleent.

Ont voté oui : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Jean-Marie Halsdorf), MM. Emile Eicher (par M. Max Hengel), Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden (par Mme Martine Hansen), Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies (par Mme Diane Adehm), Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar (par Mme Elisabeth Margue), Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Georges Mischo), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler (par M. Gusty Graas), Gilles Baum, Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo (par M. Yves Cruchten), Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch (par Mme Simone Asselborn-Bintz) et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova (par Mme Josée Lorsché), M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard (par Mme Jessie Thill), Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

9. Débat de consultation sur les priorités politiques et défis actuels en matière d'égalité entre les genres

Mir kommen elo zum nächste Punkt vum Ordre du jour, d'Consultatiounsdebatt iwwert d'politesch Prioritéiten an déi aktuell Erausfuerderung am Beräich vun der Gläichheet tëschent de Geschlechter. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeleucht. An d'Wuert huet elo d'Madamm Ministesch fir d'Gläichstellung tëschent Fraen a Männer, d'Madamm Taina Bofferding. Madamm Bofferding, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes | Merci, Här President. Am Juli 2020 huet d'Regierung en nationalen Aktiounsplang ugeholl mat 99 konkreete Mesüre fir d'Gläichstellung tëschent de Geschlechter. An et ass virgesinn, dass mer all dräi Joer eeben en Tëschebilan zéien, fir ze kucken, wéi et ëm d'Ëmsetzung steet, a virun allem, fir och d'politesch Akzenter un déi gesellschaftlech Entwécklung kënnen unzepassen, an dofir eeben och bewosst d'Form vum Open Document, fir eebe reegelméisseg eng Mise à jour ze maachen.

Wéi ech der Regierung dës Approche proposéiert hat, konnt nach kee wëssen, wéi zäitno a wéi séier dës Verännerunge sollte kommen. Mir hu geléiert, datt a Krisenzäiten alles a Fro ka gestallt ginn a virun allem, datt eng Kris net genderneutral ass, ganz am Géigendeel, eng Kris huet en ënnerschiddlechen Impakt op d'Geschlechter.

An dowéinst soen ech der Chamber Merci, dass mer am, jo, fréien Owend dann elo dës Debatt kënne féieren. Virun allem sinn ech gespaant op Är Kontributiounen, op Är Remarken, Ären Input, fir eeben den nationalen Aktiounsplang kënnen ze aktualiséieren, fir kënnen dës Mise à jour ze maachen.

Den éischte Rapport intermédiaire hutt Der ausgedeelt kritt. Dofir wäert ech elo net hei op den Detail agoen. A menger Intro géif ech awer gäre sechs grondsätzlech Remarken, Feststellunge maachen.

Éischtens, d'Acquise si fragill. Grad wa mer denken: „Hey, mir sinn um gudde Wee, mir hu villes ëmgesat", da kënnt esou e klenge Virus a geheit nees alles zréck.

Wéi ech scho virdru gesot hunn: Eng Kris ass ni genderneutral. An hei verweisen ech och op d'Etüd vum LISER, wou jo ganz konkreet d'Pandemie mat dem Lockdown, mat de Konsequenzen analyséiert ginn ass. Ech mengen, an der Chamberskommissioun hate mer och schonn doriwwer Diskussiounen. Op alle Fall kann een dat alles am Detail noliesen. Mee dat wichtegst ass hei – wat zréckzebehalen ass –, dass déi sozioekonomesch Folge virun allem Fraen ze spiere kritt hunn an dass d'Pandemie net genotzt ginn ass, fir d'Careaarbecht méi gerecht kënnen opzedeelen.

En zweete Punkt ass, dass Verännerungen net eleng iwwer staatlech Reguléierunge kënnen erreecht ginn. Al Strukture stiechen nach fest an de Geenen. Dofir brauch et och Verännerungen an de Käpp. An ech gesinn do d'Simone Asselborn-Bintz. Ech ka mech gutt erënneren, wéi ech si als nei Buergermeeschtesch assermentéiert hat, wéi se mer gesot huet, dass si vu ganz ville Leit gefrot ginn ass, ob si dann elo als Fra un der Spëtzt vun der Gemeng déi Missiounen do wäert packen.

Ben, ech hunn och scho ganz vill Männer assermentéiert, méi Männer wéi Fraen, an ech muss soen, et huet nach ni e Mann mer gezielt, dass en déi Fro gestallt kritt huet. Dat eeben zu de Verännerungen am Kapp.

An domadder kommen ech och direkt op mäin drëtte Punkt. Wa mer vun Ännerungen am Kapp schwätzen, da mengen ech domadder ganz konkreet d'Iwwerwannen eebe vun de Stereotyppen, d'Iwwerwanne vun de Klischeeën an de Prejugéen. Déi sinn oft net fair a féieren eeben dozou, dass d'Leit ongerecht, onfair beurteelt ginn, a virun allem schränke se d'Leit an hiren Iddien, an hirem Potenzial massiv an.

An dofir, an domadder sinn ech bei mengem véierte Punkt, ass et wichteg, dass mer bei deene Jonken usetzen, dat an der Educatioun an an der Sozialisatioun. Hei si mer jo och am „Mega" ganz nei Weeër gaangen, wou mer ganz bewosst Aktivitéiten ausgeschafft hunn, Projeten, fir esou an de Kontakt, also nach méi an de Kontakt mat deene Jonken ze kommen a fir si eeben och esou un d'Egalitéit erunzeféieren.

Oft ass kritiséiert ginn, dass mer wéineg Zuelematerial hunn, wat d'Egalitéit betrëfft. Dat ass och richteg, do war nach eng Schëpp nozeleeën. Dofir sinn ech frou, dass mer amgaange sinn, eis a puncto Genderdata gutt opzestellen. Mir hunn elo deen neien Observatoire de l'égalité, dee geschafe ginn ass, deen natierlech nach am Opbau ass. Dat ass e Projet, deen iwwer eng länger Zäit geet. Mee op alle Fall si mer hei amgaangen, alleguerten déi Donnéeën, déi mer hunn, zesummenzeféieren, a wou da jiddereen, deen interesséiert ass, an dat war eis och ganz wichteg, dass deen Observatoire ëffentlech ass, accessibel, wou jiddereen da kann nokucken, wéi et an der Egalitéit an deene verschiddene Beräicher hei am Land steet.

An dann de sechsten ..., domadder kommen ech op meng lescht Remark. Wa mer elo Lëtzebuerg am internationale Verglach kucken, da stelle mer fest, dass Lëtzebuerg laut dem europäeschen Gender Equality Index dat Land ass an der EU, dat an deene leschten zéng Joer déi meeschte Fortschrëtter gemaach huet. Ech mengen, dat ass e Constat, deen eis soll houfreg maachen. A virun allem soll en eis awer och motivéiere virunzefueren, virun allem an deene Beräicher, wou et eeben nach substanziell Ongläichgewiichter gëtt.

An domadder kommen ech dann och op deen nächste Punkt: Eeben a wéi enge Beräicher gëtt et nach Ongläichgewiichter tëscht de Geschlechter a wat si virun allem d'Erausfuerderungen, deene mer eis besonnesch an der Politick musse stellen?

Hei géif ech gären op de Beräich vum Emploi agoen, well wann am gesellschaftlechen, politeschen Debat iwwert d'Inegalitéite rieds ass, da gëtt ganz séier vun der Inégalité salariale geschwat.

Do wëll ech awer preziséieren, dass dat u sech eigentlech net méi eisen Haaptproblem hei am Land ass. Mir sinn do relativ gutt opgestallt. Mir sinn am internationale Vergläich do dat Land, dat déi klengste Lounongläichheet huet. Mir sinn do bei ..., mir sinn nach net grad bei null. Do si mer awer esou gutt ewéi. Wat awer de Problem ass, dat ass beim Joresgehalt. Do hu mer nach eng Differenz vu 7,2 %. Elo net, fir alleguerten d'Chifferen hei ze nennen, mee fir eeben ze weisen: Do gëtt et am Endeffekt nach eng Differenz an do gëtt et och eng ganz logesch Erklärung. Well et sinn haaptsächlech Männer, déi d'Primmen akasséieren an d'Bonien, an dat mécht dann herno eeben am Joresgehalt déi Differenz aus.

Ee Chiffer wëll ech awer trotzdeem gären nennen, well e mech ëmmer erëm frappéiert, wann ech en och beim Statec liesen, an dat ass: Eng Fra vun 30 iwwer 30 Joer reduzéiert hir Aarbechtszäit. Firwat frappéiert et mech? Ben, ganz einfach. Deelzäitaarbecht bedeit Deelzäitpensioun an och herno de Risiko, fir an d'Altersaarmut erofzegoen.

D'Careaarbecht hunn ech virdrunner schonn erwäänt. Wéi gesot, d'Pandemie gouf net genotzt, fir hei kënnen eng méi gerecht Opdeelung tëschent de Geschlechter ze kréien. Et war jo och eng ganz kloer Fuerderung vum Fraestreik, déi ech och ausdrécklech ënnerstëtzen, dass een och hei eeben déi onsiichtbar, déi verstoppten Aarbecht, dass een dat nach méi misst thematiséieren a virun allem och kucken, wéi een déi Inegalitéiten hei am Alldag, wat ganz kloer Inegalitéite sinn, behuewe kritt.

Fir beim Emploi ze bleiwen, gesi mer nach e Gap beim Verlaf vun de Karriären, bei den Opstigsméiglechkeeten, genausou wéi och bei der Diversifikatioun vun de Studien a vun de Beruffer. Do gesäit een, dass et wierklech do nach Differenze gëtt.

A genau dat ass eigentlech och mäi Punkt, op deen ech eraus wëll. Et ass wichteg, dass mer eebe méi Diversitéit kréien. An et ass wichteg, dass mer och méi Mixitéit kréien. An dat huet näischt mat Ideologie ze dinn. Well wa mer vu Frae schwätzen, da schwätze mer ëmmerhi vun der Hallschent vun der Bevëlkerung. Nëmmen d'Hallschent vun de Kompetenzen, nëmmen d'Hallschent vum Potenzial, nëmmen d'Hallschent vun der Kreativitéit, ben, ech mengen, domadder kënne mer eis net zefridde ginn. An dofir ass et wichteg, dass mer eeben déi Mixitéit a sämtleche Beräicher fërderen.

Ech ginn Iech elo e ganz konkreet Beispill, dat ech nëmmen allze gutt kennen: de CGDIS! Dir wësst, dass de CGDIS amgaangen ass, massiv iwwert déi nächst Joren ze rekrutéieren. An natierlech ass et eigentlech egal, ob elo eng Fra oder e Mann, wann dann Nout ass, op d'Plaz kënnt an dee Moment enger Persoun déi néideg Hëllef gëtt.

Et ass awer esou: Beim Rekrutement steet de CGDIS an direkter Konkurrenz mat der Police, mat der Arméi, mat der Douane. Dat heescht, de Repertoire u méiglechen Interesséierten ass net ganz grouss.

A fir net ze riskéieren, dass op eemol kee méi op der Ambulanz fiert, um SAMU, oder dass kee méi d'Feier läsche geet an d'Leit rette geet, ben, da musse mer och ganz geziilt déi aner Hallschent vun der Bevëlkerung uschwätzen. An dofir sinn ech och frou, dass de CGDIS bei „Actions positives" vum „Mega" matmécht, fir eebe grad elo an der Rekrutéierung opzepassen, dass en alleguerten d'Geschlechter uschwätzt an deemno esou déi Interesséiert, déi wëlle bei de CGDIS schaffe kommen, och fënnt.

McKinsey huet eng Etüd bruecht virun e puer Joer, wou se et op de Punkt bruecht hunn, wou se gesot hunn: Wann d'Fraen, also d'Hallschent vun der Bevëlkerung, hiert Potenzial net verwierkleche kënnen, da leit déi ganz Ekonomie drënner.

D'selwecht bei der Prise de décision. Do huet d'AllBright-Stëftung erausfonnt, dass et méi Memberen a Verwaltungsréit gëtt, déi Thomas oder Michael heeschen, wéi insgesamt Fraen.

Domadder ganz kloer, mir brauche méi Fraen op Verantwortungsposten. Mir brauche méi Fraen an de Chefetagen. Ech weess, dass dat och esou als elitäre Sujet consideréiert gëtt, mee am Endeffekt ass et genau do, wou d'Muecht konzentréiert ass, an et ass do, wou wichteg Decisioune geholl ginn. An dofir, wéi ech virdrunner gesot hunn, ass et wichteg, dass mer déi Mixitéit erakréien, déi Diversitéit, an dass net herno d'Decisioune vun engem Geschlecht dominéiert respektiv geholl ginn.

Weider Beräicher, deene mer eis menger Meenung no an Zukunft nach méi musse widmen a wou mer nach méi mussen de Fokus dropleeën, sinn engersäits d'Fuerschung, d'Digitaliséierung, natierlech och elo ganz spannend mat der Diskussioun iwwert d'kënschtlech Intelligenz. Dat si grouss Zukunftsberäicher. Ben, firwat?

De Fraenundeel an der Wëssenschaft läit bei 33 % an an der kënschtlecher Intelligenz just bei 22 %. Ech héieren natierlech elo schonn deen een oder aneren, dee seet: „Jo gutt, ass dat da schlëmm? D'Fraen interesséiere sech eeben net fir d'Fuerschung. D'Digitaliséierung schéngt jo och elo net weider fir si attraktiv ze ginn." Ben, de Punkt ass, d'Wëssenschaft an d'Technologië gëlle scho laang als ee vun deene wichtege Standbee vun der Zukunft. An dobäi geet et net nëmmen ëm d'Entwécklunge vum Secteur als solches, mee et geet och ëm d'Jobopportunitéiten. Dat heescht, et ass awer dee Secteur, wou ganz vill Beruffer nach weider wäerte kreéiert ginn.

An an noer Zukunft, esou d'Aschätzung vun der Europäescher Kommissioun, ginn digital Kompetenzen a ronn 90 % vun alle Beruffer gefuerdert. An dofir ass et wichteg, dass mer an der Formatioun, an der Educatioun, bei deene Jonken eeben all d'Geschlechter uschwätzen an eeben och kucken, dass, wann do an deene Beräicher rekrutéiert gëtt, virun allem eeben d'Fraen, wéi ech grad beim Chiffer scho genannt

hunn, och Frae sech fir déi Beruffer interesséieren an dass mer se och doranner ausbilden, well d'Egalitéit kann och duerchaus eng Léisung an där ganzer Diskussioun ronderëm d'Rekrutéierung vun neie Profiller sinn.

En anere Beräich: d'Ëmwelt- an d'Klimapolitick. D'Klima ass net geschlechtsneutral. Ech denken do un ënnerschiddlech Konsumverhalen. Och do gëtt et Etüden. Et ass empiresch beluecht, dass Fraen a Männer eng ganz ënnerschiddlech Klimabilanz opzeweisen hunn, an dofir och Grond genuch, dass mer d'Genderdimensioun och méi hei an dës Beräicher erakréien. An ech verweisen och hei op eng Etüd, déi mer amgaange sinn, mam LISER zesummen ze maachen, eebe grad fir ze kucken an där ganzer Transition écologique, déi mer jo gären hätten, déi och ganz staark vun der Regierung gepuscht gëtt, awéifern grad Fraen hei kënnen, wéi soll ech soen, eng Aart Schlësselroll spillen an där ganzer ekologescher a sozialer Transitioun. Awéifern kënne si hei eeben aktiv matinvolvéiert ginn, dass mer déi Transitioun esou hikréien?

Dann ee Beräich géif ech nach gären opzielen, well ech do rezent op enger Table ronde war. Et geet iwwert de Sport. An do ass och ganz vill diskutéiert gi mat Sportlerinnen, déi och direkt betraff sinn, déi och do op Differenzen higewisen hunn, sief dat elo beim finanzielle Support, deen net ëmmer vun de Veräiner do ass, awer ganz kloer och d'Wäertschätzung, déi se net esou kréien, a virun allem d'Medieberichterstattung, wat nach ëmmer e groussen Theema ass.

An hei verweisen ech och op déi sëllegen Interviewen, déi zum Beispill d'Christine Majerus gëtt, wou se sech ëmmer erëm, an ech fannen, och zu Recht, opreegt, dass si, wa si ënnert den Top 10 an enger grousser Course war, en Highlight vun hirer Karriär, dann eng Zeil an der Zeitung kritt, a fir déi nämmlecht Course, wou emol kee Lëtzebuerger iwwert d'Arrivée deemools komm ass, waren et dann zwou voll Säiten. Just fir ze soen, ech mengen, dat weist, dat illustréiert ganz gutt, wou do nach Ënnerscheeder sinn.

En Dauertheema wëll ech awer och nach erwänen: d'Dauertheema Gewalt. Mir haten elo Enn Mäerz en Event zu „20 Joer Gewaltschutzgesetz", wou mer festgestallt hunn, dass scho ganz vill geschafft ginn ass an dass mer och eisen Dispositif kontinuéierlech ausbauen. Mir hunn e gutt rodéierte System, wou alleguerten d'Partner, déi concernéiert sinn an eiser Interventiounsketten, ganz kloer definéiert Missiounen hunn an eeben och ganz kloer an effikass dee Moment eng professionell Prise en charge vun den Affer kënnen assuréieren.

A wat eis och wichteg ass a wat mer nach weider wëllen ausbauen, ass och d'Prise en charge vun den Täter an Täterinnen, well et ass och wichteg, hei an der ganzer Preventiounsaarbecht nach méi mat den Täter ze schaffen, fir eeben och esou d'Affer weider kënnen ze schützen.

De Rapport zur haislecher Gewalt, dee wäert och elo am Fréijoer finaliséiert ginn. Dat heescht, mir wäerte souwisou nach an der zoustänneger Chamberskommissioun, esou wéi mer dat all Joer maachen, nach doriwwer diskutéieren. Duerfir kann ech elo haut och keng Chifferen nennen. Mee ech mengen, et ass wichteg, dass mer eis och do dann déi néideg Zäit huelen, fir op deen dote Sujet anzegoen.

En anere Problem, dee mer och méi thematiséiert hu mam Europarot, wou mer elo eng Campagne lancéiert haten, war ronderëm de Sexismus. An och gëschter hu mer dozou e grousse Projet lancéiert mat iwwer 300 Jonker, déi drun deelgeholl hunn, wou et eebe wichteg ass, och déi Jonk driwwer opzeklären: Wat ass Sexismus? Wat sinn déi verschidde Formen, d'Belästegungen? D'sexuell Gewalt, déi och bei deene Jonken ëmmer erëm en Theema ass. An eis ass et wichteg, wéi gesot, se doriwwer opzeklären, mat hinnen ze diskutéieren a virun allem och ze weisen, dass et hei Hëllef gëtt. Do waren och Associatiounen derbäi, déi se dee Moment och kënne guidéieren a beroden. Mee Dir mierkt ëmmer erëm aus mengen Ausféierungen, dass et einfach wichteg ass, dass mer esou vill mat deene Jonken zesummeschaffen, dass mer wierklech do usetzen, fir eeben herno manner musse pléischteren ze goen.

Voilà. An dat just elo e puer Reflexioune mengersäits. U sech sinn ech jo hei, fir Iech nozelauschteren, fir Ären Input ze kréien, fir eeben ze wëssen: Wat si fir Iech elo déi grouss Erausfuerderungen, wat sinn déi Beräicher, déi mer elo sollten, wa mer d'Mise à jour vum Aktiounsplang maachen, mat eranhuelen? Wou sot Der, datt mer nach méi geziilt sollten de Fokus mat erabréngen? Vläicht si jo och nei Theemen, bei deenen Der sot, datt mer déi sollten nach mat op déi politesch Tribün huelen. Ganz gären.

An eng zweet Fro, déi ech awer och direkt hannendrunner stellen, an ech mengen, mir sinn eis bal all eens, dass mer an der Egalitéit eis nach weider kënnen developpéieren. Mee natierlech ass et d'Fro vum Wee dohinner an och déi Zäit, déi mer nach wëllen investéieren. Dat heescht, ech stellen hei ganz konkreet d'Fro vun den Instrumenter an och vun der Method, fir eeben dohinner ze kommen. An do ass och meng Fro, déi ech no där ganzer Aarbecht an deene Joren, wou ech elo Ministesch sinn, mer och stellen: Ob et eigentlech nach duergeet, esou massiv op d'Sensibiliséierung ze setzen, oder ob et net awer un der Zäit ass, och méi contraignant Mesüren ze huelen, ganz konkreet eeben, mat chiffréierten Ziler, fir eeben an deenen anere Beräicher, wou mer der Meenung sinn, dass mer solle méi séier virukommen, dee Moment eis och déi néideg Instrumenter ze ginn.

Voilà, ech denken, dat ass déi spannendst Fro haut den Owend. An dofir iwwerloossen ech Iech dann elo ganz gären d'Tribün a lauschteren Iech dann elo no, wat dann Ären Input ass.

Ech soen elo scho Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools der Madamm Ministesch fir Gläichheet tëschent de Geschlechter.

An als éischte Riedner ass den honorabelen Här Max Hengel agedroen. Här Hengel, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Max Hengel (CSV) | Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, merci, fir unzefänken, der Madamm Minister, datt se dësen Débat de consultation ugefrot huet. Ech mengen, eis Gesellschaft entwéckelt sech weider, an dann ass et och wichteg, datt mir reegelméisseg de Point maachen, wéi si gesot huet. Merci och der Madamm Minister, datt se mer eppes ze drénke Rescht gelooss huet, da kann ech dat och emol nach direkt maachen.

Ech wëll awer och direkt profitéieren, fir eiser Fraktiounsmataarbechterin, dem Jenny Thines villmools Merci ze soen, well se huet mech ganz kompetent an effikass ënnerstëtzt bei menge Virbereedungen.

A menger Ried wäert ech elo eng ganz Rei Punkten an och concernéiert Gruppen uschwätzen. An ech wëll direkt virewechhuelen an och ganz kloer ënnersträichen, datt vun enger humanistescher Perspektiv hier et awer och glat a guer kee qualitativen Ënnerscheed gëtt tëschent deenen eenzele Mënschen, iwwert déi ech haut, iwwert déi mir haut hei wäerte schwätzen.

Ech hu beim Europäeschen Institut für Gleichstellungsfragen eng Definitioun fonnt, déi mir ganz gutt gefält. An ech liesen Iech se mol vir: „Gleichstellung bedeutet nicht, dass Frauen und Männer gleich werden, sondern dass die Rechte, Pflichten und Chancen von Frauen und Männern nicht davon abhängen, ob sie männlich oder weiblich geboren werden. Gleichstellung der Geschlechter bedeutet, dass die Interessen, Bedürfnisse und Prioritäten von Frauen wie von Männern unter Anerkennung der Vielfalt unterschiedlicher Gruppen von Frauen und Männern berücksichtigt werden. Geschlechtergleichstellung ist keine Frauenfrage, sondern sollte Männer ebenso wie Frauen angehen und umfassend beschäftigen. Die Gleichstellung von Frauen und Männern wird als Menschenrechtsfrage wie auch als Vorbedingung und Indikator für eine am Menschen orientierte nachhaltige Entwicklung und Demokratie betrachtet."

(M. Marc Spautz prend la présidence.)

De fréiere Generalsekretär vum Conseil de l'Europe sot sengersäits: „La défense de l'égalité entre les femmes et les hommes doit être au cœur de tout ce que nous faisons." Gläichstellung tëscht de Geschlechter heescht fir de Conseil de l'Europe: Visibilitéit schafen.

(Interruption)

Ass d'Klack gelaut ginn? Nee.

(Hilarité)

Autonomie, gläich vill Verantwortung fir jiddereen a gläich vill Undeeler a Participatioun vu jidderengem. All dës Facteure sinn essentiel fir d'Verwierklechung vun enger Gläichstellung vun alle Mënschen am Sënn vun de Mënscherechter an der Rechtsstaatlechkeet an eiser Demokratie.

Wichteg ass, datt ee sech an esou engem Debat drop aléisst, datt et net ëm dat geet, wat ee selwer fillt, mee ëm dat, wat de concernéierte Géigeniwwer fillt unhand vun deem, wat e schonn erlieft huet oder unhand vu senger alldeeglecher Liewensrealitéit.

Den 8. Mäerz war den internationale Weltfraendag. Och am Joer 2023 gëtt et Ongläichheeten, déi geschlechterbedéngt sinn. Am internationale Kontext gesi mir e Réckgang vu Fraerechter a ville Beräicher. Am Iran kënne Frae sech net kleeden, wéi se wëllen. Am Afghanistan hunn d'Meedercher keng Rechter méi op Bildung. A souguer an Deeler vun den USA hu se deelweis keng Rechter méi op Ofdreiwung. Mee och um nationalen Niveau kënne mir nach villes maachen, fir d'Gläichberechtegung ze fërderen.

Ech gi ganz kuerz op e puer rezent, awer wichteg Zuelen an, d'Madamm Minister hat et och schonn ugedeit: Laut dem Global Gender Gap Index, deen all Joer vum World Economic Forum opgestallt gëtt, si mir als Lëtzebuerg zwar gutt placéiert, mir hunn eis awer par rapport zu 2016 ëm zwielef Plaze verschlechtert. D'Grënn dofir sinn haaptsächlech, dass nach ëmmer weesentlech manner Fraen a wirtschaftlechen a politesche Féierungspositiounen ze fanne sinn.

Och am EU Gender Equality Index schneide mir zwar gutt of – mir leie quasi an all Domän iwwert dem EU-Duerchschnëtt –, mee mir hunn eis am Joer 2022 awer och net verbessert par rapport zu de Jore virdrun a mir leie weiderhin op der néngter Plaz. Och hei si mer virun allem a puncto politesche Pouvoir däitlech ënnert dem EU-Duerchschnëtt, wat d'Representatioun vu Fraen an der Politick ugeet.

D'Kreatioun vun engem Observatoire de l'égalité entre les genres ass eppes, wat ze begréissen ass an et ass e wichtegen Outil, fir eise Progrès am Sënn vun der Gläichberechtegung ze moossen an ze

evaluéieren. Och eis Nopeschlänner kennen esou änlech Observatoiren, ech brauch elo net weider drop anzegoen. Ech wäert och generell net méi weider op dëse Projet de loi agoen. Ech mengen, do wäerte mer am Laf vun de parlamentareschen Aarbechten nach genuch driwwer schwätzen. An et leie jo och mëttlerweil eng ganz Rei Avise vir.

Ech wëll awer do op ee ganz kuerzen Aspekt vum Avis vum Conseil national des femmes au Luxembourg agoen, well si hunn nämlech eng ganz interessant Beobachtung gemaach, nämlech datt am Moment de „Mega" eeben exklusiv mat der Égalité des sexes beoptraagt ass, de Genre awer am Kompetenzberäich vum Familljeministère läit. An ech denken, datt et do an Zukunft wichteg wär, dat bei engem an deem selwechte Ministère unzesidelen, fir datt mir och wierklech eng richteg Politick am Beräich vun der Gläichstellung vun alle Mënsche kënne maachen.

Dat selwecht gëllt dann awer och fir Mënsche mat engem Handicap. Also misst och dee ganze Beräich vum Handicap a vun der Inklusioun am selwechte Ministère ugesidelt ginn, soudatt de „Mega" also an Zukunft net just fir d'Gläichberechtegung an d'Gläichstellung vun de Cis-Mënschen zoustänneg wär, mee eebe vun alle Mënschen.

Duerfir ass et awer schonn ze begréissen, datt den Observatoire dann och Observatoire de l'égalité entre les genres heescht an net, wéi elo de Ministère, just fir „femmes et hommes" zoustänneg ass.

Erlaabt mir e ganz kuerzen Exkurs op d'Saach Geschlecht a Genre. Ech mengen, d'Fro derno, wéi vill Geschlechter et gëtt, hänkt dervun of, wéi ee Geschlecht definéiert ass. Aus der biologescher Perspektiv ass et relativ kloer: Et gëtt männlech a weiblech. Et gëtt awer och net just dat biologescht Geschlecht, mee och de Genre, wat oft net gläichgestallt ka gi mat deem, wat d'Wierder Mann a Fra eisem Verständnis no bezeechnen.

Soubal een ufänkt, Froe wéi: „Wéi verhält sech eng Persoun? Wéi fillt sech eng Persoun?" mat anzebréngen, schwätze mer net méi vum biologesche Geschlecht, mee vum Geschlecht am soziokulturelle Kontext, eeben dem Genre. Dofir kann een net dervun ausgoen, datt d'biologesch Definitioun vum Geschlecht all d'gesellschaftlech Froen dozou beäntwert.

Op dëser Plaz wëll ech drun erënneren, datt d'Françoise Hetto an d'Sylvie Andrich mat hirer Propositioun de loi derfir gesuergt haten, datt eng Ajoute am Code civil den Transgenderpersounen et méi einfach mécht, hiren Numm an de Sexe am État civil ze änneren. Déi penibel Konditiounen, déi hinne bis dohin heifir opgezwonge waren, sinn doduerch ewechgefall. Eng pragmatesch Léisung an awer e klenge Schrëtt zu méi Autodeterminatioun a manner Diskriminatioun an deem Beräich.

Wat de Genre ugeet, sou wäerte mir awer an Zukunft nach op eng ganz Rei Froe mussen Äntwerte liwweren. Ech weess, dës eleng géife scho genuch Matière liwwere fir e ganzen Debat, mee ech wollt et awer de Mëtteg net hei net uschwätzen.

Da wëll ech kuerz op de Beräich Educatioun a Kanner agoen. D'Madamm Minister hat et gesot: Stereotyppe gesi mer leider ëmmer nach, sief et an de Schoulbicher, awer och deelweis um Fernsee, a Filmer, awer och bei Kannerspillsaachen.

Et fält mer grad eng kleng Anekdot an. Ech war am November mat Kolleegen zu Kopenhagen. Da keefs de de Kanner eppes, fir wann s de heemkënns. Dat Éischt, wat ech an deem Buttek gesinn hunn, do war dann esou eng ganz grouss Këscht, wou da Botzgeschier drop war. Do war direkt esou e klengt Meedchen drop gemoolt. Also méi stereotypesch geet et jo net!

Ech mengen, hei ass et eebe wichteg, datt all déi Saachen ugepasst ginn an datt och d'Educatiounspersonal Formatioun an deem Beräich ugebuede kritt an eeben, wéi een an deem Beräich iwwerhaapt ka sensibiliséieren.

Déi Jonk, Dir hutt et selwer gesot, Madamm Minister, kënnen a solle méi fréi derfir sensibiliséiert ginn oder fréi derfir sensibiliséiert ginn, wat Sexismus a Stereotyppe beinhalten. Dofir sinn Initiativen, wéi se aus der Nott ervirginn, ze begréissen, wéi zum Beispill „Pixi"-Bicher, déi Etüd mam Fuersimulator oder de „Madak" – dat si méi Männer an der ausserschoulescher Bildung.

Dann, fir kuerz iwwert d'Sciencen an déi Jonk ze schwätzen, ech mengen, Dir hat et och scho selwer gesot: Déi meescht Jonk hunn haut vill méi eng cibléiert Opfaassung vu Gender a vu Geschlecht, wéi dat nach viru Joren de Fall war. An a ville Studiegäng si Coursen zu Gender mëttlerweil Usus, sief et an der Politickwëssenschaft, der Bildungswëssenschaft oder awer och bei Studien am Managementberäich.

D'Initiative wéi „Women and Girls in Science" si wichteg an ze begréissen, well do hu mer nach Nachholbedarf. An et ass och begréissenswäert, datt et op der Uni eng Commission d'égalité du genre gëtt. Dës Mandater sinn net just an der Aarbechtswelt wichteg, mee gehéieren eeben och zu enger Uni.

Aus dem Bildungsbericht vun 2021 geet och ervir, dass d'Inegalitéiten opgrond vum Geschlecht sech an ënnerschiddlechsten Aart a Weisen ausdrécke kënnen. Doraus gëtt awer och däitlech, datt d'Ënnerscheeder hei zu Lëtzebuerg par rapport zu anere Länner awer relativ minim sinn.

An Zesummenaarbecht mat der Uni hunn dann och sougenannte „Webtalks" iwwer Stereotyppe stattfonnt. Dës waren zwar haaptsächlech geduecht fir d'Pandemie. Se hu sech awer trotzdeem wuel als Initiativ bewisen an dat, mengen ech, kéint een och roueg weiderféieren.

An ech mengen, och wa vill bei deene Jonke gemaach ginn ass fir ze sensibiliséieren, ass nach Loft no uewen. An do kéint een zum Beispill a Kooperatioun mat de Lycéeën déi Aarbecht nach méi ausbauen. An esou Initiative wéi „Rock de Rack", „Rock de Krees" si gutt Virlagen, fir dës Echangen an deem Beräich ze verdéiwen.

Da kommen ech zum Gender Pay Gap, et war schonn ugeschwat ginn. Effektiv gëtt et op EU-Niveau nach ëmmer eng Differenz um Niveau vum Salaire, och wa se zu Lëtzebuerg just nach relativ geréng ass, 0,7 %. Ech mengen, do war jo och nach rezent eng Nouvelle, dat war als Headline dann an der Press ze liesen, datt, wann een de Stonneloun kuckt, d'Fraen da méi verdéngen. Wann een awer effektiv dann alles mat erarechent, all Facteur mat eraberechent an eeben och d'Limitte vun deenen Indicateuren, stellt een dann awer trotzdeem fest, datt am Joresakommes d'Männer awer nach ëmmer bevirdeelegt sinn.

Iwwerhaapt ass ee vun deene wichtegsten Theeme fir eis als CSV-Fraktioun an och, mengen ech, e wichtege Punkt am Beräich vun der Gläichstellung, eeben d'Thematik, wéi een de Beruff an d'Famill am beschten ënner een Hutt bréngt. An ech mengen, et ass wichteg, datt déi zwee Partner zesummen upaken an et net eebe selbstverständlech ass, datt d'Fra doheem bleift an hire beruffleche Wee ënnerbrécht, fir sech ëm d'Erzéiung vun de Kanner ze këmmeren.

Den Equiliber tëschent Aarbecht a Privatliewe muss awer fir all Geschlecht generell besser ginn. Mir gesinn hei e strukturelle Problem, deen nach wie vor an eiser Aarbechtswelt verankert ass. Et ass zum Beispill nach ëmmer net selbstverständlech a ville Beräicher, datt d'Männer Congé parental huelen.

D'CSV, notamment de Kolleeg Marc Spautz, deen elo hannert mer sëtzt, huet 2021 proposéiert, de Congé parental méi flexibel ze gestalten a soumat eng besser zäitlech Organisatioun fir d'Elteren ze garantéieren.

Am November 2022 ass zu där selwechter Thematik vum Ausbau vum Congé parental eng ganz interessant Petitioun an der Chamber diskutéiert ginn. Heirop huet d'Familljeministesch leider just mat: „Wéi solle mer dat finanzéieren?" geäntwert. Dat ass eiser Meenung no keng zäitgeméiss Approche, zemools wa bei villen anere Leeschtungen de Finanzement awer keng Roll ze spille schéngt.

Oftmools ass et dann awer och esou, dass Fraen an engem gewëssenen Alter éischter emol ausgeschloss ginn an engem Virstellungsgespréich, well eeben d'Warscheinlechkeet, datt se an noer Zukunft schwanger ginn, awer besteet. Ech mengen, dës strukturell Problemer musse mer endlech an de Grëff kréien. Ech kommen duerno awer och nach emol kuerz op dee Punkt zréck, wann et ëm de politesche Beräich geet.

Dann nach e ganz kuerze Saz zur Steierpolitick, déi och eppes mat Gerechtegkeet ze dinn huet. Et ass jo esou, datt een am Fall vun enger Scheedung oder dem Doud vum Partner no dräi Joer vun der Steierklass 2 an d'Steierklass 1a fält. Dëst ass fir Elengerzéier, wat dann awer nach méi oft Frae sinn, oft dramatesch, soudatt hei am Sënn vun der Chancëgläichheet misst gehandelt ginn. Et ass vill versprach ginn, awer nach net vill geschitt.

Ech mengen, d'CSV huet hei dräi ganz kloer Fuerderungen: e Fräibetrag vun 30.000 Euro, eng Progressioun an der Klass 1a, déi méi lues gräift an eeben d'Iwwergangszäit vun dräi op fënnef Joer eropsetzen, éier een dann eebe vun der Steierklass 2 an d'1a fält.

Une voix | Très bien!

M. Max Hengel (CSV) | Dann Old Age Poverty, dat ass och en Theema hei zu Lëtzebuerg. Bei eisen Däitschen Noperen ass all fënneft Fra am Alter vun iwwer 65 akut vun Aarmut betraff. Den Ecart tëscht de Pensioune vu Männer an deene vu Fraen ass grouss. An Däitschland sinn et bal 30 %. Dëst ass bal an allen EU-Länner de Fall, mee zu Lëtzebuerg ass dëse Phenomeen awer nach méi héich wéi an allen aneren EU-Memberlänner. 2019 krute Fraen am Alter vu 65 Joer 44 % manner Pensioun wéi d'Männer. An och 2021 hu mir nach net vill besser ofgeschnidden. Hei kéint ee sech zum Beispill Dänemark och emol als gutt Beispill ukucken.

Da ganz kuerz op d'Pandemie. Dir hat et gesot: D'Etüd vum LISER huet festgestallt, datt wärend der Pandemie d'Frae méi staark an d'Hausaarbecht an och an d'Kannerbetreiung agebonne ware wéi virdrun an dass eeben de Risiko besteet, datt wärend esou enger Kris, wéi och ëmmer se ka geaartet sinn, dann eeben déi Efforten, déi an deene Jore virdru gemaach gi sinn, récklееfeg sinn. An d'Experte froen dann zu Recht: Hu mir Männer, oder hunn d'Männer d'Chance verpasst, sech an der Pandemie méi an déi genannte Felder matanzebréngen? Woubäi ech mengen, do muss een och nach eng Kéier kucken, do hunn d'Familljen deelweis hire Choix getraff. Mee et ass awer vläicht effektiv dann nach méi e Reflex, datt automatesch d'Fra de Congé pour raisons familiales geholl huet. Deen ass jo och an de Covidgesetzer matugepasst ginn.

Dozou war och am Dezember 2022 eng Petitioun hei an der Chamber diskutéiert ginn. Dat war am Kontext

vun engem Fall vu Long-Covid bei engem Kand. An do haten d'Ministeren Haagen an Engel annoncéiert, en Aarbechtsgrupp en place ze setzen, fir ze analyséieren, wéi de Congé pour raisons familiales a bestëmmte Fäll evaluéiert ka ginn.

Bon, déi zwee Ministere sinn elo net hei. Mee vläicht kënnt Der dat mat weiderhuele fir ze froen: Wou si mer do drun? Wéi gesinn déi effektiv Zuele fir d'Pandemie aus? Wien huet do méi oft Congé pour raisons familiales geholl? Wéi war dat opgedeelt?

Da muss een och feststellen, datt wärend der Pandemie d'Zuele vun haislecher Gewalt eropgaangé sinn. D'Uriff bei verschiddenen Ulafplazen hu sech Berichter no verfënneffacht.

Iwwerhaapt, mengen ech, ass d'Violence domestique, d'Gewalt géint d'Fraen, e ganz eeschte Punkt. De 27. Februar 2023 ass op der Säit vum Conseil vun der EU ze liesen, eng vun zwou Fraen hätt scho sexuell Belästegungen an hirem Liewen erlieft an eng vun 20 Fraen hätt eng Vergewaltegung gemellt, vun der Donkelziffer do guer net schwätzen.

Wa mir op dat Theema kommen, bon, den Här Keup ass elo leider net méi hei, mee ech muss dann awer eppes zu sengem Tweet soen, deen hien dann do lassgelooss hat, deen eng reegelrecht Frechheet un all d'Fraen ass. An ech hu mer wierklech do d'Fro gestallt, an net just ech, mee ech mengen, mir bal all heibannen, wou en un déi Zuele kënnt an a wéi enger Realitéit en do ënnerwee ass, wann en esou Aussoe mécht.

Mee mir brauchen e verstäerkte Schutz vu Fraen am Fall vu Gewalt, sief et physesch Gewalt oder psychesch Gewalt. Duerfir fuerdere mir och als CSV, dass a schlëmme Fäll vu Gewalt den Täter kee Sursis méi soll kréien, mee datt e mat enger fester Prisongsstrof rechne muss.

An Dir hutt et selwer gesot: Mir mussen nach méi an d'Preventioun investéieren! An ech begréissen hei all Initiativ, déi an déi Richtung scho gemaach ginn ass an déi nach wäert kommen.

Mir brauchen och, Dir hutt et gesot, e besseren Afferschutz, eng gutt encadréiert Prise en charge vu Fraen a vu Männer, déi Affer vu Gewalt gi sinn. An deem Kontext hate mir um Weltfraendag esou en Info-Owend zu Wuermer an der Gemeng, mat der Nopeschgemeng vu Maacher zesummen a mat de Kolleege vu Fluessweiler och nach. De Kolleeg Léon war och do. An do hu sech Affer zu Wuert gemellt, an déi hunn ee Beispill ginn, wat vun zwee Leit gesot ginn ass: Dat ass, datt effektiv, och wann et Hëllefe gëtt, si awer zum Beispill nach relativ laang un Affekotekäschten ze knaen hunn. Dat ass zum Beispill effektiv e Punkt, well d'Fra schonn oft déi méi Defavoriséiert an der Koppel war. Do ass jo da schonn oft an esou Koppelen en Ofhängegkeetsverhältnis, dat dann oft nach bis an dat finanziellt Ofhängegkeetsverhältnis geet. An dann hu se herno deelweis net d'Moyenen, fir dat ze bezuelen. Dee selwechte Problem ass, datt vill Fraen zréck bei hiren Aggresseur mussen, well se am Fong guer keng aner Wunnsituatioun direkt hunn an dowéinst dann awer erëm zréckginn.

Ech wëll awer och nach eng Kéier soen, datt selbstverständlech och Männer kënnen Affer vu Gewalt ginn, och wa se an enger Minoritéit sinn, mee mir hu virdru vu Stereotyppe geschwat, da musse mer och hei oppassen, datt mer bei deenen zwee Weeër sinn.

Ech si frou, datt mir als CSV, an de Gros vun alle Parteien heibannen, net midd ginn, fir sech fir dëse Sujet anzesetzen.

Da kommen ech op de Punkt vu Fraen an der Politick, ech mengen, jiddereen oder vill vun eis kennen dat, déi an de leschte Wochen a Méint probéiert hunn, Kandidateléschten opzestellen. A wann een dann do mat potenzielle Kandidaten a Kandidatinne schwätzt, da kritt een awer oft déi selwecht Äntwerten: datt effektiv Fraen, déi kleng Kanner hunn oder vläicht um Punkt sinn, fir Kanner ze kréien, dann awer fäerten, datt dat Ganzt net esou kompatibel ass. An ech mengen, do musse mer eis da froen – och wa mir wëssen, et ass e Mandat –, ob een net awer iergendwéi muss do d'Méiglechkeet vun enger Reegelung fannen, wann eng Fra am Laf vun hirem Mandat eeben e Kand kritt. Da kann een och de Bou spanen hei op d'Chamber. Ech mengen, mir wëllen ëmmer méi Jonker, méi Fraen an der Politick. Mee wat bidde mer hinnen en retour? Wéi kënne mir d'Strukture verbesseren a méi accessibel maachen?

Ech hu virdru mat menger Fraktiounskolleegin, dem Elisabeth Margue, geschwat, an hatt huet dat och gesot: Wann ee beim Patron schafft, dierf eng Fra dräi Méint laang nom Accouchement net schaffe goen. Hei an der Chamber misst se theoreetesch no dräi Deeg erëm hei stoen. Also, dat heescht, do musse mer d'Méiglechkeete kucken. Ech soen emol: Visio ass eng Méiglechkeet.

(Interruption)

Mir mussen natierlech och soen: Mir mussen eis och eng Kéier iwwerleeën – ech mengen, mir sinn och elo schonn erëm, wivill Auer hu mer? Gläich 18.30 Auer –, datt och déi Auerzäite vun eisen ëffentleche Sëtzungen net ëmmer ganz familljefrëndlech sinn.

Une voix | Très bien!

M. Max Hengel (CSV) | Dat ass och eppes, wou mer eis vläicht eng Kéier mussen a Fro stellen.

(Interruption)

Ech mengen, Fakt ass, mir brauchen eng strukturell Upassung. Wann ech awer elo op d'Gemengen aginn, ech mengen, do schwätze mir eis ganz kloer derfir aus, datt den Artikel 42 am Gemengegesetz esou soll ausgeluecht ginn, datt d'Fraen, déi e Kand kréie wärend hirem Mandat, och wierklech kënnen dovu profitéieren.

(Interruption par Mme Josée Lorsché)

Jo, datt dat do einfach e bësse kloer ass, datt dat e bësse méi kloer ass. Dann ass et och vill méi einfach, wann een eebe probéiert, Fraen ze iwwerzeegen, dann huet ee wierklech besser Argumenter.

D'Gemengen – elo si mer scho bei der Gemengepolitick, da komme mer dann och erëm op d'Gemengen – mengen ech, si wichteg Acteuren hisiichtlech der Participatioun an der Gläichstellung vun de Fraen. Souwuel d'Convention-cadre wéi och d'Convention „Mega+", déi mer rezent mat der Wuermer Gemeng ënnerschriwwen hunn, spillen hei eng wichteg Roll, gradesou wéi d'Campagne „Egalitéit liewen", déi immens hëllefräich ass. An ech hoffen, datt dës och no de Gemengewale weider bestoe bleift.

Dann en Domän, deen net nëmme mir um Häerz läit, dat ass de Sport. An do spillt eeben effektiv d'Press och eng ganz wichteg Roll. D'Madamm Minister huet et och selwer gesot. Ech mengen, d'Couverture vun der Press bréngt mat sech, datt d'Sponsoren hire Logo op den Tricote gesinn. Da musse wierklech och emol méi Fotoen an den Zeitunge sinn. Dat gëtt eng Visibilitéit. Do kënnen d'Veräiner och Saache maachen.

Ech mengen, dee Veräin, deen ech besser kennen am Basket, sinn d'Musel Pikes. Do hu mer och emol probéiert, fir d'Matcher, d'Heemmatcher, ze dréien, soudatt d'Dammen d'Primetime kritt hunn. Dat ass zum Beispill eng Méiglechkeet.

Dann huet och de Wuermer Fussball d'lescht Joer mat enger relativ flotter Initiativ ugefaangen, datt se den FC Koeppchen Ladies Cup fir Meedercherseekippen organiséiert hunn. Dat wäert och erëm dëst Joer de Fall sinn. An dës Initiativ huet sech relativ séier ronderëmgeschwat, a mëttlerweil kommen och héichkaräteg Ekippen aus dem Ausland ganz gär op esou en Event, wou wierklech de ganzen Dag eeben de Meedercherschan Dammesport eleng an exklusiv am Mëttelpunkt steet. Ech mengen, dat ass eng ganz flott Iddi, wou een d'Organisateure just ka begléckwënschen.

Wann ech dann awer de Moien an der Zeitung muss liesen, datt anscheinend fir d'Fussballfraeweltmeeschterschaft elo am Summer – déi gëtt, mengen ech, an Neiséiland gespillt, Australien an Neiséiland ..., merci, Paul, de Paul ass eise Fraesportexpert – nach keen däitsche Fernseesender bereet war, d'Rechter ze kafen, fir dës iwwerhaapt am Fernsee ze iwwerdroen, ass dat awer wierklech eng extreem penibel Saach, zemools wann ee weess, datt déi lescht Frae-WM awer relativ vill Leit interesséiert huet.

D'Stad Esch huet och eng flott Aktioun lancéiert mam Numm „Egalitéit Sport" (ndlr: „Égalité femmes-hommes dans le sport"), mat ganz interessanten Temoignagen, wéi zum Beispill vu menger Fraktiounskolleegin Nancy Kemp-Arendt, eeben als ehemoleg Leeschtungssportlerin. Wat och ganz interessant ass, ass de Film „Um Ball – 50 Joer Fraefussball zu Lëtzebuerg". Dee kënnt Der Iech roueg alleguer emol eng Kéier ukucken.

Generell ass et esou, datt d'Gläichberechtegung am Sport, notamment den Zougang zum Sport eeben an alle Beräicher, och dem Handicapéiertesport an dem Sport am Alter, muss verbessert ginn. Hei ass meng Fro och: Gëtt et do nach weider Mesüren, déi vläicht geplangt sinn?

Als Konklusioun, ech faassen elo net nach eng Kéier alles zesummen, do erzielen ech just nach eng ganz perséinlech Anekdot. Ech war Enn vun der Chrëschtvakanz mat der Famill de Film „Oskars Kleid" kucken. Den Oskar ass biologesch gesinn e Jong, an e gëtt och vu sengem Papp als Jong wouergeholl. Do gëtt e bësse mat Stereotyppe gespillt. Awer den Oskar, deen huet esou e ganz schéine giele Blummerack, an e wëllt dee guer net méi ausdoen an hie wëllt och kee Jong méi sinn. An et muss ee sech am Ufank emol e bësse mat deem Theema auserneesetzen. Mee ech kann Iech awer wierklech un d'Häerz leeën: Kuckt Iech de Film emol un, well mir Erwuessener kënnen an där Saach, wéi onkomplizéiert ee kann un Theemen erugoen, nach ganz vill vun de Kanner léieren.

Ech mengen, d'Égalité des genres geet an all Richtungen, a mir kënnen a mir mussen nach méi maachen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Marc Spautz, Président de séance | Merci dem honorabelen Här Hengel. Nächsten ageschriwwenen ...

A, d'Madamm Hartmann huet eng Fro un den Här Hengel.

Mme Carole Hartmann (DP) | Jo, Här President, eng ganz kuerz Fro un den Här Hengel, well et huet mech awer e bëssen interpelléiert, wat e par rapport zum Congé parental gesot huet, well en am Fong gesot huet, dass nach ëmmer net genuch Pappe géife vun dem Congé parental profitéieren.

Elo ass et awer esou, dass mer an diverse Kommissiounen an ënner anerem och an de Konklusioune vu verschiddene Petitiounsdebatten, déi mer heibannen haten, schonn e puermol vun der Familljeministesch Zuele presentéiert kritt hunn, déi ganz kloer soen,

dass de Congé parental, esou wéi e reforméiert ginn ass 2016, vu ganz, ganz ville Pappe genotzt gëtt a mëttlerweil souguer scho vu méi Pappe wéi vu Mammen.

An dofir, wann elo hei gesot gëtt, dass dat net esou wär, da wëll ech Iech d'Fro stellen, ob Dir déi Resultater vun deenen Analyse kontestéiert. Well ech fannen et nämlech net ganz richteg, wann Der dat hei sot an dat net deem entsprécht, wat mer awer erkläert kruten. Fir dat dann awer richtegzestellen, wëll ech Iech déi Fro do stellen.

Merci.

M. Max Hengel (CSV) | Merci fir d'Nofro. Ech hu vläicht e bëssen aus perséinlechen Erfarungen oder aus perséinleche Gespréicher eraus gesot, datt et vläicht nach net an all Beräich, soen ech emol, deemno wéi eng Verantwortung een huet – ech mengen, dat spillt da fir Männer a fir Fraen –, ëmmer esou evident ass, datt et gutt ugesinn ass, wa Pappen och e Congé ufroen. Ech mengen, dat ass esou. Do musse mer och eng Kéier soen: Dat kann ee roueg, och wann een an enger Verantwortungspositioun ass. An dat gëllt fir Fraen a fir Männer. Et muss een einfach kucken: Ok, kann een och op deene Plaze vläicht net e Fulltimejob hunn? A wierklech dann de Manière générale soen: Ok, mir fueren och do méi mat Mi-tempsen oder herno, nom Congé parental, souguer mat 75 %.

Ech mengen, do gëtt et a skandinavesche Länner verschidde Modeller respektiv schonn eng aner Akzeptanz, loosse mer esou soen. Mee et huet effektiv, do muss ech Iech Recht ginn, elo näischt onbedéngt mat Zuelen ze dinn, mee et huet eppes mat Aussoen a perséinleche Gespréicher ze dinn.

Merci.

M. Marc Spautz, Président de séance | Merci dem honorabelen Här Hengel. An da komme mer zum nächsten ageschriwwene Riedner, an dat ass den honorabelen Här Frank Colabianchi. Här Colabianchi, Dir hutt d'Wuert.

M. Frank Colabianchi (DP) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, bis virun net allze laanger Zäit waren d'Rechter an d'Flichte vu Mann a Fra kloer getrennt a ganz genau definéiert.

D'Generatioun vun eisen Elteren a Grousselteren huet ugefaangen, dëse fest verwuerzelte Familljemodell an déi kloer definéiert Geschlechterrollen ze briechen. Ma d'Beméiungen, fir eng reell Geschlechtergläichheet ze erreechen, sinn net ofgeschloss, soss misste mir dësen Debat haut an hei net féieren.

Zu Lëtzebuerg si mir an enger Situatioun, an där och d'Fra däerf fräi wielen, ob se sech bestuet, ob se Kanner kritt oder net, ob a wéi vill se schaffe geet, et cetera. Si bestëmmt selwer hiert Liewen.

Frae sinn hautdesdaags geneesou diploméiert wéi Männer, bedeelege sech méi wéi fréier um Aarbechtsmaart a bleiwen ëmmer méi oft professionell aktiv, och dann, wa se Mamm ginn, wärend d'Männer also haut prinzipiell doheem kënne bleiwen, fir sech ëm Hausaarbechten an d'Kanner ze këmmeren.

Trotzdeem gëtt et nach ëmmer Geschlechterongläichheeten, sief et um Niveau vun der Opdeelung vun den Aarbechten am Stot, vun der berufflecher Positioun oder och nach vun der politescher Representatioun, fir nëmmen dës ze nennen.

Virun allem rezent Beispiller aus dem Ausland weisen, dass an anere Länner d'Situatioun vill méi preoccupant ass an datt d'Fraerechter nach laang keng Selbstverständlechkeet sinn. Och hautdesdaags muss nach fir dës Rechter gekämpft ginn. An d'Beispiller vun de Meedercher a Fraen am Afghanistan mat den Taliban oder déi katastrophal Situatioun vun de Fraerechter am Iran weisen, wéi wäit de Wee a munche Länner nach ass.

An och an Amerika, dat weltwäit als fräit Land ugesi gëtt, garantéiert d'Konstitutioun keen explizitte Schutz géint Diskriminatioun op Basis vum Geschlecht. An och d'amerikanescht Ofdreiwungsgesetz léisst déif blécken, wéi et ëm d'Rechter vun der Fra an den USA steet. Dofir condamnéiere mir och dës rezent Decisioun, wou a verschiddene Staaten dat konstitutionellt Recht op Ofdreiwung no Joerzéngten elo net méi existéiert. Mir sinn der Iwwerzeegung, dass ofdreiwen illegal maachen net „pro Liewen" ass, mee „anti Fraen".

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir als DP setzen eis derfir an, datt d'Fraerechter Mënscherechter sinn. Mir sinn net nëmmen national gefuerdert, mee mir mussen eis och international fir d'Gläichberechtegung vun de Geschlechter engagéieren an dofir d'Ziler vum Aktiounsplang „Fraen, Fridden a Sécherheet" (ndlr: Femmes et paix et sécurité) stäerken.

Laut deem Aktiounsplang soll och all Zort vu sexueller Gewalt virgebeugt ginn. Allgemeng haislech Gewalt, Gewalt, déi op d'Geschlecht zréckzeféieren ass, d'Genitalverstümmelung vu Fraen, Gewalt an Abusen u Fraen am Krich a weider Beispiller, déi ee kéint opzielen, si Sujeten, déi et ze bekämpfe gëtt.

Fraerechter mussen also ëmmer nees an de Fokus vun der Aktualitéit gestallt ginn. Als DP setze mir eis hei zu Lëtzebuerg aktiv dofir an, datt d'Geschlechteregalitéit assuréiert ass.

Et ass wichteg, eng zukunftsorientéiert Politick ze ënnerstëtzen, déi d'Bedierfnisser vun alle Bierger integréiert an dëst onofhängeg vun hirem Geschlecht, hirem Alter, hirer Relioun, hiren Originnen oder hirer sexueller Orientéierung.

Une voix | Très bien!

M. Frank Colabianchi (DP) | An dofir engagéiere mir eis ëmsou méi fir eng Geschlechteregalitéit. Esou hu mer eis fir eng Gläichbehandlung vun de Geschlechter an der Aarbechtswelt staarkgemaach an derfir plädéiert, datt Fraen a Männer déi selwecht Pai fir déi selwecht Aarbecht musse kréien.

Dofir si mir houfreg op déi rezentste Statec-Etüd, déi beleet, datt zu Lëtzebuerg den Ecart an der Pai tëscht Mann a Fra kleng ass a Frae souguer am Stonneloun deels méi verdénge wéi Männer, wuel wëssend, datt méi Fraen nëmmen Deelzäit schaffen an also reell net wierklech méi an der Pai hunn.

Mat engem Gender Pay Gap vun 0,7 %, deen de Max Hengel virdru scho genannt huet, ass Lëtzebuerg um niddregsten Taux vun der ganzer EU. An eisen Nopeschlänner läit dësen Taux bei 5 % an der Belsch, bei bal 16 % a Frankräich an esouguer eppes iwwer 18 % an Däitschland. Den Duerchschnëtt an der EU läit iwwregens bei 13 %. Trotz dësem favorabele Verglach si mer eis bewosst, dass nach Progrèsen ze maache sinn. Dofir wäert d'DP sech och an Zukunft derfir asetzen, datt d'Betriber hir Gehälterpolitick am A behalen an déi néideg Upassunge virhuelen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, „l'argent ne fait pas le bonheur", heescht et, an ech wollt dofir net ze laang iwwert d'Sue schwätzen, well mir wëssen all, datt et an der Aarbechtswelt an an deenen anere Beräicher vum Liewen ëmmer nach vill Inegalitéiten tëscht de Geschlechter gëtt, och hei zu Lëtzebuerg.

Et ass zwar schwéier mat Zuelen ze beleeën, ma et schéngt awer Fäll ze ginn, an deene besonnesch jonk Frae bei engem Virstellungsgespréich benodeelegt gi si géigeniwwer vun engem Mann mat deene selwechte Qualifikatiounen, just well gefaart gëtt, si géife schwanger ginn an eng Zäit laang op der Aarbecht dann ausfalen. Esou Iwwerleeunge gëtt et nach ëmmer an de Käpp vu verschiddene Leit, an do hëlleft och kee Gesetz.

An och wann dëst haut wierklech Ausname sinn, dierft et hautdesdaags net méi virkommen, dass eng Fra am Virstellungsgespréich gefrot gëtt, ob se gedenkt, an deenen nächste Joren e Kand ze kréien oder net. D'Männer misste jo also theoreetesch och gefrot ginn, ob se wëlles hunn, de Congé parental ze huelen, wann Nowuess ënnerwee ass. De Witz an den Eck, ech mengen, Dir verstitt, wat ech heimadder mengen.

Interessant och d'pairfam-Etüd: En Artikel am „Spiegel" vum 25. Mäerz dëst Joer hëlt déi ënnert d'Lupp, wou Zuele beleeën, dass vill Patrone souguer geziilt Fraen a bewosst manner Männer rekrutéieren. Déi selwecht Etüd weist och, dass Frae sech selwer eigentlech seelen als benodeelegt astufen. Ech kann Iech just soen, datt vill Fraen a mengem Ëmfeld och näischt vun der deels opgesatener Afferroll halen, déi een de Fraen och haut nach heiansdo probéiert unzehänken.

Vill Fraen hunn hire Wee an der Vergaangenheet gemaach, dëst an alle Beräicher, och an der Politick. Elo ass dat jo och nees aktuell. An do stinn d'Simone Veil oder d'Colette Flesch als exzellent Beispiller. An hinne gëllt besonnesche Respekt, well si gewisen hunn, sécherlech ënner erschwéierten a méi schwierege gesellschaftleche Viraussetzungen, wat Fraepower ass, dëst an enger fréierer Zäit, wou net vu Quote geschwat ginn ass a virun allem, wou Lëtzebuerg nach e gesellschaftleche Modell an eng Vue vun der Famill hat, déi hannert der reeller Entwécklung bliwwe sinn. Dat huet sech geännert an ass haut anescht, well eng zäitgeméiss, modern Politick Lëtzebuerg an dëse Beräicher no vir bruecht huet.

Interessant och nach, datt an deem Artikel ganz grousse Wäert op d'Ënnerscheede vu Gläichberechtegung a Gläichstellung zwëscht de Geschlechter gemaach gëtt, wourobber ech elo hei awer aus Zäitgrënn net weider kann agoen. Och ass den Artikel betreffend d'Analys vun der Etüd pairfam ënner anerem zu follgender Konklusioun komm: „Benachteiligung [kann man] nicht mehr pauschal unterstellen [...], sie [kann] heute also – je nach Bereich – genauso Männer wie Frauen treffen [...]."

Mir als DP sinn der fester Iwwerzeegung, dass Fraerechter Mënscherechter sinn. Dofir hu mir eis fir d'Moderniséierung vun engem flexibelen a finanziell méi attraktive Congé parental agesat. Heibäi ass et och wuelgemierkt egal, ob dee Congé vun der Mamm oder vum Papp geholl gëtt oder souguer opgedeelt gëtt op déi zwee Partner. Dës Mesür erlaabt et de Fraen, weider an hirem Beruff kënnen aktiv ze bleiwen. An zanter der Aféierung vum neie Congé parental hunn esou 70 % méi Elteren a besonnesch vill Pappe vun der Initiativ profitéiert.

Eng weider Verbesserung vum neie Congé parental sinn déi aussergewéinlech Congésdeeg an d'Erhéijung vum Pappecongé bei der Gebuert vum Kand vun zwee op zéng Deeg. De Pappecongé soll och op d'Independanten ausgeweit ginn, wat eng wichteg Mesür ass, fir eng Gläichheet tëscht alle Schaffenden ze kreéieren. Och homosexuell Koppele wäerten, soubal dat Gesetz gestëmmt ass, endlech kënne vun der Mesür profitéieren.

Une voix | Très bien!

M. Frank Colabianchi (DP) | Am selwechten Otemzuch kënne mer och vun de gratis Crèchen a Maisonrelaise schwätzen, wat eng finanziell Entlaaschtung fir

vill Familljen duerstellt an och den Elengerzéienden zeguttkënnt.

Mee och de Mammecongé ass adaptéiert ginn a méi flexibel gestalt ginn. Esou huet eng Mamm elo d'Méiglechkeet, no der Gebuert zwielef Woche Mammecongé amplaz vun nëmmen aacht Wochen ze huelen. An d'Elteren hunn d'Méiglechkeet, flexibel de Congé kënnen ze organiséieren, wann d'Kanner krank sinn.

All dës Adaptatiounen um Congé parental waren noutwendeg fir eng modern Gesellschaft. Der DP ass et wichteg, dass d'Eltere Beruffs- a Familljeliewe besser matenee verbanne kënnen. D'DP wëllt och méi Flexibilitéit an den Aarbechtszäiten ëmsetzen, vun deenen all d'Persounen, onofhängeg vum Geschlecht, kënne profitéieren. Dës Flexibilitéit erméiglecht et ënner anerem, datt och Pappen d'Kanner an d'Schoul kënne siche goen oder sech ëm de Stot kënne këmmeren, fir nëmmen déi zwee banal Beispiller ze nennen.

Et ass wichteg, datt d'Leit Gläichberechtegung am Alldag liewen an erliewen. Als DP sëtze mir eis net eréischt zanter 2014 fir eng moderniséiert Familljepolitick an. Mir hunn eis staarkgemaach fir eng Politick, déi et de Fraen erméiglecht, Beruff a Famill mateneen ze verknäppen a finanziell onofhängeg ze sinn. De Congé parental ass hei e gutt Beispill an e grousse Succès, wéi déi héich Zuel vu Pappe weist, déi dee Congé an Usproch huelen.

Doriwwer si mir immens frou, an awer weist d'Realitéit eis, datt mir och hautdesdaags nach zum Deel a stereotyppe Geschlechterrolle festsëtzen an et nach Ongläichheeten zwëschent de Geschlechter gëtt, déi d'Politick bekämpfe muss.

Haislech Gewalt ass iwwerall op der Welt en Theema, och esou bei eis. Mat 30 % vun den Awunner hei am Land, déi scho Gewalt am Stot erlieft hunn, ass et e groussen a presente Problem. Den Tabu, deen dëse Sujet ëmgëtt, muss gebrach ginn. Jidderee muss Verantwortung iwwerhuele fir de Kampf géint haislech Gewalt. Dofir muss de gesellschaftlechen Engagement encouragéiert ginn, fir dës Form vu Gewalt ze eliminéieren.

Et ass eis dofir wichteg, d'Affer ze ënnerstëtzen, egal ob Mann oder Fra, fir Hëllef ze fannen an déi néideg Ressourcen zur Verfügung ze stellen. An deem Kontext si mir der Meenung, datt Formatioune fir d'Erkennen an d'Preventioun vu Gewalt bei der Police, der Justiz an dem Gesondheetspersonal integréiert a promouvéiert solle ginn. D'DP wëllt dofir eng Analys maache vun der Noutwendegkeet vu spezifesche Formatiounen an dëse Secteuren an deementspriechend d'Offer upassen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, eppes, wat immens Suerge mécht an d'leschtWoch an der Press war, ass de Fait, dass am Moment 60 Fraen, vun deenen der 4 en plus schwanger sinn, a 76 Kanner op enger Waardeléscht stinn, fir an engem Fraenhaus ënnerbruecht ze ginn. Wuelgemierkt sinn d'Opfänkplazen all voll. Mir schwätzen hei vun zousätzleche 60 Fraen a 76 Kanner, déi an enger ganz prekärer Situatioun sinn an dréngendst op Hëllef ugewise sinn. Dat sinn der vill, vill ze vill, do si mer eis sécher alleguerten heibannen eens. An dofir brauchen d'Fraenhaiser méi Moyenen.

Et mussen dréngend Solutioune fir déi Betraffe fonnt ginn. Dës Frae sinn op Institutioune wéi Fraenhaiser ugewisen an et ass eis Responsabilitéit, derfir ze suergen, dass si en Ënnerdaach kréien. Oft stinn déi betraffe Frae wärend Méint op der Liste d'attente, fir an engem Haus ënnerzekommen. D'Ursaach vun deem Problem läit gréisstendeels an der aktueller Logementskris, well déi Betraffe Problemer hunn, fir um éischte Marché ënnerzekommen.

Déi Situatioun féiert dozou, datt de Roulement an de Fraenhaiser net méi klappt, well een am Prinzipp nëmmen dräi Joer am Fraenhaus soll bleiwen. Well awer oft keng Wunnengen disponibel sinn, bleiwen d'Fraen dann oft méi laang an den Haiser. Deemno gëtt et dann och keng Plaze méi fir aner Fraen an Nout. Dës Situatioun dierf awer och op kee Fall esou bleiwen.

Et wier dofir wichteg, de Logementsproblem vun de Fraen an Nout richteg ze encadréieren an anstänneg kënnen ze suivéieren. Et muss derfir gesuergt ginn, dass genuch Plazen zur Verfügung stinn, fir grad vulnerabele Persoune wéi de Fraen an Nout an hire Kanner adequat ze hëllefen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'Geschlechteregalitéit vu jonkem Alter un ze férderen, si mer der Meenung, dass Sensibiliséierung eng ganz wichteg Roll spillt. Esou setzt d'DP op en oppene Gesellschaftsmodell an der Schoul. Dofir stelle mir weider déi néideg Ressourcen am Bildungsberäich zur Verfügung an ënnerstëtzen Initiative wéi „Girls' Day – Boys' Day", déi Stereotyppe vu Geschlechterrolle bekämpfen. Eis ass et wichteg, datt d'Schoul eng besonnesch Verantwortung an eng Virbildfunktioun erfëllt. Sou si mir der Meenung, datt d'Geschlechteregalitéit an de Schoulbicher erëmgespigelt gëtt a Kanner vu Klengem u vermëttelt kréien, datt kee Mënsch duerch säi Geschlecht oder seng Sexualitéit diskriminéiert soll ginn.

Dofir muss d'Schoulmaterial ëmmer nees op diskriminéierend Inhalter iwwerpréift ginn, well textuell a grafesch Inhalter, déi d'Kanner an de Schoulbicher gesinn, implizitt gesellschaftlech Wäerter vermëttelen. An deem Kader huet den DP-Bildungsminister Claude Meisch, zesumme mam Ministère fir Chancëgläichheet, de sougenannte „Leitfaden: Für geschlechtersensible Darstellung in Sprache & Bild in Schulbüchern" ausgeschafft, e Programm, deen den Auteure Rotschléi gëtt, fir geschlechtsgläichwäerteg a genderneutral Schoulbicher ze verfaassen. D'Zil ass et, d'Schüler schonn am jonken Alter mat Wäerter vu Gläichberechtegung tëscht alle Mënschen a Kontakt ze bréngen.

Här President, léif Kolleegen, ech wollt nach ee Beräich uschneiden, nämlech de Sport. De Sport ass nach ëmmer staark vu Stereotyppe gepräägt a kéint awer eng ganz wichteg Roll bei der Gläichstellung vun de Geschlechter spillen.

Ass et da wierklech nach zäitgeméiss, datt et eng aner Kleederuerdnung fir Frae gëtt wéi fir Männer? Oder dass Sportaarte wéi den Tennis oder besonnesch de Beach-Volleyball nach ëmmer staark sexualiséiert ginn duerch e virgeschriwwenen Dresscode, deen d'Sportlerinne respektéiere mussen?

D'Bemierkung ass schonns gemaach ginn, besonnesch de Sport kann eng wichteg Roll bei der Gläichstellung vun de Geschlechter spillen an dofir wëll ech hei op eng pertinent parlamentaresch Fro vu menge Kolleege Carole Hartmann a Claude Lamberty zréckkommen an doraus e puer Punkten opgräifen.

Meedercher a Frae sinn nach ëmmer a verschiddene Beräicher vum Sport ënnerrepresentéiert, sief et um Niveau vum Athlet, Trainer, Arbitter, oder an der Klub- respektiv Federatiounssmataarbecht. Et musse weider Efforte gemaach ginn, fir engersäits d'Gläichstellung am Sportsbenevolat ze stäerken an anerersäits d'Férderung vu Lëtzebuerger Spëtzesportler ze erméiglechen, sief dëst op finanziellem oder op sportlechem Plang, also wat d'Remuneratioun oder d'Bedeelegung u groussen internationale Sportsevenementer ugeet.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, als DP vertriede mir d'Positioun, dass all Mënsch déi selwecht Rechter huet, onofhängeg vu sengem Geschlecht. Esou besteet och fir all Mënsch eng Égalité des chances an och eng Égalité devant la loi, dat wëllt heeschen, datt all Mënsch nom gläiche Recht behandelt gëtt a mir eis fir déi selwecht Opportunitéite fir jiddereen asetzen an eng genderspezifesch Politick prezis do ëmsetzen, wou fir bestëmmte Mënschen en akute Problem besteet.

Als DP sti mir fir Oppenheet a setzen eis géint all Form vun Diskriminatioun a Virurteeler an. Esou stäerke mir d'Rechter vu Mënschen, deenen hir äusserlech Geschlechtsmierkmoler net mat hirem gefillte Geschlecht iwwereneestëmmen oder déi sech net eendeiteg engem Geschlecht zouuerdnen.

Ausserdeem gesi mir d'Inklusioun als e Mënscherecht un, a jidderee soll an eiser Gesellschaft e méiglechst selbstbestëmmt Liewe féiere kënnen, an dëst onofhängeg vum Geschlecht.

Mir sinn eis bewosst, datt verschidde Gruppe vu Persoune méi Ënnerstëtzung brauchen. Zugonschte vun eiser Gesellschaft maache mir eis staark fir e geschlechtsneutrale Respekt, Recht a Schutz vum Mënsch an datt all Form vun Diskriminatioun oder Gewalt prevenéiert muss ginn, egal ob se géint Fraen, Männer oder net binär Persoune geriicht sinn.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix | Très bien!

M. Marc Spautz, Président de séance | Merci dem Här Colabianchi. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Biancalana. Här Biancalana, Dir hutt d'Wuert.

M. Dan Biancalana (LSAP) | Merci, Här President. Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, jo, et ass virdru schonn ugeklongen: Am Juli 2020 gouf den nationalen Aktiounsplang virgestallt. 2019 huet awer dëst Haus en Débat de consultation gefouert an ech mengen, et ass haut dann de Moment, zesummen en Téschebilan ze zéien. Ech wäert sécherlech net op déi 48 Mesüren an 99 Aktiounen agoen, mee villméi op déi Richtlinnen a Prinzippien agoen a puncto Gläichstellung, an dat unhand vun deene 7 politesche Prioritéiten, déi een och hei am Aktiounsplang fënnt. A merci op jiddwer Fall der Madamm Ministesch, dass mer dës Debatt haut hei an der Chamber kënne féieren.

Här President, Lëtzebuerg huet beim Egalitéitsindex 2022 op Basis vun Zuele vun 2020 e Score vun 73,5 erreecht. Dat ass eng Verbesserung vun 1,1 Punkten an engem Joer an 12,3 Punkten oder 20 % zanter 2010.

Dat ass e Progrès, iwwert deen ee sech ka freeën an dee soll een net klengrieden. An awer, mat 73,5 si mer trotzdeem nach wäit ewech vun deenen 100 Punkten, déi eng komplett Egalitéit bedeiten an zu där mer eigentlech iwwer eis Verfassung verflicht sinn, well d'Gläichheet tëschent Fra a Mann ass an eiser Verfassung verankert.

An déi optimisteschst Aschätzunge ginn dervun aus, dass et awer an deem Rhythmus, dee mer elo hunn, wa mer esou weidermaachen, nach gutt a gäre 60 Joer dauert, bis mer eng komplett Gläichstellung erreecht hunn. An ech gi staark dervun aus, dass mir all heibanne wëllen dat Zil am beschten esou séier wéi méiglech erreechen an net eis nach 60 Joer ginn!

Une voix | Très bien!

M. Dan Biancalana (LSAP) | Et ass also fir d'allereischt emol d'Feststellung, dass wierklech villes gemaach a vill geschafft gouf, fir d'Gläichstellung virunzebréngen, mee dass mer trotz allem nach laang

net färdeg sinn an dass et op kee Fall de Moment ass, fir d'Hänn an de Schouss ze leeën.

Beräicher, wou mer dem European Institute for Gender Equality no am schlechtste sinn, si Muecht, Wëssen, Zäit an Aarbecht, woubäi et kloer ass, dass all dës Beräicher awer och vuneneen ofhänken a matenee vernetzt sinn.

Laut dem Statec hunn op den 1. Januar 2022 zu Lëtzebuerg 320.333 Frae gelieft, dat si 50 % vun eiser Bevëlkerung, an och wann d'Liewenserwaardung bei de Frae mat 84,8 Joer méi héich ass wéi bei de Männer, déi ass do bei 80,3, wësse mer awer och laut de Fuerschunge vum Statec, dass am Joer 2021 21,7 % vun de Fraen dem Aarmutsrisiko ausgesat sinn.

An et si virun allem d'Monoparentallen, déi do concernéiert sinn, och wa mëttlerweil, wann een do d'Zuele kuckt vum Joer 2021, 70 % vun de Frae geschafft hu géigeniwwer 78 % vun de Männer. 2001 war dee Rapport laut Statec 54 zu 80. An et ass och gewosst, dass 30 % vun de Fraen an Deelzäit schaffen a bei de Männer sinn et glater 6 %. Ech mengen, och déi Realitéit muss ee sech och op der Zong zergoe loossen a se muss och en Nodenke bewierken.

E wichtegen Dréi- an Aangelpunkt am Beräich vun der ongläicher Opdeelung ass also och um Niveau vun der Careaarbecht. Et ass gewosst, dass Frae vill méi e groussen Undeel vun dëse Chargen iwwerhuelen an – ech mengen, et ass e puermol och vun de Virriedner hei ugeklongen – wärend der Coronapandemie huet dat sech nach eng Kéier verschäerft. An och am Rapport vum European Institute steet ze liesen, dass wärend der Pandemiezäit 51 % vun de Fraen, mee nëmmen 29 % vun de Männer sech ëm d'Kanner gekëmmert hunn. Och déi Zuele schwätze fir sech.

Beim Stot ass den Ënnerscheed nach méi grouss. Do waren 2021 63 % vun de Frae géigeniwwer 24 % vun de Männer am Asaz, an dës Zuele verdäitlechen nach eng Kéier, dass Krise Fraen a Männer net am selwechte Mooss treffen. An ech mengen, dat sollte mer eis grad bei eisen Avisen, an eiser Politick, an eisen Decisiounen an Ausriichtungen an Orientéierungen och ëmmer virun Aen halen.

Déi ongläich Opdeelung vun der Careaarbecht mécht, dass Fraen oft d'office zäitlech an och mental méi belaascht sinn. An dowéinst huet dat natierlech och en direkten Afloss op den Gender Pay Gap, och wann dee, wéi gesot, wat de Stonneloun ugeet, an och d'Virriedner sinn dorop agaangen, zu Lëtzebuerg bei minus 0,2 % läit.

An de Pension Gap, och do ass en Desequiliber an der Representatioun a politeschen an an ekonomeschen Entscheedungsgremien, gradewéi och den Undeel vun de Fraen a Féierungspositiounen. An ech wäert duerno nach eng Kéier drop agoen.

De Sujet ass also bekannt. E gëtt ëmmer erëm diskutéiert. Wéi kënne mer also op d'Opdeelung vun der Careaarbecht awierken? Schwiereg dobäi ass, dass mer dofir eng Ännerung vun de Gewunnechten, awer och vun de Liewensweisen, vun den Astellungen an de Gebräicher brauchen. An dat brauch sécherlech och Zäit a Gedold, mee net nëmmen.

Här President, de Legislateur kann awer esou Entwécklungen op alle Fall encouragéieren, beaflossen an ënnerstëtzen. D'Mesüren – an dat gesäit een zum Beispill bei der Reform vum Congé parental, deen zënterhier méi flexibel ka gestallt ginn an och besser remuneréiert gëtt – bewierken, dass Fraen a virun allem och Männer gläichermoossen dovunner profitéieren, sech do hirer Responsabilitéit bewosst sinn, an dass also d'Chargen am Beräich vun der Kannererzéiung a Kannerbetreiung gradewéi am Stot méi equilibréiert opgedeelt gi vu béiden Elterendeeler an och deementspriechend wouergeholl ginn.

Als LSAP si mer awer och der Meenung, dass mir e Recht op Deelzäitaarbecht brauchen, mat engem Recht op Retour a Vollzäit. D'Cotisatioune sollen och do an engem gewëssene Mooss a fir eng bestëmmten Zäit kënne vum Staat iwwerholl ginn, och wann déi zwee Elterendeeler Deelzäit schaffen a sech zu zwee ëm d'Kanner këmmeren. Domadder hätt een och e bessert Gläichgewiicht bei der Deelzäitaarbecht, déi domadder net méi d'Ausnam an och net méi eng majoritär Fraesaach wier. Bei de Frae sinn et, wéi gesot, 30 %, déi am Temps partiel schaffen, a bei de Männer sinn et 6 %.

D'Deelzäitaarbecht géif domadder d'Reegel ginn an en Aarbechtsmodell, dee souwuel Frae wéi och Männer géifen notze kënnen. Vläicht wier et dann och kee Problem méi, fir als Fra oder als Mann och an Deelzäitaarbecht an eng Féierungspositioun ze goen an déi Positioun ze iwwerhuelen.

Dëst géif sech dann och positiv op den Gender Pay Gap, op d'Joer gekuckt, an de Pension Gap auswierken.

Zousätzlech muss natierlech och bei der Qualitéit vun der Kannerbetreiung nach e seriöen Effort gemaach ginn. Mir brauchen do e bessere Personalschlëssel, méi qualifizéiert Personal, méi iwwersiichtlech Strukturen, déi op déi individuell Besoine vun de Kanner kënnen agoen. Ech mengen, an dësem Haus hu mer iwwert dëst Theema jo och kierzlech geschwat a wäerten dat och sécherlech nach weider diskutéieren.

Kanner sinn a Saachen Egalitéit, Här President, op jidde Fall e wichtegen Usazpunkt. Fir an der Gläichstellung virunzekommen an an där Entwécklung eng Schëpp bäizeleeën, musse mer eis Kanner vu Klengem un informéieren a fir dëse Sujet sensibiliséieren. Egalitéit a Respekt virun deem aneren, Oppenheet fir Diversitéit gradewéi d'Santé affective et sexuelle mussen obligatoresch hir Plaz fannen an den Ausbildunge vun den Enseignanten an och vum Erzéiungspersonal.

Dës Theeme mussen haut integralen an obligatoresche Bestanddeel gi vun de Schoulprogrammer, soudass och all Kand esou gutt wéi méiglech a vu Klengem u sensibiliséiert an informéiert ass, onofhängeg dervun, wou et an d'Schoul geet.

Dozou gehéiert natierlech och eng equilibréiert Representatioun vu Fraen a Männer an de Schoulbicher, wou mer am Moment nach ganz wäit vun engem Equiliber ewech sinn, wéi eng Etüd weist – a mir haten do d'Méiglechkeet, Chercheusë vun der Universitéit Lëtzebuerg ze begéinen –, also, unhand vun der Etüd Stereo Manu 1 iwwert d'Genderrepresentatioun an de Schoulbicher vum Fondamental. An effektiv: Si hu 67 Schoulbicher ënnersicht an dobäi d'Representatioun vu Jongen, Meedercher, Fraen, Männer respektiv Personnages indéterminés gekuckt gradewéi och d'Representatioun vun net wäisse Personnagen a Mënsche mat enger Behënnerung.

D'Ënnerscheeder an der Representatioun bei den Aktivitéiten, also och bei der Duerstellung vu bekannten a wichtege Personnagen, si wierklech extreem. Frae gi generell virun allem bei Haushaltsaktivitéiten, Männer bei berufflechen a Fräizäitaktivitéiten duergestallt. A souguer an engem Fach wéi „Vie et société", dat jo réischt rezent agefouert gouf an deemno déi Bicher also och réischt rezent ausgeschafft goufen, gëtt et grouss Ënnerscheeder.

Am Moment sinn déi Chercheure vun der Uni Lëtzebuerg amgaangen, d'Schoulbicher vum Cycle inférieur vum Secondaire ze ënnersichen. D'Resultat soll och do an deenen nächste Méint erauskommen. A well dës Biller, mat deenen eis Kanner Dag fir Dag am Ëmgang sinn, hir Biller vu Fraen a Männer beaflossen a prägen, denke mir, dass op d'mannst Schoulbicher, déi hei am Land konzipéiert ginn, och sollten deementspriechend iwwerschafft ginn.

Et ass wichteg, dass och d'Léierpersonal zousätzlech adequat iwwert dat Theema informéiert a forméiert a sensibiliséiert gëtt, fir op dee Problem vun de Stereotyppen, dee bekannt ass, kënnen anzegoen. An ech mengen, dass och do d'Ëffentlechkeet an d'Medien an och d'Publicitéit e wichtege Volet ze vermëttelen hunn. Och do musse mer weider en An drop halen.

Allgemeng goufe vill Efforte gemaach vun ëffentlecher Säit, och vusäite vum „Mega", mee och vun enger ganzer Rei vun Organisatiounen an Acteuren, fir mat Stereotyppen opzeraumen. An ech mengen, dass et och der LSAP wichteg ass, op Fraen hinzeweisen an hir Leeschtung an de Beräicher vu Wëssenschaft an Technik, vu Konscht a Kultur, a se och doriwwer bekannt ze maachen.

Et geet och, mee net eleng, drëms, dass deene Fraen hir Meritten unerkannt a gewierdegt ginn. Op laang Siicht gekuckt si si och wichteg Beispiller. Si kënnen Inspiratioune si fir Kanner, fir Jugendlecher, fir Jonker, fir hire beruffleche Choix an hire weidere Liewenswee a fir d'Wëssen, dass hinnen onofhängeg vun hirem Geschlecht all Beräicher an och Beruffsweeër opstinn, zu deene si effektiv kënnen eng Orientatioun hi kréien.

An deem Sënn sinn natierlech och Initiativen an Aktiounen, déi de „Mega" zesumme mat enger ganzer Rei Acteuren um Terrain organiséiert huet, wéi de „Girls' Day – Boys' Day", wéi de „Social Boys", wéi de „Women in science", mengen ech, ganz, ganz wichteg Voleten, an och, fir d'Frae fir Studien an enger Karriär an de sougenannte MINT-Beruffer ze begeeschteren. Also, MINT-Beruffer: Mathematik, Informatik, Naturwëssenschaft an Technik.

Meng Virriedner hunn et och schonn ugeschwat: Och am Sport si mer oft nach wäit ewech vun enger wierklecher Gläichstellung. Fraen hu generell bei gläicher oder souguer besserer Leeschtung nach oft net genuch Visibilitéit, manner Visibilitéit wéi d'Männer, an dat och an de Medien. Ech mengen, och dat verdéngt awer eis Unerkennung (veuillez lire: Ech mengen, och dat musse mer awer erkennen). Si verdénge manner an d'Präisgelder sinn och manner héich. Dës Ongläichheet ass och a leschter Zäit, an ech mengen, et ass méi wéi eng Kéier hei ugeschwat ginn, och an enger Rei Table-ronden thematiséiert ginn. D'Theema ass bekannt. Also ass et, mengen ech, wichteg am Beräich vum Sport, dass mer d'Acteuren an d'Verbänn och mat an d'Flicht huelen, fir och d'Gläichberechtegung am Sport aktiv kënnen ze ënnerstëtzen.

Här President, wa mer vun Egalitéit schwätzen, hu mer trotz der Quot vu 40 % fir d'Legislativwalen an de facto, wa mech net alles täuscht, engem Rekord vu 45 % Kanidatinnen, 2018, bei de leschte Walen, heibanne keng 40 % kënnen erreechen. A wa mer d'Proportioun bei den Direktgewielte kucken, ass dat Resultat nach manner gutt.

Et geet hei sécher net duer, fir d'Responsabilitéit dofir eleng un d'Wielerinnen an un d'Wieler virunzeginn. Mir hunn e Walsystem, deen op de Bekanntheetsgrad opbaut. E bevirdeelegt d'Kandidatinnen an d'Kandidaten, déi schonns bekannt sinn a mécht neie Kandidatinnen a Kandidaten et méi schwéier, à moins dass se schonn anerwäerts bekannt sinn. Mir mussen eis also bewosst sinn, dass Quoten eleng wuel net duerginn, fir effektiv méi wéi am Schrëtttempo virunzekommen. Mir musse konsequent Frae motivéieren,

se fërderen an och hir Visibilitéit stäerken. An deem Sënn ass et ganz positiv, dass ëmmer méi Parteien op de Wee vu paritéitesch besaten Entscheedungsgremie ginn. Als LSAP ass eis dat och wichteg.

De politeschen Engagement, dat wësse mer och, dat wëssen déi meescht vun eis heibannen, fänkt awer och um lokalen Niveau un. Vill maachen hir éischt Schrëtt an der Politick an de Gemengen. An dofir musse mer virun allem do méi Frae motivéieren, fir aktiv ze ginn a Verantwortung ze iwwerhuelen. An an deem Kontext, an ech mengen, dat ass och ganz ze begréissen, ass jo eng breet Campagne vum Egalitéitsministère ze gesinn, déi och gestart ass ginn, mat an éischter Phas Temoignagë vu Fraen, déi an der Gemengepolitick aktiv sinn, déi och do Responsabilitéit iwwerhuelen, déi do effektiv Temoignagë maachen an iwwert deen dote Wee och grouss Echoe fannen.

Mee no de Wale geet et awer och drëms, déi Fraen, déi Kandidatinne waren, am Boot ze halen, se ze motivéieren, fir weiderzemaachen an derbäizebleiwen. An ech mengen, dass dat um lokale Plang wéi och um nationale Plang wichteg ass. Et ass sécherlech en Travail de longue haleine, dee gemaach muss ginn, mee och no de Walen dierf een deementspriechend an dësem Sënn net ophalen.

Et muss een natierlech och kucken an deem selwechte Kontext, wéi et mat den Ëmgangsformen an och mam Ëmgangstoun ass. 2016 huet d'ILReS eng Etüd gemaach am Optrag vum Ministère iwwert déi politesch Participatioun vun de Fraen, an dobäi ass erauskomm, bei enger ganzer Rei, bei ganz villen Temoignagen, dass vill vun de Frae keng oder wéineg Loscht hätten, sech ze engagéieren, well d'Politick jo en – dixit, soe se – knaschtegt Geschäft wier, an aus deem selwechte Grond géife se och net hirer Duechter urode respektiv recommandéieren, an d'Politick ze goen a sech do ze engagéieren, souwuel lokal wéi och national.

Ech mengen, et ass un eis alleguerten heibannen, lokal aktiv ze sinn, wa mer national aktiv sinn, dat ze verbesseren. Ech mengen, dass mer do och kënnen eng Virbildfonctioun hunn, wa mer all zesummen déi Efforte maachen. An ech mengen, d'Superwaljoer dëst Joer kann do e gutt Beispill sinn.

Ech kommen elo vläicht eriwwer zum Rôle vun de Gemengen. Um lokale Plang gëtt sech och fir Gläichstellung agesat, fir déi ze fërderen. An et ass och wichteg! Ëmmer méi Gemenge gi sech do hirer Verantwortung, jo, hirem direkten a konkreeten Awierken um Terrain bewosst. An ech mengen, dat ass ganz positiv ze bewäerten, well déi kommunalpolitesch Strategien, déi ausgeschafft ginn, ganz oft en transversalen Usaz verfollgen, eeben halt a villfältege Beräicher, déi d'Gemengen an hirem Alldag, an hire Missiounen, ob se obligatoresch oder fakultativ sinn, deementspriechend kënnen ofdecken.

E Beräich, dat muss een awer soen, wou mir am Egalitéitsindex am schlechtsten ofschneiden, ass d'Prise de décision économique. 47,3 Punkte vun 100 méiglechen.

No zéng Joer Blocage ass am November d'lescht Joer déi europäesch Direktiv „Women on boards" ugeholl ginn, déi transparent Rekrutementsprozeduren an Entreprisë virgesäit, fir 40 % vun de Posten an de Verwaltungsréit mat dem jeeweilegen ënnerrepresentéierte Geschlecht ze besetzen.

Well dës Reegel allerdéngs net fir Entreprisen ënner 250 Mataarbechterinnen a Mataarbechter gëllt, wäert den Impakt natierlech, wann een hei Lëtzebuerg kuckt, net esou grouss sinn. E wäert sécherlech een hunn, awer net esou e groussen. An dofir och d'Iwwerleeung, ob et net vläicht sënnvoll wär, méi wäit ze goe wéi dat, wat déi Direktiv am Fong verlaangt.

Wichteg ze erwänen ass hei, dass de Staat awer mat guddem Beispill virgeet. An de Verwaltungsréit vun den Établissements publics ass den Undeel vu Fraen iwwert déi lescht Joren eropgaangen. Am Juni 2022 war dee bei 41 %. Am Januar 2015, mengen ech, war en nach bei 27,4 %, also dat ass an d'Luucht gaangen. An an de Verwaltungsréit vun den Entreprisen, also am Privatsecteur, ware manner wéi 35 % Frae géintiwwer vu 25 % am Joer 2015. Ech mengen, och do mierkt een, dass awer eng Evolutioun, eng positiv Evolutioun, stattfonnt huet.

Eng besser Representatioun vun de Fraen an der Prise de décision économique ass a bleift eng kloer Volontéit engersäits vun der LSAP, mee sécherlech och vun dëser Regierung, an d'Efforten do sollen och weidergefouert ginn. An déi Initiativen, mengen ech, déi geholl goufen, ginn do an déi richteg Richtung.

Wat d'Aarbechtswelt ugeet, si mer awer och nach net um Zil ukomm. Och wa mer eng Égalité salariale hunn, wat de Stonneloun ugeet, ech si virdru kuerz drop agaangen, meng Virriedner och, ass dat beim Joresgehalt net de Fall, ënner anerem wéinst der Deelzäitaarbecht. Déi dréit mat derzou bäi, mee awer och wéinst de Primmen an och Gratifikatiounen, déi ausbezuelt ginn. Do ass op alle Fall sécherlech nach Loft no uewen.

An ech erënnere mech drun, dass viru gutt zéng Joer eng Proposition de loi deposéiert gouf – ech mengen, déi war vum Lucien Lux –, ob een net och soll d'Égalité salariale an de Betriber mat eranhuelen, dass et en obligatoresche Plang soll ginn, e Plan égalité an de Betriber ab 50 Salariéeën a Salariéen. Vläicht wier dat eppes – firwat net? –, wat een nach eng Kéier sollt a Betruecht zéien an effektiv op de Leescht huelen, fir effektiv do nach e weideren Incentive an e weidere Schratt ze maachen. Mir géifen op alle Fall mat esou engem Plan égalité och nach e puer Schrëtt no vir maachen, wat Fraen a Féierungspositiounen ugeet, wéi gesot, well mer och wëssen, an och dat weisen, mengen ech, jo d'Statistiken, dass d'Frae méi Unisdiplomer hunn, se sinn am Schnëtt och méi héich diploméiert a qualifizéiert, mee si si manner a Féierungspositioune representéiert oder do ënnerrepresentéiert.

Här President, virun net grad dräi Wochen ass den 20. Anniversaire vum Gesetz iwwert d'haislech Gewalt an d'Wegweisung – entre guillemets, kéint ee soen – „gefeiert" ginn, iwwert d'Progressioun, déi mer do gemaach hunn um legislative Plang. D'Zuel vun de Wegweisungen ass nach eng aner Saach. Dëst Gesetz vun 2003 huet natierlech e bedeitende Progrès duergestallt, wat natierlech zum Zil hat, d'Gewalt, d'Violence domestique, aus dem private Beräich, aus der Tabuzon erauszehuelen. Dat ass gelongen. Also, ech mengen, et ass och e kloert Zeechen, dass d'Gesellschaft d'Aen net méi zouméicht an dass d'Täter an d'Responsabilitéit geholl ginn an dass si elo mussen hiert Doheem verloossen an dass d'Affer virun hinne geschützt ginn. D'Wegweisung ass och vun 10 op 14 Deeg eropgesat ginn.

Wat awer nach ëmmer eng traureg Feststellung bleift, sinn am Fong d'Policeinterventiounen am Zesummenhang mat haislecher Gewalt. Ech mengen, 900 waren et der pro Joer, also 2 bis 3 pro Dag. An op där Table ronde, déi och war ulässlech vun deem Anniversaire, hunn och eng Rei Piste sech erausgeschielt.

Zum Enge brauche mer natierlech méi Haiser a Strukture fir d'Affer. Et ass awer gradesou wichteg, dass natierlech och d'Täter effektiv solle méi obligatoresch zu engem Suivi obligéiert ginn, well d'Täteraarbecht och Opferschutz ass. Ech mengen, do gëtt et eng ganz Rei Pisten, eng ganz Rei deementspriechend Mesüren, déi een nach kann nach an d'Weeër leeden, och um legislative Plang.

Preventioun muss eng méi grouss Plaz kréien, a mir brauchen an deem Kontext awer och, mengen ech, wéi am méi generelle soziale Kontext, flächendeckend a systematesch eng gutt Educatioun, eng gutt Éducation affective et sexuelle, déi de Kanner an de Jonken e respektvollen Ëmgang matenee vermëttelt. Ech mengen, dass dat eng ganz, ganz wichteg Basis ass.

Bei der Ausriichtung vum nächste Plan égalité an den zukünftege Politicken, déi ee kann deklinéieren, hu mer par rapport zu virdrun e wichtege Virdeel.

Mam Observatoire de l'égalité, dee schonns fonctionéiert an deen och elo soll eng gesetzlech Basis kréien, wat e weidere Schratt ass a wat och, mengen ech, gutt ass, gëtt do eng laangjäreg Fuerderung erfëllt, dass mer op bessert Zuelematerial an op statistesch Donnéeë kënnen zréckgräifen. An dat erlaabt et, eng Strategie auszeschaffen en connaissance de cause, fir och deementspriechend cibléiert Politicke kënnen ze definéieren a Mesüre kënnen ze entwéckelen.

Ech kommen zum Schluss. Meng Zäit ass esou gutt wéi ofgelaf. Ech wéilt hei ofschléissen, Här President, mat engem Zitat vum Ban Ki-moon, dee Generalsekretär war vun de Vereenegten Natiounen, dee sot: „L'égalité pour les femmes signifie le progrès pour tous."

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Marc Spautz, Président de séance | Merci, Här Biancalana. Déi nächst ageschriwwe Riednerin ass déi honorabel Madamm Jessie Thill. Madamm Thill, Dir hutt d'Wuert.

Mme Jessie Thill (déi gréng) | Merci, Här President. Léif Kolleeg/innen, Madamm Ministesch, wat d'Gender- an d'Chancëgläichheetspolitick hei am Land ugeet, hu mir an deene leschten zéng Joer ënner Blo-Rout-Gréng villes erreecht. D'Aféierung vum Recht zum Schwangerschaftsofbroch, d'Reform vum Bestietnis, d'Aféierung vum Mariage vu gläichgeschlechtleche Koppelen, d'Quote bei den Nationalwale fir dat ënnerrepresentéiert Geschlecht, d'Reform vum Scheedungsrecht, d'Aféierung vun der Afferambulanz, eng feministesch Aussepolitick oder nach d'Stäerkung vun de Rechter vun Intersex- an Transmënschen.

Elo kéint een deemno schléissen, datt mir de Feminismus a Weltfraendag hei am Land net méi bräichten. Mee ass dat wierklech esou? Nee, léif Kolleeg/innen, leider hu mir hei am Land trotz all dësen Errungenschaften nach ëmmer e wäite Wee ze goen.

Fraen- an LGBTQIA+-Rechter si keen Acquis. Dës Rechter gi permanent a Fro gestallt a mir musse weider fir si kämpfen. Mir gesinn an anere Länner, datt dës Rechter reversibel sinn, an den USA, mee och an europäesche Länner wéi Polen, Ungarn, England an Italien.

An ech kann och aus eegener Erfarung schwätzen. Hei e puer Reaktiounen, déi ech vun Deputéierten aus dësem héijen Haus no menger Untrëttsried hei op dësem Pult krut.

„Deng Ried huet mir gefall, bis de gesot hues, du wiers iwwerzeegte Feministin. Virun 30 Joer ok, mee haut brauche mir dach kee Feminismus méi. Fraen a Männer sinn dach gläichgestallt. Dee Feminismus kréie mir dir nach ausgedriwwen."

Léif Kolleeg/innen, de Fakt, datt an dësem héijen Haus och am Joer 2023 nach ëmmer Leit sëtzen, déi

mengen, iergendengem misst – Zitat – „de Feminismus ausgedriwwe ginn“, weist ganz kloer, datt mir och zu Lëtzebuerg nach ëmmer e wäite Wee ze goen hunn.

Une voix | Très bien!

Mme Jessie Thill (déi gréng) | An dofir e grousse Merci un d'Chancëgläichheetsministesch, datt mir dës wichteg Debatt haut hei féieren an zesummen iwwert d'Haaptdefie vun der Chancëgläichheetspolitick hei am Land kënne schwätzen.

Une voix | Très bien!

Mme Jessie Thill (déi gréng) | Well et gëtt eeben nach Ongläichheeten. Dozou gehéiere schiedlech Geschlechterstereotyppen, souwuel an de Medie wéi och an der Gesellschaft insgesamt. E grousse Problem bleift déi permanent Objektivéierung a Sexualiséierung vu Fraen a Meedercher, dem weibleche Kierper. Mir kréie gesot, datt mir och am Wanter musse lafe goen, fir am Summer e „summer body" ze hunn, wat och ëmmer dat ass.

Esou Aussoen hunn e weesentlechen Impakt. Grad am Sport gesäit een, datt d'Sexualiséierung vum weibleche Kierper, oft duerch enk a kuerz Uniformen, negativ Konsequenzen huet. 70 % vun de Meedercher an England halen an der Schoul mam Sport op, dat wéinst „body image"-Problemer a well se sech sexualiséiert fillen, esou de „Guardian". Dëst bréngt mat sech, datt nëmmen 10 % vun de Meedercher am Alter vu 14 Joer d'Gesondheetsstandarde fir kierperlech Aktivitéit erfëllen.

Och an de Medien ass nach vill ze maachen. Esou ass souguer a grousse Medienhaiser nach virun net allze laanger Zäit haislech Gewalt verharmloost ginn. Sou gouf an der gréisster lëtzebuergescher Dageszeitung nach 2022 de Geck gemaach mat Affer vu steigender haislecher Gewalt. Hei gouf sech d'Fro gestallt, ob dës Gewalt net op d'Fuddele beim Monopoly zréckzeféiere wier. Dat kann net sinn!

Frae maachen zu Lëtzebuerg och just e Véierel vun deenen an de Medien erwäänte Persounen aus. Just en Drëttel vun de Journalist/innen, déi d'Aktualitéit couvréieren, si Fraen, esou de Rapport vum „Global Media Monitoring Project" vun 2020.

Hei wollt ech och eng allgemeng Fro opwerfen, nämlech zu der Grille d'auto-évaluation, déi am Rapport intermédiaire ze fannen ass.

E Beispill: Eebe beim Punkt zu de Medie liest een op Säit 17, datt d'„Global Media Monitoring Project"-Resultater vum „Mega" an Zesummenaarbecht mam CNFL (ndlr: Conseil national des femmes de Luxembourg) presentéiert goufen an datt de Ministère eng Entrevue mam Conseil national de presse hat, fir iwwert d'Duerstellung vun de Geschlechter an de Medien ze schwätzen. Dat ass wichteg a mir begréissen als Gréng, datt op dësem Punkt aktiv geschafft gëtt. Mir stellen eis awer d'Fro, ob et net eventuell géif Sënn maachen, fir an Zukunft an de Rapporten zousätzlech nach mat méi geziilten a konkreeten Indikatoren ze schaffen, déi op e méiglechen Impakt vun dëse Mesüre kéinten hiweisen. Am Rapport gouf dat jo zum Beispill elo schonns bei der Mesür 3.7 gemaach.

Ech kommen zu engem weidere wichtege Punkt, der Sprooch. D'Sprooch schaaft Biller am Kapp vun de Leit. Dofir ass et wichteg, datt mir op ons Sprooch oppassen. Wa mir de geneeresche Maskulin benotzen, liesen oder héieren d'Leit dës Begrëffer och als männlech, soulaang net kloer gesot ass, datt et ëm eng Fra geet. De geneeresche Maskulin huet als Konsequenz, datt d'Leit éischter u berüümt Männer wéi Fraen denken, e Beruff als éischter männerdominéiert ageschat gëtt, Männer éischter fir Aarbechtsplazen oder politesch Mandater proposéiert gi wéi Fraen.

Dofir ass et wichteg, datt mir eng geschlechtsneutral oder geschlechtsdivers Sprooch benotzen. Hei sinn d'Ministèren, awer och mir all heibannen, an der Verantwortung, fir d'Biller an d'Klischeeën an de Käpp vun de Leit ze änneren, zum Beispill, andeems mir Ministesch oder Ministerin soen an net Minister, mee awer och, andeems mir als Fraen drop bestinn, datt mir Madame la Députée sinn an net le Député. A fir déi, déi elo mat der Académie française kommen: Wann d'Sprooch sech net géif änneren, da bräichte mir se net!

Une voix | Très bien!

Mme Jessie Thill (déi gréng) | An d'Sprooch ass eng Reflexioun vu Muechtstrukture vum Patriarchismus. A wa mir wëlle mat alen an iwwerliefte Muechtstrukture briechen, da loosst eis mat der Sprooch ufänken!

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Jessie Thill (déi gréng) | Dëst bréngt mech dann och zu mengem nächste Sujet, der Bildung. Meedercher kommen net op d'Welt a wëlle mat enger Popp spillen. D'Jonge kommen net op d'Welt a wëlle mam Trakter spillen. Mee d'Kanner gi vu Klengem un an dëse stereotypesche Geschlechterrollen opgezunn, a souguer an de Schoulbicher gi se all vermëttelt. „Schulbücher: weiß, männlich und ohne Behinderung", sou de Fazit an der Press iwwer eng Etüd vu Wëssenschaftlerinne vun der Uni.lu, déi den Här Biancalana och erwäänt huet. Nëmmen een Drëttel vun de Figuren, déi an onse Lëtzebuerger Schoulbicher optauchen, si weiblech. Dozou kënnt eng stereotypesch Rolleverdeelung: d'Männer hunn Hobbyen, d'Frae këmmere sech ëm de Stot.

Da brauche mir ons net ze wonneren, wann nëmme 35 % vun allen Ingenieur/innen a Wëssenschaftler/innen zu Lëtzebuerg sech als Fra identifizéieren. Domat leie mir europawäit hannendran. Op der Uni.lu hu sech souguer 2018 just 32 % Fraen an der Science-, Technologie- a Medezinnfakultéit ageschriwwen.

A jo, et goufen Efforte gemaach, zum Beispill d'Campagne vum FNR zesumme mam „Mega": „Be brave: Women [& girls] in science". Mee dat schéngt offensichtlech net duerzegoen. Mir mussen nieft den ëffentleche Campagnen och strukturell Ännerunge virhuelen, Chancëgläichheet an der Educatioun thematiséieren, notamment d'Ofschafe vu genderspezifesche Stereotyppen an onse Léierpläng.

Mee net nëmmen an de Sciencen, Technologien, am Ingenieursweesen an an der Mathé gëtt et Ongläichheeten. Laut de leschte „She Figures" vun 2021 vun der Europäescher Kommissioun gëtt et a kengem EU-Land esou wéineg Doktorandinne wéi zu Lëtzebuerg, mat 35,6 %. An dat spigelt sech och op den héije Posten op der Uni.lu erëm. Just e Véierel vun de Professor/inne si Fraen.

Wéi bei de Fraen an der Wëssenschaft gesäit een dëst Phenomeen queesch duerch d'Beruffssparten. Dat läit sécher net dorun, datt mir net genuch héich qualifizéiert Fraen hunn. Méi Frae wéi Männer hunn en Héichschoulofschloss, mee am Géigesaz zu hire männleche Kolleege packe si et – aus diverse Grënn – net oder ganz wéineg bis an d'Chefetagen. Déi gutt Nouvelle ass hei, datt de Staat mam gudde Beispill bei senge Representanten a Verwaltungsréit virgeet. Mee och hei ass nach Sputt no uewen.

Léif Kolleeg/innen, mir brauche méi divers an inklusiv Aarbechtsëmfelder mat virurteelfräien Astellungs- a Beförderungsprozesser. Den Ofbau vu Stereotyppe kéint och dozou féieren, datt mir méi Mënsche vum jeeweils ënnerrepresentéierte Geschlecht fir Beruffer ausserhalb vum MINT-Beräich mat Fachkräftemangel gewanne kéinten: méi Männer als Educateur an Infirmier, méi Fraen am Handwierk.

Da kënnt derbäi, datt et nach ëmmer en Gender Pay Gap gëtt. A meng Virriedner hunn et gesot: Neierdéngs ass d'Moyenne vum Stonneloun laut Statec 0,2 % méi héich fir d'Frae wéi fir d'Männer. D'Madamm Ministesch huet et och gesot: Dat ass deen net ajustéierten Gender Pay Gap. Wann een nämlech d'Joresakommes kuckt oder och nach d'Ausbezuele vun de Bonussen, dann hu mer en anert Bild. Dëst huet och domadder ze dinn, datt vill Fraen op Deelzäit zréckgräifen. A firwat maache si dat? Well mir nach ëmmer eng Ongläichverdeelung vu Careaarbecht hunn: 78 % vun de Frae si fir den alldeeglechen Haushalt zoustänneg, bei de Männer sinn et 39 %.

A meng Virriedner hunn et gesot: D'Pandemie huet dëst verstäerkt. D'Fraen hu sech nach méi an hire Geschlechtsklischeeën erëmfonnt, hu méi Congé pour raisons familiales geholl, hu méi Deelzäit geschafft. Dëst huet zur Konsequenz, dass Lëtzebuerg laut Eurostat 2019 Europameeschter ass mam gréisste Pension Gap, mat 44 %.

An eppes, wat feelt am nationalen Aktiounsplang, an ech awer wollt erwänen, ass den enorm héijen Undeel vun Elengerzéienden, déi vun der Aarmut gefäerdet ginn, wouvu 85 % Frae sinn.

A wat eis awer gefreet huet, ass, datt d'Madamm Ministesch an hirem Rapport intermédiaire schreift, a si huet et och hei elo haut thematiséiert, datt ee méiglecherweis an Zukunft och an Domäner wéi de Klimaschutz kéint matdenken, wann een iwwer Chancëgläichheet schwätzt. Mir Gréng géifen esou eng Approche begréissen an ausdrécklech ënnerstëtzen, well Chancëgläichheet, Klimaschutz an Ëmweltschutz ginn Hand an Hand.

M. Charles Margue (déi gréng) | Très bien!

Mme Jessie Thill (déi gréng) | Léif Kolleeg/innen, et geet awer net just drëm, d'Roll vun der Fra an der Gesellschaft ze stäerken. Nee, et muss och op déi schiedlech Diskriminatioune géint Fraen a verschiddene Beräicher opmierksam gemaach ginn a se musse konsequent bekämpft ginn.

E puer Beispiller:

Wéi Der all wësst, ass den Häerzinfarkt Péng am lénksen Aarm an am Broschtkuerf – esou sinn ech et emol geléiert ginn –, just datt d'Symptomer bei Frae ganz anerer sinn. Hei manifestéiert sech den Häerzinfarkt meeschtens duerch Péng amRéck an am ieweschte Bauch. Dat féiert dozou, datt den Häerzinfarkt bei Fraen oft ze spéit erkannt gëtt.

D'Tatsaach, datt Frae bei engem Autosaccident mat enger 47 % méi héijer Warscheinlechkeet eeschthaft verletzt ginn, an ëm 17 % méi, datt se stierwen, ass eng Ongläichheet, eng Onfairness, eng Ongerechtegkeet, wou ee schwéier fortkucke kann! D'Situatioun ass nach schlëmmer bei schwangere Fraen. An dat alles huet domadder ze dinn, wéi den Auto designt ass a fir wien.

D'Endometrios ass eng Krankheet, déi ganz oft net oder ganz spéit diagnostizéiert gëtt. Hei feelt et u Recherche a Sensibiliséierung.

(Interruption)

Joerzéngte krute Frae gesot, datt e bësse Péng zur Reegel derzou gehéiert, datt si sech net sollen esou opféieren. Elo ass bekannt, datt laut WHO ganzer 10 % vun de Frae vun dëser Krankheet betraff sinn!

Léif Kolleeg/innen, Dir gesitt: Frae ginn a ganz ville Beräicher net gehéiert an net gesinn, mat fatale Konsequenzen.

Zur Chancëgläichheet gehéiert och d'reproduktiv Gesondheet. Dozou gehéiert den Accès zu Verhütungsmëttelen. Dës gi jo säit dem 1. Abrëll gréisstendeels ganz iwwerholl – awer natierlech just déi, déi d'Fraen an d'Verantwortung zéien, wéi d'Pëll an de Sterilet ... mat enger Exceptioun: der Vasectomie. Dobäi stellt sech d'Fro, firwat hei net och Kondomer kéinten op zentrale Plazen, an Apdikten, Schoulen, an allen ëffentleche Gebaier, gratis zur Verfügung stoen. Well Contraceptiounsmëttel wéi d'Pëll schützen zwar géint eng Schwangerschaft, mee net géint sexuell iwwerdrobar Krankheeten, de Kondom schonn.

Une voix | Très bien!

Mme Jessie Thill (déi gréng) | Mam Recht op Schwangerschaftsofbroch bis déi zwieleft Woch no der Befruchtung gouf e wichtege Schratt gemaach. Mee nach ëmmer gëtt et e grousse Stigma.

E weidere Schratt bitt sech elo un. Hei stelle sech elo dann eng Rei Froen, zum Beispill ronderëm d'Längt vun der Frist, ronderëm déi obligatoresch Reflexiounsfrist an natierlech och ronderëm d'Verankerung vum Recht op d'kierperlech Selbstbestëmmung an eiser Verfassung.

Sexuell a reproduktiv Opklärung vu jonke Mënsche mat Informatioun iwwer Verhütung, gesond Relatiounen a géigesäitegt Averständnis sinn immens wichteg. Als déi gréng si mir der Meenung, datt hei nach méi muss gemaach ginn. Vill Etüde weisen, datt jonk Mënschen, wa se besser a méi fréi opgekläert sinn, méi spéit an – nach méi wichteg – geschützte Sex hunn.

Une voix | Très bien!

Mme Jessie Thill (déi gréng) | An Zäite vu #metoo ass et och wichteg, fir onse Kanner bäizebréngen, wat „nee" heescht, datt et ok ass, wann een net wëll ugepaakt ginn, an datt ee respektéiere muss, wann eng aner Persoun net wëll ugepaakt ginn.

Dëst bréngt mech zu mengen nächste Sujet: geschlechtsspezifesch Gewalt, haislech Gewalt a sexuell Belästegung. Laut EIGE-Gender-Equality-Index wunne mir an engem Land, wou 67 % vun de Frae scho sexuell belästegt goufen! An och iwwert d'Gewalt géint LGBTQIA+-Persoune muss geschwat ginn. Dës waren an Europa d'lescht Joer esou héich wéi Joerzéngten net méi.

A queerfeindlech Belästegunge ginn och hei zu Lëtzebuerg vun der LGBTQIA+-Community bericht. Dowéinst brauche mir Freedom Zones, Queer Safe Spaces a Präventiounsaarbecht. An och hei sinn ons Sprooch an eis Äusserunge wichteg. Am 21. Joerhonnert ass keng Plaz fir Hatespeech vu Politiker/innen, reliéise Féierungspersounen, rietspopulisteschen Organisatiounen a Medievertrieder/inne géint LGBTQIA+-Persounen.

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Jessie Thill (déi gréng) | 21 vun de Persounen, déi heibanne sëtzen, also 35 %, si Fraen. An awer hunn déi allermeescht vun eis heibannen en änleche sozioekonomeschen Hannergrond, déi selwecht Hautfaarf an déi selwecht Nationalitéit. Laut der Union parlementaire gouf et 2022 mat 26,5 % esou vill Fraen an de Parlamenter weltwäit wéi nach ni. An et gouf kee Parlament méi, wou net op d'mannst eng Fra souz. Mee d'Entwécklung iwwert déi lescht Joren ass awer zéi. Wa mir an dësem Rhythmus weidermaachen, dauert et nach iwwer 80 Joer, ier mir Paritéit an de Parlamenter erreechen.

Verschiddener heibanne gesinn dat warscheinlech oder vläicht anescht, mee ech hu keng Loscht nach 80 Joer ze waarden! Dofir sinn ech frou, datt mir bei den Nationalwale schonn eng obligatoresch 40 %-Quot fir d'ënnerrepresentéiert Geschlecht hunn. Mee et geet, wann ee kuckt, wéi vill Fraen 2018 direkt an d'Chamber gewielt goufen, net duer. D'Parteie mussen d'Fraen och ënnerstëtzen, se visibel maachen, si net just mat op d'Lëscht huelen, mee hinnen och Tableronden an Interviewen zougestoen. Hei hu mir heibannen all eng Matresponsabilitéit.

Bei de Gemengewale gëtt et – leider – keng Mindestquoten. Als Gréng striewe mir scho laang d'Paritéit un an hu bei dëse Gemengewalen eppes iwwer 48 % weiblech Kandidatinnen.

Madamm Ministesch, Dir hutt virdru gesot, datt et nach keng Zuele gëtt, mee ech hoffen awer, dass déi verschidde Campagnen hir Friichte gedroen hunn an datt mir méi Fraen als Kandidatinnen hu wéi nach 2017.

Feminismus haut, dat ass net just d'Egalitéit tëscht Fraen a Männer. Och wa mir et fäerdegbruecht hunn, datt e puer privilegiéiert Frae Responsabilitéiten an dëser Gesellschaft huele kënnen, dann dierfe mir net déi Frae vergiessen, déi opgrond vun anere Facteuren zousätzlech diskriminéiert ginn, sief et wéinst engem Handicap, hirer Hautfaarf, Relioun oder sozioekonomesche Facteuren. Dat ass den intersektionale Feminismus. Mir hunn déi éischt Etappe gemaach an déi nächst sti virun eis.

Här President, léif Kolleeg/innen, ech kommen zum Schluss. Ech weess, net jiddereen/t heibannen definéiert sech als Feminist/in a Verschiddener denken a soen, mir bräichte kee Weltfraendag méi, well mir d'Egalitéit schonn erreecht hätten – dat oft mam Verweis op déi formell Egalitéit.

Jo, de legislative Pouvoir huet scho säit Joerzéngten d'Gläichheet vun alle Bierger/inne festgehalen. Dëst stoung an der aler Verfassung. A mat der Verfassungsrevisioun gëtt kloer festgehalen: „Fraen an Männer si gläichgestallt, wat hir Rechter a Flichten ugeet."

Gläichheet virum Gesetz ass immens wichteg, mee domat ass et net gehalen. Fraen dierfe mëttlerweil wiele goen, e Bankkonto opmaachen an esou weider. Ma kuckt Iech ëm! Schwätzt mat Fraen a virun allem mat Fraen ausserhalb vun Ärer Bubble! Strukturell Nodeeler fir Fraen existéiere weiderhin. Och wann d'Rechter déi selwecht sinn, sinn d'Viraussetzunge ganz verschidden.

Och hei ass de Legislateur gefuerdert, si mir gefuerdert fir ze sensibiliséieren, spezifesch Problemer ze léisen an déi néideg Ressourcen ze deblockéieren. Mir hunn d'Egalitéit nach net erreecht. Dat wäerte mir réischt erreechen, wann all Mënsch sech gläich, fräi a selbstbestëmmt am privaten an ëffentleche Beräich verwierkleche kann, egal, wien een/t et gär huet – oder och net –, a wéi een/t sech identifizéiert, an doriwwer eraus, wéi eng Hautfaarf een/t huet oder wou een/t hierkënnt oder eventuell wéi eng physesch oder psychesch Aschränkungen eng Persoun huet.

A fir d'Zukunft wënschen ech mir, datt mer ufänken, de Feminismus als dat ze verstoen, wat en ass: net just de Kampf fir d'Chancëgläichheet tëschent Fraen a Männer, mee d'Bestriewen no enger méi inklusiver a gerechter Gesellschaft fir jiddereen/t – och vu Mënschen, déi sech net an dëser Binaritéit erëmfannen an domat identifizéieren: Transmënschen, Intersexmënschen, queer Mënschen.

Feminismus ass intersektional. An deem misst, eiser Meenung no, den neie Chancëgläichheetsplang nach méi Rechnung droen.

Här President, léif Kolleeg/innen, eng formell Egalitéit geet net duer. All Fraen, geneesou wéi LGBTQIA+-Persounen, musse matabegraff ginn, ouni Diskriminatioun wéinst engem Handicap, der Hautfaarf, der Relioun oder sozioekonomesche Facteuren. Et gëtt keng Gläichstellung, bis mir all tatsächlech gläich Chancen hunn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Marc Spautz, Président de séance | Merci der honorabeler Madamm Thill. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Jeff Engelen. Här Engelen, Dir hutt d'Wuert.

M. Jeff Engelen (ADR) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir schwätzen haut op Initiativ vun der Regierung iwwert déi vermeintlech Ongläichheet vu Männer a Fraen hei zu Lëtzebuerg. E Merci fir dësen Debat.

Bei deem Sujet kéint ee vill Aspekter beréieren, zum Beispill déi aktuell Debatt ëm d'biologesch Männer, déi u Fraekompetitiounen am Sport wëllen deelhuelen, oder d'Situatioun vun de Jongen an eise Lycéeën, wou méi Meedercher d'Première packe wéi Jongen. Mee ech wëll mech haut a menger Ried op d'Aarbechtswelt fokusséieren.

Wéi een nach de 7. Mäerz an der Press noliese konnt, ass de sougenannte Pay Gap tëschent Männer a Fraen hei am Land net nëmme quasi inexistent, mee en ass 2021, deenen neisten Zuele vum Statec no, souguer zugonschte vun de Fraen ausgefall.

Den duerchschnëttleche Stonneloun vun de Fraen, esou de Statec, war an der Wirtschaft am Joer 2021 effektiv ëm 0,2 % méi héich wéi dee vun de Männer. De Statec weist och drop hin, datt Lëtzebuerg bis elo deen eenzegen EU-Memberstaat ass, wou d'Loungläichheet quasi erreecht ass. Den EU-Ënnerscheed läit bei 12,7 %. An Däitschland läit de Pay Gap souguer bei 17,6 %. Doriwwer eraus weist de Statec drop hin, datt sech dësen Trend zu Lëtzebuerg an den nächste Joren zugonschte vun de Fraen nach fortsetze wäert. Fir 2022 gëtt de Pay Gap op 0,4 % geschat.

Et kéint een argumentéieren, datt d'Männer um Enn vum Mount awer am Schnëtt e bësse méi verdéngt hu wéi hir Fraen. Awer hei steet Lëtzebuerg mat engem Ënnerscheed vu just 0,7 % tëschent de Léin europawäit un éischter Positioun. Dëse ganz minimale Pay Gap tëschent de Léin ass doduerch begrënnt, datt Männer am Schnëtt méi Stonne schaffe wéi Fraen.

Vill Männer géife vläicht gären och manner Stonne schaffen, mee, si mer éierlech: Et gëtt een an eiser Gesellschaft als Mann nach ëmmer dacks schif ugekuckt, wann een net Vollzäit schafft, wärend bei Fraen d'Deelzäitaarbecht vill éischter akzeptéiert ass. Do musse mer nach dru schaffen. Virun 20 an 30 Joer war dat nach vill schlëmmer. Et ass scho weesentlech besser ginn, mee, ech mengen, mir mussen nach dru schaffen.

(Interruption)

De Stonneloun ass dofir eng besser Ausgangsbasis, fir eng Statistik iwwert d'Léin opzestellen, wéi d'Pai um Enn vum Mount. Och wat d'Boni ugeet. Déi gi jo net geschlechtsspezifesch ausbezuelt, mee se hänke vun de Secteuren an der Entreprise of, wou ee schafft. Mat enger geschlechtsspezifescher Diskriminéierung huet dat am Fong geholl näischt ze dinn.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!

M. Jeff Engelen (ADR) | Onofhängeg vun dëser rezenter Entwécklung bei de Paien wëll ech op dëser

Plaz nach drun erënneren, datt mir als ADR géint eng Stigmatiséierung vu Patrone sinn, aus wéi enge Grënn och ëmmer, déi wëllen entweeder méi Fraen oder méi Männer astellen, oder ëmgedréint. De Patron huet d'Fräiheet, ze engagéieren, wien hie wëllt.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!

M. Jeff Engelen (ADR) | Fir eis däerf et néierens Quote ginn, och net an der Beruffswelt.

Datt zurzäit 278.000 Männer um Lëtzebuerger Aarbechtsmaart beschäftegt sinn, am Verglach zu 195.000 Fraen, ass keen Zeeche vun Diskriminatioun vu Fraen, mee läit dorun, datt vill – net all, mee vill – Frae fräiwëlleg decidéieren, fir sech ëm de Stot an hir Kanner ze këmmeren, oder awer, aus Respekt zur Famill, op aner Karriären zréckgräifen oder déi wielen.

Et muss een och wëssen, datt vill Frontaliere bei eis schaffen an hir Fraen an hirem Land schaffen. Och doriwwer seet dës Statistik näischt aus. Och dat soll ee matberücksichtegen, wann een esou Zuele bréngt.

Datt manner Frae wéi Männer an de Chefetagen ze fanne sinn, huet, onser Meenung no, gradesou wéineg mat Diskriminatioun ze dinn, mee ass mat individuelle Preferenzen ze erklären.

(Interruption)

Mir als ADR ënnersträichen an deem Kontext, datt eng vollstänneg Gläichheet tëscht de Geschlechter an den Entscheedungsgremie vu Betriber, ob se elo wënschenswäert wär oder net, op kee Fall duerch Quoten oder Gesetzer soll erzwonge ginn.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!

M. Jeff Engelen (ADR) | Well dat wär géint de Geescht vun der fräier Wirtschaft a géint d'Autonomie vun de Patronen. Dat ass dat selwecht, wéi wann de Staat sech wéilt améschen an d'Haushaltsféierung vun de Koppelen. Dat geet am Fong geholl de Staat näischt un.

Et gëtt zu Lëtzebuerg vill kleng a mëttelstännesch Betriber, wou eng Egalitéit einfach net méiglech ass. Mir denken, datt et normal sollt sinn, datt an all Betrib déi kompetentst Leit d'Soen hunn – onofhängeg vun hirem Geschlecht! Mir si souwisou hei zu Lëtzebuerg a Saache Gläichstellung vu Mann a Fra méi wäit wéi déi meescht Länner op der Welt.

Vun Ongerechtegkeete géintiwwer eise Fraen an eise Betriber kann ee vläicht op ganz wéineg a rar Ausnamen zréckkommen oder dovu schwätzen. Datt heiansdo Leit déi iewescht Poste kréien, déi se vläicht net verdéngt hätten, dat héiert ee méi dacks, mee dat gëllt och fir Frae wéi fir Männer. Datt Fraen opgrond vun hirem Geschlecht méi systematesch benodeelegt wiere wéi Männer, kann een onser Meenung no esou net méi behaapten an der haiteger Zäit. Wann een an d'Vergaangenheet zréckkuckt, war dat aneschters. Dat ass korrekt.

Individuell Ënnerscheeder a Preferenzen erklären ënnerschiddlech Decisiounen a Karriären. Et gëtt dacks argumentéiert, datt et de Frae schwéiergemaach géif ginn, sech a klassesche Männerberuffer ze behaapten. Mat gläichem Recht kéint een och soen, et géif de Männer schwéiergemaach ginn, sech och a klassesche Fraeberuffer ze behaapten.

Datt et fir Fraen an hirem Beruff ënner Ëmstänn méi schwiereg ka sinn, eng Féierungspositioun ze kréien, läit dacks dorun, datt eenzel Männer oder Fraen aner Preferenzen a Prioritéiten hunn, zum Beispill vun der Organisatioun vu Karriär a Famill. Dat ass awer absolutt legitimm.

M. Marc Spautz, Président de séance | Här Engelen, erlaabt Der eng Zwëschefro vun der Madamm Thill?

M. Jeff Engelen (ADR) | Jo, mir maachen dat herno, jo.

(Hilarité)

Datt vill Frae sech fir d'Famill a fir hir Kanner entscheeden, féiert eeben zu engem anere Liewenslaf. Mee dës fräi Entscheedung vun dëse Fraen, déi hu mer ze respektéieren.

Wat e Problem bleift – a woufir mir als ADR a säit Joerzéngte Léisungsvirschléi an deem Kontext proposéieren –, ass d'Kannerbetreiung. Leider ass et bei eis am Land dacks nach ëmmer esou, datt béid Partner musse schaffe goen, fir d'Liewenskäschten ze decken. Déi finanziell Lag zwéngt déi eenzel Koppelen derzou, schaffen ze goen an hir Kanner a Crèchen ënnerzebréngen. Vill Koppele géife sech awer eng aner Léisung wënschen. Vill Kanner wäre besser an hirer Famill wéi an enger Struktur ënnerbruecht. Eis Propos, wéi Der wësst, ass d'Aféierung vum ADR-Elteregeld.

Och d'Méiglechkeet, am Homeoffice ze schaffen, misst weider gefërdert ginn, well dat géif ville Fraen oder Männer erlaben ze schaffen a sech gläichzäiteg ëm hir Kanner ze këmmeren.

Här President, d'staatlech Virgab fir eng Fraequot an den Entscheedungsetagë vu Betriber leene mir of.

Nach ee Wuert zum Schluss, Här President, iwwert de geplangten Observatoire de l'égalité. D'ADR ass am Prinzipp géint esou eng Struktur, déi an eisen Aen näischt bréngt, well mer och net schonns iwwer aner Weeër alles dat wëssen, wat do soll erauskommen. Awer wa si da scho geschafe gëtt, soll awer wéinstens jiddereen dora vertruede sinn.

Speziell d'Force vive de la nation bekloe sech, datt si do net dra sinn. A mir ginn hinne Recht. An deem Sënn do wëll ech eng Motioun deponéieren, an där mer dat da froen.

Motion 1

D'Chamber vun den Deputéierten

stellt fest, datt

– de Projet de loi iwwert d'Schafung vun engem Observatoire de l'égalité entre les genres a vun engem Conseil supérieur à l'égalité entre les genres mat deem dozou gehéierende Projet de règlement grand-ducal virgesäit, datt weeder d'Gewerkschaften nach d'Patronat am Conseil supérieur à l'égalité entre les genres vertruede sinn,

ass sech bewosst, datt

– et vu grousser Relevanz ass, d'Sozialpartner an d'Aarbecht vun der neier Institutioun anzebannen,

fuerdert d'Regierung op,

– de genannte PdL an de genannte Règlement grand-ducal an deem Sënn ze modifizéieren, datt och d'Gewerkschaften an d'Patronat am Conseil supérieur à l'égalité entre les genres vertruede sinn.

(s.) Jeff Engelen.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

An d'Madamm Thill?

M. Marc Spautz, Président de séance | Merci. Madamm Thill, den Här Engelen waart op Är Fro.

(Hilarité)

Mme Jessie Thill (déi gréng) | Merci, Här President. Här Engelen, Dir hutt virdru gesot, dass mer wéineg Fraen an de Chefetagen hunn, net wéinst Diskriminatioun, mee wéinst perséinleche Preferenze vun de Fraen. Do wollt ech Iech ganz einfach d'Fro stellen: Wat sinn dann d'Preferenze vun de Fraen?

M. Jeff Engelen (ADR) | Jo, d'Frae kënne sech och fräi entscheeden, ob si wëllen an d'Chefetage eragoen, jo oder nee.

Mme Jessie Thill (déi gréng) | Mee wa se net esou wäit kommen?

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Dir hutt Är Fro gestallt.

M. Marc Spautz, Président de séance | Also, Dir hutt Är Fro gestallt, Madamm Thill. Et ass elo net en Dialog. Et ass elo keen Dialog, ...

(Interruption par M. Fernand Kartheiser)

... a kee Face-à-face. Här Engelen?

M. Jeff Engelen (ADR) | Merci.

M. Marc Spautz, Président de séance | Merci, Här Engelen.

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Kuckt, Här Kartheiser. E wär och eleng eens ginn.

M. Marc Spautz, Président de séance | Déi nächst ageschriwwe Riednerin ass d'Madamm Cecchetti. An elo huet d'Madamm Cecchetti d'Wuert, a soss keen. Merci.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Villmools merci, Här President. Wat muss geschéien, fir eng wierklech Egalitéit tëschent Fraen a Männer ze erreechen? Wann ech déi Fro gestallt kréien, defiléiert am Sekonnentakt eng onendlech Schläif vu Problematiken a mengem Gedankefloss. Ech denken dobäi un d'Urspréng an d'Konsequenze vun der Benodeelegung vun de Fraen an d'Zesummespill vu sozialen an ekonomeschen Ongläichheeten allgemeng bei der Entwécklung vun der Gläichstellung tëschent de Geschlechter.

Eng einfach Äntwert op dës einfach Fro gëtt et einfach net! Et verlaangt schonn eng feministesch Revolutioun, fir eng Frae-Männer-Egalitéit op allen Niveauen, symbolesch a kulturell wéi och ekonomesch a politesch ze erreechen. Eng Revolutioun am Sënn vun engem Prozess, wou no an no radikal – also de Problem bei der Wuerzel unzepaken – Verännerunge stattfannen.

Dës Revolutioun muss an eise Käpp a Kierpere stattfannen. An dat geet nëmmen zesumme mat enger radikaler Transformatioun vun eisen Institutiounen an eisem Wirtschaftssystem. All dës Strukturen, déi d'Gesellschaft gestalten, déi politesch Decisiounen ëmsetzen, déi gedroe gi vu Leit, déi d'Muecht hunn, si verfilzt an an hirem Kär sexistesch, rassistesch an elitär.

Ganz oft si mir eis eiser Sprooch an eise Gewunnechten iwwerhaapt net bewosst. Mee och ouni dass mer eis däers ëmmer bewosst sinn, droen déi derzou bäi, dass verschidde Stereotyppen an Diskriminatiounen net aus dem gesellschaftleche Liewe verschwannen.

Dës Stereotyppe si verankert an eise Käpp. D'Schoul a konservativ Familljepoliticken hunn eng kruzial Roll gespillt an der Verbreedung a Verfestegung vun Genderstereotyppen zu Ongonschte vun der Emanzipatioun vun de Fraen, deenen den Zougang zu Weiderbildung a verschidde Beruffer verspäert ginn ass, mee och zu Ongonschte vun alle Männer, déi sech net am dominante Männlechkeetsmodell erëmfannen: dee staark muss sinn, vill Geld verdéngen, Unerkennung an der Gesellschaft huet an Autoritéit iwwer seng Famill muss hunn.

Här President, ech wëll eng kleng Fro opstellen. E Papp a säi Bouf ginn an engem Accident ganz schwéier verletzt. Si kommen allen zwee an d'Spidol. A wéi de Bouf bei de Chirurg kënnt, seet de Chirurg: „A nee, ech ka leider Gottes dee Jong do net operéieren, well et ass mäi Bouf." Wéi ass dat méiglech? Majo ganz einfach: De Chirurg ass eng Chirurgin, an et ass d'Mamm vum Kand!

Wéi déif dës Stereotyppen an eise Käpp verankert sinn, gesäit een um Effort, deen haut nach ëmmer op allen Niveaue vun de politeschen a gesellschaftlechen Instanze gemaach muss ginn, fir domadder ze briechen: an der Kommunikatioun, bei der Formatioun vu Beamten, bei der Ausbildung vum Léierpersonal, bei der Opklärung vun de Kanner an der Schoul. Dës Efforte gi gemaach, an dach sinn d'Genderstereotyppen nach ëmmer net aus eise Schoulbicher verschwonnen. Ech mengen, et sinn zwee vu menge Virriedner/innen, déi hunn dat hei ganz kloer gesot. Dofir ginn ech ganz kuerz drop an.

Eng Etüd vun 2022 vun der Uni Lëtzebuerg huet all d'Schoulbicher op de Leescht geholl, an d'Resultat war zimmlech ernüchternd. Nach ëmmer gëtt et keng Gläichstellung, mee méi männlech Personnagë si virhanden. Nach ëmmer si Leit mat Behënnerunge quasi net vertrueden, nach ëmmer sinn net wäiss Personnagë bal net vertrueden. A wa weiblech Personnagë vertruede sinn, da genee an deenen Domänen, déi hinne vum Geschlecht och zougesprach ginn: „Mama kocht die Suppe." „Ida backt Kuchen." „Jan spielt Fußball." Oder och nach „Schönheit", an da passt e Bild vun enger schéiner Fra beim Spigel dohin. Awer: „Die Idee", dat ass natierlech e Mann!

Och geschichtlech, sportlech, kënschtleresch oder wëssenschaftlech weiblech Personnagë bleiwe marginal an de Schoulbicher, souwéi och Schrëftstellerinnen, déi behandelt ginn. Dofir brauch ee sech dann och guer net ze wonneren, wéi et bei der Orientatioun ausgesäit. Wa mer kucken, wou hautdesdaags d'Jongen an d'Meedercher aus der Formation professionnelle sech berufflech hinorientéieren, gesäit dat Bild net vill aneschters aus wéi nach wéi virun 30 Joer.

(Interruption)

Et gëtt virun allem Coiffeusen an Autosmecanicienen. Am Enseignement fondamental an an der Kannerbetreiung gëtt et virun allem Spillschoulsjofferen an Dagesmammen. Am Lycée virun allem männlech Mathésproffen. An de Begrëff „Botzfra" schwätzt jo eigentlech fir sech. Fraen a Fraenjobben a Männer a Männerjobben. Et geet ganz lues mat der Emanzipatioun virun.

Här President, an de Careberuffer – dat heescht, dem Enseignement, der Altersfleeg, der Kannerbetreiung, dem Nettoyage, der Gesondheetsfleeg – sinn d'Männer ganz kloer an der Ënnerzuel. An hei mierkt een: Wat den Job besser bezuelt ass, wat och méi Männer e maachen. Well wat den Job besser bezuelt ass, wat e gesellschaftlech och oft méi Unerkennung kritt.

Carejobs sinn d'Zukunft, an dach net attraktiv fir Männer. An och ëmgekéiert gëtt et Männerjobs, déi keng Fraen unzéien, an ouni déi eis Ekonomie och net kann existéieren. Hei denken ech virun allem u verschidden Handwierker an un de Bausecteur. Et ass wichteg, datt och dës Beruffer opgewäert ginn an uerdentlech bezuelt ginn.

Här President, den Nettoyagesecteur zu Lëtzebuerg ass deen, wou déi niddregst Paie bezuelt ginn an de Gros vun de Leit aus der Immigratioun stamen. Enfin, de Gros vun de Leit si Fraen aus der Immigratioun. A ganz oft schaffe se keng 100 %, mee oft nëmmen 30 Stonnen d'Woch.

Dorënner vill Fraen, déi sech géint Entlounung, an nach oft schwaarz bezuelt, ëm de Stot vun anere Frae këmmeren: nämlech deene Fraen aus de bessere gesellschaftleche Schichten. Fraen, déi sech mat engem finanzielle Wuelstand iwwert dee Wee Zäit kënne fräikafen niewent hirem Job an der Famill, an déi och ugewise sinn op d'Aarbecht vun anere Fraen an de Crèchen, Maison-relaisen, d'Aarbecht vun den Dagesmammen an de Botzfraen.

Eleng dat Beispill vun der Externaliséierung vun der Careaarbecht aus dem private Stot vu räiche wäisse Frae bei aner Fraen aus der Immigratioun, déi fir knapps méi wéi fir de Mindestloun schaffe ginn, deit op nach aner Inegalitéiten a Kräfteverhältnisser an eiser Gesellschaft hin. Déi ongläich Verdeelung vun der Careaarbecht tëschent Fraen a Männer spillt do awer eng kruzial Roll.

Am private wéi och am professionelle Beräich leeschte Männer nach ëmmer manner Careaarbecht wéi d'Fraen: Si wäschen, botzen, kachen, strecken einfach manner. Si investéiere manner Zäit an d'Kannererzéiung a këmmere sech manner ëm d'Familljememberen.

Fir eng besser Verdeelung vun der onbezuelter Aarbecht am Stot ass eng allgemeng Aarbechtszäitverkierzung e wichtegen Usaz. Heimat gëtt eng Grondlag geschaaft, fir dass d'Männer méi Zäit kréien, sech an dës Aarbechten ze investéieren. A fir d'Frae bedeit dat, dass si net mussen op eng voll Tâche verzichten.

Här President, an den 1950er-Joren huet d'Simone de Beauvoir drop higewisen, dass déi ekonomesch Onofhängegkeet vun der Fra dat zentraalt Objektiv vum feministeschen a sozialistesche Kampf misst sinn.

Abee, iwwer 50 Joer méi spéit gëtt et nach ëmmer Fraen, fir déi dëst keng Realitéit ass. An dat betrëfft notamment Fraen, déi wéineg Diplomer hunn, Fraen aus der Migratioun, Fraen aus dem Niddreglounsecteur. Ech schwätze vu Vendeusen, Caissièren, Coiffeusen, Botzfraen, Serveusen an esou weider. Eng Opwäertung vun de Léin an den ënneschte Beruffskategorien ass dowéinst batter néideg. Méi Geld a méi Respekt also fir dës Aarbechten. Mee esou, wéi et ausgesäit, gesäit et net gutt aus.

De Mindestloun gouf zwar erhéicht, awer net substanziell. D'Indextranche huet op sech waarde gelooss. Steierkreditter, déi vun de Salariéë selwer finanzéiert ginn, sinn e bëllegen Trouscht fir eng längst iwwerfälleg Steierreform, déi zu enger gerechter Verdeelung tëschent Aarbecht a Kapital ka féieren.

Här President, ech ginn zum Schluss e Beispill, nämlech dat vun der Situatioun vun elengerzéiende Fraen hei zu Lëtzebuerg, un deem ee kloer erkennt, wou d'Prioritéite misste leien, fir d'Genderegalitéit virunzedreiwen.

Elengerzéiend Frae sinn zu Lëtzebuerg am meeschten dem Aarmutsrisiko ausgesat. D'Stagnatioun vun de Léin, d'Logementskris a feelend ëffentlech Strukture fir d'Kannerbetreiung treffe besonnesch elengerzéiend Familljen, vun deenen de Gros Frae sinn. Wéi soll eng Fra mat Kand hire gewalttätege Partner verloossen, wa si net genuch verdéngt, fir eng eege Wunneng ze lounen? Wou ka si iwwerhaapt wunnen? Wou ass wunnen nach bezuelbar hei am Land? A wéi soll déi Fra sech ëm hiert Kand kënne këmmeren, wa si muss 40 Stonne schaffen, fir dass se just genuch verdéngt, fir e Loyer ze bezuelen? Gëtt et do, wou si wunnt, eng Schoul, eng Maison relais, eng Crèche? Ass dëser Fra gehollef mat engem Elteregeld vun e puer Honnert Euro? Ëffentlech kollektiv Betreiungsstrukture sinn haut batter noutwendeg fir Elteren a besonnesch fir elengerzéiend Elteren, déi keng aner Méiglechkeeten op Ënnerstëtzung hunn, fir hir Kanner ze versuergen, a sech et net kënne leeschten, doheem bei de Kanner ze bleiwen.

Här President, eise Feminismus ass dee vun den 99 % un ënnerschaten, ënnerdréckten, ënnerbezuelte Leit. Fir déi, déi interesséiert um Theema sinn, als weider Lektür dann d'Buch „Feminism for the 99 %" vum Cinzia Arruzza, Tithi Bhattacharya an Nancy Fraser.

Eise Feminismus kämpft net just fir d'Egalitéit tëschent Fraen a Männer. E kämpft fir d'Egalitéit tout court. Soulaang dës Regierung d'Genderegalitéit drop reduzéiert, dass méi Fraen a méi Leit aus der LGBTIQ+-Community kënnen an de Verwaltungsréit a grousse Entreprisen an an der Chamber sëtzen, soulaang d'weiblech Emanzipatioun gläichgestallt gëtt mat Muecht a Kapitalbesëtz, soulaang bleift d'Egalitéit tësche Fraen a Männer oder d'Gläichberechtegung vun de Leit aus der LGBTIQ+-Communautéit eng Cause vu Privilegiéierte fir déi Privilegiéiert.

De Kurs vun der Genderpolitick muss dofir wiesselen. E Virsaz, dee vu jiddwerengem haut misst matgedroe ginn, ass, dass et keng politesch Moossnamen, kee Gesetzesprojet, keng Reform méi ka ginn, déi net opgrond vun hirem positive Beitrag zu der Genderegalitéit gepréift ginn.

Et dierft och grondsätzlech näischt méi duerchgoen, wat kontraproduktiv ass, fir dës Egalitéit ze erreechen. Genee dat steet hei resüméiert an dëser Motioun, déi ech och elo dofir hei deposéieren, Här President. Voilà!

Motion 2

La Chambre des Députés,

– vu l'existence de la fiche d'évaluation d'impact annexée aux projets de loi qui évalue entre autres l'impact d'une loi sur l'égalité des chances ;

– vu que cette fiche d'évaluation d'impact prévoit une option de neutralité concernant l'impact d'une loi sur l'égalité entre les femmes et les hommes ;

– considérant que les projets de loi ne provenant pas directement du Ministère de l'Égalité entre les femmes et les hommes sont machinalement classés « neutres » en termes d'impact sur l'égalité entre les femmes et les hommes ;

– considérant que le processus d'évaluation en question est opaque ;

– considérant que l'évaluation de l'impact sur l'égalité entre les femmes et les hommes telle que prévue dans le cadre de la fiche d'évaluation d'impact est fortement négligée,

invite le Gouvernement

– à adopter une évaluation transversale, transparente et approfondie de l'impact des projets de loi sur l'égalité de genre dans le cadre de la procédure d'évaluation en vigueur ;

– à écarter systématiquement toute disposition d'un projet de loi dont l'impact sur l'égalité de genre s'avère négatif.

(s.) Myriam Cecchetti, Nathalie Oberweis.

M. Marc Spautz, Président de séance | Merci.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Dann zum Schluss wéilt ech awer och nach emol drop opmierksam maachen, datt, wa mir wëlle Saachen änneren, mir als éischt fiabel Zuele mussen hunn. Et ass immens wichteg, datt Daten, Statistiken opgeschlësselt ginn, respektiv datt iwwerhaapt emol Daten a Statistiken opgestallt ginn a verschiddenen Domäner, fir ze wëssen, wat schifleeft a wat kann, soll, muss verännert ginn.

Fir all déi, déi dat Theema interesséiert, kann ech just dat Buch „Unsichtbare Frauen" vum Caroline Criado-Perez recommandéieren. Wann Der dat bis gelies hutt, da verstitt Der, firwat et esou eminent wichteg ass, Daten ze hunn a wat dann alles nach op eis duerkënnt, fir datt et wierklech zu enger gerechter Gesellschaft kënnt.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix | Très bien!

M. Marc Spautz, Président de séance | Merci, Madamm Cecchetti. An de leschten agedroene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen. Här Goergen Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Goergen (Piraten) | Här President, wa mir vu Gläichstellungspolitick schwätzen, da schwätze mir vun engem Usproch op déi ganz fundamental Gerechtegkeet. Mat wéi engem Geschlecht ee gebuer gëtt, dierf keen Afloss drop hunn, wat fir Chancen een am Liewen huet. Keen huet sech bei der Gebuert kënnen eraussichen, mat wéi engem Geschlecht en op d'Welt komm ass.

Ech soen dofir der Ministesch och villmools Merci, datt si mat dësem Débat de consultation dëst wichtegt Theema vun der Gläichstellung vun de Geschlechter zesumme mam Parlament beschwätzt.

An ech soen hei bewosst d'Gläichstellung vun de Geschlechter an net d'Gläichstellung vu Mann a Fra. Et ass schliisslech bekannt, dass mir Piraten der Meenung sinn, dass een hei ophale soll, an enger binärer Kategoriséierung ze zementéieren, wat mir jo scho viru véier, fënnef Joer als Kritick ubruecht haten, vum Numm vum Ministère, wou leider och an dëser binärer Kategoriséierung geschafft ginn ass. An der Natur komme méi Variatioune vir wéi just dat männlecht oder dat weiblecht Geschlecht, an och méi Mënsche kënnen oder wëlle sech hei net enger vun den zwou Kategorien zouuerdne loossen. Ëmmer nees just vu Männer a Fraen ze schwätzen, verstoppt dës Villfalt a schléisst soumat all déi aus, déi net hei erapassen. An dat wëlle mir Piraten net.

Mir wëlle Gläichheet fir jiddereen erreechen. Mee wou soll een dann an dem Politeschen am beschten usetzen? Wou solle mer d'Prioritéite setzen, fir kënne Verännerunge méiglechst séier ze erreechen? Mat dësen zwou ganz konkreete Froen ass d'Madamm Ministesch virun dësem Debat un eis erugetrueden a mir Piraten mengen, dass e Bléck op den Gender Equality Index hei kloer Piste ka weisen.

Insgesamt konnt Lëtzebuerg dësem Index no d'Ongläichheeten tëschent Mann a Fra nämlech verbesseren. Mee a verschiddene Kategorien hu mir eis och verschlechtert.

Grad an der Kategorie vun der Zäitgestaltung hunn d'Ongläichheeten an de leschte Jore leider zougeholl. Dem Europäeschen Institut fir Gender Equality no schaffe Fraen ëmmer nach méi am Haushalt, kucke méi Stonnen no de Kanner oder no eelere Famillje-memberen an hu gläichzäiteg manner Zäit fir Sport, Kultur, de Benevolat oder ganz einfach Fräizäit. Dat ass eng ganz grouss Ongerechtegkeet, an zwar net nëmme fir déi betraffe Fraen, déi doduerch enger héijer kierperlecher a mentaler Belaaschtung ausgesat sinn, mee fir d'Gesellschaft insgesamt.

Wa Frae méi Zäit mat hire Kanner verbréngen, ass et net verwonnerlech, wa si e gudden Drot zu hire Kanner hunn an eventuell mat méi Liichtegkeet d'Bedierfnisser vun deene Klengen erkennen.

Leider gouf doraus och oft geschloss, dass d'Frae vun Natur aus derfir gemaach sinn, Mamm ze sinn oder no de Kanner ze kucken, wärend Persoune mat engem anere Geschlecht dat net sinn. Mee dat ass komplett falsch. Esou ze denken drängt d'Mammen an eng Roll, déi si net ëmmer iwwerhuele wëllen a léisst d'Pappen ausse vir.

Jiddereen, ganz onofhängeg vu sengem Geschlecht, kann d'Erfëllung dora fannen, doheem am Haus no de Kanner oder no sengen Elteren ze kucken, geneesou wéi et och jidderengem säi gutt Recht ass, säi Liewen anescht gestalten ze wëllen. Et geet bei der Dimensioun vun der Zäitopdeelung also ganz konkreet drëm, wéi d'Mënschen hiren Alldag gestalte kënnen. An dofir gesi mir Piraten hei och eng Prioritéit. Natierlech sinn aner Felder wéi zum Beispill d'Participatioun och ganz wichteg.

Déi männlech Dominanz an de Verwaltungsréit an an der Politick muss ofhuelen. A mir Piraten, och aner Parteien, hunn dofir zum Beispill jo och schonn duebel Spëtzte mat verschiddene Geschlechter. A mir bedaueren dofir och, dass zum Beispill d'DP zu Dippech oder d'CSV zu Péiteng sech fir eng reng männlech Duebelspëtzt entscheet huet. Mee ...

M. Jean-Marie Halsdorf (CSV) | Besser, Här Goergen, besser néng Fraen op enger Lëscht mat enger duebeler Männerspëtzt, wéi sechs Fraen op enger Lëscht mat enger mixte Spëtzt.

M. Marc Spautz, Président de séance | Här Halsdorf, den Här Goergen huet d'Wuert.

(Interruptions)

M. Marc Goergen (Piraten) | Här Halsdorf, ech hu just bemierkt, dass d'CSV mat zwee männleche Spëtzekandidaten an d'Course geet. Do kann natierlech all Partei ...

(Brouhaha)

Jo, do kann natierlech all Partei elo dat gutt fannen oder schlecht fannen. Ech hu gesot, ech fannen et schlecht, well ech der Meenung sinn, dass déi Leit – an dat mécht jo all Partei –, déi d'Partei als Spëtzekandidaten an d'Fënster setzt an ervirhieft an deene se méi Chancë gëtt, fir mech sollen zwee verschidde Geschlechter sinn. Dat ass elo meng Astellung. Wann d'CSV déi Astellung net deelt, ass dat eeben esou.

Den Impakt vun enger duebeler Spëtzt oder enger eenzelner Fra an enger Féierungspositioun bleift geréng, soulaang d'Aarbechten doheem fir d'breet Bevëlkerung weiderhin ongläich verdeelt bleiwen.

Aus deem Grond ënnerstëtzen d'Piraten d'Fuerderung vun engem Gebuertscongé vun dräi Méint parallell zum Congé de maternité, deen et de Partner/inne soll erlaben, vun Ufank un de Mammen zur Säit ze stoen.

Wann d'Aufgabe schonn direkt am Ufank, opgrond vun engem ze fréie Retour op d'Aarbecht, net gerecht verdeelt ginn, dann ännert sech doru spéider just nach ganz seelen eppes. An et ass net verwonnerlech, wann duerno d'Kandidature vu Frae feelen, wann et ëm politesch Ämter oder Féierungspositioune geet. Wann d'Frae schonn doheem esou agespaant sinn, dass hinne keng Zäit méi bleift fir Fräizäit, wou soll dann nach Zäit bleiwe fir zousätzlech Responsabilitéiten? Duerch eng méi gerecht Verdeelung vun der Careaarbecht kéint een de Fraen Zäit zréckginn an dat géif och hire gesellschaftlechen a beruffleche Engagement erëmspigelen.

Et hätt een hei also e positiven Effekt, deen iwwert de Volet vun der individueller Zäitgestaltung erausgeet an eis soumat och géif erlaben, insgesamt mat der Gläichstellung méi séier virunzekommen.

Här President, ech muss zum Schluss kommen. Aus Zäitgrënn konnt ech net op all déi vill Elementer agoen, déi eng ëmfaassend Gläichstellungspolitick ausmaachen. Mee e konkreete Punkt wëll ech zum Schluss hei awer nach ganz kuerz uschwätzen. An zwar deen, dass fir eis Piraten, an ech hoffen, och fir jiddereen heibannen, et kloer ass, dass d'Reduzéiere vun den Ongläichheeten tëscht de Geschlechter natierlech nimools zu neien Ongläichheeten an anere Beräicher féiere soll.

Anscheinend ass dëst aktuell awer de Fall, wann ee genderneutral Texter schreiwe wëllt an dofir Stärercher oder Bannepunkte benotzt, esou wéi dat och am Rapport intermédiaire vum Ministère gemaach ginn ass. Vill Virliessoftwarë ginn nämlech mat dësen Zeeche guer net eens. An esou Texter sinn dann onverständlech fir Leit mat engem Handicap. A gläichzäiteg sollten déi jo och eng Sprooch benotze kënnen, déi der Villfalt vun de Geschlechter Rechnung dréit. An dofir wär et unzeroden, méi op den Doppelpunkt ze setzen. Mat engem Doppelpunkt kënnen Texter digital verständlech virgelies ginn an trotzdeem méi Geschlechter genannt ginn. Dës kuerz Umierkung wollt ech just nach mat op de Wee ginn, well a Virbereedungsdokumenter fir dësen Debat stoung jo, dass de Ministère deemnächst e Guide pratique iwwert d'Genderneutralitéit an der Sprooch wëllt erausginn. A jo, do soll jo och keen ausgeschloss ginn.

Ech soen Iech Merci.

M. Sven Clement (Piraten) | Ganz gutt!

M. Marc Spautz, Président de séance | Merci dem Här Goergen. An domadder ass den Debat ofgeschloss.

An d'lescht Wuert huet d'Madamm Bofferding, Ministesch fir d'Égalité des chances. Madamm Bofferding, Dir hutt d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes | Merci, Här Vizepresident. Ganz kuerz e lescht Wuert.

Fir d'éischt wëll ech alleguerten de Riednerinnen an de Riedner Merci soe fir déi Kontributiounen. Ech hu fonnt, dass et eng ganz interessant Debatt war a virun allem freet et mech, datt d'Ziler net a Fro gestallt gi sinn, ganz am Géigendeel. Mir sinn eis bal alleguerten eens, virun allem och, wat fir eis ganz wichteg ass, dass de Fokus, dee mer op déi Jugendaarbecht setzen, praktesch vun alleguerten de Fraktiounen hei gedeelt ginn ass. Dat weist, dass mer do um richtege Wee sinn.

Insgesamt sinn d'Aarbecht an d'Projete vum „Mega" positiv bewäert ginn. Ech huelen deen och ganz gäre mat, dee Luef, an ech weess, dass der och ganz vill vun hinnen amgaange sinn nozelauschteren, an da sinn ech sécher, dass si och ganz frou doriwwer sinn, wa se héieren, dass déi vill Aarbecht, déi se all Dag leeschten, ganz besonnesch och um Terrain, an de Schoulen, Maison-relaisen, an de Gemengen, dee Moment positiv bewäert gëtt. An dorauser zéien ech och d'Konklusioun, wéi wichteg et ass, dass mer weiderhin en eegestännegen Egalitéitsministère hunn.

An effektiv, iwwert d'Kompetenzopdeelung, ech mengen, do kann een eng Kéier diskutéieren, dat ass da fir déi nächst Regierung, ob se vläicht do nach méi inklusiv wëllt ginn a vläicht dat eent oder anert zesummeleeën. Op alle Fall wäert ech mech net där Diskussioun verschléissen.

Viller vun Iech hunn elo Reformen erwäänt, wou se selwer déi dreiwend Kraaft hannendrunner waren. Ech hunn dat an deem Sënn och positiv fonnt, well jidderee gäre wëllt weisen, dass en déi eng oder aner Reform am Kader vun der Egalitéit virugedriwwen an ëmgesat huet. A virun allem zéien ech och heirauser d'Konklusioun, dass et awer wichteg ass, dass mer legislativ Initiativen, Mesüren huelen an eeben och méi contraignant Mesüren a verschiddene Beräicher. Do si jo och hei ganz konkreet Punkte genannt ginn.

D'Gewalt ass en Theema, dat vun Iech alleguerten ugeschwat ginn ass. Duerfir wëll ech ganz kuerz drop agoen, well och do d'Waardeleschten erwäänt gi sinn. An hei wëll ech nach eng Kéier ganz kloer soen, dass mer d'Gesetz vun der Wegweisung hunn. U sech ass d'Iddi, dass eeben net d'Affer, dat ganz oft an

deene Fäll eeben d'Mamm mat de Kanner ass, muss d'Haus verloossen dee Moment, wann d'Police kënnt, mee dass den Täter muss d'Haus verloossen. Duerfir hu mer dat Gesetz vun der Wegweisung, fir dass si eeben d'Méiglechkeet hunn, am Haus ze bleiwen, an den Täter muss eraus an e muss sech dee Moment och an där Berodungsstell do mellen. Och dee Suivi gëtt gemaach.

Natierlech ass et wichteg, dass mer trotzdeem weider an d'Fraenhaiser investéieren. A mir sichen do och ëmmer no neien Alternativen. Ech gesinn hei och eng Rëtsch Verantwortlecher an de Gemengen. Dofir nach eng Kéier den Appell: Wann Der Plazen hutt, zemools fir déi Zweet-Phas-Wunnengen: Mir sinn Demandeur. Mir sinn ëmmer frou. An do sinn och e puer Gemengen, déi elo Initiative geholl hunn, fir dass mer eeben do dee Roulement erakréien an dass déi concernéiert Fraen net ze laang mussen am Fraenhaus bleiwen, well u sech ass et en Urgencenhaus. Et ass wierklech geduecht, fir an der Nout se séier ënnerdaach ze kréien an eeben net, dass se mussen dräi Joer do bleiwen.

An ech kann awer och versécheren, dass souguer, wa Waardeléschte sinn, fir alleguerten déi, déi concernéiert sinn, mer nach ëmmer eng Solutioun fonnt hunn. Am Noutfall ginn déi Leit an engem Hotel ënnerbruecht. Mee sécher ass, dass se net musse bei de gewalttätegen Täter zréck an d'Wunneng goen oder op der Strooss iwwernuechten. Mir loossen hei wierklech keen am Stach!

Dann hunn ech festgestallt, dass et vill Konsens gouf fir d'Theemen eebe vun der Careaarbecht, der Prise de décision. Gréisstendeels si mer eis do och eens. Sport ass och e puermol erwäänt ginn, d'Educatioun, do sinn Der e puer, déi och dee Leitfaden erwäänt hunn, deen ech deemools mam Regierungskolleeg Minister Meisch presentéiert hunn. An et freet mech, dass deen hei esou gelueft gëtt, well ech ka mech erënneren, wou mer dee presentéiert hunn, do hu mer der relativ vill laanscht d'Bake kritt.

(Interruption)

Voilà, do kann nach ee sech drun erënneren. Dat war net esou einfach. Also, et huet ee bal geduecht, mir géifen elo do ech weess net wat an d'Schoulen erabréngen. An dobäi ass dat eng Guidance, fir ze weisen, wéi een et gutt ka maachen. Da sinn ech awer frou, dass hei e grousse Konsens do ass, dass mer déi richteg Jalone gesat hunn.

Dann hunn ech effektiv nach d'Theeme Klima an Ëmwelt opgeschriwwen, an och d'Santé ass erwäänt ginn. Et ass onbedéngt wichteg, dass mer déi elo mat an den Update vum Aktiounsplang huelen.

Da sinn eng Rëtsch aner Theemen ugeschwat ginn, déi elo nach aner Ministèrë betreffen, déi huelen ech och ganz gäre mat. An ech fannen dat och gutt. Dat ass jo och ganz am Sënn vum geliefte Gendermainstreaming, dass mer déi och weider integréieren.

Do sinn nach d'Steieren erwäänt ginn an d'Justice. Do hat ech nach opgeschriwwen, well och d'Demande komm ass vun den Affekotekäschten, och ganz wichteg hei, dass do versicht gëtt , an domat ass de Justizministère amgaangen, déi Assistance judiciaire ze reforméieren, fir dass nach méi Leit den Zougang dozou hunn. Also, Dir gesitt, dass do wierklech a verschiddene Beräicher vu verschiddene Ministèrë wierklech un engem Strang gezu gëtt, fir alles, wat mer kënne maachen, fir méi Egalitéit ze erreechen, dann och ze maachen.

Ee Punkt hunn ech mer och nach opgeschriwwen, dat betrëfft mech e bëssen als Inneministesch. Do ass geschwat ginn iwwert d'Attraktivitéit vun de Gemengemandater. Bon, ech hu jo do e Projet de loi deposéiert, fir mol do ze hëllefen, wou ech kann, Congé politique an esou weider. Mee laangfristeg leeft et fir mech drop eraus, dass mer eng Kéier mussen e proppere Statutt fir déi lokal Gewielt fannen, dass mer eeben déi Situatioun kucken, well mer hunn ëmmer méi Jonker, déi an d'Lokalpolitick eraginn, wat mer jo och ganz positiv fannen. Mee mir hunn awer Jonker, déi en cours de route, wéi och hei am Haus, Mamm ginn, wou aner Konstellatiounen an der Famill kommen. An deem musse mer eebe ganz genau Rechnung droen.

An da musse mer kucken, dass mer eeben do en anere Kader fannen, an net, wéi mer haut d'Situatioun hunn, dass een dann eng Zäit aus der Politick erausgeet a vläicht herno net méi zréckgeet, oder wéi och ëmmer. Ech mengen, mir sollen einfach frou sinn, wa Leit sech fir Politick engagéieren, an da solle mer kucken, dass mer einfach en attraktive Kader hunn. Mee wéi gesot, et leeft fir mech dorop eraus, dass mer do e proppere Statutt mat alle sozialen Dispositioune kréien.

Voilà! Vläicht nach ee Wuert, dat huet am Fong geholl nämlech kee gefrot: Wéi geet et elo eigentlech virun? Do wollt ech just ganz kuerz soen: Ech wäert och nach eng Kéier alleguerten déi Associatiounen, déi beim éischten Aktiounsplang elo matgehollef hunn, déi hiren Input ginn hunn, mat deenen ech ganz vill Gespréicher hat, elo nach eng Kéier invitéieren, och en Avis eranzegi respektiv och eng Analys ze maachen. Et ass mer wichteg, och do eng breet Consultatioun ze maachen, soudass mer och do kënnen den Input sammelen. A wéi Der gesitt, geet d'Aarbecht eis net aus, an dat ass och evident, well esou, wéi d'Gesellschaft sech weiderentwéckelt, entwéckele sech natierlech och ëmmer erëm d'Defien.

A positiv fannen ech, an dat huet och kee gesot, dass am Endeffekt hei um Niveau vun de Riednerinnen a Riedner dëst ganz paritéitesch war. Et ass warscheinlech elo Zoufall, mee mir hate genausou vill Riedner wéi Riednerinnen. An ech fannen, dat ass och e ganz staarkt Zeechen. Dat weist jo: Fraen a Männer zesummen op Aenhéicht! A genausou solle mer och hei zesumme schaffen.

An dann, Madamm Thill, ech muss Iech soen, ech sinn och Feministin an ech si verdammt houfreg, Feministin ze sinn, well Geschlechtergerechtegkeet ass d'Kärelement vun der Sozialdemokratie. An ouni Geschlechtergerechtegkeet gëtt et keng sozial Gerechtegkeet. An dofir ass et wichteg, dass mer och do zesumme fueren.

Merci.

Une voix | Très bien!

M. Marc Spautz, Président de séance | Merci der Madamm Minister. An domadder ass deen Debat ofgeschloss.

Motions

Mir hunn awer nach ...

(Interruptions)

Une voix | Ministesch.

M. Marc Spautz, Président de séance | Pardon, ...

(Hilarité)

Mir hunn awer nach zwou Motiounen hei.

Motion 1

An do ass eng Motioun, Här Engelen, do muss ech Iech soen, iwwert déi kënne mer net ofstëmmen, well mer déi Ofmaachung hunn, dass bei engem Projet de loi, deen op dem Instanzewee ass, souwuel schrëftlech wéi mëndlech keng Question-parlementairen zougelooss ginn an dass do deen Debat an där zoustänneger Kommissioun stattfënnt.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Et ass keng Question parlementaire.

M. Marc Spautz, Président de séance | Nee, et ass eng Motioun zu engem Projet de loi, deen um Dësch läit. Et ass do kloer, dass, wann Dir dat gär diskutéiert, Der dat maache kënnt an der zoustänneger Kommissioun, respektiv wann de Projet hei gestëmmt gëtt, dass Der dann dozou Är Meenung kënnt soen. Mee fir de Rescht ass et déi Prozedur, dass, wann e Projet de loi ënnerwee ass, mer dat da sollen an der Kommissioun behandelen an net heibannen. Dofir, dat als Erklärung, firwat mer net wäerten iwwert déi Motioun ofstëmmen.

(La motion 1 de M. Jeff Engelen est déclarée irrecevable.)

Motion 2

Dann déi zweet Motioun. Dat ass d'Motioun vun der Madamm Cecchetti. Huet do nach een eng Fro oder eng Wuertmeldung derzou? Ech gesinn den Här Biancalana.

M. Dan Biancalana (LSAP) | Jo, merci, Här President. Ech wollt nach op dee Punkt agoen, wat Der virdru gesot hutt par rapport zur Motioun vun der ADR. Mir hu jo effektiv nach an der Kommissioun e Projet de loi ze presentéieren, an ech mengen, da soll een an deem Kontext och iwwert déi heite Motioun an iwwert dee Contenu schwätzen.

Par rapport zur Motioun vun deene Lénken. Ech hunn och kuerz mat der Madamm Ministesch geschwat. Et ass jo esou, dass bei dem Projet de loi, deen deposéiert gëtt, effektiv déi Fiche derbäi ass, wou dat effektiv dann och muss ausgefëllt ginn.

Ech mengen, mir wëssen awer och unhand vun deene Gesetzer, déi mer hei gestëmmt hunn, dass mer keng gestëmmt hunn, déi effektiv en negativen Impakt haten op d'Chancëgläichheet. An ech mengen, dës Regierung huet awer och d'Vertraue vun dëser Majoritéit, dass se effektiv net Projet-de-loien an d'Prozedur schéckt, déi en negativen Impakt hunn op d'Chancëgläichheet. Dofir ass dann och hei d'Propos, dës Motioun ofzeleenen.

Merci.

M. Marc Spautz, Président de séance | Dann huet d'Autrice d'Wuert gefrot.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Jo, also, ech menge wierklech, dat Buch „Unsichtbare Frauen" muss gelies ginn, well ganz vill Projeten hunn en Impakt a mir mierken et emol net. Ech ginn elo e ganz einfacht Beispill.

Mir maachen elo iergendee Gesetzestext iwwert den ëffentlechen Transport. Dann huet dat en Impakt, well jee nodeem, wéi deen ëffentlechen Transport organiséiert ass, kënnt e Fraen zupaass oder net zupaass, well Fraen zum Beispill vill méi Weeër maachen. E Mann hëlt oft den Zuch oder de Bus an e fiert vun A op B, an en ass op senger Aarbecht. D'Fra fiert awer vun A mol an eng Crèche an da vu B nach akafen a vum Akafen op d'Aarbecht an esou weider an esou fort. Si mécht vill méi Weeër.

Dat ass elo e ganz vereinfacht Beispill. Mee esou gëtt et awer Repercussiounen, déi eis emol guer net bewosst sinn. An duerfir wier et immens wichteg, wann e Ministère ... Natierlech, ech weess, dass dat och elo net einfach esou geet, dass een eng Motioun mat Jo stëmmt, an da geet dat. Well do muss ee sech och d'Outile ginn. Do muss ee ganz genau kucken: Wat steet an deene Projeten dran a wat kéint awer vläicht en Impakt hunn? Deem mir eis absolutt net bewosst sinn.

Zum Beispill d'Stroossebeliichtungen, dat ass elo éischter kommunal, mee dat kënnen awer och d'Ponts et chaussées sinn. Zum Beispill Weeër, zum Beispill d'Parken, zum Beispill den Aménagement du territoire, do gëtt et ganz vill Saachen, déi hunn en Impakt op Fraen oder Männer, mee dat ass guer net an eise Käpp dran. An ech mengen, mat deem, wat elo grad hei gesot ginn ass vum Här Biancalana, mierkt een, dass et wierklech net an eise Käpp mat dran ass. Et ass net dran!

Also, ech weess jo och, datt mir hei keng Gesetzesprojete stëmmen express géint d'Chancëgläichheet oder datt mir express iergendeppes wäerte maachen, wat net an der Rei ass. Mee et sinn awer vläicht Aspekter, déi eis emol guer net esou am éischte Moment opfalen, well mer dee Brëll einfach net unhunn oder well mer och net an der Lag vun där Persoun sinn. Well, wéi ech virdrun och scho gesot hunn, oder wéi och d'Madamm Thill dat gesot huet, mir alleguer heibannen, mir si wäiss alleguer, mir si Fraen oder Männer, déi aus enger aiséierter Gesellschaft kommen, a mir hunn oft dee Brëll net un.

An duerfir ass et immens wichteg, datt en anere Bléck drop geworf gëtt. An dat kënnen net déi Leit sinn, déi heibanne sëtzen an dat kënnen och net déi Leit sinn, déi vläicht en normale Bléck an de Ministèren hunn. Ouni iergendengem eppes virzewerfen – absolutt net! – mee mir sinn eis ganz ville Saachen einfach net bewosst, souwuel an eisen Discourse wéi och an deem, wat mer maachen. Mir sinn eis däers einfach net bewosst. Dat ass guer kee schlechte Wëllen, ëm Gottes Wëllen, guer net, absolutt net!

M. Marc Spautz, Président de séance | Merci, Madamm Cecchetti. Dann hunn ech nach zwou Wuertmeldungen, déi vum Här Hengel an duerno vun dem Här Clement.

M. Max Hengel (CSV) | Merci, Här President. Merci och de Kolleege vun déi Lénk fir déi Motioun. Ech versti ganz gutt, wat den Här Biancalana wëllt soen. Ech verstinn awer och déi gutt Absicht hannert där Motioun. An dofir géif ech menger Fraktioun proposéieren, datt mer déi Motioun géifen ënnerstëtzen.

Merci.

M. Marc Spautz, Président de séance | Merci, Här Hengel. Duerno ass et um Här Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Also, ech verstinn de Wëlle vun där Motioun. Ech mengen, datt et ganz begréissenswäert ass, dat heiten ze fuerderen, zumindest den éischten Invite. Ech mengen, datt et gutt géif doen, wa mer d'Gesetzer insgesamt méi am Detail géifen op de Leescht huelen. Dat ass eppes, wat zur gudder parlamentarescher Aarbecht gehéiert.

Mee ech kann net domadder liewen, wa mer gesot kréien, mir kéinten eis net virstellen, oder net an aner Leit eraversetzen. Ech mengen, datt et eng Aarbecht ass fir all Deputéierten, sech all Dag ze hannerfroen, ob e vun all Bléckwénkel op e Projet kuckt oder net. Dat heescht, ech mengen net, datt mer eis als Chamber dee Virworf musse maachen, datt mer net géifen esou Saache probéieren ze denken. Ob et eis ëmmer geléngt, dat ass hei eng aner Fro.

Ech hunn awer e systematesche Problem, fir d'Wuert aus der Motioun ze iwwerhuelen, mam zweeten Invite, wou drasteet : „à écarter systématiquement toute disposition d'un projet de loi dont l'impact sur l'égalité de genre s'avère négatif."

Ech sinn en faveur vun enger Evaluatioun, mee et muss awer un der Chamber si fir ze entscheeden, wéi eng Dispositiounen aus engem Projet de loi zréckbehale ginn oder net. D'Regierung proposéiert, mécht also e Projet de loi, dee kënnt an d'Chamber, an et ass duerno d'Chamber, déi iwwert dee Projet befënnt. A se muss de Moyen hunn, fir kënnen Agencementer ze maachen. Zum Beispill muss et och d'Méiglechkeet ginn, fir eng profeministesch Politick ze maachen, déi eventuell zu Ongonschte vun deem engen oder anere Mann ausfält. A wann deen zweeten Invite hei à la lettre géif suivéiert ginn, da wär dat eeben net méi méiglech, well dann däerf esou e Projet guer net an d'Chamber kommen.

An dofir musse mer eis bei där Motioun hei leider enthalen, well deen zweeten Invite fir eis net ze droen ass. Ech fannen awer, datt den éischten Invite et géif meritéieren. Dat heescht, wann d'Kolleege vun déi Lénk der Meenung wären, datt se gären eng méi breet Zoustëmmung wëllen, kënne se dee sträichen, da kënne mer se matstëmmen. Soss musse mer eis enthalen.

M. Marc Spautz, Président de séance | Merci dem Här Clement. Wa kee méi eppes ze soen huet, da kéime mer zum Vott.

Vote sur la motion 2

Déi mat Jo wëlle stëmmen, drécken oui, an déi mat Nee wëlle stëmmen, drécken non.

(Brouhaha)

Pardon, do ass e Feeler. Et ass net d'Motioun vum Här Engelen, mee et ass déi vun der Madamm Cecchetti.

Plusieurs voix | O!

M. Marc Spautz, Président de séance | Et ass d'Motioun Nummer 2 an net d'Motioun Nummer 1, well d'Motioun Nummer 1 kënnt net.

(Brouhaha)

Et ass annuléiert. Et ass déi vun der Madamm Cecchetti.

Une voix | Här Spautz, et kënnt näischt.

M. Marc Spautz, Président de séance | Jo, bei mir och net.

(Hilarité)

(Le vote électronique lancé par erreur sur la motion 1 de M. Jeff Engelen est annulé et il est procédé au vote sur la motion 2 de Mme Myriam Cecchetti.)

Voilà! Den Ufank vum Vott. Elo ass et richteg. De Vott ass ofgeschloss.

Déi Motioun ass ofgeleent mat 23 Jo-Stëmmen, 35 Nee-Stëmmen an 2 Abstentiounen.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Jean-Marie Halsdorf), MM. Emile Eicher (par M. Claude Wiseler), Félix Eischen (par Mme Diane Adehm), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies (par Mme Octavie Modert), Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo (par Mme Elisabeth Margue), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Jean-Paul Schaaf), Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Paul Galles) ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler (par M. Gusty Graas), Gilles Baum, Mme Simone Beissel (par M. Gilles Baum), MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen (par M. Claude Lamberty), Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff (par M. Frank Colabianchi), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener (par Mme Tess Burton), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo (par M. Yves Cruchten), Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch (par M. Dan Biancalana) et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova (par Mme Josée Lorsché), M. François Benoy (par M. Charles Margue), Mmes Djuna Bernard (par Mme Jessie Thill), Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Stéphanie Empain), Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Se sont abstenus : MM. Sven Clement et Marc Goergen.

10. Ordre du jour (suite)

Domadder kéime mer zum nächste Punkt vum Ordre du jour, an do geet et ëm d'Resolutioun vum Här Kartheiser. An ier ech dem Här Kartheiser awer d'Wuert ginn, wëll ech soen, dass mer iwwert déi zwou Motiounen, déi haut de Mëtten hannerluecht gi si vun der CSV betreffend de Glyphosat a vun de Piraten betreffend d'Bettelei um Territoire vun der Stad Lëtzebuerg, duerno nach ofstëmmen. Net, dass elo Leit scho mengen, dat kéim net méi. Dat kënnt nach op den Ordre du jour.

Merci.

11. Résolution de M. Fernand Kartheiser relative au double mandat des maires ou conseillers communaux suite aux élections communales du 11 juin 2023

(Résolution déposée en séance publique n° 33 du 8 février 2023 – à consulter au compte rendu n° 10/2022-2023 en page 77)

An domadder huet den Här Kartheiser d'Wuert.

Exposé

M. Fernand Kartheiser (ADR), auteur | Här President, villmools merci. Ech mengen, et ass scho spéit, duerfir wëll ech ganz kuerz heiriwwer schwätzen. Mir hate se jo schonn deposéiert an et geet drëm, hei e staarkt politescht Zeechen ze setzen. Mir hu jo e Superwaljoer, wou mer souwuel Kommunal- wéi och Nationalwalen hunn. Et ass an der Politick jo, mengen ech, gutt bekannt, datt ëmmer erëm geschwat gëtt vun der Noutwendegkeet, fir eng Mandatstrennung ze maachen.

An déi Resolutioun, déi mir hei proposéieren, déi soll eebe just dat Zeeche setzen, datt d'Politick dat eescht hëlt, an datt mer wierklech en Engagement huelen als Politiker hei, datt mer dann, wa mer e Kommunalmandat unhuelen als Buergermeeschter oder als Schäffen, an, sollte mer nach an d'Chamberwale goen, an dat Recht huet jo wierklech jiddereen, mee datt mer eis dann entweeder fir dat kommunaalt Mandat oder fir d'Chambermandat decidéieren, datt mer hei eigentlech d'Engagement huelen, datt mer net an enger Exekutivfunktioun an enger Gemeng sinn a gläichzäiteg Member an der Chamber.

Dat ass eigentlech d'Zil heivunner, an et ass och eng Saach, déi am Koalitiounsaccord ugekënnegt gi war, wann déi nei Verfassung géif ugeholl ginn. Ech mengen, Dir kënnt dat hei liesen. Da sollten dann déi Konditiounen dofir kloergestallt ginn. Déi Konditioun ass elo erfëllt, d'Verfassung ass adoptéiert an et steet deem eigentlech näischt am Wee, fir dee politesche Gest hei ze maachen.

Ech hunn och gesinn, Här President: Dir selwer waart de Moien am „Tageblatt" mat engem Artikel vertrueden, aus deem ech just zwee Sätz virliesen. Dir waart

e bësse schei, wann Der mer erlaabt, dat ze soen, well Dir hutt hei geschwat vun de Walen, de Gemengewalen an de Chamberwalen. Dir hutt gesot, u sech wär et an dëser Legislaturperiod och d'Geleeënheet gewiescht, fir iwwert d'Mandatstrennung nozedenken. Abee, dat maache mer. Mir schwätzen hei driwwer. Mir denken also och driwwer no. Normalerweis denkt ee jo och driwwer no, wann ee schwätzt. Also, mir maachen dat.

„An dann hätten der vill", sot Dir, Här President, „ech selwer och, wuel oder iwwel missen e Choix maachen. Schued, dass an där Hisiicht de politesche Courage gefeelt huet an et net emol usazweis zu Diskussioune bei den eenzelne Parteien an am ganze politesche Spektrum koum."

Abee, ech mengen, op jidde Fall bei der ADR gouf et déi Diskussioun. Mir schwätzen och hei an der Plenière a mir kënnen also jidderee fir sech oder och d'Parteien en Zeeche setzen a Richtung vun der Mandatstrennung. Mir géifen dat begréissen.

Mir wëllen och soen: An deenen Diskussiounen, déi mer an deene leschte Joren doriwwer haten, hu sech eis Jugendparteie speziell ervirgedoen. Ech wëll just drun erënneren: Et gouf eng Petitioun, ech mengen, déi koum, wann ech mech gutt erënneren, vun engem Kolleeg vun der LSAP, deen eng Petitioun gemaach hat fir eng Mandatstrennung zu Lëtzebuerg bis spéitstens 2023. An eis Jugendparteien ... Do gesinn ech d'CSJ drop, d'JDL, eis natierlech, d'ADRenalin, awer och déi Jonk Gréng, d'Jonk Sozialisten, déi esou en Ziedel gemaach haten, wou se drop geschriwwen hunn: „Mandatstrennung zu Lëtzebuerg bis spéitstens 2023!" An eis Jugendparteien hunn eis och opgeruff, dee Schrëtt ze maachen.

Ech weess net, ob der haut heibanne sinn, déi deemools an de Jugendparteien aktiv waren. Mee mir mengen, et ass awer och en Zeeche vu Respekt, de Wonsch vun deene jonke Leit, déi och wëllen norécken, en Accès op d'Politick hunn an och un d'Kredibilitéit vun der Politick wëlle gleewen, fir dat ëmzesetzen.

Si haten och eng Partie Argumenter virbruecht. Si hätte gär eng gesetzlech Verankerung vun der Mandatstrennung. Dat ass jo dat, wat d'Kolleege vun deene Lénken haut och proposéiert hunn, mat enger Proposition de loi an deem Sënn. Mee dat ass och vun eise Jugendparteie revendiquéiert ginn, also déi gesetzlech Verankerung vun der Mandatstrennung tëscht Chamber- respektiv Europadeputéierten a Buergermeeschteren a Schäffen. Eng Professionaliséierung vun der Chamber géif domat zesummenhänken, well déi 60 Deputéierten da méi Zäit hätten, fir sech ëm d'Chambersaarbecht ze këmmeren. Heiansdo ass et schwiereg, och wann d'Leit hiert Bescht maachen, fir dat eent an dat anert mateneen ze verbannen. Heiansdo ass dat schwiereg. A wa 60 Vollzäitdeputéierter heibanne wären, mengen ech, géif dat der parlamentarescher Aarbecht och guttdoen.

D'selwecht och d'Professionaliséierung vum Schäfferot, de Räsonement ëmgekéiert. D'Leit hätte méi Zäit, fir sech ëm d'Gemengepolitick ze këmmeren. An dann ass nach eng Iwwerleeung do iwwert den Daachverband vun de Gemengen, deen elo am Abléck fir eis heibanne manner relevant ass.

Mee mir wëlle soen als ADR, datt mer hei déi Initiativ geholl hunn eebe just als en Zeeche vun Éierlechkeet virun de Walen, fir kloerzemaachen, wie sech dann elo bekennt zu deem Prinzipp vun der Mandatstrennung, dat mer ëmmer erëm diskutéieren, oder wie sech net wëllt dozou bekennen.

Fir eis als ADR ass et ganz kloer, mir huelen dat un, mir stëmmen dat haut, datt mer deen Engagement huelen: Wie Schäffen oder Buergermeeschter ass, an eisen Aen, fir eis Partei, hëlt keen Deputéiertemandat un an en Deputéierten hëlt kee Schäffen- oder Buergermeeschtermandat un. Fir eis ass deen Engagement kloer a mir hoffen, datt méiglechst vill Kolleegen heibannen dee Schrëtt och maachen, fir datt mer eng transparent, éierlech Manéier hunn, mat eise Wieler déi Saach ze diskutéieren.

Ech soen Iech Merci.

M. Fred Keup (ADR) | Très bien!

M. Marc Spautz, Président de séance | Merci, Här Kartheiser.

Éischten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Gilles Roth.

Discussion générale

M. Gilles Roth (CSV) | Merci, Här President. Léif Kolleeg/innen, ...

Plusieurs voix | A!

(Hilarité)

M. Fernand Kartheiser (ADR), auteur | Eng Partei vun der Mëtt!

M. Gilles Roth (CSV) | Déi ...

M. Dan Kersch (LSAP) | Et soll nach ee soen, Dir wäert net léierfäeg.

(Hilarité)

M. Gilles Roth (CSV) | Jo. Déi Fro, déi den Här Kartheiser opgeworf huet, ass eng wichteg Fro. An ech mengen, d'Äntwert do drobber, déi ass weeder schwaarz nach wäiss, well wa se esou einfach wier, da wier se scho laang gi ginn.

Mir hunn de Moien och e längeren Échange de vues bei eis an der Fraktioun doriwwer gehat. A mir kommen eigentlech zréck op e gudde Rapport, deen 2007/2008 elaboréiert gouf hei an der Chamber a wou op déi dote Fro am Kontext vun dem Rapport iwwert d'Réforme territoriale du Luxembourg – et war deemools an enger Spezialkommissioun –, eigentlech déi Argumenter, déi fir eng Trennung oder géint de Cumul schwätzen, an déi Argumenter, déi géint eng Trennung oder fir de Cumul schwätzen, mengen ech, relativ syntheetesch opgelëscht goufen.

Et ass effektiv esou, dass deemools ënnerstrach gouf, mam Traité vu Lissabon, dass verstäerkten Aufgaben op d'Chamber géifen zoukommen, notamment wat déi europäesch Dossieren ubelaangt. An et gesäit een, dass eng ganz Rei vu Kolleeg/innen an der Chamber awer vill fir de Conseil de l'Europe a fir aner international Institutiounen ënnerwee sinn.

Dat zweet Argument, dat och zréckbehale gouf, war dat vu steigenden Aufgaben, déi op d'Gemenge géifen zoukommen, wat och agetraff ass. Ech mengen, virun enger 15 Joer hunn d'Leit sech manner mat Wunnengsbau, eegenem Wunnengsbau, an enger Gemeng beschäftegt, si hu sech manner mat Dossiere wéi Santé an anerem beschäftegt. Zum Beispill Pacte Climat, dat war sengerzäit net esou ausgepräägt, wéi dat elo ass. A jiddwereen, dee Verantwortung, sief et an engem Conseil, sief et an engem Schäfferot vun enger Gemeng, iwwerhëlt, weess, dass do steigend Aufgaben opkommen.

Et goufen awer och eng Rei vun Argumenter opgelëscht, fir de Cumul bäizebehalen. An ech mengen, och déi soll ee fairnesshalber oplëschten. Et gouf gesot, wat och richteg ass, dass eng Gemeng jo net nëmmen d'Autonomie vun enger Gemeng huet, mee dass eng Gemeng, besonnesch wat de Schäffen an de Buergermeeschter ubelaangt, eng ganz Rei vun hoheitsrechtlechen Akten iwwerhëlt, zum Beispill d'Bestietnis. Och fir de Staat. Zum Beispill hu mer dat an der Santé gesinn an der Pandemie, wou d'Gemengen zum Deel gesetzlech verflicht waren, fir de verlängerten Aarm vun enger nationaler Gesondheetspolitick ze spillen.

Da gouf awer och gesot, dass déi Proximitéit, déi d'Leit an enger Gemeng hunn, en Avantage ass, well se wëssen, wat um Terrain lass ass, fir dat an eng national Politick matafléissen ze loossen. An et ass och een Argument, wou ech géif soen, e Paul-Helminger-Argument: Majo, wann et engem ze vill ass, da kann ee jo op ee Mandat verzichten! Dat ass eppes, wat dréchen do steet, mee et ass eppes, wat een och net kann einfach esou an de Wand schéissen.

A virun allem ass eppes: Et kënnt ee jo net op d'Chamber, ob een en direkt Mandat huet oder ob een herno Suppleant ass, respektiv net an eng Gemeng, ouni déi demokratesch Legitimitéit dervun ze hunn. An ech mengen, besonnesch déi Leit, déi Buergermeeschter a Schäffe sinn, sinn an der Reegel jo net déi, déi déi mannsten demokratesch Legitimitéit an hirer Gemeng hunn. Och dat, mengen ech, muss ee mat Recht soen. An net nëmmen an engem Superwaljoer, wat dat och ëmmer heescht, mee virun allem och a Perioden, wou engersäits Kommunalwale sinn an da sinn zwee Joer duerno Nationalwalen, weess den Electeur, dat heescht, deen, dee mat wiele geet, jo ganz genau, wat fir eng Positioun deen een oder aneren an der Gemeng respektiv op nationalem Plang huet.

An ausgeeënd dovunner hu mir 2018, ënnert der Fiederféierung vun eisem Parteipresident, dem Claude Wiseler, zu där Fro vun dem Cumul vun de Mandater eng kloer Positioun an eisem Walprogramm gehat. A mir hunn de Moien nach eng Kéier de Point bei eis gemaach a mir hunn déi och haut nach ëmmer.

Opgrond vun deenen ënnerschiddlechen Argumenter ass eis Positioun als CSV do: Jo, mir kënne mat enger Professionalisatioun vun de Buergermeeschtere liewen. Dat ass awer bei eis u Konditioune gebonnen: dass dat Element vun der Representativitéit vun de Gemengen och op nationalem Plang gewaart ass. An duerfir hu mir derfir plädéiert, iwwregens änlech, wéi dat sengerzäit an deem Dokument iwwert d'Réforme territoriale du Luxembourg virgesi war, dass eng sougenannte Chambre des élus locaux och de kommunale respektiv de regionale Point de vue op déi national Legislatioun géif matvirgesinn. Dat heescht awer och, dass een natierlech muss kucken, d'Zuel vun de Gemengen am Kader vun enger Réforme territoriale erofzesetzen.

An da kënnt jo déi Gretchenfrage. Dat ass déi: Wat ass dann de Statutt vun engem Buergermeeschter? Well déi hänkt jo mat do drun. Et kann een net soen: „Schéin a gutt. Dir hutt elo eng grouss demokratesch Legitimitéit, mee Dir kritt dofir 1.800 Euro an Dir kuckt, dass Der mat Ärer Famill, ouni Sécurité sociale – well dat muss een och soen –, domadder eens gitt. A wann Der net erëmgewielt gitt, dann hat Der Pech."

An duerfir hu mir no engem längeren Échange de vues de Moien eigentlech fonnt, dass dee Statutt, deen et gëtt fir den Deputéierten – deen huet jo e Statutt, wou en eng Sécurité-sociales-Ofsécherung huet a wou en och eng Gehaltsofsécherung huet wärend där Zäit, wou e säi Mandat ausüübt –, dass dat e Statut ass, dee jo seng Preuvë gemaach huet, ob e positiv oder negativ ass, mee en huet op jidde Fall seng Preuven iwwert d'Zäit gemaach, dass een deen och kéint assimiléiert huele fir eng Professionalisatioun vun de Buergermeeschteren. A mir sinn och bei Leit, déi schonns laang Experienz als Inneminister, als Buergermeeschter an als Deputéiert hunn, eigentlech och zur Konklusioun komm, dass een dat kéint relativ kuerzfristeg souguer aféiere fir déi Leit, déi eng grouss

Gemeng féieren, an deenen de Choix ginn, ob se wëllen Deputéiert mat dem Statutt vun dem Deputéierte sinn oder Buergermeeschter mat dem Statutt als Buergermeeschter, zum Beispill Buergermeeschtere vu Gemengen iwwer 10.000. Ech mengen, dat géif och dee Problem relativ séier kënne léisen.

Et ass eppes, wat dobäi opbleift, wou mer keng ofschléissend Meenung hunn, dat soen ech Iech awer och riichteraus. Dat ass: Wéi wäit féiert een da mat enger Chambre des élus locaux déi Trennung vu Gemengemandater mat nationale Mandater duerch? Jo fir d'Buergermeeschteren. Bei de Schäffen jo. Bei de Gemengeconseilleren, do weess ech et net. Dat muss een natierlech, an dat ass och en Argument, dat bei eis gesot ginn ass, diskutéieren. Et ass och schwiereg, wann ee seet: De Buergermeeschter an de Schäffe just op d'Gemeng, an d'Gemengeconseilleren, déi maachen dann de Cumul vun de Mandater mat alle Vir- an Nodeeler, déi do sinn.

Ech soen et ganz éierlech am Numm vun eiser Fraktioun: Op déi lescht Fro hu mir och keng ofschléissend Äntwert. Dat gesot, Här President, et war vläicht e bësse méi laang, mee ech ginn awer dervun aus, dass d'Positioun vun eiser Partei do kloer ass. An aus deene Grënn soen ech och gradesou éierlech: Jo, mir hunn eng ganz Rei vu Leit, déi heibanne sëtzen, an anerer, déi op deenen zwou Lëschte wäerte kandidéieren. Dat ass fir eis keen Zeeche vun Onéierlechkeet. Mee mir kënnen duerfir d'Motioun vun der ADR net matstëmmen.

Ech soen Iech Merci.

Une voix | Très bien!

M. Marc Spautz, Président de séance | Merci dem Här Roth. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Gilles Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Gilles Baum (DP) | Här President, léif Alleguer, Dir héiert schonn, meng Stëmm ass net déi Allerbescht. D'Kolleegen heibannen, déi wëssen d'Grënn derfir. Ech maachen et dofir och kuerz.

Ech wëll Iech virliesen, wat am Walprogramm vun der DP 2018 stoung: „Die DP wird die gesetzliche Basis für einen Vollzeitbürgermeister in den großen Gemeinden schaffen. Der politische Urlaub und die finanziellen Rahmenbedingungen werden überarbeitet werden. Erst im Anschluss kann eine Entscheidung mit den anderen Parteien über die Regelung der Doppelmandate getroffen werden."

Bon, den Här Roth stoung elo hei virdrun, an ech muss Iech soen, ech kann eng ganz Rei Argumenter elo ewechloossen, well en effektiv déi Argumenter bruecht huet, déi mir och hunn. Et gëtt natierlech Argumenter derfir, et gëtt Argumenter dergéint.

Ech wéilt vläicht e bëssen awer trotzdeem aushuelen, ech wëll Iech soen, wéi d'Situatioun an enger Gemeng ass, déi ech relativ gutt kennen: Jonglënster, 8.700 Leit, déi gréisst Gemeng am Osten, zwielef Dierfer. Ech wëll Iech just eng Kéier soen, wien alles an de leschte Jore Buergermeeschter war a wat déi Leit geschafft hunn. Et ass nämlech relativ interessant.

2005 hu mer en neie Buergermeeschter kritt, deen hat d'Pensioun. Duerno koum eis Kolleegin Françoise Hetto drun, déi war Deputéiert, wéi Der wësst. Duerno hate mer eng Madamm, déi net geschafft huet, déi war also, wéi gesot, Hausfra. An duerno hu mer e Mann kritt, dee just virun der Pensioun stoung an dunn, wéi en d'Pensioun kritt huet, ass e Buergermeeschter ginn.

Mäi Buergermeeschter, mat deem ech ganz gutt zesummegeschafft hunn a mat deem ech awer net parteilech verbonne sinn, dat wësst Der, den Här ass an der CSV. Ech hunn dräi Joer mat deem zesummegeschafft, deen huet extreem, extreem vill Zäit a seng Gemeng investéiert. A mir wëssen alleguerten, den Här Roth huet et gesot: Dat Entgelt, dat een duerfir kritt, do si mer ganz, ganz, ganz wäit ewech vum qualifizéierte Mindestloun an dat gëtt dann och emol nach versteiert.

Da muss ee sech natierlech virstellen, den Här Roth huet et gesot: Et ass keen – keen! –, dee säi Beruff opgëtt, fir ze wëssen, ob e sechs Joer drop nach eng Kéier do ass, wann ee seet: „Ma lauschter, elo kriss de deng 1.800 Euro, déi s de nach versteiere gees an a sechs Joer kucks de, wéi s de erëm opgefaange gëss."

Mir fält op alle Fall op an de Schäfferéit, dass d'Fonction publique do ganz gutt representéiert ass. Eis Pensionnairë si ganz gutt representéiert. Mee Leit, déi privat schaffen, Independanten, déi hunn et haut scho weesentlech méi schwéier. A wa mer wëllen eppes maache bei der Trennung vun de Mandater, da musse mer och fir Gerechtegkeet suergen, dass och déi Leit, déi Independant sinn oder am Privatsecteur schaffen, déi selwecht Chancen hunn, esou en Amt auszeüben, wéi d'Leit, déi d'Pensioun hu respektiv aus der Fonction publique kommen.

Heibannen hu mer eng Rei Député-mairen, mir hunn eng Rei Députés-échevins, mir hunn eng Rei Députés-conseillers. Ech stellen Iech elo d'Fro: Firwat sëtzen déi hei? Ma et ass ganz einfach: Well d'Leit se gewielt hunn, souwuel op dat eent Amt an hirer Gemeng wéi och op dat anert Amt hei an der Chamber. An ech mengen, méi eng demokratesch Legitimitéit, wéi ee se ka kréien duerch Walen, wäert et wuel net ginn!

Den Här Gibéryen, well jo d'Resolutioun vun der ADR ass, stoung ... E war Député-maire, kënnt Der Iech erënneren? Den Här Gibéryen stoung eng Kéier hei uewen an ech wéilt ganz genau dat soen, wat en deemools gesot huet, well dat ass absolutt richteg an ech deelen dat: „Wann een zwee Ämter huet an et ass engem ze vill, da kann ee jo een Amt néierleeën." An dat ass, mengen ech, absolutt richteg! An Dir kënnt Iech vläicht erënneren, dass ech 2020 mäi Schäfferotsposten zu Jonglënster weiderginn hunn, wéi ech Fraktiounschef gi sinn.

Voilà, mir wäerten dës Resolutioun net matstëmmen. D'Diskussioun, déi wäert natierlech och an der nächster Legislaturperiod ze féiere sinn. Ech wëll Iech just soen, an domat halen ech op: De Jacques Chirac, deen ass, mengen ech, deene meeschten heibannen nach e Begrëff, de Jacques Chirac war Buergermeeschter vu Paräis vun 1977 bis 1995. An elo haalt Iech un: Dee war och nach vun 1986 bis 1988 Premierminister, deen hat also och en Duebelmandat! An erlaabt mer dat hei, dat ass awer meng perséinlech Meenung: Ech mengen, Paräis war déizäit méi schéin a Frankräich besser gefouert!

Merci.

M. Marc Spautz, Président de séance | Merci, Här Baum. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Yves Cruchten. Här Cruchten, Dir hutt d'Wuert.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Jo, merci, Här President. Merci och mengen zwee Virriedner hei, deenen zwee Gillesen, well si hunn esou villes gesot, dass ech dat elo hei ka vun der Plaz maachen. Ech erspueren Iech eng Partie Widderhuelungen.

Ech mengen, ëm wat geet et hei bei der Fro vun der Trennung vun de Mandater? Et geet jo primär drëms, dass mer wëllen assuréieren, dass een, dee säin Amt ausüübt, genuch Zäit huet, fir dat Amt auszeüben. Dat ass jo d'Haaptfro. An dat war jo och eng vun den Iwwerleeungen, firwat déi Fro vun der Trennung vun de Mandater och an de Koalitiounsaccord komm ass.

Ech verstoppen Iech och net, dass ech perséinlech mer gewënscht hätt, mir wären an dëser Legislatur do schonn e Stéckelche méi wäit komm. Ech wëll awer och soen, dass mer net näischt gemaach hunn. Ech wëll soen, et ass e Projet ënnerwee – d'Madamm Bofferding huet deen deposéiert –, deen eng Neireegelung vum Congé politique, eng Opwäertung vum Congé politique mécht. Mee virun allem hu mer d'Virbedéngung geschaaft, fir iwwerhaapt kënnen eng Trennung vun de Mandater ze maachen, nämlech mat där neier Verfassung, déi den 1. Juli a Kraaft trëtt.

Et ass elo net, wéi wann näischt geschitt wär, mee effektiv hätt ee sech kënne wënschen, dass een op deem heite Punkt méi wäit komm wär. Mir hunn an där Koalitioun hei vill Guddes gemaach. Hei hätt ech mer gewënscht, dass mer nach méi séier gewiescht wären, mee et ass, wéi de Gilles Baum et virdru gesot huet: Do wäert déi nächst Koalitioun, egal aus wéi enge Parteie se besteet, net derlaanschtkommen, do unzeknäppen a virunzefueren.

Ech wëll zu der Motioun selwer soen, firwat mer se net stëmmen. Do geet et jo ëm eng Selbstverflichtung. Ech mengen, dass dat alles ze kuerz gräift. Un där Fro vun der Trennung vun de Mandater hänken all déi aner Froen, nämlech de Statutt vun dem Élu local, awer och vun de Vollzäitdeputéierten. Déi Diskussioun, déi hänkt och dorunner, an ech mengen, wa mer dat dote maachen, sollte mer net aus der Hëft schéissen, mee da sollte mer eppes maachen aus engem ganze Goss. Da solle mer eis déi néideg Zäit huelen. An ech sinn iwwerzeegt, dass mer déi nächst Legislaturperiod do wäerten e Schratt weiderkommen.

Merci.

M. Marc Spautz, Président de séance | Merci, dem Här Cruchten. Déi nächst ageschriwwe Riednerin ass d'Madamm Josée Lorsché.

(Brouhaha)

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Merci, Här President. De Gilles Roth huet eppes gesot, wat ech nëmme kann ënnerschreiwen: „Wann et esou einfach wär, da wär déi Decisioun scho längst geholl ginn." Grad do läit den Däiwel am Detail. Dat hei ass eng Diskussioun, déi gefouert gëtt. Den Här Kartheiser huet gesot, déi wär net bei deenen anere Fraktiounen a Groupementer gefouert ginn. Dat stëmmt net: Mir hunn eis ganz, ganz laang an eiser Fraktioun an an eiser Partei mat deem Theema auserneegesat.

(Interruption)

Gelift? A pardon!

Mir hunn eis laang dermat auserneegesat. Mir hunn e Pabeier verfaasst – mir hunn dat och ëffentlech gemaach, dat kann och jiddereen kréien –, wou mer eis ganz geziilt mat der Professionaliséierung vun de Gemengemandater auserneegesat hunn, och mat der Representativitéit vum Gemengesecteur an deem ganze politesche Gebilde, wou mir och de Syvicol mat an d'Spill bruecht hunn. A mir hunn iwwert de Congé politique eng ganz Rei Iwwerleeunge gefouert, wou et jo notamment och drëms geet, fir bei Leit, déi e Gemengemandat hunn, ze analyséieren, wéi wäit e Gemengemandat mat engem anere Beruff kompatibel ass.

Wa mer vu Belaaschtung schwätzen, da kann ee jo net soen, dass e Gemengemandat mat Deputéiertemandat zesumme méi belaaschtbar wär wéi e Gemengemandat mat engem Beruff, deen och belaaschtbar ass. An an deem Sënn si mer och der Meenung, dass mer déi Diskussioun elo op Basis vun der neier Verfassung solle serein féieren.

Mir si prinzipiell der Meenung, dass ee soll op dee Wee goen, awer net d'Etappen iwwerstierzen. A wéi gesot, d'Haaptkonditioun ass déi, dass d'Gemengemandater opgewäert ginn an dass een do wierklech ..., wat een do ausüübt, dass dat och an deem Sënn geschätzt gëtt, dat, wat een do alles fir d'Gemengewuel mécht. An an deem Sënn wëlle mir déi hei och zu dësem Moment net ënnerstëtzen.

M. Marc Spautz, Président de séance | Merci, Madamm Lorsché. Déi nächst ageschriwwe Riednerin ass déi honorabel Madamm Nathalie Oberweis.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Merci, Här President. Merci och dem Här Kartheiser fir dës Resolutioun. Ech mengen, ech hunn haut och schonn eng Kéier kuerz doriwwer geschwat, wéi ech meng Proposition de loi de Mëtteg virgestallt hunn. Eis ass dat heite ganz sympathesch. Mir mengen awer och, dass et, wéi et och schonn ugeschwat gouf, relativ schwaach ass, well et op en individuellen Engagement am Endeffekt zréckgeet. A mir mengen, dass deen heite Problem, well mer et wierklech als Problem gesinn, vill méi déifgräifend ass an dofir muss duerch e Gesetz geléist ginn.

Voilà, duerfir hu mir dëst Gesetz de Mëtteg deposéiert. Ech ginn elo net nach eng Kéier drop an, mee ech mengen awer, dass et wichteg ass, den Debat héichzehalen, wéi den Här Kartheiser et mat dëser Resolutioun gemaach huet.

An et ass trotzdeem e gudden Usaz. An den Debat ass einfach, et mierkt een et elo hei erëm, schonn esou laang do an zitt sech awer trotzdeem, an et mierkt een awer elo hei erëm, dass mer awer och iergendwéi net virukommen.

Wann ech dem Här Roth elo hei gutt nogelauschtert hunn, an da vun där Chambre des élus locaux héieren, ech mengen, dat ass näischt Neies. Dat wësse mer, dass dat eng Konditioun vun der CSV ass. Ech verstinn et och iergendzwousch, mee mir kënnt dat awer vir wéi eng Zort Blocage vun der CSV. Well Dir wësst awer, dass Dir eng ganz staark Fraktioun, déi stäerkst Fraktioun, hei sidd. A wa mer op déi Chambre waarden, ma wéini kréie mer dann déi Separation vun deene Mandater? Well am Endeffekt ass dat jo dann awer och e bësselchen esou eng Zort, jo, eng Zort Blocage, trotzdeem. An där Fro hunn ech d'Gefill: Wéi komme mer da virun, wa mer esou eng Chambre des élus locaux erwaarden als Konditioun? Musse mer d'CSV an déi nächst Regierung kréien, fir dass mer dann op dee Wee kommen?

Mme Martine Hansen (CSV) | Très bien!

(Hilarité)

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Dir sot jo selwer, dat géif schnell goen. Dir hutt selwer gesot, dat géif schnell goen. Dat heescht, wann Der dann an d'Regierung kommt, da gi mer dervunner aus, dass dat ee vun Ären éischte Projete wäert sinn, deen Der maacht, well dat jo dann esou schnell geet. Da kënne mer dann hoffentlech dee Cumul dann endlech, voilà, opléisen.

Op jidde Fall, mir wäerten hei eng Abstentioun stëmmen, och wann et eis ganz sympathesch ass. Mee mir mengen awer, dass dës Fro vill méi wäit geet a wierklech vill méi déifgräifend Froen op den Dësch bréngt. Ech hu se de Mëtteg ernimmt: Vertrauen an d'Institutiounen, Vertrauen an d'Politick. Voilà, et geet vill méi wäit wéi den individuellen Engagement. Dofir hu mir eist Gesetz, dat mir de Mëtteg deposéiert hunn.

Merci.

M. Marc Spautz, Président de séance | Merci där honorabeler Madamm Oberweis. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Bon, ech mengen, datt vill Wichteges a Richteges gesot gouf. Et feelt mer awer ee wichtegen Aspekt.

(M. Laurent Mosar prend la présidence.)

An dat ass net d'Zäit an d'Engagement, déi ee fir deen een oder deen anere Poste soll opbréngen. Et geet och net drëm, wie gewielt gëtt an ob dat demokratesch legitiméiert ass. Mir hunn och aner Contrainten.

Ech stelle fest, datt et e Koalitiounsaccord gëtt, dee relativ kloer war. Ech stelle fest, datt de Gilles Baum fir d'DP hire Walprogramm hei virgelies huet, wou eng ganz kloer Positioun dran ass. An da wëll ech als Deputéierten eng Kéier drop hiweisen, datt all eenzelnen Deputéierten heibannen d'Recht huet, Propositioune de loi ze deposéieren. An ech begréissen dofir d'Initiativ vun de Kolleeginne vun déi Lénk, déi haut jo genau zu deem heiten Theema eng Proposition de loi deposéiert hunn. Ech froe mech also, firwat dat esou laang gedauert huet.

Ech ka mer nëmme virstellen, datt et do also manner Konsens gëtt wéi hei op der Tribün vläicht elo gleewe gedoe gëtt, datt vläicht de Walprogramm vun deem engen oder deem aneren net ganz esou no um Häerz gedroe gëtt, wéi dat elo proklaméiert gëtt. Datt déi Resolutioun elo hei proposéiert gëtt, ass relativ einfach, well et ass vun där Partei, déi déi lescht Deeg op der Tëlee vun alle Säite gesot krut, datt kee mat hinne koaléiere wéilt op nationalem Plang ..., deementspriechend kann ech mer och virstellen, datt op kommunalem Plang de Risiko, datt ee vun hire Vertrieder – an ech kann do „Vertrieder" ouni „in" hannendru soen –, a Verleeënheet géif kommen, ...

(Hilarité)

Ech denken also, datt een éischter hei iwwert eng Revalorisatioun ..., an dofir begréissen ech d'Initiativ vum Interieur, eng Revalorisatioun vun de Gemengen- a Schäfferéit ze maachen. Dat ass wichteg. Fir eis Piraten géif et iwwert de Wee goe vun engem Vollzäitdeputéierten. Mir sinn der Meenung, datt d'Aarbecht hautdesdaags hei keen Hallefdagsmandat méi ass. Wann dat vläicht viru Covid eventuell nach heiansdo e puer Wochen am Joer de Fall war, sou ass et säit der Pandemie definitiv net méi de Fall a mir leeschten hei Aarbecht däitlech iwwert de 40 Stonnen d'Woch!

Une voix | Très bien!

M. Sven Clement (Piraten) | An dann ass fir eis d'Logik u sech ganz einfach. Wa mer dat nach net hunn, dann ass fir d'Piraten ee Message kloer: Et soll een net méi wéi 40 Stonne Congé politique cumuléiere kënnen. An dat ass och deen Engagement, dee mir huelen. Well mir kënnen net op där enger Säit soen, datt 40 Stonnen d'Woch d'Reegelaarbechtszäit sinn an da mengen, datt d'Politiker/innen op eemol mat 60 Stonnen d'Woch sollen effikass schaffen. Dat wär, mengen ech, déi pragmateschst Léisung à court terme.

Mee à moyen an à long terme musse mer definitiv zu enger Erhéijung vun de Congé-politiquen, sief dat an der Chamber, sief dat an de Gemengen- a Schäfferéit, kommen, well anescht komme mer hei net eraus, wa mer wierklech deen Engagement wëllen hunn, deen d'Leit zu Recht vu gewielte Vertriederinnen a Vertrieder erwaarden.

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen (Piraten) | Ganz gutt!

M. Laurent Mosar, Président de séance | Merci dem Här Clement. An als leschte Riedner huet den Här Spautz d'Wuert gefrot, fir Fait personnel. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Spautz (CSV) | Merci, Här President. Ech wëll op dat agoen, wat den Auteur vun der Motioun gesot huet. En huet mech zitéiert, en huet mech deelweis richteg zitéiert. Mee en huet héchstwarscheinlech d'Zäit net gehat, den Artikel am Detail ze liesen, well ech weisen am Artikel drop hin, dass dat och vun der Chambre des élus locaux, wat och déi honorabel Madamm Oberweis gesot huet ..., an ech hunn och dervu geschwat, Här Kartheiser, an ech weess net méi wéi Äre Vott war, wéi d'Wale sollten op een Dag geluecht ginn. Dir musst den Artikel ganz liesen an an alle Punkte liesen.

Dofir wollt ech och just soen, dass ech och d'Iddi nach ëmmer richteg fannen, mee déi Erklärungen, déi mäi Fraktiounschef, de Gilles Roth, ginn huet an och nach aner Kolleegen heibannen, dass déi prioritär sinn an dass et nach ëmmer, esoulaang keen anert Gesetz do ass, de Wieler ass, deen decidéiert, wie wou sëtzt, a soss guer keen!

Villmools merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Laurent Mosar, Président de séance | Merci dem Här Spautz.

An domadder wär d'Diskussioun ofgeschloss a mir kéimen elo zum Vott iwwert d'Resolutioun vum Här Kartheiser.

(M. Marc Spautz prend la présidence.)

Vote sur la résolution

(Interruptions diverses signalant un problème technique et concertation interne y relative)

M. Marc Spautz, Président de séance | Sou. Domadder ass de Vott lancéiert. De Vott ass ofgeschloss.

An d'Resolutioun ass mat 54 Nee-Stëmme bei 2 Abstentiounen a 4-mol oui ofgeleent.

Ont voté oui : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Emile Eicher (par M. Max Hengel), Félix Eischen (par M. Jean-Marie Halsdorf), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies (par M. Claude Wiseler), Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo (par Mme Octavie Modert), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Elisabeth Margue), Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler (par M. Gusty Graas), Gilles Baum, Mme Simone Beissel (par M. Gilles Baum), MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen (par M. Max Hahn), Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff (par M. Frank Colabianchi), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Claude Lamberty) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo (par M. Yves Cruchten), Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch (par M. Dan Biancalana) et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova (par Mme Josée Lorsché), M. François Benoy (par Mme Jessie Thill), Mmes Djuna Bernard (par Mme Chantal Gary), Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Stéphanie Empain), Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Se sont abstenues : Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Domadder wier dee Punkt ofgeschloss.

12. Motion de Mme Martine Hansen au sujet de la réintroduction d'une prime pour indemniser les exploitants qui renoncent volontairement à l'utilisation de produits phytopharmaceutiques à base de glyphosate

(Motion déposée au cours de cette séance publique – à consulter en page 7 de ce compte rendu)

An da kéime mer zu deenen zwou Motiounen. An do fänke mer u mat der Motioun, déi haut de Mëtteg vun der CSV hannerluecht ginn ass, vun der Madamm Hansen, iwwert de Glyphosat. Huet do een eng ...? D'Madamm Burton huet d'Wuert.

Discussion générale

Mme Tess Burton (LSAP) | Jo, merci, Här President. Ech géif gär kuerz hei op déi Motioun vun der Madamm Hansen reagéieren. Si fuerdert nämlech d'Regierung hei op, eng Primm anzeféiere fir d'Baueren, déi fräiwëlleg op de Glyphosat verzichten. Esou eng Primm gouf et nämlech schonn eng Kéier. Éier eeben de Glyphosat hei zu Lëtzebuerg verbuede ginn ass, konnten d'Baueren iwwert d'Landschaftsfleegeprimm esou eng Primm ufroen. Dat waren deemools 30 Euro pro Hektar um Akerland.

D'Regierung huet dunn 2020 decidéiert, de Glyphosat hei zu Lëtzebuerg ze verbidden. Ech weess, d'Decisioun gouf awer elo duerch d'Urteel vum 30. Mäerz 2023 gekippt, dat heescht, et ass elo am Prinzipp erëm erlaabt, de Glyphosat hei zu Lëtzebuerg ze benotzen. Mee natierlech solle mer d'Bauere weider encouragéieren, fräiwëlleg dorobber ze verzichten. Bon!

An dowéinst freet awer d'CSV, déi Primm erëm anzeféieren. Allerdéngs steet de Glyphosat de Moment op der Lëscht vun de Big Movers. Dat sinn déi Planzeschutzmëttelen, op déi am Kader vum Plan d'action national de réduction des produits phytopharmaceutiques soll verzicht ginn. Dat heescht, d'Bauere kréien de Moment eng Primm, wa se op déi Big Movers do verzichten. Dës Primm gëtt iwwert d'Eco-Schemes de Moment ausbezuelt, déi am éischte Pilier vum Agrargesetz stinn. Dat sinn elo pro Parzell 70 Euro pro Hektar. Voilà! An dofir géif ech menger Partei hei proposéieren, dass mer déi Motioun hei net stëmmen, well et eeben esou eng Primm scho gëtt an domat d'Motioun superfetatoire ass.

Merci.

Une voix | Très bien!

M. Marc Spautz, Président de séance | Merci, Madamm Burton. An dann huet d'Autrice d'Wuert gefrot. Madamm Hansen.

Mme Martine Hansen (CSV), auteure | Merci, Här President. Dat sinn nämlech zwou verschidde Primmen. Mir froen hei ganz kloer eng Primm fir all Bauer, Gäertner, Wënzer, dee fräiwëlleg op de Glyphosat verzicht. Déi Primm, déi d'Madamm Burton genannt huet, ass eng Primm, fir déi een op alleguer d'Big Movers muss verzichten. Dat heescht, do maache ganz vill Baueren ... oder d'Bauere kënnen net matmaachen. Wa se Mais hunn, wäerte se sécherlech déi do Primm net kënnen zéien.

Mir fannen awer och, datt och déi Bauere sollen encouragéiert ginn, fir do op de Glyphosat ze verzichten. Also bleiwe mer bei eiser Motioun, fir eebe jiddwereen ze ënnerstëtzen, deen op dat Produkt verzicht.

An ech fannen nach eppes u sech e bësse speziell, ech hunn dat elo eréischt gelies: Am Januar 2023 ass déi Broschür erauskomm mat deenen neie Bäihëllefen. Do steet schonn de Glyphosat drop. Dat ass e bësse komesch, well ech hu virdrun eng Kéier erkläert kritt, et dierft ee keng Primm op eppes ausbezuelen, wat d'office souwisou verbuede wär. D'Urteel ass awer eréischt am Mäerz gekippt ginn, also hunn ech mech scho gefrot, ob de Ministère am Januar scho wousst, datt de Glyphosat warscheinlech net méi erlaabt wär (veuillez lire: erëm erlaabt géif ginn).

Mee, wéi gesot, dat sinn zwou verschidde Saachen. Mir fannen, datt jiddwereen do soll geziilt ënnerstëtzt ginn, also hale mer eis Motioun bäi.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Marc Spautz, Président de séance | Dann huet nach den Här Goergen d'Wuert gefrot. Här Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Also mir hätte jo am léifsten, de Glyphosat wär weiderhi verbuede bliwwen. Mir hoffen och, dass do eng nei Approche kënnt, déi da vläicht legal d'Pist hält. Mee dat heiten ass emol eng éischt Pist, fir de Baueren awer trotzdeem e gewëssenen Ureiz ze ginn. Dofir wäerte mir dës Motioun vun der CSV matstëmmen.

M. Marc Spautz, Président de séance | Merci, Här Goergen. Soss nach Wuertmeldungen? Wann dat net de Fall ass, da kéime mer au vote.

Vote sur la motion

De Vott ass lancéiert. De Vott ass ofgeschloss.

An d'Motioun ass mat 29-mol oui an 31-mol non ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Jean-Marie Halsdorf), MM. Emile Eicher (par M. Laurent Mosar), Félix Eischen (par M. Claude Wiseler), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies (par Mme Octavie Modert), Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo (par M. Paul Galles), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Diane Adehm), Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler (par M. Gusty Graas), Gilles Baum, Mme Simone Beissel (par M. Gilles Baum), MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen (par M. Claude Lamberty), Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff (par M. Frank Colabianchi), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz (par Mme Tess Burton), M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo (par Mme Cécile Hemmen), Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch (par M. Dan Biancalana) et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova (par Mme Josée Lorsché), M. François Benoy (par Mme Jessie Thill), Mmes Djuna Bernard (par Mme Chantal Gary), Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Stéphanie Empain), Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill.

13. Motion de M. Marc Goergen au sujet de l'analyse de la conformité des règlements communaux voulant interdire la mendicité

(Motion déposée au cours de cette séance publique – à consulter en page 7 de ce compte rendu)

Domadder kéime mer zu der Motioun vun de Piraten. Huet do nach een d'Wuert gefrot? D'Madamm Lorsché.

Discussioun générale

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Merci, Här President. Also inhaltlech kënne mer déi Motioun hei natierlech ganz gutt novollzéien. Ech wëll awer drop hiweisen, dass de Kolleeg François Benoy, deen elo net hei ass, eng Question parlementaire gestallt huet mat genee deem do Inhalt, kann ee soen. Et ass identesch, dat, wat hei an der Motioun steet. En huet op d'Verfassungsreform higewisen, déi Dir hei och zitéiert. Déi steet och tel quel a senger Question parlementaire. Ech hat déi schonn d'lescht Woch gelies.

En huet och op d'Mënscherechtskonventioun higewisen an en huet op d'Schwäizer Urteel higewise mat deem selwechten Optrag un d'Regierung, wou ech awer elo der Meenung sinn, wann d'Madamm Bofferding esou eng Question parlementaire kritt, datt se déi och eescht hëlt an datt se schonn amgaangen ass mat där Analys, soudass mer net mengen, dass mer hir elo en zweeten Optrag musse ginn. Déi Analys gëtt gemaach an en plus, wann déi nei Verfassung a Kraaft trëtt, muss souwisou jo nach eng Kéier gekuckt ginn, ob d'Reglementer konform sinn. Vun dohier gesinn ech elo net an, firwat mer hei dee ganzen Exercice nach eng Kéier solle maachen, dee selwechten Optrag ginn un d'Regierung, dee se scho laang kritt huet vun eisem Kolleeg François Benoy. E war e bësse méi séier wéi Dir.

M. Marc Spautz, Président de séance | Merci, Madamm Lorsché. Dann ass et um Här Biancalana. Här Biancalana.

M. Dan Biancalana (LSAP) | Jo, merci, Här President. Ech wéilt och op d'Motioun vun de Piraten reagéieren, déi hei effektiv d'Regierung opfuerdert, och d'Gemengereglementer ze iwwerpréiwen, notamment am Kader vun der Diskussioun ronderëm d'Heescherei, ob se natierlech do Rechtsstaatlechkeet respektiv Conformitéit ...

Ech wëll vläicht soen, ... Kënnt Der Iech erënneren? Mir hu jo och hei e Gesetz gestëmmt am Kader vun de Sanctions administratives communales, dat d'Gemenge kënnen iwwerhuelen an hiert Polizeireglement, wou och nach aner Dispositiounen dra sinn. Ech mengen, Dir wësst och, wann d'Gemengen dat Reglement stëmmen an eraschécken an de Ministère, ass d'Inneministesch och duerch déi nei Dispositioun verflicht, innerhalb vun dräi Méint d'Reglement ze iwwerpréiwen, ze approuvéieren oder net ze approuvéiere par rapport zu der Conformitéit vun der Verfassung.

Also, mengen ech, hu mer hei schonn e Kader, dee besteet, wou dat heite muss iwwerpréift ginn. Dofir brauche mer, mengen ech, hei souwuel d'Regierung an och d'Ministesch net opzefuerderen iwwert d'Motioun, dat nach eng Kéier ze maachen. Dofir géif ech dann och proposéieren, dës Motioun hei ofzeleenen.

Merci.

M. Marc Spautz, Président de séance | Merci dem Här Biancalana. Dann d'Madamm Oberweis. Madamm Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Onofhängeg vum Här Benoy senger Question parlementaire ass dat hei eis op den éischte Bléck natierlech ganz sympathesch, notamment den éischte Punkt. Voilà, dat ass evident, dass mir dat ganz gutt fannen.

Beim zweete Punkt, beim zweeten Invite, hunn ech e bësselche Froen, déi sech stellen, well do steet jo dann, dass, wann déi Reglementer ..., also, wa sech erausstellt, dass déi net konform sinn, dass déi net sollen unerkannt an applizéiert gi vun der Ministesch, wou mir eis froen, ob d'Ministesch dann net misst eigentlech déi suspendéieren oder annuléieren, well net unerkennen an net applizéieren ass u sech eng Zort eppes ignoréieren, woubäi, wann eppes net konform ass, also contraire u sech à la législation supérieure, da misst et eigentlech annuléiert ginn. Voilà, mir géifen dat méi staark gesinn.

Dofir, déi heite Formulatioun fanne mir an deem Sënn éischter schwammeg oder mir stellen eis op jidde Fall Froen derzou, ob dat esou richteg ass vum Invite hier. Mee voilà, op den éischte Bléck ass et eis ganz sympathesch, mee do stelle sech Froen.

Merci.

M. Marc Spautz, Président de séance | Da kritt nach den Här Mosar d'Wuert an duerno ass et d'Ministesch, déi wëll drop reagéieren. Den Här Mosar.

M. Laurent Mosar (CSV) | Jo, merci, Här President. Merci och den Auteure vun där Motioun. Mir wäerten déi allerdéngs net stëmmen. Ech wëll och heirop opmierksam maachen, datt do faktesch falsch Aussoen an där Motioun drastinn. Hei gëtt nämlech vun engem Gemengereglement geschwat, dat d'Heeschere verbidde wëllt, an et gëtt do op rezent Entwécklungen an der Stad Lëtzebuerg higewisen.

Ech wëll dem Här Goergen soen, datt dat Gemengereglement d'Heescherei iwwerhaapt net generell verbitt, mee se just a verschiddene Situatioune punktuell „pour des raisons d'ordre public" – „pour des raisons d'ordre public"! – verbitt. Dat ass eppes aneres, Här Goergen, wéi dat, wat Dir heiranner schreift.

Zweetens wëll ech drun erënneren, datt och dat Gemengereglement vun der Stad Lëtzebuerg net dat éischt ass, mee zwou aner Gemenge scho vill méi laang en änlecht Reglement, dat och net e generelle Verbuet vun der Heescherei virgesäit, adoptéiert hunn, wat mengen Informatiounen no bis elo zu iwwerhaapt kenge Problemer gefouert huet.

An als drëtt Observatioun géif ech dem Här Goergen och emol noleeën, deen Arrêt Lacatus eng Kéier genau ze liesen. Ech héieren an deene leschten Deeg ganz vill Leit, déi sech op deen Arrêt baséieren. Ech kann Iech soen, ech hunn e genau gelies. Ech hunn en zwee- oder dräimol gelies, mee ech hunn d'Impressioun, wéi wann den Här Goergen en net gelies hätt, well dann hätt en nämlech festgestallt, datt déi Affär, ëm déi et geet, awer eng komplett aner ass wéi déi, déi een eventuell hei kéint op d'Gemengereglement vun der Stad Lëtzebuerg bezéien.

Hei geet et nämlech ëm eng Fro vu Proportionalitéit, Här Goergen, wat eppes ganz aneres ass, an et geet an dësem prezise Fall ëm eng Fra, déi an de Prisong gesat ginn ass, wat iwwerhaapt a kengem Gemengereglement an och net an deem vun der Stad Lëtzebuerg virgesinn ass. Aus all dëse Grënn, verstitt Der, datt mir déi Motioun natierlech net kënne matstëmmen.

M. Marc Spautz, Président de séance | Merci, Här Mosar. An dann hat d'Madamm Minister d'Wuert gefrot. Madamm Minister. Ministesch!

Prise de position du Gouvernement

Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur | Jo, fir et an engem Wuert ze resüméieren: Si ass superfetatoire, well et ass richteg gesot ginn, ech hunn dräi Méint Zäit, fir eng Decisioun ze huelen, dat heescht, egal wéi et ausgeet, an ech si sécher, Dir kritt meng Decisioun mat, esou wéi dat heiten awer politesch brisant ass a vill Leit interesséiert.

Wéi gesot, ech hunn dräi Méint Zäit, fir dee Moment déi Decisioun ze huelen. Et ass evident, wann eppes géint eng Dispositioun vun engem anere Gesetz op eis Constitutioun geet, dass ech dann dee Moment och net kann approuvéieren, mee meng Juriste sinn elo amgaangen, dat doten alles an aller Rou ze analyséieren an dann huelen ech och do déi Decisioun, déi dann ze huelen ass.

Merci.

M. Marc Spautz, Président de séance | Merci, Madamm Minister. An dann huet den Auteur nach eng Kéier d'Wuert gefrot. Här Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten), auteur | Merci, Här President. Ech maachen et och ganz kuerz. Et geet jo einfach ... Fir eis ass et einfach onmënschlech, wat do an deem Stater Gemengerot gestëmmt ginn ass. Et ka sinn, dass aner Gemengen dat och scho virdru gemaach hunn, mee et ass elo rezent an der Gemeng Lëtzebuerg gewiescht, an et ass eeben einfach eis politesch Iwwerzeegung, dass een esou eppes ganz einfach net mécht.

Bon, do kann een elo aner Urteeler zitéieren. Et geet guer net dorëms. Eis ass et drëm gaangen, der Ministesch den néidege Support ze gi vum Parlament, fir do déi Analys ze maachen. Ech weess, et ass en heikelt Theema. Dofir hunn ech och korrekterweis ... D'Madamm Lorsché huet Recht, den Här Benoy huet dat och opgeworf: Ech hunn dat och express dofir drageschriwwen, fir korrekt ze bleiwen an ze soen, et ass déi selwecht Analys vun der Verfassung. Ech mengen, am Moment, wann Der e bëssen d'Press kuckt, gëtt et jo quasi keng Journalisten, déi net déi selwecht Analys deelen. Et gëtt keen an der Gesellschaft ... Jiddereen, ausser vläicht d'CSV, deelt déi selwecht Analys an der Gesellschaft. Dat heescht, deementspriechend ass et och net esou, dass mir eleng op déi Iddi komm sinn.

(Interruption par M. Gilles Baum)

Ech weess, ech hu vergiess, d'DP ze erwänen. Et ass richteg: D'CSV an d'DP deelen eng aner Analys wéi d'Gesellschaft dobaussen.

(Interruption par M. Gilles Baum)

M. Marc Spautz, Président de séance | Här Baum, wannechgelift, loosst den Här Goergen, wannechgelift! Merci, Här Baum.

M. Marc Goergen (Piraten), auteur | Nee, ech verstinn dat. Ech hat vergiess, d'DP ze erwäne bei deem Dossier. Dat ass richteg. D'Gesellschaft deelt awer eiser Meenung no eng aner Opfaassung. An dofir war meng Iddi, der Ministesch haut den néidege politesche Support ze ginn.

(Interruption)

An ech si mat der Madamm Lorsché net averstanen, dass ... Eng Question parlementaire ka keen Optrag sinn. Wann dat esou wär, sot eis et. Mir huelen déi Formel och gären un, well da brauche mer keng Motioune méi ze stellen. Mee eng Question parlementaire ka keen Optrag sinn un d'Ministesch, eppes ze maachen. D'Ministesch ka just drop äntweren, mee et ass kee kloren Optrag. Dat heescht, deementspriechend ass déi Motioun eppes ganz aneres a mir halen drop, dass se sollt weiderhi gestëmmt ginn, well et sinn elo esou vill Elementer um Dësch. An dräi Méint sinn och fir jiddereen eeben an deem doten Dossier immens vill Zäit, a grad, wann et esou e mënschlechen Dossier ass wéi dat doten, soll schnell analyséiert ginn. A fir eis ass et ganz kloer: Dat Reglement muss fort, dat ass onmënschlech!

Merci.

M. Marc Spautz, Président de séance | Merci, Här Goergen, mee ech wëll nach eng Kéier ënnersträichen, d'Madamm Minister huet et gesot: Et ass e Gesetz a si huet dräi Méint Zäit fir ze reagéieren. An d'Madamm Minister wäert dat och maachen. Ech weess, an engem aneren Dossier huet se et gemaach, dofir soen ech Iech, si wäert dat och sécherlech maachen!

An domadder, wa kee méi eng Fro huet, kéime mer dann au vote.

Vote sur la motion

De Vott ass ofgeschloss.

An déi Motioun ass mat 2-mol oui, 56-mol Nee an 2 Abstentiounen ofgeleent.

Ont voté oui : MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Jean-Marie Halsdorf), MM. Emile Eicher (par M. Claude Wiseler), Félix Eischen (par M. Paul Galles), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies (par Mme Martine Hansen), Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo (par M. Laurent Mosar), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Octavie Modert), Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Elisabeth Margue) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler (par M. Gusty Graas), Gilles Baum, Mme Simone Beissel (par M. Frank Colabianchi), MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen (par M. Gilles Baum), Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff (par M. Claude Lamberty), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz (par Mme Cécile Hemmen), M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo (par M. Yves Cruchten), Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch (par Mme Tess Burton) et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova (par Mme Josée Lorsché), M. François Benoy (par Mme Chantal Gary), Mmes Djuna Bernard (par Mme Jessie Thill), Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Stéphanie Empain), Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Se sont abstenues : Mmes Myriam Cecchetti (par Mme Nathalie Oberweis) et Nathalie Oberweis.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll drop hiweisen, dass mer d'nächst Woch de 25. mëttes, de 26. moies a mëttes an de 27. mëttes Sitzung hunn, fir dass Der Bescheed wësst.

An domadder ass d'Sitzung opgehuewen. Villmools merci.

(La séance publique est levée à 21.02 heures.)

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique** p. 50
   M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance
2. **Communications** p. 50
   M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance
3. **Ordre du jour** p. 51
   M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance
4. **Présentation par Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances, et par M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie, du programme de stabilité et de croissance (PSC) et du programme national de réforme (PNR)** p. 51
   Présentation du programme de stabilité et de croissance (PSC) : Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances (interventions de M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance, et M. Gilles Roth)
   Présentation du programme national de réforme (PNR) : M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie
5. **Question élargie n° 187 de M. François Benoy au sujet du Fonds souverain intergénérationnel du Luxembourg (FSIL)** p. 56
   M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance
6. **Présentation par Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances, et par M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie, du programme de stabilité et de croissance (PSC) et du programme national de réforme (PNR) (suite)** p. 56
   M. Gilles Roth
7. **Question élargie n° 187 de M. François Benoy au sujet du Fonds souverain intergénérationnel du Luxembourg (FSIL) (suite)** p. 56
   M. François Benoy | Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances | M. François Benoy | Mme la Ministre Yuriko Backes
8. **8176 – Projet de loi modifiant la loi modifiée du 30 juillet 2002 déterminant différentes mesures fiscales destinées à encourager la mise sur le marché et l'acquisition de terrains à bâtir et d'immeubles d'habitation** p. 58
   Rapport de la Commission spéciale « Tripartite » : M. André Bauler
   Discussion générale : M. Gilles Roth | M. Yves Cruchten | Mme Josée Lorsché | M. Roy Reding | Mme Myriam Cecchetti | M. Marc Goergen
   Prise de position du Gouvernement : Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances
   Vote sur l'ensemble du projet de loi 8176 et dispense du second vote constitutionnel
9. **Dépôt d'une résolution par Mme Nathalie Oberweis** p. 61
   Exposé : Mme Nathalie Oberweis
10. **8050 – Projet de loi ayant pour objet d'autoriser le Gouvernement à subventionner l'exécution d'un onzième programme quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique** p. 61
    Rapport de la Commission des Classes moyennes et du Tourisme : Mme Carole Hartmann
    Discussion générale : M. Max Hengel | Mme Simone Beissel | Mme Tess Burton | Mme Stéphanie Empain | M. Roy Reding | Mme Nathalie Oberweis | M. Marc Goergen
    Prise de position du Gouvernement : M. Lex Delles, Ministre du Tourisme
    Vote sur l'ensemble du projet de loi 8050 et dispense du second vote constitutionnel

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Lex Delles, M. Franz Fayot et Mme Yuriko Backes, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.32 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Da maachen ech d'Sëtzung op.

An ech entschëllegen eise President, deen enger internationaler Verflichtung nozegoen huet, begréissen eis Gäscht op der Tribün a wollt bei dëser Geleeënheet un en historesche Moment erënneren.

De 25. Abrëll 1848 um 14.00 Auer, also viru genau 175 Joer, ass d'Lëtzebuerger Assemblée constituante fir hir éischt Sëtzung zesummekomm.

D'Deputéiert sinn deemools an d'Schoul vun Ettelbréck convoquéiert ginn, well d'Sécherheetslag hei an der Stad net garantéiert war.

Op de Schoulbänken zu Ettelbréck hunn eis Virgänger hir Aarbechten un der éischter fräiheetlecher Lëtzebuerger Verfassung ugefaang.

D'Chamber an d'Stad Ettelbréck erënneren dëse Freideg an der Däichhal mat enger Séance académique an uschléissendem Volleksfest un deen Anniversaire.

D'Constitutioun vun 1848 ass d'Fundament, op deem dës Chamber déi revidéiert Constitutioun ausgeschafft huet. Dësen Text trëtt den 1. Juli a Kraaft. Deen Dag wäert d'Chamber och en offiziellen Akt um Krautmaart setzen.

Et ass also op den Dag genee, wou mer mat där Verfassung, déi haut nach gëllt, ugefaangen hunn.

Dat gesot, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Dir Dammen an Dir Hären, wollt ech d'Regierung froen, ob se eng Kommunikatioun ze maachen huet. Ech mengen, si huet herno eng länger Kommunikatioun ze maachen.

M. Franz Fayot, Ministre | Keng Deklaratioun, Här President.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci.

2. Communications

Da wollt ech Iech Follgendes matdeelen:

D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro deponéiert.

D'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sëtzung deponéiert gi sinn, ass verdeelt ginn.

D'Lëscht mat de Petitiounen, déi säit der leschter Sëtzung deponéiert goufen, ass och verdeelt ginn.

Communications du Président – séance publique du 25 avril 2023

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi suivants ont été déposés auprès de l'Administration parlementaire :

8199 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 4 avril 1924 portant création de chambres professionnelles à base élective

Dépôt : M. Marc Hansen, Ministre de la Fonction publique, le 18/04/2023

8200 – Projet de loi relative au réaménagement du Camp militaire à Waldhof

Dépôt : M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 18/04/2023

8202 – Projet de loi portant modification
1° de la loi modifiée du 4 juillet 2008 sur la jeunesse ;
2° de la loi du 15 décembre 2017 portant réglementation de l'activité d'assistance parentale

Dépôt : M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 24/04/2023

8203 – Projet de loi portant modification de l'article 7, alinéa 2, de la loi modifiée du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle

Dépôt : M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 24/04/2023

8204 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 27 juillet 1991 sur les médias électroniques

Dépôt : M. Xavier Bettel, Ministre des Communications et des Médias, le 24/04/2023

8205 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 30 mai 2005 portant organisation de la gestion des ondes radioélectriques

Dépôt : M. Xavier Bettel, Ministre des Communications et des Médias, le 24/04/2023

3) Les demandes de pétition suivantes ont été déposées :

2742 – Demande de pétition ordinaire : Petitioun fir eng Krankekeess oder wéinstens een Deel Zousaz dobäi kréien

Dépôt : Mme Natalie Reucher, le 19/04/2023

2743 – Demande de pétition publique : Légaliser l'interfile pour les motos lors des embouteillages

Dépôt : Mme Joana Mouriz, le 21/04/2023

2744 – Demande de pétition publique : Mütter und ihre Kinder im Umgangsrecht

Dépôt : Mme Claudia Avenanti, le 21/04/2023

2745 – Demande de pétition publique : Proposition de loi d'expropriation d'un logement au profit du locataire

Dépôt : M. Gérald Bialowas, le 23/04/2023

2746 – Demande de pétition publique : Limiter le bruit autoroutier, limitation de vitesse de 100 km/h sur les tronçons longeant les quartiers résidentiels

Dépôt : M. Marco André Almeida Salgueiro, le 24/04/2023

2747 – Demande de pétition publique : Réduction d'impôt supplémentaire pour les personnes ne pouvant bénéficier du télétravail

Dépôt : M. Xavier Beckrich, le 24/04/2023

2748 – Demande de pétition publique : Mietpreise müssen unverzüglich und mit drastischen Maßnahmen gesenkt werden

Dépôt : M. Joe Schmit, le 24/04/2023

N.B. Les intitulés des pétitions sont susceptibles d'être modifiés tant que la Conférence des Présidents n'a pas statué sur leur recevabilité.

(Tous les documents peuvent être consultés auprès de l'Administration parlementaire.)

3. Ordre du jour

Den ofgeännerten Ordre du jour, esou wéi d'Presidentekonferenz e virschléit, ass Iech zougestallt ginn.

Ass d'Chamber mat deem ofgeännerten Ordre du jour d'accord?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

4. Présentation par Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances, et par M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie, du programme de stabilité et de croissance (PSC) et du programme national de réforme (PNR)

Da géife mer zu dem éischten an Haaptpunkt vun de Mëtten iwwergoen, d'Presentatioun vun der Madamm Yuriko Backes, Ministesch vun de Finanzen, an dem Franz Fayot, Wirtschaftsminister, vum Programme de stabilité et de croissance (PSC) a vum Programme national de réforme (PNR). An ech ginn direkt der Finanzministesch, der Madamm Yuriko Backes, d'Wuert. Madamm Backes, Dir hutt de Mikro.

Présentation du programme de stabilité et de croissance (PSC)

Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances | Sou, Här President, Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, léiwe Regierungskolleeg Franz Fayot an Dir Dammen an Dir Hären, et ass natierlech eng grouss Éier, op dësem historesche Moment dann dës Deklaratioun ze maachen.

Wéi ech virun engem hallwe Joer de Budget fir dëst Joer virgestallt hunn, waren d'Onsécherheete wierklech ganz grouss. Déi wirtschaftlech Situatioun war ugespaant an d'Aussiichte wierklech net kloer. De Krich vu Russland géint d'Ukrain huet no dräi Joer Pandemie déi weltwäit, europäesch a lëtzebuergesch Wirtschaft nees ganz kloer ënner Drock gesat.

Och an dësem schwieregen Ëmfeld huet d'Regierung konsequent Verantwortung iwwerholl. Zesumme mat de Sozialpartner si staark Decisioune geholl ginn, fir déi negativ Impakter vun der Polykris op eist Land, op eis Awunner, seng Entreprisen an och d'Mataarbechter vun den Entreprisen ze limitéieren.

Haut gesi mer: Dank dëse Mesüre steet d'Land besser do, wéi een dat hätt kënne fäerten. D'Aarbechtsplaze konnten erhale ginn. D'Kafkraaft konnt gestäerkt ginn. D'Inflatioun zu Lëtzebuerg ass déi niddregst an der EU. Dat confirméieren och déi lescht Eurostat-Donnéeën.

Eng rezent Ëmfro vun der Zentralbank huet gewisen, dass d'Confiance bei de Consommateuren zu Lëtzebuerg sech verbessert. Se läit elo erëm iwwert dem Niveau vu virun engem Joer.

Dës vergläichbar gutt Situatioun weist sech och, wat den Aarbechtsmaart ugeet. Zu Lëtzebuerg goufen am Joer 2022 ronn 17.000 nei Aarbechtsplaze geschafen. An dat a Krisenzäiten!

D'Regierung huet also gewisen, dass si och an turbulenten Zäite richteg Prioritéite setzt, dass mir och dës Kris zesumme gemeeschtert kréien.

Mir setzen domadder och e wichtegt Zeechen, heiheem, mee och dobaussen. Heiheem, well mer de Bierger an den Entreprisë weisen: D'Regierung ënnerstëtzt déi, déi am meeschten Ënnerstëtzung brauchen. Dobaussen, well een den Investisseure weist, dass zu Lëtzebuerg de Sozialdialog fonctionéiert an dass d'Regierung grad an onsécheren Zäite fir Previsibilitéit suergt. Domadder stelle mir sécher, dass de Standuert Lëtzebuerg och an Zukunft kompetitiv an attraktiv bleift. Et muss een net wäit iwwert d'Grenze kucken, fir ze gesinn, wat geschitt, wann deen Dialog justement net fonctionéiert an de soziale Fridden a Fro gestallt gëtt.

Sechs Méint no der Presentatioun vum Budget ass de PSC also e wichtege Rendez-vous, fir en éischten Têschebilan ze zéien.

Wat ass an deene sechs Méint geschitt?

Déi geopolitesch Onsécherheete bleiwe weider héich an d'Volatilitéit op de Marchéen, déi bleift grouss. Dat war och den Tenor vun den Diskussiounen, déi ech zu Washington hat op de Spring Meetings vum Internationale Wärungsfong a vun der Weltbank, wou ech virun zwou Woche war.

Anescht wéi een nach d'lescht Joer hätt hoffe kënnen, gesäit et am Moment net esou aus, wéi wa kuerzfristeg mat engem Enn vun der russescher Aggressioun géint d'Ukrain ze rechne wär.

Ee Liichtbléck ass awer, dass d'Efforten, fir Energie ze spueren, hir Friichte gedroen hunn an Alternativen zum russesche Gas fonnt konnte ginn. Och d'Temperaturen am Wanter hu matgespillt. D'Energiepräisser leien haut méi niddreg, wéi een dat hätt fäerte kënnen. Dat hëlleft ons natierlech och, fir eis op den nächste Wanter virzebereeden.

Trotzdeem bleift d'Inflatioun an Europa weider héich. De Statec geet dervunner aus, dass um Enn vun dësem Joer nach eng drëtt Indextranche fale wäert. De Statec huet gläichzäiteg och projezéiert, dass mir d'nächst Joer en Inflatiounsschock erliewe kéinten, wann d'Deckelen op den Energiepräisser, déi an den zwou éischten Tripartitte festgehale goufen, op den 31. Dezember auslafe géifen.

Dofir war et och néideg, wéi am zweeten Tripartitt-Accord och virgesinn, eng drëtt Tripartitt anzeberuffen. An dëst hu mer natierlech och am Mäerz gemaach.

Dee Moment, wéi de Budget 2023 vun der Chamber gestëmmt ginn ass, waren d'Mesüren aus dem Solidaritéitspak 3.0 natierlech nach net decidéiert. Si konnten dofir och net matagerechent ginn. Hire kompletten Impakt op d'Staatsfinanze gesi mer dann elo fir d'éischte Kéier hei am PSC.

Jo, Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, déi Mesüre kaschten. Mee si kaschten net ze vill. De Präis, näischt ze maachen, wär vill méi héich gewiescht. De Präis, näischt ze maachen, wär bedeitend méi héich gewiescht, um soziale Plang, mee och um ekonomesche Plang!

Une voix | Très bien!

Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances | Lëtzebuerg ka sech déi Mesüren dofir leeschten, well dës Regierung responsabel mat den ëffentleche Finanzen ëmgeet. D'Mesüre vum Energiedësch an de Solidaritéitspäck hu verhënnert, dass eis Wirtschaft an eng Rezessioun gerutscht ass. Au contraire, eis Ekonomie ass weider gewuess.

Komme mer elo zum makroekonomesche Kontext.

Esou wéi d'europäesch Texter dat virgesinn, baséiert de PSC op onofhängegen Donnéeë vum Statec. D'Previsioune sinn à jour gesat gi vum Statec, fir dann och de Mesüre vun der leschter Tripartitt Rechnung ze droen.

Dank der Weiderféierung vun de Präisdeckelen op der Energie gëtt d'Inflatioun och 2024 ofgebremst. An duerch d'Kompensatioun vun der drëtter Indextranche fir d'Entreprisë wéi och d'Upassung vum Steierbarème gëtt d'ekonomesch Aktivitéit ënnerstëtzt. Dëst spigelt sech dann och ganz kloer an den Zuelen erëm.

De PIB-Wuesstum zu Lëtzebuerg wäert deementspriechend am Joer 2023, dëst Joer, bei 2,4 % an d'nächst Joer bei 3,8 % leien. Fir d'Period 2025 bis 2027 läit dem Statec säi Pronostic bei enger Moyenne vun 2,6 %. Am Februar hat de Statec eng Croissance vun nëmmen 2,2 % fir 2023 a vun 3,2 % fir d'nächst Joer virausgesot. D'Projektioune vum PSC sinn och eng Verbesserung par rapport zum Budget, wou fir 2023 2 % Croissance virgesi war. Fir 2024 sinn d'Zuele souguer däitlech besser: Do waren am Budget nëmmen 2,4 % virgesinn, also 1,4 Prozentpunkte manner.

Dës Zuele sinn och däitlech besser wéi déi am Rescht vun Europa. Dem Statec no kéint de Wuesstum an der Eurozon dëst Joer stagnéieren, dat heescht bei 0 % leien, a fir d'nächst Joer just bei 1,8 % leien. D'Lëtzebuerger Ekonomie géif also méi séier wuesse wéi de Rescht vun Europa.

Mee maache mer eis näischt vir: Dat ass keen Naturgesetz, mee dat kombinéiert Resultat vun enger Serie vu Faktoren: engem gutt opgestallte Finanzsecteur, enger Wirtschaftspolitick, déi op Diversifikatioun setzt, engem performanten Aarbechtsmaart an och de Mesüren, déi d'Regierung iwwert dat lescht Joer zesumme mat de Sozialpartner op de Wee bruecht huet.

En änlecht Bild, Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, gesäit een och bei der Inflatioun. Der Europäescher Kommissioun no läit d'Inflatioun an der Eurozon dëst Joer bei iwwer 5,6 % an an der EU bei 6,4 %. An Däitschland läit dee Wäert bei iwwer 6,3 % an a Frankräich bei 5,2 %.

Gläichzäiteg gesäit de Statec zu Lëtzebuerg eng staark Reduktioun vum Inflatiounstaux vu 6,3 % vum leschte Joer op 3,4 % an dësem Joer. Dat sinn 3 Prozentpunkte manner. D'Inflatioun soll sech weider reduzéieren op 2,8 % d'nächst Joer, fir zum Schluss vun der Period, also 2027, bei 1,8 % unzekommen, wat esouguer ënnert dem Zil vun der Europäescher Zentralbank läit, an dat, wéi mer wëssen, sinn 2 %.

Och dat ass keen Naturgesetz, mee d'Resultat vun enger gudder Gestioun vun der Kris. Virun der leschter Tripartitt huet de Statec d'Präisdeierecht op 4,8 % fir d'nächst Joer geschat. Op Basis vun den Tripartitt-Mesüre gëtt dann d'nächst Joer just nach mat 2,8 % gerechent. Laut dem Statec geet also d'Inflatioun dann ëm 2 Prozentpunkten zréck dank dëse Mesüren.

Och eisen Aarbechtsmaart bleift robust. Et gesäit een awer d'Repercussioune vum schwierege wirtschaftlechen Ëmfeld. D'Zuelen deiten op eng liicht Hausse vum Chômagetaux hin. Dës Entwécklung muss awer och an de Kontext gesat ginn: De Chômagetaux vu 4,8 % fir d'Joer 2022 a vu 4,9 % fir dëst Joer gehéiert zu deenen niddregste vun deene leschten zéng Joer.

Am Verglach: Virun der Covidkris – mir schwätzen also vun 2019 – louch den Taux bei 5,4 %, also méi héich ewéi elo.

Trotz den aktuellen Ëmstänn wäert Lëtzebuerg an den nächste Jore weiderhin nei Aarbechtsplaze schafen a schneit domadder däitlech besser of wéi d'Moyenne an der Eurozon. Zum Beispill rechent de Statec dëst Joer mat engem Wuesstum vum Emploi vun 2,7 % zu Lëtzebuerg an an der Eurozon mat 0 %, also kengem Wuesstum.

Et ass och keen Naturgesetz, dass den Aarbechtsmaart zu Lëtzebuerg méi performant ass wéi deen am Ausland, mee d'Resultat vun deene richtege politesche Choixen, déi d'Regierung dann och gemaach huet. Et ass wichteg, hei och an Zukunft d'Situatioun ganz genau ze suivéieren, grad an Zäiten, wou et fir d'Betriber ëmmer méi schwéier gëtt, Talenter unzezéien an och Talenter ze fideliséieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, déi verschidden Indicateure weisen, dass dat makroekonomescht Ëmfeld sech säit sechs Méint verbessert huet.

Bei der Presentatioun vum Budget am Oktober hat ech ganz kloer gesot, dass ech Steiererliichterunge géif op de Wee bréngen, wann d'Entwécklung dat géif zouloossen. D'Zuelen, déi ech Iech elo genannt hunn, confirméieren, dass d'Situatioun a virun allem och d'Perspektive sech iwwert déi lescht Méint verbessert hunn. Dofir war et och méiglech, am Kader vum Solidaritéitspak 3.0 strukturell Steiererliichterungen op de Wee ze bréngen, déi d'Bierger iwwert déi nächst Jore ganz däitlech entlaaschte wäerten.

Fir dëst Joer gëtt e Steierkreditt agefouert, deen op enger Upassung vum Steierbarème vun zwou Indextranchë baséiert. Vum nächste Joer u gëtt de Steierbarème dann ëm 2,5 Indextranchen adaptéiert.

Dozou kommen d'Steiermesüren am Beräich vum Logement. D'Erhéijung vum bëllegen Akt, déi jo och de Mëtteg nach um Ordre du jour ass vun dëser Chamber, an och d'Eropsetze vun dem Plaffong vun den Zënsen op engem Prêt, déi ee vun de Steieren ofsetze kann, kommen direkt de Leit zegutt. Fir dass méi abordabel Wunnengen op de Locatiounsmarché kommen, ginn zousätzlech d'Revenuen aus der Gestion locative sociale elo zu 75 % exoneréiert.

Vum nächste Joer u gëtt och e spezifesche Klimasteierkreditt agefouert. Domadder féiere mer déi existéierend Kompensatioun fir d'CO_2-Steier weider. Am Sënn vun der Transparenz ass déi awer elo net méi am Crédit d'impôt salariés/pensionnés/indépendants mat dran, mee gëtt als separate Steierkreditt ausgewisen. Dëse Steierkreditt kënnt haaptsächlech de Leit zegutt, déi méi ënnen op der sozialer Leeder sinn, an dat ass och sozial gerecht.

Zesummegeholl wäerten dës steierlech Mesüre ronn 300 Milliounen Euro dëst Joer kaschten a ronn 460 Milliounen Euro d'nächst Joer. Och an de Joren duerno beleeft sech de strukturellen Impakt vun dëse Mesüren op ronn 460 Milliounen Euro pro Joer.

Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, wat heescht dat fir d'Staatsfinanzen?

Wéi de Budget am Hierscht deposéiert ginn ass, ass den Defizit vum Zentralstaat op 1,4 Milliarden Euro am Joer 2022 geschat ginn.

Wéi mer entre-temps wëssen, konnt dëst Resultat ëm méi wéi eng hallef Milliard verbessert ginn, och well d'Land besser duerch d'Kris komm ass, wéi nach d'lescht Joer ugeholl.

Fir dëst Joer war am Budget um Niveau vum Zentralstaat en Defizit vun 2,8 Milliarde virgesinn. Hei gesi mer laut deenen neisten Zuelen eng kloer Verbesserung. Dëst Joer wäert den Defizit elo bei 2,4 Milliarde leien, an dëst trotz den zousätzleche Käschte vun der drëtter Tripartitt.

Dofir gëtt et virun allem zwee Grënn: Eis Wirtschaft ass méi resilient wéi erwaart. D'Entreprisë froen dofir och manner Aiden u wéi virgesinn, an entspriechend ginn der dann och manner ausbezuelt. Well d'Wirtschaft besser leeft wéi geduecht sinn och d'Recetten d'lescht Joer méi staark gewuess wéi geplangt, wat e positiven Effet de base fir dëst Joer dann och mat sech bréngt.

Dëst obwuel mer dëst Joer ronn 250 Milliounen an den EU-Budget nobezuelt hunn. Dës zousätzlech Kontributioun ass e „One-off", also eemoleg, an ass bedéngt duerch déi besser wéi erwaarte Performance vun der Lëtzebuerger Ekonomie, an dat iwwer eng Zäit vun zéng Joer, vun 2010 bis 2020. Eng aner eemoleg Depense sinn d'Käschte vum Militärsatellitt vu ronn 190 Milliounen Euro, déi och dëst Joer kontabiliséiert ginn.

Wat d'nächst Joer ugeet, gesi mer eng liicht Verschlechterung par rapport zu deem, wat am Budget 2023 virgesi war. Dat läit virun allem un der Verlängerung vun de Mesüren, déi d'Energiepräisser stabiliséiere sollen. Den Impakt chiffréiert sech hei op 354 Milliounen Euro. Dat ass awer elo hei keng strukturell Depense, mee dat ass eng Depense, déi fir d'nächst Joer virgesinn ass.

Duerch dës Mesüre schafe mir Previsibilitéit an drécken d'Inflatioun weider erof. Zousätzlech spillt vun 2024 un d'Upassung vum Barème un d'Inflatioun vun 2,5 Tranchen.

Wann ech all d'Mesüren zesummerechnen, da komme mer op e Gesamtkäschtepunkt vu 425 Millioune fir dëst Joer an 907 Milliounen am Joer 2024, d'nächst Joer. Dat ass och den Ordre de grandeur, deen ech no der leschter Tripartitt an der Chamber ugekënnegt hat.

D'Verschlechterung am Joer 2024 ännert awer näischt um mëttelfristeg positiven Trend. Den Defizit beim Zentralstaat wäert vun 2,5 Milliarden Euro am Joer 2024 op 1,9 Milliarden Euro am Joer 2025 erofgoen. Fir d'Joren duerno reduzéiert sech den Defizit weider a läit dann 2027 bei 1,6 Milliarden Euro.

D'Trajectoire vum Gesamtstaat huet déi selwecht Tendenz wéi déi vum Zentralstaat a weist och eng Verbesserung iwwert d'Joren op. Den Defizit vum Gesamtstaat geet da vun 1,2 Milliarden am Joer 2023 op 1,5 Milliarden d'nächst Joer erop. Duerno geet se erëm konsequent erof. 2025 läit dann den Defizit vum Gesamtstaat bei 900 Milliounen oder 1 % vum PIB an am Joer 2027 bei ronn 890 Milliounen oder 0,9 % vum PIB. Mir gesinn also tëschent de Joren 2024 an 2027 eng Verbesserung vum Defizit vu ronn 600 Milliounen Euro.

Dës Entwécklung, Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, spigelt sech dann och um Niveau vun der Staatsschold erëm.

Am Budget 2023 war de Scholdenniveau op 26,3 % vum PIB fir dëst Joer an op 29,3 % (veuillez lire: 29,5 %) am Joer 2026 estiméiert. Laut PSC wäerte mer Enn dëst Joer bei 26,1 % leien an 2026 bei 28,6 %.

Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, hätte mir eng Upassung vun der Steiertabell vu 7 Tranchen amplaz 2,5 gemaach, wéi Verschiddener dat och froen, hätt ons dat 840 Milliounen Euro pro Joer kascht. Dat hätt eis Dette scho fir 2025 iwwer 30 % par rapport zum PIB gedréckt. Mir hunn also hei, mengen ech, de responsabele Choix gemaach.

Dës Zuelen ënnerstäichen déi nohalteg a responsabel Ausriichtung vun eiser Finanzpolitick. Par rapport zum Budget 2023 huet d'Trajectoire vun der Schold sech net verschlechtert, mee au contraire huet se sech souguer liicht verbessert, an dat nach eng Kéier trotz de Mesüre vun der leschter Tripartitt. Dëst beweist, dass d'Regierung de finanzielle Spillraum, dee sech iwwert déi lescht Méint erginn huet, voll ausgenotzt huet, fir de Leit hir Kafkraaft ze stäerken – dat ass fir eis ganz wichteg – an op där anerer Säit och fir d'Entreprisen ze ënnerstëtzen.

Gläichzäiteg si mer awer net iwwert dat erausgaang, wat d'Zuelen erlaabt hunn. Et wär net responsabel gewiescht, zu dësem Zäitpunkt nach weider Erliichterungen op de Wee ze bréngen, well déi hätte mat zousätzlecher Schold finanzéiert musse ginn. Net just Privatleit an Entreprisen, och de Staat ass vun deene méi héijen Zënse betraff. D'Zënslaascht wäert dofir vun 128 Milliounen dëst Joer bis op 510 Milliounen am Joer 2027 eropgoen. Schonn eleng dofir, mengen ech, ass et ubruecht, d'Progressioun vun der Staatsschold am Grëff ze behalen.

Et wär och net responsabel gewiescht, elo zousätzlech strukturell Mesüren ze huelen a sech domadder kee finanzielle Spillraum méi ze loossen, fir weider Akzenter ze setzen. Fir weider Akzenter ze setzen, do wou se am meeschte gebraucht ginn, besonnesch och am Logement. Mee ech kommen dodrop zréck.

Global gesinn: Hei gouf de richtegen Equiliber fonnt zwëschent deem, wat néideg, an deem, wat méiglech war.

Ech maachen de Leit net gäre Verspriechen, déi een net kann anhalen. An dofir wëll ech och nach gären op dräi Punkte méi spezifesch agoen:

Éischtens: Jo, d'Situatioun verbessert sech par rapport zu deem, wat am Budget virgesi war. Mee mir wäerten iwwert déi ganz Period en zolitten Defizit hunn. Dat ass a Krisenzäiten och net anormal. Trotzdeem muss ee mëttelfristeg derfir suergen, d'Depensen op engem verstännegen Niveau ze halen an den Defizit erëm zréckzefueren. Dëst ass an Zukunft och néideg, fir den néidege finanzielle Spillraum ze behalen.

Zweetens wëll ech Iech soen: D'Lëtzebuerger Ekonomie an eis Staatsfinanzen, jo, se si resilient, mir gesinn dat, d'Zuele weisen dat. Gläichzäiteg weisen d'Zuele vum éischten Trimester vun dësem Joer vun eisen dräi Steierverwaltungen och, dass d'Recetten net méi esou spruddele wéi soss. Mir ware laang dru gewinnt, dass ëmmer méi Recetten erakomm sinn, wéi am Budget am Fong virgesi waren. Dat ass, muss ech Iech leider soen, aktuell net méi de Fall. Dat heescht, mir missten och hei wierklech e ganz konkreet An op dës Evolutioun halen.

Drëttens wëll ech Iech soen, an dat ass och näischt Neits: Um Niveau vun der Sécurité sociale gesi mer, dass d'demografesch Realitéite lues awer sécher derzou féieren, dass den Iwwerschoss vun der Sécurité sociale progressiv erofgeet. Dëst Joer rechne mer nach mat engem Iwwerschoss vun iwwer enger Milliard Euro. 2027 wier en da just nach ronn hallef esou héich. Dëst ass eng strukturell Erausfuerderung, där d'Land sech mëttelfristeg stelle muss.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, d'Zuele vum PSC weisen, dass d'Lëtzebuerger Ekonomie an och eis Staatsfinanze resilient sinn. Gläichzäiteg setzen déi rezent Krisen, déi strukturell Onsécherheeten an och déi nei Realitéiten d'Staatsfinanzen ënner Drock.

Duerch eng responsabel Finanzpolitick hu mir et awer fäerdegbruecht, och an dësem schwieregen Ëmfeld Stabilitéit a Vertrauen ze schafen.

Lëtzebuerg ass eent vun deene wéinege Länner, dat ëmmer déi wichtegst europäesch Budgetsreegele respektéiert huet. Wärend de Krisen, wéi Der wësst, sinn déi europäesch Budgetsreegele wärend dësen dräi leschte Joer ausgesat ginn, via déi sougenannten „General Escape Clause". Vum nächste Joer u spillen d'Reegelen awer nees voll. Allerdéngs ass och eng Diskussioun elo amgaang iwwer eng Reform vun dëse Reegelen, soudass et elo och net kloer ass, wéi eng Reegelen dann an Zukunft wäerte spillen.

Mee loosst mech hei just soen, dass ech mech och op europäeschem Niveau derfir asetzen, dass mir eng responsabel an eng realistesch Budgetspolitick féieren. Natierlech missten déi Reegelen och deenen neie Realitéiten ugepasst ginn. Mir brauchen nohalteg, gutt opgestallte Staatsfinanzen. Dat dierf hei net vergiess ginn, net am europäesche Kader an och net fir Lëtzebuerg.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, d'Nohaltegkeet vun eise Staatsfinanzen ass iwwregens eppes, wat och déi grouss international Ratingsagencë ganz genee suivéieren. Si confirméieren, dass eis Finanze gesond sinn an hunn iwwert déi lescht Méint eisen Triple-A mat stabiller Perspektiv allkéiers confirméiert.

Si maachen dat, well se drop vertrauen, dass Lëtzebuerg, wéi och an der Vergaangenheet, och an der Zukunft wäert eng responsabel an nohalteg Finanzpolitick ëmsetzen, an och well se dervunner ausginn, dass zu Lëtzebuerg d'Limitt vun deenen 30 % aus dem Koalitiounsaccord respektéiert gëtt. Dofir ass et weiderhi wichteg, dass mer den Defizit à terme nees eroffueren an d'Progressioun vun der Staatsschold am Grëff behalen.

Als Land mat enger oppener an enger ganz interkonnektéierter Ekonomie si mir Risiken ausgesat, déi mir net ëmmer beaflosse kënnen. Zu dëse Risike gehéieren déi méi schwaach Wuesstumsprognosen, d'Schwankunge vun den Energiepräisser, d'geopolitesch Tensiounen, protektionistesch Tendenzen – déi maache mer effektiv ganz vill Suergen – an d'Entwécklung vun der Zënspolitick vun der Europäescher Zentralbank.

Weider ass et wichteg, d'Konsequenze vun de Reforme vun der internationaler Gesellschaftsbesteierung am Bléck ze halen. Do schwätze mer vun OCDE-Reformen. Lëtzebuerg ënnerstëtzt dës Reformbeméiunge voll a ganz. Dat wëll ech och hei nach eng Kéier soen.

(Un visiteur prend des photos depuis les tribunes.)

(Interruption)

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Entschëllegt, Madamm Finanzministesch. Et ginn hei vun uewe Fotoe geschoss vun den Deputéierten, an dat geet net!

(Réaction du visiteur concerné)

Nee, mee Dir hutt der scho gemaach. Also läscht se! Merci.

(Interruption par M. Gilles Roth)

Jo, ech soen eise Leit, si sollen dat am A behalen. Dat kann net sinn!

M. Gilles Roth (CSV) | Här President, d'Deputéiert hunn op hiren Handyen eng privat Korrespondenz, an déi ass mat esou enger Kamera ze filmen. An dat akzeptéiere mir net!

Une voix | A mir och net!

Une autre voix | Ganz richteg!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Dat ass absolutt richteg an …

(Réaction du visiteur concerné)

Dir hutt se geläscht?

(Assentiment du visiteur concerné)

(Interruption)

Just eng Fro un douewen: Wat hutt Dir fotograféiert?

(Brouhaha)

(Réplique du même visiteur)

Jo, nee. Dir hat hei d'Objektiv ganz, ganz kloer op d'Deputéiert heinidde geriicht …

(Assentiment du visiteur)

… an dat geet net!

(Réplique du visiteur)

Alleguer?

(Assentiment du visiteur)

Une voix | Kann nach een dat kontrolléieren?

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Jo. Wonnerbar. Et ass an der Rei. Dat heescht, ënnert dem A vum Gesetz gëtt dat rektifizéiert. An ech géif den Uerdnungsdéngscht bieden, dat am A ze behalen, well dat kann net sinn! D'Deputéiert hunn, och wa se hei schaffen, nach e Recht, net an allen Hinsichten iwwert d'Schëller gekuckt ze kréien.

Une voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Ech soen Iech Merci. An ech ginn d'Wuert erëm direkt zréck un d'Madamm Finanzministesch.

Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances | Merci. Ech hat op d'Risiken higewisen, deene mer als Land ausgesat sinn, op déi mer keen direkten Afloss hunn. Ech wollt och op déi international Gesellschaftsbesteierung hiweisen, wou mer net wëssen, wéi eng Konsequenzen déi fir Lëtzebuerg wäert hunn, well mer net wëssen, wéi aner Länner a wéi och eenzel Entreprisen dorop wäerte reagéieren. Dat heescht, dat ass och eppes, wat mer natierlech hu misse suivéieren.

Längerfristeg bleiwen de Klimawandel a seng Konsequenzen natierlech och e ganz groussen Defi, deen d'Staatsfinanzen nohalteg belaaschte wäert. An den nächste Jore brauche mer effektiv substanziell Moyenen, fir den Energie- a Klimaplang fir Lëtzebuerg, de sougenannte PNEC, ëmzesetzen. An och an der Defense wéi och am Logement wäerten nach budgetär Efforten néideg sinn.

Kee vun eis, Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, huet eng Kristallkugel. D'Onsécherheete bleiwe ganz grouss. Dat gesäit een och zum Beispill am FMI sengem World Economic Outlook vum Fréijoer, an deem fir Lëtzebuerg mat enger Croissance vun 1,1 % fir dëst Joer an 1,7 % fir d'nächst Joer gerechent gëtt.

Dësen Ënnerscheed par rapport zu de Statec-Zuele kënnt engersäits, well d'Referenzdaten an och d'Methodologië fir d'Berechnungen do anescht agesat ginn, anerersäits awer och, well den FMI domadder rechent, dass de Finanzsystem méi laang ënner Drock bleift an d'Croissance weltwäit duerch d'Zënspolitick vun den Zentralbanke méi negativ kéint beaflosst ginn.

Dem FMI seng Croissancezuele fir d'Weltwirtschaft, fir Europa an och fir Lëtzebuerg sinn deementspriechend – esou gesinn ech et op alle Fall – als eng Warnung ze interpretéieren, déi een natierlech och muss ganz eescht huelen. Mee si hunn näischt direkt mat Lëtzebuerg ze dinn.

Mee souguer mat senge méi negative Wuesstumsprognose geet den FMI dervunner aus, dass den Niveau vun der Lëtzebuerger Schold ënner 30 % bleiwe wäert.

Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, jo, d'Finanzpolitick vun der Regierung iwwert déi lescht Joren ass gepräägt vun der Gestioun vun der Polykris. Mee der Regierung hir Prioritéite sinn absolutt net vergiess ginn. Nieft den Hëllefen an och de Steiererliichterungen, vun deenen ech virdru geschwat hunn, spillt hei virun allem eis ambitiéis Investitiounspolitick eng zentral Roll.

Ëffentlech Investissementer sinn e weesentleche Pilier vun der Budgetspolitick vun der Regierung. Mam PSC confirméiere mer, dass d'Investitiounen héichgehale ginn, fir d'Wirtschaft ze ënnerstëtzen, d'Aarbechtsplazen ze erhalen a fir onst Land och besser op d'Zukunft virzebereeden.

Dat maache mir mat engem Invest vun iwwer 3 Milliarden Euro pro Joer. Dat entsprécht 4 % vum PIB. Mir investéiere massiv an den Ëmwelt- an an de Klimaschutz, an d'Mobilitéit, an de bezuelbare Wunnraum, an d'Santé, mee och an d'Educatioun.

Mat Investitiounen an erneierbar Energië bekämpfe mer net nëmmen de Klimawandel. Si maachen eis och manner ofhängeg vun auslänneschen Energiesourcen an – an ech mengen, dat ass mir och ganz wichteg – mir bremsen d'Inflatioun, déi vun den Energiepräisser, wéi mer wëssen, gedriwwe gëtt.

Et geet also net nëmmen ëm d'Kris. Mir mussen och weiderhin Efforte maachen, fir d'Land op zukünfteg Defien ze preparéieren. Ech wëll hei méi besonnesch op de Logement agoen.

D'Regierung ass sech bewosst, dass d'Situatioun um Wunnengsmaart ganz schwiereg ass. Dat ass net nëmmen zu Lëtzebuerg esou, mee och am Ausland. Dës Evolutioun hänkt virun allem mat der Präisdeierecht bei de Matières premières a mat der Entwécklung vun der Zënspolitick vun der EZB zesummen. Mee d'Wunne war zu Lëtzebuerg awer scho virdrun deier, an dat haaptsächlech, well d'Demande méi grouss war an och nach ass wéi d'Offer vum Logement.

Dëst Ongläichgewiicht tëschent der Offer an der Demande huet et Spekulanten erméiglecht, op Käschte vun der Allgemengheet enorm Plus-valuen ze generéieren. Dofir huet d'Regierung schonn déi lescht Joren eng ganz Rei Mesüren op de Wee bruecht. Dorënner wëll ech haaptsächlech d'Mobiliséierungs- an d'Leerstandssteier mentionéieren. Mam Baulandvertrag wäert et an Zukunft keng nei Bauterraine méi ginn, mat deene Spekulatioun ka bedriwwe ginn.

Donieft ass de Staat och selwer méi aktiv am Wunnengsbau ginn, dëst virun allem mam Akraafttriede vum Pacte Logement 2.0, deen et der ëffentlecher Hand erlaabt, hire Parc immobilier automatesch bei all gréisserem privaten Immobilieprojet matzevergréisseren. Nëmme wann d'Gemengen an de Staat hiren eegenen Immobiliepark konsequent ausbauen, wäerte mer mëttel- a laangfristeg derfir suerge kënnen, dass all Bierger Accès zu abordabelem Wunnraum huet.

Wéi de PSC weist, ginn d'Investissementer am Logement konsequent an d'Luucht. Fir méi abordabele Wunnraum zu Lëtzebuerg ze schafen, ginn iwwert d'Period 2022–2026 ronn 1,6 Milliarden Euro investéiert.

D'Regierung hält d'Evolutioun vum Marché am An. Mir gesinn, dass d'Zuele vun den Transaktioune wäit ënnert deene vum leschte Joer leien. Meng Servicer sinn dofir a ganz enkem Kontakt mam Logementsministère, fir Projeten opzekafen, déi soss géife broochleien.

Als Finanzministesch sinn ech prett, alles derfir ze maachen, datt déi aktuell Onsécherheet um Immobiliemarché net derzou féiert, dass d'Logementsproblematik sech zousätzlech verkomplizéiert. Dëst si mer virun allem de Jonke schëlleg, déi sech haut, muer an och iwwermuer op d'Sich no enger eegener Wunneng hei zu Lëtzebuerg maachen.

Une voix | Très bien!

Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances | Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, mir hunn als Regierung d'Hand ausgestreckt a maachen all den Acteuren um Marché d'Offer, zesumme mam Staat elo Projeten do ze realiséieren, wou se batter néideg sinn. De Staat ass bereet, dofir Suen an de Grapp ze huelen. Et sinn dëst gutt investéiert Suen, well mir mat all Projet, dee mir elo realiséieren, eise Wunnpark nohalteg vergréisseren a fir déi nächst Generatiounen Honnerte vun zousätzleche Wunnengen zur Verfügung stellen. Mee ech soen awer geneesou kloer: Et ass net dem Staat seng Aufgab, de Promoteuren hir Margen ze garantéieren!

Une voix | Très bien!

Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances | Och si musse Waasser an hire Wäi schëdden.

Wann d'Parameteren a besonnesch natierlech och de Präis stëmmen, sinn ech bereet, esou Akeef ze ënnerstëtzen, fir op eng ganz séier a ganz effikass Manéier neien abordabele Wunnraum ze schafen a gläichzäiteg d'Aktivitéit am Bau um Rullen ze halen. Mee ech sinn net bereet, mat Steiergelder d'Logementspräisser kënschtlech héich ze halen!

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances | Solidaritéit, Dir Dammen an Dir Hären, ass kee Sens unique. Dofir riichten ech och hei en Appell un all private Promoteur, deen op senge Projete sëtze bleift: Bedeelegt Iech um Akt vun der géigesäiteger Solidaritéit a kommt op eis duer, wann Dir un engem éierlechen Effort am Interêt vun eis alleguerten interesséiert sidd!

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances | Här President, Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, bei der Presentatioun vum Budget vun dësem Joer sot ech, dass dëse Budget „realistesch, solidaresch a responsabel" ass. Sechs Méint méi spéit confirméieren d'Zuele vum PSC meng Ausso. Et ass also mat engem gudde Gewëssen, dass mer dëse Plang op Bréissel schécken.

An engem schwierege geopoliteschen a makroekonomeschen Ëmfeld huet d'Regierung Verantwortung iwwerholl. Mir hunn an d'Previsibilitéit an an d'Stabilitéit investéiert. Mir hunn de finanzielle Spillraum genotzt, fir d'Leit an d'Entreprisë konsequent ze ënnerstëtzen. Mir hunn d'Investitiounen héichgehalen, fir Lëtzebuerg optimal op d'Zukunft virzebereeden. Mir hu gläichzäiteg d'Trajectoire vun den ëffentleche Finanzen am Bléck behalen, well stabill Staatsfinanzen eist Land stäerken.

Dat ass eng equilibréiert an zukunftsorientéiert Finanzpolitick. Dat ass déi Finanzpolitick, fir déi d'Regierung steet. A si ass am Interessi vun eisem Land vun haut, mee och vun eisen zukünftege Generatiounen. Dat ass déi Finanzpolitick, fir déi ech och als Finanzministesch stinn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och der Madamm Finanzministesch. Ech ginn Akt vun hirer Deklaratioun.

An ech invitéieren direkt den Här Wirtschaftsminister, de Franz Fayot, fir d'Relève ze huele fir d'Presentatioun vum zweeten Deel. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

Présentation du programme national de réforme (PNR)

M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie | Merci, Här President. Léif Deputéiert, jo, de PNR ass zesumme mam Programme de stabilité et de croissance jo traditionell den zweete Volet vun dësem Exercice, dee mer all Joer maachen ëm dës Zäit vum Semestre européen, wou mer u sech all Joer Enn Abrëll dee Rapport un d'Europäesch Kommissioun schécken.

De Programme national de réforme ass e kollektiven Effort vun der ganzer Regierung, deen op déi verschidde Recommandatioune vun der EU-Kommissioun äntwert. An ech mengen, dat ass vläicht eng wichteg Remark virop, fir dass ee wierklech versteet, dass dat heiten eppes ass, wou mer op déi europäesch Recommandatiounen an Observatiounen aginn an natierlech elo net alles beschreiwen, wat vun der Regierung gemaach gëtt. Netdestotrotz ass et awer, mengen ech, ëmmer e gudden Inventaire all Joer, e gutt Dokument, wat dat zesummefaasst, wat d'Regierung mécht, en Tëschestand vun den Efforte vun der Regierung, fir an deene verschiddene Reformen do weiderzekommen.

Aus deenen Äntwerten ergëtt sech a mengen Aen e Bild vun der Kohärenz vun der Regierungspolitick a puncto nohalteg Entwécklung, digital an energeetesch Transitioun, awer och Wettbewerbsfäegkeet vun eisem Land. Et ass, wéi gesot, och dëst Joer en Tëschebilan vun der Reformpolitick vun dëser Regierung, enger Politick, déi – an d'Yuriko Backes huet et och scho gesot an hirem Exposé – an engem schwierege wirtschaftlechen Ëmfeld evoluéiert.

Mir hu weiderhin eng ganz héich Inflatioun, insbesonnesch bei Energie a Matières premières, obwuel mer hei zu Lëtzebuerg effektiv déi niddregst Inflatioun hunn a ganz Europa, och bedéngt duerch déi Mesüren, déi mer an der Tripartitt geholl hunn, insbesonnesch mam Präisdeckel op der Energie, awer och mat Zënsen, déi staark an d'Luucht gaange sinn an domat souwuel de Konsum wéi och den Invest bremsen, dat Ganzt an engem weiderhi ganz volatillen Ëmfeld, an engem onsécheren Ëmfeld, gepräägt duerch dee schreckleche Krich an der Ukrain, an och an enger verännerter geopolitescher Ëmwelt, an enger Welt, déi méi fragmentéiert ass a méi polariséiert ass wéi nach virun engem décke Joer.

Mir sinn och natierlech an dem Kontext vun der Klimaurgence, wou mir, eis Gesellschaft an och eis Ekonomie, eis musse ganz schnell, ganz rapid dekarboniséieren, en Challenge, deen och an dësem Dokument hei beschriwwe gëtt.

Ech ginn elo net méi op d'makroekonomesch Chifferen an. D'Finanzministesch huet dat gemaach, an déi Chifferen, déi am PNR sinn, rekopéiere sech natierlech mat deenen, déi si elo just genannt huet. Just ass dozou ze bemierken, dass déi Chifferen, déi traditionell vum FMI kommen, awer och vun der Europäescher Kommissioun, am Fong an der Reegel méi pessimistesch sinn, och wat d'Croissance ugeet a wat d'Evolutioun vum Emploi ugeet, wéi déi, déi mir hei hunn, déi de Statec errechent zesumme mat Oxford Economics, mat eise makroekonomesche Modeller, déi awer oft am Endeffekt an där heiten Zäit effektiv méi no bei der Realitéit sinn.

Här President, ech mengen, et muss een hei awer och nach transparenzhalber soen, dass et eng Partie Indicateure gëtt, déi verschidde Plaffongen depasséiert hunn an der Prozedur vum sougenannte „makroekonomeschen Ongläichgewiicht", wat d'Kommissioun derzou féiert, e Bilan ze maachen, e verdéifte Bilan an enger Partie Beräicher. Dat betrëfft déi Indicateuren: de Coût salarial unitaire, also d'Lounstéckpräisser, de Flux de crédit privé, déi privat Dette, d'Verschëldung vun de Stéit, awer och den Indice vun de Logementspräisser an de Chômagetaux vun de Jonken. Alles dat si Bilanen, déi gemaach gi vun der Kommissioun an déi elo wäerten am Paquet de printemps, wann dat Ganzt zréckkënnt vun der Kommissioun, bilanzéiert ginn. An dozou mécht d'Kommissioun dann eeben och eng Konklusioun.

De Semestre européen, dat ass och allkéiers e Rendez-vous vu sozialem Dialog. Haut de Moien hate mer zesumme mat de Sozialpartner eng Reunioun, wou mer och de PNR an de PSC virgestallt hunn, wou mer en och diskutéiert hunn an all senge verschiddenen Aspekter, déi verschidde Recommandatiounen an d'Äntwerten, déi mer dorop ginn hunn. Dat ass, géif ech gäre soen, e wichtegen an och allkéiers e konstruktiven Dialog, dee mer hu mat de Sozialpartner, déi och dës Kéier, dëst Joer, Enn Mäerz en Avis ofginn hunn, dee se zesumme geschriwwen hunn, d'Gewerkschaften zesumme mat der UEL, wou se op déi verschidde Punkten aus dem PNR an dem PSC och aginn.

Dat ass en Avis, wou mer eis de Moie mat hinnen am Fong eens gi sinn, dass mer en och géifen als Annex zum PNR veröffentlechen, well ech mengen, et ass och e wichtegt Signal a Richtung vun der Europäescher Kommissioun, dass mer dee Sozialdialog heizuland hunn an dass mer dee Rapport an natierlech deen Avis en toute transparence veröffentlechen als eng Annex vum Programme national de réforme. An dat ass och eng Initiativ, déi vun de Sozialpartner alleguerte begréisst gouf.

Si hunn, wéi gesot, an hirem Avis den 29. Mäerz Positioun geholl zu der Gouvernance nationale vum Dialogue social am europäesche Kader, am Kader vum Semestre européen, awer och zu den Äntwerten, déi mer zu der Energiekris bruecht hunn a formuléiert hunn, an och zu de spezifesche „recommandations par pays 2022-2023" vun der Europäescher Kommissioun.

Mir hunn elo eng weider Reunioun mat de Sozialpartner am Kader vun deem Sozialdialog den 21. Juni, wann, wéi gesot, d'Veröffentlechung, d'„recommandations par pays", vun der Kommissioun zréckkomm ass.

Den PNR ass en Dokument, wat Der och heibannen alleguerte kennt, wat eng Partie Kapitele beinhalt:

Éischtens mécht et – an dat säit dem leschte Joer – en État des lieux iwwert de Programme pour la reprise et la résilience, wat jo de politesche Programm ass, deen no Covid-19 formuléiert ginn ass, fir d'Resilienz an d'Reprise vun Europa weiderzebréngen. An do gëtt och allkéiers am PNR en Tëschebilan gemaach, wou mer dru si mat der Ëmsetzung vun deem Plan programme de reprise et de résilience.

Zweetens, wéi gesot, ass et och dann d'Äntwert op d'Recommandatiounen.

E weidert Kapitel gëtt verschiddenen Objectifs de développement durable consacréiert. Dat sinn der bei eis fënnef, déi mer eis ausgesicht hunn, fir am Kader vum Semestre européen ze thematiséieren. Ech kommen duerno nach kuerz dorobber zréck.

An da schlussendlech och nach en État des lieux iwwert de Socle européen des droits sociaux, déi och säit leschtem Joer am Plan programme national de réforme dra sinn. Och do gëtt erëm eng Kéier en Tëschebilan gemaach.

Mir hunn – an ech wollt elo op puer vun deenen Defien an Challengen agoen – deen éischten Deel esou

strukturéiert, dass mer wierklech eng Presentatioun maache par défis, baséiert op d'Recommandatioune vum leschte Joer, wou mer och allkéiers op déi Defien do agi ronderëm déi véier Dimensioune vun der nohalteger Kompetitivitéit, dat heescht Resilienz, sozial Inklusivitéit a Gerechtegkeet, och Ëmwelt, natierlech déi Ëmweltdimensioun, déi wichteg ass, an, wéi gesot, och d'Kompetitivitéit.

Här President, e puer Beispiller vun Theemen, déi hei abordéiert ginn: Dat éischt Theema, wat detailléiert gëtt am PNR, dat ass d'Theema vun der grénger an digitaler Transitioun. Dir wësst, dass dat eng grouss Prioritéit ass vun der Regierung. Et sinn do eng ganz Rei Mesüren geholl ginn. Et ass och e ganz seriöen ëffentlechen Invest, deen an dee Beräich do erageet. Ronn 16 %, dat si 530 Milliounen Euro, vun den Investissementer, déi am Zentralstaat gemaach gi fir 2023, ginn a Richtung digital an nohalteg Transitioun.

Dat war – an dat wësst Der och – rezent en Theema, wéi mer de PNEC presentéiert hunn. Do sinn eng ganz Rei vun deene Mesüren an deem Dokument dran an et ass allgemeng och eng Revisioun à la hausse vun eisen Ambitiounen a Richtung 2030, wat jo eng Zwëschenetapp ass, wou Europa „Fit for 55" wëllt sinn, dat heescht, wou ee sech wëll dekarboniséiere bis zu minus 55 %. An Dir wësst och, dass do en neie Moment ass an där Politick mam europäeschen Net Zero Industy Act, wat jo d'Äntwert ass engersäits op den amerikaneschen Inflation Reduction Act, awer och een Deel vun där neier industrieller Politick vun Europa, fir sech och am Beräich vun den erneierbaren Energien a vun deene ganze gréngen Technologien erëm déi néideg industriell an ekonomesch Capacitéit ze ginn, fir deen Defi och wierklech kënnen unzehuelen.

E puer Beispiller vun Aktiounen, vu Politicken, déi an deem Beräich schonn op d'Schinn bruecht goufen: Dat ass éischtens d'Stratégie économie circulaire. Dat ass eng Strategie vun 2020, déi wierklech eng Wierkkëscht ass, déi d'Regierung sech ginn huet, fir d'Kreeslafwirtschaft weiderzebréngen an alle Beräicher, sief et Energie, sief et Offallgestioun, awer och natierlech an der wirtschaftlecher Diversifikatioun.

Dann ass et och an deem selwechte Beräich de Lancement vum GIE „Terra Matters", wat e Groupement d'intérêt économique ass, deen de Product Circularity Data Sheet entwéckelt, eng Norm, fir an der Kreeslafwirtschaft den Inventaire ze maache vun engem Produit, dat heescht, deen ausseet, wat alles an engem Produit dran ass, mat der Iddi, fir duerno natierlech kënne besser ze recycléieren an erëm weider ze verschaffen, dat alles natierlech op enger digitaler Base.

Dann och eis Strategie fir d'Économie de partage, d'Sharing Economy, déi d'lescht Joer am Summer presentéiert gouf.

Och de Lancement vum Fit 4 Sustainability, Luxinnovation hire Programm, fir Entreprisen, haaptsächlech och Kleng- a Mëttelentreprisen, besser ze beroden an och ze begleeden um Wee vun hirer Dekarbonisatioun an hirer energeetescher Effizienz.

Dann och d'Kreatioun vum GIE Neobuild d'lescht Joer. Dat ass eng Initiativ, fir och am Bau iwwer e Pilotimmeubel wierklech d'Innovatioun weiderzebréngen an der Konstruktioun.

An dann och nach ganz wichteg, eng Inauguratioun, déi mer viru Kuerzem gemaach hunn, vun engem Zentrum fir Matériaux composites. Dat ass beim LIST, en Zentrum, wou sech Laboratoirefuerscher drëm bekëmmeren, fir nei Materialer, composite Materialer, ultraliicht, oft biosourcéiert oder recyclabel Materialien, ze entwéckele fir industriell Applikatiounen.

Och am Beräich vun der digitaler Transitioun ass eng ganz Rei Mesüre geholl ginn. Do géif ech gären d'Luxembourg House of Cybersecurity als Beispill nennen, dat d'lescht Joer inauguréiert gouf, wou allegueren d'Acteure vun der Cybersécherheet zesummeschaffen an och besser zesummeschaffen, well se op enger Plaz sinn.

Dann de Luxembourg Digital Innovation Hub, deen och elo en European Digital Innovation Hub ass, déi strateegesch Visioun am Beräich vun der artificieller Intelligenz.

E weidere wichege Projet ass de GIE Plateforme nationale d'échange de données, de PNED, deen e ganz wichtege Projet ass, fir déi ganz Datenekonomie weiderzebréngen. Dir wësst, dass mer an alle Beräicher, sief et am Beräich vun der Santé, vun der Industrie, vun der Mobilitéit, ëmmer méi mat Date schaffen. Date sinn déi wierklech wichteg Matière première vun der Ekonomie vu muer, an déi Plattform vum nationalen Datenechange ass do, wou déi Date gesammelt ginn an dann disponibel gemaach ginn, interoperabel gemaach ginn an disponibel, fir eeben eng ganz Rei Innovatioune weiderzebréngen, insbesonnesch am Beräich vun den Algorithmen a vun der artificieller Intelligenz.

E weidert Beispill ass den Developpement vun neien Applikatioune fir d'Bierger am MyGuichet.lu, insbesonnesch beim personaliséierten Espace vu MyGuichet.lu.

E weidere Beräich vu Politick, wou mer op Recommandatioune vun der Kommissioun äntweren, dat ass dee vun der Reduktioun vun eiser Ofhängegkeet par rapport zu fossillen Energien. Mir wëssen alleguer, dass dat eppes ass, wat op eng schwiereg Aart a Weis – duerch de Krich, deen an der Ukrain ugefaangen huet, eis Ofhängegkeet par rapport zu Gas, fossillen Energien, insbesonnesch aus Regioune wéi Russland – vun engem Dag zum anere riskéiert ze verschwannen a wou et wichteg ass, fir sech do ze decoupléieren.

Och do gëtt et eng Rei Beispiller, wéi mer dat ugepaakt hunn. Éischtens iwwer eng Feuille de route, eng national Roadmap, fir d'Dekarbonisatioun an der Industrie. Dat ass en Effort, dee mer maachen am Kader vum Haut comité de l'industrie, wou mer zesumme mat den Acteuren aus der Industrie och eng Etüd ausschaffen, fir ze verstoen, wéi se sech kënnen esou gutt wéi méiglech am Horizont 2040 dekarboniséieren, dat heescht hir Prozesser méi effizient maachen, och méi energieeffizient an der Haaptsaach.

Dann ass et och de Pacte Climat pour entreprises, de Klimapakt fir Betriber, dee mer viru Kuerzem lancéiert hunn, wou et och drëm geet, d'Entreprisen iwwer eng Porte d'entrée unique nach méi ze sensibiliséieren an och dohinner ze kréien, dass se sech klimaneutral gemaach kréien.

Dann och eng Rei Mesüren, déi mer geholl hunn, fir am Beräich vun der Fotovoltaik weiderzekommen, notamment en Appel d'offre, deen ech zesumme gemaach hu mam Energieminister viru Kuerzem, wou mer d'Entreprisen derzou incitéieren, Fotovoltaikpannoen op hiren Diecher ze installéieren oder op hirem Gebitt ze installéieren, fir Energie ze produzéieren an och ze autoconsomméieren. Dat ass en Appel à projets, deen immens vill Succès hat a wou mer, wéi gesot, och vill weider Capacitéit am Beräich vun den erneierbaren Energië geschaaft hunn.

Da gëtt et natierlech eng ganz Rei Mesüren an deem selwechte Kontext, déi um Energiedësch geholl goufen Ufank d'lescht Joer, awer och an deene verschiddenen Tripartitten, an deenen dräi Accords tripartites, ënnert dem Term „Solidaritéitspak". Dozou gehéieren all déi Mesüren, déi Der kennt, déi mer relativ breet och hei an der Chamber diskutéiert hunn.

Aner Beispiller an deem selwechte Kontext sinn de Scenario Report vu Creos mat Horizont 2040, wou och eng Rei Pisten analyséiert gi fir de Lëtzebuerger Elektrizitéitssystem; Mesüren am Beräich vun der energeetescher Performance vun de Gebaier: de Programm Klimabonus, deen de PRIMe House remplacéiert huet; an awer och erëm eng Kéier am Beräich vun der Industrie den Accord volontaire mat der Fedil, wou d'Industriebetriber méi bëlleg Tariffer kréie bei der Energie, wa se Efforte maachen, fir Energie anzespueren.

Här President, e weidert Beispill vu Politicke sinn am Kontext vun den Transports durables, vum ëffentlechen Transport. Och do – ouni do elo an den Detail ze goen – sinn eng ganz Rei Mesüre geholl ginn, fir den ëffentlechen Transport an d'Mobilitéit auszebauen an och natierlech domadder d'Mobilitéit ze dekarboniséieren.

Dat ass engersäits de Modu 2.0. Dat ass awer och de Plan national de mobilité PNM35. Dat sinn Investissementer an d'Schinn, déi mat 1,23 Milliarden zwëschent 2023 an 2026 extreem héich sinn. Dat ass och e ganz décke Kontrakt, deen d'CFL gemaach hunn, fir hire Matériel roulant ze erneieren. Dat ass den Ausbau vum Tram, d'Reform vun dem RGTR-Reseau och a Richtung vu méi Elektrifikatioun vun deem Reseau. Dat ass d'Karbonsteier, déi mer gemaach hunn, déi elo an dësem Joer vun 20 Euro op 30 Euro eropgeet an da mat 5-Euro-Palieren allkéiers weider an d'Luucht geet.

Dat ass awer och d'Verlängerung vum Régime d'achat mat Primme fir elektresch Autoen a Camionnetten, 100 % elektresch Autoen a Camionnetten, an och am Beräich vun der Logistik eng Hëllef, déi mer d'lescht Woch agefouert hunn, fir och dem Logistiksecteur d'Méiglechkeet ze ginn, elektresch Camionnetten a Camionen ze kafen, well mir wëssen, dass dat och an deem Secteur eng staark Demande ass.

Dann ass awer och dëst Joer eng éischt Hydrogène-Tankstell, déi hei zu Lëtzebuerg an de Service geet fir Autoen, Camionen an och Camionnetten, déi mat Hydrogène fueren.

E weidere Beräich, an deem mer och gutt weiderkomm sinn, ass dee vun der Gläichheet an eisem Educatiounssystem. Och dat ass en Theema, wat am PNR dran ass. Am grousse Ganze kann ee soen, dass mer weiderkomm sinn, gutt weiderkomm si bei der Moderniséierung vun eisem Schoulsystem an och an der Entwécklung vun eiser Offer an deem Beräich. Dat ass en Investissement an eis Educatioun, mee doriwwer eraus natierlech och en Investissement an d'Zukunft vun eise Kanner.

Mir hunn et hei natierlech ze di mat engem ganz speziellen Kontext an och engem speziellen Challenge, deem vun enger ganz diverser, multikultureller Gesellschaft. An et ass dofir en Enjeu an och en Defi, fir all eise Kanner déi gläich Chancen unzebidden. Dat hu mer gemaach duerch eng Rei Mesüren, an och do géif ech gären eng Partie Beispiller ginn.

Dat ass den zukünftege Studieplang fir 2025, wou nei Disziplinnen an nei Kompetenzen drakomme wéi digital Kompetenzen, awer och interdisziplinär Thematike wéi d'Ëmwelt, d'nohalteg Entwécklung, d'Zesummeliewen an enger multikultureller Gesellschaft, d'Medien, de kritesche Geescht oder och nach d'Kreativitéit.

Wat och nach gemaach ginn ass, dat sinn nei Sektiounen am Secondaire: d'Sectioun N Entreprenariat, Finance a Marketing an d'Sektioun P Psychologie, Pedagogie a Sciences humaines; weiderhin och Coursen an digitale Sciencen; eng sechst europäesch ëffentlech Schoul, déi an der Stad hir Dieren opgemaach huet; och am Süde vum Land eng éischt Schoul, déi

eng frankofon Filière internationale am Kader vum internationale Baccalaureat lancéiert huet; de Projet pilote fir d'Centres d'apprentissage alternatifs an och eng Rei Servicer, déi gratis gemaach goufen am Beräich vum Milieu socio-économique.

Här President, e weidert Theema am PNR, dat ass, de Punkt ze maachen iwwert de Socle européen des droits sociaux. Vun 2017 u sinn 20 Prinzippien a Grondrechter fir de gudde Fonctionnement vum Aarbechtsmaart an och vun de Sozialsécherheetssystemer an Europa an de Semestre européen integréiert ginn. An et gëtt do eng Rei europäesch Objektiver fir 2030. Dat ass éischtens en Taux d'emploi vun 78 % um europäeschen Niveau, zweetens och e Participatiounstaux bei Formatiounsaktivitéite vu 60 % an drëttens eng Reduktioun vun deene Mënschen, déi der Aarmut oder sozialer Exklusioun ausgesat ginn, ëm op d'mannst 15 Milliounen.

Dat sinn déi grouss Objektiver, an och do hu mer en nationale Plang, fir dee Socle social do ëmzesetzen. Dee gouf eng éischte Kéier 2022 bei d'Kommissioun geschéckt an deen ass elo amgaangen, à jour gesat ze ginn ënnert dem Leadership vun dem Aarbechtsminister, a wäert och elo am éischte Semester dëst Joer duerch de Regierungsrot goen.

Och do gëtt et eng Rei Beispiller, wéi mer dorunner erugaange sinn. Dat ass éischtens d'Etüd „Skills Strategy", déi elo am Februar dëst Joer presentéiert gouf, mat enger Partie Aktiounen, déi do schonn en cours sinn, wéi zum Beispill dem neie Programm „Skills4Job" an dem neie Programm „Skills-Plang"; awer och natierlech – dat ass de Volet Skills – dann am Beräich vun der Ënnerstëtzung fir d'Leit, fir d'Stéit notamment, d'Weiderféiere vun der Allocation de vie chère fir 2023; och d'Weiderféiere vun der Prime énergie fir Stéit mat manner Revenue fir 2023; dann d'Aféiere vun engem Crédit d'impôt énergie an d'Kompensatioun vun de Méikäschten, déi vun der Erhéijung vun den Energiepräisser ausgaange sinn.

Mir hunn och e Plan d'action national fir d'UNO-Konventioun vun de Rechter vun den handicapéierte Leit 2019–2024 ëmgesat, mat enger Rei Prioritéiten, Objektiver an Aktiounen, déi vun e puer Ministèren ëmgesat ginn.

Dann hu mer och eng Flexibilisatioun vum Congé parental ëmgesat an och d'Amelioratioun an eeben och d'Verbesserung vun deene Modalitéiten, déi mer och decidéiert hunn.

(Coup de cloche de la présidence)

Här President, vläicht nach e puer Wuert zu den Objectifs de développement durable. Déi 17 Objectifs de développement durable vun der UNO, déi mat Horizont 2030 weltwäit ëmgesat solle ginn an déi wierklech och de Kader forméieren fir déi nohalteg Entwécklung vun der ganzer Welt, gehéieren och an dëse PNR eran. Do gëtt et fënnef Objektiver, op déi mer méi spezifesch aginn am PNR. Dat ass den Objectif 1 „Keng Aarmut", den Objectif 4 vun enger Qualitéitseducatioun, den Objectif 7 „Propper Energie zu engem abordabele Präis", den Objectif 12 vun enger nohalteger Produktioun a Consommatioun an den Objectif 13 „Mesüre géint de Klimawandel". Och do geet de PNR op déi verschidde Politicken an, déi do ëmgesat goufen, fir déi Objectifs de développement durable do ëmzesetzen.

Och do kann een als Beispill den Objectif 1 „Keng Aarmut" ginn. Do hu mer zum Beispill de Mindestloun dëst Joer ëm 3,2 % eropgesat. Et gëtt zwou weider Indextranchen dëst Joer, den 1. Februar dëst Joer an den 1. Abrëll 2023, déi och eng grouss Roll spillen am Kampf géint d'Aarmut vun de Stéit. Dann hu mer och, wéi gesot, d'Allocation de vie chère weidergefouert an eeben eng Energieprimm fir schwaach Menagen, fir, wéi gesot, op d'Präisdeierecht bei der Energie ze reagéieren, e Crédit d'impôt énergie, am Kader vun der Tripartitt agefouert an eeben och d'Indexéierung vun der Allocation familiale, déi op den 1. Oktober 2021 erëm agefouert gouf.

Weiderhin hu mer och mer nach am Beräich vun der Production et consommation durable e Pak vu Gesetzer, den Offall- a Ressourcëpak, hei duerch d'Chamber kritt am Abrëll d'lescht Joer, mam Haaptobjektiv, fir eeben d'Reduzéierung vum Offall hinzekréien. Och natierlech an deem Beräich erëm eng Kéier pour rappel eis Strategie fir d'Kreeslafwirtschaft esouwéi d'Initiativ Product Circularity Data Sheet an de Klimapakt fir Betriber.

Här President, ech mengen, de Rescht vun deem ganzen Dokument, wéi gesot, dat 250 Säite staark ass, kënnt Der gären noliesen. Et ass, wéi gesot, ëmmer erëm en interessant Dokument, dat e gudden a kompletten Inventaire mécht vun eise ganze Reformpoliticken, wéi gesot, an enger komplizéierter Zäit, vun där ee ka soen, dass et eng Polykrisenzäit ass, woubäi een awer och vläicht ka soen, dass dat eng nei Normalitéit ass, wou mer am Fong éischter an enger Transformatioun dra sinn, bei där mer eis engersäits mussen op de Klimawandel dauerhaft astellen an och eis Gesellschaft an eis Ekonomie esou ëmbauen.

Do gëtt et Risiken, do gëtt et awer och Opportunitéiten, an déi musse mer saiséieren, déi musse mer kucken ze begleeden. Dat maache mer duerch déi Politicken, déi ech elo just hei enumeréiert hunn an e bësse beschriwwen hunn. Mee dat ass natierlech en Challenge, deen eis an deenen nächste Méint a Jore weiderhi wäert begleeden. Ech sinn iwwerzeegt, dass et gradesou vill Opportunitéite wéi Risike gëtt an deem Beräich, mee et kann een natierlech net einfach alles weiderlafe loossen à politique inchangée. Dofir muss een déi richteg Akzenter setzen. An ech mengen, dass mer, wa mer an déi dote Richtung vun enger nohalteger Entwécklung vun eiser Ekonomie a vun eiser Gesellschaft weiderschaffen, déi natierlech och ëmmer muss sozial, inklusiv a gerecht sinn, dann um richtege Wee sinn.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och dem Här Wirtschaftsminister. Mir wäerte muer de Moien den allgemengen Debat iwwert de PSC an de PNR féieren. Domat hu mer dëse Punkt fir haut de Mëtten jiddefalls emol provisoresch ofgeschloss.

5. Question élargie n° 187 de M. François Benoy au sujet du Fonds souverain intergénérationnel du Luxembourg (FSIL)

A mir géifen dann zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour iwwergoen, enger erweiderter Fro vum honorabele François Benoy iwwert de Fonds souverain intergénérationnel du Luxembourg. An den Auteur huet fënnef Minutte fir seng Fro respektiv seng Zousazfro – ...

(Interruption par M. Gilles Roth)

... ech formuléieren et nach just aus an da ginn ech Iech och nach eng Kéier d'Wuert – an de Minister, d'Regierung, huet herno zéng Minutte fir ze äntweren.

6. Présentation par Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances, et par M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie, du programme de stabilité et de croissance (PSC) et du programme national de réforme (PNR) (suite)

Mir maachen eng kleng Klammer, well den Här Roth eng Fro oder ...

(Interruption par M. Gilles Roth)

Da maacht dat.

M. Gilles Roth (CSV) | Merci, Här President, fir d'Wuert. Mir kruten hei de Stabilitéitsprogramm ausgedeelt. Dat krute mer gëschter och schonns an der Finanzkommissioun, en ass just hei gebonnen. Mee ech wollt froen: D'Madamm Ministesch huet bei hirer Presentatioun eng Rei vun Tabloe projezéiert. Déi sinn hei iwwert den Ecran komm. Kréie mer dat och respektiv hir Ried och?

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Wann d'Madamm Minister – an dovu ginn ech aus – dermat d'accord ass, kritt Der dat selbstverständlech. Mir wäerten derfir suergen, dass Der dat gemailt kritt.

M. Gilles Roth (CSV) | Ok, merci.

(Interruption par Mme Yuriko Backes)

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci, Madamm Ministesch.

7. Question élargie n° 187 de M. François Benoy au sujet du Fonds souverain intergénérationnel du Luxembourg (FSIL) (suite)

An elo huet de François Benoy d'Wuert.

M. François Benoy (déi gréng) | Merci, Här President. Dir Dammen an Hären, Madamm Finanzministesch, d'Bekämpfung vun der Klimakris ass déi gréissten Erausfuerderung, déi mer hunn, wa mer an Zukunft och nach liewenswäert op onsem Planéit liewe wëllen. A mir hunn do als räicht Land eng grouss Verantwortung. Et ass net fir d'éischt, dass ech dat hei op der Plaz thematiséieren. Mat de gréisste Levier fir ons, dee mer hunn, ass do d'Finanzplaz mat hiren immense Finanzflëss, an do si mer nach wäit dervun ewech, dass mer de Paräisser Accord géife respektéieren, fir dass déi Finanzflëss 1,5-Grad-konform sinn. Mir mussen hei also méi ambitiéis sinn, an ech hunn och scho konkreet Propose gemaach, a wat fir eng Richtung dat onser Meenung no misst goen.

Mee de Staat selwer muss och seng Verantwortung iwwerhuelen. Mir hu virun iwwer zwee Méint hei iwwert de Fonds de compensation geschwat an eeben och an enger Motioun festgehal, dass de Fonds de compensation muss Paräis-konform investéieren, an dat och ouni Atom a Gas, déi an onsen Ae keng Zukunftstechnologië sinn – au contraire.

Wien an der ëffentlecher Debatt awer dacks vergiess gëtt, ass deen anere Fong, dee méi klenge Fong, dee Lëtzebuerg – de Staat – en place gesat huet an deen och a Finanzproduiten investéiert, nämlech de Fonds souverain intergénérationnel du Luxembourg. Genau wéi iwwert de Fonds souverain intergénérationnel du Luxembourg wëll ech haut der Madamm Finanzministesch e puer Froe stellen, wat d'Investissementskritären ugeet, d'Strategie, d'Gouvernance vum Fong a wéi hirer Meenung no d'Entwécklungsstrategien ausgesinn.

De Fonds souverain intergénérationnel du Luxembourg gouf 2014, also viru knapp 10 Joer, an d'Liewe geruff a gëtt all Joer mat ongeféier 50 Milliounen Euro gespeist, déi aus de Recettë vun der TVA, aus dem E-Commerce an dem Tanktourismus kommen. Elo si knapp 500 Milliounen Euro am Fong, déi gréisstendeels aus Obligatiounen an aus Aktie bestinn. D'Iddi war et, en Erspuernis fir d'nächst Generatiounen ze schafen, woubäi ab 2035, wann eng Milliard

am Fong ass, d'Hallschent vun de Revenue soll zréck an de Budget fléissen.

Am Joer 2020 huet de Fong dann e wichtege Schratt a Richtung responsabel Investissementer gemaach. D'Fongen an d'Obligatioune mussen d'Krittäre vum Socially Responsible Investing garantéieren, déi zum Deel och hir Ausschlusskrittären hu wéi: keen Nucleaire, keng Waffen, keng Carbon Majors, also keng vun de gréisste privaten Zäregasemittenten.

Et fält awer op, dass nëmmen en Deel vun den Investitiounen tatsächlech no ESG-Krittäre verleeft, dat heescht, dass vill Tech-Entreprisen dra sinn, déi net onbedéngt nohalteg sinn. Zum Beispill musse bei engem vun de Responsible ETFe just 20 % vun den Avoiren no Nohaltegkeetskrittären investéiert sinn. Bei de Bonds hunn ech dann och nach e puer net esou positiv Beispiller fonnt. Do gëtt zum Beispill an Tubak bei Philip Morris International investéiert. Et gëtt a fossill Entreprisë wéi British Petrol, Chevron, ExxonMobil, Shell an Total investéiert an och bei Constellation Energy Corporation, déi an Amerika, also an den USA, 14 Atomkraaftwierker bedreiwen.

An deem Sënn géif ech der Madamm Finanzministesch gäre follgend Froe stellen; éischtens zu dem aktuelle Stand vum Fong: Wéi ass déi aktuell Trajectoire vum Fong, vun de Rendementen, déi bis elo erziilt goufen, mam Zil, eng Milliard Avoire bis 2035 ze erreechen? Ab deem Moment soll de Fong jo dann och Recettë fir de Staatsbudget ofwerfen. Gouf hei eng Evaluatioun dervu gemaach?

Dann ass d'Zil vum Fong jo, dass mer an e puer Jore kënnen en Deel vun de Recettë vum Fong notze fir de Staatsbudget, wéi ech och grad schonn erkläert hunn. Wëssend, datt d'Dotatioune vum Fong 50 Milliounen Euro pro Joer ausmaachen – dat gouf virun aacht Joer esou decidéiert – an dass awer d'Staatsrecetten op der anerer Säit aus dem Tubak massiv geklomme sinn – mir hu mëttlerweil eng Milliard am Joer Accisen an TVA, déi aus deem Beräich kommen –: Kéint d'Madamm Finanzministesch sech virstellen, d'Dotatioune fir de Fong eropzeschrauwen, zum Beispill mat deene Recetten, fir dass de Fong domadder méi séier an déi Situatioun kënnt, dass e Recetten ofwerfft?

Dann zu enger méi nohalteger Investitiounspolitick vum Fong, déi fir ons Gréng natierlech immens wichteg ass, well de Staat muss hei mam gudde Beispill virgoen an et ass och wichteg, fir d'Resilienz vum Fong ze garantéieren. De Fong ass 2020 eng éischte Kéier e Schrëtt gaangen a Richtung Responsible Investing, wat ze begréissen ass. Wéi soll dës Transitioun weidergefouert ginn? Wéini gëtt déi nei Stratégie d'investissement ugeholl, fir dass och all d'Obligatioune konform si mat dem Responsible Investing, wëssend, dass grad hei nach an eng ganz Rei Carbon Majors investéiert gëtt, wéi ech och grad scho gesot hunn, an och wëssend, dass déi nei Investissementsstrategie schonn eng Rei Joren annoncéiert gëtt?

Huet d'Ministesch dann Informatiounen doriwwer, ob de Fong haut scho konform mam 1,5-Grad-Zil vum Paräisser Accord ass oder net? A falls et net de Fall ass, bis wéini wëll d'Ministesch de Fonds souverain intergénérationnel du Luxembourg konform mat deem Zil maachen? Gëtt et dann Iwwerleeungen, fir mam Fong allgemeng méi aktiv ze ginn, fir net just a Firmen ze investéieren, déi relativ gesi méi klimafrëndlech sinn, mee och spezifesch an Zukunftstechnologië wéi zum Beispill an erneierbar Energien ze investéieren? Gedenkt d'Ministesch an deem Kontext och, wéinstens deelweis eng méi aktiv Gestioun vum Fong ze maachen?

An deem Sënn soen ech Iech alleguerte villmools Merci fir d'Nolauschteren an ech soen der Finanzministesch och Merci fir Äntwerten op meng Froen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. An d'Wuert huet direkt d'Madamm Finanzministesch.

Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances | Sou, Här President, Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, fir d'éischt dem honorabelen Deputéierte merci dofir, dëse Punkt, de Fonds souverain intergénérationnel du Luxembourg, op den Ordre du jour gesat ze hunn. Ech probéieren, op d'Froen ze äntweren, huelen awer vläicht e bësse méi wäit aus, fir op d'Froen ze äntweren, och effektiv well heiansdo Confusioun besteet zwëschent de Fongen, a vläicht fir dann och vun dëser Geleeënheet ze profitéieren, well heiansdo am Kontext vun der Logementskris och vun dësem Fong geschwat gëtt, fir dann effektiv en Iwwerbléck ze ginn, wat de Fonds – ech weess net, kann een deen FSIL nennen, fir méi kuerz ze sinn? Fonds souverain? – ass a wéi e fonctionéiert. Dat war een Deel vun de Froen.

Dir hutt ganz richteg gesot: Deen ass 2014 an d'Liewe geruff ginn. Et ass en Établissement public. Seng Missioun besteet laut Gesetz doranner, Suen ze spueren an unzeleeën, fir zum Wuelbefanne vun den zukünftege Generatioune bäizedroen – ganz wichteg. De Fong ënnerscheet sech awer domadder ganz kloer vum Fonds de compensation, quitte dass dat heiansdo verwiesselt gëtt. Deen ass responsabel, fir d'Reserve vun der Pensiounskeess ze geréieren, a suivéiert effektiv ganz aner Objektiver. Deen ënnersteet natierlech dem Ministère vun der Sécurité sociale.

Den FSIL gëtt gespeist mat enger järlecher Dotatioun – Dir hutt et och mentionéiert – vum Budget, déi dëst Joer bei 59 Millioune läit. Donieft kann d'Regierung decidéieren, och extraordinär Dotatiounen ze ginn, zum Beispill aus dem Verkaf vu Participatiounen.

Ech mengen, et muss een hei soen – Dir hutt et och gesot –: Et ass e klenge Fong. Effektiv, am internationale Verglach schwätze mer hei vun engem ganz klenge Fonds souverain. Aktuell belafe sech d'Avoiren op 476 Milliounen Euro. Seng Aktivitéite sinn dofir wierklech net mat anere Fonds-souverainen ze vergläichen, wéi zum Beispill dem norwegesche Fong, dee ronn 1.200 Milliarden Euro geréiert, also 2.400-mol méi grouss ass.

Wéi den FSIL am Alldag fonctionéiert, ass a senger Politique générale festgehalen. Dës definéiert souwuel, wéi d'Avoire vum Fong generéiert musse ginn, wéi e Rendement et ze erreeche gëllt, wat d'Investitiounsstrategie ass, wéi och d'Gouvernance vum Fong. De Fonds souverain fonctionéiert ganz transparent. Seng Politick, d'Strategie, seng Rapporten an d'Konte ginn och reegelméisseg op der Internetsäit vum Finanzministère publizéiert.

Wat d'Stratégie d'investissement ugeet: De Fonds souverain ass keen Hedgefong. E soll net spekuléieren oder grouss Risiken huelen, mee, wéi säin Numm et och seet, fir déi nächst Generatioune spueren. Dofir orientéiert hie säin Objektiv, wat de Rendement ugeet, un zwee Facteuren: Éischtens dem Inflatiounszil vun der Europäescher Zentralbank, dat mëttelfristeg liicht ënner 2 % läit, an zweetens dem Zënssaz vun enger 10-Joer-Lëtzebuerger-Staatsobligatioun, wou aktuell de Rendement bei 3 % läit. De Comité directeur huet am Hibléck op d'Rendementszil an d'Risikotoleranz strateegesch Quoten definéiert, déi bei 57 % fir Obligatiounen, 40 % fir Aktien an 3 % fir Liquiditéite leien.

De Fonds souverain investéiert awer net direkt an eenzel Titren, dat hutt Der och mentionéiert, mee en investéiert an ETFen, Exchange Traded Funds, also agreéiert Investissementsfongen, déi een op der Bourse handele kann. Wéinst hiren niddrege Käschten, souwuel beim Akaf wéi och beim lafende Betrib, sinn d'ETFen am Fong eng gutt Solutioun fir e Fong wéi de Fonds souverain, deen, wéi scho gesot, e relativ klenge Fong ass.

(Coups de cloche de la présidence)

D'Gestioun vun den Avoiren ass domadder relativ einfach an et gëtt keng grouss Struktur gebraucht, fir déi ugeluechte Suen dann ze geréieren.

Dës passiv Investissementer hunn des Weideren de Virdeel, dass se gutt diversifizéiert sinn an a priori e marchésübleche Rendement dann och abréngen. Den Nodeel – an ech soen dat och ganz éierlech – vun ETFen ass awer, dass den Investisseur am Fong keng direkt Mainmise iwwert d'sous-jacentes Titren huet. E keeft dann eebe souzesoen e Kuerf vun Titren a bannent esou engem Kuerf ka sech dann och emol e klengen Deel vun Titren erëmfannen, dee vläicht net alle Krittären entsprécht, déi ee sech selwer ginn huet. Dir hutt dat mentionéiert.

Dir hutt och ganz richteg gesot: 2020 huet de Comité directeur decidéiert, de Portefeuille ganz ëmzestrukturéieren, mam Zil, déi sougenannt Socially-Responsible-Investing-Krittären, also SRIs, am Portefeuille ze berücksichtegen. Dës Transitioun war dann och erfollegräich an huet mat sech bruecht, dass de Fonds souverain haut nach just an ETFen investéiert, déi SRI-Krittäre respektéieren an dëst och kloer ausweisen.

Leider – soen ech och ganz éierlech – ass och déi Solutioun net perfekt, well et keen eenheetlechen SRI-Standard gëtt an déi amerikanesch Fongen zum Beispill aner Krittären uwenne wéi déi europäesch. Dofir huet de Finanzministère zesumme mam Fonds souverain dëst Joer eng Etüd an Optrag ginn, an dat ass mer ganz wichteg, well mer hei wierklech analyséieren, wéi den FSIL sech ka komplett op déi nei europäesch Taxonomie ëmstellen, domadder sech alignéieren, natierlech ouni Atom an ouni Gas. Dës Etüd, Här honorabelen Deputéierten, kann ech Iech soen, gëtt eis nach virum Summer presentéiert, wäert eis also am Juli – ech ginn dovunner aus –, Mëtt Juli, virleien an eis dann och déi méiglech Optioune kënne virstellen.

Hei stellt sech natierlech elo eng ganz Serie vu Froen, déi och sollen analyséiert ginn a wou mer dann eng Analys, wéi gesot, virum Summer solle presentéiert kréien, d'Fro zum Beispill vun de Käschten. An anere Wierder: Ass et méiglech, vun der aktueller passiver Gestioun, déi am Fong ganz effizient a bëlleg ass, an eng méi aktiv Gestioun eriwwerzegoen, ouni dass een dofir muss wierklech vill administrativ Käschte virgesinn, déi dann och warscheinlech e gudden Deel vum Rendement géife kaschten?

En anere Punkt ass dee vun der Diversifikatioun. À ce stade ass d'Offer vu wierklech 100 %-taxonomiekonforme Produiten um Marché nach zimmlech limitéiert, wat eng Diversifikatioun vum Risiko entspriechend méi kompliziéiert mécht.

Ech kann Iech soen: De Consultant externe, dee mer zréckbehalen hunn, dat ass eng Schwäizer Firma, déi ganz op de Sujet vun Nohaltegkeet an der Finanzindustrie spezialiséiert ass. Si schaffen och fir de Fonds de compensation, wat nach emol hëllefe wäert, eng méi grouss Kohärenz hierzestellen am Bezuch op de Respekt vun der Taxonomie.

Vläicht dann nach e Wuert iwwert d'Gouvernance vum Fong: Déi ass am Gesetz natierlech virgesinn. De Fong gëtt geleet vun engem Comité directeur, dee

vun engem Comité d'investissement begleet gëtt. D'Sekretariat gëtt vun der Tresorerie a vum Finanzministère gestallt. De Fonds souverain huet also keen eegent Personal, wann Der esou wëllt, a brauch dofir och keng eege Büroen, wat et erlaabt, d'Käschten hei wierklech immens niddreg ze halen, an dat natierlech am Interessi vum Steierzueler.

Et gëtt kloer Reegelen, wéi ee Kommitee wat ze maachen huet. D'Gouvernance, esou wéi se aktuell ass, assuréiert, dass déi richteg Kontrollen en place sinn an d'Suen och effikass ugeluecht ginn. De Comité directeur ass zousätzlech fir d'Definitioun vun der Politique générale zoustänneg. Domadder leet hien d'Investitiounsstrategie an och d'Prozeduren an d'Prinzippie fest, wéi d'Avoire vum Fong geréiert ginn. An déi ganz Politique générale ënnerläit natierlech der Approbatioun vun der Regierung. Ech muss méi séier maachen.

De Comité d'investissement beréit dann och de Comité directeur, wat d'Investissementer ugeet. Ech wëll Iech vläicht nach soen, dass de Comité d'investissement aus Spezialisten aus dem Privatsecteur besteet, déi dann och ënnerschiddlech Domänen ofdecken. Zum Beispill sinn onofhängeg Experten am Beräich vum ESG hei mat dran, dann e Representant vun der Spuerkeess an och e Finanzspezialist.

Ech wëll Iech awer nach soen ... Bon, ech mengen, wat d'Perspectives futures vun der Entwécklung ugeet, ech mengen, Dir hutt et mentionéiert: Eréischt fréistens no 20 Joer oder wann d'Avoire vum Fong dann eng Milliard Euro depasséieren, kann d'Regierung dann och op d'Suen, déi am Fong sinn, zréckgräifen. Maximal kënnen da just, Dir hutt et gesot, 50 % vun de Revenue pro Joer zréck an de Staatsbudget fléissen.

Ech wëll awer hei wierklech soen, well dat och ëfters am Kontext vun den Diskussiounen iwwert de Logement mentionéiert gëtt, dass virgeschloe gëtt, dass d'Avoire vum Fonds souverain benotzt ginn, fir an de Logement ze investéieren. Wéi ech grad erkläert hunn, geet dat a priori net, well laut Gesetz d'Avoiren och protegéiert sinn. Laut dem Gesetz ass et a priori dann och net méiglech, dem Fong seng Missiounen direkt an de Logement eeben ze investéieren. Bon, ech mengen, ech wëll Iech soen, dass mer wierklech dat Ganzt elo esou nei wëllen opstellen, awer eréischt suite vun de Resultater vun der Etüd.

Dir hutt mech gefrot, ob mer d'Dotatiounen elo kënnen eropsetzen am Lien mat méi Recettë vum Tubak. Ech mengen, mir waren elo an enger Kris, dat heescht, d'Recetten, déi mer haten, sinn natierlech an enger Krisesituatioun och benotzt ginn, fir déi Mesüren ze huelen, ënner anerem déi, déi an d'Tripartitten investéiert gi sinn.

(Interruption par la présidence)

Jo.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Jo.

Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances | Wéi gesot, fir ofzeschléissen – ech hunn elo hei vill iwwerzunn –: Ech mengen, wat wichteg ass, ass, dass mir eis hei gutt opstelle wëllen. Dat brauch e bëssen Zäit. Mir waarden dofir op déi Etüd, déi eis da soll verschidde Propositioune maachen, fir ze kucken, dass mer dann och mat der Taxonomie ouni Nucleaire an ouni Gas opgestallt sinn. Wéi gesot, dat geet elo relativ séier an da kann ech Iech proposéieren, dann och duerno de Point ze maachen.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci gesot. Dir hutt allen zwee Är Zäit schonn iwwerschratt, mee wann d'Chamber et erlaabt, eng Zousazfro vum ... Däerf en?

(Assentiment)

Här Benoy.

M. François Benoy (déi gréng) | Villmools merci. Nee, d'Ministesch huet effektiv ganz vill Äntwerte ginn op déi Froen, déi ech gestallt hunn, an dofir wëll ech hir ganz explizitt och villmools Merci soen.

Eng Fro, déi mech awer nach géif interesséieren, déi Der eigentlech net ..., op alle Fall ausser ech hätt et iwwerhéiert: d'aktuell Trajectoire vum Fong. Wa mer déi kucken, do solle mer jo bei enger Milliard Euro Avoiren 2035 leien. Si mer do ... Wou si mer do ënnerwee am Moment? Wësse mer dat? Wësse mer et net?

Bon, Dir hutt eigentlech eng Äntwert och ginn op d'Fro zu méi Aspeisung oder manner, mee dat ass jo och eigentlech en lien dermat, wou mer elo stinn, fir dass mer déi Trajectoire respektéieren. An do hutt Der vun der Etüd geschwat, déi da grondleeënd ass fir eng nei Investissementsstrategie. Ech ginn dann dervun aus, dass et dann och Deel vun där Etüd ass, eebe grad 1,5-Grad-konform ze ginn an dësem Fong.

Merci.

Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances | Genau. Mir sinn elo bei 480 Milliounen. Dat sinn nach knapp zéng Joer dann, bis mer bei enger Milliard sinn, wann ech dat richteg rechnen. Effektiv, mir waarden elo déi Etüd of. Dat ass eng vun de ville Froen, déi hei mussen analyséiert ginn, fir dass mer dohinner kommen, wouhi mer dann och wëlle kommen, dass mer gutt opgestallt sinn am Interessi vun den zukünftege Generatiounen. Dat ass jo de Grond, firwat mer dee Fonds souverain op d'Bee gestallt hunn. Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci. Domat ass och dëse Punkt ofgeschloss.

8. 8176 – Projet de loi modifiant la loi modifiée du 30 juillet 2002 déterminant différentes mesures fiscales destinées à encourager la mise sur le marché et l'acquisition de terrains à bâtir et d'immeubles d'habitation

A mir géifen zum nächste Punkt iwwergoen. Dat ass de Projet 8176 iwwert d'Erhéijung vum Plaffong vum bëllegen Akt. An d'Wuert huet direkt den honorabele Rapporter vum Projet, den ...

(Interruption par M. André Bauler)

Jo, ech hunn dat e bësse méi lues gemaach, fir dass Der kënnt heihikommen.

M. André Bauler (DP), rapporteur | A sou. Ech kommen anzwëschen nëmmen, wann ech geruff ginn.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Jo, den nächste Punkt.

... den honorabelen Här André Bauler. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission spéciale « Tripartite »

M. André Bauler (DP), rapporteur | Merci, Här President. An hei sinn ech! Léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Projet de loi, deen ech Iech haut virstellen, ass den éischte vun enger Serie vu Projeten, déi am Kader vum Solidaritéitspak 3.0 hei an der Chamber zur Diskussioun an Ofstëmmung virleien.

Den drëtten Tripartitt-Pak, deen d'Regierung de 7. Mäerz 2023 mat der CGFP, dem LCGB, dem OGB-L an der UEL ënnerschriwwen huet, gesäit eng Rëtsch vun Hëllefe vir fir d'Leit a fir d'Betriber. Et ass jo d'Zil, en Inflatiounsschock ze vermeiden, andeems d'Stéit an d'Betriber spezifesch ënnerstëtzt ginn. E wichtegt Zil ass et och, d'Branche vun der Konstruktioun ze ënnerstëtzen.

Beim Projet de loi, dee mer haut hei am Parlament, am Plenum, diskutéieren, geet et drëms, de Privatleit, déi sech eng Immobilie fir Privatzwecker kafe wëllen, ënnert d'Äerm ze gräifen. De Plaffong vum Steierkreditt op den Nottärsakten, och nach bekannt ënnert dem Ausdrock „bëllegen Akt", gëtt vun 20.000 op 30.000 Euro eropgesat.

Am Kader vum Ukrainkrich a klammenden Energiekäschte gouf mat engem éischten Tripartitt-Accord den 31. Mäerz 2022, suivéiert vun engem zweeten Tripartitt-Accord den 28. September 2022 schonn eng ganz Rei vun Hëllefen entscheet, fir d'Stéit wärend der Energiekris ze ënnerstëtzen. Ze erwäne sinn do d'Hëllefe fir d'energeetesch Transitioun, nämlech de Klimabonus an d'Reduzéierung vun der TVA op Solarpannoen. Donieft goufen Energiehëllefe fir de Gas, de Masutt, d'Pellets, de Stroum an d'Wärmenetzer agefouert, déi elo mam Solidaritéitspak 3.0 wäerte bis Enn 2024 weiderlafen.

Da goufen, wat d'Sozialhëllefen ubelaangt, d'Allocation de vie chère an d'Energieprimm erhéicht. Dës Sozialhëllefe gi mat dem drëtten Tripartitt-Accord bis Enn 2024 verlängert.

Am Logement gouf d'Wunngeld, also den Zouschoss fir Stéit mat engem gerénge Akommes, erhéicht, fir hinnen ze hëllefen, eng adequat Wunneng ze lounen. Ech wëll drun erënneren, dass mir eng temporaire Afréierung vun de Loyere bis Enn 2022 agefouert haten, fir ze verhënneren, datt dës Erhéijung ganz oder deelweis duerch Loyerserhéijungen opgefriess gëtt.

Mam drëtten Tripartitt-Accord gëtt et elo nach eng Rei nei steierlech Moossnamen. Am Beräich vum Logement gëtt de Plaffong vun den Zënsen op engem Immobilieprêt bei enger Immobilie fir Privatzwecker, déi steierlech ofsetzbar sinn, als Frais d'obtention de la valeur locative ab dem 1. Januar 2023 ëm 50 % erhéicht. Et gëtt och ab Januar 2023 eng Steierbefreiung vu 75 % amplaz 50 % vun Nettoloyersrevenue bei Wunnengen, déi ënner enger Gestion locative sociale verlount ginn.

Mam Gesetz, dat haut hei virläit, ginn d'Enregistrementskäschten erofgesat, fir e méi abordabele Wunnengsmaart ze schafen. Wichteg ass, nach eng Kéier ze soen, dass d'Erhéijung vum Steierkreditt retroaktiv um Dag vum Ënnerschreiwe vum Solidaritéitspak 3.0 a Kraaft trëtt, dëst, fir datt Keefer vun enger Immobilie esou séier wéi méiglech vun dëser Moossnam profitéiere kënnen.

Ech wëll och nach op de Käschtepunkt vun dëser Moossnam agoen. De Staat wäert effektiv zukünfteg 90 Millioune Recettë manner a sengem järleche Budget hunn.

Ech géif dann och nach kuerz op déi verschidden Avisen agoen, déi zu dësem Projet de loi virleien. D'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics huet hiren Accord zu dësem Projet ginn. Si huet an der Vergaangenheet schonn ëmmer derfir plädéiert, dass de bëllegen Akt soll an d'Luucht gesat ginn. Si begréisst och, dass eng Persoun, déi an der Vergaangenheet de Steierkreditt vun 20.000 Euro opgebraucht huet an an Zukunft eng aner Immobilie fir eegen Zwecker kafe wäert, dee Moment ka vun engem rechtleche Steierkreditt vun 10.000 Euro beneficiéieren.

D'Handelskummer, d'Chambre de Commerce, begréisst d'Erhéijung vum bëllegen Akt an huet och hiren Accord ginn, e positiven Avis. Si ass der Meenung, datt dëse Projet d'Méiglechkeet huet, de Stéit hir Accessibilitéit op Logementer ze verbesseren, also fir Éischtkeefer. Si ass anerersäits der Meenung, dass am Logement awer och nach strukturell Reformen noutwendeg sinn.

De Staatsrot huet a sengem Avis keng Opposition formelle virgeluecht an huet säin Accord zu dësem Gesetzesprojet ginn.

Ech soen Iech alleguerte Merci fir d'Nolauschteren. Ech ginn Iech elo schonn den Accord vu menger Fraktioun, der Fraktioun vun der Demokratescher Partei.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci dem Här Bauler.

An éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Gilles Roth. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Gilles Roth (CSV) | Merci villmools, Här President. Ech wëll och fir d'éischt dem Rapporter, dem André Bauler, villmools Merci soe fir déi extensiv Presentatioun vun dësem Projet de loi.

Et ass e kuerze Projet de loi, deen awer e groussen Impakt fir d'Leit dobaussen huet. An duerfir droe mer dat och als CSV mat, aus zwou Ursaachen: Éischtens, well mer der Meenung sinn, dass, wann d'Präisser um Logement ouni Weideres schonn héich sinn a virun allem de Finanzement vun dem Logement fir d'Leit ëmmer méi schwiereg gëtt, dann de Staat net zousätzlech a „Polykrisenzäiten", wéi d'Madamm Ministesch dat gesot huet, nach zousätzlech Taxe sollt dropschloen. Dat ass dat éischt Argument.

Dat zweet Argument ass dat, dass mir selwer am Virfeld vun der Tripartitt eng Proposition de loi am Numm vun der CSV deposéiert haten – et waren d'Madamm Margue, den Här Lies an ech selwer –, wou mir gesot haten: „Mee et sollt een de Montant vun 20.000 op 50.000 Euro an d'Luucht sëtzen." Dat hat och eng gewëss Ursaach, an ech soen Iech firwat: Well déi Upassung vun 20.000 op 30.000 Euro, déi elo kënnt, dat entspriécht eigentlech just dem Ausgläich vun der Präisdeierecht vun 2002, wou deemools ënnert engem CSV-Finanzminister déi Mesür agefouert ginn ass, an näischt weider.

Or, et ass awer esou, dass een hei net just däerf d'Inflatiounsberengegung kucken, mee et muss een och, mengen ech, an dësem spezifesche Fall d'Evolutioun vun den Immobiliepräisser kucken, déi méi héich si wéi einfach den normalen Index oder déi normal Inflatioun. Duerfir hu mir dat esou proposéiert. Nichtsdestotrotz soe mer awer net, well mer méi gefuerdert hunn a mir kréien elo eppes, dass mer do dergéint géife stëmmen.

Ech hu just eng Remark, déi ech awer wéilt maachen, dat ass: Den Här Bauler huet gesot: „Dëst kascht de Staat elo 90 Milliounen Euro." Ech gesinn dat net esou. De Staat verzicht op e Montant vun Enregistrementskäschten, wat eigentlech just de Präisausgläich ass vun deem, wat et 2002 als Mesür kascht huet. Et ass also näischt méi. An duerfir fannen ech dat e bësse schued, dass een elo seet: „Mee dat kascht de Staat esou vill." Neen, hei ass eppes, wou d'Leit en Urecht drop hunn zënter iwwer 20 Joer a wou se elo e Präisausgläich kréien. Si kréien eigentlech doduerch net manner.

Zum Ofschloss nach zwou Remarken, Här President: Ech fannen et richteg, dass den Här Bauler preziséiert huet, éischtens, dass et retroaktiv ass, also d'Leit kommen alleguerten an de Genoss – well mir haten e Freideg an der Kommissioun dodriwwer rieds –, déi ab dem 7. Mäerz den Akt gemaach hunn, an déi kréien dat da retroaktiv regulariséiert, well den Enregistrement eigentlech bei deene Leit duerch den Nottär, dee jo den Akt selwer direkt deposéiere geet, schonns déi Enregistrementskäschte verrechent huet. An dat ass fir eis e wichtege Punkt.

An zweetens ass och eppes wichteg, wou d'lescht Kéier bei der Tripartitt, wéi mer Diskussiounen hei am Haus haten, keng Kloerheet war, nämlech dass alleguerten déi Leit, déi en Deel vun hirem Steierkreditt elo schonns entaméiert hunn, déi 10.000 Euro bäikréien. An dat mécht da bei enger Koppel, déi zesummen an dat Haus wunne geet, natierlech 20.000 Euro fir d'Koppel insgesamt méi aus. Ech mengen, dat sollt ee preziséieren. Dat ass och eppes, wat wichteg ass fir d'Verständnis vun de Leit, wat se do nach zegutt hunn. An am Prinzipp misst dat jo da fir all eenzel Persoun respektiv fir all Stot och iwwert de Guichet.lu zur Asiicht sinn, an da kënnen d'Leit eigentlech ganz genau novollzéien, ob dee Gesetzesprojet hei, deen elo e Gesetz gëtt, hinne Satisfaktioun gëtt a wivill si als Eenzelner dovunner nach kënne beneficiéieren.

Dat gesot, ginn ech d'Zoustëmmung vun eiser Fraktioun zu dësem Gesetzesprojet.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Yves Cruchten.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Merci, Här President. A merci och dem André Bauler fir säi gudde Rapport. Dat mécht eis et alleguerte méi einfach, mer brauchen net méi esou wäit auszehuelen.

Ech wëll nach eng Kéier rappeléieren: Bei enger Immobilientransaktioun, wann esou eng gemaach gëtt, gëtt et normalerweis eng ganz Partie Leit, déi dorunner verdéngen. Am Normalfall ass dat dann eventuell de Proprietär selwer, eventuell e Promoteur, eventuell eng Agence immobilière, awer och d'Banke verdéngen un esou enger Transaktioun. An da muss ee bedenken – an dat gëtt dacks vergiess –, dass och de Staat un esou enger Transaktioun matverdéngt, Dir hutt et gesot, iwwert d'Enregistrementsfraisen. An an Zäiten, wou de Logement esou deier gëtt, ass et jo net normal, dass dann och nach de Staat allkéiers weider drop verdéngt. Dofir fanne mir et nëmmen normal, dass dann och de Staat ab elo op en Deel vun deene Recettë wäert verzichten.

Dat gesot, géif ech och nach soen, dass et fir eis och ganz wichteg war, dass dat retroaktiv op de 7. Mäerz zréckgeet. Mee virun allem si mer frou, dass et séier gaangen ass, an dofir soen ech och de Kolleegen aus der Kommissioun Merci an och dem Gilles Baum als President vun eiser Kommissioun Merci, well eis Suerg war et e bëssen, dass dat kéint zu engem Stau féieren, grad zu engem Moment, wou mer scho mierken, dass manner Transaktioune sinn, dass elo d'Leit géifen drop waarden, dass mir dat Gesetz stëmmen. Bon, mir hunn dat doten ... Deen Accord ass den 3. Mäerz ënnerschriwwe ginn, de 7. Mäerz validéiert ginn. Elo si mer Mëtt Abrëll. Ech mengen, dass mer gutt geschafft hunn als Chamber.

A selbstverständlech wäerte mir als LSAP déi dote Moossnam matdroen.

Une voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci. Dann ass et un der Madamm Josée Lorsché. Madamm Lorsché, Dir hutt d'Wuert.

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Villmools merci, Här President. Ech wéilt och dem André Bauler Merci soe fir säin ausféierleche Rapport.

Ech géif awer och gär am Numm vun der gréngen Fraktioun e puer Wierder zu dësem Projet de loi soen. Natierlech ass et gewosst, dass d'Penurie um Wunnengsmaart an och d'Präishaussen an de leschte Joren nach eng Kéier e Saz no uewe gemaach hunn, a mer sinn eis, denken ech, och alleguer eens heibannen, dass mer deem Problem musse mat alle Mëttelen entgéinttrieden. Fir eis ass awer nach ëmmer de Fait, mir gesinn d'Haaptinstrument, fir de Problem um Wunnengsmaart ze léisen, nach ëmmer dodran, dass de Staat an den abordabelen ëffentleche Wunnraum investéiert, an dofir si mer ganz frou, dass dat och gemaach gëtt.

Ech hunn elo nach eng Kéier nogekuckt: Mir leie momentan bei 352 Milliounen, déi am Fonds spécial logement zur Verfügung stinn, fir déi Projeten ze bauen, déi och virgesi sinn. Mir si bei 252 Projete momentan, déi entaméiert sinn. An dofir wëll ech an dësem Kontext wierklech drop hiweisen, dass dat fir eis absolutt d'Prioritéit muss behalen, den ëffentlechen Invest.

Da kommen ech awer zu dëser Moossnam, déi mer och natierlech ënnerstëtzen. D'Steierschrauwen a Beweegung ze setzen, ass wichteg, wann et séier muss goen, wa séier Moossname musse gräifen, a mat dësem Projet de loi erreeche mer dat. Wa mer hei mat enger Erhéijung vum Crédit d'impôt beim bëllegen Akt vun 20.000 op 30.000 Euro eropginn, hëlleft dat natierlech deene Leit, déi eng éischt Acquisitioun tätegen an domat dann och gehollef kréien an deem Sënn, datt se net méi déi grouss Käschte mussen droen. Dat ass och an eisem Sënn.

Ech wéilt dann awer och den Avis vun der OCDE, déi sech och ëfters schonn zum Wunnengsmaart an zu de Präisser ausgedréckt huet, eng Kéier ernimmen. D'OCDE huet an engem Avis geschriwwen, dass d'Moossnamen, déi d'Demande stimuléieren – an dat hei ass jo awer och eng Moossnam, wou ee muss zouginn, datt se d'Demande um Wunnengsmaart stimuléiert –, dann eeben och d'Präisser stimuléieren. An dat ass dat, wourop mer wëllen hiweisen.

D'Demande ze stimuléieren, heescht, dass d'Präisser doduerch net erofginn, virun allem net um Privatmarché an de Grëff kënne bruecht ginn. An deen Déchet fiscal, deen dann hei entsteet mat 90 Milliounen u Steiererliichterungen, ass eeben och engersäits gutt, fir deene Leit ze hëllefen, déi en Haus oder eng Wunneng kafen. Op där anerer Säit muss een awer och zouginn, dass déi 90 Milliounen am Budget feele fir ze investéieren, fir ëffentlech Projeten ze bauen. An et ass dat, wat een net däerf aus den Ae verléieren.

Dat gesot, ënnerstëtze mer dëse Projet de loi an dësen Zäiten. En hëlleft kuerzfristeg, mee laangfristeg bleiwe mer nach der Meenung, dass den ëffentlechen Invest an abordabele Wunnraum de Kinnekswee ass, dee mer musse goen.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. An dann ass den Tour um Här Roy Reding. Här Reding, Dir hutt d'Wuert.

M. Roy Reding (ADR) | Merci, Här President. Merci dem André Bauler fir säin exzellente Rapport. Ënnerstëtze mir als ADR dëse Projet? Selbstverständlech! Well et hëlleft de Leit. Si mer der Meenung, datt e wäit genuch geet? Selbstverständlech net! Et geet hei dorëmmer, wéi vill de Staat kasséiert bei all Immobilientransaktioun, déi stattfënnt.

De bëllegen Akt, dat heescht d'Exoneratioun, geet da vun 20.000 op 30.000 erop. Dat ass eng wonnerbar Saach. Et muss ee wëssen, datt Lëtzebuerg 7 % op eng Immobilientransaktioun zéit – mat Italien dat meescht an Europa. Bayern oder Sachsen sinn op 3,5 %. Et goufen och Etüde gemaach, déi bewisen hunn, datt a Bayern an a Sachsen – ausgerechent an deenen zwee Bundeslänner mat deenen niddregsten Enregistrementskäschten – am meeschten an de Wunnengsbau investéiert gëtt. Frankräich, dat Héichsteierland, ass

op 5 %; Éisträich op 3,5; Dänemark op 0,6; d'Schwäiz, jee no Kanton, tëschent 1 a 4 %; Holland, wann et ëm Habitation geet, op 2 %. A mir bretzen eis hei, datt mer bei 7 % elo e bëllegen Akt maache vun 20.000 op 30.000! Et deet mer leed, et ass lächerlech!

(Interruption)

Mir sinn derfir, natierlech, well Leit dervu profitéieren. Mee ass dat doten de Wee? Neen, et ass net de Wee!

Mir haten den 28. Mäerz eng ganz flott Table ronde vu „Paperjam" bei PwC, wou all Partei hir Spezialiste vum Wunnengsbau geschéckt huet. A mir kruten eng Fro gestallt: „Sidd Der der Meenung, datt den Enregistrement soll erofgoen?" A wéi hunn d'Leit ofgestëmmt? Ma unanimement! D'Piraten, déi gréng, déi Lénk, ech weess net wien alles ..., selbstverständlech d'DP, d'LSAP, d'CSV a mir hu gesot: „Jo!" An dat ass de richtege Wee. Mir mussen den Enregistrement op Immobilientransaktiounen, zumindest bei der éischter Acquisitioun vun enger Habitatioun, ganz seriö erofsetzen. Et geet net ëm 20.000 oder 30.000 Euro bëllegen Akt, mir musse se erofsetzen op 2 % fir déi éischt Wunneng, wa Leit eng Wunneng kafen.

(Interruption)

Dat wier eng seriö Mesür.

An da musse mer schwätzen – et deet mer leed – iwwert d'TVA um Wunnengsbau. An der Belsch, wann ech do eppes renovéieren oder kafen oder baue loossen, sief et fir mech oder sief et fir e Locataire, da bezuelen ech 6 % TVA. Hei am Land bezuelen ech 17 % TVA fir Locatiounswunnengen a wann ech de Plaffong iwwerschreiden. An et ass einfach net seriö, datt de Staat 17 % TVA hëlt op d'Konstruktioun vu Wunnengen!

Also kommt, mir halen op mat där Hypokrisie! Kommt, mir froen, soubal wéi et Habitatioun ass, nëmmen 3 oder mengetweegen och 6 % TVA, net nëmme beim Bau, mee och bei der Renovatioun! A kommt, mir setzen den Enregistrement op déi éischt Habitatioun erof op 2 %. Dat wier gescheit!

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!

(Interruptions)

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Nächst Riednerin ass d'Madamm Myriam Cecchetti.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Also als Alleréischt emol dem Rapport...

(Interruption)

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Jo, mee wannechgelift, et huet elo just een d'Wuert: d'Madamm Myriam Cecchetti.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Dem Rapporteur e ganz grousse Merci fir säin exzellente mëndlechen a schrëftleche Rapport.

Selbstverständlech ënnerstëtze mir déi heite Mesür, déi ville Leit zeguttkënnt, déi hiert éischt Haus oder Appartement kafen, an déi och retroaktiv bezuelt gëtt. Well de bëllegen Akt huet säit senger Aféierung massiv u Wäert verluer, an et war wierklech héich Zäit ginn, datt mer dat do elo an d'Luucht gesat hunn. Ech mengen, et stoung jo och am Koalitiounsaccord dran an elo ass dat endlech ëmgesat ginn. An dat ass schonn eng ganz gutt Saach.

An et ass esou, wéi och den Här Yves Cruchten an den Här Roy Reding et gesot hunn: Ech mengen, de Staat hieft jo hei eng gewëssen Zomm op an e verzicht elo fräiwëlleg dorobber. An, ech mengen, dat kënnt jiddwerengem zu Paass, deen elo hei en Haus ka kafen.

Well d'Leit souwisou scho mat Ach a Krach iwwerhaapt Prête kréien, ass de Marché och zimmlech ugespaant. Leider Gottes hëlleft dat hei elo net all deene Leit, déi um ënneschte Wupp sinn a sech iwwerhaapt näischt kënne leeschten an déi sech elo mat Ach a Krach souguer e Loyer kënne leeschten, well deen och immens ugezunn huet.

Dofir brauch et aner Mesüren, an dat ass jo och gesot ginn. An d'Chambre de Commerce huet jo och an hirem Avis geschriwwen, datt mer do onbedéngt mussen un deene Schrauwen dréie goen. Well dat heite leeft eis alleguer, an zemools der Regierung, aus dem Rudder. Et si batter, batter – wéi soll ech dat elo soen? ... Jo, et gëtt Zäit, datt einfach eppes do geschitt. An et muss massiv eppes geschéien, fir datt iwwerhaapt nach iergendeen de Fouss op de Buedem kritt.

Dat gesot, also mir ënnerstëtzen dat heiten a mir stëmmen dat mat. Villmools merci fir d'Nolauschteren.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | An d'Wuert huet elo dee leschten agedroene Riedner, den Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Merci dem Här Bauler fir dee gudde schrëftlechen a mëndleche Rapport. Effektiv ass et hei eng Steier, bei där de Staat a sech mat ee vun de gréisste Gewënner war iwwert déi lescht Joren, wéi d'Präishausse eropgaangen ass.

Dir sot elo, et géif esou vill Geld verluer goen – duerch dës Moossnam 90 Milliounen –, mee op där anerer Säit huet de Staat awer duerch d'Präishausse iwwert déi lescht Joren esou vill méi erëm ageholl. Dat heescht, et ass elo net wierklech, dass de Staat hei géif de Portmonni esou grouss deementspriechend opmaachen.

Virun allem, mir Piraten géifen nach méi wäit goen. Mir soen: Wann et fir dat eegent Heem ass, misst een iwwerleeën, ob een net souguer seet, et misst ee guer keen Enregistrement bezuelen. Awer just wann et fir dat eegent Heem ass! Mee awer déi, déi et reng huele fir de Kapital oder fir herno e groussen Invest, dass déi vläicht méi huelen, fir dass dat eent dat anert géigefinanzéiert.

Well et kann net sinn, dass mer hei am Land Familljen hunn, déi mussen herno – an Dir kennt elo d'Zënssituatioun – ganz héich Enregistrementsfraise bezuelen op schonn héije Präisser. Do wär et eigentlech d'Aufgab vum Staat, deene Leit eng Kéier entgéintzekommen an ze soen: „Op dengem eegenen Haus brauchs du deen Enregistrement net ze bezuelen."

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Domat ass d'allgemeng Diskussioun ofgeschloss.

An d'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Finanzministesch. Dir hutt d'Wuert, Madamm Finanzministesch.

Prise de position du Gouvernement

Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances | Merci, Här President. Well ech déi lescht Kéier ze laang geschwat hunn, halen ech mech dann elo ganz kuerz, ...

(Hilarité)

... fir dem Rapporteur, dem Här Bauler, villmools Merci ze soen, mee och Iech alleguerte fir déi ganz séier Aarbecht, déi hei geleescht ginn ass op dësem trotzdeem fir mech ganz wichtege Projet, deen och, mengen ech, souguer dat éischt Resultat ass, dat mer hei an der Chamber hunn, dat aus dem Solidaritéitspak 3.0 erauskënnt.

Ech mengen, d'Vokatioun ass hei, de Leit, déi sech wëllen e Logement fir sech selwer kafen, wierklech ënnert d'Äerm ze gräifen, an hei hëllefe mer mat dësem bëllegen Akt. No méi wéi 20 Joer kann dann de Montant vum bëllegen Akt ëm 50 % erhéicht ginn.

(Brouhaha)

Dës Mesür ass awer net bëlleg. Mir nennen et „bëllegen Akt". Et ass keng bëlleg Mesür fir de Staat. De Rapporteur huet gesot, datt ...

(Coups de cloche de la présidence)

... mir hei vun 90 Millioune pro Joer schwätzen.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Wannechgelift!

Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances | Dat ass net ...

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Entschëllegt, Madamm Finanzministesch. Et ass e bësse vill Gegrommels am Sall. Wannechgelift! Merci villmools.

Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances | Ech hunn Iech versprach, Här Roth, dass ech ganz kuerz bleiwen.

(Hilarité et exclamations)

Kënnt Der eng Sekonn nolauschteren, well ech wollt soen, dass 90 Milliounen net negligeabel sinn? Wéi Der gesot hutt: De Staat verzicht hei op 90 Milliounen. Dir an anerer och wollten hei e méi héije Montant asetzen. Wa mer elo hei vun 20.000 op 50.000 eropgaange wären, dann hätte mer als Staat, – fir dann net „Déchet fiscal" ze soen – pro Joer op 270 Milliounen Euro verzicht. Dat, muss een dann awer och direkt soen, hätt awer en net onnegligeabelen Impakt och op d'Staatsfinanzen, wat een awer dann net däerf ignoréieren.

Mee ech mengen, wéi gesot, ech wëll mech hei kuerz halen. Ech soen Iech alleguerten e grousse Merci fir déi extreem rapid Aarbecht op deem Projet, dee scho wäert säin Impakt hunn. Villmools merci.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och der Madamm Minister.

A mer géifen dann direkt zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8176 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8176 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

De Projet ass unanime ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen (par M. André Bauler), Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff (par M. Gusty Graas), Claude Lamberty (par M. Frank Colabianchi) et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Ass d'Chamber dermat d'accord, d'Dispens vum zweete Vott ze froen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

9. Dépôt d'une résolution par Mme Nathalie Oberweis

An dann hunn ech d'Ufro vun der Madamm Oberweis, fir kënnen eng Resolutioun ze deponéieren. D'Madamm Oberweis däerf dat selbstverständlech a si huet d'Wuert.

Exposé

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk), auteure | Merci, Här President.

Cette résolution est en solidarité avec les travailleurs et travailleuses et activistes de France qui subissent une répression inouïe.

D'franséisch Republick ass vun enger sozialer Kris an eng demokratesch Kris gerutscht an an enger Kris vum Regimm ukomm. Dem President Macron seng Regierung weist sech immens repressiv vis-à-vis vun de streikende Mënschen op der Strooss. Et kann ee scho bal net méi vun enger demokratescher, sozialer Republick schwätzen. Mënscherechter a Streikrechter gi wuertwiertlech mat Féiss getrueden. An och zu Sainte-Soline gouf et eng onvirstellbar Staatsgewalt géint Ëmweltaktivisten an -aktivistinnen. Mir gesinn, wéi e Staatsapparat ka virgoen, wa privat Interessien am Spill sinn.

(Interruption)

Wier et net un der Zäit, dës repressiv Schinn ze condamnéieren? Dofir, Kolleeginnen a Kolleegen, dës Resolutioun ze stëmmen, weist eise Courage an eise Wëllen, d'Demokratie an d'demokratesch Wäerter ze verdeedegen.

Merci fir d'Nolauschteren.

Résolution

La Chambre des Députés,

– considérant les violences policières à l'encontre des manifestant.e.s et des grévistes en France dans le cadre des manifestations contre la réforme des retraites ;

– considérant la déclaration de la Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe rappelant que les libertés d'expression et de réunion doivent être protégées contre toute forme de violence et rappelant que « les actes de violence sporadiques de certains manifestants ou d'autres actes répréhensibles commis par d'autres personnes au cours d'une manifestation ne sauraient justifier l'usage excessif de la force par les agents de l'État » et ainsi rappelant la nécessité et la proportionnalité des mesures ;

– considérant les prises de position de la Ligue des droits de l'homme en France dénonçant les violences policières et exigeant une désescalade de la violence ;

– considérant la résolution déposée conjointement au Parlement européen par les groupes de La Gauche, des Verts/ALE et des Socialistes & Démocrates ;

– exprime sa vive préoccupation face aux violences policières et arrestations arbitraires de manifestant.e.s et journalistes ;

– condamne les atteintes, graves et nombreuses, au droit de manifester en France et leur impact sur l'État de droit et la démocratie ;

– appelle le Gouvernement français à respecter le droit à manifester et l'État de droit.

(s.) Nathalie Oberweis, Myriam Cecchetti.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Ech ginn Akt vun där Resolutioun, déi vu grenziwwerschreidender Bedeitung ass.

10. 8050 – Projet de loi ayant pour objet d'autoriser le Gouvernement à subventionner l'exécution d'un onzième programme quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique

An ech kommen dann erëm bei eis zréck, bei de Projet 8050, de Projet de loi iwwert d'Finanzéierung vum Fënnefjoresplang fir d'Entwécklung vun den touristeschen Infrastrukturen. An d'Wuert huet direkt d'Madamm Rapporter, d'Madamm Carole Hartmann. Madamm Hartmann, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Classes moyennes et du Tourisme

Mme Carole Hartmann (DP), rapportrice | Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, de Projet de loi, deen ech Iech elo presentéieren, betrëfft den eelefte Programme quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique. Méi konkreet geet et drëms, der Regierung an notamment dem Tourismusminister de Feu vert ze ginn, fir dëse Fënnefjoresplang ëmzesetzen an eng ganz Rei vu Projeten am Tourismussecteur wärend dem Zäitraum vum 1. Januar 2023 bis den 31. Dezember 2027 ze subventionéieren.

Beim eelefte Programme quinquennal gëtt et eng ganz Rei Nouveautéiten am Verglach zum viregten, also dem zéngte Programme quinquennal. Dozou gehéiert, dass d'Enveloppe budgétaire vu 60 Milliounen op 70 Milliounen Euro eropgesat gëtt. De Fënnefjoresplang gëtt finanzéiert iwwer e Spezialfong mat der Denominatioun „Fonds pour la promotion touristique".

Mat de 70 Milliounen Euro soll déi nei Tourismusstrategie, déi participativ mam Secteur entwéckelt gouf, ëmgesat ginn. D'Generaldirektioun vum Tourismus hat dës Strategie am Mee 2022 ënnert dem Leitmotiv „Mënschen, Regiounen an Ekonomie: de wäertorientéierten Tourismus als aktiven Dreiwer fir méi Liewens- an Openthaltsqualitéit" presentéiert.

E wichtegt Zil ass dobäi, déi bestoend Offer un déi aktuell Besoinen unzepassen, besonnesch am aktiven, gastronomeschen a kulturellen Tourismus. Et geet och drëms, d'Entreprisë vum Secteur méi resilient ze maachen, d'Investissementer ze encouragéieren an e qualifizéiert Personal unzezéien. Den eelefte Programme quinquennal garantéiert d'Transparenz, d'Previsibilitéit an d'Qualitéit vun den Investissementer am Tourismus.

Wie sinn elo déi potenziell Beneficiairë vun enger finanzieller Ënnerstëtzung am Kader vum Programme quinquennal? Eligibel si Gemengen, Gemengesyndikater, Naturparksyndikater, ASBLen a Stëftungen, déi am Secteur aktiv sinn, a wirtschaftlech Interessegruppen, déi den Tourismus op nationalem Niveau förderen a Projete realiséieren, déi derzou bäidroen, d'touristesch Offer an den eenzelne Regiounen ze verbesseren oder ze diversifiéieren.

Wat nei ass, ass, datt Stëftungen an Naturparksyndikater kënne Subsiden ufroen. Privatleit, déi eng Vakanzewunneng bedreiwen, sinn net méi eligibel. Si hunn allerdéngs weider Zougang zu den Hëllefe vum Mëttelstandsministère an ënner verschiddene Konditiounen och Hëllefen, déi de Landwirtschaftsministère ausbezilt.

D'Zil vum eelefte Programme quinquennal ass et, Infrastrukturen an Ekipementer ze subventionéieren. Duerfir sinn d'Subventioune limitéiert op Investitiounsausgaben. Aner Subsiden, déi un den Tourismussecteur ginn, lafen iwwert den ordinäre Budget.

Wéi eng Projete sinn elo eligibel, fir vun engem Subventionnement ze profitéieren? Geduecht sinn d'Subside fir d'Schafen, den Amenagement, d'Moderniséierung an den Ekipement vun Erhuelungs- a Fräizäitinfrastrukturen, déi eng touristesch Attraktioun duerstellen, vun Empfangs- an Informatiounsstrukturen a vu Wunnenge fir Touristen an d'domat verbonne Restauratiouns- a Gedrénksariichtungen.

Des Weidere kënne Subsiden ugefrot gi fir den Amenagement an den Ekipement vun touristesche Sitten, den Ekipement vun ëffentleche Plazen, déi vill vun Touriste frequentéiert ginn, d'Erhalung an d'touristesch Mise en valeur vum materiellen, natierlechen, historeschen a kulturelle Patrimoine, d'Entwécklung an den Akaf vun digitalen Outilen, déi am Tourismus genotzt ginn, an d'Ausschaffe vu Studien, Konzepter a Strategië fir den Tourismus.

D'Subside si geduecht fir Infrastrukturprojeten, dat heescht, dass d'Fonctionnementskäschten net betraff sinn, wéi et nach ënnert dem viregte Programme quinquennal de Fall war, wat awer an der Praxis net weider genotzt ginn ass. D'Fonctionnementskäschte vun den Infrastrukture kënnen awer iwwert den ordinäre Budget vun der Generaldirektioun vum Tourismus subventionéiert ginn.

Déi nächst wichteg Fro: Wéi héich ass de Montant vun de Subsiden, déi een hei ka kréien? Projeten, déi eligibel sinn, kënnen eng Subventioun vu bis zu 50 % vun den Investitiounskäschte kréien, déi am direkte Lien si mam Projet, fir deen de Subsid ugefrot gëtt. Fir touristesch Wunnengen, déi engem allgemenge wirtschaftlechen Interessi déngen, oder fir domat verbonne Restauratiouns- oder Gedrénksariichtungen ass den Taux op 20 % limitéiert. En Taux vu 50 % kann allerdéngs fir touristesch Wunnengen accordéiert ginn, déi als Jugendherberg oder Hébergement insolite gëllen. De Gesetzesprojet gesäit och vir, datt d'Regierung e méi héije Subsid accordéiere ka fir touristesch Projete mat nationalem Interessi.

D'Subventiounen, déi am Kader vun dësem Gesetz ausbezuelt ginn, sinn iwwregens cumulabel mat aneren Hëllefen a Subsiden, virausgesat, datt de Gesamtsubventionnement net méi wéi 100 % vun den eligibele Käschte vum Projet ausmécht respektiv 20 % vun den eligibele Käschten, wann et ëm den Amenagement an den Ekipement vun touristesche Sitte geet.

Dann nach e Wuert zu de Prozedure bei der Demande vun enger Subventioun: Bei enger Demande de subside muss der Generaldirektioun vum Tourismus ënner anerem eng detailléiert Beschreiwung vum Projet, e Finanzéierungsplang an e Betribsplang agereecht ginn. Eng weider Neiegkeet ass déi, dass d'Autorisatiounsprozedur net méi vum Typ vum Projet ofhänkt, dee soll finanzéiert ginn, mee vun engem méi objektive Krittär, nämlech dem Käschtepunkt vum Projet:

Bei engem Projet, wou d'Käschten ënner 100.000 Euro leien, läit d'Entscheedung beim Tourismusminister. Bei engem Montant vun 100.000 bis 2 Milliounen

Euro kann de Minister den Accord ginn, nodeems en en Avis vun engem Comité interministériel gefrot huet. Bei engem Montant iwwer 2 Millioune ass e Règlement grand-ducal néideg.

Nei ass schlussendlech, dass d'Ausféierung vum Projet bannent zwielef Méint no der Notifikatioun, dass de Projet de Subsid och kritt, muss gestart ginn. Dësen Delai kann duerno nach eemol verlängert ginn.

Ech géif dann nach kuerz op eis Aarbechten an der Kommissioun agoen. De Mëttelstandsminister huet de Projet den 20. Juli 2022 deposéiert an eis den 28. Dezember 2022 (veuillez lire: de 27. September 2022) presentéiert.

Mir kruten Avisen era vum Staatsrot a vun der Chambre de Commerce. De Staatsrot hat a sengem éischten Avis eng Rei Oppositions formelles opgeworf. Et gouf eng Onkloerheet am Zesummenhang mat der Definitioun vum Besëtz vun Terrainen a Gebaier opgeworf. De Staatsrot huet och opgeworf, datt de Pouvoir vum Tourismusminister, „de Porteur de projet ze invitéieren, fir de Projet ze iwwerschaffen", net reglementéiert wär. Des Weideren ass eng Rei Klarifikatioune gefrot ginn, wéi zum Beispill d'Prozeduren am Fall vun enger substanzieller Ännerung vun engem Projet. Nodeems dëse Punkten an e puer Amendementer Rechnung gedroe gouf, konnt de Staatsrot seng Oppositions formelles och ophiewen.

D'Chambre de Commerce hirersäits huet a Fro gestallt, dass d'Jugendherbergen an d'Logements insolites e méi héije Subventiounstaux kréien. Am Kader vum neie Plan quinquennal an den Hëllefe fir de Mëttelstand hofft d'Chambre de Commerce awer, dass de privaten an den ëffentleche Secteur wäerte vun deene selwechte Rechter kënne profitéieren. Si huet och regrettéiert, dass d'Deelhuelen un Tourismusfoiren an d'Investitioune fir Reparatioune vu bestëmmte materielle Schied net méi subventionéiert ginn.

Domat wär ech um Enn vu mengem mëndleche Rapport. Meng Fraktiounskolleegin a Presidentin vun der Kommissioun wäert fir eis Fraktioun nach politesch op dëse Projet de loi agoen.

Ech soen Iech deemno Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och.

An éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Max Hengel. Här Hengel, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Max Hengel (CSV) | Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, fir unzefänken dem Carole Hartmann e grousse Merci fir säi ganz gudde schrëftlechen a mëndleche Rapport. Ech wëll awer och eiser Fraktiounsmataarbechterin, dem Mara Bilo, Merci soe fir seng gutt Recherchë fir meng Ried.

Haut sti mir hei a mir sinn optimistesch, wat den Tourismussecteur ugeet. Virun dräi Joer, matzen am Lockdown a wärend der ganzer Pandemie, waren d'Nouvellen am Tourismus leider net esou gutt. „Leere Betten, leere Kassen", „Nei Fermeture wier eng Katastroph", „L'incertitude est du poison pour le tourisme": Dat sinn nëmmen e puer Headlines aus der Press, déi d'Situatioun an der Pandemie, wärend där alles anescht war, beschreiwen.

Déi erfaassten Iwwernuechtunge sinn 2020 par rapport zu 2019 ëm 46,8 % zréckgaang. Den Abroch war besonnesch staark bei den Touristen, déi aus dem Ausland an de Grand-Duché komm sinn. Hei sinn d'Iwwernuechtungen ëm 51,7 % erofgaang. D'Iwwernuechtunge vun de Leit aus eisem Land si just ëm 11,6 % erofgaangen. Vun dohier war d'Campagne vun der „Vakanz doheem" eng gutt Saach.

Laut dem World Travel Monitor waren d'Baissen nach méi staark. Ech erspueren Iech hei d'Zuelen. Wat awer interessant ass, ass, dass d'Moyenne vun den Depensë vun den Touriste vun 129 Euro am Joer, also wat se pro Dag ausginn hunn, op 119 Euro gefall ass. Hei sinn awer och d'Prognosen elo méi optimistesch.

Mir hunn d'Pandemie glécklecherweis elo hannert eis gelooss an d'News sinn och erëm däitlech, däitlech méi positiv. Dat freet eis enorm, well den Tourismussecteur ass feste Bestanddeel vun eiser Gesellschaft, eiser Kultur an eiser Ekonomie. An den Tourismus kann ee jo och net lassgeléist kucke vun anere Beräicher, wéi zum Beispill dem Wäibau – fir emol een Domän ze nennen, deen ech dann e bësse besser kennen.

Laut dem World Travel & Tourism Council sinn iwwer 8 % vun eisem PIB direkt oder indirekt op d'Tourismusbranche zréckzeféieren, gradesou wéi iwwer 30.000 direkt oder indirekt Aarbechtsplazen.

An dëse speziellen Zäiten – oder an enger Zäit, wou mer aus ganz speziellen Zäiten erauskommen – begréisse mir als CSV, datt mir haut iwwert den eelefte Fënnefjoresplang fir den Tourismussecteur kënnen ofstëmmen. Dëse Programme quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique, wéi e richteg heescht, huet eng laang Traditioun. Den éischte staamt aus dem Joer 1973, ënnert dem DP-Minister Marcel Mart, an dann an de Joren zwëschent 1982 an 2008 huet dann eise fréiere Fraktiounskolleeg a Minister Fernand Boden net manner wéi sechs där Pläng ausgeschafft. Ech si mol gespaant, ob nach eng Kéier en Tourismusminister op esou vill Pläng wäert kommen.

Witz awer op d'Säit: Ech mengen, et kann ee feststellen, dass de Staat, egal ënner wéi enger Regierung, ëmmer an den Tourismussecteur investéiert huet.

D'Zilsetzung vun de Fënnefjorespläng huet och net grouss geännert am Laf vun de leschte 50 Joer. Den Tourismus ass a bleift e wichtege Pilier vun eisem Land an och vun dem Nation Branding, a mir begréissen, datt d'Regierung dësem Wee och trei bleift.

D'Moyenen, déi der Tourismusbranche iwwer all déi Joren duerch déi jeeweileg Fënnefjorespläng zur Verfügung gestallt goufen, si vun 150 Millioune Frang am Joer 1973, also ronn 3,72 Milliounen Euro, op 70 Milliounen Euro, also 2,8 Milliarde Frang am Joer 2023 geklomm, wat dann och zéng Milliounen Euro méi si wéi am leschte Fënnefjoresplang. D'Madamm Hartmann hat et och scho gesot.

Et muss een awer och feststellen, dass vun deene méigleche 60 Milliounen aus dem leschte Plang, also dem leschte Plan quinquennal, just 42 Milliounen ausgi goufen. Duerfir erlaben ech mir, d'Fro ze stellen. Wann d'Suen do sinn, firwat komme se net all am Secteur un? Här Minister, kennt Dir vläicht do Grënn? Vläicht kënnt Der herno nach e puer Wuert soen, firwat déi net all genotzt oder ugefrot gi sinn.

Kolleeginnen a Kolleegen, beim elo eelefte Plang gouf jo dann entscheet, bei der Verdeelung vun de Suen anescht virzegoen. Et gëtt keng Lëscht méi vu Projeten, déi da per Règlement grand-ducal festgehale gëtt, mee a sech ass all Projet, deen d'Krittären erfëllt, eligibel. D'Madamm Hartmann ass och do op déi Krittären agaang, ech brauch dat also net méi hei ze maachen.

Dëst huet sécherlech de Virdeel, datt ee méi Flexibilitéit huet, an dat gëtt u sech och all Acteuren d'Chance op e Subsid. An dann ass et och nach esou: Ech hat gëschter nach mam Minister Delles bei der Assemblée générale vun der Entente touristique de la Moselle driwwer geschwat, datt mir jo an enger Virwalzäit sinn, an et kéint ee sech elo virstellen, datt am Oktober en aneren Tourismusminister do wär an da géife mir haut eng Lëscht festhalen an deen nächste Minister wär vläicht guer net méi mat där Lëscht averstanen. A vun dohier ass déi nei Prozedur, wann een et esou wëllt nennen, och e bësse méi „neutral" – loosse mer esou soen.

(Interruptions)

Mir hu gëschter héieren, datt, wann dat bei de Walen net méi géif klappen, de Minister Delles bereet ass, op der Marie-Astrid an den Asaz ze goen.

(Hilarité)

D'Leitmotiv vum Plang „Mënsche, Regiounen an Ekonomie: de wäertorientéierten Tourismus als aktiven Dreiwer fir méi Liewens- an Openthaltsqualitéit" mat senge véier Pilieren ass och ze begréissen.

Ech wëll awer bemierken, datt, fir dat hinzekréien, een net just op Subventioune ka setzen, mee och op eng ganz gutt Vernetzung tëscht alle motivéierten Acteuren an och eng ganz gutt Kommunikatioun mam Tourist muss hunn, egal vu wou e kënnt.

Den Tourist misst am Optimalfall bei sengem éischte Kontakt den Iwwerbléck vun der touristescher Offer am Grand-Duché kréien, ouni datt hie laang muss sichen. A vun dohier ass de Punkt vun der Promotioun vun de besteeënden digitalen Offeren, déi och Deel vun engem vun de Piliere vum Leitmotiv ass, ganz wichteg.

Trotz all dem Luef wëll ech nach e puer Froe stellen. Wat geschitt, wann déi 70 Milliounen un Ënnerstëtzung, déi jo elo am Plan quinquennal virgesi sinn, schonn an den éischte Jore géifen ausgi ginn? Bon, ech mengen, et ass bis elo jo net virkomm, mee vläicht kënnt et jo mat der neier Prozedur zu méi Nofro.

A wéi ass séchergestallt – ech mengen, et ass elo eng ganz hypotheetesch Fro –, datt d'Suen net just a verschidde Regioune fléissen? Wann een elo seet, zum Beispill am Ufank géif déi eng Regioun relativ vill Demandë maachen, da wären d'Suen opgebraucht. An ech mengen, et ass jo awer och wichteg, datt et en Equiliber tëscht de Regioune gëtt an och zwëschent dem stätteschen an dem ländleche Raum. Wéi gesot, et ass eng hypotheetesch Fro, mee vläicht goufe sech jo och do e puer Gedanke gemaach.

Eng weider Fro ass dann och déi: Wéi ass et mat der Simplification administrative, wat d'Ufroe vun der Ënnerstëtzung ugeet? Fir méi kleng Strukturen ass dat oft méi schwéier, an et wär jo da schued, wa se duerno net an de Genoss vun enger Ënnerstëtzung komme kéinten, obwuel se u sech mat hirem Projet eligibel wieren. Ass do ugeduecht, datt den Tourismusministère eventuell eng Informatiounscampagne mécht, fir ze informéieren, wéi een un d'Ënnerstëtzung ka kommen, eventuell eeben a Kollaboratioun mat de verschiddenen Acteuren am Secteur?

Da kéint een eventuell och nach eng Opstellung maachen, an där déi jeeweileg Demandeure gesot kréien, wéi ee sech muss uleeën, fir an de Genoss vun anere Subsiden ze kommen. Ech denken do zum Beispill un d'Plaz bei der Musel zu Éinen, mat Spillplaz, neiem Quai d'accostage, Sportinfrastrukturen, gradesou wéi d'Gîte touristique am ale Casinostuerm, déi mir jo dann dëst Woch nach zesumme wäerten aweien. Bei dësem Projet hate mir d'Chance als Gemeng, datt mir méi Ministèren als Partner haten, well eleng hätte mir och dee Finanzement do net kënnen droen.

Och wann et elo keng Lëscht méi mat Projete gëtt, esou ass jo awer bestëmmt eng Rei vun Investitiounen am Tourismus uechtert d'Land an der Pipeline, Här Minister. Dir sidd zu Recht vill um Terrain ënnerwee an Dir schwätzt jo och vill mat de Leit. Vun dohier kënnt Der eis eventuell e puer Projeten nennen, vun deenen Der scho wësst, datt do Saachen ënnerwee sinn. Ech mengen, Dir musst a sollt elo net alles opzielen, mee vläicht déi, déi eng gréisser regional oder eng national Bedeitung hunn. Dat wär schonn interessant.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass wichteg, datt souwuel kleng Projeten, bei deenen zum Beispill d'Gemengen an touristesch Infrastrukturen investéieren, gefërdert ginn, awer och déi grouss Projeten, déi eeben eng richteg regional Dimensioun hunn, wéi d'Wäinhaus zu Éinen oder eng Piscine zu Veianen – fir elo just déi ze nennen.

Ech mengen, et ass Virwalzäit. Ech kéint elo eng ganz Rei Projeten opzielen, ech erspueren Iech dat awer. Mee ech wëll awer ënnersträichen, datt et eis als CSV wichteg ass, datt sënnvoll Projeten an alle Regioune vum Land ënnerstëtzt ginn, an dat souwuel am urbane wéi och am ländleche Raum.

Une voix | Très bien!

M. Max Hengel (CSV) | Mir hu vill touristesch Acteuren am Land, vu privaten Hotelieren a Restaurateure bis hin zu den ORTen, den Naturparken, den Ententetouristiquen an esou weider. Si all spillen eng wichteg Roll an engem Gesamtkonzept a sinn awer all op finanziell Hëllefen ugewisen.

Eist schéint Ländchen huet esou vill touristesch unzebidden: vun der Musel op Iechternach, iwwert de Mëllerdall an d'Éislek, duerch de Westen erof an de Süden, et ass eebe fir jiddereen eppes derbäi. Vun der Schéinheet an Eenzegaartegkeet vun eiser Haaptstad an der schéiner Alstad, an där mir jo d'Chance hunn, hei ze schaffen, guer net ze schwätzen. Vun dohier wéilt ech nach eemol d'Wichtegkeet vun der Campagne „Vakanz doheem" ënnersträichen. Den nationalen Tourismus gradewéi den Tourismus vu bausse musse gefërdert ginn a mir hoffen, datt dëse Fënnefjoresplang dozou wäert bäidroen.

Et géif nach ganz vill iwwert den Tourismus an d'Iddie vun der CSV ze soe ginn. Do musst Der Iech awer nach e bësse gedëllegen an Der kënnt da geschwënn den CSV-Walprogramm liesen.

Bis dohinner soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren a ginn den Accord vun der CSV-Fraktioun.

Une voix | Ganz gutt!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci. An nächst ageschriwwe Riednerin ass d'Madamm Simone Beissel. Madamm Beissel, Dir hutt d'Wuert.

Mme Simone Beissel (DP) | Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, virop wëll ech och hei profitéiere vun der Tribün, fir der Madamm Rapporter Carole Hartmann häerzlech Merci ze soe fir hiren exzellente schrëftlechen a mëndleche Rapport, well et war jo awer e grousst Stéck Aarbecht, well Dir hutt matkritt, dass ganz vill Technik do dran ass.

D'DP begréisst et natierlech, dass de Projet de loi 8050 den Tourismussecteur wäert massiv verstäerken. Dësen eelefte Plan quinquennal, deen ass jo vun der Direction générale vum Tourismus am Mee 2022 entwéckelt ginn. D'Carole Hartmann huet schonn dee flotte Leitmotiv gesot, ënnert deem et leeft, an elo soll et virugoen.

No där wierklecher „Durststrecke" vun der Pandemie ass et extreem wichteg, dass de Secteur erëm an d'Luucht klëmmt. Et ass scho gesot ginn: D'Entwécklung hei, déi huet sech iwwer ee Joer gezunn. De Secteur war aktiv matagebonnen, esou wéi dat soll sinn. De Fokus ass net nëmmen op eis Gäscht geluecht ginn, dat heescht, wat mir am gängegen Term ons „Touristen" nennen, mee och op eis eege Bevëlkerung an op d'Grenzegänger, fir hinnen esou gutt wéi méiglech d'Liewensqualitéit an d'Openthaltsqualitéit ze verbesseren.

Wann een déi offiziell Chiffere vum Statec kuckt – bon, gi mer elo e wéineg zréck an d'Joer 2019 –, dann hate mer awer hei am Land 1,17 Milliounen Arrivéeën an 2,85 Milliounen Iwwernuechtungen, dat heescht tutti quanti, dat heescht esougutt d'Leit vum Inland wéi och auslännesch Gäscht, déi komm sinn. An dat weist, dass dee ganze Secteur e ganz wichtege Wirtschafts- a Standuertfacteur ass fir eis Ekonomie.

D'Strategie vun dem Tourismus, déi definiéiert jo déi wichtegst Mesüren an Handlungsfelder, an deene soll geschafft ginn, fir de Secteur virunzebréngen an eebe just fir d'Mesüren duerchzezéien.

Här President, d'DP begréisst d'Ännerungen, déi dësen neien eelefte Fënnefjoresplang mat sech bréngt. Ech mengen, et ass ëmmer wichteg, mir hunn héieren, dass elo d'Enveloppe budgétaire ëm 10 Milliounen eropgeet vu 60 op 70 Milliounen. Ech hu mech renseignéiert: Deen éischte Fënnefjoresplang, dee war 1972/1973 a wann een elo vun de Frangen ëmrechent an Euroen, da wären dat ongeféier 3,72 Milliounen Euro gewiescht. Dat war 1972/1973. Bon, haut ass eng aner Welt, mee trotzdeem wëll ech awer d'ganz Ekipp ronderëm de Lex Delles felicitéieren, dass se gekämpft a gekämpft hunn, fir déi Enveloppe elo esou massiv an d'Luucht ze dreiwen. Dat ass en extreem positiven Akzent no baussen.

Et ass och fir d'DP extreem wichteg, dass d'Suen, elo eeben déi 10 Millioune méi, genau op deene richtege Plazen ukommen, dat heescht do am Tourismussecteur, wou se wierklech gebraucht ginn. An dat ass déi ganz Politick vun enger gudder Subsidepolitick. An do ass jo och eng Neierung: D'Subside ginn elo net nëmmen nom Typ vum Projet verdeelt, mee nom reelle Käschtepunkt. Dann huet de Ministère och Marge de manœuvre d'appréciation. An d'ganz Ekipp ronderëm de Minister kennend, sinn ech iwwerzeegt, dass se déi ganz Subsidepolitick, déi ganz wichteg ass, och wäerte gutt geréieren, fir dass keng Mësstéin am Secteur kommen.

Mir begréissen och, dass den Akzent geluecht gëtt op d'Qualitéit vun den Investissementer am Tourismus, well et geet drëm, dauernd virun ze moderniséieren an d'Qualitéit héichzehalen.

Dir wësst, dass mir zu Lëtzebuerg e Wuert hunn, wat mer gär hunn. Dat ass „Excellence". Dat ass d'Excellence vun de Servicer, mee et ass och d'Excellence vu Lëtzebuerg als Destinatioun vum Tourismus.

Zu de Prozedure begréisse mer och, dass se solle vereinfacht ginn. An ech wëll dem Kolleeg vun der Musel mat senger gudder Interventioun an och fir säi Secteur awer trotzdeem rappeléieren, dass am Text wierklech virgesinn ass – well dat ass jo ëmmer e Souci –, dass dat Wuert „Simplification administrative" net en eidelt Wuert bleift. Mee wann Der genau gekuckt hutt, ginn hei d'Prozedure wierklech vereinfacht, fir dass alleguerten déi Leit, déi déi Ufroe maachen, wierklech kënnen ouni gréisser Problemer hir Demandë richteg maachen, fir dass se kee Problem hu mat der Recevabilitéit.

Et geet jo och drëm, dass déi Prozeduren transparent an einfach sinn, fir dass nëmme keng Ongerechtegkeet kann opkommen an dass de Principe d'égalité de traitement hei voll ka spillen.

Dofir ass et och wichteg, dass d'Validitéit vun deene Subventiounen elo op ee Joer begrenzt gëtt. Dir hutt gelies, dass awer op speziell Ufro nach eng Kéier kann ee Joer verlängert ginn. Mee mat deem System do soll eebe just vermidde ginn, dass Gelder, déi ugefrot ginn, blockéiert sinn, well duerch deen een oder aneren Ëmstand dann de Projet net ka realiséiert ginn an da sinn déi Gelder herno blockéiert a kënnen anere Leit net zeguttkommen. Dofir ass déi Iddi schonn ze vertrieden.

Da begréisse mer natierlech och, dass elo d'Naturparksyndikater an d'Stëftungen eligibel sinn. D'Naturparksyndikater, dat ass jo e relativ rezente Phenomeen hei am Land. Mee mat deem ganze Kampf, fir eeben net nëmme just eis Natur ze schützen, mee och se de Leit zougänglech ze maachen an hir Plusvalue ze weisen, ass et wichteg, dass d'Naturparken ënnerstëtzt ginn, well si sinn net nëmmen nohalteg, mee si sinn och regionaltypesch an da léieren d'Leit alleguerten déi bestëmmte Géigenden an den Naturparke kennen.

Ech mengen, all déi Propositiounen, déi an dësem Projet de loi 8050 sinn, sinn extreem positiv. Et geet virun, et gëtt moderniséiert, d'Qualitéit, d'Excellence, den Tourismus als wichtege Standuert- a Wirtschaftsfacteur a seng Plus-value ginn ënnerstrach, an dofir hunn ech de Pleséier, hei mat Freed den Accord vun der DP-Fraktioun ze bréngen.

An ech soen Iech villmools Merci fir Äert Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. An nächst Riednerin ass d'Madamm Tess Burton. Madamm Burton, Dir hutt d'Wuert.

Mme Tess Burton (LSAP) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir hunn haut de Rapport gemaach krut vum Projet de loi 8050 iwwert den eelefte Fënnefjoresplang vum Tourismus. Ech wéilt do och gären direkt der Madamm Rapportrice Merci soe fir hiren ausféierlechen a gudde Rapport, dee si eis hei gemaach huet.

Dëse Projet schreift sech an an eng Zäit, wou den Tourismus nees am Opschwong ass. D'Pandemie huet grouss Spueren am Secteur hannerlooss, ëmsou méi erfreelech ass dofir d'Entwécklung vun den neisten Zuelen, déi Liicht um Enn vum Tunnel weisen.

Positiv ass och, dass d'Zuele schonn 2021 nees ugefaangen hu mat klammen, och wann den Niveau vu viru Corona nach net konnt erreecht ginn. Och wann d'Zuele sech erhuelen, heescht dat net, dass keng Sue fir Investitioune gebraucht ginn. Au contraire, den Tourismussecteur muss permanent investéieren, fir weider attraktiv ze bleiwen. Dëst ass och ee vun den Haaptpilieren an där neier Strategie, déi rezent presentéiert ginn ass, wou ee sech wëllt drop konzentréieren, dass een och déi besteeënd Offer un déi haiteg Ufuerderunge vun den Touristen upasst.

De Secteur brauch dofir Suen, fir a besteeënd Infrastrukturen ze investéieren, mee och fir nei Attraktiounen oder Iwwernuechtungsméiglechkeeten ze schafen.

Här President, den Tourismussecteur ass eng Plusvalue fir eis alleguer. Vun der Offer profitéieren net nëmmen d'Touristen, mee och all déi Leit, déi an eisem Land hei wunnen oder all Dag bei eis schaffe kommen. Eisen Tourismussecteur schaaft vill Aarbechtsplazen, mee och ginn d'Transportreseaue verbessert oder eis Ëmwelt geschützt an en valeur gesat, gradesou wéi eise kulturelle Patrimoine.

Hei am Land verfollege mer d'Zil, datt Lëtzebuerg déi éischt Destinatioun fir Touristen an der

Groussregioun soll ginn. Dofir begréisse mer, dass mer haut hei en neie Fënnefjoresplang fir den Tourismus wäerte stëmmen, deen eis hëlleft, eis Ziler ze erreechen.

De Plang selwer gesäit eng Enveloppe vu 70 Millioune vir, woumat déi nei Tourismusstrategie ëmgesat soll ginn, déi, wéi schonn erwäänt, d'lescht Joer am Mee zesumme mat den Haaptacteuren am Tourismus entwéckelt ginn ass an eebe presentéiert ginn ass.

Am Rapport, dee grad gemaach ginn ass, hu mer schonn eng Rei Ännerungen, am Fong alleguer d'Ännerungen, héiere vun der Rapportrice. Ech wollt awer hei nach eng Kéier op ee Punkt zréckkommen. Dat ass deen, dass zum Beispill Gemengen am Prinzipp bis zu 50 % finanziell ënnerstëtzt kënne ginn, wa se e Projet areechen. Allerdéngs si Gemengen an der Vergaangenheet awer och méi wéi 50 % ënnerstëtzt ginn, wa se net déi finanziell Moyenen haten, fir de Projet selwer ze finanzéieren. Elo an deem neie Plang ass et eeben esou, dass déi Gemengen, déi eebe méi Ënnerstëtzung brauchen, fir e Projet ze realiséieren, eeben och en Intérêt national mussen hunn.

E Beispill heifir ass zum Beispill d'Gemeng Bauschelt, wou de Buergermeeschter mat verschiddene lokalen Acteuren e Projet vun enger Hängebréck presentéiert huet. Dëse Projet huet awer eng ganz grouss Envergure, déi net duerch d'Gemeng Bauschelt aleng finanzéiert ka ginn. Dëse Projet kéint eng Plus-value fir déi ganz Stauséiregioun sinn. Deemno misst hei eng Demande gemaach ginn, dass de Projet vun der Regierung als Intérêt national agestuuft gëtt. À voir, wéi et weidergeet. D'Gemeng Bauschelt muss op jidde Fall elo mol eng Demande areechen.

Här President, mam eeleften Tourismusplang ass e grousse Baustee fir den Erhalt an d'Ënnerstëtzung vum Tourismus hei am Land geluecht. Domadder awer net genuch. Och wäert zousätzlech an d'Digitalisatioun investéiert ginn, well d'Digitalisatioun ass haut nämlech d'Basis fir déi touristesch Offer. Dofir ass et wichteg a richteg, dass mer och an dëse Beräich investéieren.

Allerdéngs ass wéi iwwerall déi wichtegst Investitioun déi, déi mer an d'Leit maachen, ...

Une voix | Très bien!

Mme Tess Burton (LSAP) | ... déi mer an d'Leit maachen an an d'Infrastrukturen, soudass mer an den Infrastrukture qualifizéiert a motivéiert Personal hunn. Dofir wëll ech ofschléissend nach eemol ënnersträichen, wéi wichteg et ass, dass mer gutt Leit hunn, déi mat Begeeschterung eis Touristen all Dag wëllkomm heeschen, sief et all déi Benevollen oder déi Professionell, déi an eisem Tourismussecteur schaffen.

Mir hu fir d'Zukunft eng Strategie. Mir ginn eis haut déi néideg Moyenen, fir nei Investitiounen ze maachen. A mir hu virun allem exzellent Leit um Terrain, déi, wéi gesot, mat grousser Begeeschterung eis Valeure vun eisem Land vermëttelen. Dofir ass eisen Tourismus hei am Land gutt opgestallt fir d'Zukunft.

An dofir freeën ech mech, haut den Accord zum eelefte Fënnefjoresplang vum Tourismus kënnen ze ginn. Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci. An d'Wuert geet dann direkt weider un d'Madamm Stéphanie Empain. Madamm Empain, Dir hutt d'Wuert.

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Ech soen Iech villmools Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ier ech et vergiessen, der Madamm Hartmann e grousse Merci fir hire Rapport, dee se eis hei gemaach huet.

Jo, am Fong geholl, et ass déi éischte Kéier, dass ech deen Exercice hei maache fir dee Plan quinquennal. Dat mécht ee jo dann nëmmen eemol all fënnef Joer. Et ass déi éischt Kéier, wou ech do derbäi sinn.

(Interruption)

Fir mech, ech hu geduecht: „Bon, ok, et ass e Finanzéierungsgesetz." Wéi ech du gesinn hunn, datt et e Modell 1 ass, hunn ech geduecht: „O, anscheinend gëtt do e bësselche méi derzou geschwat." Do sinn ech emol kucke gaangen, wat déi Jore virdrun esou gesot ginn ass. An effektiv hunn ech gesinn, dass d'Rieden zum Plan quinquennal ëmmer e bësselche méi extensiv ausgefall sinn, och scho bal den Usproch hate vun enger Debatt iwwert d'Ausriichtung vun der Tourismusstrategie. Wéi gesot, dat kennen ech elo net esou an där Form vu Finanzéierungsgesetzer, mee et schwätzt awer fir de Fait, dass e Bedürfnis heibanne besteet, och iwwert dee wichtege Secteur ze schwätzen.

Vu dass mer awer virun engem Joer och méi eng breet Debatt hei iwwert den Tourismus haten am Kader vun där Interpellatioun, déi ech zu deem Sujet ugefrot hat, hate mer jo elo relativ rezent awer d'Geleeënheet, eis vill méi eingeeënd mam Sujet ze befaassen, soudass ech mer eng ganz Partie vun deenen Analysen och elo spuere kann.

Wat ech och da matkritt hunn, dat ass, dass an der Vergaangenheet am Fong geholl ëmmer eng ganz Lëscht vu Projete matgereecht ginn ass, also touristesch Projeten, déi sech wonnerbar gëeegent hunn, fir heibannen dann och ze diskutéieren, well dat regional Projete waren an esou weider. Dat ass dëst Joer net méi esou, dat och aus ganz gudde Grënn, soudass dësen Debat och schonn eleng dowéinster dës Kéier e bësselchen eng aner Nues kritt.

Bon, dat gëtt awer och scho vläicht e bësselchen en Indice dorobber, dass d'Ausschaffe vun dësem Plan quinquennal e bësselchen op de Leescht geholl ginn ass vun der Prozedur hier. Do stoungen nämlech effektiv – dat krute mer erkläert – oft Projeten dran, déi nach net wierklech konkretiséiert waren, soudass déi Lëscht guer net fiabel war.

An ech fannen et dofir och richteg, elo da méi op d'Critères d'éligibilité ze setzen, mee net méi op Lëschten, déi am Fong geholl kee reelle Wäert hunn, a sech domadder och an der Approche vill méi transparent opzestellen, fir un de Finanzement vun esou eenzelne Projeten erunzegoen.

Am Allgemengen – an dat hat d'Rapportrice och ervirgehuewen – bréngt eeben dëse Plan quinquennal och eng Partie Neierunge mat sech, déi, fannen ech, awer duerchaus derwäert sinn, ervirgehuewen ze ginn.

Fir d'alleréischt wéilt ech awer och méi allgemeng umierken, dass an den Tourismus ze investéieren, natierlech och bedeit, an Infrastruktur, Patrimoine an an eis Liewensqualitéit allgemeng ze investéieren. A meng Virriednerin huet et och gesot: Alles, wat mer an den Tourismus an an eis Gäscht investéieren, vun deem kënne mir och als Awunner profitéieren. An an deem Sënn maachen och all d'Acteuren um Terrain eng Aarbecht, vun där mir am Alldag och vill profitéieren a vun där mir vill hunn.

A bei deenen Acteuren huet sech an deene leschte Joren och ganz vill gedoen. Et ass vill professionaliséiert ginn. Ech hu gelies, dass an där Debatt viru fënnef Joer nach jidderee vun den ORTe geschwat huet a vum nei geschafenen LFT. An déi sinn do an hirer neier Roll quasi nach ëmmer ervirgehuewe ginn. An haut sinn dës Acteure ganz einfach fest an der lëtzebuergescher Tourismusstruktur etabléiert an net méi ewechzedenken.

A wat mech perséinlech elo och freet bei dësem Plan quinquennal, dat ass, dass d'Naturparke mëttlerweil eng vill méi visibel Roll spille kënnen. Si hunn am Fong geholl nach ëmmer eng wichteg Roll am Tourismus gespillt, just dass se bis elo virun e puer Joer – oder bis elo – am Fong net déi Roll unerkannt kritt hunn an deementspriechend och net wierklech vu Gelder aus dem Tourismuspott konnte profitéieren. An ech si wierklech frou, dass dat awer elo aneschters ass. Well ech ka confirméieren, dass eis Naturparken eng ganz, ganz wäertvoll Aarbecht maachen, déi dem Tourismus am Alldag zeguttkënnt, sief dat Events, konkreet Projeten, Berodung an esou weider, wat direkt dem Tourismus zeguttkënnt, awer doriwwer eraus eeben och méi allgemeng der Aarbecht am Beräich vun der Nohaltegkeet, vun der nohalteger Berodung, wat natierlech och positiv zum Erliefnis vum Visiteur bei eis an eise Regioune bäidréit.

Fir dann awer ganz konkreet op dëse Plan quinquennal zréckzekommen, wéilt ech als Éischt emol positiv ervirhiewen, dass iwwert dëse schonn elo, also Enn Abrëll, ofgestëmmt gëtt. Ech hu gesinn, déi leschte Kéier war en am Juli um Ordre du jour vun der Plenière. An do muss een och soen, dat ass am Sënn vun den Acteuren um Terrain: Wat en éischter am Joer um Ordre du jour ass, wat et hinnen natierlech och méi Planungssécherheet an hirer Aarbecht gëtt.

An dann ass natierlech och ze begréissen, dass d'Enveloppe staark an d'Luucht gaangen ass, op 70 Milliounen elo. Dozou muss ee jo dann en plus soen, dass déi Privatbetriber, déi jo elo net méi iwwert de Plan quinquennal viséiert sinn, hirersäits eebe Subsiden, zousätzlech Subsiden, kënnen ufroen, dat elo net méi iwwert dëse Plan quinquennal, mee iwwert de Régime d'aides fir Kleng- a Mëttelbetriber.

An da wéilt ech och ervirhiewen, dass et hei net just ëm e Projet de loi mat enger Enveloppe budgétaire geet fir e Programm, deen et an där Form jo schonn eng Zäitche gëtt – mir schwätze jo ëmmerhin elo vum eelefte Fënnefjoresplang –, mee et kommen, dat hat ech och schonn ugedeit, eng ganz Partie Neierungen derbäi. An dat ass, wéi gesot, ze begréissen.

Elo kommen nieft den Organismes publics, déi dovunner profitéiere kënnen, wéi gesot, d'Fondatiounen a virun allem och d'Naturparken derbäi. D'Méiglechkeet, d'Frais de fonctionnement iwwert de Plan quinquennal rembourséiert ze kréien, gëtt et elo net méi. Mee dozou muss een awer och soen, dass dëst bis elo an der Praxis nach ni heiriwwer accordéiert ginn ass, sondern iwwert de Budget ordinaire gelaf ass, soudass dat am Fong geholl an der Praxis guer keen Ënnerscheed mécht. Et ass just méi eng éierlech Approche, et elo carrement erauszehuelen.

An eng aner Ännerung betrëfft d'Durée, wärend där eng Infrastruktur muss touristesch exploitéiert ginn, ouni dass ee muss d'Suen zréckbezuelen. Dat ware bis elo 10 Joer. Dat gouf elo op 20 Joer gehéicht, an ech fannen dat eng ganz räsonabel Decisioun.

Ausserdeem hu mer erkläert kritt, dass an de vergaangene Joren awer och eng Partie Schwieregkeete bestanen hunn, wat d'Prozeduren ubelaangt fir d'Mise en oeuvre vun dësem Plan quinquennal. An hei sinn elo nei kloer Krittären definéiert ginn, wat och erëm fir Transparenz suergt. An och dat ass ze begréissen.

Natierlech hunn ech dann och e bësselche gekuckt, wat esou an der Debatt viru fënnef Joer gesot ginn ass. An do sot den Här Bauler, si hätten an der Vergaangenheet ëmmer drop opmierksam gemaach, dass et essenziell ass, dass an dësem Plang prezis Schwéierpunkten definéiert ginn. An ech fannen déi Iwwerleeung effektiv ganz pertinent.

Ech si mer allerdéngs elo net ganz sécher, ob mer elo hei dervunner schwätze kënnen, dass Schwéierpunkten definéiert gi sinn. Ech wéisst och elo net, wéi een dat an der Praxis ëmsetze kéint. Vläicht andeems een d'Tauxe vun de Subsiden upasst un de Genre vu Projet, dee viséiert gëtt. À creuser, ech weess et net. Mee egal wéi sinn ech der Meenung, dass esou e Plan quinquennal jo och hëllefe kann, eng touristesch Strategie um Terrain ze begleeden.

An déi nei Tourismusstrategie, déi mer jo virun engem Joer virgestallt kritt hunn, déi stellt jo de Begrëff vun der Nohaltegkeet an de Virdergrond, dëst am Sënn vun enger ekologescher, ekonomescher a sozialer Nohaltegkeet mat engem Fokus och op den Erhalt vun eisem Patrimoine.

(Mme Djuna Bernard prend la présidence.)

Dës nei Strategie steet ënnert dem Leitmotiv „Mënschen, Regiounen an Ekonomie: de wäertorientéierten Tourismus als aktiven Dreiwer fir méi Liewens- an Openthaltsqualitéit". An esou wéi aus deem Strategiedokument erauszeliesen ass, setzt dës Strategie op véier Pilieren: Dat wär eng Kéier den Amenagement vun der existenter Offer an d'Adaptatioun un déi aktuell Besoinen, dann d'Verstäerkung vun der Resilienz vun de Betriber, dann och d'Prise en compte vun den ekonomeschen, ekologeschen, sozialen oder kulturellen Dimensiounen a véierte Punkt wär d'Digitaliséierung.

An ech stinn do – an dat hat ech och schonn d'lescht Joer an der Interpellatioun gesot – voll a ganz hannert dëser Ausriichtung. Ech hu mech awer dunn effektiv gefrot, ob esou e Plan quinquennal net effektiv och e gudden Outil wier, fir dat eeben an der Praxis ëmgesat ze kréien, wat eng Tourismusstrategie sech jo am Endeffekt och als Zil gëtt, well een déi Investissementer, déi um Terrain getätegt ginn, eeben och e bësse steiere kann do dermadder.

A fir do nach e Schratt méi wäit ze goen, wéilt ech dann un déi Iwwerleeung och eng Fro drunhänken, déi ech effektiv och schonn eng Zäitchen am Hannerkapp hunn, nämlech ob et net méiglech wier, driwwer nozedenken, déi Aiden dann och un Nohaltegkeetskrittären ze koppelen; d'Nohaltegkeet, déi jo och e Begrëff ass, deen an där Strategie ëmmer erëm ervirgehuewe gëtt.

Dann hätt ech vläicht nach eng kleng Fro éischter praktescher Natur. Ech weess net, ob se sech jeemools an där Form kann oder wäert stellen, mee vu dass beim leschte Plan quinquennal net dee ganze Pott opgebraucht ginn ass an elo nach eng Kéier eropgesat ginn ass, do schéngt de Risiko jo net enorm grouss ze sinn, dass ee méi Projete géif erakréie wéi Budget am Endeffekt do ass. Mee wéi géif dat sech an der Praxis duerstellen, wann all d'Suen opgebraucht wieren an dann nach Projeten erakéimen? Gëtt et do Krittäre fir d'Eligibilitéit? Wie géif finalement tranchéieren? Oder leeft dat dann einfach nom Prinzipp „first come, first served"?

Fir ofzeschléisse wéilt ech awer nach eng Kéier der Regierung an Iech, Här Minister, Merci soen, dass Der dem Tourismus wierklech dee Stellewäert gitt, deen e verdéngt huet. Mir mussen an den Tourismussecteur investéieren, dat ass ganz, ganz kloer. An eist Land, an eis Regioune gëtt investéiert, an ech si wierklech frou, dass den Tourismus, als eng Aarbecht, an där ech och emol eng Zäitche geschafft hunn, net vergiess gëtt.

Grad an Zäiten no enger Coronapandemie, elo och mat der Energiekris an der Präisdeierecht, musse mer eis Destinatioun wierklech kompetitiv an attraktiv halen, an Investitiounen an d'Qualitéit vun eiser touristescher Offer sinn do primordial. An net zulescht: Vun den Investitiounen, déi mer haut an eis touristesch Offer investéieren, ziert eist Land och nach déi nächst 10, 20, vläicht souguer 30 Joer. An et ass natierlech elo un den Acteuren um Terrain, esou vill wéi méiglech Projeten eranzereechen. Wéi gesot, et ass e Pott do mat ville Milliounen Euro. Un dee kann ee roueg goen, net dass et geet wéi déi Jore virdrun, wou herno nach ganz vill Gelder iwwregbliwwe sinn. An de Projet vun der Hängebréck ass jo och schonn ugeschwat ginn. Falls deen dann effektiv realisabel wier, ech mengen, dann hätte mer do e Projet, dee schonn e klengen Impakt op dee Budget hätt.

An deem Sënn soen ech Iech nach eng Kéier Merci fir d'Nolauschteren a ginn och den Accord vun der grénger Fraktioun.

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Djuna Bernard, Présidente de séance | Merci, Madamm Empain. An den nächsten agedroene Riedner ass den Här Roy Reding. Här Reding, Dir hutt d'Wuert.

M. Roy Reding (ADR) | Merci, Madamm Presidentin. Ech wäert mech extreem kuerz halen. Ech ginn der Madamm Recht, wa se eisem Tourismusminister Merci seet, datt e sech fir den Tourismus asetzt. Als een, dee selwer Acteur ass an där Branche, appreciéiere mer dat natierlech ganz vill. Den Tourismus ass fir Lëtzebuerg extreem, extreem wichteg, an net nëmmen den Tourismus vun Auslänner, déi an d'Land kommen, mee och de Bannelandtourismus soll een net ënnerschätzen. Ëmmer méi Leit maache gären oft a laang Vakanz hei am Land.

Dir erlaabt mer, dass ech als en iwwerzeegte Liberale soen, datt aleng den Titel vun dësem Gesetz mer scho Schudderen iwwert d'Haut goe léisst. Mir brauche keng „Fünfjahresplanung". Dat sinn Terminologien aus enger vergaangener Zäit, dat ass Ostblockdenken, dat brauche mer net! Wat mer brauchen, sinn Initiativen, déi intelligent vum Staat ënnerstëtzt ginn, ob se da vun ëffentlecher Säit oder vu privater Säit kommen.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!

M. Roy Reding (ADR) | A wann Der sot, de Leitmotiv ass „Mënschen, Regiounen an Ekonomie: de wäertorientéierten Tourismus als aktiven Dreiwer fir méi Liewens- an Openthaltsqualitéit", dann ënnerschreiwe mer dat alleguerten. Mee, wéi gesot, mir brauche keng „Fünfjahresplanung", mir brauchen eng konkreet Ënnerstëtzung, och vu privaten Initiativen an deem dote Beräich. Nichtsdestotrotz wäerte mer als ADR dee Projet hei matstëmmen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!

Mme Djuna Bernard, Présidente de séance | Merci, Här Reding. An dann ass déi nächst agedroe Riednerin déi honorabel Madamm Nathalie Oberweis. Madamm Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Merci, Madamm Presidentin. Jo, mat deem heite Projet de loi stëmme mer dann haut d'Enveloppe fir d'Finanzéierung vun der Tourismusinfrastruktur fir déi nächst fënnef Joer. Dëse Finanzement, deen et jo scho säit de 70er-Jore gëtt, ass do, fir de Gemengen an de Syndikater ze hëllefen, hir Infrastrukturen am touristesche Beräich ze moderniséieren an ze amenagéieren. Fir dëse Fënnefjoresplang sinn dann am ganze 70 Millioune virgesinn. D'Gesetz preziséiert och déi administrativ Modalitéite fir d'Subsiden, wat fir méi Kloerheet misst suergen.

Mir als Lénk ënnerstëtzen dat a wäerten dëse Projet natierlech och matstëmmen. Mir hu jo – an dat muss een och soen – e grousst Potenzial, virun allem fir Erlebnistourismus oder och nach nohaltegen Tourismus oder och nach Tourismus respektiv Eskapaden op der Sich no eppes, wat ëmmer méi rar gëtt: Rou. Ech denken un de Mëllerdall oder nach d'Éislek, mee och de Süden an de Weste vum Land, ech denken och un Hoteller a Bamhaiser – dat gëtt et jo och schonn hei zu Lëtzebuerg –, Spadséiere mat Ieselen oder mat aneren Déieren, Kajak op der Sauer – dat gëtt et jo och schonns –, Reitausflich oder Reitvakanzen an esou weider. Dat sinn alles Iddien, déi et zum Deel scho gëtt, mee déi een awer och nach ka weider ausbauen an entwéckelen, och fir déi lokal Ekonomien dann, fir dass et e weidere positiven Impakt op déi lokal Ekonomië gëtt, an dat och zum Beispill mat Zëmmeren, Gîten a Brasserien a verschiddenen Uertschaften.

Dat gëtt et alles schonn zum Deel. Ech mengen awer, dass do Potenzial ass, fir dat nach weider auszebauen. Et gëtt jo och zum Beispill déi Trails am Mëllerdall an am Éislek, wou een och scho kann iwwernuechten. Esou Circuite kéint een och nach weider ausbauen an do muss dann natierlech och eng gutt Ubannung un den ëffentlechen Transport ugeduecht sinn. Do muss een also dann alles zesummendenken.

Et ass natierlech richteg a wichteg, déi lokal touristesch Initiativen ze ënnerstëtzen. Dat kënnt jo net nëmmen de jeeweilege Gemengen zegutt, mee dem ganze Land. Déi Infrastrukturen, déi domadder finanzéiert ginn, si jo an der Reegel net just vun Interessi fir auslännesch Visiteuren, mee, wéi och schonn hei gesot gouf virdrun, och fir déi eege Bevëlkerung. Zemools wann ee Kanner huet, ass ee frou, wann een de Weekend en Ausfluch ka maachen a flott Saachen am Land kann entdecken. Se verbesseren och d'Liewensqualitéit ganz allgemeng, souwuel fir d'Visiteure wéi natierlech fir d'Residenten.

Wat een awer muss feststellen, ass, dass an deem Gesetzestext nëmmen allgemeng inhaltlech Krittäre festgemach ginn. Am Exposé gëtt zum Beispill drop higewisen, datt ee wëll déi ekologesch Dimensioun stäerken, mee am Gesetzestext fënnt een awer keng Referenz dodrobber. En gros kann een eng Demande erareechen, soubal e Projet en touristeschen Interessi huet. Dat ass eiser Meenung no immens breet gefaasst, soudass jidderee seng Projete kann duerchkréien an d'Administratioun kee brauch virun de Kapp ze stoussen.

Dat muss net onbedéngt schlecht sinn. D'Gemenge wësse jo selwer am beschten, wéi se hiert touristescht Potenzial kënne valoriséieren. Mee et schéngt mer awer och evident ze sinn, dass et schwéier ass mat där Approche, eng kohärent national Strategie ze verfollegen, déi probéiert, deem Ganzen eng gemeinsam Stoussrichtung ze ginn. Et ass deen Ament éischter en dezentralen Usaz, bei deem d'Resultat d'Zomm vun deenen eenzelne lokalen Initiativen ass, an dat gesi mer als eventuell Limitt, virun allem wann een un d'Stéchwuert „Nohaltegkeet" denkt. Mee, wéi gesot, mir wäerten dëse Gesetzesprojet natierlech matstëmmen.

Villmools merci.

Mme Djuna Bernard, Présidente de séance | Merci, Madamm Oberweis. An den nächsten agedroene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Madamm Presidentin. Merci dem Carole Hartmann fir dee gudde schrëftlechen a mëndleche Rapport. Ech kéint elo nach e Best-of vu menge Rieden iwwert den Tourismus aus de leschte fënnef Joer bréngen, mee ech

erspueren Iech dat. Mir kucke jo elo op déi nächst fënnef Joer viraus.

Ech wollt awer op ee Punkt agoen. Dat ass och deen, deen ech an der Kommissioun ugeschwat hunn a wou Der och bereet waart, dat am Text ze verbesseren. Do stoung nämlech am Ufank mat de Jugendherbergen, dass just de Kriterium wär, dass ee moderat Präisser misst ubidden an eng Memberskaart. Da wären awer och vill kommerziell Zwecker méiglech gewiescht, well „modéré" ass e ganze Lastik gewiescht. An ech wollt awer do der Kommissioun an der Madamm Presidentin och Merci soen, dass dat nach eng Kéier nogebessert ginn ass an dass een elo muss bei der Youth Hostel Association unerkannt sinn, soudass mer och sécher sinn, dass et net kommerziell Jugendherberge sinn, déi duerch dës Hëllefen Ënnerstëtzung fannen.

Mir wäerten och d'Zoustëmmung zu dësem Projet ginn. Merci.

Mme Djuna Bernard, Présidente de séance | Merci, Här Goergen.

An dann huet d'Regierung elo d'Wuert, den Tourismiminister Lex Delles ass ënnerwee bei d'Riednerpult. Här Delles, Dir hutt d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. Lex Delles, Ministre du Tourisme | Merci villmools, Madamm Presidentin. Loosst mech fir unzefänken der Madamm Rapportrice villmools Merci soe fir hiren exzellente Rapport, dee se gemaach huet. Dofir brauch ech net méi op all Detail anzegoen.

Ech wëll just direkt fir unzefänken dem Här Hengel seng Ried komplettéieren, déi en 1973 ugefaangen huet beim Här Mart, dunn eriwwergaangen ass bei Boden, Boden, Boden, Boden, Boden, Boden, fir dann awer weiderzefuere mam Plan quinquennal, deen deposéiert ginn ass vun der Madamm Hetto, déi och bei Iech war, an duerno, hei och bei eis, d'Madamm Closener. Dat ass dee leschte Plan quinquennal, deen deposéiert ginn ass.

Ech sinn awer och ganz frou, dass een hei bei all de Riedner héieren huet, dass et eng Unanimitéit gëtt, fir dëse Projet kënnen ze stëmmen, well et ganz wichtege Projet ass, well all Euro, deen an den Tourismus investéiert gëtt, ass en Euro, deen der Liewensqualitéit vun den Awunner aus der jeeweileger Gemeng, Regioun an aus dem Land zeguttkënnt. All Euro, deen also investéiert gëtt, iwwert de Plan quinquennal matgestäipt gëtt, wou nach aner Trägeren, sief et ASBLen, ORTen, Gemengen oder anerer, sech engagéieren, fir Investissementer ze maachen, kënnt eis alleguerten zegutt.

Ech mengen, et ass virdrun ugeschwat ginn: Iwwert de leschte Plan quinquennal, deen eng 60 Millioune virgesinn hat, sinn net eng ronn 43 Milliounen, mee 51 Milliounen ausgi ginn, also 51 Milliounen, déi iwwert de Plan quinquennal ausgi gi sinn. Do ass de Gros dovunner u Gemengen a Syndikater gaangen. Op där anerer Säit sinn nach 9 Milliounen iwwreg, déi reportéiert sinn op den eelefte Plan quinquennal. Dat heescht, et si 70 Millioune plus dann nach eng Kéier déi 9, déi vum leschte Plan quinquennal iwwreg sinn.

Ech wëll direkt virop drop agoen, wat geschitt, wann net genuch Suen do sinn. Majo, ech wënsche mer et, dass net genuch Suen do sinn, well da kënnt, Här Hengel, deen nächsten – oder awer vläicht deen nämmlechten, dat wäerte mer da gesinn – Tourismusminister hei an d'Chamber an e freet eng Rallonge fir de Budget un a kann da mat engem neie Gesetz dat doten dann nach eng Kéier méi derbäisetzen. Ech mengen, wann hei Unanimitéit ass fir dëse Projet, ass et mer och net baang, fir dann deem heiten nach eng Kéier Suen dropzesetzen.

Wat sinn déi gréisst Projeten, déi an deem leschte Plan quinquennal ëmgesat gi sinn? Op där enger Säit natierlech Bureau-d'accueillen, wat ganz wichteg ass, fir dass mer de richtegen Accueil kënne maache vun den Touristen, wa se dohinnerkommen. Natierlech Fräizäitinfrastrukturen, déi en place gesat gi sinn, sief et Parken, Spillplazen, natierlech awer och de Märchepark zu Beetebuerg, deen – ech hunn et extra gesot fir Iech, Madamm Lorsché, a fir den Här Graas – natierlech och heivunner betraff ass. An dofir war et och wichteg, dass mer an deem neie Plan quinquennal Fondatioune materageholl hunn, déi bis elo net eligibel waren, an Naturparken.

An dann äntweren ech och direkt op d'Fro, déi gestallt ginn ass: Wéi gëtt gekuckt, ob opgedeelt gëtt tëschent Regiounen an dem urbane Raum?

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

Majo eeben andeem mer hei d'Naturparke materanhuelen, garantéiere mer nach eng Kéier, dass mer méi breet och an de ländleche Raum kommen. Mee konkreet um Terrain huet sech d'Fro net gestallt, dass et onfair opgedeelt wier tëschent deene verschiddene Regioune respektiv dem urbane Raum, wann ech méi urban Plazen huele wéi Esch zum Beispill oder natierlech d'Stad Lëtzebuerg. Do mierke mer, dass vun iwwerall Demandë kommen. An ech kommen duerno nach eng Kéier drop ze schwätzen, wéi eng Projete fir deen neie proposéiert gi sinn.

Natierlech sinn awer och Muséeë matfinanzéiert ginn iwwert dee leschte Plan quinquennal, an e wichtegen Deel, d'Digitaliséierung vun deene verschiddenen Acteuren, fir ze kucken, dass ech kann eng Onlineoffer maachen, fir Tickete kënnen ze kafen, dass meng Expositioun digital ass, dass ech e Marketing ka maachen, deen digital ass, alleguer déi Saachen, wou mer gekuckt hunn, fir déi och kënnen iwwert de Plan quinquennal matzefinanzéieren, fir eeben den néidege Schrëtt ze goen, fir dass den Tourist vun haut och dat fënnt, wat e sicht, an – et ass esou, wéi et an der Strategie steet – net nëmme seng Erwaardungen erfëllt ginn, mee seng Erwaardungen och iwwertraff ginn.

Natierlech war awer och ee ganz wichtegen Deel den Hebergement. Wa mer kucken am Süden um Minettetrail: D'Kabaisercher sinn alleguerte mat 50 % matsubventionéiert ginn iwwert de Plan quinquennal.

Aner Projeten: Et ass virdru geschwat gi vum ëffentlechen Transport, fir Ubannungen ze maachen un den ëffentlechen Transport. Ma eebe grad Vëlosweeër sinn e ganz wichtegen Deel, deen och iwwert de Plan quinquennal matfinanzéiert gëtt. Mir hu jo Piste-cyclablen, den nationale Reseau. Dat ass den Transportministère, awer d'Ubannung aus engem Duerfkär, d'Ubannung vun enger touristescher Infrastruktur un eng Piste cyclable nationale, déi leeft och iwwert de Plan quinquennal, fir déi doriwwer kënnen ze bezuelen. An dat ass e ganz wichtege Volet, dee mer och am Plan quinquennal hunn.

An dann ass e Volet d'Accessibilitéit, also „Design for all", déi och iwwert de Plan quinquennal finanzéiert gëtt.

Dat sinn esou déi Haaptsujeten, déi mer finanzéieren, fir eebe grad kënnen den Touristen dat unzebidden, wat mer och an der Strategie virgesinn hunn. An ech kommen nach eng Kéier dorobber ze schwätzen.

Natierlech, mat deem neie Projet gesi mer déi verschidden Adaptatiounen, déi sinn ugeschwat ginn. Ee wichtegen Deel, deen direkt opgefall ass, ass, dass mer virdrun e Règlement grand-ducal haten, wou generell Approchë ware fir ze soen: „Mee dat doten an dat dote finanzéiere mer mat."

Ee gutt Beispill, dat ech selwer ganz gutt kennen: En Erlebnisbad am Osten, dat stoung, ech mengen, säit sechs Plan-quinquennalle schonn am Règlement grand-ducal, fir dat dann och kënnen en place ze setzen. Dat Erlebnisbad war initialement am Mëllerdall virgesinn. Ech mengen, dat war an den 80er-, 90er-Jore virgesinn, fir am Mëllerdall eng zousätzlech Offer kënnen ze maachen. Et ass awer ni realiséiert ginn an et ass ëmmer erëm iwwert Règlement grand-ducal matgeschleeft ginn, bis dunn eng aner Gemeng aus dem Osten – Munneref, fir se net ze nennen – gesot huet: „Ma wa se schonn drop steet, da melle mer eis a mir huelen eis dann do déi méi héich Subventiounen, déi mer kënne kréien."

Dat heescht, mir hunn ëmmer erëm e Règlement grand-ducal geholl, wou mer gesot hunn: „Hei, dat doten an dat doten an dat dote wënsche mer eis", d'Sue ware blockéiert, mee se sinn awer net wierklech realiséiert ginn. An dofir hu mer dee ganze Changement gemaach, wou mer gesot hunn: Mir maachen elo ganz objektiv Krittären. Et muss éischtens gesot ginn, wat iwwerhaapt d'Plus-value touristique vun deem Projet ass, woufir ech e Subsid wëll. Zweetens ass et e Projet, deen ech och muss kënne realiséieren. A wann dee Projet iwwer 2 Milliounen Euro kascht – net Aide, mee iwwer 2 Milliounen ass –, da muss en an de Règlement grand-ducal, fir dass dann och de Projet kann arrêtéiert ginn. Do si mer vill méi neutral an de Krittären a vill méi kloer a prezis bei deem, wat mer soen.

En zweete wichtege Changement, dee mer hei gemaach hunn, ass, dass e Projet, deen eng Kéier ugefrot ginn ass, eng Validitéit huet vun engem Joer. Dat heescht, mir huelen en Engagement um Budget wärend engem Joer. Wann de Projet wärend deem Joer net realiséiert ginn ass, net ugefaange ginn ass, da kann ech nach eng Kéier soen: „Hei, en ass net ugefaange ginn, well, well, well ... Ech wëll nach eng Kéier fir e Joer verlängeren." Dat heescht, zwee Joer huet een dann Zäit, a wann et dann nach ëmmer net ugefaangen ass, da muss een nach eng Kéier vu vir ufänken an nach eng Kéier eng nei Demande maachen, well jo da Problemer si mat deene Projeten.

Ech kann Iech just soen, dass mer virun een, zwee Joer nach Projeten um Plan quinquennal pechen haten, déi aus den 80er-, 90er-Jore waren, bei deene mer du gekuckt hunn, se ze clôturéieren, fir einfach ze soen: „Majo, hei, Gemeng, ech mengen, dat, wat Der deemools virhat, dat wëllt Der net méi maachen. Kommt, maacht eis e Bréif, wou Der sot: ‚Mir wëllen et net méi, Dir kënnt d'Engagement annuléieren', an da kënne mir déi Suen och deblockéieren aus dem Plan quinquennal!"

Well et muss een et hei an der Chamber natierlech transparenzhalber soen: De Plan quinquennal ass deelweis iwwerengagéiert ginn, well mer woussten, dass Projeten 10, 15 Joer méi al waren an nach ëmmer net realiséiert gi sinn.

Dee Problem hu mer heimat geléist, well mer ganz kloer hei wëssen, dass e Projet muss bannent zwee Joer ugefaange sinn. Wann en dat net ass, da muss en nach eng Kéier ganz nei ugefrot ginn, da musse mer kucken, firwat de Projet dann déi Retarde kritt huet.

En drëtte wichtege Volet ass, dass mer hei iwwert de Plan quinquennal eng Correspondance terme à terme gemaach hunn zu de Classes moyennes, an zwar zu der Loi-cadre vun 2018 fir d'Aide à l'investissement fir d'Betriber. Bis elo war et esou, dass Der, wann Der eng ASBL waart an Dir hutt e Camping

exploitéiert oder Dir hutt e Gîte exploitéiert, da konnt 50 % Aidë kréien. Wann Der awer eng SARL waart, da konnt Der just 20 % Aidë kréien. An dofir hu mer hei gekuckt, eebe grad do déi Egalitéit ze maachen, dass et fir een ass wéi fir deen aneren. Dat heescht, wann ech investéieren, da kréien ech dat, wat fir eng SARL méiglech ass, och wann ech eng ASBL sinn, a wann ech eng ASBL sinn, kann ech och déi nämmlecht Aidë kréien, wéi wann ech eng SARL sinn. Dat heescht, dass mer do déi Correspondance hunn.

Natierlech hu mer awer do am Hebergement eng Ausnam gemaach fir d'Jugendherbergen an dat, wat den Här Goergen gesot huet, ass richteg. Mir haten do déi Diskussioun, fir nach eng Kéier déi Prezisioun mat an den Text afléissen ze loossen, fir d'Jugendherbergen déi international Definitioun dranzeschreiwen, fir dass kloer ass, dass ee muss Member si bei der Youth Hostel Association, fir kënne vun enger Aide vu 50 % ze profitéieren.

An eng weider Ausnam ass: Wann een e Gîte mécht, dee ganz speziell ass, wéi zum Beispill d'Kabaisercher, déi mer haten, Logements insolites, e wichtege Projet, well mer do natierlech och am Tourisme rural sinn, fir do ze kucken, eng zousätzlech Offer am Hebergement kënnen ze schafen, kënne mer och do iwwert de Seuil vun deenen 20 % eropgoen. An et bleift awer natierlech ëmmer nach d'Méiglechkeet, wéi dat och bis elo de Fall war, wann een en Intérêt national huet, dann déi 100 % iwwert de Regierungsrot kënnen ze froen. Dat war och bis elo nach ëmmer d'nämmlecht.

Natierlech ass et wichteg, dass mer déi Plus-value touristique dran hunn, well bis elo konnt een einfach eng Demande maachen, soen: „Et ass touristesch", an da krut een eng Aide iwwert de Plan quinquennal. Hei muss een elo kloer erklären, firwat et eng Plus-value touristique ass, wat ech also wëll realiséieren.

An op där anerer Säit gi mer och bei der Durée vun der Exploitatioun vun 10 op 20 Joer erop. Et war esou, dass ee konnt 50 % vun engem Projet bezuelt kréien, wärend zéng Joer Terrain a Gebai exploitéiert huet … an dofir och déi Diskussioun, déi mer an der Kommissioun haten, wou ech der Presidentin nach eng Kéier wëll Merci soe fir deen Debat, dee mer haten. Wann een en Terrain huet an e Gebai drop keeft, kann ee 50 % kréien, mee ech kann et awer no eelef Joer verkafen. Déi Durée hu mer an d'Luucht gesat. Mir sinn do vun 10 op 20 Joer eropgaangen, fir déi Hëllefe kënnen dann ze kréien.

Wéi gesot, all Investitioun, déi mer hei wëlle mat suivéieren, muss déi Plus-value touristique hunn. Mir hunn eng Vereinfachung gemaach vun de Prozeduren, et ass schonn ugeschwat ginn. Et ass gekuckt ginn, dass mer alles digitaliséieren op där enger Säit, dass mer kucken, fir et méi einfach ze maache mat klore Krittären, mat engem klore Formulaire, fir datt jiddweree weess, wat e ka maachen, an dass mer et och iwwert de Guichet kënnen erakréie mat deene verschiddene Kommissiounen, esou wéi se presentéiert gi sinn.

D'Nohaltegkeet ass ugeschwat ginn. Jo, de Krittär vun der Nohaltegkeet ass eng Prioritéit, déi mer hunn, mat all deene Saachen, déi mer souwisou no vir bréngen, sief et de Wandertourismus, sief et de Vélostourismus, sief et awer d'Nohaltegkeet bei de Projete selwer. An dofir ass et och wichteg, dass d'Aidë cumulabel sinn, dat heescht, wann ech eng Aide kréie vum Energieministère zum Beispill, ass se cumulabel mat där heiter Aide an déi eng schléisst déi aner net aus. Dat heescht, wann ech ka fir meng Solarpannoen esou vill Prozent kréien an nach eng Kéier 20 % hei, ma da sinn déi cumulabel, fir kënnen do an der Nohaltegkeet weiderzekommen, an déi eng schléisst déi aner net aus.

Et war nach eng Fro gestallt ginn zu de Prozeduren. Jo, déi si méi kloer a méi einfach gemaach ginn, dat heescht, mir sinn hei an der Simplification administrative.

Et ass eng Fro doriwwer gestallt ginn, wat ass, wann eng Gemeng Difficultés financières huet. Dat ass richteg, an deene leschte Plan-quinquennalle stoung, wann eng Gemeng Difficultés financières huet, ka se méi en héije Subsid kréien. Dat ass elo net méi dran. Ech hunn awer nogekuckt: An deene leschten zéng Joer ass dat ni gezu ginn, Difficultés financières, well et och net definéiert war, wat Difficultés financières vun enger Gemeng sinn. Dat heescht, wann eng Gemeng finanziell Schwieregkeeten huet, e Projet ze stemmen, deen nëmme fir hir Gemeng ass, ka se och net den Intérêt national ufroen.

Et ass elo hei no engem Beispill vun enger Hängebréck gefrot ginn. Do ass och eng Question parlementaire, ech mengen, och vun Iech, Madamm Burton, gestallt ginn zu deem Projet vun der Hängebréck, wou ech gesot hunn, dass dat natierlech net nëmmen e lokale Projet ass, mee och e regionale Projet an dass et ganz interessant ass fir de Wandertourismus zu Lëtzebuerg, dann do en Intérêt national eventuell drop ze maachen.

Ech kann hei natierlech net, ier d'Gesetz a Kraaft ass, iwwer e Reglement schwätzen an eng Diskussioun, déi doropshin ze féieren ass. Mee dat doten ass e ganz gutt Beispill fir déi Fro „Ass de Problem vun de finanzielle Moyene vun enger Gemeng ze léisen iwwert de Plan quinquennal?" Ech mengen net. Et ass an deene leschte Joren och net gezu ginn. Et ass net kloer, an dofir hu mer et och hei erausgeholl, well et aner Méiglechkeete gëtt, fir d'Subsiden esou unzepassen.

Et ass och gefrot ginn – an domat wëll ech och ofschléissen –, wéi eng Projeten erakomm sinn. Mir haten en Appel gemaach, ier mer d'Gesetz deposéiert hunn, fir ze froen: „Hei, wat sinn déi Projeten, déi kënne kommen?" Do gesi mer, dass mer souwuel scho Projete vun der Stad Lëtzebuerg erakrute fir den urbane Raum wéi och Iwwerleeunge vun aneren urbane Gemengen, awer natierlech och vu Bauschelt – do ass och schonn den Interêt ugemellt ginn –, vu Kielen – fir an d'Guttland ze goen, do sinn och Demandë komm –, vu Mäerzeg, vun LFT, natierlech ass och vu Réimech eppes erakomm.

Dat heescht – ech wousst nämlech, dass den Här Hengel géif schwätzen, dofir hunn ech nach séier gekuckt, wat vun der Musel komm ass –, et gesäit een, dass mer do schonn eng Opdeelung hunn, souwuel am Norde wéi am Süde wéi am Weste wéi am Zentrum. Mir hunn op ganz ville Plazen elo schonn Demanden. An ech si mer sécher, dass mer déi Suen hei ganz gutt wäerte verschaffen.

Ech soe jiddwerengem Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och dem Här Minister.

An da géife mer elo iwwert de Gesetzesprojet 8050 ofstëmmen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8050 et dispense du second vote constitutionnel

An d'Ofstëmmung ass elo direkt lancéiert. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. An d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

Unanimitéit: 60 Stëmme fir de Projet.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz (par M. Félix Eischen), Serge Wilmes (par M. Georges Mischo), Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Diane Adehm) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen (par M. Gusty Graas), Gusty Graas, Max Hahn (par M. André Bauler), Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff (par M. Gilles Baum), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana (par M. Yves Cruchten), Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova (par Mme Josée Lorsché), M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti (par Mme Nathalie Oberweis) et Nathalie Oberweis.

Ass d'Chamber d'accord, d'Dispens vum zweete Vott ze froen?

(Assentiment)

Merci, dann ass dat esou decidéiert.

Da si mer um Enn vun eisen Aarbechten ukomm a mer gesinn eis muer um 10.00 Auer fir den Debat erëm. An ech géif eis Ekipp nach bieden, e puer Minutten ze bleiwen, fir eng Rei vu Rendez-vousen – Institutiounskommissioun – festzeleeën.

All déi aner Kolleege sinn elo entlooss an d'Sëtzung ass eriwwer.

(La séance publique est levée à 17.39 heures.)

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique** **p. 68**
M. Fernand Etgen, Président
2. **Débat sur le programme de stabilité et de croissance (PSC) et sur le programme national de réforme (PNR)** **p. 68**
Débat : M. Gilles Roth (interventions de M. Léon Gloden et M. Dan Kersch) | M. Gilles Baum (interventions de M. Gilles Roth) | Mme Francine Closener

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Franz Fayot et Mme Yuriko Backes, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 10.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, Président | Ech maachen d'Sitzung op.

2. Débat sur le programme de stabilité et de croissance (PSC) et sur le programme national de réforme (PNR)

D'Chamber féiert haut de Moien d'Debatt iwwert de Stabilitéits- a Wuesstumsprogramm PSC an iwwert den nationale Reformprogramm, de PNR. D'Riedezäit ass nom Modell 3 festgeluecht an et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Gilles Roth, den Här Gilles Baum, d'Madamm Francine Closener, den Här François Benoy, den Här Fernand Kartheiser, d'Madamm Nathalie Oberweis an den Här Marc Goergen. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Gilles Roth ageschriwwen. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Gilles Roth (CSV) | Här President, Madamm Minister, Dir Dammen an Dir Hären, ech soe fir d'éischt der Finanzministesch, awer och dem Wirtschaftsminister Merci fir d'Presentatioun vun dem nationale Stabilitéitsplang an och vun dem nationale Reformplang. Ech wëll awer och de Beamte Merci soe fir d'Ausschaffung vun deenen Dokumenter. Dat mag vläicht vun deem engen oder aneren, souguer vläicht vun de Beamten als eng méi oder manner akribesch Sisyphusaarbecht ugesi ginn, mee dat ass et awer net. Et ass au contraire e wichtegt Dokument an, ech mengen, besonnesch dat an enger méi ugespaanter geopolitescher Situatioun mat dach awer wirtschaftlechen a finanziellen Auswierkungen op eist Land.

Déi politesch Liesaart vum Stabilitéitspakt an och vun dem Reformplang, déi dierf ënnerschiddlech sinn an, ech mengen, dat muss och e gesonden Debat an enger Demokratie aushalen. Fir d'Regierung schéngt et hei éischter ze heeschen: „Tout est pour le mieux dans le meilleur des mondes ...“ – alles schéngt beschtens.

Als CSV, muss ech soen, gesi mir dat awer méi nuancéiert. Déi Dokumenter, déi eis virgeluecht goufen, déi gesi fir eis keng ugemiesse politesch Äntwert, keng Strategie an och keng Visioun op eng Rei vu fundamentale Froe vir, déi awer fir d'Zukunftsfäegkeet vun eisem Land essentiel sinn. Well – loosse mir et awer richteg soen –: Nach ni war d'Staatsschold am Land esou héich wéi elo. Nach ni war d'Wunnengsnout am Land esou grouss wéi elo. Nach ni war den Aarmutsrisiko am Land esou grouss wéi elo. Nach ni war d'Steierlaascht am Land esou grouss wéi elo an nach ni war d'Schéier tëschent Räich an Aarm am Land esou wäit ausernee wéi elo.

Här President, mir wëllen als CSV e gutt funktionéierende Sozialstaat. Mir beusprochen dat Soziaalt awer net fir eis eleng. Iwwregens, wëll ech och kloer soen, huet keen de Monopol op dat Soziaalt, mee et gehéiert awer zur DNA och vun eiser Partei.

Mir gesinn awer, dass e gutt funktionéierende Sozialstaat nëmme ka mat ugemiessenen ëffentleche Mëttele funktionéieren. An dat heescht fir eis: gesond Staatsfinanzen. Dat heescht: eng Wirtschaft, déi dréit an déi op zolitte Féiss steet. Dat heescht: eng sozial, equilibréiert, fair a gerecht Steierlandschaft. An dat heescht och: en Awierke vum Staat, dass d'Schéier tëschent Räich an Aarm net ausernanerklafft.

Dës Dokumenter, déi eis virgeluecht goufen, beleeën an eisen Aen, dass dës Ziler verpasst goufen an dass se à politique inchangée och net wäerten erreecht ginn. Au contraire, et versicht een eiser Meenung no awer, déi Situatioun schéinzerieden, an dobäi steet d'Land – wann een et richteg kuckt – finanziell awer widdert der Mauer.

De Staat hat nach ni esou héich Budgetsdefiziter wéi elo. A kontinuéierlech Budgetsdefiziter heeschen och ipso facto permanent e Plus u Scholden. An dofir war d'Staatsschold och ni esou héich wéi elo.

A symptomatesch sinn eigentlech d'Tabloen op de Säiten 22 a 24 vun dem Stabilitéitsplang. Den Tablo op der Säit 22, dee weist effektiv, dass mir an de gesamtëffentleche Finanze bis 2020 nach Iwwerschëss haten an duerno geet d'Courbe kontinuéierlech, mee permanent erof.

(M. Gilles Roth montre une documentation.)

An dat selwecht ass och op der Säit hannendrun, nämlech bei der Staatsschold, déi geet vun 2019 u weider permanent an d'Luucht.

(M. Gilles Roth montre une documentation.)

Haut leie mir bei der Staatsschold bei iwwer 26 % vun dem Bruttoinlandsprodukt. An ech verlaangen eigentlech och vun der Finanzministesch, dass si der Chamber an dem Land seet, wéi et mat den Emprunte virugeet.

An zwar an dem Budget ass eng Autorisatioun vun Emprunte fir d'Joren 2023 an 2024 vu 6 Milliarde virgesinn. Am Budget vum Joer 2023 gesäit ee vir, dass kënne 4,6 Milliarden Emprunt – nei Emprunten, well ech soen – budgetiséiert ginn. Wa mir richteg informéiert goufen, da sinn 3 Milliarden Euro am Mäerz dëst Joer gezu ginn. An dofir d'Fro un d'Finanzministesch: Wäerte bis zum Enn vum Joer – ech soen net, bis just virun de Walen, mee bis zum Enn vum Joer – nach weider Emprunten dëst Joer néideg sinn oder net?

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, laut der Finanzministesch konnt d'Resultat beim Staat sech am Joer 2022, also am leschten Exercice, ëm eng hallef Milliard verbesseren, well d'Land, wéi si gesot huet gëschter, besser duerch d'Kris komm wier. Amplaz 1,4 Milliarden Euro Defizit, wéi beim Budget presentéiert, sollen et der nach 800 Millionen Euro sinn. Kuckt een awer den Detail, da gesäit een, dass dës Differenz haaptsächlech duerch net getätegt Investissementer kënnt. Amplaz Investissementer vu 4 % vum Bruttoinlandsprodukt, wéi am Budget 2022 nach uginn, si mir grad emol bei 3,5 % Investissementer par rapport zu dem Bruttoinlandsprodukt.

Gutt duerch d'Kris kommen, schéngt dann ze heeschen, mol manner ze investéieren. A méintelaang kréien awer d'Leit, d'Press, all d'Bierger dobaussen ëmmer gezielt, dass ee Resilienz hätt an dass een historesch héich – ech betounen „historesch héich“ – Investissementer géing fueren.

Beim Budget 2023, do verhält et sech eigentlech änlech. Well kuckt een och hei den Detail, da gesäit een, dass am Budget nach Investissementer vun 3,85 Milliarde virgesi waren. Historesch héich, wichteg an der Kris, Resilienz vun eise Staatsfinanzen ass de Credo. An haut, véier Méint duerno, knapps véier Méint nodeems dass de Budget presentéiert an adoptéiert gouf, sinn an dem Stabilitéitspakt schonns 500 Millionen Euro manner Investissementer virgesinn.

An do muss ech soen, do ginn awer d'Leit, a virun allem d'Deputéiert heibannen, déi iwwert déi Dokumenter sollen ofstëmmen, dach op d'A gedréckt. 500 Millionen Euro manner a grad emol véier Méint, dat ass dach e staarkt Stéck. Eng Verbesserung vun de Staatsfinanzen heescht dann nach just manner Defizit, dee sech beim Staat 2023 op 2,4 Milliarden Euro beleeft, 2024, also d'nächst Joer, 2,5 Milliarden an 2025 nach eng Kéier geschaten 1,9 Milliarden.

Dat ass, Dir Dammen an Dir Hären, bis Enn 2025, dat heescht, an zwee an engem hallwe Joer e Plus vu 7 Milliarden. Ech widderhuelen et nach eng Kéier: 7 Milliarden nei, méi Schold! A wéi heescht dat bei der Finanzministesch? Wéi si gëschter gesot huet: D'Trajectoire weist eng Verbesserung iwwert d'Joren op. D'Verschlechterung 2024 ännert näischt um positiven Trend. D'Zuelen ënnersträichen déi nohalteg a responsabel Ausriichtung vun eiser Finanzpolitick. D'Zuele vum Stabilitéitspakt weisen, dass d'Lëtzebuerger Ekonomie an eis Staatsfinanze resilient sinn. Dont acte.

(Interruption par M. Léon Gloden)

Ma dach, Här Gloden, sou d'Finanzministesch nach gëschter hei an dësem Haus.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et gëtt ëmmer als Haaptcredo vun dëser Regierung ugefouert, schonn iwwer zéng Joer: „Mir maache mat manner méi!“ D'Resultat am Konkreeten: D'Leit bezuelen ëmmer méi Steieren an d'Staatsfinanze ginn ëmmer méi d'Baach erof.

(Interruption)

E strukturelle Problem ass dat. Steiererhéijungen, manner Investissementer an nach wie vor Milliarden Euro Defiziter. An och mat där schéinster Prosa, Dir Dammen an Dir Hären, an dem Stabilitéitsprogramm, kritt een déi plakeg Zuelen ..., déi kann een net einfach schéirieden. D'Steierlaascht hei am Land war fir d'Bierger nach ni esou héich wéi elo. De Staat bréngt et net emol fäerdeg, finanziell de Steierbarème integral un d'Inflatioun unzepassen. Vun aacht Indextranchen, déi zanter 2017 a bis Enn 2023 wäerten erfall sinn, kréien d'Leit der dann emol gnädeg, gnädeg zwou dëst Joer ugerechent.

Dat heescht, dass eleng dëst Joer de Staat de Steierzueler 720 Millionen Euro, jo ech soen et nach eng Kéier, 720 Millionen Euro virenthält. Well enger Indextranche am Steierbarème net Rechnung droen,

si fir de Staat 120 Milliounen Euro méi Steieren. Bei sechs Indextranchë sinn dat, nach Adam Riese, 720 Milliounen Euro, déi d'Leit méi u Steiere bezuelen. An ech hunn ni eppes héieren, weeder 2013 nach 2018 nach soss enzwousch, dass d'Leit misste méi Steiere bezuelen.

Et ass also falsch, ze soen, eng Upassung vun der Steiertabell ëm eng Indextranche kascht de Staat, ech soen et nach eng Kéier, kascht de Staat 120 Milliounen Euro. Mee nee, d'Leit bezuele ganz einfach 120 Milliounen Euro méi, well een dat net an der Steiertabell upasst!

M. Laurent Mosar (CSV) | Très bien!

M. Giles Roth (CSV) | An et ass jo awer, loosse mir ganz éierlech soen, keng räsonabel Approche, fir ze soen, dass den Index op der enger Säit de Leit géing déi feelend Kafkraaft ausgläichen, a grad de Staat, deen hëlt de Leit dat, wat se sollen op der enger Säit kréien, op der anerer Säit aus der Täsch. Dat ass eppes, wat fir eis net akzeptabel ass.

M. Laurent Mosar (CSV) | Très bien!

M. Gilles Roth (CSV) | An zu wat dat féiert, mee dat hutt Dir – an Dir sidd jo Volleksvertrieder –, mengen ech, vu ganz ville Leit bei de Paien a bei de Pensiounen, déi fir den Abrëll ausbezuelt goufen, matkritt. Well d'Leit hu gesinn, wat si brutto mat der Indextranche op der Pai an op der Pensioun bäikritt hunn, mee si hunn och gesinn, wat ënnen um Ziedel respektiv meeschtens op hirem Postscheck, wat do netto méi ukomm ass.

An et ass besonnesch d'Mëttelschicht, Dir Dammen an Dir Hären, déi dobäi dee gréissten Deel vun der Steierlaascht dréit. Well vill Leit kréien och dowéinst d'Enner um Enn vum Mount net méi zesummen. An dat si besonnesch Elengerzéier a Leit mat nidderegem Akommes, well och déi hu mëttlerweil realiséiert – an dat ass eng große schweigende Mehrheit –, dass si vun deem, wat si bäikréien, och mëttlerweil iwwer 42 % dovunner mussen un de Staat u Steieren ofbezuelen.

Une voix | Très bien!

M. Gilles Roth (CSV) | Well ..., well eis ...

(Interruption)

Jo, jo. Well an eiser Steiertabell, do bezilt een, wann ee 46.000 Euro versteierbaart, ech soe versteierbaart, Joresakommes huet – an domat leeft een hei zu Lëtzebuerg net ganz wäit –, bezilt een och ewell e Spëtzesteiersaz fir all 100 Euro, déi ee méi kritt, vun 42 %. Dat ass inakzeptabel an dat ass eng Steierlaascht, déi fir de ganz grousse Gros vun de Leit zu Lëtzebuerg ze héich ass.

Duerch d'Ewechfale vun dem Steierkreditt, Dir Dammen an Dir Hären, deen d'Leit dann tëschent Juli 2022 an Abrëll 2023 als Ausgläich fir d'Netausbezuele vun enger Indextranche kritt hunn ..., deen ass natierlech ewechgefall, an dat huet derzou gefouert – an ech mengen, do sidd Dir vu ganz ville Leit ugesprach ginn –, dass si am Abrëll eigentlech an der Nettopensioun oder an der Nettopai zum Deel manner haten, wéi si dat am Mäerz an déi Méint virdrun haten. An d'Leit hunn och mat deene 720 Milliounen Euro, déi si méi Steiere bezuelen, well d'Steiertabell net integral un d'Inflatioun ugepasst gouf, eigentlech schonn alleguerten déi Hëllefen, déi mer do virgestallt kréie vun de Solidaritéitspäck 1.0, 2.0, 3.0, och schonn zum groussen Deel mat virfinanzéiert.

An ech muss ganz éierlech soen, Madamm Minister, mat allem Respekt, deen ech wierklech hu virun Iech, hunn ech et awer e bësse skurrill fonnt, dass an Dokumenter, déi Dir der Chamber gëschter presentéiert hutt – Dir kënnt dat och kucken an deenen Tabloen –, dass do steet, d'Upassung vun der Steiertabell 2024 – an dat ass nëmmen e klengen Deel –, dat wier, ech liesen et richteg, eng „Mesure de soutien", eng Mesure de soutien an dem PSC. Dat heescht, dat, wat d'Leit eigentlech souwisou zegutt hunn, wat eng Ofso ass un déi sougenannt „kal Progressioun", wat eng Ofso ass a wat an anere Länner, zum Beispill Däitschland, souguer verfassungsrechtlech oder gesetzlech verankert ass, nämlech dass déi kal Progressioun muss ausgeglach ginn, dat gëtt zu Lëtzebuerg als Mesure de soutien, also op gutt Lëtzebuergesch als „ënnerstëtzend Moossnam" dohinnergestallt. Gutt verkaaft Politick! Oder op gutt Lëtzebuergesch gesot: D'Leit bezuelen eigentlech hir eegen Hëllefsmoossname schonns am Viraus.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ee verpasst Zil ass och de Kampf géint d'Aarmut gradwéi eng net ugepasste Gesondheetspolitick. Aus dem Dokument vun dem nationale Reformplang, do geet ervir – an dat ass erschreckend, ech soen: Dat ass erschreckend –, dass mëttlerweil 21,1 % vun de Leit – jo, Dir hutt dat gutt héieren –, méi wéi een op fënnef zu Lëtzebuerg, ënnert der Aarmutsgrenz liewen. Esouguer bei deene Leit, déi schaffe ginn, do liewen 13,5 % vun de Leit ënnert der Aarmutsgrenz. Dat heescht, bal een op siwen, dee schaffe geet, dee lieft zu Lëtzebuerg, an deem räiche Lëtzebuerg ënnert der Aarmutsgrenz.

Ech muss soen, dat ass fir eis als Chrëschtlech-Sozial Vollekspartei einfach inakzeptabel. Well fir eis zielt nach ëmmer d'Maximm: Schaffe muss sech lounen! A mir sinn op deene Punkten do och wäit als Lëtzebuerg iwwert der europäescher Moyenne. Also mir sinn net Toppscorer, mee mir leien iwwert der europäescher Moyenne.

A bei den Elengerzéienden ass et nach méi eng grouss Katastroph, well do sinn iwwer 40 % vun den Elengerzéier, déi iwwert der Aarmuts... oder ënnert der Aarmutsgrenz liewen. An dat huet virun allem domat ze dinn – loosst mech dat awer nach eng Kéier soen –, dass et och net akzeptabel ass, dass een d'Leit eigentlech hannert d'Liicht gefouert huet mat eppes, wat souwisou ni ze realiséiere war, nämlech d'Steierklass 2 fir jiddwereen. A wat ass geschitt? Guer a glat näischt! Mol net eng Tariffupassung vun der Steierklass 1a.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Gilles Roth (CSV) | Am Gesondheetsberäich, Dir Dammen an Dir Hären, ass et och net akzeptabel an engem moderne Land, dass d'Leit endlos an der Waardeschlaang sëtzen, fir an der Urgence bäizekommen, an dat queesch duerch d'Land. Et ass och net akzeptabel an engem moderne Land, dass d'Leit Wochen, jo alt Méint musse waarden, fir e Rendez-vous an engem IRM ze kréien, wa si net eng Privatversécherung hunn, wou si an dräi Deeg zu Tréier bäikommen, fir eng Mammografie ze kréien oder iwwerhaapt e Rendez-vous bei engem Spezialist ze kréien, mat allen Ängschten, déi net zu Onrecht bei deene Leit do mat hirer Gesondheet verbonne sinn.

Et ass och net akzeptabel, Dir Dammen an Dir Hären, dass an engem moderne Land d'Qualitéit vun der medezinnescher Versuergung regional sou grouss Ënnerscheeder opweist a besonnesch de ländleche Raum dobäi defavoriséiert ass.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Gilles Roth (CSV) | Jo, Dir Dammen an Dir Hären, an enger ...

M. Léon Gloden (CSV) | De Staatsrot huet dat och ëmmer gesot.

M. Gilles Roth (CSV) | De Staatsrot huet eigentlech der rouder Gesondheetspolitick d'Rout Kaart gewisen, Här Gloden.

Plusieurs voix | Très bien!

(Interruption)

M. Gilles Roth (CSV) | Jo, an enger moderner Gesondheetspolitick muss ee sech, och, mengen ech, an engem moderne Land, un d'Erausfuerderunge vun der Zäit upassen an heiansdo d'Pied, jo, festgetrëppelt, ideologesch Pied verloossen, fir méi zilfürend am Intressi vum Patient ze handelen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, e verpasst Zil och um Niveau vun dem Logement. Nach ni war d'Wunnengsnout zu Lëtzebuerg esou grouss wéi elo. Et ginn net nëmmen net genuch Wunnenge gebaut, mee virun allem kréien d'Leit keen Daach méi iwwert dem Kapp finanzéiert. Déi steigend Zënsen, besonnesch an der leschter Zäit – an dat kritt Dir och mat dobaussen –, droen dohier besonnesch bei jonke Leit, déi nach grouss Encoursë vu Prêten hunn, hiert dozou bäi, well mëttlerweil kréien och scho Leit aus dem ëffentlechen Déngscht, déi zu zwee schaffe ginn, net méi bei Lëtzebuerger Banken – wat ech och en Hon fannen – geléint.

D'Logementspolitick ass deenen Erausfuerderunge vun dëser Zäit jiddwerfalls net gewuess. Si steet och, d'Logementspolitick, op enger ideologescher Brems. Et kann een net engersäits méi Bauland fuerderen an anerersäits de Gemengen e maximale Versiegelungsfacteur opbrummen. Dat geet net an d'Resultat, dat hutt Dir gesinn, erschreckend: D'Leit campéieren op der Sich no enger Wunneng virun der SNHBM.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Gilles Roth (CSV) | Vun deene versprachenen 10.000 Wunnengen, déi de Staat sollt bauen, gëtt just e Brochdeel realiséiert. 10.000 Wunnengen Enn 2014 vun der Madamm Nagel, die Frau mit Tatkraft, bis 2025 versprach. 2.500 dovunner si grad emol vun der SNHBM a vun dem Fonds du logement gebaut. Resultat: 5.000 Leit waarde beim Fonds du logement op eng Wunneng, 10.000 sollen et der sinn, laut hirem Direkter, déi op der Waardeléscht bei der SNHBM stinn. De Bilan, Dir Dammen an Dir Hären, dee gëtt och net besser. An et deet mir leed, dass den Här Kox net hei ass duerch eng x-ten Aweiung vu „Wunne mat der Wooltz".

D'Madamm Hansen kritt all Woch hei Invitatiounen, „Wunne mat der Wooltz" an ech weess net Gott wou. NeiSchmelz zu Diddeleng, Elmen. Jo, ech kann Iech och d'Experienz soe vun engem Logementsplang, virgesi bei mir an der Gemeng. Wëltgebond zu Mamer, steet iwweregens och grouss an dem nationale Reformpak. Lauschtert do mol gutt no. Do ass de PAP, also den Deel-Parcelléierungsplang, ganz schnell duerch de Gemengerot – unanime, well jiddwereen dat wollt – duerchgaangen. Dat war 2017 am Januar, noweislech nogekuckt.

Wësst Der, wéini dass den éischte Bagger gerullt ass, just fir Terrassementsaarbechten ze maachen? Fënnef Joer an néng Méint duerno! Fënnef Joer an néng Méint no der Approbatioun vum PAP rullt bei engem staatleche Fong den éischte Bagger!

A soll ech Iech soen, wat de Problem war? Et ass ëm 600.000 Euro gaangen, well et hunn natierlech mussen Uschlosskäschte bezuelt ginn, fir sech un e bestoend Lotissement – d'Madamm Closener kennt dat – unzedocken. An Dir wësst alleguerten, déi Buergermeeschter sinn, dass ee sech dann au prorata un de Käschte muss bedeelegen.

A wat huet de Fonds du logement gesot? „Mir si Fonds du logement a mir bezuelen do näischt." An an deem selwechte Lotissement, wou de Fonds du logement op Wëltgebond sech elo engagéiert, do sinn déi selwecht Promoteuren, grousser vu Lëtzebuerg, déi och an deem fréiere Lotissement selwer aktiv waren. Jo, wa mer esou fueren, da kënne mir de Leit alles virgaukelen, mee Resultater komme konkreet net dobäi eraus.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Gilles Roth (CSV) | Dir Dammen an Dir Hären, de steierleche Kader fir am Logement, deen ass och total kontraproduktiv. Et war e Feeler, fir d'TVA um Bau 2015 an där grousser kopernikanescher Finanzrevolutioun an d'Luucht ze setzen. Besonnesch um Bau, a besonnesch fir déi Leit – well den Här Gramegna huet dat ni zouginn, mee et ass awer esou! –, déi och hir éischt Wunneng zu Eegenzwecker gebaut hunn.

Et war e Feeler, dass een esou laang gewaart huet – eigentlech bis gëschter Mëtteg, wat mer matgestëmmt hunn –, fir de Steierkreditt „Bëllegen Akt" an d'Luucht ze setzen.

Et ass an eisen Aen – ech soen dat kloer an däitlech – de Moment och e Feeler, fir beim Amortissement accéléré net iwwer säi Schiet ze sprangen an deen duerch méi e gënschtegen Taux fir d'Investissementer vu Privatleit erëm eropzesetzen. Mir waren derfir, dass den Amortissement accéléré sollt erofgesat ginn, dass do déi steierlech Avantagen an décken Zäite sollten erofgesat ginn. Mir sinn awer der Meenung, dass dat opgrond vun der aktueller Kris net richteg ass. An dofir muss een och do kënnen iwwer säi Schiet sprangen.

Et war an eisen Aen och e Feeler, dass beim Eropsetze vum Abattement fir d'Scholdzënsen op sengem Eegenheem esou laang gewaart gouf. Bei der Ofsetzbarkeet vun den Iwwerbréckungskreditter … – an Dir wësst, dass ganz vill Leit mussen Iwwerbréckungskreditter maachen, wa si hiert Haus wëlle verkafen, well si en anert kaaft hunn –, déi kënnen net méi steierlech ofgesat ginn. Dat ass e Feeler! Deen ass am Gesetz verankert an dee misst redresséiert ginn. Mir waarden eigentlech drop. An ech hoffen, dass de President vun der Finanzkommissioun, e Freiden dann, eis och déi néideg Zäit léisst, fir dat der Finanzministesch oder der Steierverwaltung ze explizéieren.

Et ass och e Feeler, fir net aktiv e Wunnengsbaupakt ze schléissen tëschent dem Staat, de Gemengen an och de private Promoteuren. Och do muss een an dësen Zäite kënnen iwwer säi Schiet sprangen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et war an eisen Aen och e falscht Signal an dësen Zäiten, fir un d'Bail-à-loyers-Gesetz fummelen ze goen, wat d'Loyersrendementer ubelaangt.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Laurent Mosar (CSV) | Ganz gutt!

M. Gilles Roth (CSV) | Den nationale Reformplang beschreift eigentlech eng Ist-Beschreiwung vu Moossnamen, mee en huet keng Visioun a Strategie fir d'Zukunft.

Une voix | Très bien!

M. Gilles Roth (CSV) | An dobäi ass de Wunnengsbauproblem – oder grad de Wunnengsbauproblem! – déi gréisst Erausfuerderung an dëser Zäit.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, zoutreffend – jo, och dat soll ee soen – fanne mir déi Ënnerstëtzungsmoossname fir d'Privatleit am Energieberäich. Klimabonus Wunnen: Fotovoltaikanlagen, energeetesch Sanéierung vun den Haiser, Wärmepompelen, Pelletheizungen a virun allem d'TVA vun 3 % an deem gesamten Energieberäich fir Privatleit, dat fanne mir eng gutt Saach. Mir droen dat och mat.

Mir sinn der Meenung, dass een d'Leit muss mat an d'Klimaboot huelen an dass een hinne virun allem déi Bäihëllefen, déi hinnen zoustinn, och onbürokratesch muss zoukomme loossen. Mee eppes … An déi Leit, déi praktesch Erfarung hunn, déi wëssen, dass een energeetesch Sanéierung bei ville Leit awer net esou einfach duerchzitt. Well et heescht, och fir d'Leit do Léisungen am Prakteschen ze fannen a se net op der Streck ze loossen.

Well Ëmbauaarbechten, och wann ee se herno zum Deel subsidéiert kritt, dat kann net jidderee sech leeschten. Eng elengsteeënd Fra vun 80 Joer kann et sech net erlaben, fir dat ganzt Haus energeetesch ze sanéieren. D'Masuttsheizung am léifsten erausgeheien, dann eng Wärmepompel dohinner ze setzen, de Buedem erauszegeheien, fir dass een emol eng Buedemheizung kritt … Dräifachverglasung mécht sech och net einfach ëmmer esou, aus statesche Grënn, mee wann een Dräifachverglasung huet, reeft ee vläicht och emol heiansdo Schimmel op.

Also, et muss een och do d'Leit praktesch begleeden. Och dat si Problemer, déi sech um Terrain stellen.

Wat eis awer feelt, dat si klimaneutral Verwaltungen. An do gesi mer awer, dass, Stand d'lescht Joer, knapps 4 % vun de staatleche Gebaier – et sinn der ëmmerhi 1.500 un der Zuel – engergeetesch sanéiert sinn oder Fotovoltaikanlage respektiv Solarthermieanlagen hunn. Dat sinn 59 Gebaier vu 1.500, zumindest op deene leschte Statistiken, déi vun eis konnten agesi ginn.

Och do huet de Staat keng konkreet Strategie. Mir sinn zum Beispill derfir, dass mer dat ënnerstëtzen, wa Betriber ugehale ginn, fir dass se hir grouss Parkinge mat Solarpanelen iwwerdecken an dass se och dofir finanziell Ënnerstëtzung vum Staat kréien.

Bei der Elektromobilitéit fanne mer et richteg, dass esou vill Chargy-Bornen do sinn, mee ob déi duerginn, fir de ganze Fuerpark elektresch ze versuergen, dat stelle mir awer an Zweifel. De grénge Waasserstoff ass och eppes, wat mir wëllen ënnerstëtzen, well een domat och kann eng Pufferfunktioun hunn a virun allem de Stroum stockéieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, nohalteg Staatsfinanzen, e gudde Sozialstaat gëtt et awer net zum Nulltarif. A besonnesch e klengt Land mat enger oppener Ekonomie, wat mir sinn, dat kann och net – och wann dat vun Eenzelne gefuerdert gëtt – ouni Wuesstem auskommen!

Eise Sozialsystem, besonnesch eis Altersversuergung, déi kënnt net ouni Wuesstem aus. An am beschten ënnersträicht dat eigentlech den Iwwerschoss an dem Stabilitéitspakt vun der sougenannter Sécurité sociale oder der Sozialversécherung. Well fir 2023, an d'Ministesch – ech hunn ech zumindest emol de Moien um Radio héieren – huet dat nach eng Kéier ënnerstrach, do hu mer en Iwwerschoss vun 1,1 Milliarden Euro. 2027, also a manner wéi véier Joer, ass deen Iwwerschoss awer halbéiert. An eist Land brauch dofir ëmmer genuch Bäitragszueler, fir déi versprach Pensiouns- a Renteleeschtung, déi de Leit jo zeguttkommen, kënnen ze garantéieren.

Dat heescht och, dass mer duerch d'Bänk mussen 12.500 nei Aarbechtplaze pro Joer hei zu Lëtzebuerg hunn. Ech soen awer gradesou kloer, dass de Wuesstem fir d'CSV kee Selbstzweck ass. Mir hätte gär e Wuesstem, deen d'Land no vir bréngt. Mee mir brauchen dee gesonde Wuesstem, well soss kënne mer déi gestarten a gestallten Ziler fir 2027, fir e Bruttoinlandsprodukt vun 100 Milliarden an deem Joer ze kréien, net erreechen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Banken, Industrie, Handel an och Landwirtschaft gehéieren zu Lëtzebuerg. An et ass un der Politick, fir déi Rahmenbedingungen ze schafen.

E Betrib, dee Benefice mécht, dat ass fir d'CSV och keng Schan. Hie schaaft Aarbechtsplazen an hie generéiert och Steieren. Et gëtt oft behaapt: „Ma, mir hunn esou vill Betriber zu Lëtzebuerg, déi iwwerhaapt keng Steiere bezuelen." Dach! Si bezuelen. A si bezuelen, virun allem, wa se Leit beschäftegen, Lounsteier.

M. Dan Kersch (LSAP) | Ech hat gemengt, et wären d'Leit, déi se géife bezuelen.

M. Gilles Roth (CSV) | An doriwwer eraus, Här Kersch, bezilt e Betrib niewent der Kierperschaftssteier och Akommes-, Lounsteier, e bezilt och Verméigenssteier an e bezilt och Kapitalsteier. Och dat muss een ënnersträichen. Well wann een dat alles zesummenzielt, da bezuelen d'Betriber trotzdeem, och wann d'Proportioun manner ginn ass, 40 % vun dem Steieropkommes zu Lëtzebuerg.

Fir d'CSV zielt et dofir, gutt an déi richteg Rahmenbedingungen ze schafen, fir dass d'Lëtzebuerger Ekonomie, och am Verglach zum Ausland – an dat zielt virun allem fir d'Finanzbranche – ka bestoen.

A fir eis zielt dozou: eng gutt Ausbildung; permanent Weiderbildung; en Aarbechtsfeld, dat attraktiv ass; an eng Aarbechtszäit, déi flexibel gestalt ka ginn, déi dem Secteur Rechnung dréit, déi awer an den eenzelne Betriber zesumme mat de Sozialpartner festgehale gëtt, an net ganz einfach vun uewen erof eng Verkierzung dekretéiert gëtt. Fir eis zielt do de Motto „liewen a liewe loossen". Mir sinn och der Meenung, dass administrativ Hürde mussen ofgebaut ginn, fir dass d'Betriber eeben e favorabelt Ëmfeld hunn.

A mir hunn och als CSV eng Rei vu konkreete Proposen an der Interpellatioun „Wirtschaft" hei an der Chamber gemaach. Ech wëll der e puer rappeléieren: zum Beispill eng „Loi Rau reloaded", wou d'Leit, wa si zum Beispill an eng Startup investéieren, wa si zum Beispill a Fongen investéieren, déi nohalteg sinn, oder an ESG-Entreprisen investéieren, do e steierlechen Avantage hunn.

Ech erënneren och drun – an dat gëtt ëmmer méi vun de Verbänn ugefouert –, dass et muss endlech zu enger Verbesserung vun dem Statutt vun dem Independant a Saache Sozialversécherung kommen. De Marc Spautz an de Laurent Mosar hunn do eng Proposition de loi deposéiert. Well et kann net sinn, dass d'Independanten a ville Fäll eigentlech an der Sécurité sociale praktesch als Bierger vun der zweeter Klass nach ëmmer consideréiert ginn.

Institutionell Investisseure sollen och ënnerstëtzt ginn, wa se zum Beispill a Green Finance oder an ESG-Produiten investéieren.

An dann ass fir eis och nach eppes Weesentleches: Dat ass nämlech, wa Familljebetriber zu Liefzäiten – net bei enger Ierfschaft, mee zu Liefzäiten – iwwergi ginn, dass dann net sämtlech Plus-value opgedeckt gëtt, well d'Leit dat net kënne bezuelen.

Selbstverständlech zielt och manner Bürokratie bei enger Firmengrënnung derzou, en eenheetleche Steierkont.

An, Madamm Minister, mir haten e Méindeg an der Finanzkommissioun eng Diskussioun iwwer eng Offännerung vun der sougenannter Abgabenordnung. A fir eis als CSV ass et do ganz kloer, dass an engem moderne Lëtzebuerg … A wann ee seet: „Mir mussen

de Bierger méi Rechter gi vis-à-vis vun enger Verwaltung", dass grad an deem sensibele Beräich vun de Steieren d'Leit net manner Rechter kënne kréien! Do leeë mir grousse Wäert drop. A mir hoffen, dass Der déi Kopie, déi Der dem Parlament hannerluecht hutt, op deene Punkten nach eng Kéier iwwerkuckt.

M. Fernand Etgen, Président | Här Roth, erlaabt Dir, datt den Här Kersch Iech eng Fro stellt?

M. Gilles Roth (CSV) | Hie ka mer herno eng Fro stellen. Ech wëll just meng Ausféierunge fäerdeg maachen.

Da soe mer awer och, dass d'Betriber musse verstäerkt ënnerstëtzt ginn a Saache vun Energietransitioun: duerch steierlech Ureizer; duerch Subsiden, souwäit déi europäesch Gesetzgebung dat mécht; an och op Amortissement accéléré. Well Dir kënnt natierlech zu engem Bäcker oder engem Pâtissier soen, dee misst vun haut op muer seng ganz Produktiounschaîne ëmänneren. Éischtens ass dat mat enorme Käschten zesummenhängend, an zweetens weess ech net, ob dat iwwerall technesch och an alle Beruffssparten – zumindest dat, wat mir rapportéiert kréien aus dem Secteur – iwwerhaapt machbar ass, fir dass si hir Produiten, a besonnesch am Verglach zum Ausland, kënne weider ubidden.

Als Konklusioun, Här President: Ech hat am Ufank vum Stabilitéits- a Wuesstemsprogramm, dem Programme de stabilité et de croissance, a vum nationale Reformprogramm gesot, dass et fir Eenzelner mag eng Sisyphusaarbecht sinn. Et si wichteg politesch Dokumenter. Si beschreiwen eigentlech eng Polykris gutt. Mee dat geet awer an eisen Aen net duer. Et kann een net just Kinnek vu Korinth spillen, mee de Problemsteen net iwwert de politesche Bierg bréngen. Neen, dat geet an eisen Aen net duer! Besonnesch dann net, wann d'Leit all Dag mat der Polykris ze dinn hunn. An do muss d'Politick erof vum Bierg a virun allem bei d'Leit. An d'Politick muss virun allem liwweren! An dat geet net mat gutt gemaachte Betruechtungen, mee et musse virun allem konkreet Resultater hier.

Well, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Politick ass fir d'éischt eng Ist-Beschreiwung, jo, mee et ass och eng Saach vun Decisioun a virun allem vun Aktioun. An dat fir muer, fir Land a Leit, a béides feelt eis do. Wierder si sécher an der Politick wichteg, mee Politick, Dir Dammen an Dir Hären, dat si Wierder, aus deenen och Handlunge mussen erausgoen. Et geet net just duer mam Kucken, mee et muss een och maachen.

An dës Regierung an dës Majoritéit ass awer just nach praktesch um Kucken an Nokucken, mee net méi um Maachen. Déi feelend Resultater schwätze fir eis och do eng kloer Sprooch: Nach ni hat eist Land esou vill Schold wéi elo. Nach ni war d'Wunnengsnout esou grouss wéi elo. Nach ni war d'Aarmut esou grouss wéi elo. Nach ni war d'Schéier tëschent Räich a Aarm esou wäit ausernee wéi elo. Nach ni war d'Steierlaascht zu Lëtzebuerg esou grouss wéi elo.

Et ass duerfir Zäit fir eng Politick, fir eng nei Politick vun der Decisioun a virun allem vun der Aktioun, vu miessbare Resultater a vu spierbare Verbesserungen, fir d'Land a virun allem fir d'Leit.

A mir als CSV halen dofir decidéiert Kurs a Richtung Aktioun; Kurs a Richtung Zesummenhalt vun eiser Gesellschaft; Kurs a Richtung vu méi bauen, vun engem Doheem fir jiddwereen; Kurs a Richtung vun engem gutt funktionéierende Sozialstaat mat enger gutt funktionéierender Wirtschaft als Basis; Kurs a Richtung vu pragmateschem Klimaschutz, deen d'Leit mathëlt; Kurs a Richtung vu gesonde Staatsfinanzen, fir méi Sputt ze hunn; a virun allem Kurs a Richtung steierlech Entlaaschtung vun de Leit. An engem Wuert: Kurs a Richtung Aktioun – an zwar elo! D'Zäit vum Nokucken ass eriwwer. De Stee muss iwwert de Bierg, Land a Leit och.

An ech soen Iech dofir Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Ech soen dem Här Roth Merci. A mam Accord vum Här Roth ...

M. Gilles Roth (CSV) | Jo.

M. Fernand Etgen, Président | ... géif ech dann elo dem Här Kersch d'Wuert ginn.

M. Dan Kersch (LSAP) | Merci, Här President. Ech wollt just eng Fro stellen u sech un den Här Roth.

M. Gilles Roth (CSV) | Jo.

M. Dan Kersch (LSAP) | Hien huet zwou Saache gesot, mat deenen ech kann averstane sinn, hien huet eng Rei Saache gesot, mat deenen ech net esou averstane sinn. Mee d'Fro ass déi, ob e sech awer kann driwwer eens ginn, dass dat, wat hei am Land u Lounsteier opgehuewe gëtt, dass dat net eng Betribssteier ass, mee dass dat eng Steier ass, déi vun de Salariéë bezuelt gëtt, déi zwar vun de Betriber als Quellesteier operhuewe gëtt an dann un d'Steieramt weidergi gëtt, mee dass awer déi Steier vun de Leit bezuelt gëtt an net vun de Betriber.

Ech mengen, däers ware mer eis schonn emol intellektuell eens an der Kommissioun. Dofir wär et och gutt, wann een dat hei nach eng Kéier géif kloerstellen.

An dat Zweet: Ech wollt Iech just drun erënneren, dass d'Gewerbekapitalsteier ofgeschaaft ass.

M. Gilles Roth (CSV) | Déi hunn ech jo och net ...

M. Fernand Etgen, Président | An ech ginn d'Wuert zréck un den Här Roth.

M. Gilles Roth (CSV) | Also, fir Iech op Är zweet Fro ze äntweren: D'Gewerbekapitalsteier ass ofgeschaaft ginn. Do war ech selwer derbäi. Dat hunn ech och net gesot. Ech hu gesot „d'Kapitalsteier" – net „d'Gewerbekapitalsteier". D'Kapitalsteier.

An dat Zweet: Och do sinn ech mat Iech eens. Dat, wat ech eigentlech wollt a mengem Räsonement soen – an, ech mengen, do sidd Dir mat mir eens –: Wa keng Aarbechtsplaz do ass, kann natierlech keen agestallt ginn an da ka keng Lounsteier vun dem Patron „pour le compte" vun dem Salarié ofgefouert ginn. An ech mengen, Här Kersch, fir eng Kéier si mir eis do eent zu eent, ouni Lëschblat derzwëschent, eens.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | An ech si frou, fir dann esou eng grouss Eenegkeet festzestellen ...

(Hilarité)

... a ginn d'Wuert un den honorabelen Här Gilles Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Gilles Baum (DP) | Voilà, Här President, merci fir d'Wuert no där ganz interessanter – wéi soll ech soen? – Walkampfried. Den Här Roth huet elo wierklech de Moien, mengen ech, de Walkampf hei an der Chamber lancéiert op alle Fall. Et hätt nach just gefeelt, dass Der gesot hätt hannendrun: „Lëscht 3", wann ech mech richteg entsënnen.

M. Gilles Roth (CSV) | Nee, et ass Lëscht 4.

M. Gilles Baum (DP) | A, et ass Lëscht 4!

M. Gilles Roth (CSV) | Vive de Grand-Duc a vive eise Luc!

(Hilarité)

M. Gilles Baum (DP) | Voilà! Okay. Dat huele mer dann esou zur Kenntnis, dass et d'Lëscht 4 ass.

(Interruption)

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, wann een zum PSC, dem Programme de stabilité et de croissance, schwätzt, a wann een zum Programme national de réforme schwätzt, dann däerf ee sech eng finanzpolitesch Ried erwaarden an et däerf ee sech eng wirtschaftspolitesch Ried erwaarden – déi kritt Der och. Mee an dësen Zäiten, an deene mer liewen, an dësen onsécheren Zäiten, an deene mer liewen, kommen ech awer net derlaanscht, fir mat der geopolitescher Situatioun dobaussen unzefänken.

En Eroberungskrich vun engem grousse Land géint säi vill méi klengen Noper. Dat war bis de 24. Februar d'lescht Joer an den Ae vu villen heibannen, géif ech mengen, onméiglech oder op d'mannst héchst onwarscheinlech. An dach, si mir enges Bessere beléiert ginn.

Mäi Parteikolleeg, den André Bauler, huet schonn zwee Méint nom Start vun der russescher Invasioun op d'Ukrain vun enger Zäsur an eiser Geschicht geschwat. Effektiv hat och d'Finanzministesch Yuriko Backes d'Gravitéit vun der Situatioun vun Ufank u richteg ageschat.

De Wuesstems- a Stabilitéitsprogramm vum leschte Joer hätt sollen dee gi vun der Post-Covid-Relance, mee et war awer leider dee vun den éischten Auswierkunge vum Krich an Europa op eis Wirtschaft. D'Prognosen hu missen däitlech no ënne revidéiert ginn. Haut, 14 Méint nom Ufank vun dësem onsägleche Krich, gesi mer d'Resultat vun där muttwëlleger Zerstéierung, jo, vun där Zerstéierungswut nom Motto „Alles, wat ech net kann eroberen, gëtt einfach futti gebommt", a vun deem immense mënschleche Leed.

D'Madamm Backes huet Recht behalen an hirer virsiichteger a verantwortungsvoller Aschätzung vun der Situatioun. Déi international Liwwerkette goufe massiv gestéiert. De Wees aus der Ukrain ass zäitweis net op dem Weltmarché ukomm a Russland huet seng Energieexporter erofgeschraubt, fir esou op d'Sanktiounen ze reagéieren. Den Ausfall vu gewësse Liewensmëttelexporter ass direkt der Zerstéierung geschëllt.

D'Reaktiounen op déi europäesch Sanktiounspäck sinn a ware schwiereg, awer déi wirtschaftlech Konsequenzen hu mer missen a Kaf huelen. An och dowéinst ass d'Solidaritéit um europäeschen Niveau gefrot gewiescht. A se ass och nach ëmmer batter néideg, fir dass mer un de Sanktioune festhalen, a wann et néideg ass, nach weiderer duerchsetzen.

Jo, Russland probéiert, d'Sanktiounen ze ëmgoen, fir zum Beispill un Importer vun Technik ze kommen, an trotzdeem – an och wa Verschiddener heibannen dat leegnen – schueden déi Sanktiounen hei der russescher Wirtschaft massiv. Et gëtt Leit, déi dat bezweiwelen; ech mengen dat awer net.

Dës Thematik däerf een awer net just mam Bléck op déi kuerzfristeg Auswierkunge kucken. Neen, et muss een dat och méi mëttel- a laangfristeg kucken. Wa mir elo näischt géife maachen a weider vun de wirtschaftleche Relatioune mat Russland géife profitéieren, da géife mir einfach akzeptéieren, wéi d'Uerdnung tëschent den europäesche Staaten unilateral gekippt gëtt. Mir géifen einfach akzeptéieren, dass an Europa erëm d'Recht vum Stäerkere gëllt, just

fir dass mir eise Confort kënne behalen. Kolleeginnen a Kolleegen, dat kann net sinn!

Une voix | Très bien!

M. Gilles Baum (DP) | Näischt maachen ass hei keng Optioun. Ech wëll drun erënneren, dass vun Ufank un och heibanne fir diplomatesch Léisungen zu dësem Konflikt agetruede ginn ass, mam Zil, dat onsäglecht Leed vun der ziviller Populatioun ze verhënneren a fir Fridden ze suergen. Mee d'Krichspartner schéngen zu kengem Zäitpunkt – an och nach zu dësem Zäitpunkt net – u Friddensverhandlungen interesséiert ze sinn. Sou vill zum geopolitesche Kader vun der Energiekris, déi eis déi lescht Méint vill beschäftegt huet.

Elo dann zum makroekonomesche Kontext, an deem mir eis befannen: Wann am leschte Fréijoer nach en zolitte wirtschaftlechen Abroch méiglech war, esou hunn d'Länner an der Europäescher Unioun séier a konsequent gehandelt an domat dat Schlëmmst evitéiert. Déi europäesch Ekonomie war widderstandsfäeg dank enger koordinéierter Reduktioun vum Energieverbrauch a well mer op nei Energiequellen zréckgegraff hunn.

Zu Lëtzebuerg hunn d'Hëllefspäck, de Solidaritéitspak 1, de Solidaritéitspak 2 an de Solidaritéitspak 3, derfir gesuergt, d'Wirtschaft weider um Rullen ze halen, Aarbechtsplazen ze sécheren an d'Kafkraaft vun de Leit ze stäerken. De Lëtzebuerger Wuesstem wäert dëst Joer bei 2,4 % an d'nächst Joer viraussiichtlech bei 3,8 % leien. An dësen Ëmstänn, an deene mir eis befannen, däerf een dat, mengen ech, als positiv bewäerten. Am europäesche Vergläich sti mir relativ gutt do, op alle Fall besser wéi aner Länner. De Statec rechent dermat, dass de Wuesstem an der Eurozon stagnéiert, dat heescht, bei 0 % bleift an d'nächst Joer nëmme wäert bei 1,8 % leien. Vun 2025 bis 2027 soll eise Wuesstem an der Moyenne bei 2,6 % leien an d'Inflatioun kéint erëm dem Zil vun den 2 % vun der Europäescher Zentralbank méi no kommen, an och dat, mengen ech, wäre positiv Noriichten.

Déi besser wéi erwaarte Konjunktur huet dann och zu der Verbesserung vun den ëffentleche Finanze bäigedroen am Vergläich mat de Previsiounen. De Gesamtstaat konnt 2022 mat engem Iwwerschoss vun 138 Milliounen ofschléissen an den Defizit vum Zentralstaat fält méi kleng aus, wéi et virgesi war: just 723 Milliounen Euro Defizit, also 600 Millioune manner wéi geschat.

Ech wëll awer wierklech drop insistéieren: D'Zuele si besser par rapport zu deem, wat erwaart ginn ass, mee mir schreiwen awer nach ëmmer negativ Zuelen! Also, et gëllt elo, deen aktuell positiven Trend op déi nächst Jore weider ze stäerken. Et ass ganz wichteg ze betounen, dass Lëtzebuerg d'Maastricht-Krittäre fir d'Period 2023–2027 respektéiere wäert, an dat ass de Beweis, dass d'Regierung un hirem Zil festhält, fir nohalteg Staatsfinanzen ze erhalen.

Dat sinn elo déi aktuellst Zuelen, déi eis virleien. An obschonns ech net onbedéngt dee wëll sinn, deen den Däiwel un d'Wand moolt, musse mir awer och déi besteeënd Risiken am Hannerkapp halen. Den Ukrain-Krich zitt sech an d'Längt an d'Roll vu China ass hei net ze ënnerschätzen. An engem Interview huet de chineeseschen Ambassadeur zu Paräis net méi spéit wéi d'lescht Woch d'Souveränitéit vun der Ukrain a vun all deenen anere fréiere Sowjetrepublicken a Fro gestallt. E Méinden huet de chineeseschen Ausseministère dës Ausso formell zréckgewisen, et wier eng perséinlech Vue vum Ambassadeur gewiescht. Ech muss Iech soen, de chineeseschen Ambassadeur vu Paräis, ech mengen, dat ass jo awer och net egal wien um diplomatesche Parkett dobaussen, a wann esou eppes aus dem Mond vu sou enger Persoun kënnt, da muss ee verstoen, dass d'Länner ganz grouss Ängschten hunn. Ech denken hei u Moldawien, ech denken un d'baltesch Republicken Estland, Lettland, Litauen. Ech denken an deem dote Kontext och u Georgien. An och wann et vum chineeseschen Ausseministère zréckgewise ginn ass, et ass awer gesot ginn, ëffentlech op der Tëlee! Ech fannen, dass dat e grave Virfall ass.

Op där enger Säit heescht et, China wéilt sech dru bedeelegen a fir Fridde suergen, an op där anerer Säit gëtt de russesche Staatschef mat Pomp feierlech empfaangen, fir d'Handelsrelatiounen tëschent Russland a China ze stäerken. Ech muss Iech soen, wéi ech déi Biller gekuckt hunn, wéi déi zwee Häre beienee waren, an haaptsächlech gekuckt hunn, wéi si ausserneegaange sinn, du war et fir mech ganz kloer, wie vun deenen zwee do iwwert den Dësch gezu gi war, an dat war net den Här Xi Jinping.

Och d'Spannungen am Südchineesesche Mier kéinten eskaléieren, an dat wär dramatesch. Ëmmer erëm kënnt et zu Tëschefäll, wou militäresch Kampfjets oder -schëffer openeestoussen. Och militäresch Exercicer – an där ware jo an der Lescht massiv – sinn an dëser Regioun e klore Message. Elo kéint ee soen: „Dat geet eis näischt un, dat do ass wäit ewech!“ Dat ass wierklech tatsächlech op der anerer Säit vun der Welt, an dowéinst géif dat eis manner concernéieren. Abee, d'Energiekris soll eis an dësem Kontext eng Erënnerung sinn, dass Allianzen a priviligéiert Handelspartner wuel e spierbaren Impakt och op eis zu Lëtzebuerg hunn. Et ass am Interêt vun eis alleguer, dass d'Situatioun am Südchineesesche Mier deseskaléiert a sech berouegt.

Eng aner Problematik um geopolitesche Plang ass natierlech d'Zukunft vun Taiwan. Och hei sinn d'Spannungen an de leschte Joren an d'Luucht gaangen. Och hei kënnt d'Fro op, wéi eng Verschlechterung vun der Situatioun sech op Europa an op Lëtzebuerg auswierke kéint. D'Majoritéit vun de Computerchippen, déi op der Welt gebraucht ginn, gëtt nämlech zu Taiwan produzéiert, 65 % dovunner. Wann ee bedenkt, dass haut net just an eisen Handyen an an eise Computeren Chippe sinn, mee och an den Autoen, an de Frigoen, an de Wäschmaschinnen an a ganz villen anere Produiten, da kann ee sech virstellen, wat géif geschéien, wann déi Produktioun géif gestoppt ginn a wa mir keng där Chippe méi géifen an Europa geliwwert kréien. Dat wär fatal! Wann dat de Fall wier, wat mer alleguer net hoffen, da missten natierlech d'Héichrechnunge vu gëschter vun der Finanzministesch Yuriko Backes kräfteg no ënne revidéiert ginn. Mir hoffen awer alleguerten, dass et och an deem dote potenzielle Konflikt zur Deseskalatioun kënnt. Wann dat net de Fall wär, wär dat en enorme Verloscht op villen Niveaue fir déi ganz international Communautéit, awer ganz sécher och fir China a fir Russland.

Kolleeginnen a Kolleegen, loosst mech no dëse geopoliteschen Iwwerleeungen zréck zu den Zuele kommen, wéi se eis haut virleien. Ech hu virdru gesot, dass d'Regierung séier an effikass op d'Energiekris reagéiert huet an dat Schlëmmst esou evitéiere konnt. Mee ech wëll dat awer och nach méi genau erklären, well d'Regierung huet an de leschte Méint alles dru gesat, fir de Leit, de Betriber, den Independanten, deenen alleguerten, an dëser Kris kräfteg ënnert d'Äerm ze gräifen. Scho beim Depot vum Budget am Oktober zejoert hat d'Finanzministesch Yuriko Backes Steiererliichterungen an Aussiicht gestallt, bis wäit an d'Mëttelschicht eran, wann de budgetäre Spillraum do wär. Eng méi staark Croissance wéi erwaart huet et effektiv erlaabt, fir dës Mesüren ze finanzéieren.

Ech ginn Iech hei e puer konkreet Mesüren aus dem Solidaritéitspak 3.0:

D'Deckelung vun den Energiepräisser bis Enn vum nächste Joer ass verlängert ginn.

D'Indextranchë ginn alleguerten eent zu eent ausbezuelt.

D'Steiertabell gëtt ab 2024 an Héicht vun 2,5 Indextranchen ugepasst; dat sinn e bësse méi wéi 6,3 %. Bis dohinner gëllt och en neie Steierkreditt réckwierkend op den 1. Januar vun dësem Joer; deen hate mir jo elo dës Woch an der Kommissioun.

De Bëllegen Akt, dat hu mir gëschter gestëmmt, dee gëtt vun 20.000 op 30.000 Euro eropgesat. An de Plaffong, fir d'Scholden ofzesetzen am Logement, dee geet vun 2.000 op 3.000 Euro an d'Luucht, retroaktiv op den 1. Januar, an zwar fir all Persoun, déi am Stot wunnt.

Ech ginn Iech dofir awer gär ee konkreet Beispill, well mäi Virriedner gesot huet, et wär näischt oder net vill oder net genuch gemaach ginn.

Bei enger bestueter Koppel mat zwee Kanner an engem cumuléierte Brutto vun 9.500 Euro de Mount, déi e Prêt logement zréckbezilt, sinn dat fir dëst Joer 2.460 Euro manner Steieren. D'nächst Joer geet dee Chiffer nach eng Kéier sensiblement an d'Luucht, op 2.580. Ech mengen, dass dat do eng spierbar Erliichterung ass fir d'Leit a fir d'Mëttelschichten, déi et jo am schwéiersten trëfft.

Am Stabilitéitsprogramm 2023 liwwert d'Regierung och Zuelen iwwert d'Käschte vum Tripartitt-Pak, Solidaritéitspak 3.0. Déi steierlech Mesüre belafe sech op 300 Milliounen Euro fir d'Joer 2023 an d'nächst Joer op 460 Milliounen Euro. Déi weider Mesüren, déi geholl goufen, fir d'Inflatioun ze bekämpfen, kaschte schätzungsweis 125 Milliounen Euro. D'nächst Joer kéinten d'Käschten am Ganzen, d'Käschte vun de Mesüren, op 446 Millioune klammen an dovunner ronn 350 Milliounen Euro fir d'Energiemesüren.

Just nach eng Kéier, fir awer de Roundup ze maachen: Wann een déi Solidaritéitspäck hei zesummenhëlt – den Energiedësch, de Solidaritéitspak 1 an 2, da si mir scho bei 2,5 Milliarden, a mam Solidaritéitspak 3 kënnt nach eng Kéier eng Milliard drop. An ech wëll dann dem Nolauschterer dobausse soen, dass dat, wat mäi Virriedner gesot huet, ze relativéiere wär, well effektiv sinn eleng fir déi Energiekris, an där mir sinn, am leschte Joer 3,5 Milliarden Euro an de Grapp geholl ginn. Déi Käschte lafen natierlech och nach an dat nächst Joer eran. 3,5 Milliarden Euro fir d'Stéit a fir d'Betriber. Do wëll ech da gär déi 3,5 Milliarden Euro derbäisetzen, déi d'Covidkris eis kascht huet. Dann huet dës Regierung an de Joren 2020 bis 2024 ganzer 7 Milliarden an de Grapp geholl, fir d'Kafkraaft vun de Leit ze stäerken, fir d'Betriber ze stäerken, fir Aarbechtsplazen ze sécheren an ze retten.

An ech mengen, wa mer d'Chômagezuele kucken a wa mer och d'Inflatiounszuele kucken, dass déi Suen, déi mer an de Grapp geholl hunn, gutt investéiert waren. Jo, dat si ganz vill Suen, déi gutt investéiert sinn, fir de Leit ënnert d'Äerm ze gräifen. An d'Demokratesch Partei beméit sech generell a wäert sech an Zukunft och ëm eng pragmatesch an zilorientéiert Politick beméien, ouni awer eis Staatsfinanzen aus dem Bléck ze verléieren.

Elo kann een et natierlech, wéi mäi Virriedner et gemaach huet, nach eng ganz Rei Mesüre fuerderen. Et kann een eis och virwerfen, dass mer d'Steiertabell net integral ugepasst hunn. Den Här Roth huet et virdru gesot. Dat wären dann nach eng Kéier 720 Millioune pro Joer, déi mer dann als Sue manner am

Staatssäckelchen hätten. Déi Fuerderung kann een esou gesinn, wéi ee wëllt.

Donieft huet den Här Roth och nach eng Rei Mesüren am Logement presentéiert, déi natierlech och allegueрte géifen an de Staatssäckelche schloen. Dat ass natierlech fein, wann een a Virwalzäiten de Leit dohinnerleet, wat ee wéilt maachen. Et deckt sech awer net mat der Ugangsausso vum Här Roth, an där hie gesot huet, dass d'Staatsschold därmoosse géif an d'Luucht goen – ech kommen herno dorop zréck.

Engersäits kann een da soen: Majo, mir ginn de Leit dann effektiv alles dat, wat gefuerdert ass, déi aacht Indextranchen an déi Mesüren am Logement. Da muss een awer och soen, wéi ee se wëllt oder wéi ee se ka géigefinanzéieren, wann ee se net wëllt iwwer nei Scholde finanzéieren. An déi doten Erklärung ass den Här Roth eis awer schëlleg bliwwen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, fir d'Demokratesch Partei war an ass et wichteg, de Problem un der Wuerzel unzepaken, d'Inflatioun kleng ze halen, soudass se sech net duerch eis ganz Ekonomie frësst a weider Schied uriicht. D'Inflatioun zu Lëtzebuerg huet den niddregsten Niveau an der ganzer Europäescher Unioun. Dorop sollte mer houfreg sinn! An dat ass op déi Mesüren zréckzeféieren, déi an deene verschiddene Solidaritéitspäck geholl gi sinn.

Och wann déi lescht Joren a Méint vu Krise gepräägt waren, däerfe mir net déi wichteg Investitiounen an d'Zukunft vun eisem Land op der Säit loossen, ganz am Géigendeel. An de Stabilitéitsprogramm, dee weist et. D'Regierung huet kloer Prioritéiten an hëlt déi néideg Ressourcen an de Grapp, fir d'Zukunft vun dësem Land ze schafen. An de Joren 2022 bis 2026 leien déi ëffentlech Investitioune bei iwwer 3 Milliarden Euro pro Joer, wat an der Moyenne 4,1 % vum PIB ausmécht, konkreet 3,3 Milliarden Euro dëst Joer an 3,8 Milliarden 2026.

Politesch Deklaratiounen iwwer Prioritéite kënne just ëmgesat ginn, wann effektiv duerno och d'Ressourcen, dat heescht d'Suen, bereetgestallt ginn. Aus dem Stabilitéitsprogramm geet zum Beispill kloer ervir, dass déi Kategorie, an déi mer am meeschte wëllen investéieren, de Schutz vun der Ëmwelt an de Schutz vum Klima ass, dat mat iwwer enger hallwer Milliard.

Och a Krisenzäiten net op de falsche Plazen ze spueren, dat féiert hei derzou, dass de Staat sech momentan deelweis mat Scholde finanzéiere muss. De Budget 2023, do gouf e Scholdenniveau vu 26,3 % vum PIB chiffréiert an op 29,5 % geschat fir 2026. An déi aktuell Zuelen aus dem PSC soen, dass de Scholdenniveau Enn 2023 bei 26 % géif leien an 2026 bei 28,6 %. Am Joer 2027 wäert eis Staatsverscholdung eleng ronn eng hallef Milliard a Form vun Zënse kaschten. Dat ass eng enorm finanziell Laascht, dat ass en enorme Montant!

Ech géif op dëser Plaz awer och gär eng Kéier drun erënneren, dass eisen OMT, eisen Objectif budgétaire à moyen terme, d'lescht Joer bei 0,0 % vum PIB fixéiert gouf. Hei huet de Grand-Duché sech also um Mindestsaz orientéiert, dee vun der Europäescher Kommissioun gerechent gouf, an den aktuellen OMT gëllt och fir d'Period vun 2023–2025.

An deem Kader sief och nach eng Kéier d'Ausnamereegelung genannt, d'General Escape Clause. Ab 2024 wäert déi net méi spillen. Effektiv huet d'Europäesch Kommissioun decidéiert, dass dës Ausnam elo net méi gëllt, well d'Ekonomie erëm unzitt an d'Energiepräisser och erëm zréckgaange sinn.

Ech hunn elo gréisstendeels iwwert d'Finanze geschwat, ech wëll awer och elo nach eppes iwwert den nationale Reformprogramm soen, well d'Zil heivunner ass et jo, déi nohalteg an digital Transitioun op inklusiv Aart a Weis unzegoen an ëmzesetzen.

Och den nationale Reformprogramm dréit de Polykrisen aus de leschte Jore Rechnung. Ee Constat ass awer och, dass d'Pandemie eis digital Transitioun acceleréiert huet. Administratiounen an Entreprisen hu sech a kierzester Zäit ëmgestallt an hir Servicer online ugebueden, fir hiren Aufgabe respektiv den Ufuerderunge vun de Clienten nozekommen. Och fir Leit, déi vläicht virdrun hesitéiert hunn, hir Donnéeën um Handy ze späicheren an ze traitéieren, koum eppes Neies. E konkreet Beispill ass zum Beispill d'MyGuichet-App.

Doriwwer eraus gouf am Kader vun der Covid-19-Pandemie immens vill an d'Recherche investéiert.

Och wa Beispiller wéi dës déi enorm Bouleversementer a mënschlech Verloschter nimools kompenséiere kënnen, ass et awer derwäert, sech e puer positiven Aspekter bewosst ze sinn.

Et gëtt och de Constat gemaach, dass eisen Ëmgang mat de Krisen déi wirtschaftlech Erhuelung erméiglecht huet. Op dëser Plaz ass et net verkéiert, drun ze erënneren, dass mir vun der Säit vun der OECD, awer och vun der Weltgesondheetsorganisatioun, der WHO, eng gutt Krisegestioun confirméiert kruten. Zu Lëtzebuerg hate mir déi niddregst Iwwerstierflechkeet an de Joren 2020 an 2021. Dat geet aus enger Etüd ervir, déi an der renomméierter Zäitschréft „Nature" publizéiert gouf.

Et ass kloer den Usproch vun der Demokratescher Partei, fir nom Virbild vun der Krisegestioun aus der Pandemie och d'Energiekris op en Enn ze bréngen. An den Tëschebilan, mengen ech, dee ka sech weise loossen.

Ech mengen, ech brauch kengem heibannen ze soen, dass et Lëtzebuerg gutt geet, wann et och dem Rescht vun de Länner an der Europäescher Unioun gutt geet. Als eenzegt Beispill huelen ech de Fakt, dass eng absolutt Majoritéit vun de Gidder, déi hei am Land consomméiert ginn, eng ganz grouss Majoritéit dovunner, am Ausland produzéiert an dann heihinner importéiert ginn. D'Efforte vun der Lëtzebuerger Regierung schreiwe sech also konkreet an déi europäesch Demarche an, fir d'Resilienz an der Europäescher Unioun ze stäerken.

Aus dem PNR geet kloer ervir, dass d'Krisen aus de leschte Jore souwéi d'aktuell Erausfuerderungen déi ganz Europäesch Unioun getraff hunn an dass mir och dowéinst, well jiddwereen do betraff war an ass, europäesch Léisunge brauchen. Mir hei zu Lëtzebuerg hu limitéiert Ressourcen; mir hunn eng Populatioun, déi ëmmer méi al gëtt; mir hunn d'Verlagerung vun der Industrie; mir hunn e Mangel un Aarbechtskraaft, Scholden, a last but not least de Klimawandel.

Fir vill vun dëse Problemer kann et keng lëtzebuergesch Léisung eleng ginn. Et gëtt jo och net eng litauesch Léisung, et gëtt net eng iresch Léisung. Nee, fir vill vun dëse Problemer kann et just eng europäesch Léisung ginn!

A wann dat an den nationale Parlamenter heiansdo vläicht vergiess gëtt oder op d'mannst manner beschwat gëtt wéi déi national Initiativen, wëll ech vun dëser Occasioun profitéieren, fir déi europäesch Initiativen ze ernimmen: de Green Deal, REPowerEU an d'Facilité pour la reprise et la résilience. Am Kader vun dëser leschter Initiativ goufe beispillsweis rezent 83 Milliounen Euro un eist Land accordéiert.

Dës Gelder, déi op europäeschem Plang verdeelt ginn, kommen de Leit an de Betriber direkt zegutt. Haaptakzenter leien hei dobäi, fir d'Kompetenz ze stäerken, qualitativ Aarbechtsplazen ze schafen an d'Entwécklung vun ëmweltfrëndlechen Technologien ze fërderen.

Virun allem ass et awer d'Zil, an ech mengen, dat hu mir aus de leschte Jore geléiert, fir eng méi resilient Europäesch Unioun ze schafen. Wat heescht resilient? Ma dat ass eis Capacitéit, fir op zukünfteg onerwaart Situatiounen oder Krise kënne richteg an effikass ze reagéieren. Dës Resilienz ass amgaangen, um europäeschen an och verstäerkt um Lëtzebuerger Niveau duerchgesat ze ginn, an dat ass immens wichteg.

All dës Efforten droen derzou bäi, dass d'Europäesch Unioun méi nohalteg, méi solidaresch, méi wettbewerbsfäeg gëtt, an dat wäert och an Zukunft, mat deenen neie geopolitesche Begeebenheeten, déi ech virdru beschriwwen hunn, och batter néideg sinn, wa mir wëllen an Zukunft als Europäesch Unioun e Global Player bleiwen.

Wann een dës europäesch Errungenschaften net haut beim Debat iwwert de PSC an dem PNR ernimmt, da weess ech wierklech net, wéini dass een et soll maachen. Dësen Debat, deen Deel vum Europäesche Semester ass, weist jo, dass d'Prise de conscience do ass. Op gemeinsam Problemer brauche mir pragmatesch, awer virun allem gemeinsam europäesch Léisungen! Dowéinst ass et esou wichteg, dass et dat Europäescht Semester gëtt, fir déi europäesch Politicken ze koordinéieren an eenheetlech ze gestalten, soudass ee matzäite kann op weider Problemer reagéieren.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, mir hunn an deene leschte Jore vill ënnerholl, fir de Bierger an de Betriber bei dësen Erausfuerderungen zur Säit ze stoen. Ech sinn houfreg op dat, wat mir all zesummen an dësem Land erreecht hunn. Et si vill Suen, ganz, ganz vill Sue mobiliséiert ginn. Mee wat hätt et kascht, wa mer näischt gemaach hätten?

Trotz all dëse budgetären Efforten hu mir weider stabill Staatsfinanzen. Lëtzebuerg huet seng Triple-A-Bewäertung vun allen Agencen. Dës Bewäertung gouf elo nees rezent confirméiert. An et kann een et net oft genuch soen: Lëtzebuerg ass eent vu just enger Handvoll Länner, déi esou eng exzellent Bewäertung ausgestallt kréien! Mir wäerten eis weider staarkmaachen, fir resilient an zukunftsorientéiert Staatsfinanzen ze hunn, ouni d'Aen zouzemaache virun den Erausfuerderungen, déi kuerz- a mëttelfristeg op eis duerkommen.

D'DP wäert weiderhin de Garant si fir eng verantwortungsvoll Politick, fir eist Land zukunftsfit ze maachen, am Respekt vun der Generatiounegerechtegkeet.

Kolleeginnen a Kolleegen, mir däerfen eis net op der Aarbecht, déi an de leschte Joren a Méint gemaach ginn ass, ausrouen. An et geet och net duer, fir d'Ziler ze widderhuelen. Neen, et muss ee resolutt no vir kucken! D'Finanze sinn hei e ganz wichtegen Hiewel a ville Beräicher.

Grad am Logement musse Ressourcë mobiliséiert ginn, fir méi Wunnraum ze schafen. Dowéinst proposéiert d'Demokratesch Partei, e Biergerfong an d'Liewen ze ruffen. Hei ka jiddweree seng erspuerte Suen investéieren a mat dësem Fong kënnen zousätzlech finanziell Mëttelen deblockéiert ginn, fir neie Wunnraum ze schafen. Als Bierger kritt een e garantéierte Rendement fir säin Invest an d'ëffentlech Hand kritt weider déi noutwendeg Moyenen, fir méi abordabele Wunnraum an d'Locatioun kënnen ze ginn. Dat wär also eng Win-win-Situatioun.

Fir ze baue gi weider Ressourcë gebraucht, an domat kéinte mir eis och virstellen, dass de Pensiounsfong méi a bezuelbare Wunnraum géif investéieren.

Ech si frou, dass d'Madamm Finanzministesch gëschter op dëser Plaz de Logement ugeschwat huet. Ech mengen, et ass fir keen heibanne méi e Geheimnis, dass d'Präisser exorbitant sinn an dass d'Leit duerch déi steigend Zënsen ëmmer méi Problemer kréien, éischtens emol, fir hir Prêten zréckzebezuelen, wa se dann een hunn, an anerer kënnen iwwerhaapt kee Prêt méi op de Banke kontraktéieren.

An dofir ass et wichteg, an ech begréissen déi Ausso, déi gëschter gemaach ginn ass, dass Lëtzebuerg sech muss e Parc immobilier uschafen. Elo kéint ee soen: Dir hätt dat do scho kënne maachen! Effektiv, dat hätt scho kënne gemaach ginn, et hätt vläicht souguer misse gemaach ginn, vun dëser Regierung, vun de Regierunge virdrun, vun deene Regierunge och vläicht aus den 1980er- an 1990er-Joren. Do hätt scho kënnen eppes gemaach ginn, och op Gemengenniveau.

Et ass awer net gemaach ginn, an ech mengen, dass elo grad an dëser Kris, déi mir kennen, grad an deem Moment, wou mir wëssen, dass et och Betriber am Bausecteur gëtt, déi wäerte Problemer kréien, mer sollen do d'Hänn zesummestrecken, de Portmonni opmaachen a kucken, ob mir als Staat kënne Projeten iwwerhuelen. Natierlech net – an d'Madamm Finanzministesch, ech soen hir Merci dofir, huet et gesot – mat deenen exorbitante Margen, wéi se am Moment um Marché sinn. Mee ech sinn iwwerzeegt, dass et tëscht verstännege Leit verstänneg Léisunge gëtt, an ech sinn iwwerzeegt, dass mir als Staat kënnen derfir suergen, Failliten ze verhënneren, Aarbechtsplazen ze retten an zesumme mat den Acteure vum Terrain derfir ze suergen, fir weidere Wunnraum ze schafen, deen och zu engem abordabele Präis wäert an de Verkaf oder an d'Locatioun goen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Gilles Baum (DP) | An de leschte Méint huet den Index derfir gesuergt, dass d'Kafkraaft vun de Leit automatesch ugepasst ginn ass, fir si virun der Inflatioun ze schützen. All Indextranche, déi erfall ass oder erfale wäert, gëtt och ausbezuelt. D'DP huet den Index ni a Fro gestallt, d'DP steet zum Index, Punkt!

D'DP wëllt och den Tiers payant fir staatlech Subventiounen aféieren, soudatt dës och direkt bei de Leit ukommen, déi net fir eng Renovatioun oder eng Fotovoltaikanlag d'Sue virstrecke kënnen. Esou gëtt déi energeetesch Transitioun net nëmme méi einfach, mee si gëtt och fir vill Leit méi accessibel, mam Resulat, dass jiddweree kann un der energeetescher Transitioun deelhuelen. Well just, wa jiddweree mat upaakt, kënne mir och eis Klimaziler erreechen.

Mir sinn eis och der kaler Progressioun bewosst. Duerch d'Inflatioun klammen d'Salairen, ouni dass d'Kafkraaft awer substanziell klëmmt. D'Upassung vun de Léin duerch den Index ass dofir eng Kompensatiounsmoossnam. D'Leit rutschen also duerch den Index a méi héich Steiertranchen, obwuel hir Kafkraaft quasi déi selwecht bleift. D'Steiertabell gëtt jo mam Solidaritéitspak 3.0 ëm 2,5 % ugepasst, dat si ronn 6,3 % op den 1. Januar 2024.

Dës Erliichterunge kommen dann och direkt bei de Leit un, a mir sinn och bereet, fir weider Steiererliichterunge virzehuelen, wa sech de finanzielle Spillraum dofir opdeet. Mir verschléissen eis do absolutt net, kee Milimeter, a mir si bereet, et ze maachen, wann et machbar a finanziell responsabel ass.

Doriwwer eraus sief gesot, dass zousätzlech Recetten duerch d'kal Progressioun an de leschte Joren direkt erëm an d'Krisemesüre gefloss sinn an esou och erëm direkt bei de Leit ukomm sinn. Mir hunn hinnen hiert Geld zréckginn, och wann dat hei éfters anescht duergestallt gëtt.

Den ënnerschiddleche Liewensmodeller muss Rechnung gedroe ginn. An dowéinst setzt d'Demokratesch Partei sech weiderhi fir d'Individualiséierung vun der Besteierung an. Den État civil, ob ee bestuet, gepacst, gescheet oder vläicht Wittmann, Wittfra ass, däerf net iwwert d'Steierlaascht vun de Leit bestëmmen. D'Individualiséierung ass a bleift eng Prioritéit, a mir wëlle se mëttelfristeg ëmsetzen.

Zukunftsorientéiert Finanzen an déi Aktivitéit, déi mer dowéinst op Lëtzebuerg kréien, sinn d'Fundament vun eisem Wuelstand a vun eisem Sozialstaat.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, ech soen et mat Nodrock: D'Demokratesch Partei hält hei och un hire laangfristegen a mëttelfristegen Ziler fest. Mir sti fir e moderne Steiersystem, deen der haiteger Gesellschaft gerecht gëtt. A mir wëssen et alleguerten: Mir kënnen eis dréien a kéieren, wéi mir wëllen, eng absolutt Steiergerechtegkeet gëtt et nëmmen, wann d'Leit alleguerten an enger eenzeger Steierklass sinn!

D'Demokratesch Partei ass och weider ganz kloer géint Steiererhéijungen op der Akommessteier, géint d'Aféierung vun enger Verméigenssteier fir Privatpersounen an och géint eng Ierfschaftssteier an direkter Linn. D'Demokratesch Partei wäert d'Leit, wann et méiglech ass a wann de finanziell Spillraum do ass, weider finanziell entlaaschten.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen zum Schluss.

Zukunftsorientéiert Staatsfinanze si kee Selbstzweck, mee si erméiglechen et, dass de Staat sengen essenzielle Funktiounen nokomme kann, net just fir haut Verantwortung ze iwwerhuelen, mee mateneen d'Zukunft ze gestalten.

Mir mussen an d'Industrie vun der Zukunft investéieren, jo, a mir mussen erëm Industrie an Europa kréien, mir mussen erëm Industrie op Lëtzebuerg kréien. Do däerf och zum Beispill d'Pharmaindustrie gären en Deel dovunner sinn.

Mir musse weider investéieren a Fotovoltaikanlagen, Wärmepompelen, Batterien. Hei geet et drëm, déi nohalteg Transitioun virunzebréngen a se mat konkreete Projeten ze ënnerstëtzen.

An net méi spéit wéi virgëschter war de Premier Xavier Bettel zu Ostend, do ass eng Deklaratioun ënnerschriwwe gi vun néng Länner mat enger Rei Partner, fir en Offshore-Wandpark um offene Mier zesummen ze bauen, deen Energie soll liwweren, an zwar an d'Belsch, a Groussbritannien an an Dänemark. An ech fannen dat eng exzellent Saach, dass mir eis als Lëtzebuerg och dodru bedeelegen.

Déi verschidde geopolitesch Ongewëssheeten, mat deenen ech ugefaangen hunn, weisen, dass nohalteg Technologien eis et net just erlaben, eis Klimaziler ze erreechen, nee, si si strateegesch wichteg. Si erlaben eis et, méi onofhängeg vun Importer ze ginn. Méi onofhängeg ze gi vu China, awer och méi onofhängeg vun den USA an eis als Europäesch Unioun domat ze stäerken.

Jo, mir Europäer mussen och an deem heiten Domän Virreider ginn. Hei gëllt et, net e Choix ze maachen tëschent Nohaltegkeet a wirtschaftlecher Kompetitivitéit. Déi energeetesch Transitioun ass nämlech net nëmme just eng Necessitéit, mee se bitt eis och Méiglechkeeten, fir qualitative Wuesstem ze schafen. Dofir musse mer eis Investitiounen an déi nei Technologien an an d'Digitalisatioun héichhalen, fir eist Klima, fir eis Sécherheet, fir eis Zukunft an d'Zukunft vun eise Kanner a Kandskanner.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Baum. An den nächsten ageschriwwene Rieder ass déi honorabel Madamm Francine Closener. Madamm Closener, Dir hutt d'Wuert.

Mme Francine Closener (LSAP) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir beweegen eis all zesummen op dënnem Äis. Mir maache ganz virsiichteg ee Schrëtt nom aneren, fir datt d'Äis ënner eis net brécht. Bis elo si mir gutt virukommen, mee natierlech behale mir am Hannerkapp, datt d'Äis zu all Moment kéint ufänken ze räissen.

E bëssen esou kéint een déi ekonomesch Situatioun op der Welt beschreiwen. Et zeechent sech of, datt dee grousse Stuerm vun der Rezessioun esou just laanscht eis an der Eurozon zitt. Dat ass eng Erliichterung, well esou e klengt Land wéi Lëtzebuerg, dat esou eng oppen Ekonomie huet, spiert natierlech an engem besonnesche Mooss, wéi et ronderëm eis an der Eurozon leeft. Wann een also de Wuesstem vun Trimester zu Trimester an der Eurozon kuckt, da stellt ee fest, datt e positiv ass. E Plus vun 0,3 % vum zweeten op dat drëtt Trimester, e Plus vun 0,1 % vum drëtten op dat véiert. Dat ass sécher net spektakulär, mee et ass vill méi, wéi sech am aktuelle Kontext erwaart gi war.

Dës besser Situatioun läit engersäits dorunner, dass mer an der EU generell ganz souverän duerch de Wanter komm sinn. Vill Biergerinnen a Bierger, vill Entreprisen hunn Efforte gemaach, fir de Verbrauch vu Gas a Pëtrol ze drosselen. An der ganzer EU ass d'Solidaritéit gelieft ginn, och zu Lëtzebuerg. Eisen nationale Gasverbrauch huet sech d'lescht Joer ëm 21 % reduzéiert par rapport zum Joer virdrun. De Präis vum Gas huet sech du stabiliséiert um Niveau vu virun annerhallwem Joer, an et ass e kollektiven europäeschen Effort gewiescht, dee weist, datt mir zesummen zu vill méi kapabel sinn, wéi mir eis heiansdo selwer zoutrauen.

Anerersäits läit déi besser Situatioun och un engem stabillen Aarbechtsmaart an der EU, deen et de Stéit erméiglecht, d'Bannennofro héich ze halen. D'EU-Kommissioun geet an hire leschte Projektioune fir dëst Joer vun engem Wuesstem vun 0,9 % an der Eurozon aus.

Jo, an zu Lëtzebuerg? Lëtzebuerg steet am grousse Ganze gutt do. Déi verschidde Secteuren, déi eis Ekonomie zesummesetzen, hunn natierlech alleguerten hir eegen Erausfuerderungen. Dem Horeca an anere feelt et u qualifizéiertem Personal, am Commerce normaliséiert sech d'Situatioun no deelweis exzeptionelle Verkafszuele wärend der Pandemie, am Bau ass d'Demande duerch déi héich Zënsen däitlech zréckgaangen.

Mee mir hunn 2022 mat engem Wuesstem vun ëmmerhin 1,5 % kënnen ofschléissen. Deementspriechend bleiwen eis Staatsfinanze gesond. Mir hunn trotz den turbulenten Zäite fir d'lescht Joer en Iwwerschoss am Gesamtstaat vun 138 Millioune ze verbuchen. Am Zentralstaat hu mir en Defizit vu 723 Milliounen; dat si ronn 600 Milliounen Euro manner Defizit, wéi mir nach am Hierscht beim Depot vum Budget geduecht haten. An och de Vertrauensindex vun de Konsumenten – e wichtegen Indicateur, deen heiansdo vergiess gëtt –, deen hat am September säin Déifpunkt erreecht a geet zanterhier erëm erop.

De Statec geet fir dëst Joer vun engem Wuesstem vun net manner wéi 2,4 % vum PIB aus. Dat ass zwee an en halleft Mol esou vill wéi de Wuesstem an der Eurozon. An et ass ganz niewebäi och annerhallef Mol esou vill, wéi de Statec nach am Dezember d'lescht Joer projezéiert hat. Dofir verwonnert et och kaum, dass mir och fir dëst Joer bei de Staatsfinanzen am

Stabilitéits- a Wuesstemspakt méi eng favorabel Situatioun erëmfannen, wéi mer nach d'lescht Joer am Oktober beim Depot vum Budget geduecht haten.

De Chômage bleift iwwerdeems stabill op engem niddregen Niveau vun 4,9 %. Dat soll eis zouversiichtlech stëmmen, datt mer Luucht um Enn vum Tunnel gesinn, och wann déi geopolitesch Situatioun natierlech nach ganz vill Onsécherheete mat sech bréngt.

Déi relativ stabel a favorabel ekonomesch Situatioun kënnt awer net vun ongeféier. D'Regierung huet am Mäerz, am Kader vum Solidaritéitspak 3.0, mat de Sozialpartner d'Deckelung vum Gas- a Stroumpräis fir d'Stéit ëm e weidert Joer verlängert. Et ass eigentlech keng Nouvelle gewiescht, well et jo just eng Verlängerung vun enger Moossnam ass, déi schonn a Kraaft war. Dofir ass se awer trotzdeem net manner wichteg. Dës Verlängerung verhënnert nämlech, datt d'Präisdeierecht op 4,8 % klamme wäert. De Statec geet elo just nach vun enger Präisdeierecht vun 2,8 % aus fir d'nächst Joer. Dës Moossnam erhält ganz kloer d'Kafkraaft vun de Stéit.

Ouni déi Deckelung géifen d'Präisser vu Gas a Stroum d'nächst Joer ëm 40 % respektiv souguer ëm 80 % klammen, nodeems sech hire Präis jo zanter dem Krich an der Ukrain schonn eng Kéier ëm 250 % beim Gas respektiv 70 % beim Stroum erhéicht hat. An ech wëll mir guer net ausmole mussen, wéi vill Stéit hei am Land d'Enner zum Schluss vum Mount net méi zesummekritt hätten, wann d'Regierung net esou konsequent a séier gehandelt hätt. Do ass ganz sécher net just gekuckt ginn, Här Roth, do ass gehandelt ginn! D'Regierung huet hir Hausaufgaben also gemaach, dorunner besteet absolutt keen Zweifel!

Natierlech ass dofir net alles a Botter, well mir liewen an onsécheren Zäiten, déi mir vu Lëtzebuerg aus nëmme begrenzt kënne beaflossen. D'Europäesch Zentralbank huet am Mäerz nach eng Kéier hir Leetzënsen ëm en hallwe Prozentpunkt eropgeschrauft, fir géint d'Präisdeierecht virzegoen. Dëst huet natierlech en negativen Impakt op de Wuesstem insgesamt, well manner investéiert gëtt an et méi deier gëtt, Sue léinen ze goen.

Ganz speziell trëfft et effektiv den Immobiliesecteur. Och de Bankesecteur verdaut dës successiv Haussen a sou kuerzer Zäit wierklech net gutt. Eng Zënshausse um Niveau vun all Zentralbank entwéckelt hire vollen Impakt awer eréischt no sechs bis néng Méint, soudatt mer wuel oder iwwel mussen ofwaarden, wat déi rezent Zënshaussë wäerte bréngen. Mee och den nächste Wanter wäerte mer nach eng Kéier an eiser Energieversuergung op d'Prouf gestallt ginn. Et ass also net esou evident.

Här President, a Krisenzäite besteet d'Konscht vun der richteger Politick also doranner, derfir ze suergen, datt d'Leit d'Kris net spieren. Et ass also effektiv net déi Zäit gewiescht vu grousser Ideologie a Symbolpolitick, mee d'Zäit vun enger handfester, pragmatescher Politick, déi mat roueger Hand am Hannergrond wierkt, fir sech ëm Land a Leit ze këmmeren.

D'Krise ware ganz ënnerschiddlech an hiren Ursaachen an hire Konsequenzen. Mir hunn déi gréisste sanitär Kris vun der Nokrichszäit erlieft, mir si matten an der Klimakris a mir sinn Zeie vun enger militärescher Invasioun op eisem Kontinent, déi eis ganz Energieversuergung op de Préifstand gesat huet an nach ëmmer setzt.

D'LSAP steet voll hannert dem Bilan vun dëser Legislaturperiod. Mir hunn et fäerdegbruecht, mat engem staarke Gesondheets- a Sozialsystem d'Lutte géint de Covid-19 ze meeschteren. Mir hunn et fäerdegbruecht, trotz historeschen Ëmstänn an Erausfuerderungen d'Leit an der Aarbecht ze halen, mat Hëllef vum Chômage partiel an diversen anere cibléierten Hëllefe fir eis Entreprisen. Mir hunn et fäerdegbruecht, d'Kafkraaft vun de Leit ze erhale mat enger Revaloriséierung vum Steierkreditt, mat der temporärer Aféierung vun engem Energie-Steierkreditt, mat enger Energieprimm, mat successive Verbesserunge bei der Allocation de vie chère, mam Plafonnement vun Energiepräisser, mat Reduktiounen um Masutt a villem méi.

Well vläicht verschidde Leit heibannen eng e bësse méi kuerz Memoire hunn, wëll ech drun erënneren, dass mir eleng fir d'Bekämpfe vun der Covid-Pandemie als Lëtzebuerger Staat no un déi 3 Milliarden Euro Suen debourséiert hunn – de Gilles Baum hat et och schonn ernimmt. Ech wëll och drun erënneren, dass d'Moossnamen aus dem Energiedësch an de Solidaritéitspäck 1.0 respektiv 2.0 zesummen 2,1 Milliarden Euro kaschten – staatlech Garantien net aberechent. A mam Pak 3.0, dee viru manner wéi zwee Méint vun de Sozialpartner mat ënnerschriwwe ginn ass, wäerte mir eleng dëst Joer eng 425 Milliounen Euro zousätzlech Ausgaben hunn, d'nächst Joer dann iwwer 900 Milliounen. Dat mécht ënnert dem Stréch also am Ganze méi wéi 6,3 Milliarden Euro oder – wann een déi staatlech Garantien derbäirechent – iwwer 7 Milliarden Euro, déi de Staat ausginn huet, fir de Mënschen am Land duerch d'Krisen ze hëllefen. Also, wann dat net eng Leeschtung ass, da weess ech och net!

Mir hunn all déi eenzel Mesüren, déi ergraff gi sinn, hei am héijen Haus jo awer ganz dacks mateneen diskutéiert. An et gouf meeschtens jo och eng grouss Majoritéit fir déi Mesüren. Mee wien A seet, muss natierlech och B soen: Et kann een net op der enger Säit fir esou Moossname sinn, fir de Leit ze hëllefen, awer op der anerer Säit dann de spatze Mëndche maachen, wann et ëm de Finanzement geet, a kräischen, dass een d'Suen elo ausginn huet.

D'LSAP ass sech däers ëmmer bewosst gewiescht a mir hunn am Géigesaz zu aneren eng ganz kloer Linn iwwert déi ganz Krisenzäit behalen, eng kloer Linn, eng responsabel Politick, eng previsibel an eng zouversiichtlech Politick. Eise Mot d'ordre war an ass, sech ëm eis Biergerinnen a Bierger ze këmmeren, eiser Ekonomie Verlässlechkeet unzebidden an esou jidderengem méi Zouversiicht kënnen ze ginn, och wann et eppes kascht!

Une voix | Très bien!

Mme Francine Closener (LSAP) | Wa mir de Leit net an der Kris hëllefen, jo, wéini dann? Den Apel fir den Duuscht ass nëmme sënnvoll, wann een dann awer och den Apel aus dem Keller hëlt, wann den Duuscht do ass, fir deen ze läschen!

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Francine Closener (LSAP) | Lëtzebuerg huet also eng interventionistesch Budgetspolitick gemaach, sou wéi dat fir eis a Krisenzäiten alternativlos ass. Dat weist sech och nach eng Kéier an eiser Ambitioun bei den ëffentleche Investissementer: Mir sinn dëst Joer mat Investissementer an der Héicht vu 4,5 % vum PIB net nëmme par rapport zum Rescht vun der EU un der Spëtzt, mee mir iwwertreffen och nach eis eegen historesch Moyenne. Mat héijen Investissementer, besonnesch an d'Infrastrukture vun eisem Land, brénge mir et och fäerdeg, de sëllegen Entreprisen an der Konstruktioun Opträg ze ginn, an esou och vu staatlecher Säit e bëssen dat opzefänken, wat vu privater Säit feelt.

An och do musse mir eis awer nach iwwer nei Initiative ganz schnell a ganz intensiv Gedanke maachen. Déi ganz Investissementer betreffen an éischter Linn d'Beräicher Ëmwelt, Klima an ëffentlech Infrastruktur, mee net zulescht och Bildung an ëffentlech Gesondheet. Eppes verbënnt déi ganz Investissementer: Si déngen der Liewensqualitéit vun allen Awunner hei am Land.

Eleng am Beräich Ëmwelt a Klima si fir dëst Joer net manner wéi 530 Milliounen Euro am Zentralstaat virgesinn, am Beräich ëffentlech Infrastruktur 293 Milliounen. Grad a schwieregen Zäiten ass et wichteg, dass een dee Rhythmus vun den Investissementer héich hält.

Nawell steet Lëtzebuerg awer op drëtter Plaz vun den am mannste verschëlten EU-Memberstaaten – ech betounen: am mannste verschëlt! D'LSAP deelt den Zuelefetischismus vu verschiddene ronderëm d'Trajectoire vun der ëffentlecher Schold net. Et muss een esou Zuelen ëmmer an hire Kontext setzen, fir datt se e Sënn erginn. Mir bleiwen iwwert déi ganz Trajectoire vum PSC ënnert dem Seuil vun den 30 %. Dat ass eng gutt Saach, eng ganz gutt Saach. Mee, wann een éierlech ass – a mir si jo heibannen nëmmen där Éierlecher –: Et mécht keen objektiven Ënnerscheed bei der Bewäertung vun eiser finanzieller Situatioun, ob mer 29 %, 30 % oder 31 % Staatsschold par rapport zum PIB hunn.

De Jean Pisani-Ferry, Ekonomiesprofesser op der renomméierter Sciences Po Paräis, huet an engem oppene Bréif den Discours vum franséische President Macron ganz kloer kritiséiert, well dee seng ëmstriddde Pensiounsreform mat der aktueller Staatsschold vu Frankräich ze justifiéiere versicht. „Contrairement à une légende tenace, les marchés ne demandent pas l'austérité, mais la clarté. Ils veulent bien croire aux belles histoires, à la condition qu'elles soient vraisemblables."

A sengem Bréif fuerdert hien am Hibléck op d'Gestioun vun de Staatsfinanzen, dass een als politesch Responsabelen eng kloer Visioun huet, wou ee wëll higoen, a sech deementspriechend déi néideg Moyenen gëtt. Ech deelen dëse Constat. Fir d'éischt muss ee sech kloer politesch Prioritéite ginn, no deenen een duerno da seng Budgetspolitick festleet – an net ëmgedréint! Wann een de Biergerinnen a Bierger dobaussen soss näischt ze zielen huet wéi e puer abstrakt Zuelen, déi souwisou warscheinlech ni wäerten esou antrieden, da brauch een sech net ze wonneren, datt d'Leit op d'Strooss ginn!

Et ass aus eiser Siicht net richteg, d'Budgetspolitick als eng Zort Kontabilitéit ze behandelen. D'Budgetspolitick vun engem Land geet vill méi wäit a vill méi déif: Et ass hei, wou all d'Fiedem zesummelafen, et ass hei, wou ee Prioritéiten erausliest an et ass och hei, wou een d'Ëmsetzung vun dëse Prioritéiten nach misst besser kënnen novollzéien.

D'LSAP plädéiert zanter iwwer dräi Joer derfir, de Bien-être vill méi staark als roude Fuedem am Budgetsdokument ze integréieren. Dëst géing eis et erlaben, vun deem reng quantitativen Denken an der Budgetspolitick fortzekommen, hin zu enger Politick, déi evidenzbaséiert schafft, déi sech u Resultater orientéiert, déi musse mëttelfristeg erreecht ginn. Amplaz just e Budgetsartikel ze hunn, deen iergendee Montant vu Recetten oder Depensë mat sech bréngt, wëlle mir thematesch Indicateure mat drasetzen an iwwert d'Jore kucken, wéi déi Indicateure sech entwéckele par rapport zu de budgetäre Mëttelen, déi een dofir bereetgestallt huet.

Neiséiland huet 2019 säi Budgetsdokument genau esou iwwerschafft. Schottland huet sech dorunner inspiréiert a mir sinn als LSAP der Meenung, datt och Lëtzebuerg soll dësen Effort maachen. Mir wëssen alleguer ganz genee, dass et net duergeet, e puer

Sue méi an e Budgetsartikel ze setzen, wann ee wierklech wëll virukommen. Op der anerer Säit kënne mir eis et och net méi erlaben, Suen enzwousch anzesetzen, ouni ze analyséieren, ob mir wierklech dat erreecht hunn, wat mir eis dann och virgeholl haten. Mir mussen also vill méi eng systematesch, wëssenschaftlech Evaluatioun vun eise Politicke maachen an eis Budgetsmëttelen deem upassen. Dës Method géing eis Budgetspolitick méi un eis haiteg Zäit upassen a fir méi Transparenz am ëffentlechen Debat suergen, an domadder och fir vill méi Vertrauen an d'Politick.

Anescht wéi de Solidaritéitspak 1.0 respektiv 2.0, op déi ech jo agaange sinn, huet de Solidaritéitspak 3.0 eng Partie Moossnamen, déi iwwer d'Krisegestioun erausginn, virgesinn. D'Sozialpartner sinn sech jo eens ginn, e Konjunktur-Steierkreditt fir dat lafend Joer op de Wee ze bréngen, deen eigentlech eng Adaptatioun vum Steierbarème ëm zwou Indextranchë simuléiert. Esou stäerke mir nach eng Kéier d'Kafkraaft bei de Stéit. Der LSAP ass et och mat dëser Moossnam an éischter Linn drëm gaangen, dass d'Stéit net iwwerproportional staark mussen zum Finanzement vun der Allgemengheet bäidroen. An eisen Ae bleift et fir de sozialen Zesummenhalt an eisem Land essentiel, datt souwuel Privatstéit wéi och Betriber hire fairen a gerechten Deel zur Allgemengheet bäidroen.

A vun engem Walkaddo kann hei absolutt keng rieds goen! Wat eis Staatsrecetten ubelaangt, stelle mir jo schonn zanter Joren eng staark Tendenz fest, datt d'Stéit, d'Menagen, ëmmer méi e groussen Undeel musse bäidroen zum generelle Steierakommes. Ee Beispill op der Säit vun den direkte Steieren ass d'Lounsteier: Eleng vum previsionelle Kont 2022 op de Budgetsprojet 2023 ass se ëm 16 % an d'Luucht gaangen; an absolutten Zuelen eng Progressioun vun 830 Milliounen Euro. Wann ee sech dat Beispill virun Ae féiert, da versteet een, datt d'Aféierung vum Konjunktur-Steierkreditt, deen 260 Millounen Euro potenziell Steierrecetten erëm zeréck bei d'Stéit gëtt, dass dat alles ass, mee kee Walkaddo.

Mir sinn der Meenung, datt et elo dee richtegen Zäitpunkt ass, de Stéit Loft fir ze ootmen ze ginn. Och wa mir mat eise staatleche Mesüren d'Evolutioun vun den Energiepräisser fir d'Stéit gutt an de Grëff kritt hunn, wësse mir jo, dass et entre-temps ganz aner Wuerepräisser sinn, déi de Leit hir Kafkraaft beanträchtegen. An ech schwätzen natierlech vum elementaarste Grondbesoin, deen e Mënsch kann hunn: Iessen. D'Liewensmëttelpräisser sinn zu Lëtzebuerg op ee Joer gekuckt ëm 13 % an d'Luucht gaangen; besonnesch fir FamilLen ass dat eng seriö Méibelaaschtung.

Et ass als klengt Land immens schwiereg, op d'Liewensmëttelpräisser direkt awierken ze kënnen. Nawell huet d'Politick déi moralesch Obligatioun, esou eng Entwécklung eescht ze huelen, eng Äntwert ze fannen. De Konjunktur-Steierkreditt kann e wichtege Bäitrag leeschten, fir dee Verloscht vun der Kafkraaft erëm auszegläichen.

Här President, ech hu scho virdru gesot, datt mir eis net sollten zu Lëtzebuerg u fiktiven Zuelen ophänken, déi esou de politeschen Debat vu virera lämen. Dëst gëllt awer net fir Lëtzebuerg eleng, et gëllt fir d'Europäesch Unioun als Ganzt. D'Architektur vun der ekonomescher Gouvernance an der Europäescher Unioun muss dréngend iwwerschafft ginn. Sou, wéi se am Moment ass, riskéiere mer an der EU, eis selwer Handschellen unzeleeën, déi eis drunner géifen hënneren, wichteg Investissementer ze tätegen, fir eeben eng ekologesch Transitioun, fir d'Digitaliséierung, fir eng strateegesch Onofhängegkeet an de Schlësseltechnologien. Spéitstens mam Inflation Reduction Act vun der Biden-Administratioun an den USA wësse mer, datt aner Ekonomien amgaang sinn, eis ze iwwerhuelen. Do kënne mer déi schéinst Objektiver à moyen terme an eise Bicher stoen hunn, mee dann hu mer nawell keng Chippen, fir d'Autoe vun der Zukunft ze bauen.

Den europäeschen Net Zero Industry Act ass do a senger Envergure sécher en Deel vun der Äntwert, awer och just en Deel. Op d'mannst 40 % vun den Technologien, déi mir brauchen, fir Klimaneutralitéit ze erreechen, sollen 2030 op eisem Kontinent produzéiert ginn. Déi 40 % sinn natierlech nëmmen e politescht Zil, keng legal Contrainte. Dofir ass et wichteg, datt mer dëst Zil mat Liewe fëllen an och zu Lëtzebuerg eng politesch Äntwert fannen, wat mir dann dozou kënne bäidroen.

Aus der Siicht vun der LSAP besteet eng ganz grouss Gefor doranner, op EU-Niveau erëm zu enger Spuerpolitick zeréckzekommen. Am November d'lescht Joer huet d'EU-Kommissioun Orientatiounen erausginn, zu deene de Conseil sech am Mäerz dëst Joer a Form vu Konklusioune geäussert huet. An deem Kontext ass et ze begréissen, datt an Zukunft soll e sougenannt Plans budgétaires et structurels à moyen terme vun all Memberstaat presentéiert ginn. Dat gëtt eis d'Hoffnung, dass een d'Staatsfinanzen an enger méi breeder Zäitfënster kuckt, wat vill méi Sënn géif erginn. Déi Clause dérogatoire, déi mir jo am Kader vun der Pandemie kenne geléiert hunn, soll dann elo och fir eenzel Memberstaate méiglech sinn. Och dat ass eng Iddi, déi mir als LSAP sécherlech begréissen.

Mee d'Prozedur par rapport zu de sougenannten exzessiven Defiziter géif erhale bleiwen. Wann dat wierklech esou soll kommen, wier dat jo awer eng verpasste Chance fir e richtege Paradigmewiessel. Dës Prozedur ass aus eiser Siicht nämlech en Deel vun där onsënneger Handfessel, déi mir eis als EU a Budgetsfroen operleeën.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, 15 Joer ass et elo hier, datt d'Finanz- a Wirtschaftskris ronderëm d'Welt un d'Ziddere bruecht huet. Zwee Joer drop huet den Europäesche Conseil dat sougenannt Europäescht Semester lancéiert, eebe mam Zil, den Zesummenhalt an der EU ze stäerken, fir esou eng méi resilient a kohärent europäesch Ekonomie ze hunn. Souwuel de PSC wéi och de PNR sinn domadder eng Reaktioun op eng Kris. A Krisen, där hu mir der jo genuch. Dat ass de Grond, firwat eise PNR ëm de Plan pour la reprise et la résilience, kuerz PRR, erweidert ginn ass. E weidere Kriseplang, deen eng Reaktioun op d'Auswierkunge vun der Pandemie ass.

Europa hält hei zesummen. Ob European Green Deal, Facilité pour la reprise et la résilience, REPowerEU, vu Bréissel komme wierklech eng Rei vu Mesüren, fir d'Memberstaate méi resilient a méi krisefest ze maachen. A virun e puer Wochen hu mer jo schonn hei bei der Interpellatioun vum Laurent Mosar iwwert d'Perspektive fir an d'Entwécklunge vun der Lëtzebuerger Wirtschaft geschwat. Dee Moment sot ech schonn, datt déi aktuell Erausfuerderungen, also d'Pandemie, de Krich, d'Energiekris, d'Inflatioun an iwwer all deem de Klimawandel, dass dat alles Gamechanger sinn. An effektiv, et ass en Challenge, fir Léisungen ze fannen, déi derfir suergen, datt eist Land kompetitiv bleift an nach méi resilient gëtt. Mee genee dat ass jo awer och den Usproch un déi politesch Responsabel.

Fir et mam Martin Luther King ze soen: De wierkleche Wäert vun engem Mënsch weist sech net a rouegen Zäiten, wann alles riicht leeft, mee a schwéieren Zäite vun Erausfuerderungen a Kontrovers. A genee dësen Zäiten huet eis Regierung eng Herkulesaufgab gemeeschtert an eist Land duerch de wirtschaftleche Stuerm manövréiert. De Bilan léisst sech weisen: D'Regierung gouf vun der OECD fir hir prezis a séier Reaktioun wärend der Pandemie gelueft. Trotz dem Krich, de Repercussiounen op d'Liwwerketten, trotz der Energiekris huet eist Land déi nidderegst Inflatioun an der EU. Vun der EU gouf et dofir eng méi speziell Form vun Unerkennung: Eebe well eis Zuelen esou gutt sinn am Verglach zur EU-Moyenne, sinn d'Gelder vun der Facilité pour la reprise et la résilience fir Lëtzebuerg leider e wéineg gekierzt ginn.

De PNR, den nationale Reformprogramm, kann een am Fong als eng Zort Spigel vun der Regierungsaarbecht gesinn. D'Zil ass et, op déi grouss Erausfuerderungen déi richteg Äntwert ze fannen, dat am Kader vun de véier Dimensiounen: der ekologescher an der digitaler Transitioun, der Produktivitéit, dem Gläichheetsprinzipp an der makroekonomescher Stabilitéit.

D'Mesüre vun der Regierung mussen elo ënner anerem d'erneierbar Energië fërderen, eng méi nohalteg Mobilitéit en place setzen, e gerechte Bildungssystem garantéieren, géint aggressiv Steiervermeidungspläng virgoen, fir nei a sécher Aarbechtsplaze suergen an, last but not least, den Aarmutsrisiko erofsetzen.

Einfach ass et net, well iwwert all deenen Onsécherheeten a Gefore schwieft och nach de Klimawandel als Damoklesschwäert an dofir ass et nëmme richteg, dass Lëtzebuerg bal 70 % vun den Investitiounen am Kader vum PRR an de Kampf géint d'Klimaerwärmung stécht. Dat ass bal duebel esou vill wéi dee vun der EU gefrote Minimum a méi wéi all déi aner EU-Länner. Lëtzebuerg huet also deen ekologeschste PRR.

Dat ass och batter néideg, well eise Klimabilan ass net gutt. Wärend eist Land jo nach ëmmer mat wirtschaftlechen Zuele ka glänzen, ass eis Performance bei der Aspuerung vun Energie- an Emissiounswäerter ënnert dem Duerchschnëtt, wëll heeschen, datt den Undeel un erneierbaren Energien zu Lëtzebuerg niddereg an den Taux vun Zäregase pro Kapp héich ass.

D'Zil, bis 2050 klimaneutral ze ginn, ass ambitionéiert. Dir kennt déi Hellewull u Mesüren, déi d'Regierung geholl huet. Och d'Industrie soll natierlech méi gréng ginn. Ech hu scho vum Net Zero Industry Act geschwat: Souwuel d'Leit wéi och d'Betriber ginn ënnerstëtzt, wa si sech fir eng nohalteg Welt engagéieren. Nieft dësen Ureizer gëtt et awer och Moossnamen, déi fir en Ëmdenken an der Gesellschaft solle suergen. D'Wuere sollen net méi just produzéiert, benotzt an ewechgehäit ginn, mee, wa méiglech, an engem Kreeslafsystem bleiwen. Hei ënnerschreift d'LSAP mat béiden Hänn d'Strategie Kreeslafwirtschaft vun eiser Regierung.

Op där enger Säit musse mir nees léieren, dat, wat mir hunn, effizient ze notzen, op där anerer Säit solle mir awer dat, wat net gebraucht gëtt, guer net eréischt produzéieren; Zero Waste ass d'Stéchwuert. Lëtzebuerg ass beim Earth Overshoot Day leider traurege Spëtzereider. Méi bewosst an och manner konsuméieren ass fir eis e Must, soss kënne mir et geschwë guer net méi.

Klima- an Ëmweltschutz sinn net nëmmen doheem an op der Aarbecht néideg, mee och um Wee dertëscht. E Groussdeel vun den Emissioune sinn op den Trafick zréckzeféieren, deen esou massiv zougeholl huet; ze vill Autoe fueren oder stinn zur selwechter Zäit op de Stroossen. Well Lëtzebuerg net soll am Trafick erstécken, bleift eis näischt anescht iwwereg, wéi

Rekordzommen an d'Mobilitéit ze investéieren, an och mam neie Plan national de mobilité 2035 wëll d'Regierung konzeptuell de Verkéier an de Gréff kréien. Jo, et ass spéit dofir, jo, mee besser elo wéi ni! Bis datt d'Schinnenetz de Besoine vun de Leit entsprécht, ginn d'Nerven allerdéngs nach vill strapazéiert.

Dobäi hunn déi meescht jo och nach vill aner Suergen: D'Liewensmëttelpräisser hunn ech ugeschwat, et huet een Angscht, d'Heizung unzeloossen an de Loyer frësst a frësst Lächer an de Portmonni. A Krisenzäite brauch d'Land méi wéi jee e Sozialdialog. Deen hu mir zu Lëtzebuerg, dee fonctionéiert. E garantéiert net nëmmen de soziale Fridden, mee en hält eist Land zesummen an ech sinn houfreg op d'Resultater vun de leschten Tripartitten. Wéi gesot, d'Regierung huet eng effikass Krisepolitick gemaach d'lescht Joer an déi Jore virdrun.

Am PNR geet et net just ëm d'Ekonomie, mee och ëm déi sozial Sécherheeten, Här President. De Socle européen des droits sociaux setzt ambitiéis Ziler, fir all EU-Bierger mat engem sozialen Netz ze schützen. An eise Kommissär, den Nicolas Schmit, dee schafft mat Äifer un engem Plang, fir déi sozial Rechter och wierklech ze implementéieren an Europa, fir Europa méi gerecht a méi inklusiv ze maachen, besonnesch fir déi nächst Generatiounen.

Dee Leschten huet an de leschte Jore festgestallt, wéi wichteg e gudden a performante Sozialstaat ass: Congé parental, Covid, Krankegeld etc., an dat souwuel, wat Sozialhëllef ugeet, wéi och d'Sécurité sociale. Mir mussen alles maachen, fir déi sozial Ofsécherung, déi a Krisenzäiten iwwerliewenswichteg war an ass, ze stäerken, weiderzeentwéckelen, weider auszebauen. A mir mussen natierlech och derfir suergen, datt keen duerch d'Netz fält an eisem Land hei, dass jiddereen Zougang kritt a behält zu de Leeschtungen.

Et war an dat ass d'Zil vun der Couverture universelle. De Pilotprojet ass jo ugelaf a gëtt an Zesummenaarbecht mat den Organisatiounen um Terrain duerchgefouert. An der Tëschenzäit sinn Dossiere vu enger 60 Leit ugeholl ginn, déi vollen Zougang zu de Leeschtunge vun der CNS kréien. De Projet wäert an nächster Zäit evaluéiert ginn an dann duerch eng legal Basis perenniséiert ginn. D'LSAP begréisst dëse Projet zu 100 %.

Wichteg war dann awer och, datt am Zesummenhang mam Ukrain-Krich de ville Mënschen, déi geflücht sinn, hei am Land direkt gehollef konnt ginn, an och si konnte séier Zougang kréien zu der Assurance maladie.

Här President, Aarmut trotz Aarbecht, Working Poor, ass och zu Lëtzebuerg eng batter Realitéit a mir stinn am EU-Vergläich net extra gutt do, wat ënner anerem eeben op déi exorbitant Wunnengspräisser zréckzeféieren ass. Fir d'LSAP ass et eng Selbstverständlechkeet, de Leit ze hëllefen, fir datt si net an d'Aarmut rëtschen. An an deem Sënn begréisse mir natierlech ausdrécklech wichteg Moossname wéi d'Erhéijung vun der Allocation de vie chère, vum REVIS, vum Mindestloun, awer och Steierkreditter a Energieprimme fir Stéit mat nidderegem Akommes – ech hu se all ernimmt.

De Phenomeen vun de Working Poor ass e weideren Indice dofir, datt de PIB eleng kee Garant ass fir Wuelstand. Eise PIB wiisst zweemol esou staark wéi dee vun der EU, dofir widderhuelen ech nach emol, wéi wichteg d'Aféierung vum PIBien-être ass. D'Wuelbefanne vun de Leit ass d'Käruleies vun der LSAP. Ech hat et schonn duergeluecht, wéi een de Bien-être vill méi nohalteg an de Staatsbudget kann integréieren, an och am Steiersystem ass de Reformbedarf nach wéi vor do fir méi Gerechtegkeet. Dir kennt d'Propose vun der LSAP.

D'Prozedur vum PNR gesäit vir, datt d'EU-Kommissioun am Mee drop reagéiert, fir weider vulnerabel Punkten opzedecken an d'lescht Joer gouf ënner anerem op eisen Educatiounssystem verwisen, deen nach ëmmer Ongerechtegkeete reproduzéiert. D'Kommissioun huet bemängelt, datt d'Successioun vun eise Schülerinnen a Schüler enk verbonnen ass mat hirem sozioekonomesche Milieu. Dat ass bei Wäitem net déi éischte Kéier, datt dat ugeprangert gëtt, an och den Observatoire national de la qualité scolaire huet bekanntlech schwaarz op wäiss mat Chiffere beluecht, wéi d'Elterenhaus déi schoulesch Karriär vun engem Kand beaflosst. Dat ass inakzeptabel an trotz enger ganzer Rei Efforten an der formaler an nonformaler Bildung, fir d'Chancëgerechtegkeet ze verbesseren, geet dat net duer! D'Schoul ass de Reproduzent vun Ongerechtegkeeten. D'Schoul spillt d'Roll vum soziale Lift nach net. An och d'Europaschoulen, esou vill Avantagë se och kënnen hunn, och d'Europaschoule sinn net der Weisheit letzter Schluss, Stéchwuert „Beruffsausbildung, déi feelt", Stéchwuert „Wiessel an een anere System", Stéchwuert „Lëtzebuergesch als Integratiounsfacteur", Stéchwuert „Employabilitéit nom Ofschlossdiplom". Och do musse mir nach eng Schëpp bäileeën.

Fir eis als LSAP mussen déi Efforte fir d'Bildungsgerechtegkeet méi wäit a weidergoen an e kloert a laangfristegt Zil verfollgen. Et geet drëm, datt all Kanner – all Kanner! – hei am Land esou ausgebilt an ekipéiert sinn, datt si gutt an der Gesellschaft vu muer an iwwermuer liewe kënnen. Do ass de Pilotprojet vun der Alphabetiséierung op Franséisch eng éischt richteg Pist, fir d'Sproochenthematik, mat där esou vill Schülerinnen a Schüler konfrontéiert sinn, fir déi also ganz op de Leescht ze huelen.

Eis Kanner sinn Digital Natives. Si wuesse mat der modernster Technik op, kënne Boma a Bopa, souguer den Elteren erklären, wéi een den Handy benotzt. Mee domadder geet et awer net duer, fir Desinformatiounen opzedecken. Dofir brauch ee vill, vill méi. D'Transitioun geléngt egal wéi besser, wann d'Educatioun der Transitioun nokënnt.

Här President, wéi d'Algorithme funktionéieren, wat kënschtlech Intelligenz kann, do hunn déi meescht Krämpes fir matzegoen. Mee op d'mannst ginn déi meescht eens als User, als Konsumenten online. Dat ass awer nach laang net fir jiddereen de Fall. Wéi ass et eigentlech mat der Internetaccessibilitéit, dem Internet fir jiddereen? Mam sougenannten „Digital Divide", der Fracture numérique?

2021 huet d'Regierung dozou de Plan d'action national d'inclusion numérique erstallt, deen eng Rei Initiativen oplëscht.

Lëtzebuerg gehéiert, wat den Accès zum Internet ugeet, wuel zum Spëtzepeloton, mee trotzdeem muss een awer feststellen, datt laut enger Enquête vum Statec 9 % vun den Onlinenotzer administrativ Onlineservicer iwwerhaapt net benotzen, MyGuichet an anerer, well si dat net kënnen, well si net déi néideg informatesch Kenntnisser hunn. Dat sinn der elo net schrecklech vill, 9 %, a mengen Aen awer nach vill ze vill. Dovunner betraff sinn net nëmmen, mee och vill eeler Leit. An och heizou ginn am Plang Initiativen opgelëscht, mee ech froe mech awer, ob dat wäit genuch geet. Fillt en 80-Järege sech wierklech ugeschwat vun Internetcoursen, wann en doheem weder e Computer huet nach e Smartphone?

Meng Kolleegin Lydia Mutsch hat et an der Debatt zum Theema de leschten Oktober scho gesot: Et ass evident, datt een do op d'Leit muss zougoen an dohinner goen, wou si och sinn, an net waarden, datt si op eis zoukommen. A verschiddene Länner, wou d'Fracture numérique méi ausgepräägt ass wéi bei eis, gëtt et Modeller, un deene mir eis kéinten inspiréieren. Mir sollten dat maachen. Fir eis ass et kloer, datt ee bei der digitaler Inklusioun nach eng gutt Schëpp ka bäileeën, fir datt och wierklech keen op der Streck bleift.

Wien Digitaliséierung seet, seet natierlech och Datesécherheet. Wat bis Oktober d'lescht Joer SECURITYMADEIN.LU war, ass elo d'House of Cybersecurity. Hei fënnt ee jo och den Digital Innovation Hub, eng zentral Ulafstell fir digital Technologien, grad fir kleng Betriber. Dat ass eng ganz gutt Saach a mir hunn och an der Cybersécherheet e ganz gudden internationale Ruff. Nach déi lescht Woch huet de Kommissär Nicolas Schmit och hei an der Chamber op dat enormt Potenzial higewisen, wat nei Aarbechtsplazen an deem Beräich betrëfft. Mee dat bedéngt natierlech och, datt mir déi néideg Profiller net nëmmen aus dem Ausland unzéien, Stéchwuert „Talent Attraction", mee virun allem, datt mir se selwer ausbilde respektiv weiderbilden. Déi national Skillsstrategie huet eis jo op en Neits virun Ae gefouert, datt et un deene feelt: Déi um Aarbechtsmaart gebrauchte Kompetenze fanne mir net genuch zu Lëtzebuerg.

D'LSAP begréisst an deem Kontext, datt den Aarbechtsminister och e grousse Wäert leet op d'Weiderbildung, ënnert anerem mam Skillsplang, eng Aide fir Formatioun an de PMEen. Mee natierlech geet et awer an der Grondausbildung un, fir datt déi Jonk eeben och en Job an deene villverspriechende Secteure vun der Ekonomie fannen, zum Beispill deem vun de Biotechnologien. Um Campus zu Esch komme jo medezinnesch Fuerschung an Innovatioun zesummen, och hei hieft Lëtzebuerg sech duerch säin Knowhow ervir. An et ass effektiv dat, wat eis Ekonomie ausmécht: d'Qualitéit.

Data-driven, nohalteg, dekarboniséiert, circulaire a resilient: Esou muss eis Wirtschaft ginn, fir zukunftsfäeg ze sinn. A wat dat ugeet, sinn ech ganz optimistesch, well, Kolleeginnen a Kolleegen, dës Regierung huet bewisen, datt si Krise ka bewältegen, datt se schafft, datt se effikass Politick mécht an derbäi an engems och nach no vir kuckt. Dat ass eng Leeschtung, déi eis Unerkennung verdéngt. An et ass wéi beim Vëlofueren: Et bleift ee just an der Riicht, wann ee sech beweegt. Stabilitéit mat an duerch Fortschrëtt, genee dat brauch Lëtzebuerg a genee dat ass och de Leitfuedem vun der Regierungspolitick an dofir steet d'LSAP 100 % do hannendrun!

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Closener.

An domadder si mir um Enn vun der Sitzung fir de Moien ukomm. Mir fuere mat den Diskussiounen iwwer de PSC an de PNR de Mëtteg um 14.00 Auer weider.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 11.48 heures.)

Sommaire

Objet	Nº	Auteur	Page
Crédit d'impôt énergie	7543	Marc Spautz	78
Délais d'attente dans les ateliers protégés	7544	Sven Clement	79
Autorisation d'exercer les professions de médecin, de médecin-dentiste et de médecin vétérinaire	7545	Marc Spautz	79
Remboursement des téléconsultations dans le cadre de la psychothérapie	7547	Diane Adehm	79
Travaux routiers sur le CR334 entre Clervaux et Boxhorn	7548	André Bauler	80
Réglementation des horaires scolaires à l'école fondamentale	7549	Myriam Cecchetti	80
Relations commerciales Luxembourg-Chine	7550	Marc Spautz, Laurent Mosar	82
Nicotine Pouches	7551	Nancy Arendt épouse Kemp, Martine Hansen	82
Production de puces informatiques	7552	Marc Spautz	83
Placement en famille d'accueil	7553	Nathalie Oberweis	83
Sécurité des marchands	7554	Fernand Kartheiser	84
Anciens hôtels reconvertis en foyers pour réfugiés	7555	Fernand Kartheiser	84
Nouvelle réglementation européenne pour le secteur viticole	7557	Jeff Engelen	84
Projet hôtelier à Rodange	7558	Marc Goergen	85
Obligation d'ordonnance de pilule contraceptive	7559	Sven Clement	86
Émissions de gaz à effet de serre dans le secteur résidentiel au Luxembourg	7560	Myriam Cecchetti	86
Intérêts débiteurs en relation avec une habitation en construction	7561	Sven Clement	87
Formation des infirmiers et des infirmiers psychiatriques	7562	Sven Clement	88
Activités de la Cellule de renseignement financier	7563	Roy Reding	88
Clause de résidence ou de provenance dans le cadre de la licence de cabaretage	7564	Jean-Paul Schaaf	89
Projet d'implantation d'un centre médical et d'une pharmacie à Nothum	7565	Carlo Weber	90
Ventes en état futur d'achèvement dans le cas de faillite de l'entreprise de construction	7566	Cécile Hemmen	90
Pollution du Drosbach	7567	Gusty Graas	90
Engagement à la participation à des mesures agro-environnementales et climatiques	7568	Martine Hansen	91
Pénurie des agents de transport	7569	Myriam Cecchetti	91
Évaluation des mesures d'économie d'énergie	7570	Fernand Kartheiser	91
Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA)	7571	Gusty Graas	92
Écoles européennes agréées	7572	Martine Hansen	92
Avortements sexo-sélectifs	7573	Fernand Kartheiser	94
Consommation de cannabis médical en milieu de travail	7574	Sven Clement	94
Suspension des projets de création de champs d'éoliennes en mer au Danemark	7575	Fred Keup	94
Étude sur l'établissement d'un indice socio-économico-culturel communal sur la base des élèves fréquentant l'enseignement fondamental	7576	Fred Keup	95
Antibiotiques pour les enfants	7578	Max Hengel, Jean-Marie Halsdorf	95
Chômage partiel	7581	Marc Spautz	95
Dossier de soins partagé	7583	Sven Clement	96
Nombre d'ordonnances introduites à la CNS	7584	Sven Clement	96
Nouvelle présidence du sommet de la Grande Région	7585	Dan Biancalana	96
Formation « Secours à personne niveau 2 » (SAP2)	7586	Max Hahn, Carole Hartmann	97
Protection de l'eau	7587	Martine Hansen	97
Loi américaine sur la réduction de l'inflation (Inflation Reduction Act)	7588	Laurent Mosar	97
Implication du Luxembourg aux missions civiles d'observation électorale de l'Union européenne (UE) et de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE)	7589	Stéphanie Empain	98
Nouveau marquage sur la route entre Bettembourg et Huncherange	7590	Marc Goergen	99
Langage inclusif	7592	Fernand Kartheiser	99
Travaux routiers sur le CR334 entre Clervaux et Boxhorn	7668	André Bauler	80

Crédit d'impôt énergie | Question **7543** (02/02/2023) de **M. Marc Spautz** (CSV)

Le crédit d'impôt énergie avait été introduit dans le contexte d'un accord tripartite pour aider les citoyens à faire face à l'inflation. Actuellement, ce mécanisme est limité pour l'année 2023 à la période qui se situe entre le 1er janvier 2023 et le 31 mars 2023, puisque l'indexation reportée en juillet 2022 doit tomber en avril 2023.

Dans un sujet publié sur Paperjam.lu, intitulé « Pourquoi votre salaire risque de diminuer en avril », il est fait le calcul qu'une personne gagnant le salaire social minimum non qualifié (sans autres avantages) se retrouve, après la fin du crédit d'impôt énergie, avec un salaire net similaire (à quelques centimes près) à celui qu'il touchait en janvier 2023 (en prenant donc en compte les deux indexations de février 2023 et avril 2023).

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre des Finances et à Monsieur le Ministre du Travail :

– Est-ce que le Gouvernement peut confirmer ce calcul ? Quelle est son appréciation de la situation ?

– La fin du crédit d'impôt énergie va donc particulièrement pénaliser les plus petits salaires. Est-ce qu'au regard de la situation actuelle, le Gouvernement n'estime-t-il pas qu'il est urgent et nécessaire de prévoir des aides supplémentaires, par exemple en rallongeant la période d'application du crédit d'impôt énergie, pour les personnes les plus durement touchées par l'inflation et la perte de leur pouvoir d'achat ? Est-ce que d'autres aides sont prévues pour venir en aide aux ménages ?

Réponse (06/03/2023) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre des Finances | **M. Georges Engel,** Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire

L'honorable Député se réfère dans sa question parlementaire au crédit d'impôt énergie (CIE) qui a été introduit par la loi du 29 juin 2022 portant transposition de certaines mesures prévues par l'accord tripartite du 31 mars 2022 pour la seule et unique fin de compenser la perte du pouvoir d'achat liée au report de la tranche indiciaire de juillet 2022. Il est donc limité à la période qui se situe entre le 1er juillet 2022 et le 31 mars 2023 inclus.

L'honorable Député demande de vérifier la situation fiscale d'une personne gagnant le salaire social minimum (SSM) non qualifié (sans autres avantages) suite à la fin du CIE à partir du 1er avril 2023 par rapport à la situation de janvier 2023. En effet, le salaire mensuel net après bonification des crédits d'impôt pour un contribuable rangé en classe d'impôt 1 et bénéficiaire du salaire social minimum non qualifié (sans autres avantages) s'élève à 2.177 euros pour le mois

d'avril 2023 et à 2.173 euros pour le mois de janvier 2023.

Dans ce contexte, il est à préciser qu'en application de l'article L. 222-2 du Code du travail, le Gouvernement soumet, toutes les deux années, à la Chambre des Députés un rapport sur l'évolution des conditions économiques générales et des revenus accompagné, le cas échéant, d'un projet de loi portant relèvement du niveau du salaire social minimum. C'est notamment ce mécanisme qui a joué lors de l'adaptation du SSM au 1er janvier 2023.

En ce qui concerne la deuxième question de l'honorable Député, la Ministre des Finances a souligné dans le cadre de la présentation de la situation financière de l'État au 31 décembre 2022, lors d'une réunion conjointe de la Commission des Finances et du Budget et de la Commission de l'Exécution du budget de la Chambre des Députés le 30 janvier 2023, que le solde final déficitaire de l'Administration centrale devrait connaître une amélioration de 500 millions d'euros par rapport à l'estimation présentée en octobre 2022. Cette situation budgétaire plus favorable, ainsi que les perspectives macroéconomiques qui se sont améliorées au cours des derniers mois, permettent d'élaborer des mesures fiscales spécifiques, qui sont actuellement à l'étude, pour renforcer le pouvoir d'achat des ménages en cette période difficile.

Délais d'attente dans les ateliers protégés | Question **7544** (02/02/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Aarbechtssichender, déi bei der ADEM ageschriwwe sinn an déi de Statut vun engem Travailleur handicapé hunn, kënnen an Ateliers protégés eng Plaz fannen. Dës Plaze sinn allerdéngs limitéiert.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Famill an Integratioun dës Froe stellen:

1. Wéi vill Leit mam Statut Travailleur handicapé stoungen den 31. Dezember 2022 op enger Waardelëscht, fir eng Schaff an engem Atelier protégé ze kréien?

2. Wéi laang muss den Travailleur handicapé am Duerchschnëtt waarden, vun der Aschreiwung op d'Lëscht bis zu dem Dag, wou e kann ufänke mat schaffen? Wéi hunn dës Zuelen an deene leschte 5 Joer evoluéiert?

3. No wéi enge Krittäre gëtt dee fir den Travailleur handicapé zoutreffenste Atelier protégé erausgesicht? Wien decidéiert dat?

4. Kann de Gestionnaire vun engem Atelier protégé den Travailleur handicapé och ofleenen, also hien net astellen?
Wa jo, no wéi enge Krittären?

5. Wéi wäit däerf d'Aarbechtsplaz vum Travailleur handicapé vu sengem Wunnsëtz ewech sinn?

6. Wien ass haftbar, wann en Travailleur handicapé an engem Atelier protégé sech op der Aarbecht verletzt?

7. Zu wéi villen Aarbechtsaccidenter ass et an deene leschten 10 Joer an den Ateliere komm?

Réponse (02/03/2023) de **M. Georges Engel,** Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire

ad 1. Den 31. Dezember 2022 stoungen 91 Persoune mam Statut vum „salarié handicapé" an enger Orientatioun „atelier protégé" op enger Waardelëscht, fir eng Aarbecht an engem Atelier protégé ze kréien. Hei muss ee bemierken, dass verschidde Persounen op méi ewéi enger Waardelëscht stinn.

ad 2. D'Waardezäit, souwéi och d'Admissioun an en Atelier protégé, hänkt ganz vum Gestionnaire vum Atelier of. Et ass de Gestionnaire, deen decidéiert, wéini hie wéi eng Persoun wëllt astellen.

ad 3. D'Persoun ass fräi, sech bei deem Atelier protégé ze mellen, dee si wëllt. Et ass de Gestionnaire vum Atelier, deen d'Admissiounscritèren an d'Profiller vun senge Poste festleet.

ad 4. Jo, de Gestionnaire vun engem Atelier kann och eng Persoun net astellen, am Fall wou dës zum Beispill net den Admissiounscritèrë vum Gestionnaire entsprécht.

ad 5. Dëst ass net gesetzlech festgeluecht.

ad 6. De Gestionnaire vum Atelier protégé ass de rechtlechen Aarbechtsgeeber vum Travailleur handicapé an ass domadder och haftbar, wann dëse sech op der Aarbecht verletzt.

ad 7. An deene leschten 10 Joer ass et zu 184 Aarbechtsaccidenter an den Ateliere komm.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Autorisation d'exercer les professions de médecin, de médecin-dentiste et de médecin vétérinaire | Question **7545** (02/02/2023) de **M. Marc Spautz** (CSV)

Wann en Dokter hei zu Lëtzebuerg wëll praktizéieren, muss hien eng Demande beim Gesondheetsministère maachen an eng Rei Piècen areechen, déi am Règlement grand-ducal du 14 janvier 2013 fixant la procédure à suivre pour obtenir l'autorisation d'exercer les professions de médecin, de médecin-dentiste et de médecin vétérinaire genee definéiert sinn. De Collège médical iwwerpréift den Dossier a schéckt en zréck un de Ministère, deen dann den definitiven Accord gëtt. Laut den Angaben op guichet.lu kritt den Demandeur, no engem positiven Avis, d'Autorisatioun vum Ministère per Post zougeschéckt. An deem Kontext wollt ech follgend Froen un d'Madamm Gesondheetsministesch an un den delegéierte Minister fir d'Digitalisatioun stellen:

1. Gëtt d'Autorisatioun, fir zu Lëtzebuerg de Beruff vum Dokter oder Veterinär auszeüben, a Pabeierform ausgestallt?
– Wa jo, ass dat Dokument fälschungssécher?
– Wann nee, denkt d'Regierung drun, d'Autorisatioun a Form vun enger Kaart erauszeginn, déi elektronesch liesbar an domat och fälschungssécher ass?

2. Denkt d'Regierung drun, d'Autorisatioun a méi Sprooche méiglech ze maachen?

Réponse (02/03/2023) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

ad 1. D'Autorisatioun besteet aus engem Bréif an engem Arrêté ministériel, dee vum Gesondheetsminister ënnerschriwwe gëtt.

Den Arrêté ministériel gëtt op méi déckem Pabeier mat Waasserzeechen ausgestallt. Zousätzlech ass eng Carte professionnelle an der Ausaarbechtung, fir eng besser Identifizéierung ze erlaben. Dës Carte professionnelle huet hir gesetzlech Basis am Artikel 7bis vun der Loi modifiée du 29 avril 1983 concernant l'exercice des professions de médecin, de médecin-dentiste et de médecin vétérinaire an ass duerch d'Loi du 31 juillet 2020 portant organisation d'études spécialisées en médecine à l'Université du Luxembourg bäigesat ginn.

« (1) Toute personne autorisée à exercer la médecine au Luxembourg obtient une carte de médecin permettant à son titulaire d'attester de son identité et son droit d'exercer. »

ad 2. Nee, d'Autorisatioun, d. h. den Arrêté ministériel, ass en Acte administratif, deen an der franséischer Sprooch ausgestallt gëtt.

Remboursement des téléconsultations dans le cadre de la psychothérapie | Question **7547** (02/02/2023) de **Mme Diane Adehm** (CSV)

De Remboursement vun der Psychotherapie ass gëschter, den 1. Februar 2023 a Kraaft gesat ginn. Sou wéi et um Site vum Ministère fir sozial Sécherheet steet, ginn d'Teleconsultatiounen net iwwerholl, well dës net an der Nomenclature fir Psychotherapeute virgesi sinn.

An deem Kontext wéilt ech follgend Froen un den Här Minister fir sozial Sécherheet stellen:

1. Aus wéi engem Grond ass d'Teleconsultatioun vun der Psychotherapie net an der Nomenclature fir Psychotherapeute virgesinn?

2. Wëssend, datt et Patiente gëtt, déi sech net onbedéngt kënnen deplacéieren, mengt d'Regierung, datt d'Teleconsultatioune sollte rembourséiert ginn? Wéinstens bis zu enger limitéierter Unzuel u Seancen?

3. Gesäit ee vir, dëst an d'Nomenclature bäizesetzen?

Réponse (28/02/2023) de **M. Claude Haagen,** Ministre de la Sécurité sociale

ad 1. Aktuell iwwerhëlt d'Gesondheetskeess d'Teleconsultatioune vun Dokteren, Zänndokteren, Hiewammen, Dieteticiennen an Orthophonisten, déi am Kader vun der Covid-19-Epidemie op Basis vu Recommandatiounen, respektiv Ordonnance vun der Direction de la santé, agefouert gi sinn.

All déi Akte resultéieren aus der Covid-19-Kris an haten als Zil ofzesécheren, dass d'Leit sech net am Kader vun enger Pandemie méi wéi néideg hu missen deplacéieren, wann se eng Consultatioun bei hirem Prestataire gebraucht hunn.

ad 2. Fir déi Patiente wou sech net onbedéngt kënnen deplacéieren, gesäit dat groussherzoglecht Reglement vum 12. Februar 2021 (Règlement grand-ducal du 12 février 2021 portant réglementation des relations entre la Caisse nationale de santé et le groupement représentatif de la profession de psychothérapeute au Grand-Duché de Luxembourg) vir, datt d'Akte vun der Psychotherapie kënnen am Doheem vum Assuré ausgefouert ginn, ënnert der Konditioun, datt eng „nécessité médicale" begrënnt ass.

ad 3. Am Interêt vun den Assuréen an de Prestatairë muss den Dispositif vun der Teleconsultatioun elo iwwerschafft a verfeinert ginn. Dës gouf kuerzfristeg agefouert, fir an enger Pandemie den Assuréen den Zougang zu hirem Dokter an anere Prestatairen ze garantéieren. Dës huet et och erlaabt, eng zolidd Erfarung ze sammelen. Déi soll elo an en neie System afléissen, och baséierend op der Erfarung aus dem Ausland. Beispiller sinn e gutt Gläichgewiicht tëscht physescher Consultatioun an Teleconsultatioun, d'Traçabilitéit vun den Teleconsultatiounen, d'Ausstattung an d'Formatioun vum Prestataire, verschidden Tariffer jee no Opwand bei enger Teleconsultatioun etc.

Aktuell gëtt intern un engem Konzept fir den zukünftege System mat enger ugepasster Nomenclature a Reegele geschafft.

Travaux routiers sur le CR334 entre Clervaux et Boxhorn | Question **7548** (03/02/2023) | Question **7668** (24/02/2023) de **M. André Bauler** (DP)

Zënter Mëtt Januar ass d'Streck tëscht Clierf a Boxer (CR334) fir den Traffic gespaart. Dofir mussen eng Rëtsch Schoulbussen, déi de Clierfer Lycée ufueren, en Ëmwee maachen, mam Resultat, dass vill Schüler all Dag ze spéit an d'Schoul kommen.

An deem Kader wollt ech dem Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte follgend Froe stellen:

1. Wéi laang dauert de Schantjen, deen zu dëser Verspéidung féiert, viraussiichtlech nach?

2. Wat ass virgesinn, fir d'Situatioun ze verbesseren an derfir ze suergen, dass d'Schüler mat Zäiten am Lycée sinn?

3. Gouf et mëttlerweil eng Konzertatioun tëscht der Administration des ponts et chaussées, der Gemeng an dem Mobilitéitsministère zu deem Theema?

Réponse (16/03/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. Am Kader vun der Transversale vu Clierf muss den Ament e Rondel (N18/CR334) amenagéiert ginn. Fir dëse bauen ze kënnen, muss awer fir d'éischt eng Plattform amenagéiert ginn, esou datt den CR334 op enger Längt vun 150 Meter progressiv ëm 5 Meter erhéicht gëtt.

Dës Aarbechte lafen esouwäit wéi geplangt. Wann d'Aarbechte weiderhin esou gutt virukommen, an ënnert der Konditioun, datt d'Wieder gënschteg bleift, missten dës am Abrëll 2023 fäerdeg sinn.

ad 2. Aktuell leeft d'Ëmleedung iwwer Boxer/Lenzweiler. Den Ëmwee, deen dorauser resultéiert, entsprécht ongeféier 8 Minutten.

Zousätzlech ass ze betounen, datt d'Aarbechte just vu kuerzer Dauer sinn an et och leider net méiglech ass, d'Aarbechten anescht auszeféieren.

ad 3. D'Stroossebauverwaltung huet bis elo nach keng Reklamatioune säitens der Gemeng oder de Bierger zu dësem Theema kritt, esou datt et nach keng Konzertatioun tëscht den zoustännegen Acteure gouf.

Réglementation des horaires scolaires à l'école fondamentale | Question **7549** (03/02/2023) de **Mme Myriam Cecchetti** (déi Lénk)

Dans la commune de Reckange, les horaires scolaires sont sur le point d'être modifiés. Actuellement, les enfants scolarisés à l'école fondamentale ont cours tous les matins, les samedis inclus. Les après-midis sont réservés à des activités optionnelles.

Or, cette situation devra changer et les horaires en vigueur seront remplacés par l'horaire traditionnel qui s'étend de 08.00 heures à 16.00 heures les lundi, mercredi et vendredi et de 08.00 heures à 11.40 heures les mardi et jeudi. L'horaire traditionnel ne prévoit pas de cours le samedi.

À Reckange, la majorité des enseignant.e.s s'oppose à cette modification, tandis que la présidente du comité scolaire se positionne en faveur d'un tel changement d'horaire.

De nombreux parents d'élèves ont été pris au dépourvu face à l'annonce de ce changement d'horaire, sachant qu'un changement des horaires scolaires aura un impact considérable sur l'organisation de leur quotidien.

Une proposition d'horaire alternatif a été élaborée par des représentant.e.s de parents d'élèves de Reckange, laquelle a fait consensus parmi les parents, mais non pas parmi les responsables de la commune et de la direction de l'école.

La proposition d'horaire alternatif élaborée par les représentant.e.s des parents d'élèves n'a pas été avisée par la direction qui s'opposerait à toute diffusion d'information sur le modèle alternatif proposé au sein de la communauté scolaire, tandis que la commune ferait sourde oreille.

Partant je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Intérieur et à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale :

1) Combien de modèles différents d'horaires scolaires existe-t-il au Luxembourg et desquels s'agit-il ?

2) Qui décide du modèle d'horaires scolaires à appliquer ?

3) Faut-il un avis favorable de la direction d'école pour faire appliquer une proposition de modèle d'horaire scolaire ?

4) Qui est légalement habilité à proposer un modèle d'horaire scolaire ?

5) Les représentant.e.s du comité des parents d'élèves ont-ils besoin de l'autorisation de la direction de leur école pour diffuser une lettre d'information au sein de la communauté scolaire ? La direction est-elle autorisée d'interdire une telle démarche ?

6) Est-ce que la direction de l'école est habilitée à empêcher le conseil communal des enfants de mettre la proposition d'horaire scolaire des représentant.e.s du comité des parents sur leur ordre du jour de leur conseil ?

7) Est-ce que la direction de l'école peut défendre aux enseignant.e.s de s'échanger sur ce sujet et de prendre position ?

8) Est-ce que la commission scolaire peut prendre position sur les horaires proposés par les représentant.e.s des parents d'élèves en question ?

9) Existe-t-il une note du Ministère de l'Éducation nationale qui stipule que la direction d'école ne peut pas accorder de changement d'horaire scolaire en période d'élections ?

10) Dans la suite de ma question précédente, si un tel changement ne peut pas être accordé, pourquoi la direction peut-elle changer l'horaire existant pour imposer l'horaire traditionnel ?

11) En cas d'un changement prévu d'horaire scolaire, l'avis des enfants, des enseignant.e.s, des représentant.e.s élu.e.s des parents d'élèves et des parents en général peut-il être ignoré ? Pourquoi n'ont-ils pas droit à la parole ?

Réponse (08/03/2023) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | **Mme Taina Bofferding,** Ministre de l'Intérieur

L'honorable Députée pointe une situation isolée dans une des 163 écoles fondamentales luxembourgeoises et ne concernant que 0,47 % de la population scolaire des écoles communales luxembourgeoises.

La question renvoie à la situation à l'école de Reckange-sur-Mess en se basant sur des rumeurs démunies de tout fondement et visant de par leur formulation à jeter le discrédit sur les membres ciblés de la communauté scolaire concernée, tout en remettant en question le rôle de la direction de région dans le cadre de l'élaboration de l'organisation scolaire.

Les dispositions légales exposées ci-dessous prévoient le cadre pour le partenariat entre les acteurs locaux, à savoir les autorités communales, les parents d'élèves et le personnel de l'école.

La procédure d'élaboration de l'organisation scolaire promeut un échange régulier entre ces acteurs tout en attribuant à la commune la responsabilité de l'élaboration et de l'arrêt de l'organisation scolaire. Le directeur de région avise, suivant les dispositions légales actuellement en vigueur, l'organisation scolaire établie par les membres de la communauté scolaire avant qu'elle ne soit soumise pour approbation au Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (MENJE), et il va de soi que son implication dès le début du processus d'élaboration se révèle propice pour assurer que l'organisation soit conforme aux dispositions législatives et aux directives officielles.

En ce qui concerne l'analyse des différents modèles d'horaire scolaire, nous nous permettons de renvoyer à la réponse à la question parlementaire n° 2634 du 7 août 2020 des honorables Députés Françoise Hetto-Gaasch et Michel Wolter.

L'élaboration des organisations scolaires débute au plus tard avec la communication du contingent de leçons d'enseignement qui est mis à disposition des communes à la mi-mars. Un changement majeur tel que la définition d'un nouvel horaire scolaire est d'habitude discuté bien avant son entrée en vigueur pour favoriser un échange fructueux entre tous les acteurs conduisant à un horaire scolaire répondant à un maximum d'attentes, sans mettre en péril l'intérêt supérieur de l'enfant, et pour permettre à tous les acteurs impliqués de prendre les précautions nécessaires pour assurer un passage harmonieux entre l'ancien et le nouvel horaire.

Les discussions dans la commune de Reckange-sur-Mess concernant un réaménagement de l'horaire scolaire de manière à ce que les créneaux horaires s'étalent exclusivement sur les cinq jours ouvrables de la semaine ne datent pas d'aujourd'hui. Le processus qui a conduit à l'horaire qui sera mis en place pour la rentrée scolaire 2023-2024 s'est étendu sur plusieurs années. Ainsi, la commune a informé les parents d'élèves le 23 mars 2021 par écrit de l'implémentation, pour la rentrée scolaire 2023-2024, d'un nouvel horaire ne prévoyant plus de cours le samedi matin tout en exposant les motifs qui ont conduit à cette décision. Par la suite, les différents acteurs ont participé à des échanges réguliers lors desquels différents types d'horaire ont été discutés, et le conseil communal a arrêté dans sa délibération du 9 décembre 2022 l'horaire communiqué par lettre écrite en date du 19 décembre 2022 aux parents d'élèves.

La définition des horaires scolaires fait partie intégrante de l'organisation scolaire qui est élaborée dans une approche participative par les acteurs locaux, à savoir :

– le comité d'école qui compte parmi ses missions l'élaboration d'une proposition d'organisation de l'école en tenant compte du PDS[1] ;
– les représentants des parents qui discutent et, le cas échéant, amendent et complètent la proposition d'organisation de l'école[2] ;
– le conseil communal qui délibère annuellement sur l'organisation de l'enseignement fondamental en tenant compte du PDS et du plan d'action y afférent, des rapports établis par le ou les comité(s) d'école, avisés par la commission scolaire communale, et dans le respect du contingent de leçons d'enseignement qui est mis à sa disposition par le MENJE[3].

[1] Article 42 de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental
[2] Article 49 de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental
[3] Article 38 de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental

Au niveau communal, le partenariat entre les autorités scolaires, le personnel des écoles et les parents d'élèves s'exerce à travers la commission scolaire communale qui est un organe consultatif du conseil communal[4]. La commission scolaire a, entre autres, pour mission de coordonner les propositions concernant l'organisation des écoles et d'émettre un avis pour le conseil communal ainsi que d'assurer le suivi de la mise en œuvre de l'organisation scolaire.

Le directeur de région avise l'organisation scolaire provisoire délibérée par le conseil communal pour le 1er juillet de l'année scolaire avant qu'elle ne soit transmise au MENJE pour approbation[5]. Il assiste obligatoirement à la ou aux séance(s) de la commission scolaire consacrées à l'organisation scolaire[6]. Dans le souci de garantir que l'organisation scolaire soit conforme aux dispositions législatives et aux directives officielles, l'implication du directeur de région tout au long du processus d'élaboration de l'organisation scolaire est incontournable et permet d'éviter que des adaptations de grande envergure s'imposent en dernière minute entre la délibération de la version provisoire et le moment où la version définitive de l'organisation scolaire est arrêtée le 1er octobre, donc après la rentrée scolaire. Par conséquent, les directeurs de région sont à l'écoute des membres de la communauté scolaire pour les guider et les soutenir dans l'élaboration de l'organisation scolaire.

Chaque année, le MENJE diffuse une lettre circulaire de printemps aux administrations communales concernant l'organisation de l'enseignement fondamental pour la rentrée qui a pour objet de favoriser la bonne élaboration des organisations scolaires en détaillant les démarches procédurales prévues par les dispositions légales. La version publiée au printemps 2022 reprend à la page 40 un certain nombre de principes en matière de définition des horaires, notamment au niveau de la durée des leçons, la répartition des leçons sur la journée et les temps de récréation. Les principes y repris se fondent sur les dispositions légales actuellement en vigueur dont notamment l'article 3 du règlement grand-ducal du 23 mars 2009 fixant la tâche des instituteurs de l'enseignement fondamental et reposent sur le respect des rythmes des enfants.

Extrait de la lettre circulaire de printemps 2022 :

« Dans l'intérêt des élèves, les plages horaires sont définies de manière à ce qu'elles respectent les dispositions législatives actuellement en vigueur dont notamment l'article 3 du règlement grand-ducal du 23 mars 2009 fixant la tâche des instituteurs de l'enseignement fondamental et reposent sur le respect des rythmes des enfants :

– Pour les élèves fréquentant l'éducation précoce, des activités sont proposées pendant les différentes plages du matin et de l'après-midi. Tenant compte du développement des jeunes, il est recommandé d'alterner, voire d'équilibrer les activités d'apprentissage et les moments de détente. Dans le cadre de la définition des plages horaires, le temps de midi, présentant un temps de repos entre les activités d'éducation précoce du matin et de l'après-midi, est à respecter.
– Les vingt-six leçons hebdomadaires proposées aux élèves fréquentant une classe du cycle 1 sont à répartir sur les différentes journées de la semaine de manière à ce que les cours du matin débutent à 08.00 heures et ceux de l'après-midi commencent à 14.00 heures. De légères adaptations en fonction de la situation locale peuvent être définies par les autorités communales, le directeur de l'enseignement fondamental entendu en son avis. Suivant les dispositions législatives actuellement en vigueur, l'horaire comporte un minimum de16 leçons à 55 minutes et un maximum de 10 leçons à 50 minutes. La durée maximale à réserver à une pause ne dépassera pas les 30 minutes, y compris le temps pour s'habiller et se déshabiller. La journée scolaire est à programmer de façon à ce que les récréations soient bien intercalées entre des périodes d'apprentissage. Les temps de récréation sont à renseigner obligatoirement dans les horaires définis moyennant l'application "Scolaria".
– Les vingt-huit leçons hebdomadaires proposées aux élèves fréquentant une classe des deuxième, troisième et quatrième cycles sont à répartir sur les différentes journées de la semaine de manière à ce que les cours du matin débutent à 08.00 heures et ceux de l'après-midi commencent à 14.00 heures. De légères adaptations en fonction de la situation locale peuvent être définies par les autorités communales, le directeur de l'enseignement fondamental entendu en son avis. Suivant les dispositions législatives actuellement en vigueur, l'horaire comporte un minimum de 17 leçons à 55 minutes et un maximum de 11 leçons à 50 minutes. Les temps de récréation sont à renseigner obligatoirement dans les horaires définis moyennant l'application "Scolaria". »

Nous pouvons affirmer que le nouvel horaire de l'école de Reckange-sur-Mess a été élaboré en respect non seulement de la démarche explicitée ci-devant, mais encore des consignes diffusées par le biais de la circulaire ministérielle aux administrations communales concernant l'organisation de l'enseignement fondamental pour la rentrée scolaire 2022-2023 et qu'il est le produit d'un processus participatif résultant de l'échange régulier des représentants élus des parents d'élèves et du personnel enseignant ainsi que du conseil communal. Raison de plus pour laquelle nous tenons à insister que nous nous opposons avec véhémence à la manière avec laquelle aussi bien la présidente du comité d'école que la direction de région ont été vilipendées. Ce sont les acteurs relevant du domaine des professionnels intervenant dans les écoles fondamentales qui sont experts en matière d'instauration d'un climat susceptible de stimuler au maximum les apprentissages des élèves en tenant compte de leur rythme d'apprentissage.

Parmi les horaires scolaires discutés dans le contexte de l'implémentation d'un nouvel horaire scolaire, une proposition visait à étaler les cours du samedi sur les cinq jours ouvrables de la semaine sans que pour autant des cours aient lieu l'après-midi. En automne 2022, une version similaire était proposée prévoyant des cours tous les matins ainsi que le mercredi après-midi. D'un côté, il s'avère que ces deux horaires scolaires alternatifs ne répondent qu'aux intérêts d'une minorité de membres de la communauté scolaire. De l'autre côté, il existe des arguments d'ordre pédagogique, psychologique et organisationnel bien fondés contre la répartition exclusive de l'intégralité des leçons d'apprentissage sur cinq matinées.

La répartition des 28 leçons aux cycles 2-4, respectivement de 26 leçons au cycle 1 sur cinq matinées dans le respect des vacances scolaires actuelles va de pair avec une augmentation du nombre de leçons par matinée. Il s'y ajoute que le nombre de récréations par matinée devra être porté à deux temps de récréation interposés entre des activités d'apprentissage. De plus, une répartition équilibrée des leçons d'enseignement direct impose un morcellement d'une ou de plusieurs unités en des fractions, et ce sont ces fractions qui entravent l'établissement d'une organisation scolaire dans le respect de l'annexe 3 du règlement grand-ducal modifié du 11 août 2011 fixant le plan d'études pour les quatre cycles de l'enseignement fondamental. En effet, le nombre moyen de leçons hebdomadaires à prévoir pour chaque domaine de développement et d'apprentissage des cycles 2-4 y est explicitement chiffré.

Les élèves se voient confrontés à de longues matinées composées de deux récréations, réduites au strict minimum, et d'un minimum de cinq unités d'apprentissage. Il s'y ajoute, pour de nombreux élèves, les trajets en autobus entre le foyer familial et l'école. Notamment en fin de matinée, la concentration et, par conséquent, la réceptivité des élèves risquent de s'atténuer. Dans ce cas, la fatigue des élèves gêne le bon développement des compétences de ces derniers et risque d'être à la source de situations conflictuelles soit à l'école, soit au domicile ou à la maison relais. Cette situation risque de s'aggraver au cas où les élèves ne disposeraient pas d'une collation saine et équilibrée leur permettant de reprendre des forces pendant la longue période entre le petit-déjeuner et le déjeuner qui s'étend sur au moins cinq heures.

Il ressort de l'analyse récente des horaires scolaires repris dans les documents d'organisation scolaire que nombreuses sont les communes qui visent à réduire au strict minimum les leçons d'enseignement direct d'une durée de 55 minutes. Cette tendance conduit à une diminution considérable du temps réel pendant lequel les élèves peuvent bénéficier d'activités d'apprentissage à l'école, et voilà pourquoi le MENJE ne cesse de rappeler, entre autres par l'intermédiaire de la lettre circulaire de printemps aux administrations communales concernant l'organisation de l'enseignement fondamental, que la durée des leçons d'enseignement direct ne doit être réduite que pour des raisons d'organisation bien fondées afin d'assurer que les élèves bénéficient pendant un maximum de temps d'un enseignement de qualité dispensé par le personnel enseignant. Cependant, la répartition exclusive des unités d'apprentissage sur les matinées des jours ouvrables risque d'encourager, voire de forcer les acteurs locaux à réduire le temps de classe au strict minimum.

Nous tenons à remercier les membres de la communauté scolaire, et en particulier la présidente du comité d'école ainsi que la direction de région, pour les efforts entrepris pour empêcher l'implémentation d'un horaire scolaire prévoyant la répartition exclusive, respectivement quasi exclusive des activités d'enseignement direct sur cinq matinées et leur dévouement dans l'intérêt supérieur de l'enfant. Nous sommes convaincus que l'horaire scolaire retenu par les membres de la communauté scolaire et mis en place pour la rentrée scolaire 2023-2024 répond au rythme d'apprentissage des élèves et englobe des phases de repos suffisamment prononcées entre les séquences d'apprentissage pour permettre aux élèves de reprendre les forces nécessaires pour suivre en bonne forme l'intégralité des leçons d'enseignement direct proposées.

La direction de région concernée a favorisé le choix de l'horaire scolaire le mieux adapté aux besoins des élèves et aux attentes de l'intégralité de la population scolaire. Nous tenons à remercier le directeur de région pour son ardeur dans le contexte de l'élaboration du nouvel horaire scolaire de la commune de Reckange-sur-Mess ainsi que pour sa contribution aux projets mis en place dans sa direction de région, telle que l'école « Kannercampus Belval », école qui vise à unir l'enseignement formel et non formel en un

4 Article 50 de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental
5 Article 1er du règlement grand-ducal modifié du 14 mai 2009 déterminant les informations relatives à l'organisation scolaire que les communes ou les comités des syndicats scolaires intercommunaux doivent fournir au Ministre ayant l'Éducation nationale dans ses attributions ainsi que les modalités de leur transmission
6 Article 52 de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental

ensemble indissociable, ainsi que l'alphabétisation en langue française proposée dans une classe du cycle 2 à Schifflange. L'horaire de l'école « Kannercampus Belval » est la preuve que la flexibilité au niveau de la définition des horaires s'avère indispensable pour rendre possible des projets pédagogiques visant une prise en charge formelle et non formelle répondant davantage aux besoins des élèves.

Relations commerciales Luxembourg-Chine | Question **7550** (06/02/2023) de **M. Marc Spautz** | **M. Laurent Mosar** (CSV)

Le contexte de la pandémie de Covid-19 a eu pour conséquence de mettre en avant la grande dépendance de l'économie européenne par rapport à l'économie chinoise et la fragilité des chaînes logistiques dans leur ensemble. Un article publié récemment dans la « Frankfurter Allgemeine Zeitung » semble indiquer que les grands noms de l'industrie européenne et plus particulièrement allemande poursuivent actuellement une stratégie de « découplage » en séparant dans la mesure du possible leur production sur sol chinois du reste de leur production, notamment aux États-Unis – des mesures à voir dans le contexte des relations commerciales actuellement tendues entre les États-Unis et la Chine. Par ailleurs, les investissements d'entreprises de taille moyenne seraient en recul en Chine et les investissements d'entreprises de taille importante stagneraient. Le message de l'industrie européenne semble être : la Chine reste un partenaire commercial important, mais il faut réduire la dépendance et continuer à développer les relations commerciales avec d'autres partenaires de la région.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie :

– Comment se développent actuellement les relations commerciales entre le Luxembourg et la Chine ? Est-ce que les investissements sont en hausse ? Combien de nouvelles entreprises ont décidé d'étendre leurs affaires en Chine ? Est-ce que des entreprises ont décidé de réduire ou même stopper leurs activités en Chine ?

– Qu'en est-il des relations commerciales entre le Luxembourg et les États-Unis ?

– Comment est-ce que le Gouvernement se positionne au niveau de l'Union européenne sur ces questions dans le contexte de la guerre commerciale entre les États-Unis et la Chine ?

Réponse (10/03/2023) de **M. Franz Fayot,** Ministre de l'Économie | **M. Jean Asselborn,** Ministre des Affaires étrangères et européennes

Les États-Unis et la Chine sont deux partenaires commerciaux internationaux importants pour le Luxembourg.

Le volume total d'échanges de biens et services avec la Chine en 2021 a atteint près de 5,88 milliards EUR et l'échange global d'investissements directs internationaux avec la Chine pour 2021 est de 83,65 milliards EUR.

Malgré la pandémie, le volume des échanges de biens et services entre le Luxembourg et la Chine a progressé d'année en année depuis 2018. Une forte augmentation des biens exportés du Luxembourg vers la Chine dans les années 2020 et 2021 est à relever, avec une balance commerciale positive en faveur du Luxembourg, les exportations dépassant nettement les importations. Concernant les investissements directs internationaux (IDI), une baisse du volume d'échanges est observée avec la Chine pour 2021 : avec 83,65 milliards EUR en 2021, les échanges totaux d'IDI ont diminué de -51,2 % par rapport au niveau prépandémique de 2019. Tandis que les IDI entrants de la Chine au Luxembourg ont diminué de -24,8 % entre 2019 et 2021, les IDI sortants du Luxembourg vers la Chine ont connu une baisse significative de -77,4 %. (source des données : Statec/Balance des payements)

Le Ministère de l'Économie n'a pas connaissance d'entreprises luxembourgeoises ayant récemment lancé de nouvelles activités en Chine ni d'informations relatives à un arrêt ou une réduction des activités d'entreprises luxembourgeoises en Chine.

Concernant les États-Unis, ils représentent le premier partenaire commercial du Luxembourg en dehors de l'Europe, avec un volume total d'échanges de biens et services de près de 23,85 milliards EUR et des investissements directs internationaux de 1.412 milliards EUR en 2021.

Les échanges de biens et services entre le Luxembourg et les États-Unis ont connu une croissance de +32,8 % entre 2018 et 2021. Une forte augmentation des biens et services importés depuis les États-Unis par rapport au niveau prépandémique est à souligner, tandis que les exportations vers les États-Unis égalisent le niveau prépandémique. Au niveau du volume total d'échanges des investissements directs internationaux (IDI), une croissance marquée de +36,8 % est observée entre 2018 et 2021. Cette croissance est due à une augmentation significative des IDI entrants, le Grand-Duché accueille de nombreuses entreprises américaines sur son sol dont certaines figurent parmi les principaux employeurs du pays. (source des données : Statec/Balance des payements)

De nombreuses entreprises luxembourgeoises sont également présentes aux États-Unis, entretiennent des activités commerciales avec les États-Unis, ou envisagent d'y développer des activités. Une visite de travail du Ministre de l'Économie à Boston et New York a eu lieu au mois de novembre 2022, tandis qu'une visite sur la côte ouest des États-Unis est prévue dans les prochains mois.

Les relations commerciales internationales sont de manière générale impactées par le contexte économique mondial difficile, une recrudescence des tendances protectionnistes, le taux d'inflation en hausse, le resserrement des capitaux disponibles à l'investissement, la hausse des prix des matières premières et la perturbation des chaines d'approvisionnement.

La volonté du Luxembourg de préserver et de développer des liens commerciaux internationaux reste inchangée, tout en renforçant en parallèle la résilience de l'UE.

L'Union européenne s'engage en effet au niveau multilatéral pour que les défis rencontrés dans le domaine de la politique commerciale, tels que les discriminations subies par les entreprises européennes ou la persistance de subsides qui faussent la libre concurrence, trouvent une solution compatible avec les règles, notamment celles qui ont été établies par l'Organisation mondiale du commerce. Par ailleurs, l'Union européenne a complété son cadre réglementaire par le biais de plusieurs initiatives visant à protéger le marché unique et à rééquilibrer les relations avec les pays tiers, notamment en matière de marchés publics. Un projet est également en cours de négociation qui permettra de protéger l'Union européenne et ses États membres face à de possibles mesures de coercition économique.

Enfin, dans le cadre de la recherche d'une autonomie stratégique dite ouverte, l'UE vise à diversifier ses chaines de valeurs et d'approvisionnement, notamment en matière de minéraux dits critiques, en visant à conclure de nouveaux accords de libre-échange avec des pays partenaires.

Si l'UE poursuit sa politique propre, cette dernière n'exclut pas le dialogue avec les États-Unis, notamment dans le cadre du Conseil du commerce et des technologies afin d'échanger et de coopérer en matière de défis identifiés en commun, par exemple dans le cadre du filtrage des investissements.

Le Luxembourg soutient pleinement cette approche et intervient régulièrement pour soutenir la Commission européenne dans la formulation d'une politique commerciale européenne assertive et respectueuse des règles multilatérales.

Nicotine Pouches | Question **7551** (06/02/2023) de **Mme Nancy Arendt épouse Kemp** | **Mme Martine Hansen** (CSV)

Déi sougenannten „Nicotine Pouches" falen hei zu Lëtzebuerg net ënnert d'Antitubaksgesetz, well se keen Tubak enthalen, mee just Nikotin. Nikotin ass awer eng Substanz, déi séier ofhängeg mécht. Ausserdeem ginn d'Nico-Pouches dacks als Opputschmëttel geholl. Virun allem jonk Leit gräifen ëmmer méi dacks drop zréck.

An deem Zesummenhang géinge mir gär follgend Froen un d'Madamm Gesondheetsministesch stellen:

1. Leien dem Gesondheetsministère Zuelen zur Vente respektiv zum Konsum vun Nico-Pouches vir?
– Wa jo, wéi vill Nico-Pouches ginn hei zu Lëtzebuerg pro Joer verkaf?
– A wat fir Alterskategorië ginn déi meescht Nico-Pouches konsuméiert?
• Wéi vill Nico-Pouches ginn an der Alterskategorie ënner 18 Joer konsuméiert?
• Wéi vill Nico-Pouches ginn an der Alterskategorie tëschent 18 an 30 Joer konsuméiert?

2. Ass de Verkaf vun Nico-Pouches hei zu Lëtzebuerg op eng aner Manéier reglementéiert, vu datt dat Produkt net ënnert d'Antitubaksgesetz fält?
– Wann nee, plangt d'Regierung, d'Vente an de Konsum wéinst dem héije Suchtpotenzial vun den Nico-Pouches op eng änlech Aart a Weis ze reglementéiere wéi d'Tubaksprodukter?
• Wa jo, wäert d'Regierung de Placement vun Nico-Pouches direkt nieft der Keess vun de Butteker, do wou och d'Séissegkeete leien, iwwerdenken?

Réponse (06/03/2023) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

Ewéi vun den honorabelen Deputéierten ervirgehuewen, falen d'Nikotin Pouches net ënnert d'Tubaksgesetz, well dës Produite keen Tubak enthalen, obwuel se wéi oral Tubaksproduiten (Typ SNUS Tubak, dee verbueden ass) proposéiert ginn an och consomméiert ginn.

Nikotin Pouches sinn e kloert Manöver, fir den SNUS-Tubakverbuet ze ëmgoen, andeem en änleche Produit op de Marché bruecht gëtt, wou besonnesch déi Jugendlech cibléiert ginn. Een aggressive Marketing (op Concerten, a Kinoen, a verschiddene Publicitéiten an Zeitungen), plus attraktiv Aromen, sollen déi Jugendlech ulackelen. Dëst mam Resultat, dass de staarken Nikotingehalt schnell ofhängeg mécht an zu Nikotinvergëftunge féiere kann.

ad 1. Dëse Produit ass relativ rezent bei eis um Marché opgetaucht. Zuelen zu de Venten zu Lëtzebuerg leien dem Gesondheetsministère aktuell net vir.

A Groussbritannie gouf eng Etude iwwert de Konsum vun Nicotine Pouches vun der Action on Smoking and Health (ASH) duerchgefouert a publizéiert[7].

Laut där Etude hunn 3,2 % vun der Populatioun Nicotin Pouches schonn eng Kéier probéiert. 0,7 % hunn de Produit weider kaf. Bei de Fëmmerten hunn 10 % de Produit probéiert an 2,4 % hunn e weider kaf.

D'Etude weist, dass 4,2 % vun de Leit an der Altersgrupp vun 18 bis 24 Joer de Produit scho probéiert hunn. Des Weideren hunn an der selwechter Altersgrupp 1,2 % de Produit weider kaf; fir d'Altersgrupp vu 25 bis 34 Joer läit den Taux bei 1 %.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Dëst weist, dass zirka 1/4 vun deene Jonken, déi de Produit probéieren, e weider kafen. Dëst weist, datt d'Attraktivitéit an de Suchtpotential vun den Nicotin Pouches ganz bedenklech sinn.

ad 2. D'Antitubaksgesetz gesäit effektiv keng Dispositiounen iwwer d'Nicotine Pouches vir an och keen anert Gesetz erméiglecht et, dëst Produkt anzeschränken, respektiv ze verbidden.
– Lëtzebuerg ass an enkem Kontakt mat den Nopeschlänner an och mat der EU-Kommissioun, fir e weidert Virgoe géint Nico Pouches zesummen ofzestëmmen. Eng Optioun besteet effektiv doranner, fir dës Produkter änlech wéi Tubaksprodukter ze behandelen an deemno och ze reglementéieren.
• Eng Reglementatioun vun den Nico Pouches géif och de Verkaf ewéi d'Publicitéit vun dëse Produkter strikte Reegelen ënnerwerfen.

Production de puces informatiques | Question **7552** (06/02/2023) de **M. Marc Spautz** (CSV)

Téléviseurs, réfrigérateurs, ordinateurs ou encore téléphones – les puces informatiques se retrouvent au cœur de tous les appareils électroniques que nous utilisons au quotidien. Actuellement, la grande majorité de ces puces électroniques (semi-conducteurs) est produite en Asie, notamment par le groupe taiwanais TSMC. À cause du contexte géopolitique instable, nombreuses sont les entreprises à réfléchir à un changement de stratégie, surtout pour réduire la dépendance par rapport aux partenaires commerciaux asiatiques.

C'est dans ce contexte que le géant américain de l'électronique Wolfspeed a annoncé récemment vouloir s'installer en Sarre pour produire ces semi-conducteurs indispensables pour l'économie. Selon les médias, l'entreprise américaine pourrait investir jusqu'à trois milliards d'euros dans le projet. De manière générale, l'implantation de nouvelles usines de fabrication, communément appelées « fabs », se multiplie sur le sol européen, particulièrement en Allemagne.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie :

– Est-ce que Monsieur le Ministre voit la production de semi-conducteurs comme une priorité pour le développement de notre économie ?

– Dans l'affirmative, est-ce que des efforts sont entrepris pour attirer ce type d'usine de fabrication au Luxembourg ? Est-ce que des discussions concrètes ont déjà eu lieu ?

– Quels sont les avantages que le Luxembourg pourrait mettre en avant pour concurrencer d'autres sites dans les pays voisins ?

Réponse (10/03/2023) de **M. Franz Fayot,** Ministre de l'Économie

L'implantation d'un site de production de semi-conducteurs dans la Grande Région est en effet une bonne nouvelle pour l'économie luxembourgeoise, européenne et de la Grande Région. Ce site contribuera certainement à la sécurité d'approvisionnement en semi-conducteurs de l'industrie luxembourgeoise et européenne. Les entreprises luxembourgeoises, notamment celles du secteur automobile, ont besoin de semi-conducteurs dans le cadre de leur activité et ont pu ressentir l'impact de la pénurie de ces matériaux.

La dimension du territoire et de l'économie luxembourgeois ne permet que difficilement d'implanter sur le territoire national une chaîne de valeur complète dans le secteur des semi-conducteurs. De tels développements dans les alentours proches du Luxembourg et au sein du marché unique ont une valeur ajoutée pour l'économie nationale.

L'honorable Député a eu de plus amples informations sur le contexte de l'implantation de la société en question en Sarre à l'occasion de l'heure de questions du 7 février 2023 à la Chambre des Députés, lors de laquelle j'ai apporté oralement des éléments de réponse détaillés dans le cadre d'une question sur le même sujet.

Placement en famille d'accueil | Question **7553** (06/02/2023) de **Mme Nathalie Oberweis** (déi Lénk)

Tout en vous remerciant pour votre réponse du 26 septembre 2022 à ma question parlementaire n° 6658 du 16 août 2022, j'aimerais approfondir certains aspects qui me semblent importants. Madame la Ministre de la Santé, Madame la Ministre de la Justice et Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

1) Concernant les bébés et petits enfants placés en structure hospitalière, pouvez-vous me confirmer qu'ils sont pris en charge et encadrés à la fois médicalement et pédagogiquement 24 heures sur 24 par des services spécialisés afin d'éviter des traumatismes de jeune âge ?

2) Est-ce que vous jugez que cette solution de placement urgent est la plus adaptée aux besoins de l'enfant ? Est-ce que cette solution est celle qui prend le mieux en compte l'intérêt supérieur de l'enfant ?

3) Plus généralement, pourriez-vous nous dire, ventilé sur les cinq dernières années, combien d'enfants ont été placés en famille d'accueil et combien dans un centre d'accueil ?

4) Pourriez-vous décliner les chiffres de ces cinq dernières années en distinguant familles d'accueil proches et familles d'accueil classiques ? Quel est votre plan et quelles sont vos mesures afin d'augmenter le nombre de familles d'accueil classiques pour les prochaines années ?

5) Pourriez-vous énumérer les institutions qui peuvent accueillir des enfants de 0-3 ans et me donner les chiffres de l'occupation des lits ces cinq dernières années ?

Dans votre réponse à ma question parlementaire, vous dites qu'en 2020, il existait 962 places agréées pour l'accueil de jour et de nuit auprès de 16 prestataires, tandis qu'en 2022, on comptait 1.017 places agréées pour l'accueil de jour et de nuit auprès de 17 prestataires.

6) Comment est-ce que vous expliquez cette augmentation alors que le plan d'action droits des enfants a comme objectif d'« éliminer progressivement les mesures d'accueil stationnaires en institution et de favoriser la prise en charge des enfants en milieu familial chaque fois que cela est possible » ?

7) En outre, pourriez-vous me dire combien de familles d'accueil de dépannage peuvent accueillir des enfants de 0-3 ans en urgence ? Est-ce que ce nombre est suffisant ? Est-ce qu'il ne faudrait pas augmenter le nombre de familles d'accueil de dépannage ? Quelles mesures envisagez-vous pour recruter de nouvelles familles d'accueil de dépannage ?

8) Finalement, j'aimerais vous demander si le projet de la Pouponnière nationale à Pétange avec 52 lits correspond encore aux connaissances actuelles en matière de travail socio-pédagogique ? Envisagez-vous de fermer des petites structures, et si tel est le cas, quels sont vos arguments pour fermer celles-ci et rouvrir une structure centralisée d'une telle taille ?

Réponse (07/03/2023) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé | **Mme Sam Tanson,** Ministre de la Justice

ad 1) Les bébés bénéficient d'une évaluation sur le plan clinique avant et pendant l'hospitalisation.

La KannerKlinik dispose d'un médecin spécialisé pour petits enfants victimes de maltraitance qui les prend en charge ainsi que les familles si nécessaire.

ad 2) Il est important que l'enfant bénéficie d'une évaluation de son état de santé précédant un placement dans une autre structure de placement. Nous jugeons que ceci se fait dans l'intérêt de l'enfant.

ad 3) Le tableau suivant renseigne sur le nombre d'enfants placés en famille d'accueil et en centre d'accueil répartis sur les cinq dernières années :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

ad 4) Le tableau suivant renseigne sur le nombre de familles d'accueil proches et classiques réparties sur les cinq dernières années :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Parmi les différentes mesures d'accueil de jour et de nuit proposées par l'Aide à l'enfance et à la famille, l'accueil en famille permet de veiller aux intérêts et au bien-être du mineur et du jeune adulte dans un milieu familial. Le projet de loi portant aide, soutien et protection aux mineurs, aux jeunes et aux familles met l'accent sur l'accueil en famille en prévoyant la création du dispositif « Maison de l'accueil » en vue d'accroître et de valoriser l'attractivité de l'activité. Cette nouvelle tâche de l'ONE aura notamment pour mission d'édicter des procédures uniformes, de les coordonner et de contribuer ainsi à une simplification des procédures et des démarches administratives. Elle devra aussi assurer la promotion de l'activité de l'accueil en famille et offrir des formations de base et des formations continues aux accueillants.

Cette mesure va de pair avec une diversification de l'offre en instituant différentes formes de l'accueil en famille avec une valorisation des familles d'accueil proches.

ad 5) Actuellement une institution gérée par « Anne ASBL » accueille des enfants âgés de 0-3 ans.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Afin d'éviter la séparation d'enfants issus d'une même cellule familiale, des enfants âgés de moins de trois

[7] https://ash.org.uk/uploads/Awareness-and-use-of-nicotine-pouches.pdf?v=1667213473)

ans peuvent être accueillis ensemble avec leurs frères et sœurs aînés dans une institution accueillant des enfants âgés de plus de trois ans.

ad 6) La prise en charge des enfants en milieu familial reste un objectif principal, d'où l'accent mis sur le domaine de l'accueil en famille au niveau de la réforme législative. Reste à souligner que le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (MENJE) entend favoriser les mesures volontaires et préventives par la diversification de l'offre.

L'augmentation du nombre de mesures stationnaires correspond aux besoins actuels détectés sur le terrain. Pour répondre à l'augmentation importante du nombre de mineurs non accompagnés (MNA) arrivant au Luxembourg, de nombreuses places en milieu stationnaire ont été créées, comme le démontre le tableau ci-dessous :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

ad 7) Le cadre législatif actuellement en vigueur ne prévoit pas de forme de famille d'accueil dénommée « famille d'accueil de dépannage ». Le nouveau projet de loi prévoit différentes formes de l'accueil en famille et met fortement l'accent sur la promotion de l'activité.

ad 8) Les chiffres avancés correspondent aux besoins détectés lors de la première phase de la planification du projet de « pouponnière nationale ». Si le MENJE venait à constater que les prémisses avancées lors de la planification du projet auraient entre-temps changé, il va sans dire que le projet devrait être adapté en fonction des considérations actuelles.

Sécurité des marchands | Question **7554** (06/02/2023) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR)

Esou wéi et mir zougedroe gouf, ginn d'Maartleit an hirer Aarbecht säit Jore mat engem méi héije Sécherheetsrisiko konfrontéiert, deen sech esouwuel negativ op hir eegen Aarbecht, wéi och op d'Liewensqualitéit vun hire Clienten auswierkt. Tendenziell schéngt déi Situatioun ëmmer méi schlëmm ze ginn. Op ville Plazen am Land ginn d'Maartleit vun organiséierten Heeschebande belästegt, vun deene Verschiddener och mol einfach Saachen op de Stänn klauen, an d'Clientë ginn ëmmer méi dacks Affer vu Belästegungen a verbalen Iwwergrëffer, wat roueg Kommissiounen um Maart ganz schwiereg mécht.

An deem Zesummenhang géif ech der Regierung gär dës Froe stellen:

1. Wéi reagéiert d'Regierung op dës Sécherheetsmängel op eise Mäert? Ass virgesinn, d'Policepresenz op de Mäert ze verstäerken? Wéi eng legal Méiglechkeeten huet d'Police, fir géint esou Mëssstänn op eise Mäert virzegoen?

2. Kéint d'Regierung sech virstellen, e Sécherheetsperimeter ëm d'Mäert ze zéien, wou d'Heescherei verbueden ass, fir dësen Aktivitéiten en Enn ze maachen?

Réponse (06/03/2023) de **M. Henri Kox,** Ministre de la Sécurité intérieure

ad 1. Preliminär Bemierkung zu der virleiender parlamentarescher Fro:
Wéi schonn an der änlech orientéierter parlamentarescher Fro N° 7443 vum 5. Januar 2023 vum honorabelen Deputéierte Fernand Kartheiser erkläert ginn ass, ass d'Zuel vun de Fäll vun organiséierter Heescherei, déi konnten nogewise ginn, immens geréng. An der selwechter Äntwert gouf och erkläert, dass d'Datebanke vun der Police et net erlaben, automatiséiert erauszefannen, ob d'Interventioune vun der Police zu Heescherei duerch eng Plainte wéinst Belästegung, Bedreeung, kierperlecher Gewalt asw. virläit, oder ob d'Police d'Initiativ amtéiert huet.

Et ka keng Affirmatioun gemaach ginn, dass Tëschefäll, wou d'Police intervenéiert, tatsächlech op organiséiert Kriminalitéit zeréckzeféiere sinn. D'Police huet keng Indizien, déi am objektive reellen Alldag op esou ee Phänomeen schléisse loossen.

Et muss hei ënnerstrach ginn, dass organiséiert Heescherei kriminell ass an d'Justizautoritéiten implizéiert, woubäi „mendicité simple" net strofbar ass.

D'Police erfëllt hir Missiounen, esou wéi se am Artikel 3 vum Policegesetz festgehale sinn, an intervenéiert all Kéier, wou se geruff ginn.

Et gëtt och drun erënnert, dass d'Policepresenz an der Stad Lëtzebuerg zënter Dezember 2021 erhéicht ginn ass.

ad 2. Laut dem Artikel 6 aus dem Policegesetz läit d'Initiativ, fir ee Sécherheetsperimeter ze zéien, beim Buergermeeschter, wann eng grouss Gefor besteet („lorsqu'il existe un danger grave, concret et imminent pour la sécurité publique").

Anciens hôtels reconvertis en foyers pour réfugiés | Question **7555** (06/02/2023) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR)

Am ganze Land ginn et Hoteller, déi net méi hirer ursprénglecher Vocatioun am Kader vum Tourismus nogginn, ma exklusiv Refugiéen ophuelen. Et ass a priori unzehuelen, dass doduerjer d'Gesamtzuel vun den Hotelszëmmere fir d'Touristen am Land erofgaangen ass, jiddefalls mol a verschiddene Kategorië vun der Offer.

An deem Zesummenhank wollt ech der Regierung dës Froe stellen:

1. Wéi vill Hoteller sinn an deene leschten 10 Joer op dës Manéier ëmfonctionéiert ginn an déngen haut exklusiv oder prioritär als Foyere fir Flüchtlingen (DPI oder BPI)?

2. Wéi vill Hoteller sinn no Regioune betraff an no wat fir enger Präiskategorie?

3. Wéi war de Stand vun all den Hotelszëmmeren zu Lëtzebuerg virun 10 Joer, a wéi ass den aktuelle Stand, no Präiskategorie?

Réponse (01/03/2023) de **M. Jean Asselborn,** Ministre des Affaires étrangères et européennes, Ministre de l'Immigration et de l'Asile | **M. Lex Delles,** Ministre du Tourisme

ad 1. Stand haut gebraucht den ONA 5 Hoteller als Ënnerkonftsstrukture fir Leit, déi internationale Schutz ugefrot hunn.

ad 2.
– 1 Hotel befënnt sech am Kanton Lëtzebuerg
– 1 Hotel befënnt sech am Kanton Dikrech
– 1 Hotel befënnt sech am Kanton Gréiwemaacher
– 2 Hoteller befannen sech am Kanton Iechternach

D'Generaldirektioun fir den Tourismus féiert keng Lëschten no Präiskategorie. Esou wéi de Code de la protection du consommateur et awer virgesäit, si Präisser fir Hotelszëmmere bei Interessi vum potenzielle Client beim jeeweilegen Exploitant ausgeschëldert, respektiv op Nofro zougänglech.

ad 3. D'Generaldirektioun fir Tourismus féiert keng Lëschte vun Hotelszëmmeren no Präiskategorie.

Laut Statec goufen et 2013 am Ganze 7.862 Hotelszëmmeren zu Lëtzebuerg, am Joer 2022 goufen et 7.678 Hotelszëmmeren. Opgespléckt no Regioune gesäit et follgendermoossen aus:

(graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Nouvelle réglementation européenne pour le secteur viticole | Question **7557** (06/02/2023) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

Am Wäibausecteur gëtt et den Ament vill Opreegung ëm eng geplangte Veruerdnung vun der EU, déi méi streng Reegele beim Gebrauch vu Planzeschutzmëttel virgesäit. D'Wënzer maachen sech an deem Kontext Suergen ëm hir Zukunft a ginn ze bedenken, datt mat dësen Oplagen den Ubau vun Drauwe besonnesch an den ausgewisene Schutzgebidder – betraff si virun allem Schengen, Wuermer awer och d'Randberäicher vum groussen Trëntengerdall – kaum nach bis iwwerhaapt net méi méiglech wäert sinn.

Iwwerdeems bekloen sech vill Wënzer iwwer déi exzessiv Kontrolle vun der ITM, déi dacks genee da kontrolléiert, wann am meeschten Aarbecht ass. An engem Zeitungsartikel vum 6. Februar geet esouguer rieds vu engem Fall, wou 15 Persoune vun der ITM ganz Wäibierger ofgerigelt hunn, fir Kontrollen ze maachen, esou datt den normalen Aarbechtsoflaf iwwerhaapt net méi méiglech war.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un d'Regierung:

1. Wéi positionéiert sech d'Regierung am Hibléck op déi geplangten EU-Veruerdnung, déi de Wäibau a verschiddene Gebidder um Lëtzebuerger Territoire just nach ganz schwéier bis hin zu iwwerhaapt net méi méiglech mécht?

2. Gedenkt d'Regierung an deem Kontext op EU-Niveau géint déi geplangte Veruerdnung virzegoen, fir esou d'Existenz vun de betraffene Wënzer weiderhin ofzesécheren?

3. Wa jo, wéi wëll si dobäi genee virgoen? Wann nee, wéi eng Mesurë gedenkt d'Regierung ze ënnerhuelen, fir d'Existenz vun de betraffene Wënzerbetriber an deene Gebidder weiderhin ze assuréieren?

4. Gedenkt d'Regierung den Dialog mat der ITM ze sichen, fir datt an Zukunft d'Kontrolle bei de Wënzerbetriber esou ausfalen, datt net ganz Wäibierger ofgespaart ginn, an den normalen Aarbechtsoflaf net méi méiglech ass?

Réponse (07/03/2023) de **M. Claude Haagen,** Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural | **Mme Joëlle Welfring,** Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable | **M. Georges Engel,** Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire

ad 1. Grondsätzlech ass d'Lëtzebuerger Regierung mat den Ziler vun der Propositioun vun der EU-Kommissioun fir en neit Reglement iwwert eng nohalteg Notzung vu Planzeschutzmëttel d'accord. Eng Reduzéierung vum Opwand vu Planzeschutzmëttel an eng méi nohalteg Uwendung vun esou Mëttele wierken sech net nëmme positiv op den Natur- an Ëmweltschutz aus, mee och op d'Kompetitivitéit vun eise Produktiounsbetriber. Lëtzebuerg ënnerstëtzt duerfir d'Grondausriichtung vun dëser Propositioun, déi zurzäit um Niveau vum EU-Conseil diskutéiert gëtt. Allerdéngs gi verschidden Elementer vun dësem Kommissiounsvirschlag aktuell nach vu ville Memberstate kontestéiert. Genau esou ewéi aner EU-Memberstate gesäit d'Lëtzebuerger Regierung verschidde

Punkte vun dësem Virschlag vun der Kommissioun och kritesch, besonnesch de kategoresche Verbuet vu Planzeschutzmëttel an de Schutzgebidder.

ad 2. Den Textentworf zu dem neien EU-Reglement ass an engem fréie Stadium vun der Prozedur. Aktuell gëtt den Text nach an Aarbechtsgruppen diskutéiert an iwwerschafft. Ausserdeem hunn d'EU-Agrarministeren d'Kommissioun opgefuerdert, eng Impaktstudie ze maache fir ze evaluéieren, wat fir eng Konsequenzen d'Propositioun vun der Kommissioun op Landwirtschaft, Gaardebau a Wäibau hätt. D'Regierung wäert an der weiderer Prozedur fir e méi differenzéiert Reglement antriede fir sécherzestellen, datt Baueren, Wënzer a Gäertner weiderhin hire Beruff ausüben a Liewensmëttel produzéiere kënnen, och a Schutzgebidder am Respekt vun eiser Ëmwelt a vun eis aller Gesondheet.

ad 3. D'Lëtzebuerger Regierung wäert sech an all Etapp vun der europäescher legislativer Prozedur asetzen, fir de Reglementstext méi differenzéiert ze gestalten, fir datt duerch dës Reglementatioun d'Existenz vun de Baueren, Wënzer a Gäertner och an dëse Gebidder net a Fro gestallt gëtt.

ad 4. Am Joer 2021 huet d'ITM iwwer 10.000 Kontrolle bei verschiddene Betriber vun alle Secteuren duerchgefouert. Am Kader vun dëse Kontrolle gouf iwwerpréift, ob d'Reegele betreffend d'Aarbechtsbedingungen an d'Sécherheet a Gesondheet op der Aarbecht agehal gi sinn. D'Kontrolle vun der ITM fannen ëmmer wärend den Aarbechtszäite statt, sou wéi dat am Aarbechtsgesetzbuch virgesinn ass.

D'lescht Joer goufen 30 vun insgesamt 266 Wënzerbetriber kontrolléiert. Dës Kontrolle goufe wärend 3 Deeg vu 6 bis 8 Inspekteren duerchgefouert. Och goufen am Kader vun dëse Kontrollen d'Wäibierger net ofgerigelt, well dat och logistesch guer net méiglech ass.

Et kann een also net behaapten, dass et sech hei ëm exzessiv Kontrolle vun der ITM handelt, mee d'ITM huet am Kader vun hire Kompetenze ganz normal Kontrollen duerchgefouert, wéi se dat och an all deenen anere Secteure mécht.

Vun deenen 30 kontrolléierte Wënzerbetriber haten der 13 d'Reegele vum Aarbechtsgesetzbuch respektéiert, a bei 17 Stéck goufen Irregularitéite festgestallt. Dëst ënnersträicht d'Noutwennegkeet vu dëse Kontrollen. Déi betraffe Betriber goufen opgefuerdert, sech innerhalb vu 15 Deeg ze regulariséieren. D'Wënzerbetriber, déi am stännegen Dialog mat der ITM waren, an déi méi Zäit gebraucht hunn, fir sech kënnen ze regulariséieren, kruten e méi laangen Delai accordéiert, fir dëst kënnen ze maachen.

11 Wënzerbetriber kruten eng Geldstrof, well si net op d'Injonctioune vun der ITM reagéiert hu respektiv well si sech net oder net integral regulariséiert hunn.

An dëst, obwuel den Institut viti-vinicole, zesumme mat ënner anerem der ITM, d'lescht Joer an d'virlescht Joer speziell Formatioune fir d'Wënzerbetriber organiséiert huet. Och goufen de Wënzerbetriber Informatiounen iwwert d'Aarbechtsbedingungen an d'Sécherheet a Gesondheet op der Aarbecht op dem Internetsite vum Institut viti-vinicole a vun der ITM zur Verfügung gestallt. Zousätzlech huet d'ITM de Wënzerbetriber Modeller vun engem Aarbechtsvertrag fir saisonal Aarbechten a vu Regëstere fir d'Aarbechtszäiten an de Congé zur Verfügung gestallt.

D'ITM steet de Wënzerbetriber weiderhin zur Verfügung fir hinne kënnen ze hëllefen, sech un d'Reegele betreffend d'Aarbechtsbedingungen an d'Sécherheet a Gesondheet op der Aarbecht ze halen, genausou wéi dat och an den anere Secteuren de Fall ass.

Projet hôtelier à Rodange | Question **7558** (07/02/2023) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Den Ëmweltministère huet den 13. Juli 2022 op Basis vum Naturschutzgesetz eng Autorisatioun ginn, déi de Bau vun engem Familljenhotel am Dhoil zu Rodange erlaabt. Den Accord gouf ginn, no der Analys vu follgenden Dokumenter an nom Avis vum Fierschter op der Plaz:

– Fauna-Flora-Habitat (FFH) – Verträglichkeitsprüfung für die Natura-2000-Zone LU0001028 Differdange Est-Prenzebierg/Anciennes mines et carrières vum Juli 2009 (Etüd Zeyen & Baumann);
– FFH-Prüfung Fledermäuse zum geplanten Bau eines Familienhotels in der Gemeinde Petingen aus dem Joer 2010 (Etüd Gessner);
– aktualiséiert Nott „Stellungnahme zur Einschätzung der artenschutzrechtlichen Betroffenheit von Fledermäusen" vum 15. Oktober 2020 (Etüd Gessner).

D'Autorisatioun vun der Ministesch gesäit 2 Kompensatiounsmoossname vir: d'Opstelle vun enger eenheemescher Heck laanscht den Hotel souwéi d'Opmaache vun engem weidere Minièrestollen. Et gi vusäite vun zwou Biergeriniativen awer Zweiwel, ob dës Moossnamen duerginn, fir d'Déierewelt net ze beanträchtegen.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung dës Froe stellen:

1. Nom Naturschutzgesetz souwéi der europäescher FFH-Direktiv mussen Déieren, déi bedrot sinn, speziell geschützt ginn. An den Etüde vun 2009, 2010 an 2020, op déi sech d'Autorisatioun baséiert, ass kee Wuert iwwert déi Déierenaarten ze fannen, déi an der Annex 4 vun der Direktiv stinn. Wat ass de Grond heifir?

2. Ass d'Ministesch der Meenung, dass d'Methodik vun den Etüde vun 2009, 2010 an 2020 d'Krittäre vum „Leitfaden zur Berechnungsmethodik" vum Ökopunktesystem vum 19. Abrëll 2019 erfëllt? Gouf de Punkt 2.3. „Faunistische Erhebung" bei den Etüde vun 2009 an 2010 no de Krittäre vun 2019 duerchgefouert?

3. Kann d'Ministesch garantéieren, dass d'Opstelle vun enger eenheemescher Heck duergeet, fir déi gefäerdet Fliedermauspopulatiounen ze schützen? Kann d'Ministesch ausschléissen, dass soumadder de Bau vum Hotel een Impakt op d'Ëmwelt an d'Déiere wäert hunn?

4. Ass d'Ministesch der Meenung, dass déi zweet Kompensatiounsmoossnam, d'Ëffnung vun engem weidere Stollen, d'Fliedermais wäert zousätzlech schützen, wann ee weess, dass schonn 3 Stollen op sinn an d'Stollen ënnertenee souwisou scho verbonne waren? Oder ass dës Moossnam éischter als eng kleng, marginal Kompensatioun ze gesinn?

5. Wéi gouf der grousser Hufeisennues bei dëser Autorisatioun Rechnung gedroen, wëssend, dass dës Fliedermaus déif flitt (d'Hufeisennues flitt an dësem Fall net méi héich wéi d'Héicht vum Hotel)?

6. Eng Schutzzon muss kënnen ootmen a brauch eng Pufferzon. Aktuell funktionéiert den Terrain, wou den Hotel soll drop kommen, als Pufferzon, eng sougenannten Ecoton-Zon, tëschent dem Bësch an dem „milieu ouvert". Mam neien Hotel gëtt déi Pufferzon elo méi kleng. Wäert dës Pufferzon nom Bau vum Hotel nach eng Ecoton-Zon bleiwen?

7. Ass d'Ministesch der Meenung, dass d'Etüden, op deenen d'Autorisatioun getraff gouf, no den haitege wëssenschaftlechen Erkenntnisser nach aktuell ass?

8. Gouf bei der Autorisatioun just den Impakt vum Hotel gekuckt oder och dee vun der Bebauung vum bäileienden Terrain, wou spéider ee Wellness-Resort soll drop stoe kommen, deen am Konzept vum Hotel opgefouert gouf?

9. Géif d'Autorisatioun, déi am Juli 2022 accordéiert gouf, no de Krittäre vum neie Plan national concernant la protection de la nature (PNPN3) nach eng Kéier esou ausgestallt ginn?

10. D'Liichtverschmotzung ass a kenger vun de viregen Etüden een Theema, gëtt awer als eng Prioritéit am PNPN3 opgefouert. Firwat goufen an der Autorisatioun keng Moossname géint d'Liichtverschmotzung getraff, wéi zum Beispill, dass op déieren- an insektefrëndlech Luuchten (Amberlights) gesat gëtt oder d'Beliichtung op verschiddene Säite vum Hotel reduzéiert muss ginn?

Réponse (06/03/2023) de **Mme Joëlle Welfring,** Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

Bei deem Dokument vum 3. Juli 2022 handelt et sech ëm een Accord op Basis vum Artikel 33 vum Naturschutzgesetz. An deem Kontext gouf iwwerpréift, ob de geplangte Projet net der Integritéit vun der concernéierter Natura-2000-Zon schuede géing. An deem Dokument goufen och Konditioune festgehalen, déi erfëllt musse ginn.

ad 1. An der Etüd vun 2010 sinn d'Flantermais vun der Annex 4 vun der FFH-Direktiv betruecht ginn. Opgrond vun der Konfiguratioun an der Notzung vum Terrain ass eng Präsenz vun aneren Aarte vun der Annex IV net relevant fir dës Etüd gewiescht. Esou Etüde ginn ëmmer cibléiert op bestëmmten Aartegruppe gemaach opgrond vun der Qualitéit vum Terrain als Liewensraum an de Liewensraumufuerderunge vun de respektiven Aarten.

ad 2. Den Ekopunktesystem muss nom Artikel 17 vum modifizéierten Naturschutzgesetz vum 18. Juli 2018 ugewannt gi bei engem Terrain an enger klasséierter Bauzon, wann et zu enger Zerstéierung vu geschützte Biotopen oder Habitats d'espèces kënnt. De Ministère fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung (MECDD) huet aus den Donnéeën, déi virlouchen, keen esou een Ausléiser festgestallt.

ad 3. D'Etüd vun 2010 an 2020 confirméieren, dass d'Opstelle vun enger Heck no de Krittären, wéi se an der Etüd vun 2020 an och am Accord vum 3. Juli 2022 festgehal goufen, d'Funktionalitéit vun där Leitlinn fir d'Flantermais sécheren. No éischten Echangë mat menge Servicer gouf déi ursprünglech geplangte Lag vum Gebai iwweregens ugepasst, fir eng méi grouss Distanz zu där Leitlinn ze hunn an hir Funktionalitéit ze erhalen.

ad 4. Dat ass eng vun de Moossnamen, déi den Expert uginn huet an déi och ëmgesat gouf. Et ass keng marginal Kompensatioun, ma eng wichteg Moossnam fir all d'Flantermais am FFH-Gebitt.

ad 5. De Besoinen an dem Schutz vun der grousser Hufeisennues gouf an den Etüden an am Accord Rechnung gedroen, notamment mat de schonns genannte Moossname vun der Planzung vun enger Heck, déi besonnesche Krittäre musse Rechnung droen, der Upassung vun der Lokalisatioun vum Gebai an dem Opmaache vun engem Stollen am FFH-Gebitt.

ad 6. Ech verweisen op d'Äntwert op d'Fro N° 3. D'Funktionalitéit vun der Leitlinn laanscht de Bësch bleift bestoen an de Bëschrand selwer ass vum Projet net betraff.

ad 7. D'Loftbiller um Geoportail weise ganz däitlech, dass d'Konfiguratioun an d'Notzung vum Terrain säit der Etüd vun 2010 stabill ass, dass also seng ökologesch Wäertegkeet sech net verännert huet. D'Resultater vun der Etüd sinn deemno als robust unzegesinn an dowéinst och als Basis fir den Accord genotzt ginn.

ad 8. Den Accord bezitt sech just op de Bau vum Hotelsprojet.

ad 9. De PNPN3 setzt kee legale Kader fir d'Aussstelle vun Autorisatiounen am Naturschutzberäich. Dat ass eleng d'Naturschutzgesetz.

ad 10. D'Auswierkunge vun der Beliichtung sinn an der Etüd vun 2020 betruecht ginn. D'Uleeë vun enger Heck no bestëmmte Krittären ass vum Expert als gëeegent Moossnam definéiert an och am Accord vum 3. Juli 2022 iwwerholl ginn.

Obligation d'ordonnance de pilule contraceptive | Question **7559** (07/02/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Zënter dësem Joer kënnen d'Fraen d'Antibabypëll gratis an der Apdikt kréien. D'Gratuitéit vun der Pëll kéint derfir suergen, dass méi Fraen op dës Verhütungsmethod zeréckgräifen.

Wärend d'Notzung vun der Antibabypëll, déi vu Millioune Fraen op der Welt all Dag geholl gëtt, hei am Land nach ëmmer verschreiwungsflichteg ass, kritt een d'Pëll fir den Dag duerno ouni Verschreiwung an der Apdikt. Dëst obwuel den Hormongehalt vun där Pëll vill méi héich an de Risiko vun engem Impakt op de Kierper méi grouss ass wéi bei der normaler Pëll. Des Weidere mussen d'Fraen extra bei de Gynekolog, fir weider ee regulären Traitement ze huelen, woubäi dës Plagen da fir aner Patientinne verluer ginn, déi eventuell méi dringend ee Rendez-vous bräichten.

An anere Länner, wéi zum Beispill Portugal, huet een dofir d'Approche geholl, dass een d'Antibabypëll ouni Ordonnance an den Apdikte ka kréien. Duerch déi professionell Berodung vun engem ausgebilten Apdikter bleift soumadder ee Kontrollmechanismus erhalen a gläichzäiteg entlaascht een d'Gynekologen.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Gesondheet a Sozialversécherung dës Froe stellen:

1. Wéi vill Verschreiwunge fir d'Antibabypëll sinn an deene leschten 3 Joer etabléiert a vun der CNS remboursséiert ginn?

2. Wéi vill Mol ass déi sougenannte Pëll duerno an deene vergaangenen 3 Joer hei am Land verkaaft ginn?

3. An de leschte Joren ass donieft och eng Tendenz entstanen, dass ëmmer méi Fraen sech géint d'Notzung vun der Antibabypëll entscheeden, well d'Pëll an de Verruff geroden ass, dass se laangfristeg zu Gesondheetsproblemer géif féieren. Nieft de klassesche Verhütungsmethode gräifen ëmmer méi Fraen op gratis Apps zeréck, mat deenen den Dag vum Eesprong geschätzt gëtt a mat där d'Fra hir Verhütung wëll organiséieren (Contraception digitale). Dës gratis Apps bauen awer zum Deel op pseudowëssenschaftlechen Erkenntnisser op, sinn onpräzis a sammelen d'Donnéeë vun den Notzer*inne fir kommerziell Zwecker of.
– Wéi ginn d'Fraen hei am Land iwwert d'Risike vun dësen Apps opgekläert?
– Wéi eng Beméiunge gi vum Santésministère ënnerholl, fir d'Fraen iwwert d'Sécherheeten an d'Risike vun der Antibabypëll opzeklären?

Réponse (07/03/2023) de **M. Claude Haagen,** Ministre de la Sécurité sociale | **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

ad 1. Am Joer 2022 hunn 18.867 Fraen, déi bei der lëtzebuergescher Krankeversécherung verséchert sinn, vun engem Remboursement fir d'Antibabypëll profitéiert (Tableau 1). Dëst betrëfft just Medikamenter, déi an enger Apdikt zu Lëtzebuerg verkaf a vun der Krankeversécherung rembourséiert goufen[8].

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 2. Well d'„Pëll duerno" zu Lëtzebuerg rezeptfräi an den Apdikte kaf ka ginn, gëtt et leider keng Donnéeën iwwert dëse Verkaf an der Datebank vum Centre commun de la sécurité sociale.

Et besteet och d'Méiglechkeet, déi sougenannte „Pëll duerno" an de Planning Familial sichen ze goen, deen dës Pëll gratis zur Verfügung stellt. Am Joer 2022 sinn esou zum Beispill 504 „Pëllen duerno" verdeelt ginn (Tableau 2).

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 3. De Gesondheetsministère ass net verantwortlech fir gratis Apps am Zesummenhang mat Gesondheetsfroen a féiert aus dësem Grond och keng Qualitéitskontroll bei sou Apps duerch. Dës Apps funktionéiere meeschtens nom Prinzipp vum engem Algorithmus an net op wëssenschaftlech beluechten Donnéeën.

An enger éischter Linn probéiert de Gesondheetsministère, zesumme mat senge konventionéierte Partneren, d'Populatioun esou gutt wéi méiglech iwwert déi verschidde Contraceptiounsmëttel duerch präventiv Programmer ze informéieren, ënner anerem duerch d'Aarbecht vum Cesas, de Plan d'action national „santé affective et sexuelle" oder nach den Internetsite www.macontraception.lu[9].

Wat spezifesch d'Antibabypëll ugeet, beinhalt dës, wéi all anert Medikament, souwuel eng Notiz fir d'Patiente wéi och e Resumé des caractéristiques produit (RCP) fir d'Gesondheetsberuffler, d. h. eng Zesummefaassung vun de Charakteristike vum Medikament. Dës zwee Dokumenter sinn déi primär Instrumenter fir Risikominiméierung fir all Medikament.

De Gesondheetsministère validéiert iwwert d'Division de la pharmacie et des médicaments (DPM) vun der Gesondheetsdirektioun den Inhalt vun dësen Dokumenter an Zesummenaarbecht mat den anere Memberstaaten, sou datt den Inhalt kontinuéierlech mat den neiste klinesch bewisenen Donnéeën aktualiséiert gëtt. Déi genannten Dokumenter enthale soumat all néideg Informatioune fir eng optimal Benotzung vun der Antibabypëll an informéieren och iwwer potenziell Nieweneffekter a Virsiichtsmoossnamen.

Zousätzlech dozou validéiert d'DPM och direkt Kommunikatiounen, déi sech un d'Gesondheetsberuffler riichten (Direct Communications to Healthcare Professionals – DHPC) am Kader vu Sensibiliséierungen op spezifesch Risiken. Verschidde Kommunikatioune betreffen och Antibabypëllen a sinn um Site www.sante.lu publizéiert.[10]

[8] Et ass ze notéieren, datt de Conseil de Gouvernement an senger Reunioun vum 20. Januar 2023 den Avant-projet de règlement grand-ducal régissant la nomenclature des actes et services des médecins pris en charge par l'assurance maladie gestëmmt huet, deen d'Mise en oeuvre vum Preventiounsprogramm an den universalen Accès zu de Contraceptiounsmesuren definéiert, wéi d'Antibabypëll zum Beispill.

[9] Plan d'action national « Santé affective et sexuelle » (à partir de 2019) – Portail Santé – Luxembourg (public.lu)
https://www.cesas.lu
https://macontraception.lu/

[10] Gestion des risques – Portail santé – Luxembourg (public.lu)

Doduerch, datt d'Contraceptiounsmëttel wéi d'Pëll vun engem Dokter musse verschriwwe ginn, dréit och den Dokter seng Verantwortung, fir d'Fraen iwwer déi verschidden eventuell Risikofacteuren opzeklären an hinnen dat Contraceptiounsmëttel ze verschreiwen, wat am beschte bei se passt.

Émissions de gaz à effet de serre dans le secteur résidentiel au Luxembourg | Question **7560** (07/02/2023) de **Mme Myriam Cecchetti** (déi Lénk)

Selon les données publiées par Eurostat pour l'année 2021, le Luxembourg émettrait 1,6 tonnes de gaz à effet de serre par personne pour chauffer et refroidir les bâtiments résidentiels. Le Luxembourg se situerait ainsi à la dernière place parmi les pays membres de l'Union Européenne avec un écart très net par rapport à la Belgique qui se situerait à l'avant-dernière place avec 0,2 tonnes de gaz à effet de serre émises.

Vu que le Gouvernement prévoit dans ses objectifs sectoriels en matière de lutte contre le réchauffement climatique une réduction des émissions dans le secteur des bâtiments résidentiels et tertiaires de -64 % d'ici 2030 par rapport à 2019, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, à Monsieur le Ministre de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire et à Monsieur le Ministre du Logement :

1) Comment Madame et Messieurs les Ministres expliquent-ils ce mauvais bilan du parc immobilier résidentiel luxembourgeois ?

2) À quel point la faible proportion des énergies renouvelables (13 % en 2021) dans le mix énergétique pour le chauffage et le refroidissement des bâtiments résidentiels explique-t-elle ce mauvais résultat du Luxembourg ?

3) Madame et Messieurs les Ministres disposent-ils de données sur les niveaux moyens d'émissions de gaz à effet de serre du parc immobilier résidentiel en fonction de la classe énergétique des bâtiments ? Dans l'affirmative, Madame et Messieurs les Ministres peuvent-ils me les fournir ?

4) Vos ministères font-ils des efforts visant spécifiquement la rénovation énergétique des immeubles résidentiels avec une performance énergétique faible ? Si oui, lesquels ?

5) Dans quelle mesure une réduction des émissions de gaz à effet de serre dans le secteur des bâtiments résidentiels et tertiaires a-t-elle été réalisée entre 2019 et 2022 ?

6) La réforme de la législation sur la subvention d'intérêt pour prêt climatique a-t-elle porté des fruits ? Madame et Messieurs les Ministres peuvent-ils m'indiquer le nombre de demandes pour une telle subvention introduites pendant l'année 2022 ainsi que l'évolution du nombre de demandes par rapport aux années précédentes ?

7) Madame et Messieurs les Ministres jugent-ils réaliste la réalisation de l'objectif sectoriel cité ci-avant à politique inchangée ? Dans la négative, quelles mesures entendez-vous mettre en œuvre pour y parvenir ?

Réponse (09/03/2023) de **Mme Joëlle Welfring,** Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable | **M. Claude Turmes,** Ministre de l'Énergie | **M. Henri Kox,** Ministre du Logement

ad 1) D'après le bilan provisoire des émissions de gaz à effet de serre de l'année 2021, source officielle de données, les émissions du secteur des bâtiments

s'élèvent à 1,653 millions de tonnes équivalent CO_2, ce qui représente 20,4 % du total national.

Ce résultat est le fruit de décennies d'une politique nationale en faveur du gaz naturel et du mazout de chauffage qui étaient la référence pour le chauffage au Luxembourg.

Dans ce contexte, il est important de tenir compte du fait que la surface d'habitation moyenne par logement au Luxembourg est une des plus élevées comparée aux autres pays européens et que ceci a aussi une influence directe sur les émissions.

ad 2) Au Luxembourg, le mix énergétique pour le chauffage et (dans une moindre proportion) pour le refroidissement des bâtiments résidentiels est encore largement dominé par les énergies fossiles.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Au niveau du chauffage d'un bâtiment, les énergies renouvelables sont représentées par le bois, pellets et plaquettes, en partie aussi par les réseaux de chaleur fonctionnant à base d'énergie renouvelable et par l'électricité pour le chauffage consommée par les pompes à chaleur (PAC) ainsi que par un ancien stock de vieux chauffages électriques directs (à accumulation).

ad 3) Le certificat de performance énergétique (CPE, passeport énergétique) d'un bâtiment renseigne sur la performance énergétique du bâtiment en question. La comparabilité entre différents bâtiments résidentiels est assurée notamment par l'attribution de trois classes de performance : la classe de performance énergétique, la classe d'isolation thermique ainsi que la classe de performance environnementale.

La classe de performance énergétique est attribuée sur base du besoin spécifique total en énergie primaire (exprimé en $kWh/(m^2a)$). La classe d'isolation thermique renseigne sur le besoin spécifique en chaleur de chauffage. Cet indicateur (exprimé en $kWh/(m^2a)$) est directement lié à la qualité thermique de l'enveloppe thermique (niveau d'isolation, étanchéité à l'air, etc.). La classe de performance environnementale, attribuée sur base des émissions spécifiques totales de CO_2 (exprimées en $kgCO_2/(m^2a)$), indique le niveau des émissions de CO_2 du bâtiment.

La classe de performance énergétique (énergie primaire) et la classe de performance environnementale (émissions de CO_2) tiennent compte des installations techniques (chaudière, ventilation mécanique, etc.) du bâtiment ainsi que des différentes sources d'énergie (vecteurs énergétiques) utilisées. Le résultat obtenu pour ces classes dépend donc à la fois du besoin en chaleur du bâtiment (chauffage et production d'eau chaude sanitaire) ainsi que du degré d'utilisation d'énergie fossile. Les deux classes sont corrélées de manière qu'un bâtiment avec une bonne classe de performance énergétique atteint un niveau similaire pour la classe de performance environnementale et vice-versa.

Le tableau ci-dessous, extrait du règlement grand-ducal modifié du 9 juin 2021 concernant la performance énergétique des bâtiments (RGD 2021), renseigne sur les classes de performance environnementale, telles qu'elles sont définies actuellement.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Le Ministère de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire a évalué un ensemble de 13.218 CPE de bâtiments d'habitation. Le tableau ci-dessous indique le niveau moyen d'émissions de CO_2 en fonction de la classe de performance énergétique et par catégorie de bâtiment (EFH ou MFH) prévu au RGD 2021, annexe I, tableau 27.

(Tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Les émissions spécifiques totales de CO_2 d'un bâtiment, renseignées sur son CPE, sont des valeurs calculées qui peuvent surestimer les émissions réelles liées à l'utilisation du bâtiment en question. Suivant le RGD 2021, les calculs sont basés sur des données climatiques et une température intérieure standardisée afin de garantir la comparabilité entre différents bâtiments.

ad 4) Vu le retard du Luxembourg au niveau de la performance environnementale des bâtiments résidentiels, le Gouvernement actuel a mis en œuvre plusieurs mesures volontaristes les dernières années pour accélérer la décarbonation et l'amélioration de l'efficacité énergétique des logements.

Le mécanisme de subventions étatiques « Klimabonus », qui est structuré de façon à inciter davantage (conseil en énergie global, montants plus élevés et bonus) les rénovations dites profondes, c'est-à-dire où l'amélioration de la performance énergétique est élevée (et par conséquent la réduction de l'énergie consommée) ; les immeubles résidentiels à performance énergétique faible ont le potentiel d'économie le plus élevé et pourront ainsi profiter, le cas échéant, plus, des aides proposées.

Pour diminuer notamment l'impact environnemental, tous les bâtiments neufs pour lesquels un permis de construire est demandé à partir du 1er janvier 2023 ne pourront répondre aux exigences de permis de construire que s'ils sont réalisés avec une pompe à chaleur (la pompe à chaleur étant la nouvelle technologie de référence dans le cadre de la réglementation nationale sur la performance énergétique des bâtiments), c'est-à-dire que tout nouveau bâtiment est décarbonisé d'office en ce qui concerne l'énergie consommée pendant son utilisation (voir la réponse à la question parlementaire n° 7133 pour plus de détails). Dans sa stratégie de rénovation à long terme (LTRS – Long Term Renovation Strategy), le Luxembourg a introduit l'idée d'un projet pilote pour la rénovation de quartiers (« Modellvorhaben zur Sanierung von Siedlungen in energetisch schlechtem Niveau und mit fossilen Heizsystemen ») ; les travaux de préparation de ce projet pilote, qui est réalisé avec la Ville de Differdange, sont en cours depuis plus qu'une année et le projet sera officiellement lancé encore au printemps de cette année. Dans ce cadre (et en concordance avec de futures exigences au niveau de la refonte de la directive européenne sur la performance énergétique des bâtiments, qui est en cours de révision), ce projet pilote cible très spécifiquement les bâtiments résidentiels à faible performance énergétique et le projet permettra de tester et développer de nouvelles idées avant leur mise en place à plus grande échelle au niveau national.

ad 5) En 2021 (bilan provisoire), les émissions de gaz à effet de serre du secteur des bâtiments dépassaient de 2,5 % le niveau de l'année 2019. Il convient toutefois de noter que l'hiver 2021 était plus froid que l'hiver 2019 (exprimé par le nombre de degrés-jours de chauffe en 2021 qui était supérieur de 10 % à celui de 2019).

ad 6) Il est à noter que la subvention d'intérêt pour prêts climatiques est accordée au demandeur qui a obtenu une aide financière prévue par les articles 4 et 5 de la loi modifiée du 23 décembre 2016 instituant un régime d'aides pour la promotion de la durabilité, de l'utilisation rationnelle de l'énergie et des énergies renouvelables dans le domaine du logement (« PRIMe House/Klimabonus »).

Vu les dispositions de la [nouvelle] loi du 8 juin 2022 relative aux aides à des prêts climatiques, ladite subvention ne peut ainsi être accordée par le Ministère du Logement uniquement après que l'accord de l'aide « PRIMe House/Klimabonus » par le ministre ayant l'Environnement dans ses attributions, donc en principe après achèvement des travaux d'assainissement du logement.

Considérant que le nouveau régime d'aides aux prêts climatiques n'est entré en vigueur qu'en juillet 2022, des chiffres pertinents permettant de répondre à la question ne sont pas encore disponibles.

À toutes fins utiles, veuillez trouver ci-après le nombre de demandes en obtention d'un prêt climatique à taux réduit (application de l'ancienne législation jusqu'à juin 2022) ainsi que d'une subvention d'intérêt pour prêt climatique (application de la loi de 2022 précitée à partir de juillet 2022) introduites depuis le 1er janvier 2020.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 7) Au cours des derniers mois, le Gouvernement a accéléré la mise en place de nouvelles mesures respectivement le renforcement de mesures existantes dans tous les domaines, y compris dans celui des bâtiments. Ainsi, le cadre réglementaire concernant la performance énergétique des bâtiments d'habitation et fonctionnels a été renforcé. De même, l'attractivité du régime d'aides financières « Klimabonus Wunnen » pour la rénovation énergétique durable de logements et la mise en place d'installations techniques valorisant les sources d'énergie renouvelables dans les logements a été substantiellement augmentée, avec notamment des procédures simplifiées pour accéder aux aides, une promotion renforcée des matériaux d'isolation écologiques, un encouragement plus poussé pour remplacer des anciennes chaudières basées sur les énergies fossiles et une promotion de la filière autoconsommation pour les installations photovoltaïques. Ces aides pourront être augmentées d'un « topup social 100 % » pouvant résulter dans un doublement de l'aide Klimabonus, ceci en fonction du revenu du ménage du bénéficiaire. Dans le cadre de la révision du plan national intégré en matière d'énergie et de climat, le Gouvernement proposera des mesures additionnelles en vue de la réalisation des objectifs sectoriels.

Intérêts débiteurs en relation avec une habitation en construction | Question **7561** (07/02/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

D'CGFP deelt an enger Pressematdeelung vum 7. Februar mat, dass et, laut hirer Liesaart, zu enger Reduzéierung vun de steierlech ofsetzbaren Zënse komm ass. Esou wier den Artikel 4B vum groussherzogleche Reglement vum Dezember 2016, deen um Artikel 98 vum Akommessteiergesetz vun 1967 hänkt, ersatzlos gestrach ginn. Dëst kéint bedeiten, dass d'Steierzueler hir Scholdzënsen net méi kënne komplett op nach net bewunnten Immobilien ofsetzen.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Finanzen dës Froe stellen:

1. Wéi ass d'Liesaart vun der Steierverwaltung? Wat fir Konsequenzen huet d'Sträiche vum Artikel 4B?

2. Dierfen déi Zënse fir d'Steierjoer 2023 nach ofgesat ginn oder net?
– Wa jo, bis zu wéi engem Plaffong?
– Wann nee, firwat huet d'Regierung dëst gemaach?

Réponse (15/03/2023) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre des Finances

Virun 2017 war et méiglech, an der Period, wou eng kaafte Wunneng eidel stoung, dat heescht, iert den neie Proprietär selwer erageplënnert ass, nieft de Scholdzënsen och d'Renovatiounsaarbechten ofzesetzen.

Den Artikel 4b ass 2017 agefouert ginn, mam Zil, fir d'Renovatiounsaarbechten an där Period net méi ofsetzbar ze maachen, an zwar fir eventuell Abusen ze ënnerbannen. Mam Artikel 4b sollten also nëmmen nach d'Scholdzënsen ofsetzbar bleiwen.

An zwou rezente Jurisprudenze vun der Cour administrative gouf allerdéngs befonnt, datt trotz der Aféierung vum Artikel 4b net nëmmen d'Scholdzënse kéinten ofgezu ginn, mee och weiderhin d'Renovatiounsaarbechten un der Wunneng. Den Artikel 4b ass dowéinst gestrach ginn, an dat gewënschten Zil vun 2017, datt nëmmen nach Scholdzënsen ofsetzbar bleiwen, gëtt iwwert de Wee vun enger Prezisioun am Artikel 98 vum Akommessteiergesetz an am Reglement vum 12. Juli 1968 erreecht.[11]

Ab dem Steierjoer 2023 heescht dëst, dass eng Valeur locative forfaitaire nom geännerte Gesetz festgesat gëtt, soubal eng Wunneng zu eegene Wunnzwecker kaaft gëtt. Esou spille vum Moment vum Kaf vun der Wunneng u schonn d'Deductiounslimitten, wéi se am applikabele Reglement vun 1968 definéiert sinn. Et kënnt awer hei net, wéi ugeholl, zu enger Reduzéierung vun de steierlech ofsetzbaren Zënsen. Duerch dës Prezisioun gëtt virun allem méi kloer definéiert, vu wéini un eng Wunneng steierlech als bewunnbar ze betruechten ass.[12]

D'Steierzueler kënnen hir Scholdzënsen awer ëmmer nach integral op nach net fäerdeg gebaute Wunnengen ofsetzen. Eng Valeur locative forfaitaire kann nëmme festgesat ginn, wann et sech ëm eng fäerdeg gebaute Wunneng handelt. Am Fall vum Kaf vun enger Wunneng en état futur d'achèvement kann d'Valeur locative forfaitaire eréischt bei der Fäerdegstellung vun der Wunneng festgesat ginn. An deem Fall kënnen d'Scholdzënse weiderhin ouni Limitten ofgesat ginn, an dat bis zum Zäitpunkt, wou d'Wunneng bewunnbar gëtt.

Et ass och dorop hinzeweisen, dass d'Limitten aus dem Reglement am Kontext vun der leschter Tripartitt nach eemol ëm 50 % gehéicht ginn, fir de Leit den Accès zu enger eegener Wunneng ze vereinfachen.

Formation des infirmiers et des infirmiers psychiatriques | Question **7562** (07/02/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

De Moment besteet am Beräich vum Gesondheetswiesen ee Personalmangel. Dowéinst ass de Rekrutement vu qualifizéiertem Personal wichteg, och bei den Infirmieren an den Infirmièren. Zënter der Covid-19-Pandemie ass och de Sujet vun der mentaler Gesondheet ëmmer méi wichteg ginn, grad well no der Pandemie méi Leit wéi virdru mat mentale Problemer ze kämpfen hunn.

Fir sech als Infirmier oder Infirmière psychiatrique ze spezialiséieren, muss eng interesséiert Persoun no hirer Ausbildung als Infirmier oder Infirmière en soins généraux weider Studie maachen. Fir eng Spezialisatioun als Infirmier oder Infirmière psychiatrique muss een, wann een dat hei am Land wëll maachen, ee BTS Spécialisé infirmier psychiatrique maachen (120 ECTS, also 2 Joer Vollzäitstudium).

An der Belsch gëtt dogéint eng reng theoreetesch Formatioun (Qualification en santé mentale et psychiatrie) vun 150 Stonnen op der Haute École de Namur-Liège-Luxembourg ugebueden, woubäi d'Persoun no dëser Formatioun keng Autorisation d'exercer kritt.

Hei am Land gëtt den Diplom aus der Belsch, mengen Informatiounen no, aktuell awer vollwäerteg vum Héichschoulministère unerkannt, deen der Persoun eng Equivalenz ausstellt, wouropshin dës Persoun vum Gesondheetsministère eng Autorisation d'exercer fir Lëtzebuerg kritt.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Gesondheet a fir Sozialversécherung dës Froe stellen:

1. Firwat erkennt den Héichschoulministère dës vergläichsweis kuerz theoreetesch Formatioun als vollwäerteg Ausbildung un, wärend een hei am Land e ganze BTS fir déi selwecht Unerkennung absolvéiere muss?

2. Wéi kann et sinn, dass déi Formatioun vun 150 Stonnen Theorie hei am Land enger Persoun eng Equivalenz an domat och eng Autorisation d'exercer erméiglecht, obwuel dëst an der Belsch, ëmmerhin dem Ausbildungsland, dat dës Formatioun ubitt, net de Fall ass?

3. Ass hei an Zukunft eng Upassung geplangt, fir dësen dach groussen Ënnerscheeder an der Ausbildung Rechnung ze droen?

4. Wéi wëllen d'Ministèren eng gutt Qualitéit vun der Prise en charge bei enger Formatioun garantéieren, déi just 150 Stonnen ëmfaasst, wärend déi aner e Vollzäitstudium vun 2 Joer ëmfaasst?

Réponse (06/03/2023) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

Am Kontext vun der Unerkennung vun auslännesche Beruffsqualifikatiounen applizéiert sech déi europäesch Direktiv 2005/36/CE an hirer ofgeännerter Versioun, déi zu Lëtzebuerg duerch d'Gesetz vum 28. Oktober 2016 (loi modifiée du 28 octobre 2016 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles) transposéiert ginn ass.

Ee vun de Grondprinzippie vun der Direktiv ass, dass fir d'Unerkennung vun auslännesche Beruffsqualifikatioune fir den Accès an ee reglementéierte Beruff – wéi den Infirmier psychiatrique – ee muss de Profil professionnel vum Demandeur mat dem Profil professionnel vum reglementéierte Beruff vergläichen.

Konkreet heescht dat, dass ee kuckt, wat fir eng Matière an Actes techniques den Demandeur am Kader vu senger Formatioun an am Kader vu sengem Exercice professionnel gesinn huet, an awéifern dat op dee via Gesetz oder Règlement grand-ducal festgeluechte Profil professionnel vum Beruff hei zu Lëtzebuerg passt.

An dësem Fall ginn deemno d'Qualifikatioune vun den Titulairë vun der belscher Formatioun, y compris hir Beruffsexperienz, verglach mat dem Profil vum Infirmier psychiatrique, wéi dee sech aus dem Règlement grand-ducal du 10 juin 2011 portant sur l'exercice de la profession d'infirmier psychiatrique ergëtt.

Beim Verglach vun deenen zwee Profiller dierf een allerdéngs net eng Differenz eleng op Basis vun der Durée des études feststellen – déi Differenz misst op Basis vu konkreete Fächer oder Actes techniques, déi den Demandeur net gesinn hätt, etabléiert ginn. Déi uewe genannten Direktiv erlaabt et effektiv net, esou Differenze reng op der Durée festzestellen.

Dorauser ergëtt sech dann déi Situatioun, dass och Leit mat sou enger, à première vue, kuerzer Formatioun eng Unerkennung vun hire Beruffsqualifikatioune kréie konnten, well bis haut nach keng Differenzen um Niveau vun der Matière oder den Actes techniques konnte festgestallt ginn an esou Fäll, an et deemno keng legal Basis gëtt, fir déi Unerkennung ze refuséieren.

An deem Kontext kann een erwänen, dass déi uewe genannte Formatioun an der Belsch sech eisen Informatiounen no haaptsächlech u Persoune riicht, déi schonn eng gewëssen Expérience professionnelle am Domaine vun der Prise en charge psychiatrique an hirer Funktioun als Infirmier konnte sammelen, wat zum Deel déi méi kuerz Formatiounsdauer erkläre kéint. Hei sief allerdéngs drop higewisen, dass d'Ausbildungsland do fräi ass, ze decidéieren, wéi et seng Studien an den Exercice vun de reglementéierte Beruffer organiséiert, wat dann och erklärt, firwat d'Titulairë vun där doter Qualifikatioun déi selwecht Attributiounen dierfen exerzéiere wéi d'Titulairë vun der „normaler" Spezialisatioun am Domaine vun de Soins infirmiers psychiatriques an der Belsch.

De Ministère fir Héichschoul a Fuerschung steet allerdéngs am Austausch mam Conseil supérieur de certaines professions de santé an der Direktioun vum LTPS, deenen hir Spezialisten déi Formatiounen nach eng Kéier en détail duerchliichte wäerten, fir eventuell Differenze festzestellen. Falls esou Differenze kéinte festgestallt ginn, géif natierlech direkt deementspriechend dorop reagéiert ginn, an déi aktuell Praxis ugepasst ginn.

De Gesondheetsministère schafft un der Reform vum Exercice vum Infirmier psychiatrique. D'Objektiver vun dëser Reform sinn, ënnert anerem, dëse Beruff méi attraktiv ze gestalten. An der Reform soll och d'Interdisziplinaritéit zwëschent dem Infirmier/ière psychiatrique, den Dokteren an anere Gesondheetsberuffer gestäerkt ginn, dëst fir d'Qualitéit an d'Sécherheet vun de Prise-en-chargen ze garantéieren.

Activités de la Cellule de renseignement financier | Question **7563** (07/02/2023) de **M. Roy Reding** (ADR)

Divers Professioneller hunn d'Obligatioun, der CRF Meldung ze maachen, wa si e Soupçon hunn, datt bei enger Transaktioun kéint e strofrechtlech relevante Fait virleien.

An deem Kontext hunn ech follgend Froen un d'Madamm Justizminister:

1. Fir d'Referenzjoren 2020 bis 2022: Wéi vill esou Soupçonmeldunge goufen insgesamt gemaach?

2. Wéi war – no Kategorië vu Professioneller – d'Unzuel vun CRF-Verdachtsmeldungen (Banken, Affekoten, Notairen, Fiduciairen asw.) verdeelt?

3. Wéi vill vun deene Meldunge goufen ouni Suite klasséiert, wéi vill no enger och nëmme sommairer Analys a wéi vill hu schlussendlech zu Ukloe gefouert?

[11] Règlement grand-ducal du 12 juillet 1968 concernant la fixation de la valeur locative de l'habitation occupée en vertu du droit de propriété ou occupée à titre gratuit ou en vertu d'un droit de jouissance viager ou légal. Et handelt sech hei net ëm d'Reglement vum Dezember 2016, mee ëm d'Reglement vun 1968, wat 2016 ëmgeännert gouf.

[12] Mat der Ännerung gëtt eng Valeur locative festgesat net nëmmen ab dem Moment, wou de Proprietär era wunne geet (occupé), mee och esoubal hie kéint a seng Wunneng era wunne goen „[…] ou destinée à être occupée par le propriétaire." Virum Steierjoer 2023 gouf eng Valeur locative eréischt festgesat ab dem Moment, wou de Proprietär era wunne gaangen ass – „d'une habitation occupée par le propriétaire".

4. Ginn et Krittären, no deene Verdachtsmeldunge prioritär behandelt oder d'office klasséiert ginn?

5. Gëtt et eng Statistik iwwert manifest onbegrënnt Verdachtsmeldungen?

6. Gëtt de Verdachtsmelder driwwer informéiert, ob seng Meldung Suitten hat?

7. Stëmmt et, datt d'CRF oft decidéiert, datt si eng Transaktioun net blockéiert, mee awer dem Melder seet, hie kéint d'Transaktioun ënnert senger Responsabilitéit maachen?

8. Wéi stitt Dir zum Fakt, datt hei Professioneller an eng quokeleg Situatioun bruecht ginn, ëmsou méi, well si jo dem Client net soen däerfen, datt si eng CRF-Meldung gemaach hunn?

9. Wéi séier gëtt am Allgemengen op eng CRF-Verdachtsmeldung reagéiert? Bannent Deeg, Wochen oder Méint?

10. Wéi vill Leit schaffen am Service vun der CRF?

11. Gëtt dem GAFI en detailléierte Rapport gemaach iwwer d'Unzuel, d'Qualitéit an d'Suitte vu Verdachtsmeldungen?

12. Huet de concernéierte Mënsch eng Méiglechkeet gewuer ze ginn – nodeems d'Affär klasséiert gouf –, datt eng Verdachtsmeldung géint hie gemaach gouf, an duerch ween? Huet hien e Recours géint e Professionellen, dee muttwëlles eng Verdachtsmeldung géint hie gemaach huet?

13. Ass de Staat eventuell responsabel, wann enger CRF-Verdachtsmeldung keng Suitte gi sinn an et sech erausstellt, datt de Verdacht begrënnt war an entretemps Bierger Affer vun den Agissementer vun der viséierter Persoun goufen?

Réponse (06/03/2023) de **Mme Sam Tanson,** Ministre de la Justice

ad 1. Wärend de Joren 2020 bis 2022 huet d'CRF 144.240 Meldunge kritt.

ad 2. D'Opdeelung vun de Meldunge pro Joer a pro Secteur liest sech follgendermoossen (BL steet fir Geldwäsch an FT fir Terrorismusfinanzéierung):

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

ad 3. Bei der CRF gëtt keng Meldung ouni Suite klasséiert. All Meldung gëtt individuell oder zesumme mat aneren analyséiert. Am Verlaf vun dëser Analys ka sech natierlech erausstellen, dass eng méi detailléiert Analys inopportun ass.

Eng Uklo ass net déi eenzeg Suite, déi eng Meldung kann hunn. Eng Meldung kann ënnert anerem zu enger Disseminatioun un d'ACD fir ee Redressement, un d'CSSF fir e Suivi vum Superviseur, un de Parquet fir eng Enquête oder un eng auslännesch CRF fir hir eegen Analys féieren.

Bei deenen nationalen Disseminatioune kann déi strofrechtlech Prozedur eng gewëssen Zäit daueren, esou dass een haut nach net ka soen, wéi vill Meldunge vun 2022 zu enger Uklo wäerte féieren. Fir déi Meldungen, déi e Verdacht op Strofdoten am Ausland betreffen, ass dëst nach méi schwiereg. Och hei kënnen d'Prozeduren eng gewëssen Zäit huelen.

ad 4. All Meldung gëtt no enger Risiko-Approche klasséiert, a jee nodeem behandelt. Dës Risiko-Approche baséiert op den internationale Standarden. Et gi keng Krittären, no deene Meldungen d'office klasséiert ginn. Et ginn awer Meldungen, wou d'CRF keng Unhaltspunkte fënnt, fir eng méi detailléiert Analys ze maachen oder mat enger nationaler oder auslännescher Autoritéit auszetauschen.

ad 5. D'CRF féiert keng Statistik iwwert manifest onbegrënnt Meldungen. Et gi Meldungen, wou de Verdacht ze schwaach ass oder bei deenen d'CRF net genuch Unhaltspunkte fënnt, fir eng méi detailléiert Analys ze maachen oder weiderzeféieren. Et ginn an deem Sënn Statistiken iwwer Meldungen, déi zu kenger weiderer Analys an zu kengem Austausch mam Ausland gefouert hunn. Dat bedeit awer net, datt d'Meldung doduerch onbegrënnt war.

Et ass och wichteg, nach eng Kéier auszeféieren, dass eng Meldung an enger éischter Phas zu kenger méi detailléierter Analys ka féieren, spéider awer an en Dossier integréiert gëtt.

ad 6. All Verdachtsmelder kritt den Dag, wou seng Meldung gemaach gouf, en „accusé de réception".

De Verdachtsmelder gëtt an enger zweeter Phas dann och iwwer d'Suitte vun senger Meldung informéiert. Wann d'CRF decidéiert, eng méi detailléiert Analys ze féieren op Basis vun enger Meldung, da gëtt de Verdachtsmelder informéiert, datt een Dossier opgemaach ginn ass. Wann den Dossier zougemaach gëtt, kritt de Verdachtsmelder d'Informatioun zu der Clôture a wat am Kader vun der Analys gemaach ginn ass (z. B. en Austausch mam Ausland oder eng Transmissioun un eng national Autoritéit). Am Fall wou d'CRF net genuch Informatiounen huet, fir eng Analys oder en Austausch mam Ausland ze maachen, gëtt dem Professionellen dat och matgedeelt.

ad 7. Wann d'CRF eng Meldung kritt an awer zu deem Zäitpunkt vun den Analysen net genuch Informatiounen huet, déi e Blocage vun de Konte justifiéieren, da bleift et um Enn ëmmer um Professionelle selwer ze entscheeden, ob hien trotz sengem Verdacht bereet ass, d'Relatioun mam Client ze erhalen an eng Transaktioun fir de Client auszeféieren.

ad 8. Duerch déi sougenannten No-Tipping-Off-Reegel dierf de Professionellen net dem Client oder engem Drëtte matdeelen, dass hien eng Meldung un d'CRF gemaach huet oder wäert maachen. Dëse Prinzipp ass an der Lëtzebuerger Gesetzgeebung, an den europäeschen Direktive wéi och an de GAFI Recommandatiounen (Recommandatioun 21) virgesinn. Déi Reegel ass och immens wichteg fir eng effektiv Bekämpfung vun der Geldwäsch a vun der Terrorismusfinanzéierung.

An der Praxis ass et oft esou, dass de Professionellen sech op säi Vertrag mam Client oder seng allgemeng Geschäftsbedingunge berifft, fir d'Transaktioun net auszeféieren.

De Professionellen däerf sengem Client op kee Fall matdeelen, dass hien eng Meldung un d'CRF gemaach huet. Sollt d'CRF awer e Blocage ordonéiert hunn, autoriséiert si generell de Professionellen, de Client – bei Nofro vun dësem – ze informéieren, dass e Blocage vun der CRF virläit. Dëst erlaabt et dann dem Client, e Recours géint dës Mesure vun der CRF virun der Chambre du Conseil anzeleeën.

ad 9. All Meldung gëtt bannent e puer Deeg gekuckt. Wann eng Meldung urgent erschéngt, da gi séier déi éischt Mesurë geholl (z. B. Austausch mam Ausland, Blocage vun de Konten). Dono gëtt d'Meldung no dem zougewisene Risikoniveau traitéiert, wéi ënnert der drëtter Fro beschriwwen.

Déi néideg Zäit, fir en Dossier ze veraarbechten, hänkt staark vu senger Komplexitéit of a vum Ëmfang vun den Informatiounen, déi ze analyséiere sinn. Och déi national an international Zesummenaarbecht kann en Impakt op den Delai vum Traitement vum Dossier hunn.

Ofhängeg vun all deene Faktoren, kann d'Analys vun den Informatiounen aus enger Meldung Deeg, Wochen oder Méint huelen.

ad 10. Et schaffen am Moment 39 Leit am Service vun der CRF an déi si follgendermoossen opgedeelt:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

ad 11. Jo.

ad 12. En accord mat der sougenannten No-Tipping-Off-Reegel (wéi uewe genannt), huet de concernéierte Mënsch keng Méiglechkeet gewuer ze ginn, datt eng Meldung géint hie gemaach gouf an dëst och net, nodeems d'Affär klasséiert gouf.

Dobäi kënnt, datt den Artikel 5 (4) vum Gesetz vum 12. November 2004 betreffend d'Bekämpfung vun der Geldwäsch a vun der Terrorismusfinanzéierung de Professionelle viru Poursuitte schützt, wann deen a „guddem Glawen" eng Meldung bei der CRF gemaach huet.

Wann d'CRF e Rapport un de Parquet schéckt an deen dono feststellt, datt eng Meldung gemaach ginn ass, déi net am Sënn vum Gesetz wier, mee fir engem aneren absichtlech ze schueden, da kann de Parquet decidéieren, de concernéierte Professionellen ze poursuivéieren. De Betraffene géif dann och gewuer ginn, datt eng Meldung géint hie gemaach gouf.

Och wann d'CRF decidéiert, e Kont ze blockéieren, kann de Betraffenen e Recours virun der Chambre du Conseil aleeën an huet sou an deem Kontext d'Méiglechkeet gewuer ze ginn, wat fir eng Verdachtsmomenter géint hie bestinn. Dës Verdachtsmomenter sinn an engem Rapport vun der CRF detailléiert. De Betraffene gëtt net gewuer, vu wou dës Verdachtsmomenter kommen.

ad 13. Vum legale Standpunkt hir reegelt d'Gesetz vum 1. September 1988 iwwert d'Responsabilitéit vum Staat de Fall vun engem Schued, deen duerch e Feeler vu Beamte verursaacht gëtt.

Clause de résidence ou de provenance dans le cadre de la licence de cabaretage | Question **7564** (07/02/2023) de **M. Jean-Paul Schaaf** (CSV)

Le règlement grand-ducal déterminant les mesures d'exécution en matière de cabaretage et notamment celles concernant les formalités à observer lors de l'établissement, de l'exploitation, [...], d'un débit de boissons alcooliques à consommer sur place date de 1994. Selon ce règlement, toute personne qui désire exploiter, continuer ou reprendre un débit de boissons alcooliques doit présenter un certificat de résidence quinquennale au Grand-Duché ou être ressortissant d'un pays membre de l'Union européenne (Communauté économique européenne à l'époque).

Force est de constater que cette clause de résidence ou de provenance ne s'applique pas aux demandeurs d'une autorisation d'établissement auprès du Ministère des Classes moyennes. Des requérants qui ont obtenu l'autorisation d'établissement et se voient par la suite refuser la licence de cabaretage encourent des difficultés considérables pour l'ouverture de leur commerce, malgré le fait que toutes les autres conditions d'obtention de cette licence soient remplies.

Il s'avère en outre que nos pays voisins ne connaissent pas la même condition de résidence. Ceci peut amener à la situation qu'un débit de boisson autorisé d'un ressortissant d'un pays tiers dans un pays limitrophe ne peut s'établir au Luxembourg pour cette raison restrictive de nationalité, voire de résidence quinquennale.

C'est pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre des Finances :

– Madame la Ministre est-elle d'avis que la réglementation datant de 1994 correspond toujours à la réalité du caractère international de notre économie ?

– Dans la négative, Madame la Ministre prévoit-elle une adaptation dudit règlement, soit en supprimant cette clause de résidence, soit en ouvrant la clause de provenance aux pays tiers, soit en donnant des pouvoirs de décision discrétionnaires à l'Administration des douanes et accises afin de trancher dans des cas pour lesquels seule la clause de résidence ou de provenance n'est pas remplie ?

Réponse (15/03/2023) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre des Finances

Contrairement à ce qu'a affirmé l'honorable Député, la clause résidentielle ne relève pas du règlement grand-ducal du 13 janvier 1994, mais trouve son fondement légal à l'article 1er, paragraphe 2 de la loi modifiée du 29 juin 1989 portant réforme du régime des cabarets.

Au regard de la dynamique actuelle du marché national des boissons alcoolisées, il ne semble pas opportun de modifier ces dispositions légales et réglementaires.

Projet d'implantation d'un centre médical et d'une pharmacie à Nothum | Question **7565** (08/02/2023) de **M. Carlo Weber** (LSAP)

Am Dezember 2022 huet d'Stauséigemeng e Projet zu Noutem vun engem Centre médical mat Apdikt presentéiert. Zil vun der Gemeng ass et, eng breet Offer u gesondheetlechen Déngschter kënnen op dëser Plaz unzebidden. Dat ass e Projet, dee spezifesch den Awunner aus der Stauséiregioun duerft zeguttkommen. Dës komplementar Offer zum Projet Schlasskéier mam neien IRM zu Wolz baut d'Offer vum Santésberäich am ländleche Raum aus an dierft den Norde weider stäerken. An deem Zesummenhang géif ech gäre follgend Froen un d'Madamm Santésministesch riichten:

1. Awéifern ass de Santésministère un der Realisatioun vun dësem Projet bedeelegt?

2. Ass schonns eng Decisioun geholl, ob hei d'Apdikt matintegréiert gëtt, déi, laut den Initiateure vum Projet, d'Häerzstéck vun dësem Centre médical duerstelle soll?

3. Am Mee 2022 ass de Gesetzesprojet 8013 an der Chamber deposéiert ginn. Wann dee bis gestëmmt ass, wäert dësen Text et Dokteren a Gesondheetsberuffler erlaben, sech a Gesellschaften ze organiséieren. Ënnert wéi enger Form ass et an der aktueller Gesetzeslag fir Gesondheetsberuffler méiglech, sech zesummen néierzeloossen, sou wéi dat am Fall vum Centre médical vun Noutem virgesinn ass?

Réponse (21/02/2023) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

ad 1. De 15. Dezember 2022 hu Vertrieder aus der Stauséigemeng souwéi zwee associéiert Dokteren dem Gesondheetsministère an enger Reunioun d'Konzept vun engem Centre médical zu Noutem virgestallt. Dëse Projet gesäit effektiv d'Mise en place vun engem Centre vir, wou ë. a. Médecins généralistes a Médecins spécialistes souwéi e Laboratoire d'analyses médicales, eng Apdikt, e Psycholog, e Kiné an eng Pédicure médicale ënnerbruecht kéinte sinn.

De Gesondheetsministère dréit generell d'Initiative vun esou Zenteren an ennerstëtzt d'Cabinets de groupe säit 2018 mat enger Prime d'installation nominative vun 10.000 Euro.

ad 2. De Collège médical huet e positiven Avis zur Implementatioun vun enger Apdikt an der Stauséigemeng ginn. D'Gesondheetsdirektioun recommandéiert am Allgemengen, dass eng Gemeng op d'mannst 2.500 Awunner soll hunn, fir eng éischt Apdikt ze geneemegen. An dësem Fall muss een awer och berücksichtegen, dass d'Distanz zur nächstgeleeëner Apdikt relativ wéit ass, esou dass sech eng nei Apdikt hei éischter justifizéiere kann.

ad 3. An der aktueller Gesetzeslag kënne Gesondheetsberuffler sech an enger Association de fait zesummen néierloosse fir de gemeinsamen Exercice vun hirem Beruff. De Gesetzesprojet 8013 gesäit effektiv vir, datt an Zukunft d'Gesondheetsberuffler sech an enger Gesellschaftsform kënnen néierloossen.

Ventes en état futur d'achèvement dans le cas de faillite de l'entreprise de construction | Question **7566** (08/02/2023) de **Mme Cécile Hemmen** (LSAP)

D'Faillite vum Promoteur „Cenaro" werft ganz vill Froen op, déi an der Lescht méi oft an de Medien diskutéiert goufen. Am Mëttelpunkt stoungen dobäi meeschtens d'Investisseuren an de Finanzéierungsmodell, deen elo vun der Justiz ënnersicht gëtt. Den Aarbechtsminister huet ëffentlech erkläert, dass hie wéilt derfir suergen, dass de betraffene Salariéen, déi sech an enger onsécherer Situatioun befannen, sou schnell wéi méiglech ka gehollef ginn. A grouss Schwieregkeete riskéieren awer och déi Leit ze geroden, déi iwwer eng VEFA (vente en l'état futur d'achèvement) en Haus oder Appartement kaf hunn, wat elo net gebaut oder net fäerdeggestallt gëtt. Laut Medieberichter handelt et sech hei ëm ronn 100 Familljen.

– Huet den Här Logementsminister Kenntnis iwwert d'Situatioun vun deene betraffene Leit? Wa jo: wéi vill Betraffener riskéieren am Kader vun der Affär, an existenziell Schwieregkeeten ze kommen?

– Wéi laang dauert et der Aschätzung vum Här Minister no, bis déi obligatoresch Garantie d'achèvement gräift an déi Betraffen tatsächlech an hir Wunneng plënnere kënnen, respektiv bis se de Schued ausbezuelt kréien?

– Wat ass mat de Käschten, déi deem Geschiedegten a sou engem Fall zum Beispill doduerch entstinn, dass en an der Tëschenzäit muss loune goen, eventuell eng Rechtsberodung brauch a sou weider?

– Wéi kréien déi Leit, déi hir Wunneng musse verloossen, gehollef, fir an enger Iwwergangszäit en Daach iwwer dem Kapp ze hunn?

– Huet de Staat doriwwer eraus Méiglechkeeten, grad an engem Fall, wou sou vill Leit betraff sinn, déi Geschiedegt ze ënnerstëtzen an ze verhënneren, dass duerch sou eng Faillite Familljen an Existenznout geroden?

Réponse (09/03/2023) de **M. Henri Kox,** Ministre du Logement

Et handelt sech an dësem konkreete Fall ëm „vente en l'état futur d'achèvement"-Kontrakter (VEFA), déi déi concernéiert Privatleit mat engem private Promoteur ofgeschloss hunn.

De Wunnengsbauministère kann sech net zu enger konkreeter kontraktueller Situatioun tëscht Privatleit äusseren.

D'Garantie d'achèvement gräift, wann de Promoteur defaillant ass an doduerch de Chantier net fäerdeg baut. An deem Fall kann d'Garantie, déi bei enger Bank ofgeschloss gouf, aktivéiert ginn. Ob de Chantier dann awer fäerdeggebaut gëtt oder déi concernéiert Léit hir Sue rembourséiert kréien, hänkt vun der jeeweileger Situatioun of an dovun, wat tëscht dem Promoteur an der Bank am Kontrakt iwwer d'Garantie d'achèvement ofgemaach gouf. D'Delaie fir d'Beaarbechtung vun den Dossiere fir d'Mise en oeuvre vun der Garantie d'achèvement hänkt vun der jeeweileger Bank of, bei där d'Garantie ofgeschloss gouf; op déi Delaien huet de Ministère keen Afloss.

Generell ass et wichteg, datt d'Leit sech an esou Fäll ëmmer vun engem Affekot berode loossen, fir datt si zu hirem Recht kënne kommen.

Doriwwer eraus gëtt et natierlech déi staatlech Hëllefen am Wunnengsbau, respektiv de Service d'accueil juridique um Geriicht an de Médiateur de la consommation, op déi déi betraffe Léit kënnen a sollen zréckgräifen.

Pollution du Drosbach | Question **7567** (08/02/2023) de **M. Gusty Graas** (DP)

Selon un article dans la presse écrite, plusieurs nouvelles pollutions du Drosbach ont été détectées récemment, cette fois-ci dans la zone industrielle « Am Bann » à Leudelange. En effet, une station de lavage aurait déversé ses eaux usées dans le Drosbach de manière régulière, sans que personne n'aurait alerté l'Administration de la gestion de l'eau. De plus, un produit chimique en provenance d'une autre entreprise se serait écoulé dans le Drosbach.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :

1) Madame la Ministre peut-elle informer sur la nature et l'origine de ces deux pollutions ?

2) Quelles sont les répercussions sur la faune et flore aquatique du Drosbach de ces deux pollutions ?

3) Quelles conséquences juridiques auront ces deux incidents ?

4) De quelle manière Madame la Ministre entend-elle sensibiliser voire encourager davantage la population à contacter l'AGE en cas d'une pollution d'un cours d'eau ?

Réponse (03/03/2023) de **Mme Joëlle Welfring,** Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

ad 1) Suite au signalement d'une pollution par des hydrocarbures et d'une mousse blanche sur le cours d'eau « Drosbach » à Leudelange en date du 30 janvier 2023, deux agents du groupe d'intervention pollutions de l'Administration de la gestion de l'eau (AGE) se sont rendus sur place et ont pu constater deux sources de pollutions différentes :

– un déversement accidentel de substances huileuses par la canalisation des eaux pluviales provenant d'une société à proximité ;
– un déversement d'eaux de lavage, faussement raccordé à la canalisation des eaux pluviales, provenant d'une station de lavage à proximité.

ad 2) Aucune conclusion ne peut être tirée en ce qui concerne les dommages environnementaux.

Néanmoins, en ce qui concerne la première pollution, en considérant la quantité d'hydrocarbures déversée, il peut être supposé que l'impact sur la faune et la flore soit faible.

En ce qui concerne la deuxième pollution, les eaux de lavage contiennent, entre autres, une charge polluante d'hydrocarbures, de métaux lourds, mais aussi

de produits d'entretien utilisés pour nettoyer les véhicules. Dans ce cas spécifique de pollution, les eaux de lavage sont d'abord passées par un séparateur à hydrocarbures avant de se déverser, via la canalisation des eaux pluviales publique, dans le cours d'eau « Drosbach ». Ceci a permis de réduire la charge polluante en hydrocarbures des eaux et donc l'impact sur la faune et la flore.

ad 3) Au niveau administratif, des mesures d'urgence ont été prises, conformément à l'article 60 de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau, par la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, dont une copie est transmise au parquet. Ces actes administratifs obligent les responsables à prendre les mesures nécessaires en vue de l'arrêt de la pollution.

Au niveau pénal, un rapport sera également dressé par un officier de police judiciaire à l'attention du parquet, à qui appartient l'opportunité de poursuite. Il est donc impossible de se prononcer sur les conséquences juridiques de ces incidents.

ad 4) Comme l'a évoqué l'honorable Député dans son introduction, la presse écrite a été la source de la question parlementaire. Le Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable et l'AGE informent les médias par le biais de communiqués de presse sur les pollutions dans les cours d'eau dans une logique de transparence et de sensibilisation.

L'article en question incite la population à contacter la centrale des secours d'urgences-112 (CSU-112) qui assure ensuite le lien avec la permanence du groupe d'intervention pollutions de l'AGE.

Par ailleurs, les informations de contact se trouvent à la page d'accueil du site Internet de l'AGE www.waasser.lu et www.emwelt.lu.

Engagement à la participation à des mesures agro-environnementales et climatiques | Question **7568** (08/02/2023) de **Mme Martine Hansen** (CSV)

Zanter 2022 mussen d'Anträg fir déi nei Agrar-Ëmwelt-Klimamoossnamen (AUKM), inklusiv der Landschaftspflegeprimm, bis spéitstens den 31. Oktober via MyGuichet.lu agereecht ginn. Obwuel den Termin ëm ee Mount virgezu gouf, sollen d'Primmen eréischt, wéi bis elo, laut dem Kalenner um Landwirtschaftsportal am Februar ausbezuelt ginn. Derbäi kënnt nach, datt d'Saisie vun den Donnéeën entfält, well d'Anträg ausschliisslech op elektroneschem Wee kënne gemaach ginn. An deem Kontext wollt ech follgend Froen un den Här Landwirtschaftsminister stellen:

1. Firwat bleift et bei der Ausbezuelung vun de Primme fir d'AUKM beim Termin vum Februar, obwuel d'Anträg ee Mount méi fréi hu missen op elektroneschem Wee agereecht ginn?
– Wäerten d'Primmen an Zukunft éischter ausbezuelt ginn?

2. Wéi gesäit et mat den Delaien aus, wann no an no och all aner Primmen op elektroneschem Wee mussen agereecht ginn?

Réponse (08/03/2023) de **M. Claude Haagen,** Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

Déi éierbar Deputéiert Martine Hansen schreift an hirer Fro vun den „Anträg fir déi nei Agrar-Ëmwelt-Klimamoossnamen (AUKM), inklusiv der Landschaftspflegeprimm, (déi) bis spéitstens den 31. Oktober via MyGuichet.lu agereecht ginn".

Dat sinn d'Engagementer, déi fir déi nei Agrar-Ëmwelt-Klimamoossnamen eragereecht musse ginn. Dësen Datum war eng Recommandatioun (den entspriechende Règlement grand-ducal ass an der Finalisatioun), fir d'Ufroe matzäite virum nächste Flächenantrag beaarbecht ze kréien a fir se dann am elektronesche Formulaire erëmzeginn.

Déi järlech Confirmatioun fënnt dono am Flächenantrag statt. Den Termin vum Flächenantrag ass fir 2022 op den 22. Abrëll ëm ee Mount no vir geréckelt ginn. Dëst fir de Betriber d'Méiglechkeet ze ginn, dësen administrative Schrëtt virun de Fréijoersaarbechten ze finaliséieren.

Fir d'Joer 2023 gëllt de 17. Abrëll 2023 an ab 2024 den 31. Mäerz.

D'Ausbezuelunge sinn iwwert d'EU-Reglementer (N° 1306/2013 Art. 75) festgeluecht: Ab dem 1. Dezember dierfen d'Bezuelungen ulafen. Normalerweis fänken d'Bezuelunge mat den Akommesbäihëllefen un. Heivunner sinn déi meescht Betriber betraff. Dono kommen déi méi spezifesch betribsorientéiert Agrar-Ëmwelt-Klimamoossnamen. Absënns d'Agrar-Ëmwelt-Klimamoossnamen an d'Ökoreegelunge si komplizéiert Primmeregimmer a verlaangen zousätzlech Kontrollen. Deemno féiert dës Méiaarbecht zu enger méi spéider Ausbezuelung.

Um Ausbezuelungskalenner, dee mir järlech ëm d'Rentrée veröffentlechen, wäert sech aus dëse Grënn och an Zukunft an de grousse Linnen net vill änneren, och wa probéiert gëtt, all d'Primmen sou zäitno wéi méiglech no der Demande auszebezuelen. D'Digitalisatioun wäert dofir eng grouss Hëllef sinn.

Pénurie des agents de transport | Question **7569** (09/02/2023) de **Mme Myriam Cecchetti** (déi Lénk)

Le secteur des transports en commun est actuellement touché par une pénurie de chauffeurs d'autobus. Selon des informations relayées par des représentants des fonctionnaires communaux du secteur en question, la pénurie s'expliquerait par des délais d'attente beaucoup trop élevés pour les formations, la faible qualité de ces formations et le taux d'échec élevé des candidat.e.s aux examens. Des articles publiés dans la presse relatent en outre des problèmes structurels au Centre de formation pour conducteurs à Sanem (CFC) qui se verrait confronté à un taux important de démissions du personnel depuis 2019.

Or, il est évident que le secteur des transports publics et notamment des autobus joue un rôle primordial dans les stratégies de transition vers une mobilité plus durable et que le besoin en chauffeurs bien formés augmentera ainsi dans les années à venir.

Partant je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre des Affaires intérieures :

1) Madame la Ministre peut-elle me fournir des informations au sujet des démissions du personnel – notamment au niveau du personnel administratif et des formateurs.rices – au Centre de formation pour conducteurs (CFC) depuis 2019 ? Le CFC est-il actuellement touché par un manque de personnel suite aux démissions ?

2) Madame la Ministre est-elle consciente des problèmes structurels au CFC, notamment en ce qui concerne la qualité des formations et les délais d'attente beaucoup trop longs ?

3) Madame la Ministre envisage-t-elle des mesures pour améliorer le fonctionnement du CFC ? Si oui, lesquelles ?

4) Quel est actuellement le temps d'attente moyen pour les formations pour chauffeurs d'autobus ?

5) Quel est le taux d'échec aux examens d'admissibilité dans le groupe de traitements D1 pour agents de transports ? Comment ce taux a-t-il évolué au cours des années passées ?

6) Madame la Ministre peut-elle me chiffrer le manque actuel de chauffeurs d'autobus par rapport au besoin réel ?

7) Quelles démarches Madame la Ministre entend-elle engager pour combattre la pénurie de chauffeurs d'autobus et contribuer au bon fonctionnement des réseaux d'autobus ?

Réponse (16/03/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **Mme Taina Bofferding,** Ministre de l'Intérieur

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Députée, nous nous permettons de rappeler la réponse à la question parlementaire n° 7140 du 9 novembre 2022 relative au même sujet.

L'arrêt forcé des formations en 2020 et l'impossibilité de dispenser les formations avec la vitesse de croisière usuelle, suite aux restrictions dans le cadre de la pandémie, avaient effectivement engendré un certain délai d'attente en ce qui concerne les formations pour conducteurs d'autobus. Cependant, grâce aux efforts entrepris par le CFC, avec le concours de l'ADEM et les entreprises affiliées à la FLEAA, ce délai a pu être réduit au niveau d'avant-Covid, c'est-à-dire à deux à trois mois actuellement.

Les taux d'échec aux examens d'admissibilité du secteur communal pour les candidat-e-s à la fonction d'agent de transport au cours des dernières années se présentent comme suit :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Le Gouvernement ne dispose pas de chiffres quant au nombre de conducteurs manquants dans le secteur.

Au cours des différentes réunions avec les représentants de la FLEAA, plusieurs pistes ont été discutées afin de rendre l'emploi de chauffeur de bus plus attractif, comme notamment une formation professionnelle comprenant une conduite sur un circuit fermé à mentionner dans les curricula des chauffeurs ou encore une réforme de l'apprentissage similaire au système allemand, entre autres. Ces pistes sont actuellement analysées et seront, le cas échant, prises en considération lors d'une réforme future de cet apprentissage ainsi que dans le cadre de l'apprentissage pour accéder à la fonction d'agent de transport.

Évaluation des mesures d'économie d'énergie | Question **7570** (09/02/2023) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR)

De 4. Januar 2023 war am „Luxemburger Wort" ze liesen, datt an de Méint August, Oktober an November 2022, am Verglach zu 2021, den Energieverbauch ëm méi wéi 30 % konnt reduzéiert ginn. Am September waren et méi ewéi 25 %, esou den Energieminister. Et gëtt och behaapt, datt duerch geziilt Moossnamen d'Industrie hiren Energieverbrauch ëm bis zu 45 % reduzéiert hätt.

An deem Zesummenhang géif ech der Regierung gär follgend Froe stellen:

1. Kann d'Regierung matdeelen, wéi sech dës Aspuerungen tëscht private Stéit, ëffentlechen Institutiounen an Industrie opdeelen?

2. Wéi vill Aspuerungen an der Industrie sinn doduerch entstanen, datt d'Energie einfach ze deier war an d'Betriber net méi konnten zu engem kompetitive

Präis produzéieren? Wat fir eng Industrië waren am meeschte vun deenen héijen Energiepräisser betraff?

3. Wéi e Produktiounsréckgang an Akommesverloscht huet Lëtzebuerg am Ganzen duerch déi héich Energiepräisser ze bekloen?

Réponse (21/03/2023) de **M. Claude Turmes,** Ministre de l'Énergie | **M. Franz Fayot,** Ministre de l'Économie

ad 1. Aktuell sinn d'Zuele fir d'Aspuerung vum Gas just op nationalem Niveau disponibel a gi wéi heidrënner duergestallt, monatlech jeeweils kuerz nom Enn vum Mount verëffentlecht.

D'Basis vun dëser agreéierter nationaler Duerstellung sinn Donnéeë vum nationale Gasimport, déi jeeweils kuerzfristeg disponibel sinn. Zousätzlech suivéiert Creos als Bedreiwer vum Héichdrockreseau op nationalem Niveau kontinuéierlech, wéi vill Gas an d'Distributioun, dat heescht Mëttel- an Nidderdrocknetzer, agespeist gëtt, a wéi vill direkt um Héichdrockreseau, dat heescht vun de gréissten industrielle Clienten, verbraucht gëtt. Am Dezember d'lescht Joer war de Verbrauch um Héichdrockreseau effektiv ongeféier 45 % méi niddereg wéi an der Moyenne déi 5 Joer virdrun. Do dernieft gi Statistiken op der Basis vun Zielerdonnéeë vun all deene Consommatiounspunkten am Land erstallt, déi allerdéngs opgrond vun der grousser Unzuel an dem techneschen an informatesche Prozess eréischt mat zäitlechem Ecart disponibel sinn. Et gëtt aktuell awer schonn un enger méi detailléierter Analys geschafft, déi uschléissend un d'Auslafe vum obligatoresche Spuerzil Enn Mäerz finaliséiert a presentéiert gëtt.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 2. an 3. Et ass schwéier, eng präzis Äntwert ze ginn, wien duerch déi méi héich Energiepräisser Energie agespuert huet, andems e méi effizient ginn ass a wien Energie agespuert huet, well en net méi wollt oder konnt produzéieren.

Dëst hänkt vu ville Faktoren of, wéi zum Beispill, ob de Betrib seng Energie um „Spot"-Maart akeeft oder ob en ee kontraktuell gesécherte Präis huet. Des Weideren hänkt d'Produktioun net nëmme vun den Energiekäschten of, mee och vun der Ufro, déi wéinst der genereller Konjunktur jee no Secteur erofgaangen ass, a vun der Verfügbarkeet vun de Materialien an eventuell anere Ressourcen.

Et gëtt Fäll vu Betriber, déi ee sougenannte „Peak-Shaving" gemaach hunn, andeems si hir Produktioun gedrosselt hu wärend de Spëtzenzäiten, fir esou net defizitär ze produzéieren. Dëst sinn awer just punktuell an temporär Upassunge gewiescht. Et ass kee Fall bekannt, wou e Betrib duerch déi héich Energiepräisser huet misse seng Produktioun ophalen.

An dësem Kontext ass och ervirzehiewen, dass d'Regierung een Hëllefsprogramm op d'Bee gestallt huet, fir een Deel vun de Méikäschte vum Stroum a Gaspräis am Verglach mat 2021 ze kompenséieren. Esou huet de Wirtschaftsminister bis haut schonn eng ronn 500 Dossieren traitéiert an ongeféier 20 Milliounen Euro Hëllefen accordéiert.

Des Weideren ass wichteg ze ënnersträichen, dass vill Betriber duerch zousätzlech Efforten nach weider Energieerspuernisspotentialer identifizéiert hunn an esou konnten zu den nationalen Ziler bäisteieren. An dësem Kontext gëtt de Wirtschaftsministère och Hëllefen u Betriber, déi a méi ëmweltfrëndlech an energieeffizient Technologien investéieren.

Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA) | Question **7571** (09/02/2023) de **M. Gusty Graas** (DP)

Les autorités maliennes ont demandé au directeur de la Division des droits de l'homme de la mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA) et représentant du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, M. Guillaume Ngefa, de quitter le pays.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes et à Monsieur le Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire :

1) Les agents mandatés ou financés directement ou indirectement par le Luxembourg sont-ils soumis à des restrictions similaires de la part des autorités maliennes ?

2) Cette démarche des autorités maliennes aura-t-elle un impact sur le positionnement du Grand-Duché de Luxembourg envers ce pays partenaire en matière de coopération au développement depuis 1999 ?

3) Messieurs les Ministres ont-ils été sollicités par leurs homologues dans le cadre d'une réponse commune à cette expulsion ? Dans l'affirmative, quelles sont les options analysées ?

4) Quelle est la position générale du Gouvernement luxembourgeois vis-à-vis du Mali et plus particulièrement la MINUSMA à court et à moyen terme ?

Réponse (08/03/2023) de **M. Jean Asselborn,** Ministre des Affaires étrangères et européennes | **M. Franz Fayot,** Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire

ad 1) Pour l'instant, les agents en relation avec le Luxembourg et en poste au Mali ne sont pas soumis à des restrictions similaires de la part des autorités maliennes.

ad 2) Le Gouvernement suit de très près l'évolution de la situation politique et sécuritaire dans le pays. Au vu de l'instabilité politique, marquée par deux récents coups d'État et la détérioration de la situation sécuritaire dans la région, le ministère a décidé d'adapter ses modalités d'exécution en matière de coopération au développement. Par conséquent, la signature du prochain Programme indicatif de coopération (PIC) a été repoussée et une stratégie de transition a été élaborée afin de structurer les relations de coopération durant cette phase de transition et de pouvoir continuer à soutenir la population, dont les besoins ne font qu'augmenter.

Dans ce contexte, il est évident que le Gouvernement prend dûment en considération toute décision prise par le Gouvernement malien qui pourrait avoir un impact sur le partenariat en matière de coopération au développement et, de manière générale, les relations bilatérales entre le Luxembourg et le Mali.

ad 3) Non.

ad 4) Le Mali se trouve à l'épicentre de la crise sécuritaire au Sahel. D'où l'importance de suivre de près les évolutions politiques du pays, y inclus la collaboration entre les autorités maliennes de transition et des groupes armés étrangers, comme le groupe de mercenaires russes Wagner.

Le Gouvernement luxembourgeois estime nécessaire de maintenir ouverts les canaux diplomatiques de dialogue. Il importe de continuer à accompagner les autorités de transition maliennes pour qu'elles honorent leur engagement d'un retour à la démocratie, notamment à travers des élections transparentes et libres qui rétabliront un Gouvernement civil.

Côté défense, le Gouvernement estime que la MINUSMA a un rôle crucial à jouer dans la mise en œuvre des accords de paix et que son retrait aura des conséquences négatives pour ce processus.

Mais pour éviter un retrait, il faut la coopération pleine et entière des autorités maliennes et l'arrêt des entraves à la mission.

Écoles européennes agréées | Question **7572** (09/02/2023) de **Mme Martine Hansen** (CSV)

Zënter 2016 huet d'Regierung sechs sougenannt ëffentlech international Schoulen am Land opgemaach, déi nom System vun den agreéierten Europaschoule fonctionéieren. De Promotiounssystem schéngt eisen Informatiounen no net direkt mat deem vun den aneren ëffentleche Schoule vergläichbar ze sinn.

An deem Kontext wéilt ech follgend Froen un den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend riichten:

1. Wéi gesäit de Promotiounssystem an den agreéierten Europaschoulen aus
– um Niveau vun der Grondschoul,
– um Niveau vum Secondaire?

2. Um Internetsite vun den „Écoles européennes" (https://www.eursc.eu/fr/European-Schools/European-Baccalaureate) gëtt beschriwwen, datt d'Evaluatioun vum Cycle vum Baccalauréat européen souwuel „formative" (note A) wéi och „sommative" (note B) ass.
– Wéi gëtt de „formativen" Deel konkreet bewäert?
– Wéi vill mécht en aus vun der gesamter Nott?

3. Um selwechte Site steet, datt d'„note de réussite globale" 50 vun 100 ass, an datt dës sech zesummegesetzt aus 50 % vun der „note préliminaire" (note A a B) a 35 % vun de schrëftlechen Epreuven (5 Fächer) a 15 % vun de mëndlechen Epreuven.
– Gëtt fir d'Reussite d'Moyenne vun allen Notte gekuckt a wann dës Moyenne iwwer 50 vun 100 läit, ass de Baccalaureat gepackt, oder ginn déi eenzel Fächer gekuckt an an deene muss d'Nott jeeweils iwwer 50 vun 100 sinn?

4. An der Broschür „Le manuel du baccalauréat européen – Edition BAC 2023" gëtt beschriwwen, datt a verschiddene Schoulen op der Cinquième Tester organiséiert ginn, fir déi berufflech a schoulesch Kompetenzen ze moossen.
– Stinn dës Tester och den aneren ëffentleche Schoulen zu Lëtzebuerg zur Verfügung?
– Wéi eng Tester sinn dat genau?

Réponse (16/03/2023) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. De Promotiounssystem an den agreéierten europäesche Schoulen ass am Règlement général des écoles européennes (2014-03-D-14-fr-12) fixéiert, deen sech an allen Europaschoulen applizéiert.

Den Artikel 57 vum Reglement gesäit fir den europäesche Primaire follgend Dispositiounen a puncto Promotiounssystem vir:

« a. À la fin de l'année scolaire, le conseil de classe se prononce sur la capacité de chaque élève à passer dans la classe supérieure. Le niveau en deuxième langue ne sera pas pris en considération pour les élèves sans section linguistique (SWALS) venus de l'extérieur et qui ont fréquenté les écoles européennes pendant moins de deux ans. Le conseil de classe pourra faire abstraction des insuffisances dans les matières enseignées en langue véhiculaire pour un

nouvel élève à la fin de sa première année de présence à l'école.

b. Dans des cas exceptionnels, lorsque le niveau de compétences atteint ne garantit pas une poursuite normale des apprentissages, le conseil de classe peut décider un redoublement. Dans ce cas, la décision doit être motivée.

c. [...]. »

De Promotiounssystem am europäesche Secondaire gëtt duerch den Artikel 61 vum uewe genannten Text gereegelt. Dobäi muss een tëscht den 3 éischte Klassen an de Klasse 4 bis 6 ënnerscheeden (Art. 61.B.1):

« La décision du conseil de classe est prise après examen des résultats des élèves présentés sous forme de tableaux synoptiques des notes finales exprimées en notes alphabétiques pour les années 1-3, en notes chiffrées avec des points entiers et des demi-points pour les classes 4 à 6 [...]. »

De Promotiounssystem dréit follgenden allgemenge Critèrë Rechnung (Art. 61.B.2-7):

« B. Critères pris en compte

1. [...]
2. L'évaluation finale n'est pas une moyenne arithmétique des notes trimestrielles ou semestrielles. Elle doit être le reflet de toutes les observations et des résultats dont dispose l'enseignant de la discipline concernée, lui permettant notamment de juger si l'élève est en mesure de suivre avec fruit l'enseignement dans cette matière dans la classe supérieure.
3. Lors de leurs délibérations, les conseils de classe tiennent compte des considérations suivantes :
i. Pour être promu, un élève doit posséder les compétences de base, la motivation et la maturité nécessaire pour suivre avec fruit l'enseignement de la classe supérieure.
ii. La promotion d'un élève ne devra pas entraver le développement scolaire de la classe supérieure.
iii. Sont prises en compte également les notes de toutes les matières qu'un élève peut abandonner à la fin des 5e et 6e années, indépendamment des choix de l'élève pour l'année suivante.
4. Le conseil de classe pourra faire abstraction des insuffisances en langues II, III ou IV ou dans les matières enseignées en langue véhiculaire L II (EN, FR et DE) pour un nouvel élève à la fin de sa première année de présence à l'école. Toutefois, si l'élève a suivi le cours dès le début de l'année, cette dérogation ne s'applique pas en langue III en 1re année ou en langue IV en 4e année si l'élève a été au cours dans cette matière depuis le début de l'année scolaire.
5. Dans des cas particuliers parfaitement justifiés, notamment absence prolongée pour maladie, et lorsque l'intérêt de l'élève l'exige, le conseil de classe peut déroger aux règles pour promouvoir un élève. Cette dérogation n'est autorisée que lorsque, au vu des circonstances précises qui la caractérisent et la différencient des autres cas, une situation déterminée requiert que la promotion soit accordée nonobstant des résultats insuffisants, dès lors qu'il est admis que l'élève sera en mesure de poursuivre avec succès sa scolarité dans la classe supérieure. La décision doit alors être consignée avec la justification de promotion dans le procès-verbal de la délibération.
6. Un élève n'est pas admis à répéter deux fois la même classe à l'école secondaire. Dans des cas particuliers, le conseil de classe peut accorder une dérogation à cette règle. Avant de prendre une décision, le conseil de classe entend l'avis des représentants légaux de l'élève.
7. [...]. »

Op den 3 éischte Klasse vum Secondaire gëtt follgendermoosse verfuer (Art. 61.C):

« C. Lignes directrices pour la promotion des élèves des classes 1, 2 et 3 du secondaire

1. Sont promus d'office dans la classe supérieure, sans qu'il soit nécessaire de délibérer, les élèves ayant obtenu une note alphabétique E ou supérieure dans chacune des branches de promotion.
2. La situation des élèves qui ont n'ont pas atteint la norme (note alphabétique E ou supérieure dans chacune des branches de promotion) donne lieu à un examen particulier. Sur la base de toutes les informations dont il dispose, le conseil de classe décide de promouvoir ou non l'élève dans la classe supérieure en appliquant, s'il y a lieu, l'article 61.B-5. Le conseil de classe est seul compétent pour juger de l'opportunité de faire usage de cette disposition.
3. Sans préjudice de l'article 61.B-5, les élèves ne seront pas promus à l'année suivante s'ils remplissent les deux critères suivants :
A. Les élèves qui n'ont pas atteint la norme (au moins la note alphabétique E), soit dans trois ou plus que trois matières de base, soit dans deux matières de base et deux ou plus que deux autres matières. ET
B. S'ils ne sont pas en mesure de compenser leurs insuffisances de la manière suivante :
i) Chaque note F doit être compensée par une note D (ou plus élevée).
ii) Chaque note Fx doit être compensée :
A) avec une note B (ou A) ou
B) avec une note C et une note D ou une note plus élevée, ou
C) avec 3 notes D ou une note plus élevée.

Matières de promotion

Matières de base

1. Langue I
2. Mathématique
3. Langue II
4. Sciences humaines
5. Sciences intégrées
6. Langue III

Autres matières

1. Art
2. Musique
3. Éducation physique
4. Latin
5. Informatique
6. ONL (autres langues nationales)

Les cours de religion/morale et les activités complémentaires ne sont pas des matières de promotion. »

Op de Klasse 4 bis 6 applizéieren sech dës Reegelen (Art. 61.D):

« D. Lignes directrices pour la promotion des élèves des classes 4, 5 et 6 du secondaire

1. Sont promus d'office dans la classe supérieure, sans qu'il soit nécessaire de délibérer, les élèves ayant obtenu une note égale ou supérieure à 5 sur 10 dans chacune des branches de promotion.
2. La situation des élèves qui ne sont pas promus d'office donne lieu à un examen particulier. Sur la base de toutes les informations dont il dispose, le conseil de classe décide de promouvoir ou non l'élève dans la classe supérieure en appliquant, s'il y a lieu, l'article 61.B-5. Le conseil de classe est seul compétent pour juger de l'opportunité de faire usage de cette disposition.
3. Sans préjudice de l'article 61.B-5., ne sont pas promus dans la classe supérieure : les élèves n'ayant pas obtenu la moyenne de 5 points sur 10 calculée sur l'ensemble des notes obtenues par l'élève dans les matières de promotion et ayant obtenu 4 ou plus de 4 notes inférieures à 5 sur 10 sur l'ensemble des matières de promotion. La moyenne sera calculée en l'arrondissant vers le point ou le demi-point le plus proche selon les règles de l'arrondissement standard.

Matières de promotion :

toutes les matières sauf religion/morale. »

ad 2. Déi formativ Bewäertung am Cycle vum Baccalauréat européen bezitt sech op de Léierprozess. Si dréckt sech aus an der sougenannter Nott A a reflektéiert dem Schüler seng deeglech Aarbecht an engem Fach. Den Artikel 6.2.1 vum Règlement d'application du règlement du baccalauréat européen (2015-05-D-12-fr-35.3) seet dozou:

« [...] Une note de classe sera établie par le professeur de chaque matière enseignée en 7e année à la fin de chaque semestre. Ces notes doivent refléter les performances des candidat-e-s dans leur travail en classe. La note de classe sur l'année sera la moyenne arithmétique des deux notes A données par le/la professeur de la matière à la fin de chaque semestre. »

Zum bessere Verständnis gëtt um offizielle Site vum Secrétaire général vun den Europaschoule preziséiert, datt follgend Aspekter bei der formativer Evaluatioun kënnen a Betruecht gezu ginn:

« la concentration et l'attention en classe ;

– la participation active et la qualité des interventions en classe ;
– la régularité et la cohérence du travail effectué en classe et à la maison ;
– l'attitude positive face à la matière ;
– les signes du sens de l'initiative, d'indépendance et d'autonomie ;
– les brefs tests intermédiaires écrits ou les interrogations orales ;
– les progrès constatés. »

Fir all Matière besteet d'Nott vum Baccalauréat européen zu 50 % aus der Note préliminaire (Nott C) an zu 50 % aus der Nott vum Examen.

D'Nott C setzt sech zesummen aus der Nott A (formativ Nott) an der Nott B, der Nott vun den Epreuvë vum sougenannte Prébac. D'Nott A ass hei mat 20/50 gewiicht.

D'Nott vum Exame besteet aus der Nott E (schrëftlech Epreuven) an der Nott O (mëndlech Epreuven).

Et sief hei den Artikel 6.1 vum uewe genannte Règlement d'application du règlement du baccalauréat européen zitéiert:

« 6.1.1 La note finale du baccalauréat européen est exprimée sur cent (100) avec une précision de deux décimales. Les trois facteurs suivants sont pris en compte pour le calcul de la note finale du baccalauréat européen :

– La note préliminaire moyenne C exprimée sur 100 points.
– La note E, moyenne des épreuves écrites, exprimée sur 100 points.
– La note O, moyenne des épreuves orales, exprimée sur 100 points. [...].

6.1.2 Les différentes parties de l'examen interviennent dans le résultat final dans la proportion suivante :

– 50 pour cent pour la note préliminaire moyenne C,
– 35 pour cent pour la moyenne E des épreuves écrites,
– 15 pour cent pour la moyenne O des épreuves orales.

Résultat final = 0,50 C + 0,35 E + 0,15 O. »

Doraus ergëtt sech, datt déi formativ Evaluatioun fir 20 % an der gesamter Nott vum Baccalauréat européen intervenéiert.

ad 3. Fir d'Reussite vum Baccalauréat européen gëtt d'Moyenne vun allen Notte consideréiert, wéi aus dem Artikel 7.2 vum Reglement ervirgeet:

« Les notes obtenues par chaque candidat-e pour les différentes parties de l'examen seront comptabilisées, en tenant compte des modalités de calcul énoncées à l'article 6.

Les candidat-e-s qui ont obtenu au moins 50 sur 100 (5 sur 10) du maximum des points sont déclaré-e-s reçu-e-s aux épreuves du baccalauréat européen. »

ad 4. Bei den Tester op der Klass S5, déi an der Fro vun der honorabeler Deputéiert viséiert sinn, handelt et sech ëm déi sougenannt Évaluation harmonisée, déi am Dokument Évaluation harmonisée en fin de 5e année et les examens écrits menant aux notes B en 5e année (2018-01-D-19-fr-3) follgendermoosse beschriwwe gëtt (Säit 7):

« L'évaluation harmonisée a lieu pendant 5 jours de classe à la fin de la 5e année. Elle porte sur les matières obligatoires suivantes du programme de 5e année : langue I, II et III, mathématique [...], biologie, chimie, physique, histoire et géographie. »

Et handelt sech dobäi ëm gemeinsam Epreuven, déi pro School organiséiert ginn (Säit 9 vum uewen zitéierten Dokument):

« L'harmonisation se fait au sein de chaque école. Elle concerne les questions et les critères d'évaluation. Le directeur est chargé de s'assurer que l'harmonisation est effectivement réalisée. »

D'Ziler vun der Évaluation harmonisée sinn déi follgend (Säit 7):

« a) servir d'indication quant au niveau de travail accompli à la fin de la 5e année d'études secondaires, et servir de notes B2 à la fin de cette 5e année. b) offrir la possibilité aux élèves qui, quelle qu'en soit la raison, ne passent pas le baccalauréat européen, d'obtenir une attestation facilitant leur insertion, soit dans la vie professionnelle, soit dans un autre type d'enseignement. »

D'Tester stinn den ëffentleche Schoulen, déi den nationale System applizéieren, net zur Verfügung; si bezéien sech op de Programm, deen am Laf vum Joer an de jeeweilegen Europaschoulen traitéiert gouf, an hunn dofir fir aner Schoulen nëmmen ee begrenzten Interêt.

Avortements sexo-sélectifs | Question **7573** (09/02/2023) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR)

Säitdeem et méiglech ass, d'Geschlecht vun engem Kand, zum Beispill duerch Ultraschallënnersichung, virun der Gebuert ze bestëmmen, gëtt a ville Länner op der Welt e staarken Iwwerhang u registréierte Gebuerte vu Jonge géintiwwer Meedercher festgestallt, dee just duerch eng geziilt Ofdreiwung vu weibleche Föten erklärbar ass. Wéi een op Wikipedia noliese kann, sinn dobäi d'Äerdregioune Südasien, Ostasien an Zentralasie ganz besonnesch betraff. Dës Tendenz, sou heescht et am betreffende Wikipedia-Artikel, ass souguer, wann och an ofgeschwächter Form, a westleche Länner, déi eng staark Immigratioun vu Mënschen aus dem asiatesche Raum kennen, festzestellen. An enger Pressematdeelung vum Europarot aus dem Joer 2014 heescht et zu deem Theema:

„Das selektive Abtreiben weiblicher Föten ist in China und Indien ein bekanntes Phänomen. Aber auch in einigen Gebieten Europas ist es verbreitet. Diese zutiefst diskriminierende Praxis ist eine Folge der Benachteiligung von Frauen in der Gesellschaft. Dies muss energisch bekämpft und gesetzlich verboten werden." (Quell: https://rm.coe.int/168071d280)

D'UN-Generalversammlung hat schonns 1997 eng Resolutioun gestëmmt, an där all Staaten nodrécklech opgefuerdert ginn, Gesetzer ze maachen, déi Meedercher virun all Form vu Gewalt schützen (Resolutioun 51/76 vun der UN-Generalversammlung: Resolution on the girl child, A/RES/51/76 vum 20. Februar 1997). An där Resolutioun heescht et:

„Also urges all States to enact and enforce legislation protecting girls from all forms of violence, including female infanticide and prenatal sex selection, female genital mutilation, incest, sexual abuse, sexual exploitation, child prostitution and child pornography, and to develop age-appropriate safe and confidential programmes and medical, social and psychological support services to assist girls who are subjected to violence."

D'Verbuet vu geschlechtsselektiven Ofdreiwunge gehéiert zum Gewunnheetsrecht vu ville Staaten.

An deem Kontext hunn ech follgend Froen un d'Madamm Chancëgläichheetsminister a Justizminister:

1. Gesäit d'Regierung geschlechtsspezifesch Ofdreiwungen als Form vu Sexismus un? Wa jo: Gouf dës Form vu Sexismus an déi aktuell Anti-Sexismus-Campagne vum Chancëgläichheetsministère matopgeholl? Wann nee: Firwat gëtt dës Form vu Sexismus an der mentionéierter Campagne net thematiséiert?

2. Wéi huet Lëtzebuerg bei der Resolutioun 51/76 vun der UN-Generalversammlung Resolution on the girl child, A/RES/51/76 vum 20. Februar 1997 gestëmmt?

3. Um Site vun „Just Arrived" kann een noliesen (Stand: 1. Januar 2022), datt déi asiatesch Communautéit zu Lëtzebuerg 19.066 Persounen, dat heescht 3 % vun der Gesamtbevëlkerung ëmfaasst. Geet d'Regierung dervun aus, datt et am Hibléck op déi déif verwuerzelt Preferenz vu männlechem Nowuess a villen asiatesche Länner och eng Rei vu geschlechtsspezifeschen Ofdreiwungen zu Lëtzebuerg kéint ginn? Wa jo: Ass dru geduecht, fir, am Aklang mat der mentionéierter UN-Resolutioun, e Verbuet vu geschlechtsspezifeschen Ofdreiwunge gesetzlech ze verankeren?

Réponse (10/03/2023) de **Mme Taina Bofferding,** Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes | **M. Jean Asselborn,** Ministre des Affaires étrangères et européennes

Déi aktuell Campagne vum Ministère fir Egalitéit tëschent Fraen a Männer iwwert d'Theema Sexismus ass an Zesummenaarbecht mam Europarot ausgeschafft ginn an orientéiert sech a senger Ausriichtung un den Theemen, déi vun dëser Campagne ugeschnidde ginn.[13] An dëser Campagne geet et drëms, generell iwwert de Sexismus an eiser Gesellschaft opzeklären. Deen an der Ufro opgeworfene Sujet vu geschlechtsspezifeschen Ofdreiwunge gëtt weeder an der Campagne vum Europarot nach an der Campagne vum Gläichstellungsministère abordéiert. Ofstëmmungen iwwert Resolutioune vun der UN-Generalvollversammlung sinn ëffentlech zougänglech.[14] D'Resolutioun „The Girl Child" gëtt all Joer op en Neits presentéiert. Traditionell gëtt dës net verbindlech Resolutioun ouni Vott, also per Konsens, adoptéiert. Sou och 1997.

Consommation de cannabis médical en milieu de travail | Question **7574** (09/02/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Eng ganz Rei Patienten hei am Land gi mat medezinneschem Cannabis behandelt. Bei verschiddene Patienten ass de gesondheetlechen Zoustand gutt genuch, fir schaffen ze goen. Si mussen awer hiert Medikament kënne wärend der Aarbechtszäit anhuelen, wat bedeit, dass betraffe Persoune Fëmmpause musse maachen.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Gesondheet an Aarbecht dës Froe stellen:

1. Kann de Patron engem Aarbechter verbidden, fir säi medezinnesche Cannabis anzehuelen?
Wa jo, ënner wéi enge Konditiounen?

2. Wat fir Aarbechte sinn am Prinzipp net mam medezinnesche Cannabis vereenbar?

3. Wat gëtt am Fall gemaach, wou d'Indikatioune vum Dokter net mat der Aarbecht vum Employé vereenbar sinn?

Réponse (15/03/2023) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé | **M. Georges Engel,** Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire

ad 1. Medezinnesche Cannabis kann nëmmen op Basis vun enger Ordonnance vun engem Dokter benotzt ginn. Den Employeur huet also kee Recht, fir an enger medezinnesch ordonnéierter Therapie ze intervenéieren.

ad 2. Et muss berücksichtegt ginn, dat den Employé net verflicht ass, dem Employeur iwwer de Gebrauch vu medezinneschem Cannabis, wéi d'Anhuele vun anere Medikamenter, ze informéieren an den Aarbechtsdokter u säi Secret médical gebonnen ass. Hien ass letztendlech den Eenzegen, dee Restriktioune betreffend eng Aarbechtsplaz kann ausschwätzen, ouni datt et effektiv méiglech wäert sinn, fir eng komplett Lëscht vun Aarbechten opzestellen, déi net mat dem medizinnesche Cannabis vereenbar sinn.

Fir déi Leit, déi op de medezinnesche Cannabis ugewise sinn, ass eng vertraulech Zesummenaarbecht tëschent betreiendem Dokter an dem Patient vu grousser Wichtegkeet, och an Zesummenhang mat der Aarbechtsplaz.

ad 3. Am Fall, wou d'Indikatioune vum Dokter net mat der Aarbecht vum Employé vereenbar sinn, kann den Aarbechtsdokter oder awer och, esou wéi am Gesetz virgesinn, de Contrôle médical de la Sécurité sociale, d'Commission mixte saiséieren, déi da wäert iwwer e Reclassement interne oder externe decidéieren.

Suspension des projets de création de champs d'éoliennes en mer au Danemark | Question **7575** (09/02/2023) de **M. Fred Keup** (ADR)

Den 8. Februar 2023 huet d'Chamber de Gesetzesprojet 8118 ugeholl, dee bis déi 2025 e statisteschen Transfert vu sougenannter gréngen Wandenergie tëschent dem Groussherzogtum an dem Kinnekräich Dänemark virgesäit an de Staatsbudget déi nächst Jore mat 33 bis 66 Milliounen Euro belaaschte kann. Haut war dunn an der internationaler Presse ze liesen, datt déi dänesch Regierung sämtlech Geneemegungsprozesser fir industriell Wandanlagen, déi ënnert d'„Open Door"-Gesetzer vun der EU falen, gestoppt huet, well dës méiglecherweis géint d'Uniounsrecht verstoussen.

An deem Zesummenhang géif ech dem Här Energieminister gär dës dréngend Froe stellen:

– Wéi beurteelt d'Regierung dës kuerzfristeg Decisioun vun den däneschen Autoritéiten? Wéi wäit kann dës verännert Situatioun sech negativ op de Lëtzebuerger Akaf vu Stroumstatistiken an Dänemark an

[13] https://human-rights-channel.coe.int/stop-sexism-en.html
[14] https://research.un.org/en/docs/ga/quick/regular/77

de geplangte Reinvestissement vun deene vu Lëtzebuerg iwwerwisenen Zommen a weider dänesch Wandparkprojeten auswierken?

Réponse (24/02/2023) de **M. Claude Turmes,** Ministre de l'Énergie

No Récksprooch mat dem däneschen Energieministère kann ech den honorabelen Deputéierte berouegen. Déi an der parlamentarescher Fro ugeschwaten Decisioun ass an Dänemark geholl ginn, well d'Regierung beim sougenannten Open-Door-Modell ee méigleche Konflikt mam europäesche Staatshëllefsrecht gesäit.

An Dänemark leeft d'Attributioun vun offshore Wandprojeten iwwer zwee Weeër. Engersäits gëtt et Ausschreiwungen, wou Offere vu Projetsentwéckler gemaach gi fir Wandparken an designéierten Zonen opzeriichten. Dëse Modell ass konform zum europäesche Staatshëllefsrecht a leeft weider. Do dernieft gëtt et ee méi historeschen, de sougenannten Open-Door-Modell, wou Projetsentwéckler sech melle kënne fir offshore Wandprojeten an aneren, net am Viraus designéierte Gebidder ze plangen. Déi dänesch Energie Agence huet den Optrag dës Open-Door-Prozeduren ze suivéieren. Aktuell sinn d'Projeten, déi iwwert dëse Wee eng Autorisatioun ugefrot hunn, esou laang en attente ewéi eng Analys d'Kompatibilitéit mam europäesche Staatshëllefsrecht feststelle soll.

Dës dänesch Entwécklungen hunn awer keen Impakt op d'Kooperatioun tëscht Lëtzebuerg an Dänemark am Beräich vun den erneierbaren Energien.

De rezent ratifizéierten Traité gesäit vir, dass Lëtzebuerg een Deel Erneierbar-Energie-Statistiken aus Dänemark kritt, fir bei eisen nationalen Ziler unzerechnen. Dänemark huet sech am Traité engagéiert, déi vu Lëtzebuerg iwwerwisen Zommen an zousätzlech erneierbar Projeten ze investéieren, z. B. d'Energieinsel, offshore Wand, oder nach grénge Waasserstoff. Ech hunn och konkreet, mat Bléck op de Projet vun der Energieinsel, enk Kontakter mat Dänemark fir déi kommend Phasen, a méi präzis déi kommend Ausschreiwungen an dësem Kontext ze suivéieren.

Étude sur l'établissement d'un indice socio-économico-culturel communal sur la base des élèves fréquentant l'enseignement fondamental | Question **7576** (09/02/2023) de **M. Fred Keup** (ADR)

An der Retranskriptioun vun der 6. Episod vum Podcast „Schlechte Schüler" op 100,7 geet et ënner anerem ëm d'Fro, ob mir hei am Land e „Primärschoulranking" hunn, eng Fro, déi am Podcast follgendermoosse beäntwert gëtt: „Dee Ranking gëtt et net just an de Käpp vun den Elteren. Mee och schwaarz op wäiss an engem net publizéierten Dokument vum Educatiounsministère. Fir all Gemeng a Grondschoul am Land gëtt do gekuckt, aus wéi engem Milieu d'Schülerschaft kënnt. Wéi eng Sprooche ginn doheem geschwat, wat verdéngen d'Elteren, sinn si Elengerzéier oder am Chômage? Datt et esou ee sozioekonomesche Schoulranking gëtt, ass kee Geheimnis. Mee e gëtt net publizéiert aus Angscht, Schoulen ze stigmatiséieren."

D'Journalistin weist drop hin, datt, „wann een eppes wëllt verbesseren, mussen d'Fakten all um Dësch leien" an datt si dat Dokument beim Schoulministère ugefrot huet a mam Verweis op d'Transparenzgesetz och tatsächlech kritt huet. D'Etüd („Établissement d'un indice socio-économico-culturel communal sur la base des élèves fréquentant l'enseignement fondamental en 2021-22") gouf ausgeschafft vum Liser an datéiert vum Mee 2022.

An deem Kontext hunn ech follgend Fro un den Här Schoulminister:

– Kann den Här Minister eis dee Ranking, esou wéi déi Etüd, als Äntwert weiderreechen?

Réponse (21/03/2023) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Den integrale Rapport „Établissement d'un indice socio-économico-culturel communal sur base des élèves fréquentant l'enseignement fondamental en 2021-2022" gëtt den honorabelen Deputéierte vu mengem Ministère zougeschéckt.

De Rapport gëtt Opschloss iwwert den Detail vun der Berechnung vun den zousätzleche Ressourcen, déi de Gemengen iwwert de Basiscontingent eraus attribuéiert ginn.

De Basiscontingent ergëtt sech, esou wéi am Artikel 4 vum Règlement grand-ducal du 18 février 2010 déterminant les modalités d'établissement du contingent de leçons attribuées aux communes et aux syndicats scolaires pour assurer l'enseignement fondamental virgesinn, aus der Unzuel vun de Schülerinnen a Schüler aus enger Gemeng, déi mat engem Klassenduerchschnëtt vu 16 Schüler pro Klass verrechent ginn.

Jee no der sozioekonomescher a soziokultureller Zesummesetzung vun der Schoulpopulatioun aus den eenzele Gemengen, kënnen dës bis zu 20 % zousätzlech Ressourcen attribuéiert kréien. De Rapport enthält esouwuel eng Opschlësselung pro Gemeng a pro Schoul vun den eenzelen Indicen, déi fir d'Definitioun vum Indice socio-économico-culturel consideréiert ginn, wéi och den Indice synthétique en base 100-120, unhand vun deem duerno déi zousätzlech Ressourcen attribuéiert ginn.

Et sief nach eemol dorop higewisen, datt de Contingent geschaf gouf, fir de sozialen Ongerechtegkeeten entgéintzewierken a mat enger differenzéierter Approche, déi de Besoine vun der Schoulpopulatioun aus den eenzele Gemenge Rechnung dréit, eng efficace Verdeelung vun de Ressourcen ze assuréieren. Anescht wéi an där vum honorabelen Deputéierten zitéierter Retranskriptioun vun der 6. Episod vum Podcast „Schlechte Schüler" um Radio 100,7 beinhalt de Rapport deemno kee Ranking vun de Schoulen, an deem déi eenzel Schoulen op Basis vun den eenzelen Indicë respektiv dem Indice synthétique en base 100-120 verglach ginn, mee eng Lëscht mat den ëffentleche Grondschoulen aus dem Land mat den objektive Critèren, déi et erlaben, d'Verdeelung vun den zousätzleche Ressourcen empiresch ze beleeën.

Antibiotiques pour les enfants | Question **7578** (09/02/2023) de **M. Max Hengel** | **M. Jean-Marie Halsdorf** (CSV)

Eisen Informatiounen no sinn zanter Méint nëmmen nach ganz wéineg verschidden Antibiotiquë fir Kanner a Form vu Sirop disponibel. Virun allem déi gängeg Präparater Augmentin an Zinnat sinn zanter enger Weil en rupture de stock. Doduerch ass d'Situatioun an der Pediatrie extreem ugespaant. An deem Zesummenhang wollte mir follgend Froen un d'Madamm Gesondheetsministesch stellen:

1. Wéi vill verschidden Antibiotiquen a Form vu Sirop fir d'Kanner sinn am Moment zu Lëtzebuerg disponibel?

2. Am Fall, wou nëmmen nach eng ganz begrenzten Zuel u Präparater fir Kanner um Marché ass, wat sinn d'Ursaache vun dëser reduzéierter Disponibilitéit?

3. Geet déi begrenzten Zuel un Antibiotiquen duer, fir d'Versuergung vun de Kanner ofzesécheren?

Réponse (13/03/2023) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

ad 1. Am Moment si 6 Antibiotiquen a Form vu Sirop fir Kanner zu Lëtzebuerg disponibel.

ad 2. D'pharmazeutesch Firme plange pro Joer d'Quantitéiten u Wierkstoffer, déi produzéiert ginn, unhand vun de Verbrauchszuele vun de Jore virdrun. An deene leschten dräi Joer waren d'Statistiken iwwer de Verbrauch vun Antibiotiquen an der Gesellschaft relativ déif, sou datt de Besoin un Antibiotiquë fir dëst Joer och relativ déif vun de Firmen ageschat ginn ass an an deem Sënn och manner produzéiert ginn ass. Duerch déi iwwerduerchschnëttlech vill Infekter, déi säit uganks vum Joer allerdéngs an der Gesellschaft zirkuléieren (Bronchiolitten, Covid-19, Influenza Gripp etc.), ass d'Demande an d'Consommatioun vu Medikamenter an Antibiotiquë generell eropgaangen, sou datt déi disponibel Stocke punktuell d'Besoinen net ëmmer hu konnten ofdecken.

ad 3. Verschidde Mesurë si geholl gi respektiv ugekënnegt ginn, sou datt een dovunner ausgoe kann, datt d'Versuergung vun de Kanner mat Antibiotiquë geséchert ass.

D'Gesondheetsdirektioun huet d'Dokteren iwwer déi ugespaanten Disponibilitéite vun Antibiotiquen informéiert an si dozou opgeruff, e rationelle Gebrauch vun Antibiotiquë bei Verschreiwungen ze privilegiéieren. Et gëtt an engems dovunner ofgeroden, de Patiente präventiv Antibiotiquen ze verschreiwe fir ze evitéieren, datt d'Leit sech doheem e Stock un Antibiotiquen zesummestellen. Mir verweisen an deem Kontext och op d'Äntwert op déi parlamentaresch Fro N° 7248 vum 28. November 2022.

Et sief och dorop higewisen, datt déi pharmazeutesch Grossisten eng equitabel Verdeelung vun de verfügbare Quantitéiten un Antibiotiquen un d'Apdikte probéiere virzehuelen, sou dass all Apdikt all Antibiotique an normale Quantitéiten op Stock misst hunn.

D'pharmazeutesch Firmen hunn iwwerdeems nei Liwwerunge vun Antibiotiquen un d'Grossisten europawäit ugekënnegt.

Chômage partiel | Question **7581** (10/02/2023) de **M. Marc Spautz** (CSV)

La situation sur le marché du logement est – compte tenu du contexte énergétique et inflationniste – plus tendue que jamais, tant au niveau du secteur de la construction qu'au niveau des agences immobilières. Le carnet de commandes des entreprises de la construction commence à se vider lentement et les transactions immobilières se font plus rares. D'après la presse, la Chambre immobilière du Grand-Duché aurait d'ailleurs eu une réunion avec le Ministère de l'Économie pour discuter d'un plan de maintien dans l'emploi pour les salariés des agences immobilières qui devrait passer par le Comité de conjoncture.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail et à Monsieur le Ministre de l'Économie :

– Le droit du travail prévoit que les entreprises qui rencontrent des difficultés peuvent recourir sous certaines conditions à différents régimes de chômage partiel. Est-ce que parmi les demandes qui ont été formulées récemment au niveau du Comité de

conjoncture se retrouvent des entreprises du secteur de la construction ou des agences immobilières ? Dans l'affirmative, combien d'employés sont concernés ?

– Qu'en est-il des discussions qui auraient eu lieu au sujet d'un plan de maintien dans l'emploi pour les salariés des agences immobilières ?

Réponse (21/03/2023) de **M. Franz Fayot,** Ministre de l'Économie | **M. Georges Engel,** Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire

La réunion la plus récente du Comité de conjoncture, chargé d'émettre des avis portant sur les demandes de chômage partiel, remonte au 21 février 2023. Le nombre de demandes en matière de chômage partiel introduites afin de pouvoir bénéficier des dispositions de cette mesure pour le mois de mars 2023 était de 97. Le Comité de conjoncture a statué favorablement sur 79 demandes à l'occasion de cette réunion.

Parmi les demandes introduites, 6 relevaient des secteurs « corps de métiers, bâtiment et construction » et « immobilier » et elles concernaient une trentaine de salariés d'après les estimations des entreprises. Aucune de ces demandes n'a été avisée favorablement.

Le droit du travail luxembourgeois prévoit que les entreprises peuvent recourir, sous certaines conditions, à différents régimes de chômage partiel, selon la nature des difficultés rencontrées. Le régime du chômage partiel en cas de difficultés économiques conjoncturelles vise à soutenir les entreprises qui font partie d'un secteur ou d'une branche économique déclarés en crise par le Gouvernement. Actuellement, seules les entreprises manufacturières peuvent bénéficier de ce type de chômage partiel. Le recours au chômage partiel de source structurelle de son côté s'inscrit dans le cadre d'un plan de maintien dans l'emploi ou d'un plan de redressement.

Un plan de maintien dans l'emploi pour le secteur des agences immobilières vient d'être soumis début mars et son analyse figurera à l'ordre du jour du prochain Comité de conjoncture.

Dossier de soins partagé | Question **7583** (10/02/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Am Oktober 2006 gouf den Aktiounsplang eSanté vun der deemoleger Regierung ageleet. Den Dossier de soins partagé (DSP) vun der Agence eSanté sollt deen éischten digitale Patientendossier sinn.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Gesondheet dës Froe stellen:

1. Wéi vill Weekly Users (Patienten) huet den DSP am leschte Joer gehat (opgelëscht no Woch)?

2. Wéi vill Weekly Users (Professioneller) huet den DSP am leschte Joer gehat (opgelëscht no Woch)? Wéi vill vun dësen Accèse gouf et vun Dokteren a Personal aus de Spideeler? Wéi vill vun Dokteren a Personal ausserhalb vun de Spideeler?

Réponse (07/03/2023) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé | **M. Claude Haagen,** Ministre de la Sécurité sociale

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Aktuell huet d'Agence eSanté keng praktesch Méiglechkeet, fir „Unique Users" pro Dag ze zielen oder tëschent dem Accès vun Dokteren a Personal aus de Spideeler an deenen, déi ausserhalb vun de Spideeler schaffen, ze ënnerscheeden.

Nombre d'ordonnances introduites à la CNS | Question **7584** (10/02/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

An der Fro N° 7583 hunn ech d'Madamm Gesondheetsministesch ëm d'Zuelen zum Patientendossier DSP gefrot. Fir d'Zuele vum DSP a Relatioun kënnen ze setzen, muss een awer och wëssen, wéi vill Leit am leschte Joer een Dokter opgesicht hunn, wou Dokteren hätte kënnen Informatiounen am DSP aginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Sozialversécherung dës Froe stellen:

1. Wéi vill Ordonnancë sinn d'lescht Joer bei der CNS agaangen (opgelëscht pro Woch)? Wéi vill waren der an enger Klinick ausgestallt ginn?

2. Wéi vill Consultatiounen huet d'CNS d'lescht Joer rembourséiert (opgelëscht pro Woch)? Wéi vill waren der an enger Klinick ausgestallt ginn?

Réponse (14/03/2023) de **M. Claude Haagen,** Ministre de la Sécurité sociale

ad 1. De follgenden Tableau weist d'Unzuel vun de medezinneschen Ordonnancen, déi 2022 bei der Gesondheetskeess (CNS) eragereecht goufen:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

D'Unzuel vun de medezinneschen Ordonnancen, déi pro Woch (méindes vun der Woch) eragereecht goufen, ass follgendermoossen (Datum vun den Zuelen: 6.3.2023):

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Well laut dem Artikel 84 Alinea 3 vum Code vun der sozialer Sécherheet, d'Prestatairen en Delai vun zwee Joer hu fir ze facturéieren an d'Assuréen en Delai vun zwee Joer hunn, fir de Remboursement bei der CNS unzefroen, sinn d'Zuele fir d'Observatiounsperiod nach net komplett.

Et sief ze bemierken, datt d'Donnéeë betreffend d'Imagerie médicale an de Spidolsunitéiten net mat abegraff sinn. Bei den Akte betreffend d'Imagerie médicale zum Beispill gëtt den Datum vun der medezinnescher Ordonnance net saiséiert.

ad 2. Am Joer 2021 goufen insgesamt 3.651.148 Consultatiounen a Visitte vun der Krankeversécherung iwwerholl. Dëst sinn d'Consultatiounen a Visitten, esou wéi se an der Nomenclature vun den Akten a Servicer vun den Dokteren an Zänndokteren, éischt Partie Kapitelen 1 an 2 am Joer 2021 virgesi sinn.

D'Consultatiounen an d'Visitten innerhalb vum Spidol ëmfaassen d'Urgencen esou ewéi d'Virënnersichung beim Anästhesist, awer och ausgewielt Visitte vun Dokteren ewéi och Zänndokteren, déi nëmmen am Spidol ausgeféiert ginn.

D'Consultatiounen an d'Visitten ausserhalb vum Spidol sinn entweeder an Dokterscabineten, a Consultatiounszentren (Kontext Covid-19), a Maisons médicales de garde oder wärend de Visitte vum Dokter beim Patient doheem geleescht ginn.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Vun de Consultatiounen a Visitten, déi 2021 vun der Krankeversécherung iwwerholl goufen, sinn 8,1 % innerhalb vum Spidol an 91,9 % ausserhalb vum Spidol geleescht ginn.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Nouvelle présidence du sommet de la Grande Région | Question **7585** (10/02/2023) de **M. Dan Biancalana** (LSAP)

Enn Januar huet sech d'Exekutiv vun der Groussregioun op hirem Sommet um Memorial vu Verdun getraff. Nieft engem Réckbléck gouf op déi nächst zwee Joer gekuckt, an deenen d'Presidence vum Sommet a Rheinland-Pfalz leie wäert.

D'Groussregioun ass wéi de Rescht vun der Welt net vun de Kris verschount bliwwen. Ob d'Pandemie, de Klimawandel oder d'Energiekris, grad an de Grenzregiounen huet een ze spiere kritt, wéi ofhängeg ee vun deem aneren ass, a wéi wichteg et ass, zesummenzeschaffen.

An deem Zesummenhang wëll ech der Madamm Ministesch fir d'Groussregioun follgend Froe stellen:

– Wat sinn d'Prioritéite vun der Zesummenaarbecht mat Rheinland-Pfalz fir déi nächst zwee Joer?

– Wéi eng Projete ginn envisagéiert?

– Wéi wäert Lëtzebuerg sech an deem Kader engagéieren?

Réponse (13/03/2023) de **Mme Corinne Cahen,** Ministre à la Grande Région | **Mme Taina Bofferding,** Ministre de l'Intérieur

Beim Exekutiv-Ofschloss-Sommet vun der Groussregioun den 31. Januar 2023 zu Verdun gouf, nieft engem Réckbléck op déi franséisch Presidence, den Aarbechtsprogramm vun der neier rheinland-pfälzescher Presidence virgestallt.

Et ass virun allem eng Fortsetzung vun den Aarbechten, déi bis elo vun der Groussregioun an ënnert der viregter franséischer Presidence duerchgefouert goufen. Doriwwer eraus gëtt de Fokus och op nei Theeme geluecht, déi sech aus rezenten Entwécklungen erginn. Dorënner fält d'Erausfuerderung, fir eng erneierbar, nohalteg a sécher Energieversuergung ze garantéieren.

Déi aktuell Energiekris huet verdäitlecht, datt déi erneierbar Energien, notamment de grénge Waasserstoff an d'Elektromobilitéit, an der Groussregioun weider mussen ausgebaut ginn. Et ass kloer d'Ambitioun vun der Groussregioun, fir zu engem europäesche Laboratoire vun der Produktioun an dem Transport vum grénge Waasserstoff ze ginn. An deem Sënn huet d'Groussregioun och e gemeinsame Bréif un den EU-Kommissär Frans Timmermans geschriwwen. Am Kontext vum Waasserstoff gëtt och um Niveau vun de Benelux-Staten, wou d'Groussregioun associéiert ass, eng Etüd am Beräich vum grénge Waasserstoff realiséiert. D'Zil ass et, d'Méiglechkeeten, déi et am Beräich vun der grenziwwerschreidender Infrastruktur fir den Transport vum grénge Waasserstoff ginn, ze analyséieren.

Eng aner Prioritéit läit ënnert der rheinland-pfälzescher Presidence bei der grenziwwerschreidender Kooperatioun am Beräich vum Zivillschutz an der Katastrophëresilienz. Et geet drëm, grenziwwerschreidende Geforen, wéi den Iwwerschwemmunge vun 2021, geziilt an als Groussregioun entgéintzewierken. An deem Sënn huet Lëtzebuerg um Sommet vu Verdun virgeschloen, d'Zesummenaarbecht ze verdéiwen an eng spezifesch Aarbechtsgrupp am Beräich vun der ziviller Sécherheet ze schafen. Lëtzebuerg ass also och gewëllt, fir sech an dësem Sujet besonnesch staark ze engagéieren. De CGDIS huet sech och bereet erkläert, fir d'Koordinatioun vum Aarbechtsgrupp ze iwwerhuelen.

Am neien Aarbechtsprogramm vun der Presidence vum Sommet ass och virgesinn, d'Zesummenaarbecht mat eisen Nopeschregiounen an anere Beräicher, wéi der Mobilitéit an der Santé, weider ze intensivéieren. Als Reaktioun op d'Covidkris a fir zukünftege Pandemië besser entgéintzewierken, soll en Observatoire vun der Santé eis Zesummenaarbecht an Zukunft nach besser strukturéieren. Am Beräich vun der Mobilitéit plangt d'Presidence och eng gemeinsam Strategie. Den Interreg-Projet MMUST (Modèle multimodal et scénarios de mobilité transfrontaliers) erlaabt et Enquêten ze maachen, fir geziilt Mesuren am Beräich vum Persounen- a Wuereverkéier ëmzesetzen.

Déi rezent Krisen hunn op en Neits verdäitlecht, dass déi zukünfteg Erausfuerderungen nëmme grenziwwerschreidend an europäesch geléist kënne ginn. Doweinst ass et fir Lëtzebuerg wichteg, d'Zesummenaarbecht mat eisen Nopeschregiounen an alle Beräicher weider ze verdéiwen. Sou kënnen déi grenziwwerschreidend Synergië weider ausgebaut ginn an och nei Verflechtungen tëscht de Regioune vun der Groussregioun entstoen. Weider Informatiounen zum Deputéierte senger Fro fënnt een an der gemeinsamer politescher Erklärung vum 18. Sommet vun der Groussregioun, sou wéi am Aarbechtsprogramm vun der Presidence.

Formation « Secours à personne niveau 2 » (SAP2) | Question **7586** (10/02/2023) de **M. Max Hahn** | **Mme Carole Hartmann** (DP)

An Däitschland gëtt et zënter enger Rei Joren d'Beruffsbild vum „Notfallsanitäter", dee mat enger Formatiounsdauer vun 3 Joer déi héchsten „nicht ärztliche" Qualifikatioun am Rettungswiesen duerstellt an zu de sougenannte „Gesundheitsfachberufen" gehéiert.

Notfallsanitäter dierfen invasiv Mesuren um Patient duerchféieren, wéi z. B. intravenös an intraossär Zougäng leeën, an och eng ganz Partie u Medikamenter ginn. Notfallsanitäter ginn doweinst net just am Rettungsdéngscht agesat, mee och ënner anerem an den Urgencë vu Spideeler.

Zu Lëtzebuerg ass d'Qualifikatioun vum Notfallsanitäter aktuell net unerkannt, quitte dass et an der Grenzregioun eng Rei Leit mat dëser Qualifikatioun gëtt, déi dozou bäidroe kéinten, de Mangel u qualifizéiertem Personal am Rettungs- a Gesondheetswiesen ze reduzéieren.

Donieft ass aktuell déi héchstméiglech Formatioun am Rettungsdéngscht de sougenannten „Secours à personne niveau 2" (SAP2). Et geet awer säit 2017 rieds vun engem weideren Niveau, dem SAP3.

An deem Kader wollte mir der Madamm Gesondheetsministesch an der Madamm Inneministesch follgend Froe stellen:

– Ass virgesinn, de Beruff vum Notfallsanitäter zu Lëtzebuerg unerkennen ze loossen? Wann net, firwat net?

– Wou sinn déi aktuell Planunge betreffend de SAP3 drun?

– Wéini ass domadder ze rechnen, datt dësen agefouert gëtt?

– Wéi eng Kompetenze sollen d'Leit kréien, déi dës Formatioun ofgeschloss hunn?

– Ass et denkbar, Leit mat der Qualifikatioun SAP3 respektiv Notfallsanitäter an den Urgencë vun de Spideeler anzesetzen?

Réponse (16/03/2023) de **Mme Taina Bofferding,** Ministre de l'Intérieur | **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

De Gesondheetsministère schafft aktuell un enger Reform vun den Attributioune vun de Gesondheetsberuffer, déi zu Lëtzebuerg iwwert d'ofgeännert Gesetz vum 26. Mäerz 1992 iwwert den Exercice an d'Valorisation de certaines professions de santé reglementéiert sinn, wéi z. B. de Beruff vun der/dem Infirmière/ier, den Infirmières/iers spécialisé-e-s, der/dem Aide-soignant-e an der Hiewan. An enger zweeter Phas mécht de Ministère, a Collaboratioun mat der Gesondheetsdirektioun an dem Conseil supérieur de certaines professions de santé, eng déifgräifend Analys vun den net reglementéierte Beruffer, déi an der Prise en charge vu Patienten intervenéieren. Dozou gehéieren ënner anerem déi duerch d'Kreatioun vum CGDIS nei entstane Beruffsbiller.

D'Zil vun dëser Analys ass et, ze bestëmmen, ob eng eventuell Reglementatioun vu bis dato net gereegelte Beruffer opportun wier. Verschidde Punkte gi bei dëser Analys berücksichtegt, wéi ënner anerem:

– Wéi e Virdeel entsteet fir de Lëtzebuerger Gesondheetssystem, wann nei Gesondheetsberuffer reglementéiert ginn?
– Wéi ass de Contenu vun der Formatioun?
– Wou kënnen dës Profiller agesat ginn?

Dës Analys fänkt un, soubal d'Reform vun de reglementéierte Gesondheetsberuffer mat der Ännerung vum Gesetz vum 26. Mäerz 1992 ofgeschloss ass. Dee Moment wäerten déi nei Beruffer vum CGDIS, mat eventueller zousätzlecher Noutfallkompetenz an no Modeller aus dem Ausland, mat a Betruecht gezu ginn.

D'Ausschaffe vun neie Beruffsprofiller deckt sech mat den Ziler, déi de CGDIS am Kader vum Plan national d'organisation des secours (PNOS) erreeche muss an déi vun der Regierung ënnerstëtzt ginn. D'Ëmsetzung vun de gefroten Aarbechte läit exklusiv an der Zoustännegkeet vum CGDIS.

Protection de l'eau | Question **7587** (10/02/2023) de **Mme Martine Hansen** (CSV)

D'Waasserschutzgesetz gesäit vir, datt den Ëmweltministère a Waasserschutzgebidder ënner ganz bestëmmte Bedingunge kann eng Derogatioun accordéieren. Dës Reegelung ass virun allem fir déi aktiv Bauere wichteg.

An deem Kontext wollt ech follgend Froen un d'Madamm Ëmweltministesch stellen:

1. Wéi vill Derogatioune sinn d'lescht Joer an dëst Joer ugefrot ginn?

2. Wéi vill sinn der accordéiert ginn?

3. Wéi laang dauert et, bis datt d'Baueren eng Äntwert op hir Demande kréien?

4. Riicht d'Dauer vun der Derogatioun sech nom Kulturjoer?
– Wann nee, wéi kann de Bauer an deem Fall den Ubau vu senge Kulture plangen?

5. Wéi eng wirtschaftlech rentabel Alternative bitt de Ministère de Bauere bei den Akerkulturen un?

Réponse (20/03/2023) de **Mme Joëlle Welfring,** Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

ad 1. Am Joer 2022 sinn insgesamt 161 Derogatiounen ugefrot ginn. Stand 28. Februar 2023 goufe bis ewell 18 Demandë fir 2023 eragereecht.

ad 2. Bei den Dossiere vun 2022 goufen 82 Derogatiounen ausgestallt. Fir d'Dossiere vun 2023 gouf nach keng Derogatioun accordéiert.

ad 3. Well d'Bestëmmungen zu den Derogatiounen an den Drénkwaasserschutzzonen eréischt viru Kuerzem a Kraaft getruede sinn, ass dëst eng relativ nei Prozedur fir d'Betriber. Doweinst waren 2022 eng ganz Partie Demanden net komplett, wat d'Beaarbechtungsdauer och erhéicht huet.

An der Moyenne huet et doweinst bis elo ongeféier 6 Méint gedauert, bis d'Demanden ofgeschloss waren. D'Beaarbechtungsdauer hänkt vu verschiddene Facteuren of, wéi zum Beispill, ob d'Demande fir méi wéi ee Punkt Derogatioune freet respektiv fir méi Parzellen ugefrot ginn ass. Fir de Leit an Zukunft d'Ufro ze vereinfachen, goufen 2022 Formulairen ausgeschafft an zur Verfügung gestallt.

Et kann een dovun ausgoen, dass domat d'Zäit vun der Beaarbechtungsdauer reduzéiert gëtt. Ausserdeem wäert et sech a ville Fäll spéider wuel ëm d'Verlängerunge vun Derogatiounen handelen, déi schonn eng Kéier accordéiert goufen. An dëse Fäll muss awer dann op jiddwer Fall eng negativ Auswierkung op d'Waasserqualitéit vun den accordéierten Derogatiounen ausgeschloss ginn, éier déi nei Derogatioun kann accordéiert ginn.

ad 4. D'Lafzäite vun den Derogatioune riichten sech allgemeng no dem Kulturjoer. Déi Lafzäit kann entweeder fir eng kuerz Zäit (e puer Méint) gëllen, kann awer och fir e puer Joer gëllen, esou datt de Bauer dann och méi laangfristeg plange kann.

ad 5. An den Drénkwaasserschutzzone si laut dem Waassergesetz vun 2008 Moossnameprogrammer, déi vun den Drénkwaasserversuerger erstallt ginn, virgesinn. D'Erstellung an d'Ëmsetzung vun deene Programmer ka bis zu 75 % aus dem Fonds pour la gestion de l'eau finanzéiert ginn. Dorënner falen notamment Pilotprojeten, fir nei waasserschützend, alternativ Kulturen unzeplanzen an Ofsazweeër opzebauen.

Eng ganz Rei vu Moossname sinn och iwwer d'Agrargesetz finanzéierbar. Eng enk Berodung an Informatioun vun de Baueren ass ganz wichteg. Dofir setzt de Ministère fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung op eng gutt Zesummenaarbecht tëschent de Baueren an den Drénkwaasserversuerger.

Et sinn dofir bis ewell 6 regional Kooperatiounen tëschent den Drénkwaasserversuerger gegrënnt ginn. All Regioun gëtt vun engem Animateur geréiert. An de Regioune gëtt et landwirtschaftlech Kooperatiounen, wéi zum Beispill d'LAKU (Landwirtschaflech Kooperatioun Uewersauer) um Stauséi, an deenen d'Baueren informéiert a berode ginn.

Loi américaine sur la réduction de l'inflation (Inflation Reduction Act) | Question **7588** (10/02/2023) de **M. Laurent Mosar** (CSV)

Le « Inflation Reduction Act », la loi américaine sur la réduction de l'inflation promulguée en 2022, a engagé une sorte de course aux subventions entre les États-Unis et l'Europe puisque le texte prévoit notamment des subventions pour les industriels américains. En guise de réponse, les dirigeants européens se sont mis d'accord lors du dernier Conseil européen sur un assouplissement des règles relatives aux aides d'État pour les investissements dans les énergies renouvelables.

Dans le même contexte, il y a lieu de s'interroger sur la législation européenne sur la concurrence qui doit être réformée d'urgence, puisqu'elle ne permet pas l'émergence de grands champions européens.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie :

– Est-ce qu'au vu des subventions proposées par le Gouvernement américain, Monsieur le Ministre ne craint-il pas des délocalisations d'entreprises européennes et même luxembourgeoises ?

– Quelles sont les mesures d'aides qui ont été décidées par le Conseil européen ? Comment et quand est-ce que ces mesures d'aides vont être mises en œuvre concrètement au Luxembourg ?

– Est-ce que Monsieur le Ministre estime que ces mesures d'aides sont suffisantes pour éviter une délocalisation d'entreprises européennes ?

– Qu'en est-il des travaux de réforme du droit de la concurrence européen ? Quelle est la position de Monsieur le Ministre à ce sujet ? Est-ce que Monsieur le Ministre est intervenu afin d'accélérer cette réforme ?

Réponse (10/03/2023) de **M. Franz Fayot,** Ministre de l'Économie

Le programme d'aides américain « Inflation Reduction Act » (IRA) doit tout d'abord être placé dans un contexte plus large. En effet, alors que de nombreux pays, y compris les États-Unis, se sont engagés à respecter l'Accord de Paris de 2015, ce n'est qu'avec le IRA que les États-Unis se donnent enfin les instruments et les moyens nécessaires pour viser à atteindre les objectifs climatiques retenus dans cet accord.

Le programme IRA ne se limite toutefois pas à des subventions importantes pour stimuler le développement des technologies énergétiques propres, mais contient aussi des mesures de nature discriminatoire. Par exemple, il prévoit qu'un certain pourcentage des composants d'une voiture doit être produit sur le sol américain. C'est une disposition qui crée des tensions avec les règles de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et concernant laquelle une task force entre l'Union européenne et les États-Unis a été mise en place, afin de trouver un compromis en faveur de l'industrie européenne.

Par ailleurs, il importe de mettre le montant global des aides IRA en relation avec les aides accordées au niveau européen. Si l'IRA s'élève à un montant total d'environ 380 milliards EUR répartis sur 10 ans, les aides approuvées par la Commission européenne en faveur des États membres s'élevaient à 672 milliards EUR pour les années 2022 à 2023 uniquement. Certes, il convient de distinguer entre les différentes formes d'aides (garantie, prêt, avance, subvention), mais force est de constater que le soutien octroyé par les pays de l'UE, y compris aux secteurs industriels, est loin d'être à la traîne par rapport aux États-Unis.

Suite à un appel des chefs d'État et de Gouvernement de l'Union européenne (conclusions du Conseil européen de décembre 2022), la Commission européenne a mis en avant le « Green Deal Industrial Plan for the Net-Zero Age », une stratégie à long terme visant à répondre aux grands défis économiques et environnementaux, et concernant donc la réponse à apporter à l'IRA américaine, mais également l'atténuation des conséquences économiques de la pandémie du Covid-19 et de la guerre en Ukraine. L'objectif à court terme de ce plan européen est de préserver la compétitivité de l'économie européenne. La Commission rappelle que le seul octroi d'aides ne garantit ni l'attractivité de l'Union européenne comme terre d'investissement, ni la compétitivité à long terme des entreprises. La perspective à long terme ne doit pas être perdue de vue, message que les autorités luxembourgeoises rappellent dans les différentes enceintes à Bruxelles.

Concernant le volet des aides aux entreprises, il convient de distinguer entre les aides au niveau européen et les aides au niveau national. Dans le « Green Deal Industrial Plan for the Net-Zero Age », la Commission rappelle les différentes mesures déjà mises en place telles que REPowerEU, l'InvestEU Programme ou encore le Fonds de l'innovation, et plaide pour une simplification des procédures. Quant au niveau national, la Commission européenne vient de proposer une adaptation en matière d'aides d'État dans le cadre de la révision de l'encadrement temporaire de crise. De nouvelles aides sont proposées pour mieux pouvoir accompagner la transition verte, en octroyant des aides non seulement en faveur de la production d'énergies renouvelables, mais aussi en faveur des projets de décarbonation de processus industriels.

Dès que les règles auront été adoptées au niveau européen, le Ministère de l'Économie soumettra un avant-projet de loi au Conseil de Gouvernement afin de pouvoir soutenir notre économie, y compris l'industrie, dans sa transition énergétique. Il importe de souligner que le Ministère de l'Économie dispose d'ores et déjà d'un régime d'aides en faveur des investissements dans la protection de l'environnement et que celui-ci a été appliqué à de nombreuses reprises pour des projets d'investissement, notamment d'entreprises industrielles. En effet, dans le cadre de ce régime d'aides, 95 millions d'euros d'aides ont été accordés à des entreprises de secteurs divers au cours des années 2018-2022, ce qui a soutenu 404 millions d'euros d'investissements par ces entreprises.

Outre les sources de financement, les éléments-clés pour accompagner la transition verte et la compétitivité des entreprises luxembourgeoises et européennes demeurent un cadre réglementaire prévisible, clair et commun, y compris la réduction du temps de délivrance des autorisations de construction, une chaîne de valeur efficace et robuste basée sur des accords de libre-échange justes, ainsi qu'une main d'œuvre qualifiée.

De manière générale, l'émergence de champions européens et le soutien aux petites et moyennes entreprises ne peut se faire que par la complémentarité des différents outils au niveau européen et national, allant bien au-delà de la politique de la concurrence. La pierre angulaire reste un marché intérieur qui fonctionne et où les activités transfrontalières ne se heurtent pas à des barrières ou coûts injustifiés ou disproportionnés. C'est surtout le cas pour les entreprises luxembourgeoises, qui profitent largement du marché unique sans frontières. Le Luxembourg souligne d'ailleurs à chaque occasion l'importance de renforcer le marché intérieur en supprimant les obstacles qui y persistent. Dans les réponses apportées aux défis actuels, il ne faut donc pas perdre de vue les objectifs à long terme et les principes fondateurs de la construction européenne.

En ce qui concerne la politique européenne de concurrence, le Gouvernement salue la mise en place récente du nouveau règlement européen concernant le contrôle des subventions étrangères faussant le jeu de la concurrence (UE/2022/2560), qui vise notamment à protéger les entreprises européennes contre les acquisitions ou les fusions bénéficiant d'aides étatiques qui ne respectent pas les normes et règles européennes. Le Gouvernement défend tout autant le renforcement des champions européens existant déjà dans de nombreux domaines stratégiques, que l'émergence de nouveaux champions. Le Luxembourg soutient pleinement les travaux en cours sur le « Chips Act » européen et se réjouit de l'initiative annoncée par la Commission européenne relative aux matières premières critiques.

L'ensemble des mesures susmentionnées fera que l'Union européenne, y compris le Luxembourg, resteront attractifs et que les entreprises y implantées demeureront compétitives à long terme.

Implication du Luxembourg aux missions civiles d'observation électorale de l'Union européenne (UE) et de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) | Question **7589** (10/02/2023) de **Mme Stéphanie Empain** (déi gréng)

Par le passé, le Luxembourg a régulièrement détaché des observateurs électoraux pour des missions de l'OSCE et de l'UE.

Ainsi, les autorités luxembourgeoises ont la possibilité de contribuer à la stabilité de démocraties à travers le monde grâce à des observations électorales de courte et de longue durée, et ceci ou bien par le biais de parlementaires ou alors de volontaires issus de la société civile et ayant eu une formation spécifique à cet égard.

Cependant, il semble que la dernière participation d'observateurs civils luxembourgeois à une mission d'observation électorale remonte à la période avant 2018. Dans une réponse à la question parlementaire n° 3909 de l'honorable Députée Viviane Loschetter datant du 3 juillet 2018, Monsieur le Ministre indique que « la participation aux missions d'observation électorale organisées par l'OSCE a été temporairement suspendue en raison de l'adaptation de la base légale (loi OMP) ». Monsieur le Ministre indique aussi que cette nouvelle base légale permettra de déployer plus efficacement des observateurs dans le cadre des prochaines missions d'observation électorale de l'OSCE.

Ainsi, je voudrais avoir les renseignements suivants de la part de Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes :

1) Le Gouvernement a-t-il toujours l'intention de participer à des missions d'observation électorale par l'intermédiaire d'observateurs civils ?

2) Après l'entrée en vigueur de la nouvelle base légale (votée le 5 mai 2021), quelles sont les démarches qui ont été entreprises pour assurer une reprise de l'engagement luxembourgeois dans ces missions d'observation électorale de longue durée ?

3) Dans ce contexte, Monsieur le Ministre a-t-il prévu de publier prochainement un appel à candidatures pour le recrutement d'observateurs civils ? Dans l'affirmative, endéans quel délai cet appel sera-t-il publié ?

Réponse (08/03/2023) de **M. Jean Asselborn,** Ministre des Affaires étrangères et européennes

ad 1) La participation aux missions d'observation électorale (MOE) demeure un outil fondamental de la politique étrangère luxembourgeoise afin de garantir l'organisation d'élections libres et transparentes et, plus loin, de s'engager pour le respect de valeurs démocratiques à l'étranger.

En effet, le Gouvernement propose régulièrement des observateurs civils luxembourgeois aux concours de sélection organisés par l'Union européenne en vue de ses MOE (EU MOE), que ce soit pour des déploiements de court ou de long terme. Ainsi, au cours de l'année 2022, le Luxembourg avait proposé au total 18 observateurs civils nationaux aux EU MOE, dont 14 ont été finalement retenus par l'Union européenne.

PRIORITAIRE
BY AIR MAIL

IBRS/CCRI n°1001256

No stamp required
Ne pas affranchir

RÉPONSE PAYÉE/REPLY PAID
LUXEMBOURG

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
ENVOI-RÉPONSE 1001256
L - 3208 BETTEMBOURG

ad 2) La nouvelle loi dite « OMP » est applicable aux MOE organisées par l'OSCE, qui fonctionnent avec des contingents nationaux envoyés sur une base volontaire par les États participants de l'OSCE. Cette loi prévoit l'adoption d'un règlement grand-ducal individuel pour chaque mission. Or, la notification par l'OSCE d'une nouvelle mission arrive toujours assez tard et les délais impartis par l'OSCE pour l'envoi d'une délégation nationale sont très courts (3-4 semaines au maximum entre l'annonce d'une mission et son déploiement sur le terrain). La nouvelle base légale rend donc une participation luxembourgeoise à des MOE de l'OSCE très difficile, qu'il s'agisse du déploiement d'observateurs pour une courte ou une longue durée. Dans certains cas, si une mission est annoncée un peu plus tôt que d'habitude, une participation pourrait être possible, sur base de la procédure d'urgence prévue par la loi pour l'adoption du règlement grand-ducal.

ad 3) En ce qui concerne la participation aux MOE organisées par l'OSCE, aucun appel à candidatures n'est prévu à l'heure actuelle. Les appels à candidatures pour les MOE organisées par l'UE sont diffusés de façon régulière parmi les personnes qui se sont enregistrées au préalable dans le système de recrutement électronique géré par la Commission européenne.

Nouveau marquage sur la route entre Bettembourg et Huncherange | Question **7590** (13/02/2023) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Viru Kuerzem sinn ech mam Auto vu Beetebuerg a Richtung Hënchereng gefuer. Am Ausgang vun Hënchereng hunn ech festgestallt, dass do eng Aart Insel an d'Strooss gemoolt ginn ass, déi bei schlechte Wiederkonditiounen net gutt ze gesinn ass. En Deel vun der Strooss, dee soss riicht verlaf ass, gouf elo esou ëmgeleet, dass een entweeder op déi fréier Géigespuer muss fuere respektiv een iwwert e Busarrêt muss fueren, deen do laanscht déi ursprénglech Strooss verleeft. Et gouf un eis erugedroen, dass vill Leit déi nei Fuerbunnmarkéierung net gutt gesinn an et dowéinst ëmmer nees zu geféierleche Situatioune kënnt.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Mobilitéit dës Fro stellen:

– Gedenkt de Ministère eppes ze ënnerhuelen, fir dës Plaz nees méi sécher ze gestalten an esou Accidenter ze vermeiden?
• Wa jo, wéini soll dat gemaach ginn?
• Wann nee, firwat net?

Réponse (16/03/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

D'Gemeng Beetebuerg huet Ufank Februar 2023 eng „permission de voirie" ugefrot, fir op der Nationalstrooss N13 am Ausgang vun Hunchereng eng Schikan anzeriichten, woubäi mëttels Leedschwellen de Verkéier ëmgeleet gëtt. D'Analys vun dëser Ufro ass nach net ofgeschloss, soudatt eng Permissioun nach net accordéiert ass.

Generell ass eng säitlech Schikan eng vun de Mesuren déi a Fro komme fir de Verkéier ze entschleunegen. Dës baulech Mesure ass och an der Broschür „Apaisements de trafic sur la voirie de l'État" vun der Stroossebauverwaltung beschriwwen.

Allerdéngs ass ëmmer sécherzestellen, datt de Verlaf vun der Strooss ënnert alle méiglече Konditiounen, wéi zum Beispill bei schlechter Visibilitéit, erkennbar ass.

Ënner anerem ass och eng physesch Trennung tëschent den zwou Fuerspueren néideg, sou wéi eng kloer Erkennbarkeet vun der Schikan u sech (Beschëlderung, iwwerhéicht Verkéiersinsel asw.). Wann dës Konditiounen net erfëllt sinn, mussen aner Mesuren a Betruecht gezu ginn.

Déi ugeschwate Fuerbunnmarkéierunge goufe mëttlerweil (13. Februar) vun der Gemeng ewechgeholl.

Langage inclusif | Question **7592** (14/02/2023) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR)

Esou wéi et am Artikel „Ciel changeant", deen den 20. Januar am „Lëtzebuerger Land" publizéiert gouf, heescht, stellen ëmmer méi Fluchgesellschaften hir Annoncen op eng geschlechtsneutral Sprooch ëm. D'Passagéier ginn net méi mat „Dir Dammen an Dir Hären", mee just nach als „Léif Passagéier" ugeschwat. Och d'Luxair huet hir Annoncë mëttlerweil an deem Sënn ofgeännert. Dës Politick spigelt eng Ideologie rëm, déi all natierlech Ënnerscheeder tëschent Mann a Fra negéiert an de Leit ariede wëll, datt déi biologesch Geschlechter eng sozial Konstruktioun duerstellen.

An deem Zesummenhang géif ech dem Här Verkéiersminister gär dës Froe stellen:

1. War de Staat als Aktionär vun der Luxair un dëser Decisioun bedeelegt? Gouf si am Verwaltungsrot beschwat oder war dat eng Decisioun vun der Direktioun? Wéi gouf si motivéiert?

2. Falls de Staat als Aktionär un där Decisioun bedeelegt war, kann den Här Minister elaboréieren, ob a firwat d'Regierung dëse Verzicht op déi traditionell Uried matgestëmmt huet?

3. Wëll d'Regierung am Verwaltungsrot dofir antrieden, datt déi traditionell Uried „Dir Dammen an Dir Hären" op de Luxair-Vollen nees ageféiert gëtt?

Réponse (06/03/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Dës Decisioun läit am Beräich vun der deeglecher Gestioun vun der Luxair a gouf vun der Direktioun getraff.

D'Regierung ënnerstëtzt dës inklusiv Approche a gesäit keng Gefor vun ideologescher Indoktrinatioun duerch d'Uried „Léif Passagéier" an de Fligere vun der Luxair.

Abonnement/Desabonnement vum Chamberblietchen

Abonéiert oder desabonéiert Iech gratis

– per E-Mail un abocro@chd.lu, andeems Dir Numm, Virnumm, Adress, Code postal an Uertschaft ugitt
– iwwert eisen Internetsite www.chd.lu
– iwwert de Coupon hei ënnendrënner.

Coupon, fir sech gratis ze abonéieren/desabonéieren:

Ech abonéiere mech:

◯ fir déi gedréckte Versioun*   ◯ fir déi elektronesch Versioun op follgend E-Mails-Adress: ____________________

Ech desabonéiere mech:

◯ vun der gedréckter Versioun*   ◯ vun der elektronescher Versioun op follgend E-Mails-Adress: ____________________

*Déi follgend Casen ausfëlle beim Abonnement/Desabonnement vun der gedréckter Versioun:

Numm: ____________________ Virnumm: ____________________

Societéit/Administratioun: ____________________

Adress: ____________________ Boîte postale: ____________________

Code postal: __________ Uertschaft: ____________________ Land: ____________________

D'Chamberblietche gëtt Iech als eegestänneg Zeitung zougestallt. D'Chamber notzt dofir d'Servicer vun enger externer Firma. Är Donneeë ginn traitéiert, bis Dir Iech desabonéiert.
Fir méi Informatioune kënnt Dir eis per Courrier oder via déi uewe genannte Mailadress kontaktéieren.

Du 10 juillet au 2 décembre 2023

Archives nationales – Plateau du Saint-Esprit

Lundi à vendredi 08h30 – 17h30
Samedi 08h30 – 11h30

Exposition en langues allemande et française
Entrée et visites guidées gratuites

Informations

Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg | 23, rue du Marché-aux-Herbes | L-1728 Luxembourg
Tél. 466 966 - 1 | info@chd.lu | chd.lu |

PERIODIQUE

POST LUXEMBOURG

Envois non distribuables à retourner à:
L-3290 BETTEMBOURG

PORT PAYÉ
PS/799